

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TABLES DU SÉNAT

Tables des débats (table nominative)

Année 2020

Tome I – Volume 1/2

ÉTABLIES PAR LA DIVISION DES ARCHIVES DU SÉNAT



PALAIS DU LUXEMBOURG

15, rue de Vaugirard
75291 Paris cedex 06

Division des Archives du Sénat : tél. 01 42 34 36 18
mél. archives@senat.fr

<http://www.senat.fr>

SÉNAT

TABLE NOMINATIVE

Clôture de la session ordinaire 2019-2020	30 juin 2020
Ouverture de la première session extraordinaire	1 ^{er} juillet 2020
Clôture de la première session extraordinaire	31 juillet 2020
Ouverture de la seconde session extraordinaire	15 septembre 2020
Clôture de la seconde session extraordinaire	30 septembre 2020
<i>(le Sénat n'a pas siégé au cours de cette seconde session extraordinaire)</i>	
Élections sénatoriales 2020	27 septembre 2020
Ouverture de la session ordinaire 2020-2021	1 ^{er} octobre 2020

NOTA - Les impressions du Sénat sont numérotées, pour chaque année, à compter du premier jour de la session ordinaire jusqu'à la veille du premier jour de la session ordinaire de l'année suivante.

SOMMAIRE

SOMMAIRE	III
AVERTISSEMENT	V
ABRÉVIATIONS	VII
LISTES DES SÉNATEURS PAR DÉPARTEMENT	IX
TABLE NOMINATIVE 2020 – DÉBATS DU SÉNAT	1
INDEX DES NOMS	565

AVERTISSEMENT

Les Tables du Sénat se composent de trois tomes distincts respectivement consacrés à la table nominative, à la table thématique et à la composition et aux activités des organes du Sénat.

La *table nominative* (tome I) contient, en regard des noms de Mmes et MM. les Sénateurs, un récapitulatif chronologique, durant l'année considérée, des nominations dont ils ont fait l'objet, des dépôts de propositions de loi ou de rapports, de leurs interventions en commission et en séance publique : projets de loi, propositions de loi, propositions de résolution, questions, débats, mises au point au sujet d'un vote et rappels au règlement.

Depuis le 11 octobre 2017 (séance du 10 octobre 2017), deux changements ont été opérés afin d'enrichir cette table puisque :

- les interventions sont signalées y compris lorsque le président de séance n'a pas accordé la parole à l'orateur, afin de rendre compte fidèlement des interventions dans leur variété, et des centres d'intérêt des sénateurs ;
- le sujet sur lequel portent les articles additionnels est précisé.

Les projets de loi déposés par Mmes et MM. les ministres, ainsi que l'ensemble de leurs interventions en séance publique, sont également répertoriés dans la table nominative.

Celle-ci est consultable sur le site internet du Sénat (www.senat.fr) :

- en version intégrale par année (rubrique Travaux parlementaires/Comptes rendus des débats/Indexation des débats par thème et nom de sénateur ou rubrique Connaître le Sénat/Rôle et fonctionnement/Les documents de référence : Les informations parlementaires/Composition et activités du Sénat) ;
- et par extraits sur la fiche de chaque sénateur (rubrique Vos sénateurs/Sénateurs ; sélectionner une fiche et cliquer sur l'année dans Extrait de la table nominative).

La *table thématique* (tome II) fournit une présentation par thème des débats qui se sont déroulés au Sénat au cours de l'année. Elle récapitule également les questions, les déclarations du Gouvernement, les allocutions, communications, éloges funèbres et souhaits de bienvenue prononcés ainsi que les motions de procédure examinées.

Le volume *Composition et activités des organes du Sénat* (tome III) recense les listes des sénateurs et des organes du Sénat. Il présente l'évolution de la composition du Bureau, des groupes politiques, des commissions permanentes et autres commissions, des structures temporaires, de l'office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, des délégations, de la Cour de justice de la République, des organismes extraparlimentaires, ainsi que les pétitions et la liste des rapports remis au Parlement. Il est établi à partir du *Journal officiel Lois et décrets*.

ABRÉVIATIONS

Groupes politiques :

CRCE.....	Groupe communiste républicain citoyen et écologiste
GEST.....	Groupe écologiste - Solidarité et territoires
LaREM.....	Groupe La République en marche
puis RDPI.....	Groupe Rassemblement des démocrates, progressistes et indépendants (<i>à/c de début octobre 2020</i>)
Les indépendants, INDEP.....	Groupe Les indépendants - République et territoires
LR.....	Groupe Les Républicains
RDSE.....	Groupe du Rassemblement démocratique et social européen
SOCR.....	Groupe socialiste et républicain
puis SER.....	Groupe socialiste, écologiste et républicain (<i>à/c de début octobre 2020</i>)
UC.....	Groupe Union centriste
NI.....	Réunion administrative des sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe
- A.....	Apparenté à un groupe politique
- R.....	Rattaché administrativement à un groupe politique

Liste des sénateurs par département avant les élections du 27 septembre 2020

1. Départements métropolitains

	Département	Nombre de sièges	Noms
01	AIN	3	Patrick Chaize Sylvie Goy-Chavent Rachel Mazuir
02	AISNE	3	Yves Daudigny Pascale Gruny Antoine Lefèvre
03	ALLIER	2	Gérard Dériot Claude Malhuret
04	ALPES DE HAUTE-PROVENCE	1	Jean-Yves Roux
05	HAUTES-ALPES	1	Patricia Morhet-Richaud
06	ALPES-MARITIMES	5	Marc Daunis Dominique Estrosi Sassone Jean-Pierre Leleux Henri Leroy Danielle Tubiana (<i>à/c du 25-09-20</i>)
07	ARDÈCHE	2	Catherine André Mathieu Darnaud
08	ARDENNES	2	Benoît Huré Marc Laménie
09	ARIÈGE	1	Alain Duran
10	AUBE	2	Philippe Adnot Évelyne Perrot
11	AUDE	2	Roland Courteau Gisèle Jourda
12	AVEYRON	2	Jean-Claude Luche Alain Marc
13	BOUCHES-DU-RHÔNE	8	Anne-Marie Bertrand Patrick Boré Michèle Einaudi Danièle Garcia Bruno Gilles Jean-Noël Guérini Mireille Jouve Stéphane Ravier
14	CALVADOS	3	Pascal Allizard Corinne Féret Sonia de La Provôté

15	CANTAL	2	Bernard Delcros Josiane Costes
16	CHARENTE	2	Nicole Bonnefoy Michel Boutant
17	CHARENTE-MARITIME	3	Corinne Imbert Bernard Lalande Daniel Laurent
18	CHER	2	Rémy Pointereau Marie-Pierre Richer
19	CORRÈZE	2	Daniel Chasseing Claude Nougein
20A	CORSE-DU-SUD	1	Jean-Jacques Panunzi
20B	HAUTE-CORSE	1	Joseph Castelli
21	CÔTE-D'OR	3	Alain Houpert Anne-Catherine Loisier François Patriat
22	CÔTES-D'ARMOR	3	Yannick Botrel Christine Prunaud Michel Vaspert
23	CREUSE	2	Éric Jeansannetas Jean-Jacques Lozach
24	DORDOGNE	2	Claude Bérit-Débat Bernard Cazeau
25	DOUBS	3	Jacques Groperrin Jean-François Longeot Marie-Noëlle Schoeller
26	DRÔME	3	Gilbert Bouchet Bernard Buis Marie-Pierre Monier
27	EURE	3	Nicole Duranton Hervé Maurey Ladislas Poniatowski
28	EURE-ET-LOIR	3	Chantal Deseyne Albéric de Montgolfier Françoise Ramond
29	FINISTÈRE	4	Maryvonne Blondin Michel Canevet Jean-Luc Fichet Philippe Paul
30	GARD	3	Stéphane Cardenes Vivette Lopez Simon Sutour
31	HAUTE-GARONNE	5	Alain Chatillon Françoise Laborde Pierre Médevielle Brigitte Micouleau Claude Raynal

32	GERS	2	Franck Montaugé Raymond Vall
33	GIRONDE	6	Françoise Cartron Alain Cazabonne Nathalie Delattre Hervé Gillé Laurence Harribey Florence Lassarade
34	HÉRAULT	4	Marie-Thérèse Bruguière Henri Cabanel Agnès Constant Jean-Pierre Grand
35	ILLE-ET-VILAINE	4	Françoise Gatel Dominique de Legge Sylvie Robert Jean-Louis Tourenne
36	INDRE	2	Frédérique Gerbaud Jean-François Mayet
37	INDRE-ET-LOIRE	3	Serge Babary Pierre Louault Isabelle Raimond-Pavero
38	ISÈRE	5	Guillaume Gontard Frédérique Puissat Didier Rambaud Michel Savin André Vallini
39	JURA	2	Marie-Christine Chauvin Sylvie Vermeillet
40	LANDES	2	Éric Kerrouche Monique Lubin
41	LOIR-ET-CHER	2	Jean-Marie Janssens Jean-Paul Prince
42	LOIRE	4	Bernard Bonne Cécile Cukierman Bernard Fournier Jean-Claude Tissot
43	HAUTE-LOIRE	2	Olivier Cigolotti Laurent Duplomb
44	LOIRE-ATLANTIQUE	5	Ronan Dantec Joël Guerriau Michelle Meunier Christophe Priou Yannick Vaugrenard
45	LOIRET	3	Jean-Noël Cardoux Hugues Saury Jean-Pierre Sueur
46	LOT	2	Angèle Préville Jean-Claude Requier
47	LOT-ET-GARONNE	2	Christine Bonfanti-Dossat Jean-Pierre Moga

48	LOZÈRE	1	Guylène Pantel
49	MAINE-ET-LOIRE	4	Joël Bigot Emmanuel Capus Catherine Deroche Stéphane Piednoir
50	MANCHE	3	Philippe Bas Jean Bizet Jean-Michel Houllégatte
51	MARNE	3	Yves Détraigne Françoise Férat René-Paul Savary
52	HAUTE-MARNE	2	Charles Guené Bruno Sido
53	MAYENNE	2	Guillaume Chevrollier Élisabeth Doineau
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	4	Véronique Guillotin Jean-François Husson Olivier Jacquin Philippe Nachbar
55	MEUSE	2	Gérard Longuet Franck Menonville
56	MORBIHAN	3	Muriel Jourda Joël Labbé Jacques Le Nay
57	MOSELLE	5	Catherine Belrhiti Christine Herzog Jean Louis Masson Jean-Marie Mizzon Jean-Marc Todeschini
58	NIÈVRE	2	Patrice Joly Nadia Sollogoub
59	NORD	11	Éric Bocquet Marc-Philippe Daubresse Jean-Pierre Decool Martine Filleul Michelle Gréaume Olivier Henno Patrick Kanner Valérie Létard Brigitte Lherbier Frédéric Marchand Dany Wattebled
60	OISE	4	Jérôme Bascher Édouard Courtial Olivier Paccaud Laurence Rossignol
61	ORNE	2	Nathalie Goulet Vincent Segouin

62	PAS-DE-CALAIS	7	Cathy Apourceau-Poly Jean-Pierre Corbisez Michel Dagbert Catherine Fournier Jean-François Rapin Sabine Van Heghe Jean-Marie Vanlerenberghe
63	PUY-DE-DÔME	3	Jean-Marc Boyer Éric Gold Jacques-Bernard Magner
64	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	3	Max Brisson Frédérique Espagnac Denise Saint-Pé
65	HAUTES-PYRÉNÉES	2	Viviane Artigalas Maryse Carrère
66	PYRÉNÉES-ORIENTALES	2	François Calvet Jean Sol
67	BAS-RHIN	5	Jacques Bigot Guy-Dominique Kennel Claude Kern André Reichardt Esther Sittler
68	HAUT-RHIN	4	Jean-Marie Bockel René Danesi Patricia Schillinger Catherine Troendlé
69	RHÔNE	7	François-Noël Buffet Gilbert-Luc Devinaz Catherine Di Folco Michel Forissier Michel Guillemot Élisabeth Lamure Michèle Vullien
70	HAUTE-SAÔNE	2	Alain Joyandet Michel Raison
71	SAÔNE-ET-LOIRE	3	Jérôme Durain Jean-Paul Émorine Marie Mercier
72	SARTHE	3	Muriel Cabaret Louis-Jean de Nicolaÿ Jean Pierre Vogel
73	SAVOIE	2	Martine Berthet Jean-Pierre Vial
74	HAUTE-SAVOIE	3	Loïc Hervé Sylviane Noël Cyril Pellevat
75	PARIS	12	David Assouline Julien Bargeton Esther Benbassa

			Céline Boulay-Espéronnier Pierre Charon Philippe Dominati Catherine Dumas Rémi Féraud Bernard Jomier Marie-Pierre de La Gontrie Pierre Laurent Marie-Noëlle Lienemann
76	SEINE-MARITIME	6	Céline Brulin Agnès Canayer Didier Marie Pascal Martin Catherine Morin-Desailly Nelly Tocqueville
77	SEINE-ET-MARNE	6	Arnaud de Belenet Anne Chain-Larché Pierre Cuypers Vincent Éblé Colette Mélot Claudine Thomas
78	YVELINES	6	Toine Bourrat Marta de Cidrac Gérard Larcher Michel Laugier Martin Lévrier Sophie Primas
79	DEUX-SÈVRES	2	Jean-Marie Morisset Philippe Mouiller
80	SOMME	3	Jérôme Bignon Daniel Dubois Christian Manable
81	TARN	2	Philippe Bonnecarrère Thierry Carcenac
82	TARN-ET-GARONNE	2	François Bonhomme Yvon Collin
83	VAR	4	Pierre-Yves Collombat Jordi Ginesta Claudine Kauffmann Christine Lanfranchi Dorgal
84	VAUCLUSE	3	Alain Dufaut Claude Haut Alain Milon
85	VENDÉE	3	Annick Billon Didier Mandelli Bruno Retailleau
86	VIENNE	2	Yves Bouloux Alain Fouché
87	HAUTE-VIENNE	2	Jean-Marc Gabouty Marie-Françoise Perol-Dumont

88	VOSGES	2	Daniel Gremillet Jackie Pierre
89	YONNE	2	Noëlle Rauscent Dominique Vérien
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1	Cédric Perrin
91	ESSONNE	5	Laure Darcos Vincent Delahaye Jocelyne Guidez Jean-Raymond Hugonet Olivier Léonhardt
92	HAUTS-DE-SEINE	7	André Gattolin Xavier Iacovelli Roger Karoutchi Christine Lavarde Hervé Marseille Pierre Ouzoulias Philippe Pemezec
93	SEINE-SAINT-DENIS	6	Éliane Assassi Vincent Capo-Canellas Philippe Dallier Annie Delmont-Koropoulis Fabien Gay Gilbert Roger
94	VAL-DE-MARNE	6	Christian Cambon Laurence Cohen Laurent Lafon Catherine Procaccia Pascale Savoldelli Sophie Taillé-Polian
95	VAL-D'OISE	5	Arnaud Bazin Jacqueline Eustache-Brinio Sébastien Meurant Alain Richard Rachid Temal

2. Départements d'outre-mer

971	GUADELOUPE	3	Victoire Jasmin Victorin Lurel Dominique Théophile
972	MARTINIQUE	2	Maurice Antiste Catherine Conconne
973	GUYANE	2	Antoine Karam Georges Patient
974	LA RÉUNION	4	Michel Dennemont Nassimah Dindar

			Jean-Louis Lagourgue Viviane Malet
976	MAYOTTE	2	Abdallah Hassani Thani Mohamed Soilihi

3. Collectivités d'outre-mer

975	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	1	Stéphane Artano
977	SAINT-BARTHÉLEMY	1	Michel Magras
978	SAINT-MARTIN	1	Guillaume Arnell
986	ÎLES WALLIS ET FUTUNA	1	Robert Laufoaulu
987	POLYNÉSIE FRANÇAISE	2	Nuihau Laurey Lana Tetuanui

4. Autre collectivité

988	NOUVELLE-CALÉDONIE	2	Pierre Frogier Gérard Poadja
-----	---------------------------	---	---------------------------------

5. Sénateurs représentant les Français établis hors de France

Série 1	Série 2
Hélène Conway-Mouret Joëlle Garriaud-Maylam Jean-Yves Leconte Ronan Le Gleut Damien Regnard Évelyne Renaud-Garabedian	Olivier Cadic Robert del Picchia Jacky Deromedi Christophe-André Frassa Claudine Lepage Richard Yung

Liste des sénateurs par département après les élections du 27 septembre 2020

1. Départements métropolitains

	Département	Nombre de sièges	Noms
01	AIN	3	Florence Blatrix Contat Patrick Chaize Sylvie Goy-Chavent
02	AISNE	3	Pascale Gruny Antoine Lefèvre Pierre-Jean Verzelen
03	ALLIER	2	Claude Malhuret Bruno Rojouan
04	ALPES DE HAUTE-PROVENCE	1	Jean-Yves Roux
05	HAUTES-ALPES	1	Jean-Michel Arnaud
06	ALPES-MARITIMES	5	Alexandra Borchio Fontimp Patricia Demas Dominique Estrosi Sassone Henri Leroy Philippe Tabarot
07	ARDÈCHE	2	Mathieu Darnaud Anne Ventalon
08	ARDENNES	2	Else Joseph Marc Laménie
09	ARIÈGE	1	Jean-Jacques Michau
10	AUBE	2	Vanina Paoli-Gagin Évelyne Perrot
11	AUDE	2	Gisèle Jourda Sébastien Pla
12	AVEYRON	2	Jean-Claude Anglars Alain Marc
13	BOUCHES-DU-RHÔNE	8	Jérémy Bacchi Guy Benarroche Patrick Boré Valérie Boyer Marie-Arlette Carlotti Jean-Noël Guérini Stéphane Le Rudulier Stéphane Ravier

14	CALVADOS	3	Pascal Allizard Corinne Féret Sonia de La Provôté
15	CANTAL	2	Bernard Delcros Stéphane Sautarel
16	CHARENTE	2	François Bonneau Nicole Bonnefoy
17	CHARENTE-MARITIME	3	Corinne Imbert Daniel Laurent Mickaël Vallet
18	CHER	2	Rémy Pointereau Marie-Pierre Richer
19	CORRÈZE	2	Daniel Chasseing Claude Nougéin
20A	CORSE-DU-SUD	1	Jean-Jacques Panunzi
20B	HAUTE-CORSE	1	Paul Toussaint Parigi
21	CÔTE-D'OR	3	Alain Houpert Anne-Catherine Loisier François Patriat
22	CÔTES-D'ARMOR	3	Alain Cadec Gérard Lahellec Annie Le Houerou
23	CREUSE	2	Éric Jeansannetas Jean-Jacques Lozach
24	DORDOGNE	2	Serge Mérillou Marie-Claude Varailles
25	DOUBS	3	Jacques Groperrin Annick Jacquemet Jean-François Longeot
26	DRÔME	3	Gilbert Bouchet Bernard Buis Marie-Pierre Monier
27	EURE	3	Nicole Duranton Hervé Maurey Kristina Pluchet
28	EURE-ET-LOIR	3	Chantal Deseyne Daniel Gueret Albéric de Montgolfier
29	FINISTÈRE	4	Michel Canevet Jean-Luc Fichet Nadège Havet Philippe Paul
30	GARD	3	Denis Bouad Laurent Burgoa Vivette Lopez
31	HAUTE-GARONNE	5	Alain Chatillon Pierre Médevielle Brigitte Micoulean

			Émilienne Poumirol Claude Raynal
32	GERS	2	Alain Duffourg Franck Montaugé
33	GIRONDE	6	Alain Cazabonne Nathalie Delattre Hervé Gillé Laurence Harribey Florence Lassarade Monique de Marco
34	HÉRAULT	4	Christian Bilhac Hussein Bourgi Henri Cabanel Jean-Pierre Grand
35	ILLE-ET-VILAINE	4	Françoise Gatel Dominique de Legge Sylvie Robert Daniel Salmon
36	INDRE	2	Nadine Bellurot Frédérique Gerbaud
37	INDRE-ET-LOIRE	3	Serge Babary Pierre Louault Isabelle Raimond-Pavero
38	ISÈRE	5	Guillaume Gontard Frédérique Puissat Didier Rambaud Michel Savin André Vallini
39	JURA	2	Marie-Christine Chauvin Sylvie Vermeillet
40	LANDES	2	Éric Kerrouche Monique Lubin
41	LOIR-ET-CHER	2	Jean-Marie Janssens Jean-Paul Prince
42	LOIRE	4	Bernard Bonne Cécile Cukierman Bernard Fournier Jean-Claude Tissot
43	HAUTE-LOIRE	2	Olivier Cigolotti Laurent Duplomb
44	LOIRE-ATLANTIQUE	5	Ronan Dantec Laurence Garnier Joël Guerriau Michelle Meunier Yannick Vaugrenard
45	LOIRET	3	Jean-Noël Cardoux Hugues Saury Jean-Pierre Sueur
46	LOT	2	Angèle Préville Jean-Claude Requier

47	LOT-ET-GARONNE	2	Christine Bonfanti-Dossat Jean-Pierre Moga
48	LOZÈRE	1	Guylène Pantel
49	MAINE-ET-LOIRE	4	Joël Bigot Emmanuel Capus Catherine Deroche Stéphane Piednoir
50	MANCHE	3	Philippe Bas Béatrice Gosselin Jean-Michel Houllégatte
51	MARNE	3	Yves Détraigne Françoise Férat René-Paul Savary
52	HAUTE-MARNE	2	Charles Guené Bruno Sido
53	MAYENNE	2	Guillaume Chevrollier Élisabeth Doineau
54	MEURTHE-ET-MOSELLE	4	Véronique Guillotin Jean-François Husson Olivier Jacquin Philippe Nachbar
55	MEUSE	2	Gérard Longuet Franck Menonville
56	MORBIHAN	3	Muriel Jourda Joël Labbé Jacques Le Nay
57	MOSELLE	5	Catherine Belrhiti Christine Herzog Jean Louis Masson Jean-Marie Mizzon Jean-Marc Todeschini
58	NIÈVRE	2	Patrice Joly Nadia Sollogoub
59	NORD	11	Éric Bocquet Marc-Philippe Daubresse Jean-Pierre Decool Martine Filleul Michelle Gréaume Olivier Henno Patrick Kanner Valérie Létard Brigitte Lherbier Frédéric Marchand Dany Wattebled
60	OISE	4	Jérôme Bascher Édouard Courtial Olivier Paccaud Laurence Rossignol

61	ORNE	2	Nathalie Goulet Vincent Segouin
62	PAS-DE-CALAIS	7	Cathy Apourceau-Poly Jean-Pierre Corbisez Michel Dagbert Catherine Fournier Jean-François Rapin Sabine Van Heghe Jean-Marie Vanlerenberghe
63	PUY-DE-DÔME	3	Jean-Marc Boyer Éric Gold Jacques-Bernard Magner
64	PYRÉNÉES-ATLANTIQUES	3	Max Brisson Frédérique Espagnac Denise Saint-Pé
65	HAUTES-PYRÉNÉES	2	Viviane Artigalas Maryse Carrère
66	PYRÉNÉES-ORIENTALES	2	François Calvet Jean Sol
67	BAS-RHIN	5	Jacques Fernique Claude Kern Laurence Muller-Bronn André Reichardt Elsa Schalck
68	HAUT-RHIN	4	Sabine Drexler Ludovic Haye Christian Klinger Patricia Schillinger
69	RHÔNE	7	Étienne Blanc François-Noël Buffet Gilbert-Luc Devinaz Catherine Di Folco Thomas Dossus Bernard Fialaire Raymonde Poncet Monge
70	HAUTE-SAÔNE	2	Alain Joyandet Olivier Rietmann
71	SAÔNE-ET-LOIRE	3	Jérôme Durain Fabien Genet Marie Mercier
72	SARTHE	3	Thierry Cozic Louis-Jean de Nicolaÿ Jean Pierre Vogel
73	SAVOIE	2	Martine Berthet Cédric Vial
74	HAUTE-SAVOIE	3	Loïc Hervé Sylviane Noël Cyril Pellevat

75	PARIS	12	David Assouline Julien Bargeton Esther Benbassa Céline Boulay- Espéronnier Pierre Charon Philippe Dominati Catherine Dumas Rémi Féraud Bernard Jomier Marie-Pierre de La Gontrie Pierre Laurent Marie-Noëlle Lienemann
76	SEINE-MARITIME	6	Céline Brulin Agnès Canayer Patrick Chauvet Didier Marie Pascal Martin Catherine Morin-Desailly
77	SEINE-ET-MARNE	6	Arnaud de Belenet Anne Chain-Larché Pierre Cuypers Vincent Éblé Colette Mélot Claudine Thomas
78	YVELINES	6	Toine Bourrat Marta de Cidrac Gérard Larcher Michel Laugier Martin Lévrier Sophie Primas
79	DEUX-SÈVRES	2	Gilbert Favreau Philippe Mouiller
80	SOMME	3	Rémi Cardon Stéphane Demilly Laurent Somon
81	TARN	2	Philippe Bonnacarrère Philippe Folliot
82	TARN-ET-GARONNE	2	François Bonhomme Pierre-Antoine Levi
83	VAR	4	Jean Bacci Michel Bonnus Françoise Dumont André Guiol
84	VAUCLUSE	3	Jean-Baptiste Blanc Alain Milon Lucien Stanzione
85	VENDÉE	3	Annick Billon Didier Mandelli

			Bruno Retailleau
86	VIENNE	2	Bruno Belin Yves Bouloux
87	HAUTE-VIENNE	2	Isabelle Briquet Christian Redon-Sarrazy
88	VOSGES	2	Daniel Gremillet Jean Hingray
89	YONNE	2	Marie Evrard Dominique Vérien
90	TERRITOIRE DE BELFORT	1	Cédric Perrin
91	ESSONNE	5	Laure Darcos Vincent Delahaye Jocelyne Guidez Jean-Raymond Hugonet Olivier Léonhardt
92	HAUTS-DE-SEINE	7	André Gattolin Xavier Iacovelli Roger Karoutchi Christine Lavarde Hervé Marseille Pierre Ouzoulias Philippe Pemezec
93	SEINE-SAINT-DENIS	6	Éliane Assassi Vincent Capo-Canellas Philippe Dallier Annie Delmont- Koropoulis Fabien Gay Gilbert Roger
94	VAL-DE-MARNE	6	Christian Cambon Laurence Cohen Laurent Lafon Catherine Procaccia Pascale Savoldelli Sophie Taillé-Polian
95	VAL-D'OISE	5	Arnaud Bazin Jacqueline Eustache- Brinio Sébastien Meurant Alain Richard Rachid Temal

2. Départements d'outre-mer

971	GUADELOUPE	3	Victoire Jasmin Victorin Lurel Dominique Théophile
972	MARTINIQUE	2	Maurice Antiste Catherine Conconne
973	GUYANE	2	Georges Patient Marie-Laure Phinera-Horth
974	LA RÉUNION	4	Michel Dennemont Nassimah Dindar Jean-Louis Lagourgue Viviane Malet
976	MAYOTTE	2	Abdallah Hassani Thani Mohamed Soilihi

3. Collectivités d'outre-mer

975	SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	1	Stéphane Artano
977	SAINT-BARTHÉLEMY	1	Micheline Jacques
978	SAINT-MARTIN	1	Annick Petrus
986	ÎLES WALLIS ET FUTUNA	1	Mikaele Kulimoetoke
987	POLYNÉSIE FRANÇAISE	2	Teva Rohfritsch Lana Tetuanui

4. Autre collectivité

988	NOUVELLE-CALÉDONIE	2	Pierre Frogier Gérard Poadja
-----	---------------------------	---	---------------------------------

5. Sénateurs représentant les Français établis hors de France

Série 1	Série 2
Hélène Conway-Mouret Joëlle Garriaud-Maylam	Olivier Cadic* Robert del Picchia*

Jean-Yves Leconte Ronan Le Gleut Damien Regnard Évelyne Renaud- Garabedian	Jacky Deromedi* Christophe-André Frassa* Claudine Lepage* Richard Yung*
--	--

* Par dérogation à l'article 1^{er} de la loi organique n° 83-499 du 17 juin 1983 relative à la représentation au Sénat des Français établis hors de France, le mandat des six sénateurs représentant les Français établis hors de France élus en septembre 2014 est prolongé jusqu'au 30 septembre 2021.

TABLE NOMINATIVE 2020 - DÉBATS DU SÉNAT

ABBA (Bérangère)

*secrétaire d'État auprès de la ministre de
la transition écologique, chargée de la
biodiversité
(du 27 juillet 2020 au 31 décembre
2020)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux menaces sur Action logement** - (4 novembre 2020) : p. 8229
- **Question orale sans débat relative à l'indemnisation des préjudices liés aux choucas des tours** - (5 novembre 2020) : p. 8310
- **Question orale sans débat sur l'abandon des pneumatiques** - (5 novembre 2020) : p. 8310
- **Question orale sans débat relative au programme Syndièse** - (5 novembre 2020) : p. 8311
- **Question orale sans débat sur la réouverture du train de nuit La Palombe bleue** - (5 novembre 2020) : p. 8312
- **Question orale sans débat relative à la chasse à courre** - (5 novembre 2020) : p. 8313
- **Question orale sans débat sur les risques radioactifs aux abords du site de l'ancienne usine de radium de Nogent-sur-Marne** - (5 novembre 2020) : p. 8314
- **Question orale sans débat relative à l'affichage numérique publicitaire** - (5 novembre 2020) : p. 8315
- **Question orale sans débat sur la nécessité de créer des réserves en eau pour l'agriculture** - (5 novembre 2020) : p. 8316
- **Question orale sans débat relative aux mesures de contrôle et aux alternatives au nitrate d'ammonium** - (5 novembre 2020) : p. 8317
- **Question orale sans débat sur les modalités de vente des logements appartenant à un organisme d'habitations à loyer modéré** - (5 novembre 2020) : p. 8317
- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9212 p. 9213 p. 9214 p. 9215 p. 9216 p. 9217 p. 9218 p. 9219 p. 9220 p. 9221 p. 9222 p. 9223 p. 9224
- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

- (27 novembre 2020) : p. 10310

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10365 p. 10370 p. 10373 p. 10375 - **Article 54 quinquies (nouveau)** (Refonte du cadre législatif afférent au fonds de prévention des risques naturels majeurs et création d'une expérimentation « mieux reconstruire après inondation » financée par le fonds) : p. 10376 p. 10377 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendements n° II-157 et n° II-508 rectifié** (Ministère de l'écologie - Coupes budgétaires et réduction des effectifs - Conséquences - Rapport au Parlement) : p. 10378 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° II-469 rectifié** (Transition écologique pour les territoires - Financement - Rapport au Parlement) : p. 10379 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° II-509 rectifié** (Respect des budgets carbone - Moyens mis en œuvre - Rapport au Parlement) : p. 10380 - **Article 54 sexies (nouveau)** (Révision à la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque pour les contrats conclus entre 2006 et 2011) : p. 10384
- **Question orale sans débat relative au renouvellement des concessions hydroélectriques de la vallée d'Ossau** - (1er décembre 2020) : p. 10733
- **Question orale sans débat sur le comité de haut niveau** - (1er décembre 2020) : p. 10734
- **Question orale sans débat relative au classement des communes en aléas faibles à aléas moyens des sols argileux** - (1er décembre 2020) : p. 10735
- **Question orale sans débat sur la garantie d'emprunt accordée par un établissement public de coopération intercommunale à un syndicat mixte** - (1er décembre 2020) : p. 10735
- **Question orale sans débat relative à la situation des liaisons transmanche** - (1er décembre 2020) : p. 10736
- **Question orale sans débat sur le projet d'autoroute A831** - (1er décembre 2020) : p. 10737
- **Question orale sans débat relative à l'obligation des fournisseurs d'énergie vis-à-vis du fonds de solidarité pour le logement** - (1er décembre 2020) : p. 10738
- **Question orale sans débat sur l'implantation de logements modulaires par l'État sur les emprises de la voie de desserte orientale** - (1er décembre 2020) : p. 10738
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'énergie et de climat** - (9 décembre 2020) : p. 11712 p. 11713
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux mesures sanitaires dans les trains et aux investissements sur la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse** - (9 décembre 2020) : p. 11713 p. 11714
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à EDF et au projet Hercule** - (9 décembre 2020) : p. 11715

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

Délégué de la Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020 ; puis vice-président le 2 juillet 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 682 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 683 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi pour le plein exercice des libertés locales [n° 684 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond au texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de gestion de l'eau** - (29 janvier 2020) : p. 744 p. 745

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** [n° 382 (2019-2020)] - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 383 (2019-2020)** : p. 2505 - **Article 6 bis (nouveau)** (*Code de la santé publique - Chapitre 1er bis du titre III du livre 1er de la troisième partie - Applicabilité jusqu'au 1er avril 2021*) : p. 2528 - **Article 1er (précédemment réservé)** (*Report des élections municipales*) : p. 2569

- **Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** [n° 383 (2019-2020)] - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 382 (2019-2020).**

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 384 (2019-2020)] - (20 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2756

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 403 (2019-2020)] - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2901

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3782

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4533

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6372

ALLIZARD (Pascal)
sénateur (Calvados)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) ; puis premier vice-président le 15 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : À quoi sert l'ONU ? La France engagée pour la défense du multilatéralisme. [n° 244 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'industrie de défense dans l'œil du cyclone [n° 605 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Défense - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la sécurisation économique des secteurs stratégiques par la création de véhicules de portage et d'investissement stratégique [n° 687 (2019-2020)] (24 août 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Défense : Environnement et prospective de la politique de défense [n° 140 tome 5 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission à l'Assemblée générale des Nations unies - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Nicolas de Rivière, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU.

Questions diverses.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Examen d'une proposition de résolution européenne sur le Fonds européen de la défense.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Barkhane : bilan et perspectives - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Proposition de résolution européenne sur la proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil établissant le Fonds européen de la défense COM-2018-476 final - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du Président de la République pour l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sahel - Audition du colonel Michel Goya, auteur du blog « La voix de l'Épée », de M. Mathieu Pellerin, chercheur spécialiste du Sahel (International crisis group) et du docteur Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à Brussels School of International Studies (université du Kent).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de

M. Benoît Cœuré, directeur du pôle innovation de la Banque des règlements internationaux, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (par téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM sur le Moyen-Orient face à la crise sanitaire et géopolitique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avis politique sur l'agriculture et la politique de concurrence (par téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de contrat d'objectifs et de moyens d'Expertise France - Communication de M. Jean-Pierre Vial et Mme Marie-Françoise Perol-Dumont (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Communication (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Désinformation, cyberattaques et cybermalveillance : l'autre guerre du Covid-19 » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Porte-avions de nouvelle génération - Examen du rapport d'information.

Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ismaïl Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Examen du rapport d'information « L'Inde, un partenaire stratégique » de MM. Ladislav Poniatowski et Rachid Temal, co-rapporteurs.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Financement de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des

affaires étrangères sur la situation internationale (en téléconférence).

Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement (en téléconférence).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021- Audition conjointe de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Audition de Mme Valérie Hayer, députée européenne, sur le projet de décision du Conseil relative au système des ressources propres de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Relations de l'Union européenne avec la Hongrie : rapport d'information de MM. Jean Bizet, André Gattolin et Jean-Yves Leconte.

Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Politique européenne en matière de données et souveraineté numérique européenne : communication et avis politique de M. Christophe-André Frassa et Mme Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale du Venezuela et président de transition en charge de mettre en œuvre un processus électoral.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne en charge d'une économie au service des personnes, Commissaire européen au commerce.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition, depuis Njaména, du général de brigade Marc Conruyt, commandant de l'opération Barkhane (Comanfor).

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relatif à l'octroi du statut diplomatique aux fonctionnaires de l'OMS de grade P5 et supérieur du bureau de l'OMS - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne.

Justice et affaires intérieures - Stratégie de l'Union européenne pour l'union de la sécurité 2020-2025 : communication et avis politique de MM. André Reichardt et Ludovic Haye.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Moyen-Orient** - (8 janvier 2020) : p. 76
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites des militaires** - (5 février 2020) : p. 1337 p. 1338
- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1425 - **Article 4 (art. 278-0 bis du code général des impôts - TVA à taux réduit sur une partie des consommations d'énergie)** : p. 1428
- **Débat sur le thème : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? »** - (18 février 2020) : p. 1565
- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4600
- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Article 11 A (Aggravation de la peine encourue en cas de consultation habituelle de sites pédopornographiques)** : p. 5403
- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 18 et 19 juin 2020** - (23 juin 2020) : p. 5906 p. 5907 p. 5912

- **Débat sur le thème : Quelle réponse de la France au projet d'annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël ?** - (24 juin 2020) : p. 5961

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7130

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7652

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté de l'industrie de défense** - (4 novembre 2020) : p. 8231 p. 8232

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9304

Seconde partie :

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11042

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020) : p. 11900

AMIEL (Michel)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
LaREM, puis Les Indépendants

Démissionnaire (incompatibilité mandats locaux) le 2 août 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 2 août 2020.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (commission des affaires sociales) : Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (commission des affaires sociales) : Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (2020-2022) - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (commission des affaires sociales) : Risques liés au coronavirus Covid-19 et les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre sa transmission - Audition.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Technologies de l'information utilisées pour limiter la propagation de l'épidémie de Covid-19.

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (commission des affaires sociales) : Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (commission des affaires sociales) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques) : Point de situation sur l'épidémie de Covid-19.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Florence Ader, infectiologue à l'hôpital de la Croix-Rousse de Lyon, responsable de l'essai clinique européen Discovery (en téléconférence).

Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'un projet de note apportant des compléments aux notes publiées le 30 mars 2020, dans le cadre de la veille entreprise sur l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au dispositif « 100 % santé »** - (8 janvier 2020) : p. 74

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 128 rectifié bis** (*Droit à l'enfant* -

Inexistence) : p. 402 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 37 rectifié quater** (*Intérêt supérieur de l'enfant - Consécration dans la loi française*) : p. 403 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 410 p. 413

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 472 p. 485 p. 505 p. 509

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 527

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 10 ter (nouveau)** (*Expérimentation de l'accès en population générale aux examens des caractéristiques génétiques*) : p. 650 - **Article 17 (priorité)** (*Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale*) : p. 662 - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 684 - **Article 19 bis A (supprimé)** (*Abrogation du double diagnostic préimplantatoire (DPI-HLA) et demande de rapport sur le sang placentaire*) : p. 705 - **Article 19 ter (nouveau)** (*Expérimentation du diagnostic préimplantatoire pour la recherche d'aneuploïdies*) : p. 711

- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 279 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1351 p. 1357

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les brigades sanitaires départementales** - (13 mai 2020) : p. 4211

- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4571

ANDRÉ (Catherine)
sénatrice (Ardèche)
NI, puis Les Républicains

Devenu sénateur le 28 juin 2020 (en remplacement de M. Jacques Genest, dont le mandat a pris fin de plein droit).

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 30 juin 2020 au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

ANGLARS (Jean-Claude)
sénateur (Aveyron)
Les Républicains-A

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Erik Orsenna de l'Académie française.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact de la transition écologique sur notre politique industrielle** - (18 novembre 2020) : p. 9182

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural - État D

- (1er décembre 2020) : p. 12815

ANTISTE (Maurice)
sénateur (Martinique)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 3 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition de MM. Jean-Pierre Philibert, président de la FEDOM et Laurent Renouf, directeur des affaires économiques et fiscales, Mmes Justine Bertheau, chargée de mission Pacifique et Mélinda Jerco, chargée de mission Antilles Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon à la Fédération des entreprises des outre-mer (FEDOM).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Hervé Tonnaire, directeur des outre-mer, directeur régional Pacifique et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles du groupe Caisse des dépôts et consignations(CDC).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur l'agriculture et la pêche.

Réunion du samedi 13 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la différenciation territoriale outre-mer - Entretien avec M. Claude Lise, président de l'assemblée de la collectivité territoriale de Martinique.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage des langues régionales** - (5 février 2020) : p. 1335

- **Débat sur les risques naturels majeurs outre-mer** - (18 février 2020) : p. 1557

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 624 (2019-2020)] - (17 juillet 2020) - **Article 1er** (*Annulation de redevances d'occupation du domaine public de l'État et de ses établissements*) : p. 6433 p. 6434 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 4 rectifié ter et n° 609 rectifié bis** (*Conservation du patrimoine - Mécénat d'entreprise - Régime fiscal*) : p. 6473 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 213 rectifié** (*Mécénat d'entreprise - Don aux associations sportives - Réduction d'impôt - Augmentation temporaire*) : p. 6477 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 217 rectifié bis** (*Clubs et événements sportifs - Entreprises partenaires - Dépenses de sponsoring - Crédit d'impôt transitoire*) : p. 6490

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendements n° 594 rectifié bis, n° 64 et n° 901** (*Taxe sur les transactions financières - Augmentation*) : p. 6619

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6834 p. 6835 p. 6837

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12784 p. 12790

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) - **État B** : p. 12848

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12861

Outre-mer

- (3 décembre 2020) : p. 11002 - **État B** : p. 11021 p. 11022 p. 11025 p. 11028 p. 11029 p. 11030 p. 11031 p. 11033 p. 11034 p. 11035

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11188

APOURCEAU-POLY (Cathy)
sénatrice (Pas-de-Calais)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 15 décembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 717 (2018-2019)] relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 471 (2019-2020)] (27 mai 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 539 (2019-2020)] visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer [n° 549 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à modifier le congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Sébastien Leloup, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM).

Prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale - Audition de M. Jean-Pierre Viola, président de section de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Droit social applicable aux travailleurs indépendants économiquement dépendants - Examen du rapport d'information (en visioconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (par visioconférence).

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Rémi Pellet, professeur à l'université de Paris et à Sciences Po Paris, spécialiste en droit financier public et social (en téléconférence).

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Nomination d'un rapporteur et examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » - Examen du rapport et établissement du texte.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Philippe Dorge, directeur général adjoint du groupe La Poste en charge des services Courrier-Colis, et Thierry Chardy, fondateur et directeur général de la startup Ma Ville Mon Shopping.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 33

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 434

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 865 p. 872 p. 873 p. 878 - **Article 2** (*Définition des perturbations prévisibles du trafic*) : p. 884 - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 887 p. 891 - **Article 8** (*Garantie de la continuité du service de transport aérien en cas de grève*) : p. 898 - **Article 10 (nouveau)** (*Possibilité pour l'entreprise d'imposer l'exercice de la grève pendant la totalité de la durée du service*) : p. 901 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 902

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Deuxième lecture [n° 326 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1785

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 15** (*Fusion de diverses instances consultatives relatives aux relations de travail*) : p. 1946 p. 1947 - **Article 19** (*Déconcentration et simplification de certaines décisions administratives dans le champ de la santé*) : p. 1957

- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2127

- **Question de contrôle au Gouvernement sur la stratégie industrielle en matière de matériel médical et de médicaments** - (1er avril 2020) : p. 2856

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 150** (*Entreprises de secteurs nécessaires à la sécurité de la Nation ou à la continuité de la vie économique et sociale - Dérogation aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives au temps de travail - Suppression*) : p. 3841 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 165** (*Contrôle du Parlement pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire - Renforcement*) : p. 3842

- **Débat sur la crise du Covid-19 : relocalisation des productions stratégiques pour assurer notre souveraineté. Lesquelles, où, comment ?** - (27 mai 2020) : p. 4525

- **Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5189 - **Article 1er** (*Contrat de travailleur de plateformes numériques*) : p. 5203 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 2 rectifié** (*Plateformes numériques - Devoir de vigilance - Application aux travailleurs*) : p. 5206

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 [n° 499 (2019-2020)]** - (16 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5692 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5704

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6054 - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*Mise en place d'une garantie « 85 % du SMIC »*) : p. 6063 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6068

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 6158 - **Question préalable** : p. 6162 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Instauration d'une « règle d'or » encadrant les comptes des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse*) : p. 6173

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 1er** (*Reprise de 136 milliards d'euros de dette par la Caisse d'amortissement de la dette sociale*) : p. 6179 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 7** (*Contribution sur les pensions de retraite (CASA) pour le financement de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie - Suppression - Contribution de solidarité des actionnaires - Création*) : p. 6182 - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6184 p. 6188 p. 6191

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6355

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6374

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article 2 A (nouveau)**

(*Crédit d'impôt pour premier abonnement à un journal, périodique ou service de presse en ligne*) : p. 6443 - **Article 2 C (nouveau)** (*Exonération fiscale et sociale de la prime versée par les établissements privés de santé ou du secteur social et médico-social à leurs agents et salariés*) : p. 6446 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 625 rectifié bis** (*Malus automobile - Composante poids - Intégration*) : p. 6503 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 187 rectifié ter** (*Compte épargne temps - Plan d'épargne entreprise - Transfert - Autorisation*) : p. 6577

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquiés - Amendements n° 62 rectifié et n° 904 rectifié** (*Prélèvement forfaitaire unique - Suppression*) : p. 6600 - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6738 p. 6741

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6852 p. 6859 p. 6862 p. 6865 p. 6866 p. 6867

- **Question orale sans débat sur l'accompagnement des élus locaux face aux dépôts sauvages d'ordures** - (21 juillet 2020) : p. 7091

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 - Commission mixte paritaire [n° 589 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7204

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture [n° 655 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 656 (2019-2020)** : p. 7212

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture [n° 656 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 655 (2019-2020)**.

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Commission mixte paritaire [n° 94 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8248

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » - Commission mixte paritaire [n° 90 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8260

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 8383 - **Discussion générale** : p. 8390

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 3** (*Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de Covid-19 au titre de 2020*) : p. 8407 p. 8408 - **Article 4** (*Contribution au financement de la prime Covid-19 pour les personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)*) : p. 8413 p. 8414 p. 8416 - **Article 7** (*Rectification des tableaux d'équilibre*) : p. 8447

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 144** (*Principe de compensation instauré par la loi « Veil » - Dérogations - Suppression*) : p. 8459 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 978 rectifié** (*Actions gratuites - Allègement de la fiscalité - Réduction*) : p. 8465 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 969 rectifié et n° 210 rectifié bis** (*Heures supplémentaires - Défisicalisation - Modifications*) : p. 8467 - **Article 11** (*Affectation à la CNAM des excédents de la caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières (CAMIEG) et des provisions relatives à la réserve de*

prévoyance de la CPRP SNCF) : p. 8471 p. 8472 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 977 (Revenus du capital - CSG - Augmentation)** : p. 8479

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article 16 (Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie)** : p. 8594 p. 8595

- **Rappel au règlement** - (12 novembre 2020) : p. 8597

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)] (suite)**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16 (Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie)** : p. 8599 p. 8611 p. 8612

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 804 rectifié bis (Stockage de quatre mois pour les médicaments à intérêt thérapeutique majeur - Obligation - Compensation financière)** : p. 8643 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 971 et n° 923 (Allègement de cotisations patronales d'assurance maladie (CICE) - Suppression progressive)** : p. 8650 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 924 (Allègements de cotisation patronale « CICE » - Obligations en matière sociale, environnementale et fiscale - Conditions)** : p. 8653 p. 8654 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 967 rectifié, n° 968, n° 571 et n° 964 (Bas salaires - Exonérations de cotisations sociales patronales (Réduction « Fillon ») - Suppression)** : p. 8654 p. 8655 - **Article 19 (Compensation des exonérations - Montant)** : p. 8657 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 965 (Expérimentation « Objectif 32 heures »)** : p. 8658 - **Article 22 (Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions sur les recettes du FRR et du FSV)** : p. 8661 p. 8662 p. 8664

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25 A (nouveau) (Soutien financier de la CNSA aux départements au titre de leur action en faveur des professionnels des SAAD)** : p. 8677 - **Article 26 (Relancement de l'investissement pour la santé)** : p. 8689 - **Article 28 (Ajustements à la réforme du financement des établissements de santé)** : p. 8704 p. 8705 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié ter (Dépenses des agences régionales de santé (ARS) - Information du Parlement)** : p. 8712 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 816 rectifié bis, n° 817 rectifié ter et n° 1045 (Directeur général de l'ARS - Information de la CRSA sur l'allocation des ressources financières aux activités de santé)** : p. 8715 - **Article 31 (Soutien au développement des hôpitaux hospitaliers)** : p. 8738 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis (Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives)** : p. 8757 p. 8760 - **Article 33 bis (nouveau) (Tiers payant et garanties de confidentialité pour les IVG)** : p. 8765 - **Article 33 ter (nouveau) (Limitation d'accès au conventionnement des centres de santé)** : p. 8769 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 993 (Expérimentation d'exercice à titre libéral en centre de santé - Suppression)** : p. 8771 - **Article 35 (Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire)** : p. 8795 p. 8796

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article 37 (Revalorisation et transfert à la sécurité sociale de l'allocation supplémentaire d'invalidité)** : p. 8827 - **Article 38 (Réforme des régimes d'accès dérogatoire aux médicaments)** : p. 8852 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 1025 (Liste relative aux dispositifs médicaux innovants - Actualisation annuelle)** : p. 8858 - **Article additionnel après l'article 40 bis - Amendement n° 691 (Demandeurs d'asile - Temps de l'instruction - Accès aux seuls soins urgents)** : p. 8871

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir du site de Bridgestone à Béthune (I)** - (18 novembre 2020) : p. 9176 p. 9177

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 136 (2020-2021)]** - (24 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9928

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-666 rectifié (Covid-19 - Dépenses exceptionnelles - Dotation aux collectivités territoriales)** : p. 10003 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis (Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création)** : p. 10018 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-266 rectifié et n° I-667 rectifié (Taxe d'habitation - Suppression - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Taxe spéciale d'équipement (TSE) - Contribution fiscalisée des syndicats - Modalités de calcul - Modifications - Compensation par l'État)** : p. 10029 p. 10030

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)]** - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10127

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2020) : p. 10607

Santé

- (30 novembre 2020) : p. 10637 - **État B** : p. 10648 p. 10649 p. 10651 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914 (Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement)** : p. 10657 p. 10664

Solidarité, insertion et égalité des chances - État B

- (30 novembre 2020) : p. 10673

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12765

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12823

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 58 (Répartition de la dotation globale de fonctionnement)** : p. 10908

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) : p. 11132

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens mis en œuvre pour la prévention de la covid-19** - (9 décembre 2020) : p. 11709

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11721 p. 11730 p. 11731 - **Article 5 (Contribution sur le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises pharmaceutiques)** : p. 11741 p. 11742 p. 11743

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11755

ARNAUD (Jean-Michel)
sénateur (Hautes-Alpes)
UC

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Pouvoirs publics [n° 138 tome 3 annexe 23 (2020-2021)]** (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, chef économiste de la direction générale du Trésor, MM. Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), sur le thème « Quelles perspectives de reprise pour l'économie française ? ».

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation du travail de la délégation pour la session 2020-2021.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-Pierre Badré, présidente du Centre Hubertine Auclert.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes)** : p. 7810

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire)** : p. 8056

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux perspectives de fin d'année pour le tourisme dans les stations de montagne et en Polynésie française** - (18 novembre 2020) : p. 9175

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (25 novembre 2020) - **Article 24** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 10084

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10491

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) - **Article 54 ter (nouveau)** (*Prorogation de sept dispositifs de zonages jusqu'au 31 décembre 2022*) : p. 12866

ARNELL (Guillaume)
sénateur (Saint-Martin)
RDSE

Non réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020 ; puis vice-président le 19 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société**.

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition de MM. Jérôme Brouillet et Salvatore Serravalle, secrétaires généraux adjoints des affaires européennes.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Entretien avec M. Younous Omarjee, président de la commission du développement régional au Parlement européen.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition de MM. Jean-Pierre Philibert, président de la FEDOM et Laurent Renouf, directeur des affaires économiques et fiscales, Mmes Justine Bertheau, chargée de mission Pacifique et Mélinda Jerco, chargée de mission Antilles Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon à la Fédération des entreprises des outre-mer (FEDOM).

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition en visioconférence de MM. Olivier Rivière, premier vice-président du conseil régional de La Réunion, et Patrick Guillaumin, directeur général adjoint des affaires européennes, des fonds structurels et de l'expérimentation de la région.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude de la délégation sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition de M. Arnaud Martrenchar, délégué interministériel à la transformation agricole des outre-mer.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Jean-Pierre Philibert, président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Réunion du lundi 27 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Laurent Benoudiz, président de l'Ordre des experts comptables de Paris-Île-de-France, et Mickaël Brun, secrétaire général, afin de faire le point sur l'impact de la crise du coronavirus sur les ETI-PME-TPE et la préparation de la sortie de crise.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(délégation sénatoriale aux outre-mer) : Audition, en commun avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique dans les outre-mer - Table ronde sur le transport aérien.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire et « Ségur de la santé » - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du vendredi 12 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la différenciation territoriale outre-mer - Entretien avec M. Daniel Gibbs, président de la collectivité de Saint-Martin, et M. Guillaume Arnell, sénateur de Saint-Martin.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur le tourisme.

Réunion du vendredi 3 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Présentation des conclusions communiquées par le président Michel Magras au groupe de travail sur la décentralisation à la suite de ses échanges avec les présidents des départements, des régions et des collectivités d'outre-mer et du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la presse papier** - (5 février 2020) : p. 1338

- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 279 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1356 - **Article 8** (*Distribution dérogatoire de certains produits de santé*) : p. 1372 p. 1373

- **Débat sur les risques naturels majeurs outre-mer** - (18 février 2020) : p. 1548

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Question préalable** : p. 6163

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (18 juillet 2020) - **Article 6** (*Compensation des pertes fiscales des régions d'outre-mer*) : p. 6696

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Article 18** (*Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire*) : p. 6999 p. 7001 p. 7010 p. 7012 p. 7013 p. 7014 p. 7015 p. 7016

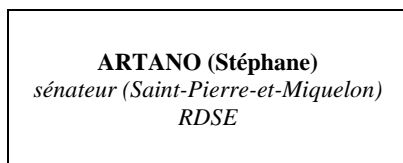
- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales** - *Commission mixte paritaire [n° 618 (2019-2020)]* - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7110 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7120

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie** - *Nouvelle lecture [n° 655 (2019-2020)]* - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 656 (2019-2020)** : p. 7215

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie** - *Nouvelle lecture [n° 656 (2019-2020)]* - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 655 (2019-2020)**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation des enseignants** - (22 janvier 2020) : p. 460



ARTANO (Stéphane)
sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis président le 3 décembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Haut conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (âge) jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus [n° 429 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 [n° 620 (2019-2020)] (9 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à ajouter le principe de laïcité à notre devise nationale [n° 211 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 5 mars 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux en 2020 pour les outre-mer - Audition de M. Thierry Santa, président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie, de M. Cédric Chan Yone, directeur de cabinet et de Mme Brigid Morel, conseillère auprès du président du gouvernement.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Jean-Pierre Philibert, président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de Mme Carine Sinaï-Bossou, présidente de l'Association des Chambres de commerce et d'industrie des outre-mer (ACCIOM).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Bertrand Willocquet, directeur du département des Trois Océans de l'Agence française de développement (AFD).

(*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de Dominique Caignart, directeur des réseaux Île-de-France et outre-mer, Bpifrance.

Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Hervé Tonnaire, directeur des outre-mer, directeur régional Pacifique et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles du groupe Caisse des dépôts et consignations (CDC).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite

de la crise du Covid-19 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique dans les outre-mer - Table ronde sur le transport aérien.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique en outre-mer - Audition de MM. Frédéric Lavenir, président et Matthieu Barrier, directeur adjoint du réseau de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur l'agriculture et la pêche.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire et « Ségur de la santé » - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur le numérique.

Réunion du vendredi 12 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la différenciation territoriale outre-mer - Entretien avec M. Stéphane Lenormand, président de la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur le tourisme.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique en outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Présentation du rapport.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Bilan d'activité de la délégation.

Réunion du jeudi 23 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Table ronde - La différenciation territoriale outre-mer : quel cadre pour le « sur-mesure » ?

Réunion du jeudi 8 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale et sur l'enquête de la Cour des comptes sur les groupements hospitaliers de territoire.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 36 p. 44 p. 45

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme des retraites à Saint-Pierre-et-Miquelon** - (8 janvier 2020) : p. 80

- **Débat sur les risques naturels majeurs outre-mer** - (18 février 2020) : p. 1553 p. 1554

- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1895

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8389

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 13 ter (nouveau)** (*Suppression de l'exemption de cotisations sociales pour les avantages visant à favoriser la pratique sportive en entreprise*) : p. 8517 - **Article 13 quinquies (nouveau)** (*Suppression de la surcotisation patronale sur la prime de feu versée aux sapeurs-pompiers professionnels*) : p. 8529 - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8590 p. 8591 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 724 rectifié, n° 922 et n° 903 rectifié** (*Prestation universelle de compensation à l'autonomie - Mise en œuvre - Étude d'impact*) : p. 8614

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 33 quater (nouveau)** (*Généralisation du tiers payant intégral sur les équipements et les soins du panier « 100 % santé »*) : p. 8774 - **Article 35** (*Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire*) : p. 8799

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article 42** (*Isolement et contention*) : p. 8883 - **Article 47 ter (nouveau)** (*Faculté d'utiliser la biométrie pour vérifier l'existence d'un titulaire de pension de retraite domicilié hors de France*) : p. 8917

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'assurance maladie des personnes placées en isolement à Saint-Pierre-et-Miquelon** - (18 novembre 2020) : p. 9178 p. 9179

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-974 rectifié** (*Dons aux associations délivrant des produits de première nécessité - Déductibilité totale*) : p. 9424 p. 9425 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-628 rectifié** (*Économie de fonctionnalité - Mesures incitatives*) : p. 9452

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-176 rectifié bis, n° I-1090 rectifié bis et n° I-1150 rectifié** (*Dispositif de suramortissement du matériel robotique - Extension au secteur agricole*) : p. 9573 p. 9574 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-167 rectifié et n° I-1088 rectifié bis** (*Sociétés agricoles - Fusion fiscalement neutre - Autorisation*) : p. 9607

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10500

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendements n° II-240 rectifié, n° II-254 rectifié bis et n° II-385 rectifié** (*Soutien financier public aux entreprises - Subordination à des engagements sur les plans sociétal, environnemental ou énergétique*) : p. 10580 p. 10582 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendements n° II-243 rectifié, n° II-253 rectifié bis et n° II-386 rectifié** (*Soutien financier public aux entreprises - Subordination à des engagements sur les plans sociétal, environnemental ou énergétique*) : p. 10582

Santé

- (30 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914** (*Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement*) : p. 10661

Outre-mer

- (3 décembre 2020) : p. 11004 p. 11005

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2020) : p. 11180 - **État B** : p. 11191 p. 11193 p. 11201

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1447 rectifié** (*Investissements réalisés outre-mer - Recours aux sociétés par actions (SA ou SAS) - Autorisation*) : p. 11322 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-957 rectifié bis** (*Collectivités d'outre-mer à autonomie fiscale - Parc social - Désamiantage - Incitation fiscale*) : p. 11323 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-956 rectifié bis** (*Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Saint-Pierre-et-Miquelon - Dossiers d'agrément fiscaux - Instruction - Accélération*) : p. 11323 - **Article 42 I (nouveau)** (*Élargissement du champ des secteurs éligibles au FIP-DOM et rehaussement du plafond de concentration géographique*) : p. 11348 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-967 rectifié sexies, n° II-1427 rectifié quater et n° II-1466 rectifié ter** (*Revente d'un terrain à bâtir - Régime de TVA sur la marge - Clarification*) : p. 11404

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article 47** (*Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement*) : p. 11572 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-1299 rectifié** (*Filière française vitivinicole - États-Unis - Sanctions commerciales - Fonds de compensation - Rapport au Parlement*) : p. 11598

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11827

ARTIGALAS (Viviane)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (22 octobre 2020) ; nouvelle nomination (23 octobre 2020).

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020 ; puis vice-présidente le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer les pertes d'exploitation liées à des crises sanitaires [n° 412 (2019-2020)] (29 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)] (5 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome IX : Tourisme [n° 535 tome 9 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 [n° 620 (2019-2020)] (9 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Action Logement : Non au démantèlement d'un pilier du logement social [n° 132 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Cohésion des territoires (Politique de la ville) [n° 139 tome 8 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Aménagement du territoire - Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Olivier Guersent, directeur général des services de la concurrence à la Commission européenne.

Réunion du jeudi 30 janvier 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition de MM. Benoît Lombrière, délégué général adjoint, Emmanuel Detter, consultant senior, Thomas Ledwige, consultant, Eurodom.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition en visioconférence de MM. Olivier Rivière, premier vice-président du conseil régional de La Réunion, et Patrick Guillaumin, directeur général adjoint des affaires européennes, des fonds structurels et de l'expérimentation de la région.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Jean-Pierre Philibert, président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de Mme Carine Sinaï-Bossou, présidente de l'Association des Chambres de commerce et d'industrie des outre-mer (ACCIOM).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite

de la crise du Covid-19 - Audition de Dominique Caignart, directeur des réseaux Île-de-France et outre-mer, Bpifrance.

Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Hervé Tonnaire, directeur des outre-mer, directeur régional Pacifique et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles du groupe Caisse des dépôts et consignations(CDC).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique dans les outre-mer - Table ronde sur le transport aérien.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique en outre-mer - Audition de MM. Frédéric Lavenir, président et Matthieu Barrier, directeur adjoint du réseau de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE).

Réunion du lundi 25 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Plan de relance : quelles mesures pour relancer la consommation et l'investissement ? » - Table ronde (par téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur l'agriculture et la pêche.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'industrie et du tourisme par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants (en téléconférence).

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur le numérique.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur les données statistiques et perspectives économiques.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur le tourisme.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Échanges de vues sur les travaux en cours de la mission d'information (en téléconférence).

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique en outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Présentation du rapport.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Questions diverses.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Bilan d'activité de la délégation.

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au Plan.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du Logement.

Situation d'Action Logement - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 25

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 107

- **Débat sur le thème : « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »** - (9 janvier 2020) : p. 141 p. 142

- **Question orale sans débat sur la société hydro-électrique du midi et le renouvellement des concessions hydroélectriques** - (18 février 2020) : p. 1498 p. 1499

- **Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 302 (2019-2020)]** - (19 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1607 - **Article 4** (*Renforcement de l'interopérabilité des plateformes en ligne*) : p. 1616 - **Article 7** (*Contrôle des acquisitions des entreprises structurantes*) : p. 1621 p. 1622 p. 1623 - **Article 8 A (nouveau)** (*Lutte contre les interfaces trompeuses*) : p. 1624

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1917 - **Article 10 (supprimé)** (*Suppression de la Commission scientifique nationale des collections*) : p. 1936 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 13 rectifié** (*Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports - Régime applicable*) : p. 1949 - **Article 33 (priorité)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier certaines règles applicables aux personnels des chambres d'agriculture et de l'Office national des forêts (ONF) ainsi que le conseil d'administration de ce dernier*) : p. 1964 p. 1966 p. 1970

- **Suite de la discussion** (5 mars 2020) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 89 rectifié** (*Sites industriels mettant en œuvre des procédés hyper électro-intensifs - Conclusion de contrats d'approvisionnement à long terme en électricité avec les fournisseurs d'électricité - Autorisation*) : p. 2181 - **Article 34** (*Conditions du commerce électronique de médicaments par une pharmacie d'officine - Assouplissement*) : p. 2191 - **Article 37** (*Simplification des certificats médicaux de non-contre-indication au sport exigés des mineurs*) : p. 2205 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 129 rectifié bis** (*Droit de la responsabilité des propriétaires ou des gestionnaires de sites naturels ouverts au public - Simplification et adaptation*) : p. 2208 - **Article 39** (*Modalités d'inscription à l'examen du permis de conduire*) : p. 2218 - **Article 42 bis (nouveau)** : p. 2222 - **Article 44** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour prolonger tout ou partie des dispositions de l'ordonnance du 12 décembre 2018 relative au règlement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires*) : p. 2229 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 35 rectifié** (*Cours des matières premières par les industriels - Clause de révision des prix - Expérimentation*) : p. 2232

- **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4231 p. 4232

- **Débat sur la crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?** - (27 mai 2020) : p. 4506

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation financière des collectivités territoriales en outre-mer à la suite de la Covid-19** - (3 juin 2020) : p. 5142 p. 5143

- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5161

- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5223

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)]** - (22 juin 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 14** (*Personnes souhaitant se rendre dans les outre-mer - Obligation de passer des tests virologiques - Prolongation*) : p. 5812

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5874

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6292 - **Article additionnel après l'article 4** -

Amendement n° 7 rectifié (*Protection du consommateur sur internet - Régulation du numérique - Renforcement*) : p. 6302 - **Article 6** (*Adaptation du droit national au Règlement 2019/1020 sur la surveillance du marché et la conformité des produits*) : p. 6306 - **Article 8** : p. 6309 - **Article 24** (*Prorogation des règles applicables à la gestion du FEADER pendant la période de transition avec la prochaine programmation et poursuite, au titre de la programmation suivante, du transfert de l'autorité de gestion du FEADER aux régions*) : p. 6328

- **Question orale sans débat relative au report de la caducité des plans d'occupation des sols au 31 décembre 2021** - (5 novembre 2020) : p. 8320 p. 8321

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9219 p. 9220

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*) : p. 9431

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 sexies (nouveau)** (*Exonération des plus-values de cessions d'immeubles réalisées directement ou indirectement au profit d'organismes de logement social*) : p. 9489 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-1210 rectifié, n° I-734 rectifié ter et n° I-1249** (*Abandon de loyers pour les entreprises locataires - Crédit d'impôt pour les bailleurs, personnes physiques ou morales*) : p. 9522 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-213 rectifié, n° I-280 rectifié ter et n° I-1073 rectifié bis** (*Dispositif de suramortissement - Extension aux équipements reconditionnés*) : p. 9573 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-218 et n° I-32 rectifié bis** (*Dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes - Crédit d'impôt - Prorogation/Modifications*) : p. 9660

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-237, n° I-1053, n° I-1092 rectifié, n° I-33 rectifié bis, n° I-238, n° I-887 rectifié bis et n° I-1056** (*Ensemble des opérations de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux financés en PLAI et PLU - Taux de TVA réduit*) : p. 9750 p. 9751 p. 9753 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-795 rectifié** (*Quartiers prioritaires faisant l'objet d'opérations de renouvellement urbain - Taux de TVA réduit - Périmètre - Élargissement*) : p. 9756

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10248 p. 10255 p. 10257 p. 10282

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12820 p. 12828 - **État B** : p. 12836 p. 12839 p. 12840 p. 12842 p. 12843 p. 12851

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12858 p. 12859 p. 12860 p. 12861

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-47 rectifié quater, n° II-171 rectifié sexies, n° II-406 rectifié quater, n° II-805 rectifié, n° II-872 rectifié et n° II-912 rectifié bis** (*Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Opérations éligibles - Investissements touristiques - Inclusion*) : p. 10943

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11752

ASSASSI (Éliane)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
CRCE

Présidente du groupe communiste républicain citoyen et écologiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 3 décembre 2020.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 7 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020 ; puis vice-présidente le 2 juillet 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (22 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)] (18 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF, Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs et Frédéric Delorme, président-directeur général de Fret SNCF (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 17 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des lois*) : Désignation des candidats pour faire partie de l'éventuelle commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 10 p. 11

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 38 p. 39

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (II)** - (8 janvier 2020) : p. 71 p. 72

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au dispositif « 100 % santé »** - (8 janvier 2020) : p. 74

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 103

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la doctrine du maintien de l'ordre** - (15 janvier 2020) : p. 238

- **Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 286

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 394 p. 395 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 433 p. 436 p. 437

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux exactions commises par des groupes radicalisés dans le cadre des mouvements sociaux** - (22 janvier 2020) : p. 450

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 509

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 526 p. 532 p. 533 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 592 p. 594 p. 595

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 11** (*Encadrement du recours à un traitement algorithmique à des fins médicales*) : p. 656 - **Article 17 (priorité)** (*Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale*) : p. 659 p. 661

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 231 (2019-2020)] - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 806

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 855

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 865 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 868 p. 869 p. 871 p. 872 - **Discussion générale** : p. 879 p. 880 - **Article 1er** (*Application du service garanti à la desserte des îles*) : p. 883 - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 887 p. 888 p. 889 - **Article 6** (*Modalités de dédommagement des usagers*) : p. 895 p. 896 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 902 p. 904

- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Article 4** (*art. 278-0 bis du code général des impôts - TVA à taux réduit sur une partie des consommations d'énergie*) : p. 1427 p. 1427

- **Débat sur le thème : « L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ? »** - (6 février 2020) : p. 1431 p. 1434 p. 1444

- **Débat sur le thème : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? »** - (18 février 2020) : p. 1562 p. 1576

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de Renault et les menaces de fermeture de sites** - (19 février 2020) : p. 1585

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1699 p. 1700 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 32 rectifié** (*Parquet national anti-terroriste - Relocalisation à Rennes*) : p. 1715 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 15 rectifié bis** (*Lutte contre les atteintes à l'environnement - Juridictions françaises - Compétence extra-territoriale - Institution*) : p. 1718 - **Article 8** (*art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement*) : p. 1724 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 2** (*Atteintes d'origine environnementale à la santé - Mise en danger d'autrui - Délit spécifique - Création*) : p. 1736 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 4** (*Utilisation de la procédure de convention judiciaire d'intérêt public - Rapport au Parlement*) : p. 1746 - **Article 11** (*art. 1633-1 [nouveau] du code des transports ; art. 230-19 du code de procédure pénale ; art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 et art. 121-8 [nouveau] du code de la justice pénale des mineurs - Création d'une peine complémentaire d'interdiction de paraître dans les transports en commun*) : p. 1747

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum d'initiative partagée sur Aéroports de Paris** - (26 février 2020) : p. 1770

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au financement de la réforme des retraites et de la dépendance** - (26 février 2020) : p. 1778

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** - *Commission mixte paritaire* [n° 296 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 295 (2019-2020)** : p. 1819 p. 1822

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet** - *Commission mixte paritaire* [n° 295 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 296 (2019-2020)**.

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1885

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 2** (*Suppression de la commission de suivi de la détention provisoire*) : p. 1929

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi instituant un système universel de retraite (I)** - (4 mars 2020) : p. 2075 p. 2076

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le droit de grève à l'université** - (4 mars 2020) : p. 2086
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs** - (4 mars 2020) : p. 2088
- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 383 (2019-2020)** : p. 2499 p. 2500 p. 2508 - **Article 5 (État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement)** : p. 2513 p. 2514 p. 2516 p. 2519 p. 2520 p. 2521 p. 2522 - **Article 7 (Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Liste)** : p. 2538 p. 2539 p. 2540 p. 2541 - **Article 10 (Ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Prolongation de la durée de validité des visas de long séjour, titres et autorisations provisoires de séjour - Autorisation)** : p. 2556 - **Article 1er (précédemment réservé) (Report des élections municipales)** : p. 2561 p. 2566 - **Article 3 (précédemment réservé) (Prorogation de divers mandats)** : p. 2578
- **Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 382 (2019-2020)**.
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 20 (Aide à la recherche sur le Covid-19 - Crédit d'impôt recherche (CIR) - Utilisation)** : p. 2717 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 16 (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Augmentation des taux)** : p. 2720 - **Article 2 et état B (Budget général : ouverture et annulations de crédits)** : p. 2734
- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Commission mixte paritaire [n° 388 (2019-2020)]** - (22 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2815 p. 2816
- **Question de contrôle au Gouvernement sur la politique de nationalisations pour l'avenir économique, social et sanitaire du pays** - (25 mars 2020) : p. 2841 p. 2842
- **Question de contrôle au Gouvernement sur la stratégie industrielle en matière de matériel médical et de médicaments** - (1er avril 2020) : p. 2856
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de travail des inspectrices et inspecteurs du travail pendant l'état d'urgence sanitaire** - (22 avril 2020) : p. 3003
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (22 avril 2020) - **Article 3 et état B (Budget général : ouverture et annulations de crédits)** : p. 3096 p. 3097 p. 3099
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démocratie en réponse à la crise sanitaire** - (29 avril 2020) : p. 3763
- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Rappel au règlement** : p. 3806 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3810 - **Article 2 (Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement)** : p. 3845 p. 3846
- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) : p. 3882 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3954 p. 3957
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la déresponsabilisation de l'État sur les élus locaux** - (6 mai 2020) : p. 4174
- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Commission mixte paritaire [n° 423 (2019-2020)]** - (9 mai 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4196 p. 4197
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gratuité des masques** - (13 mai 2020) : p. 4209 p. 4210
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interdiction des licenciements pendant la crise sanitaire** - (20 mai 2020) : p. 4354
- **Question orale sans débat sur les mesures prévues à destination des structures d'hébergement d'urgence** - (26 mai 2020) : p. 4372
- **Rappel au règlement** - (26 mai 2020) : p. 4399
- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4408 p. 4414 p. 4420
- **Débat sur la crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?** - (27 mai 2020) : p. 4503
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4533
- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4620
- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)] (suite)** - (28 mai 2020) - **Article 2 (Diverses habilitations à légiférer par ordonnances)** : p. 4693 - **Article 2 ter (Harmonisation du traitement des demandes d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français)** : p. 4698 - **Article 5 (Contrôle parlementaire)** : p. 4712
- **Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)]** - (4 juin 2020) - **Article 1er (Contrat de travailleur de plateformes numériques)** : p. 5204
- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5218 p. 5221 p. 5222
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les réponses structurelles à apporter aux pratiques racistes et violentes au sein de la police** - (10 juin 2020) : p. 5539 p. 5540
- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)]** - (22 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5794 p. 5795 - **Article 1er (Création d'un régime ad hoc de sortie de la crise sanitaire)** : p. 5800 p. 5802 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Prolongation de la durée de conservation de certaines données personnelles collectées par les systèmes d'information de santé pour lutter contre l'épidémie)** : p. 5816
- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5892
- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Deuxième lecture [n° 522 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6023
- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6056 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6067
- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion [n° 547 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6078

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rejet de la taxe de 4 % sur les dividendes pour financer la transition écologique** - (1er juillet 2020) : p. 6145 p. 6146
- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Nouvelle lecture [n° 578 (2019-2020)]** - (2 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6211
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au devenir de la réforme des retraites** - (8 juillet 2020) : p. 6225 p. 6226
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux élections municipales et aux communautarismes** - (8 juillet 2020) : p. 6230
- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6351 p. 6355
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6366 p. 6368 p. 6371 p. 6372 p. 6374
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aménagement et l'attractivité des territoires** - (16 juillet 2020) : p. 6410
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 63 rectifié (Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel)** : p. 6597 - **Article 4 nonies (nouveau) (Exonération temporaire de droits de mutation des dons consentis au profit d'un tiers lorsque les sommes concernées sont réaffectées à la création ou au développement d'une entreprise de moins de 50 salariés)** : p. 6616 - **Article 5 (Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire)** : p. 6664 p. 6669 p. 6675 - **Article 7 (Avances remboursables des pertes de recettes des DMTD des départements dues à la crise sanitaire)** : p. 6710 - **Article 9 et état B (Budget général : ouvertures de crédits)** : p. 6780 p. 6794
- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Organisation des travaux** : p. 6985 - **Article 18 (Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire)** : p. 6987 p. 6988 p. 7006 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 28 rectifié bis, n° 196 rectifié ter, n° 310 rectifié et n° 992 (Potentiel financier agrégé (PFIA) - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (PFIC) - Prélèvement - Déduction)** : p. 7050
- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7121 p. 7122 p. 7127 p. 7133 - **Article 1er (Auteurs d'infractions terroristes - Lutte contre la récidive - Mesures de sûreté)** : p. 7136 p. 7137 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7139
- **Hommage à Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat** - (23 juillet 2020) : p. 7230
- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 633 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7233 p. 7234
- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Commission mixte paritaire [n° 674 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7245 p. 7246 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7249
- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7413 - **Article 1er (Sortie de l'état d'urgence sanitaire - Raccourcissement à trois mois de la durée de prorogation du régime transitoire)** : p. 7419
- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 12 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7460 - **Article 1er (Pérennisation et adaptation des dispositions de la loi « SILT »)** : p. 7466
- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (15 octobre 2020) - **Article 7 (Composition du CESE)** : p. 7512
- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 46 (2020-2021)]** - (19 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7539
- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 17 (Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales - Extension à tous les étrangers offrant les conditions de résidence requises)** : p. 7594
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine (I)** - (21 octobre 2020) : p. 7622 p. 7623
- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7780 p. 7781 p. 7782
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (28 octobre 2020) : p. 7852
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration** - (28 octobre 2020) : p. 7856
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8034
- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire)** : p. 8053 p. 8054 p. 8055 p. 8056 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42 (Comité national de suivi de l'état d'urgence sanitaire - Instauration)** : p. 8060 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 43 (Participation de l'assurance-maladie à une prise en charge totale des masques et des tests de dépistage - Rapport au Parlement)** : p. 8062 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 45 et n° 61 (Personnes détenues dans des établissements privés de liberté - Conditions sanitaires - Rapport au Parlement)** : p. 8068 p. 8069 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendements n° 50, n° 51 et n° 75 rectifié (Etat d'urgence sanitaire - Licenciements - Interdiction jusqu'à la fin des mesures d'accompagnement des entreprises)** : p. 8081
- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1 rectifié bis (Rachat de capital d'une entreprise délégataire de service public conduisant à un franchissement du seuil de 25 % de détention des droits de vote - Autorisation du Gouvernement - Obligation)** : p. 8101 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 31 (Mise à disposition de jeunes engagés dans le service civique auprès d'organismes agréés ou non agréés - Assouplissement)** : p. 8104 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 78 et n° 46 rectifié (Mesures de protection prises pour les personnes sans domicile fixe - Rapport au Parlement)** : p. 8113 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8127
- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 83 (2020-2021)]** - (3 novembre 2020) - **Question préalable** :

p. 8191 p. 8192 - **Article 6** (*Ajout de deux issues possibles aux expérimentations : leur pérennisation dans le principe d'égalité et le maintien de leur abandon*) : p. 8206

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)]** - (5 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8341 - **Article 1er** (*Autorisation de la poursuite de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 janvier 2021*) : p. 8347 p. 8350 p. 8351 - **Article 4** (*Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances*) : p. 8360

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8606

Quatrième partie :

- (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 740 rectifié et n° 999 rectifié** (*Mécanisme de prévention - Lutte contre le « burn-out » - Instauration*) : p. 8907 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 1036** (*Application de l'article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Reconnaissance de la Covid-19 comme maladie professionnelle - Rapport au Parlement*) : p. 8908

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]** - (19 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 9273

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)]** - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10119

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (1er décembre 2020) : p. 12759

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2020) : p. 11005 - **Article additionnel après l'article 55 sexies - Amendement n° II-796 rectifié bis** (*Mayotte - Étrangers en situation irrégulière - Coût des soins - Rapport au Parlement*) : p. 11040 p. 11041

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11066 p. 11068

Sécurités - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11084

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11092 p. 11093 p. 11096 - **État B** : p. 11103

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2020) : p. 11114

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 octies - Amendement n° II-1274 rectifié bis** (*Cigéo, projet de centre de stockage en couche géologique profonde pour les déchets radioactifs - Modèle fiscal - Définition*) : p. 11398

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles [n° 194 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 195 (2020-2021)** : p. 11687

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales [n° 195 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens mis en œuvre pour la prévention de la covid-19** - (9 décembre 2020) : p. 11709

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Article 1er** (*Institution d'un programme public de production et de distribution de médicaments essentiels*) : p. 11737

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11746 p. 11753 p. 11754 p. 11755

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles - Commission mixte paritaire [n° 194 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 222 (2020-2021)** : p. 11837

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales - Commission mixte paritaire [n° 222 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle lecture [n° 209 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11866

- **Proposition de loi relative à la répartition des sièges de conseiller à l'assemblée de Guyane entre les sections électorales [n° 207 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11875

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOCR, puis SER

Vice-président du Sénat jusqu'au 5 octobre 2020 ; a présidé les séances des 15, 22, 28 janvier, 6, 19 février, 26 mai, 22, 24, 29 juin, 1er, 17, 18 et 22 juillet 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

Membre titulaire du Centre national du cinéma et de l'image animée.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de l'abaissement du seuil d'autorisation d'exploitation commerciale à 400 m² à Paris prévue à l'article 59 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 [n° 115 (2020-2021)] (9 novembre 2020) - **Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement**.

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Louis Georgelin, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris, et Philippe Jost, directeur général délégué de l'Établissement public.

Réunion du jeudi 27 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences sexuelles dans le sport - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture, sur les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 dans les secteurs de la culture, de la presse et de la communication (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2020 - Communication de Mme Catherine Morin-Desailly, présidente de la commission (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Presse », « Industries culturelles » et « Enseignement supérieur » - Communications (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Médias audiovisuels » et « Recherche » - Communications.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique, et les modalités de transposition de la directive « Services de médias audiovisuels » - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille.

Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique.

Réunion du jeudi 24 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 8 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche 2021-2030 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à l'audiovisuel et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au dispositif « 100 % santé »** - (8 janvier 2020) : p. 74

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la doctrine du maintien de l'ordre** - (15 janvier 2020) : p. 238 p. 239

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 398 p. 399 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 128 rectifié bis (Droit à l'enfant - Inexistence)** : p. 402 - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 418 p. 420 p. 422 p. 426 p. 427 p. 435 - **Rappel au règlement** : p. 435 p. 436 - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 438

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'opération « Choose France »** - (22 janvier 2020) : p. 452

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 487

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la procédure accélérée sur le projet de loi retraites** - (29 janvier 2020) : p. 736

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites** - (29 janvier 2020) : p. 738

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ostréiculture** - (29 janvier 2020) : p. 742

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les comptes des Français de l'étranger** - (29 janvier 2020) : p. 743

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de gestion de l'eau** - (29 janvier 2020) : p. 745

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 862

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pilotage de la politique de santé du Gouvernement (I)** - (19 février 2020) : p. 1586 p. 1587

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pilotage de la politique de santé du Gouvernement (II)** - (19 février 2020) : p. 1592

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi instituant un système universel de retraite (I)** - (4 mars 2020) : p. 2076

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi instituant un système universel de retraite (II)** - (4 mars 2020) : p. 2078

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 7 (Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Liste)** : p. 2541 - **Article 10 (Ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Prolongation de la durée de validité des visas de long séjour, titres et autorisations provisoires de séjour - Autorisation)** : p. 2555 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 59 (État d'urgence sanitaire - Placement dans les centres de rétentions - Suspension)** : p. 2556 p. 2557

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (22 avril 2020) - **Article 3 et état B (Budget général : ouverture et annulations de crédits)** : p. 3048

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3800

- **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4227

- **Débat sur les modalités de réouverture des établissements d'enseignement, conditions d'organisation des concours et examens et préparation de la prochaine rentrée scolaire** - (19 mai 2020) : p. 4247

- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4618

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation contre les violences policières** - (10 juin 2020) : p. 5540

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au devenir de la réforme des retraites** - (8 juillet 2020) : p. 6225

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (8 juillet 2020) : p. 6226

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Article 24** (*Prorogation des règles applicables à la gestion du FEADER pendant la période de transition avec la prochaine programmation et poursuite, au titre de la programmation suivante, du transfert de l'autorité de gestion du FEADER aux régions*) : p. 6327 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 23 rectifié** (*Transposition des directives relatives au droit d'auteur et aux droits voisins - Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des dispositions modifiant le code de la propriété intellectuelle (CPI)*) : p. 6330 p. 6331 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 22 rectifié** (*Transposition de la directive 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 relative à la fourniture de services de médias audiovisuels - Habilitation du Gouvernement à modifier la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) : p. 6333 p. 6334

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6380

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement entre Veolia et Suez (II)** - (14 octobre 2020) : p. 7448

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty (I)** - (21 octobre 2020) : p. 7624

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire du Gouvernement** - (28 octobre 2020) : p. 7854

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire (I)** - (4 novembre 2020) : p. 8219 p. 8220

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Amazon et le commerce en ligne** - (4 novembre 2020) : p. 8221 p. 8222

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 1er A (nouveau)** (*Droit à l'image collective des sportifs professionnels*) : p. 8957 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** (*Plateformes de e-commerce - Grandes et moyennes surfaces - Contribution exceptionnelle*) : p. 8978

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9256 p. 9257 p. 9258

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur** - *Commission*

mixte paritaire [n° 117 (2020-2021)] - (20 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9323 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9381 p. 9382

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (25 novembre 2020) - **Article 27** (*Actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public (compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») et stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP)*) : p. 10095 p. 10096 p. 10097

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évacuation du campement place de la République à Paris** - (25 novembre 2020) : p. 10104

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (25 novembre 2020) : p. 10106

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10970 p. 10977

Médias, livre et industries culturelles - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10983 p. 10985 p. 10986 p. 10987

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-1092 rectifié bis et n° II-1261 rectifié** (*Crédit d'impôt audiovisuel - Seuil d'accès - Abaissement*) : p. 11458 p. 11459 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-644 rectifié bis et n° II-1093 rectifié** (*Dépenses de production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation temporaire*) : p. 11461 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-439 rectifié ter et n° II-968 rectifié bis** (*Crédit d'impôt cinéma - Durée - Extension*) : p. 11463 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendement n° II-647 rectifié bis** (*Cinéma - Entreprises d'édition et de distribution - Crédit d'impôt*) : p. 11465 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-249 rectifié bis, n° II-626, n° II-84 rectifié sexies, n° II-627 rectifié bis, n° II-747 rectifié quinquies et n° II-1260 rectifié** (*Édition musicale - Crédit d'impôt pour les producteurs phonographiques (CIPP) - Extension*) : p. 11475

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réouverture des lieux culturels (I)** - (16 décembre 2020) : p. 11953

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réouverture des lieux culturels (III)** - (16 décembre 2020) : p. 11961

ATTAL (Gabriel)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'éducation nationale et de la jeunesse
(jusqu'au 3 juillet 2020)
secrétaire d'État auprès du Premier
ministre, porte-parole du Gouvernement
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au remplacement des auxiliaires de vie scolaire** - (22 janvier 2020) : p. 452 p. 453
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la formation des enseignants** - (22 janvier 2020) : p. 460
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique scolaire du Gouvernement** - (22 janvier 2020) : p. 461
- **Question de contrôle au Gouvernement sur le lancement de la plateforme sur la réserve citoyenne** - (1er avril 2020) : p. 2854 p. 2855
- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5152 p. 5153 p. 5154 p. 5155

p. 5157 p. 5158 p. 5159 p. 5160 p. 5161 p. 5162 p. 5163 p. 5164 p. 5165

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte générationnel** - (17 juin 2020) : p. 5734
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences judiciaires des violences commises à Lyon** - (22 juillet 2020) : p. 7150
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la justice, les centres de semi-liberté et la situation dans les prisons** - (22 juillet 2020) : p. 7154
- **Question d'actualité au Gouvernement des suites du Ségur de la santé** - (14 octobre 2020) : p. 7451
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réouverture des lieux de culte** - (12 novembre 2020) : p. 8551
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation sanitaire** - (18 novembre 2020) : p. 9178
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention du Président de la République du 24 novembre 2020 et les nouvelles annonces** - (25 novembre 2020) : p. 10100
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens accordés à la lutte contre les violences faites aux femmes** - (25 novembre 2020) : p. 10102
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences faites aux femmes** - (25 novembre 2020) : p. 10108
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la procédure judiciaire liée à l'attentat de Nice** - (9 décembre 2020) : p. 11719 p. 11720

BABARY (Serge)
*sénateur (Indre-et-Loire)
Les Républicains*

NOMINATIONS

- Membre de la commission des affaires économiques.
- Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.
- Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.
- Membre titulaire de la commission de concertation du commerce.
- Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.
- Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020 ; puis vice-président le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

- Proposition de loi* tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**
- Proposition de loi constitutionnelle* visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**
- Proposition de loi* visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**
- Proposition de loi* visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**
- Proposition de loi* d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome VIII : PME, commerce et artisanat [n° 535 tome 8 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Économie [n° 139 tome 3 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Enrique Martinez, directeur général du groupe Fnac Darty.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Réunion du jeudi 5 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Rudy Reichstadt, directeur de l'Observatoire du conspirationnisme (Conspiracy Watch).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France (par téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Antoine Frérot, président de l'Institut de l'Entreprise, sur le travail prospectif mené par cet Institut sur l'après-crise Covid-19.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Antoine Frérot, président de l'Institut de l'Entreprise.

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de MM. Christian Janin, président, et Hervé Fernandez, directeur, de l'Agence nationale de lutte contre l'illectronisme (ANLCI) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Commerce international, libre-échange, mondialisation : quels enseignements tirer de la crise ? » - Table ronde.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'alimentation du futur (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Présentation du plan de relance de la commission des affaires économiques.

Réunion du lundi 29 juin 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de Mme Salomé Berlioux, présidente de l'association Chemins d'avenir, auteure du rapport remis au ministre de l'éducation nationale « Mission orientation et égalité des chances dans la France des zones rurales et des petites villes : « restaurer la promesse républicaine » ».

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Échanges de vues sur les travaux en cours de la mission d'information (en téléconférence).

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les conséquences de la situation sanitaire pour les entreprises et leurs premières réactions au plan de relance.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 et politique de relance - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Désignation des Vice-présidents et des Secrétaires.

Élection du Président.

Questions diverses.

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au Plan.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Philippe Dorge, directeur général adjoint du groupe La Poste en charge des services Courrier-Colis, et Thierry Chardy, fondateur et directeur général de la startup Ma Ville Mon Shopping.

Échange de vues sur les travaux de la délégation à la suite de la réunion du Bureau.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « La situation des travailleurs indépendants ».

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les difficultés rencontrées par les petits entrepreneurs français à l'étranger.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les réponses des acteurs de la politique d'aide aux entreprises apportées aux difficultés des entreprises françaises à l'étranger.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport sur les difficultés des entreprises françaises à l'étranger, présenté par Mme Jacky Deromedi.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question orale sans débat sur la situation de la Chambre de commerce et d'industrie de Touraine à la suite de la vente de son siège situé à Tours - (3 mars 2020) : p. 1855 p. 1856

- Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)] - (13

octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 5 rectifié quater et n° 7 rectifié (Établissements recevant du public (ERP) de type P « Salle de danse et salle de jeux » - Substitution d'activités - Autorisation en vue d'une réouverture)** : p. 7420 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 17 rectifié ter (Salles de sport - Ré-ouverture spécifique dérogatoire - Autorisation)** : p. 7421 p. 7423

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement entre Veolia et Suez (I)** - (14 octobre 2020) : p. 7447

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les perspectives de réouverture des commerces** - (18 novembre 2020) : p. 9174

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexies et n° I-1231 (Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire)** : p. 9738 p. 9739 - **Article 14 (Refonte des taxes sur les véhicules à moteur)** : p. 9818 - **Article 14 ter (nouveau) (Relèvement de 400 euros à 500 euros du plafond du « forfait mobilités durables » déductible de l'impôt sur le revenu)** : p. 9860 p. 9861 - **Article 15 (Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports)** : p. 9867

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24 (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des**

organismes chargés de missions de service public) : p. 10085 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-1239 rectifié ter, n° I-630 rectifié ter, n° I-1082 rectifié bis, n° I-631 rectifié ter, n° I-1165 rectifié ter et n° I-1166 rectifié ter (Contribution à l'audiovisuel public - Suppression)** : p. 10094

- **Mises au point au sujet de votes** - (26 novembre 2020) : p. 10170

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10244 p. 10253 p. 10274 p. 10275

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2020) : p. 10541

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10554 p. 10559 p. 10560 p. 10563

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56 sexies (nouveau) (Mise en œuvre de contreparties aux aides apportées par la mission « Plan de relance »)** : p. 10573 p. 10574 p. 10575

BACCHI (Jérémy)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
CRCE

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Cinéma [n° 143 tome 4 fasc. 3 (2020-2021)]** (19 novembre 2020) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Table ronde consacrée à la situation des salles de spectacle, de cinéma et de théâtre en France, dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Denis Masseglia, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Action extérieure de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Cinéma » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7657

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)]

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1055** (*Plateformes de streaming - Contribution exceptionnelle - Dépenses liées à l'épidémie de Covid-19 - Instauration*) : p. 8409

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Nouvelle lecture** [n° 121 (2020-2021)] - (17 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9125

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9255

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10969 p. 10974

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens mis en œuvre pour la prévention de la covid-19** - (9 décembre 2020) : p. 11709

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux** [n° 677 (2019-2020)] - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11733

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion** [n° 177 (2020-2021)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11788 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11802

BACCI (Jean)
sénateur (Var)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives

environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général « territoires et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Prévention des risques » et « Biodiversité et expertise en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*):

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux** - (19 novembre 2020) : p. 9243

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12774

- **Question orale sans débat sur la révision des bases fiscales** - (15 décembre 2020) : p. 11935



INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 23 rectifié** (*Transposition des directives relatives au droit d'auteur et aux droits voisins - Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des dispositions modifiant le code de la propriété intellectuelle (CPI)*) : p. 6329 p. 6330 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 22 rectifié** (*Transposition de la directive 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 relative à la fourniture de services de médias audiovisuels - Habilitation du Gouvernement à modifier la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication*) : p. 6332 p. 6333

- **Question orale sans débat sur la réglementation du marché du livre d'occasion** - (21 juillet 2020) : p. 7095

- **Question orale sans débat sur l'accès aux appels d'offres des conservatoires publics pour les entreprises françaises** - (21 juillet 2020) : p. 7095 p. 7096

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal [n° 92 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8271 p. 8278 p. 8282 p. 8283 - **Article 3 (nouveau)** (*Création d'un Conseil national de réflexion sur la circulation et le retour d'œuvres d'art extra-occidentales*) : p. 8285 p. 8286 p. 8287 p. 8288 - **Intitulé du projet de loi** : p. 8289 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8291

- **Question orale sans débat relative à l'utilisation des dons versés pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris** - (5 novembre 2020) : p. 8337

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect du Parlement et l'exemple de la couronne malgache** - (12 novembre 2020) : p. 8548

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Culture

- (30 novembre 2020) : p. 10695 p. 10698 - **État B** : p. 10705 p. 10708 p. 10709 p. 10710 p. 10712 p. 10713 p. 10715 p. 10716

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10979

Médias, livre et industries culturelles - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10984 p. 10985 p. 10986 p. 10987 p. 10988

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Nouvelle lecture [n° 196 (2020-2021)]** - (15 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11888 - **Question préalable** : p. 11897

- **Question orale sans débat sur la situation des guides-conférenciers de France** - (15 décembre 2020) : p. 11930

- **Question orale sans débat relative au droit à une rémunération équitable et à l'impact sur les aides à la création** - (15 décembre 2020) : p. 11931

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la culture, secteur essentiel** - (16 décembre 2020) : p. 11950

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réouverture des lieux culturels (I)** - (16 décembre 2020) : p. 11953

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réouverture des lieux culturels (II)** - (16 décembre 2020) : p. 11954

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réouverture des lieux culturels (III)** - (16 décembre 2020) : p. 11961

BARGETON (Julien)
sénateur (Paris)
LaREM, puis RDPI

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 7 octobre 2020.

Membre de la commission des finances jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 13 octobre 2020.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Vice-président de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (17 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (9 novembre 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Livres et industries culturelles [n° 143 tome 4 fasc. 4 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la société anonyme Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des finances*) : Stratégie à mettre en œuvre pour relancer l'économie - Communication.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la politique de lutte contre la pollution de l'air.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche 2021-2030 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Audition de M. Thierry Coulhon, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de MM. Yannick Blanc, président, et François de Jovenel, délégué général, de Futuribles sur l'utilité et les méthodes de la prospective.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs au patrimoine - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la création, transmission des savoirs et démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Élimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et des sports, chargée de l'éducation prioritaire.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'attractivité de la France** - (15 janvier 2020) : p. 243

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 388 p. 398

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 508

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 529 p. 534 p. 535 p. 547 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 555 p. 556 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 580

- **Mises au point au sujet de votes** - (23 janvier 2020) : p. 586

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (23 janvier 2020) - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 592 p. 595 p. 598

- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 279 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1351

- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1894

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Rappel au règlement** : p. 1925 - **Article 10 (supprimé)** (*Suppression de la Commission scientifique nationale des collections*) : p. 1935 p. 1936 p. 1937 - **Article 11** (*Suppression de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer*) : p. 1940 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 13 rectifié** (*Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports - Régime applicable*) : p. 1949

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi instituant un système universel de retraite (II)** - (4 mars 2020) : p. 2078
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la solidarité européenne et crise migratoire en Grèce** - (4 mars 2020) : p. 2079
- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2106 p. 2107
- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)] (suite)** - (5 mars 2020) - **Article 25** (*Consultation du public pour les projets soumis à autorisation ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale*) : p. 2170 - **Article 34** (*Conditions du commerce électronique de médicaments par une pharmacie d'officine - Assouplissement*) : p. 2191
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2702 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2756
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2900
- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article 1er quater (nouveau)** (*Application temporaire du taux réduit de TVA à 5,5 % sur les gels hydroalcooliques*) : p. 2968 - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3020 p. 3066 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 241** (*Établissements publics de santé (EPS) - Recours aux conventions de mandats - Autorisation*) : p. 3127 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 240 rectifié** (*Redevances cynégétiques et droit de timbre - Clarification*) : p. 3143 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3171
- **Commission mixte paritaire [n° 409 (2019-2020)]** - (23 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 3734
- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (5 mai 2020) - **Article 6** (*Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19*) : p. 3925 p. 3926 p. 3933 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3956
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'annulation des charges pour les très petites entreprises** - (6 mai 2020) : p. 4172
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4536 p. 4539
- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article unique** : p. 4605 - **Article additionnel après l'article unique - Amendements n° 7 rectifié ter, n° 15 et n° 9** (*Établissements bancaires - Extrait standard des tarifs - Publication annuelle obligatoire*) : p. 4608 p. 4609
- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article 1er quater** (*Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur*) : p. 4629 - **Article 1er sexies** (*Mise à disposition, à titre gratuit, d'agents publics auprès des établissements de santé*) : p. 4632 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendement n° 229 rectifié** (*Accréditation des laboratoires de biologie médicale - Assouplissement du calendrier et aménagement de la procédure de l'accréditation*) : p. 4635 - **Article additionnel après l'article 1er octies B - Amendements n° 99 rectifié bis et n° 134 rectifié bis** (*Vente aux particuliers de véhicules équipés de la radio numérique terrestre (RNT) - Obligation - Report de six mois*) : p. 4651
- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 460 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5039 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5052
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)]** - (3 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5173 p. 5174
- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5218 p. 5219 p. 5220 - **Article 2** (*Seuil de non-versement pour les aides personnelles au logement - Suppression*) : p. 5222 - **Article 4** (*Aides personnelles au logement (APL) - Suppression de la sous-indexation sur l'indice de référence des loyers*) : p. 5223
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pacte générationnel** - (17 juin 2020) : p. 5734
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les atteintes aux statues et à la mémoire nationale** - (17 juin 2020) : p. 5737
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections régionales** - (17 juin 2020) : p. 5740
- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)]** - (22 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5793
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux propositions de la Convention citoyenne pour le climat** - (24 juin 2020) : p. 5928
- **Débat sur le thème : Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?** - (25 juin 2020) : p. 6031
- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Nouvelle lecture [n° 578 (2019-2020)]** - (2 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6210
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6369 p. 6385
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6398 p. 6399 p. 6404
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité homme-femme** - (16 juillet 2020) : p. 6411 p. 6412
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pompier blessé dans l'Essonne** - (16 juillet 2020) : p. 6413
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chômage des jeunes** - (16 juillet 2020) : p. 6418
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)] (suite)** - (17 juillet 2020) - **Article 2 A (nouveau)** (*Crédit d'impôt pour premier abonnement à un journal, périodique ou service de presse en ligne*) : p. 6442 p. 6443 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 916 rectifié** (*Dividendes - Abattement proportionnel - Réduction*) : p. 6448 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 935 rectifié bis** (*Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement*) : p. 6512 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1034 rectifié** (*Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Grandes surfaces - Lieu d'implantation - Taux - Modulation*) : p. 6513 p. 6514 - **Article additionnel après l'article 2** -

Amendement n° 432 rectifié (Mayotte - Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - Compensation) : p. 6516 p. 6517 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 640 rectifié ter** (Transition énergétique - Surplus d'impôt - Paiement - Étalement) : p. 6528

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 63 rectifié** (Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel) : p. 6599 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 62 rectifié et n° 904 rectifié** (Prélèvement forfaitaire unique - Suppression) : p. 6601 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 37 rectifié bis** (Contribution additionnelle sur les hauts revenus - Revalorisation) : p. 6604 p. 6606 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 170 rectifié et n° 926** (Acteurs de l'assurance - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement) : p. 6611 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 1026** (Collectivités - Loto du patrimoine - Organisation - Prélèvements fiscaux - Exonération) : p. 6622 - **Article 5** (Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire) : p. 6663 p. 6673 - **Article 8 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 6721 - **Article 9 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits) : p. 6737 p. 6791

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6843 p. 6849 p. 6857 p. 6859 p. 6863 p. 6867 p. 6868 p. 6870 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 828** (Crédit d'impôt phonographique - Pérennisation) : p. 6911 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 10 rectifié ter et n° 829** (Crédit d'impôt phonographique - Renforcement) : p. 6912 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 11 rectifié ter, n° 567 rectifié bis et n° 830** (Crédit d'impôt phonographique - Renforcement) : p. 6913 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 823 rectifié** (Dotation d'aménagement des communes et des circonscriptions territoriales d'outre-mer (DACOM) - Augmentation) : p. 6914 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 430 rectifié** (Mayotte - Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) - Dotation d'intercommunalité - Déplafonnement) : p. 6914 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 429 rectifié** (Mayotte - Recettes versées aux entités publiques - Forte croissance démographique - Prise en compte) : p. 6916 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 434 rectifié** (Mayotte - Fonds régional pour le développement et l'emploi (FRDE) - Part communale - Transfert aux EPCI à fiscalité propre) : p. 6916 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 431 rectifié** (Mayotte - Abattement à la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties - Abattement à la base nette imposable à la cotisation foncière des entreprises - Année de référence - Modification) : p. 6917 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 3 rectifié quater, 805 rectifié bis et n° 849 rectifié** (Spectacles agréés - Agrément définitif - Prorogation temporaire) : p. 6918 p. 6919 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 2 rectifié ter, n° 464 rectifié et n° 848 rectifié** (Crédit d'impôt pour le spectacle vivant (CISV) - Taux - Bonification) : p. 6920 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 1 rectifié quater, n° 465 rectifié et n° 847 rectifié** (Crédit d'impôt pour le spectacle vivant - Extension) : p. 6920 p. 6921 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 9 rectifié quinquies et n° 565 rectifié ter** (Produits physiques musicaux - Taux réduit de TVA - Application) : p. 6921 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 854** (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMI) - Expérimentation - Prolongation) : p. 6932 - **Organisation des travaux** : p. 6985 - **Article 18** (Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire) : p. 6993 p. 7002 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 730 rectifié et n° 1044 rectifié bis** (Contribution sociale de

solidarité des sociétés (C3S) - Suppression) : p. 7033 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 856** (Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Bénéficiaires - Fléchage) : p. 7045 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 1027 rectifié** (FCTVA - Règles de versement - Simplification) : p. 7048 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7061

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Nouvelle lecture [n° 653 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7170 p. 7174

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 658 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7253 p. 7254 p. 7255 p. 7256 p. 7258

- **Débat sur l'orientation des finances publiques** - (23 juillet 2020) : p. 7297

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (28 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7883 p. 7886 p. 7887 p. 7891 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 234** (Valeurs de la République - Socle et cadre des libertés académiques) : p. 7895 - **Article 1er et rapport annexé (Texte non modifié par la commission)** (Approbation du rapport annexé) : p. 7927 p. 7928 p. 7930 - **Article 2** (Programmation budgétaire 2021-2030) : p. 7940

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 10 A - Amendements n° 231 et n° 108 rectifié** (Remplacement de la « stratégie nationale de recherche (SNR) » par des orientations prioritaires de la politique nationale de recherche - Conseil stratégique de la recherche - Rattachement au ministère chargé de la recherche) : p. 7998 p. 7999

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article 19** (Allègement des formalités pour les fonctionnaires de l'enseignement supérieur et de la recherche) : p. 8153 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 204** (Objectifs de l'enseignement supérieur - Sensibilisation et formation aux enjeux de la transition écologique et du développement durable) : p. 8160 p. 8161 - **Article 22** (Habilitation à légiférer par ordonnance) : p. 8168 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° 19 rectifié ter et n° 196 rectifié** (Recherche dans le domaine du vivant - Connaissance des alternatives à l'expérimentation animale - Obligation de formation des étudiants) : p. 8171 p. 8172 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176 p. 8178

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans le Caucase** - (4 novembre 2020) : p. 8231

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9253 p. 9262

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]** - (19 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 9271

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Commission mixte paritaire [n° 117 (2020-2021)]** - (20 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9324 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9381

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 9397 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1196**

(Sociétés publiques locales (SPL) à caractère culturel - Régime du mécénat - Expérimentation) : p. 9412

- Suite de la discussion (21 novembre 2020) - Article 3 undecies (nouveau) (Instauration d'un crédit d'impôt de soutien aux représentations théâtrales d'œuvres dramatiques) : p. 9529 - Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendements n° I-1042, n° I-131 rectifié ter et n° I-639 rectifié bis (Crédit d'impôt - Spectacle vivant - Taux - Augmentation temporaire) : p. 9534 - Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter (Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses) : p. 9644 p. 9645 - Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-635 rectifié ter et n° I-1232 rectifié bis (Entreprises du secteur de l'hôtellerie - Taxe sur les bureaux en Île-de-France - Exonération temporaire) : p. 9670 p. 9671

- Suite de la discussion (23 novembre 2020) - Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-1199 rectifié (Dispositif des « dons » des biens meubles mobiliers de l'État ou des organismes publics - Extension aux fondations reconnues d'utilité publique) : p. 9706 - Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexies et n° I-1231 (Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire) : p. 9738 p. 9739 - Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1205 (Dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de la covid-19 - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Suppression temporaire) : p. 9743 - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-781 rectifié ter, n° I-916 rectifié ter, n° I-1229 rectifié, n° I-430 rectifié bis, n° I-503 rectifié bis, n° I-884 rectifié bis, n° I-1054 rectifié bis et n° I-725 rectifié (Travaux de rénovation énergétique - Taux de TVA réduit) : p. 9761 - Article 14 (Refonte des taxes sur les véhicules à moteur) : p. 9816 - Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-132 rectifié et n° I-727 (Ventes françaises de matériels audio - Taxe - Création) : p. 9849 p. 9850

- Suite de la discussion (25 novembre 2020) - Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi : p. 10153

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - Plan de relance - État B : p. 10234 p. 10235 p. 10236 p. 10250 p. 10257 p. 10258 p. 10259 p. 10280

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2020) : p. 10604 p. 10605 p. 10608 p. 10609 - État B : p. 10622

Culture

- (30 novembre 2020) : p. 10690 p. 10693

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10970 p. 10973

Médias, livre et industries culturelles - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10987

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - Article additionnel après l'article 42 B - Amendement n° II-1303 (Associations foncières pastorales - Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) - Dégrèvement) : p. 11320 - Article 42 M (nouveau) (Prorogation jusqu'au 31 décembre 2023 du crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes) : p. 11351 - Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1313 (Constructions neuves de logements sociaux - Exonération de taxe foncière - Remplacement par un dégrèvement) : p. 11360 p. 11361 - Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié (Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation) : p. 11368 p. 11370 - Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1297 rectifié (Logements vacants - Communes de plus de 50 000 habitants - Surtaxe - Mise en place) : p. 11403 - Article 42 novodecies (nouveau) (Possibilité pour les collectivités d'outre-mer et de Corse d'inscrire dans leur compte administratif les dotations de compensation des pertes liées à la crise sanitaire) : p. 11423 - Article additionnel après l'article 42 vicies - Amendements n° II-1454 rectifié bis et n° II-1463 rectifié bis (Entreprises agricoles - Sortie du glyphosate - Crédit d'impôt temporaire) : p. 11426

- Suite de la discussion (7 décembre 2020) - Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-105 (Transport aérien - Projets de taxation - Rapport au Parlement) : p. 11456 - Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-249 rectifié bis, n° II-626, n° II-84 rectifié sexies, n° II-627 rectifié bis, n° II-747 rectifié quinquies et n° II-1260 rectifié (Édition musicale - Crédit d'impôt pour les producteurs phonographiques (CIPP) - Extension) : p. 11471 p. 11475 - Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-80 rectifié quater, n° II-432 rectifié et n° II-954 (Très petites entreprises de musique enregistrée et d'édition musicale - Cotisation foncière des entreprises - Exonération) : p. 11476 - Article additionnel après l'article 44 bis - Amendement n° II-1425 rectifié (Actes sous seing privé - Signature - Dématérialisation) : p. 11497 - Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1298 (Covid-19 - Vaccins - TVA - Exemption) : p. 11514 - Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1306 (Produits du tabac - Traçabilité) : p. 11514

- Suite de la discussion (8 décembre 2020) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 11641 p. 11642 p. 11646

- Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19 - (17 décembre 2020) : p. 12016

BAS (Philippe)
sénateur (Manche)
Les Républicains

Questeur du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 6 octobre 2020 ; président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 20 octobre 2020.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement ; puis premier vice-président du 11 juin 2020 au 30 septembre 2020.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (19 mars 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (4 mai 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire (27 mai 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi report du second tour des élections municipales (10 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (22 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (24 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (30 octobre 2020).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales (10 décembre 2020).

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux ; nouvelle nomination le 26 novembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 249 (2019-2020)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols [n° 264 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 182 (2018-2019)] tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 265 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Aménagement du territoire - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Pour une grande loi Guyane : 52 propositions [n° 337 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Société**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et le suivi des condamnés terroristes à leur sortie de détention [n° 360 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 376 (2019-2020)] d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 381 (2019-2020)] (19 mars 2020) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 414 (2019-2020)] prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 416 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 422 (2019-2020)] (9 mai 2020) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 491 (2019-2020)] tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires [n° 493 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires [n° 508 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 473 (2019-2020)] portant report de l'élection de six sénateurs représentant les Français établis hors de France et des élections partielles pour les députés et les sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 513 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 512 (2019-2020)] tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion [n° 524 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 537 (2019-2020)] organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 540 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 569 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 578 (2019-2020)] organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 582 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire [n° 607 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Covid-19 : deuxième rapport d'étape [n° 608 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Mieux organiser la Nation en temps de crise [n° 609 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 682 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 683 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi pour le plein exercice des libertés locales [n° 684 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 5 (2020-2021)] prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 9 (2020-2021)] (7 octobre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer le contrôle parlementaire du renseignement [n° 41 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 74 (2020-2021)] autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 78 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 99 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 108 (2020-2021)] autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 109 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mme Josiane Bigot, présidente du conseil d'administration de la convention nationale de protection de l'enfant.

Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mme Madeleine Héraud-Mathieu, directrice de la protection judiciaire de la jeunesse.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Désignation des candidats pour faire partie des éventuelles commissions mixtes paritaires.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des

concessions autoroutières - Nomination d'un rapporteur et examen de la recevabilité.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols - Nomination d'un rapporteur et examen de la recevabilité.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Migaud, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Audition de Mme Anne Levede, candidate proposée par le Président du Sénat comme membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Didier Migaud aux fonctions de président de la HATVP.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président du Sénat, de Mme Anne Levede aux fonctions de membre de la Haute Autorité de la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Rémy Heitz, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris, et de Mme Aude Groualle, vice-procureure, cheffe de la section des mineurs au parquet de Paris.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et commission mixte paritaire sur le projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Communications diverses - Organisation des travaux de la commission.

Groupe de travail sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs - Examen du rapport d'information.

Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mmes Isabelle Clanet, Josine Bitton, membres du Conseil national des barreaux, et de Dominique Attias, avocate au barreau de Paris.

Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Groupe de travail sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Déplacement en Guyane - Examen du rapport d'information.

Désignation de rapporteur.

Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Laurent Gebler, président de l'association française des magistrats de la jeunesse et de la famille (AFMJF).

Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Échange de vues sur une éventuelle saisine pour avis et nomination d'un rapporteur pour avis.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Délégation au fond.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des lois*) : Contrôle et suivi de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après engagement de la procédure accélérée, visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des lois*) : Communications diverses.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du dimanche 22 mars 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission des lois*) : Examen des travaux de la mission de contrôle et de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président du comité de scientifiques Covid-19, et Aymeril Hoang, expert en numérique, membre du comité de scientifiques Covid-19 (en téléconférence).

Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Gwendal Le Grand, secrétaire général adjoint (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2020 - Communication de M. Philippe Bas, président (en téléconférence).

Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Communications diverses (par téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Communications diverses.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen de la motion d'irrecevabilité.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de M. Jean Castex, coordonnateur national à la stratégie de déconfinement (par téléconférence).

Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (par téléconférence).

Réunion du samedi 9 mai 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des lois*) : Audition commune de MM. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France et de Renaud Muselier, président de Régions de France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) (en téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen des amendements au texte de la commission (en visioconférence).

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique dans les outre-mer - Table ronde sur le transport aérien.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des lois*) : Communication (en visioconférence).

Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables

sur le territoire français - Examen du rapport et du texte proposé de la commission (en visioconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Audition de M. Pierre Steinmetz, candidat proposé par le Président du Sénat comme membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique en application de l'article 19 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen des amendements de séance.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination par le Président du Sénat aux fonctions de membre de la Haute Autorité de la transparence de la vie publique.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à protéger les victimes de violences conjugales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à protéger les victimes de violences conjugales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, pour la présentation de son rapport annuel d'activité pour 2019.

Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 15 juin 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 - Examen de la recevabilité.

Réunion du lundi 22 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, pour la présentation de son rapport annuel d'activité pour 2019.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Philippe Vachia, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées des scrutins sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean-Philippe Vachia

aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean-Philippe Vachia aux fonctions de président de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des lois*) : Contrôle de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Examen, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de Mme Sophie Joissains et M. Jacques Bigot sur la lutte contre la cybercriminalité.

(commission mixte paritaire) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Claire Hédon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Défenseur des droits.

Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées des scrutins sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Claire Hédon aux fonctions de Défenseur des droits.

Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Claire Hédon aux fonctions de Défenseur des droits.

Réunion du mardi 21 juillet 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Examen des amendements au texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Audition de M. Jean-Luc Nevache, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Déplacement du groupe d'études sur les Terres australes et antarctiques françaises - Examen du rapport d'information sur les Îles Éparses.

Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées des scrutins sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean-Luc Nevache aux fonctions de président de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition du général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental - Examen des amendements au texte de la commission.

Responsabilité civile - Examen du rapport d'information.

Vote sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean-Luc Nevache aux fonctions de président de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Dépouillement simultané au sein des commissions des lois des deux assemblées sur la proposition de nomination par le Président de la République de Mme Dominique Simonnot aux fonctions de Contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements sur le texte de la commission (en téléconférence).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Suite de l'examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(commission des lois) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence

sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 30 octobre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire.

Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire » et « Accès au droit et à la justice » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de M. Jean-Christophe Galloux, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger, en tant que personnalité qualifiée, au Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote à distance - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale** [n° 234 (2019-2020)] - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 330 p. 332 p. 338

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 238 (2019-2020)] - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 392 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 416 p. 422 p. 426 - **Rappel au règlement** : p. 435

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 471 p. 481 p. 485 p. 500 p. 505 p. 510

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 534 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 556 p. 557 p. 563 p. 565 - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 571 p. 577 p. 582 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 587 p. 591 p. 593 p. 594 p. 595

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 10 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'accès aux tests génétiques à visée généalogique*) : p. 647 - **Article 19 ter (nouveau)** (*Expérimentation du diagnostic préimplantatoire pour la recherche d'aneuploïdies*) : p. 710 p. 712

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 750 p. 751

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale** [n° 267 (2019-2020)] - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1447 p. 1449 p. 1454 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction*) : p. 1458 p. 1460

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les communautarismes (II)** - (19 février 2020) : p. 1588

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée** [n° 336 (2019-2020)] - (25 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1704 - **Article 8** (*art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement*) : p. 1727 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46** (*Crime de violence sexuelle sur enfant - Incrimination pénale*) : p. 1734 p. 1735 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 44** (*Crime d'écocide - Création*) : p. 1737 - **Article 9** (*art. 18, 77-1, 77-1-1, 393, 398-1, 510, 512, 706-25-12, 706-53-10, 706-112-1 et 711 du code de procédure pénale - Champ des autorisations délivrées par le parquet aux officiers et agents de police judiciaire pour la réquisition de personnes qualifiées au cours de l'enquête préliminaire - Ajustement de diverses mesures de procédure pénale*) : p. 1746

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Nouvelle lecture** [n° 300 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1800 p. 1801 - **Article 1er ter B** (*art. 6-2 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Notification de contenus haineux par une association de protection de l'enfance saisie par un mineur*) : p. 1807 - **Article 2** (*art. 6-3 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière de traitement des notifications de contenus haineux en ligne*) : p. 1809 - **Article 4** (*art. 17-3 [nouveau], 19 et 42-7 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication ; art. 6-1 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Nouvelles missions du CSA : surveillance des obligations à la charge des plateformes, recommandations, pouvoirs de contrôle et de sanction ; contrôle du blocage administratif des sites terroristes ou pédopornographiques*) : p. 1812

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** - *Commission mixte paritaire* [n° 296 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 295 (2019-2020)** : p. 1819

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet** - *Commission mixte paritaire* [n° 295 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 296 (2019-2020)**.

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée** [n° 336 (2019-2020)] - (3 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1882 p. 1883

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** [n° 382 (2019-2020)] - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 383 (2019-2020)** : p. 2497 - **Article 5 (État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement)** : p. 2511 p. 2512 p. 2513 p. 2514 p. 2515 p. 2516 p. 2517 p. 2518 p. 2519 p. 2522 p. 2523 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 64 (Collectivités régies par l'article 74 de la Constitution (Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon, Polynésie française, Wallis-et-Futuna) ou de la Nouvelle-Calédonie - Dispositif envisagé d'urgence sanitaire - Adaptations)** : p. 2523 - **Article 5 bis (nouveau) (État d'urgence sanitaire - Déclaration pour une durée de deux mois - Modalités - Prorogation autorisée que par la loi)** : p. 2524 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 27 (Fondations hospitalières - Financement de matériel et d'action de soins - Autorisation)** : p. 2525 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 45 (État d'urgence sanitaire - Licenciements - Interdiction temporaire)** : p. 2529 - **Article 7 A (nouveau) (Collectivités territoriales - Liquidation et mandatement des dépenses d'investissement - Modalités)** : p. 2530 - **Article 7 B (nouveau) (Organes délibérants des collectivités territoriales - Délibérations - Conditions de validité)** : p. 2530 - **Article 7 (Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Liste)** : p. 2534 p. 2535 p. 2536 p. 2538 p. 2540 p. 2543 p. 2544 p. 2545 p. 2546 p. 2547 p. 2548 p. 2549 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 2 rectifié bis (Interruption volontaire de grossesse (IVG) - Délais légaux - Allongement)** : p. 2551 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 6 (Débats de prolongation de la détention provisoire en l'absence de la personne détenue - Autorisation)** : p. 2551 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 19 (Services destinés au public (eau, électricité, gaz, communications électroniques) - Maintenance des infrastructures - Facilitation administrative)** : p. 2551 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 20 (Collecte et traitement des données de santé et de localisation - Procédures - Facilitation)** : p. 2552 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 8 et n° 79 (Collectivités territoriales - Dépenses engagées pour faire face à l'épidémie de COVID-19 - Dépassements des engagements - Autorisation exceptionnelle)** : p. 2553 - **Article 8 (Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Prolongation des délais)** : p. 2553 p. 2554 - **Article 9 (Mandats des présidents d'université - Prolongation)** : p. 2554 - **Article 10 (Ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Prolongation de la durée de validité des visas de long séjour, titres et autorisations provisoires de séjour - Autorisation)** : p. 2556 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 59 (État d'urgence sanitaire - Placement dans les centres de rétentions - Suspension)** : p. 2557 - **Article 13 (nouveau) (Contrôle parlementaire pendant l'état d'urgence sanitaire - Conditions d'exercice)** : p. 2558 - **Article 1er (précédemment réservé) (Report des élections municipales)** : p. 2562 p. 2563 p. 2565 p. 2567 p. 2568 p. 2571 p. 2572 p. 2573 - **Article 1er bis (nouveau) (précédemment réservé) (Conseils municipaux élus au complet dès le 1er tour - Régime applicable)** : p. 2573 p. 2574 p. 2575 - **Article 2 (précédemment réservé) (Habilitation à prendre des mesures par ordonnance des mesures d'adaptation au droit électoral)** : p. 2575 p. 2576 - **Article 3 (précédemment réservé) (Prorogation de divers mandats)** : p. 2577

- **Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** [n° 383 (2019-2020)] - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 382 (2019-2020)**, - (19 mars 2020) - **Article unique** : p. 2578

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** - *Commission mixte paritaire* [n° 388 (2019-2020)] - (22 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2810 p. 2815 p. 2819 p. 2820 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2831

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre l'État et les collectivités locales** - (8 avril 2020) : p. 2870

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3788 p. 3796 p. 3797

- **Vote sur la déclaration du Gouvernement** - (4 mai 2020) : p. 3805

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions** [n° 417 (2019-2020)] - (4 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 3808 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3812 - **Article 1er (Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales)** : p. 3828 p. 3832 p. 3833 p. 3835 p. 3837 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 57 (Coopération maire-préfet et président du conseil départemental - Préfet - Protocole particulier)** : p. 3838 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 162 (Réouverture des établissements scolaires - Accord de la communauté éducative)** : p. 3839 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 56 (Conditions de réouverture des classes des écoles maternelles et élémentaires, des collèges et lycées et transport scolaire)** : p. 3840 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 187 (Choix des parents de ne pas remettre les enfants à l'école - Sanction par l'employeur - Interdiction)** : p. 3840 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 149 (Faculté ouverte aux employeurs d'imposer des jours de congés - Suppression)** : p. 3841 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 150 (Entreprises de secteurs nécessaires à la sécurité de la Nation ou à la continuité de la vie économique et sociale - Dérogation aux règles d'ordre public et aux stipulations conventionnelles relatives au temps de travail - Suppression)** : p. 3841 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 142 (Contrôle du Parlement sur le régime d'exception)** : p. 3842 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 165 (Contrôle du Parlement pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire - Renforcement)** : p. 3842 - **Article 1er bis (nouveau) (Possibilité ouverte au Parlement de mettre fin à l'état d'urgence)** : p. 3842 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 87 (Prorogation de l'état d'urgence sanitaire - Transmission par le Gouvernement et les autorités administratives de la copie de tous les actes pris)** : p. 3843 - **Article 2 (Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement)** : p. 3847 p. 3849 p. 3851 p. 3852 p. 3853 p. 3854 p. 3855 p. 3856 p. 3858 p. 3859 p. 3860 p. 3862

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) : p. 3874 p. 3875 p. 3877 p. 3878 p. 3879 p. 3882 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 200 (Amendement de coordination)** : p. 3883 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° n° 130 rectifié ter (Port de masques et gestes barrières - Arrêté du maire - Autorisation)** : p. 3883 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 51 rectifié (Avis sur l'application des mesures de déconfinement - Conseil de scientifiques dans chaque département - Création)** : p. 3883 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 67 rectifié (Délit institué par la loi du 23 mars 2020 pour sanctionner les violations réitérées des mesures d'urgence sanitaire - Abrogation)** : p. 3884 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 168 (Lutte contre les incendies dans les bois et forêts - Propriétaires forestiers - Déplacements pour travaux d'aménagements - Autorisation)** : p. 3885 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 184**

rectifié bis (Situation particulière des territoires d'outre-mer - Soumission des passagers entrants à un protocole de dépistage dès l'arrivée sur le territoire - Autorisation): p. 3886 -

Article 3 (Modalités de placement à l'isolement des citoyens contagieux): p. 3889 p. 3890 p. 3891 p. 3893 p. 3894 p. 3895 -

Article 3 bis (nouveau) (Amendement de coordination): p. 3895 - **Article 4** (Exclusion de la contestation des mesures de quarantaine ou d'isolement du bénéfice des procédures de référés d'urgence): p. 3896 - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendement n° 77** (Développement de la démocratie sanitaire - Composition du comité scientifique Covid-19 - Élargissement aux usagers du système de santé): p. 3896 -

Article additionnel après l'article 4 - **Amendement n° 47** (Membres du comité scientifique Covid-19 et du CARE - Désignation selon les nominations de l'article 13, alinéa 5 de la Constitution): p. 3897 - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendement n° 78 rectifié** (Conférence de citoyens - Création): p. 3898 - **Article 5** (Port du masque obligatoire dans les transports publics sous peine de contraventions): p. 3899 p. 3904 p. 3906 p. 3907 -

Article additionnel après l'article 5 - **Amendements n° 36 rectifié et n° 175** (Pratique sportive sur le littoral et les plans d'eau intérieurs - Accès aux plages du littoral et plans d'eau intérieurs - Autorisation par dérogation): p. 3908 p. 3909 p. 3910 -

Article additionnel après l'article 5 - **Amendement n° 44 rectifié ter** (Code pénal - Circonstance aggravante pour tout vol commis en période de crises sanitaires graves portant sur un bien de première nécessité pour prévenir ces crises - Création): p. 3915 -

Article additionnel après l'article 5 - **Amendement n° 46 rectifié ter** (Intervenants à domicile et aidants - Priorité dans le dépistage du Covid-19): p. 3916 -

Article additionnel après l'article 5 - **Amendements n° 100 et n° 159** (Prorogation de l'état d'urgence sanitaire - Période d'interdictions d'expulsions locales - Prorogation): p. 3918 -

Article additionnel après l'article 5 - **Amendement n° 59** (Documents de séjour - Durée de validité - Prolongation): p. 3919 -

Article additionnel après l'article 5 - **Amendements n° 60 et n° 69 rectifié** (Centres de rétention administrative - Fermeture): p. 3920 -

Article additionnel après l'article 5 - **Amendement n° 107** (Mandat de la Contrôleuse générale des lieux de privation de liberté - Prorogation jusqu'au terme de l'état d'urgence sanitaire): p. 3921 -

Article 6 (Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19): p. 3923 p. 3924 p. 3929 p. 3930 p. 3931 p. 3935 p. 3939 p. 3941 p. 3942 p. 3943 p. 3944 p. 3945 p. 3946 p. 3947 p. 3948 p. 3949 -

Article additionnel après l'article 6 - **Amendement n° 37** (Classification des départements en matière de risques sanitaires - Réévaluation des critères utilisés - Dialogue entre tous les acteurs du département): p. 3951 -

Article additionnel après l'article 6 - **Amendement n° 121** (Personnes les plus précaires - Frais bancaires - Exonération): p. 3952 -

Article 7 (Dispositions spécifiques relatives à l'outre-mer): p. 3952 p. 3953

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'annulation des charges pour les très petites entreprises** - (6 mai 2020): p. 4172

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions** - Commission mixte paritaire [n° 423 (2019-2020)] - (9 mai 2020) - **Discussion générale**: p. 4183 p. 4186 p. 4188

- **Débat sur les modalités de réouverture des établissements d'enseignement, conditions d'organisation des concours et examens et préparation de la prochaine rentrée scolaire** - (19 mai 2020): p. 4249

- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France** [n° 365 (2019-2020)] - (19 mai 2020) - **Discussion générale**: p. 4254 p. 4259 p. 4265 -

Article additionnel avant l'article 8 - **Amendement n° 19** (Représentation des Français établis hors de France - Appellation « délégués consulaires » - Remplacement par l'appellation « délégués électoraux »): p. 4272 -

Article additionnel après l'article 22 - **Amendement n° 7 rectifié bis** (Freins juridiques, financiers et techniques rencontrés par la Caisse des Français de l'étranger

(CFE) face à l'épidémie de Covid-19 - Rapport au Parlement): p. 4284

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne** [n° 454 (2019-2020)] - (26 mai 2020) -

Discussion générale: p. 4402 p. 4404 p. 4405 - **Question préalable**: p. 4409 p. 4410 -

Article 1er (Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19): p. 4426 p. 4435 p. 4437 -

Article additionnel après l'article 1er quater A - **Amendement n° 273** (Français de l'étranger rentrant en France - Délai de carence de trois mois avant de bénéficier du droit à l'assurance maladie - Suspension): p. 4463 -

Article 1er quater (Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur): p. 4479 p. 4480

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020): p. 4543

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne** [n° 454 (2019-2020)] (suite) - (28 mai 2020) -

Article 1er septies (Reports de réformes civiles et pénales): p. 4647 -

Article 1er octies C (Aménagement de l'organisation des procès criminels): p. 4656 -

Article additionnel après l'article 1er nonies - **Amendement n° 98** (Commande publique - Seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour la conclusion des marchés publics - Relèvement): p. 4669 -

Article 4 (Habilitation à légiférer par ordonnances pour tirer les conséquences du Brexit): p. 4707 -

Explications de vote sur l'ensemble: p. 4712

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales** [n° 468 (2019-2020)] - (2 juin 2020) -

Discussion générale: p. 5055 p. 5056 p. 5066 p. 5067 -

Article additionnel après l'article 1er A - **Amendement n° 8** (Listes d'émargement du premier tour pour le démarchage des électeurs - Interdiction): p. 5067 -

Article additionnel après l'article 1er A - **Amendements n° 7 et n° 10** (Démarchage en vue de solliciter une procuration d'un électeur - Interdiction): p. 5068 -

Article additionnel après l'article 1er A - **Amendement n° 9** (Recensement du nom des abstentionnistes du premier tour - Interdiction): p. 5068 -

Article 1er (Information du mandataire sur la demande d'établissement d'une procuration et des conditions d'organisation du vote): p. 5069 p. 5071 -

Article 1er bis (nouveau) (Procurations - Modalités): p. 5072 p. 5075 p. 5076 p. 5077 -

Article 1er ter (nouveau) (Procurations établies pour le premier ou le second tour des élections municipales, communautaires et métropolitaines de 2020 - Validité): p. 5077 -

Article additionnel après l'article 1er ter - **Amendements n° 19 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 20 rectifié et n° 22 rectifié** (Vote par correspondance - Autorisation et encadrement): p. 5079 -

Article 2 bis (nouveau) (Mise à disposition dans les bureaux de vote des équipements de protection pour les électeurs et les personnes participant au déroulement du scrutin): p. 5082 -

Article additionnel après l'article 2 bis - **Amendement n° 18** (Envoi d'un masque à chaque électeur en amont du second tour des élections municipales 2020 - Rapport au Parlement): p. 5083 -

Article additionnel après l'article 2 ter - **Amendement n° 27** (Dépôt de procuration - Meilleure information du mandataire - Pérennisation): p. 5083

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux** - Deuxième lecture [n° 464 (2019-2020)] - (4 juin 2020) -

Discussion générale: p. 5241 p. 5246

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales** [n° 483 (2019-2020)] - (9 juin 2020) -

Discussion générale: p. 5339 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 60 rectifié bis** (Violences au sein de la famille - Notification de l'ordonnance de protection au défendeur - Envoi par le ministère public ou par la voie administrative): p. 5352 -

Article additionnel avant l'article 1er (suppression maintenue) - Amendement n° 39 rectifié (Lutte contre les violences conjugales - Exigence cumulative de la vraisemblance de faits de violence allégués et du danger - Suppression) : p. 5354 - **Article additionnel avant l'article 1er (suppression maintenue) - Amendement n° 71 rectifié (Ordonnance de protection - Dissimulation de l'adresse de l'école des enfants - Autorisation) :** p. 5359 - **Article additionnel avant l'article 1er (suppression maintenue) - Amendement n° 42 rectifié (Délivrance d'une ordonnance de protection - Information obligatoire du Parquet) :** p. 5361 - **Article additionnel après l'article 2 (suppression maintenue) - Amendement n° 35 rectifié (Fixation de la résidence des enfants - Modalités) :** p. 5366 - **Article additionnel après l'article 2 (suppression maintenue) - Amendements n° 78 et n° 36 rectifié (Violences conjugales - Résidence alternée - Interdiction) :** p. 5368 - **Article 4 (Prohibition de la médiation familiale en cas de violences intrafamiliales ou d'emprise manifeste) :** p. 5378 - **Article 11 A (Aggravation de la peine encourue en cas de consultation habituelle de sites pédopornographiques) :** p. 5403

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Commission mixte paritaire [n° 479 (2019-2020)] - (10 juin 2020) - Discussion générale :** p. 5553

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)] - (10 juin 2020) - Discussion générale :** p. 5579 p. 5580 p. 5581 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 23 (Second tour des élections municipales - Report d'un an) :** p. 5588 - **Article 1er A (Cadre général du projet de loi) :** p. 5588 - **Article 1er bis (Conditions d'organisation du second tour des élections municipales et communautaires) :** p. 5590 p. 5592 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 3 rectifié bis (Période d'état d'urgence sanitaire - Vote par correspondance pour les scrutins électoraux - Instauration) :** p. 5593 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié (Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Réunion suivant l'installation des conseils municipaux - Réduction de délai) :** p. 5593 - **Article 2 bis (nouveau) (Prolongation de règles dérogatoires relatives au quorum et aux pouvoirs dans les assemblées délibérantes locales) :** p. 5595 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 14 rectifié (Adoption du budget et vote de l'arrêté des comptes 2019 - Report de la date limite) :** p. 5596 - **Article 2 quinquies (nouveau) (Prolongation de règles dérogatoires relatives aux consultations préalables et aux réunions dématérialisées des assemblées délibérantes locales) :** p. 5597 - **Article 2 septies (nouveau) (Réunion des assemblées locales en tout lieu) :** p. 5598 - **Article 2 octies (nouveau) (Prolongation de règles dérogatoires relatives à la publicité des réunions des assemblées délibérantes locales) :** p. 5598 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 32 (Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Désignation de leurs représentants au sein des syndicats intercommunaux et des syndicats mixtes fermés - Possibilité de ne pas recourir au vote à scrutin secret - Autorisation) :** p. 5599 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 20 rectifié (Transfert des pouvoirs de police spéciale du maire au président de l'EPCI - Aménagement de calendrier) :** p. 5599 p. 5600 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendements n° 17 rectifié bis et n° 21 rectifié (Communication d'un état des indemnités des élus communautaires - Report au quatrième trimestre) :** p. 5600 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 28 (Suppléance du président d'un syndicat intercommunal ou d'un syndicat mixte fermé par un vice-président - Autorisation) :** p. 5601 - **Article 4 (Report de l'élection des conseillers consulaires et des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE)) :** p. 5603 p. 5604 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement**

n° 12 rectifié (Corps électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France - Election de délégués consulaires) : p. 5605 - **Article 4 bis (nouveau) (Modalités d'entrée en vigueur de la réforme des conseils consulaires) :** p. 5607 - **Article additionnel après l'article 4 ter - Amendement n° 6 rectifié (Mode de calcul des indemnités des conseillers consulaires - Rapport au Parlement) :** p. 5609 - **Article 5 (Annulation partielle du second tour et organisation d'un nouveau scrutin à deux tours dans les communes ou collectivités territoriales concernées) :** p. 5614

- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)] - (17 juin 2020) - Discussion générale :** p. 5743 p. 5746 p. 5749 - **Article 1er (Report de l'élection de sénateurs représentant les Français établis hors de France) :** p. 5751 p. 5753 - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 5755

- **Projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires - Commission mixte paritaire [n° 509 (2019-2020)] - (17 juin 2020) - Discussion générale :** p. 5756 p. 5758

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)] - (22 juin 2020) - Discussion générale :** p. 5789 p. 5790 p. 5792 p. 5795 p. 5798 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 2 rectifié bis (État d'urgence sanitaire - Contrôle des prix - Information) :** p. 5798 - **Article 1er (Création d'un régime ad hoc de sortie de la crise sanitaire) :** p. 5801 p. 5804 p. 5805 p. 5806 p. 5807 p. 5808 p. 5809 p. 5810 p. 5811 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 14 (Personnes souhaitant se rendre dans les outre-mer - Obligation de passer des tests virologiques - Prolongation) :** p. 5812 - **Article 1er bis A (nouveau) (Sécurisation du régime applicable aux menaces sanitaires graves) :** p. 5813 - **Article 1er bis (Prolongation de l'état d'urgence sanitaire en Guyane et à Mayotte) :** p. 5814 p. 5815 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Prolongation de la durée de conservation de certaines données personnelles collectées par les systèmes d'information de santé pour lutter contre l'épidémie) :** p. 5817 - **Article 3 (Application des mesures de quarantaine et de placement en isolement en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) :** p. 5818 p. 5819 - **Article 4 (Application de l'article 1er en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française) :** p. 5819

- **Débat sur le bilan de l'application des lois - (23 juin 2020) :** p. 5888 p. 5889

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Nouvelle lecture [n° 578 (2019-2020)] - (2 juillet 2020) - Discussion générale :** p. 6208 p. 6209

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de justice - (8 juillet 2020) :** p. 6228

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Commission mixte paritaire [n° 587 (2019-2020)] - (8 juillet 2020) - Discussion générale :** p. 6235 p. 6236

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale - (15 juillet 2020) :** p. 6354 p. 6357

- **Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie [n° 599 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - Discussion générale :** p. 7101 p. 7103 p. 7104

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales - Commission mixte paritaire [n° 618 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - Discussion générale :** p. 7108 - **Explications de vote sur l'ensemble :** p. 7120

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - Discussion générale :** p. 7121 p. 7124 p. 7126 p. 7129 p. 7132 -

Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 (*Centres pénitentiaires - Quartiers d'évaluation et de prise en charge de la radicalisation - Mise en œuvre - Rapport au Parlement*) : p. 7138 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7139

- **Hommage à Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat** - (23 juillet 2020) : p. 7231

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 633 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7232 p. 7235 p. 7237 p. 7238 p. 7239

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Commission mixte paritaire [n° 674 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7242 p. 7243 p. 7245 p. 7246 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7249

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7410 - **Article 1er** (*Sortie de l'état d'urgence sanitaire - Raccourcissement à trois mois de la durée de prorogation du régime transitoire*) : p. 7419 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 22** (*Interdiction par le Premier ministre de la circulation des personnes et des véhicules - Suppression*) : p. 7420 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 17 rectifié ter** (*Salles de sport - Ré-ouverture spécifique dérogatoire - Autorisation*) : p. 7421 p. 7422 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 20 rectifié** (*Prorogation du régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Subordination à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement*) : p. 7423 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié ter** (*Établissements recevant du public - Ouverture - Adaptation à la situation sanitaire locale et aux caractéristiques des lieux*) : p. 7424 p. 7425 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 51** (*Français de l'étranger rentrant en France - Délai de carence pour le bénéfice de leurs droits à l'assurance maladie - Suppression*) : p. 7425 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 19 rectifié** (*Gratuité des masques - Évaluation du coût pour l'État - Rapport au Parlement*) : p. 7426 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (*Prise en charge à 100 % des masques et des tests de dépistages par l'assurance maladie - Rapport au Parlement*) : p. 7427 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 38** (*Protection des locataires et préservation des intérêts des bailleurs*) : p. 7427 p. 7428 - **Article 1er ter A** (*texte non modifié par la commission*) (*Ressortissants français se déplaçant par transport aérien à destination du territoire métropolitain ou des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution quel que soit le pays de provenance - Obligation de présentation d'un test négatif au Covid-19 avant l'embarquement - Suppression*) : p. 7429 p. 7431 p. 7432

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux perspectives pour la Nouvelle-Calédonie** - (14 octobre 2020) : p. 7446 p. 7447

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7474 p. 7477 - **Article 3** (*Saisine du CESE par voie de pétition*) : p. 7493

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2020) - **Article 4** (*supprimé*) (*Procédures de consultation du public*) : p. 7506 p. 7507 - **Article 6** (*supprimé*) (*Dispense de consultations pour la présentation des projets de loi*) : p. 7511

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 46 (2020-2021)]** - (19 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7535 p. 7544 p. 7549 - **Article 1er** (*Article 1er de la Constitution - Mention sur le respect obligatoire de la règle commune par tous - Ajout*) : p. 7550 p. 7551

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7565 p. 7565 p. 7569 p. 7570 - **Article 2** (*Pouvoir réglementaire des collectivités territoriales*) : p. 7580 - **Article 3** (*Représentation équilibrée des territoires - Droit à la différenciation pour les collectivités territoriales*) : p. 7584 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 16** (*Projet de loi de financement des collectivités territoriales (PLFCT) - Création*) : p. 7590 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 9 rectifié bis, n° 22, n° 25 et 28 rectifié bis** (*Régime constitutionnel des territoires ultramarins - Modification - Catégorie « pays d'Outre-mer » - Création*) : p. 7604 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7607

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)**.

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 8040 p. 8041 p. 8042 p. 8044 p. 8045 p. 8046 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 38** (*Capacité hospitalière de la France - Rapport au Parlement*) : p. 8048 - **Article 1er** (*Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 8050 p. 8051 p. 8052 p. 8053 p. 8054 p. 8055 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 41, n° 59 rectifié et n° 39 rectifié** (*Gestion d'une crise sanitaire - Équilibres institutionnels - Renforcement des pouvoirs du Parlement*) : p. 8058 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42** (*Comité national de suivi de l'état d'urgence sanitaire - Instauration*) : p. 8060 - **Article 2** (*supprimé*) (*Régime intermédiaire en sortie d'état d'urgence sanitaire*) : p. 8060 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 32** (*Obligation de test pour tout moyen de transport - Institution*) : p. 8062 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 43** (*Participation de l'assurance-maladie à une prise en charge totale des masques et des tests de dépistage - Rapport au Parlement*) : p. 8062 p. 8063 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 20 rectifié** (*Régime des amendes forfaitaires - Extension à la Polynésie*) : p. 8064 - **Article 3** (*Prolongation de l'autorisation de mise en œuvre des systèmes d'information dédiés à la lutte contre l'épidémie de Covid*) : p. 8066 p. 8067 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 26 rectifié bis** (*Infirmiers exerçant dans un pôle, une maison ou dans un centre de santé - Pratique d'actes avancés - Autorisation à titre dérogatoire*) : p. 8068 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 45 et n° 61** (*Personnes détenues dans des établissements privés de liberté - Conditions sanitaires - Rapport au Parlement*) : p. 8069 - **Article 3 sexies** (*nouveau*) (*Maintien des prestations aux personnes en situation de handicap*) : p. 8073 - **Article 3 septies** (*nouveau*) (*Assouplissement des conditions de délibération des collectivités territoriales*) : p. 8074 - **Article additionnel après l'article 3 septies - Amendement n° 12 rectifié** (*Syndicats mixtes fermés et syndicats mixtes ouverts restreints - Réunion par visioconférence ou audioconférence - Autorisation*) : p. 8075 - **Article 3 octies** (*nouveau*) (*Report de certaines compétences entre les communes et les EPCI à fiscalité propre*) : p. 8076 - **Article 3 nonies** (*nouveau*) (*Compensation de la perte de revenus subie par les salariés placés en position d'activité partielle*) : p. 8076 - **Article 3 undecies** (*nouveau*) (*Adaptation des conditions de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé*) : p. 8078 - **Article 3 terdecies** (*nouveau*) (*Conditions financières de résolution des contrats de voyages touristiques et de séjours et des contrats dans les secteurs de la culture et du sport*) : p. 8079 p. 8080 - **Article 3 quaterdecies** (*nouveau*) (*Adaptation des compétences de l'Autorité de régulation des transports aériens (ART)*) : p. 8080 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendements n° 50, n° 51 et n° 75 rectifié** (*État d'urgence sanitaire - Licenciements - Interdiction jusqu'à la fin des mesures d'accompagnement des entreprises*) :

p. 8082 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendement n° 29** (Réserve civile de la police nationale - Nombre maximal de vacations - Prolongation en 2021 - Autorisation) : p. 8084 - **Article 4** (Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances) : p. 8086 p. 8087 p. 8088 p. 8089

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1 rectifié bis** (Rachat de capital d'une entreprise délégataire de service public conduisant à un franchissement du seuil de 25 % de détention des droits de vote - Autorisation du Gouvernement - Obligation) : p. 8100 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 2 rectifié ter et n° 30** (Assemblées générales des conseils de prud'hommes - Détention de deux pouvoirs - Autorisation) : p. 8102 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 28** (Règles d'affectation et de transfert des personnes détenues - Assouplissement temporaire) : p. 8102 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 31** (Mise à disposition de jeunes engagés dans le service civique auprès d'organismes agréés ou non agréés - Assouplissement) : p. 8103 p. 8104 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 13 rectifié** (Luttes contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 à Saint-Pierre-et-Miquelon - Semaine et second test PCR - Obligation) : p. 8105 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 63 rectifié et n° 72** (Dispositions législatives prises sur le fondement des habilitations à légiférer par ordonnance - Caducité - Règles) : p. 8106 p. 8107 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 73** (Retard ou non-paiement des loyers - Absence de pénalités - Extension aux particuliers) : p. 8109 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 74 rectifié** (Personnes physiques salariées d'entreprises frappées par une mesure de police administrative - Paiement des loyers et mensualités - Aménagements) : p. 8110 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 8 rectifié bis** (Titres d'identité et passeports des ressortissants français résidant à l'étranger - Prorogation) : p. 8111 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 76 et n° 77** (Moyens déployés pour les étudiants et les personnes les plus vulnérables - Rapport au Parlement) : p. 8112 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 78 et n° 46 rectifié** (Mesures de protection prises pour les personnes sans domicile fixe - Rapport au Parlement) : p. 8114 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 79** (Prévention de l'enfermement abusif des patients en psychiatrie - Rapport au Parlement) : p. 8114 - **Article 9 (nouveau)** (Prolongation pendant l'état d'urgence sanitaire des durées maximales d'activité dans les réserves militaire, de sécurité civile, sanitaire ou de la police nationale) : p. 8115 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 22 rectifié quater et n° 23 rectifié quater** (Interdiction de communication institutionnelle pendant les six mois précédant un scrutin - Suspension) : p. 8116 p. 8117 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 67** (Vote par correspondance sous pli fermé - Instauration) : p. 8119 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 21 rectifié ter** (Date de dépôt des comptes de campagne pour les élections sénatoriales - Report) : p. 8120 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 91** (Décret de convocation des électeurs pour les élections de 2021 - Date limite de publication) : p. 8120 p. 8121 p. 8123 - **Article**

additionnel après l'article 11 - Amendement n° 68 (Personnes en situation de fragilité financière - Frais bancaires - Exonération) : p. 8124 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 70** (Interruption volontaire de grossesse (IVG) - Délais légaux - Prolongation) : p. 8125 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 71** (Victime de violences conjugales - Confinement dans le même domicile que l'auteur des violences - Interdiction) : p. 8126 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 82 rectifié ter** (Activités physiques dynamiques individuelles sur la plage - Autorisation pendant le second confinement) : p. 8126

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les commerces de proximité** - (4 novembre 2020) : p. 8220

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)]** - (5 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8340 p. 8341 p. 8342 p. 8343 p. 8345 - **Article 1er** (Autorisation de la poursuite de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 janvier 2021) : p. 8348 p. 8349 p. 8350 p. 8351 - **Article 2** (Régime intermédiaire en sortie d'état d'urgence sanitaire) : p. 8351 p. 8352 - **Article 3** (Prolongation de l'autorisation de mise en œuvre des systèmes d'information dédiés à la lutte contre l'épidémie de Covid) : p. 8353 - **Article 4** (Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances) : p. 8359 p. 8360 p. 8361 - **Article 10 bis** (Autorisation accordée aux départements et régions d'utilisation de supports de communication visant à faire connaître leurs aides, actions et subventions jusqu'à la fin de l'état d'urgence sanitaire) : p. 8363 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8364

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) - **État B** : p. 10410

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Article 6** (Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions) : p. 11673

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles [n° 194 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 195 (2020-2021)** : p. 11692

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales [n° 195 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

BASCHER (Jérôme)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (8 juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (17 juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (4) (17 novembre 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2021 (9 décembre 2020).

Membre titulaire de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 179 (2019-2020)] relative aux Français établis hors de France [n° 363 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à créer une délégation au renseignement économique [n° 407 (2019-2020)] (21 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 312 (2019-2020)] portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 465 (2019-2020)] (27 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la sécurisation économique des secteurs stratégiques par la création de véhicules de portage et d'investissement stratégique [n° 687 (2019-2020)] (24 août 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les projets immobiliers des pouvoirs publics [n° 718 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Engagements financiers de l'État [n° 138 tome 3 annexe 13 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financements publics consacrés à l'agriculture biologique - Communication.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Organismes extraparlimentaires - Communication.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 11 mars 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bruno Angles, représentant des sociétés concessionnaires d'autoroutes dans les discussions avec l'État sur les contrats de concession de 2014 à 2015.

Audition de M. Gilles Carrez, président de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale de 2012 à 2017.

Audition de M. Gilles de Robien, ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer de 2002 à 2005.

Audition de M. Philippe Martin, président de la section des travaux publics du Conseil d'État.

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, de MM. Denis Ferrand, directeur général de Rexecode et Xavier Timbeau, directeur principal de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), sur les incidences du Coronavirus Covid-19 sur l'économie française (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Florence Lustman, présidente de la Fédération Française de l'Assurance (FFA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la société anonyme Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) (en téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le

plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, candidate aux fonctions de présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des finances*) : Pilotage stratégique par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères des opérateurs de l'action extérieure de l'État et sa déclinaison au niveau des postes diplomatiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne relative à la proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et à la proposition de mise en place d'un instrument de relance pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Arnaud Quémard, directeur général du groupe Sanef et président de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA).

Audition de M. Pierre Coppey, président de Vinci Autoroutes.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Dominique de Villepin, Premier ministre de 2005 à 2007.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) - Communication.

Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Alexis Kohler, directeur du cabinet de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, de 2014 à 2016.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et directeur du cabinet de M. Dominique de Villepin, Premier ministre, de 2006 à 2007.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens du contrôle fiscal - Communication.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication de M. Jérôme Bascher, rapporteur spécial, sur les projets immobiliers des pouvoirs publics.

Réunion du mardi 29 septembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances pour 2021 et au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Ambassadeurs thématiques - Communication.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes et Nadi Bou Hanna, directeur interministériel du numérique (DINUM), pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la conduite des grands projets numériques de l'État.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, chef économiste de la direction générale du Trésor, MM. Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), sur le thème « Quelles perspectives de reprise pour l'économie française ? ».

Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen des amendements de séance sur le texte adopté par la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport relatif à la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 31).

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 54 bis et 54 ter) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Missions et comptes spéciaux précédemment examinés et réservés « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 54), « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », « Santé », « Sécurités » (et articles 60 et 61) et « Sport, jeunesse et vie associative » (et articles 64 à 67) - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 31.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Médias, livres et industrie culturelle » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 59 p. 60

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme des retraites (III)** - (8 janvier 2020) : p. 82

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 108

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié ter** (Communes - Patrimoine bâti - Protection contre les orages de grêle - Obligation d'assurance) : p. 268 p. 269

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 128 rectifié bis** (Droit à l'enfant - Inexistence) : p. 401 - **Article 1er** (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) : p. 426 p. 427 - **Rappel au règlement** : p. 436 - **Article 1er** (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) : p. 437

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 17 (priorité)** (Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale) : p. 662 - **Article 19 bis A (supprimé)** (Abrogation du double diagnostic préimplantatoire (DPI-HLA) et demande de rapport sur le sang placentaire) : p. 705 - **Article 19 ter (nouveau)** (Expérimentation du diagnostic préimplantatoire pour la recherche d'aneuploïdies) : p. 711

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter** (Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction) : p. 1458 p. 1459

- **Question orale sans débat sur la politique des agences de l'eau envers la ruralité** - (3 mars 2020) : p. 1861

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coronavirus (II)** - (4 mars 2020) : p. 2084 p. 2085

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2116

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2906 p. 2907 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 90 rectifié, n° 197 rectifié ter et n° 327** (Collectivités territoriales - Achats de protections individuelles - Inclusion dans le fonds de compensation pour la taxe à la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 2930 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 265 rectifié bis et n° 328** (Taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages - Hausse progressive en 2020 et 2021) : p. 2936

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 44 rectifié et n° 203** (Heures supplémentaires travaillées pendant l'état d'urgence sanitaire - Exonération fiscale et sociale totale) : p. 2959 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendements n° 220 rectifié ter, n° 206, n° 72 rectifié bis, n° 43, n° 79 rectifié, n° 295 rectifié, n° 92 rectifié, n° 320 rectifié et n° 251 rectifié bis** (État d'urgence sanitaire - Entreprises - Charges et cotisations sociales - Suppression totale en remplacement du report) : p. 2980 - **Article 3 et état B** (Budget général : ouverture et annulations de crédits) : p. 3014 p. 3015 p. 3022 p. 3065 p. 3078 p. 3082 - **Article 7** (Modification du régime d'octroi de la garantie de l'État aux prêts bancaires des entreprises) : p. 3133 - **Article**

12 (nouveau) (Rapport sur l'utilisation des ressources attribuées au compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État ») : p. 3154

- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 365 (2019-2020)]** - (19 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4253 - **Article 23** (Plus-values de cession pour les biens ayant constitué la résidence principale d'une personne désormais établie hors de France) : p. 4286 - **Article 27** (Assiette de l'impôt sur la fortune immobilière, IFI) : p. 4287 - **Article 28** (Extension du dégrèvement de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires) : p. 4288 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendements n° 17 et n° 18** (Amendement n° 17 : Frais de scolarité dans des établissements français d'enseignement à l'étranger - Réduction d'impôt sur le revenu ; Amendement n° 18 : Réduction d'impôt sur le revenu - Cotisation aux assurances de base - Éligibilité) : p. 4290 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 31 rectifié bis** (Statut de non-résident Schumacker - Extension aux personnes résidant dans un État tiers) : p. 4291 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 16** (Non-résidents ne percevant aucun revenu de source étrangère - Mécanisme de la décote - Éligibilité) : p. 4291 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 32 rectifié** (Contribuables non-résidents - Pensions alimentaires - Déductibilité fiscale) : p. 4292 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 33 rectifié et n° 34 rectifié** (Contribuables non-résidents - Prestations compensatoires - Déductibilité fiscale) : p. 4293 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendement n° 24** (Français établis hors de France - Exercice du droit au compte bancaire - Modalités) : p. 4293 p. 4295 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendements n° 11 rectifié bis et n° 12 rectifié bis** (Préavis de résiliation d'un compte d'un Français de l'étranger à l'initiative de l'établissement de crédit - Allongement) : p. 4296 p. 4297

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19) : p. 4428 p. 4432 p. 4433 p. 4434 p. 4435 p. 4436 - **Article 1er bis B (texte non modifié par la commission)** (Fin anticipée de saisons sportives) : p. 4448 - **Article additionnel après l'article 1er quater A - Amendement n° 273** (Français de l'étranger rentrant en France - Délai de carence de trois mois avant de bénéficier du droit à l'assurance maladie - Suspension) : p. 4463 p. 4464 - **Article 1er quater CA (nouveau)** (Dématérialisation de certains documents provisoires de séjour) : p. 4473 - **Article 1er quater C (texte non modifié par la commission)** (Prolongation du versement de l'allocation pour demandeurs d'asile) : p. 4474 - **Article 1er quater** (Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur) : p. 4476 p. 4479 p. 4480

- **Suite de la discussion** (28 mai 2020) : p. 4630 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 210 rectifié** (Délai de l'IVG chirurgicale - Allongement de deux semaines) : p. 4642 - **Article additionnel après l'article 1er septies - Amendement n° 83 rectifié bis** (Loi « Sapin II » - Création d'un répertoire numérique des représentants d'intérêts tenu par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique - Report de deux ans) : p. 4648 p. 4649

- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 460 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5052

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 468 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5056 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 19 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 20 rectifié et n° 22 rectifié** (Vote par correspondance - Autorisation et encadrement) : p. 5081

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales** [n° 483 (2019-2020)] - (9 juin 2020) - **Article additionnel après l'article 2 (suppression maintenue)** - **Amendement n° 35 rectifié** (Fixation de la résidence des enfants - Modalités) : p. 5365 - **Article 11 A** (Aggravation de la peine encourue en cas de consultation habituelle de sites pédopornographiques) : p. 5403

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections régionales** - (17 juin 2020) : p. 5739 p. 5740

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire** [n° 541 (2019-2020)] - (22 juin 2020) - **Article 1er** (Création d'un régime ad hoc de sortie de la crise sanitaire) : p. 5805

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5878 p. 5879

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'écocide** - (24 juin 2020) : p. 5925

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux propositions de la Convention citoyenne pour le climat** - (24 juin 2020) : p. 5928

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs** [n° 466 (2019-2020)] - (30 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6095 p. 6102 - **Article 1er** (Création d'un fonds d'urgence en faveur des Français de l'étranger) : p. 6107 p. 6108 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1** (Subventions aux organismes locaux d'entraide et de solidarité - Avis du conseil consulaire - Obligation) : p. 6110 - **Article 2** (Gage financier) : p. 6111 p. 6112 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6113

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6367 p. 6368 p. 6384

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 624 (2019-2020)] - (17 juillet 2020) - **Article 2 C (nouveau)** (Exonération fiscale et sociale de la prime versée par les établissements privés de santé ou du secteur social et médico-social à leurs agents et salariés) : p. 6446 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 25 rectifié ter, n° 193 rectifié ter, n° 308 rectifié bis, n° 560 et n° 989** (Producteurs de spécialités laitières AOP-IGP - Dons - Défisicalisation temporaire) : p. 6474 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 26 rectifié ter, n° 194 rectifié ter, n° 309 rectifié bis, n° 561 rectifié bis et n° 990** (Producteurs de spécialités laitières AOP-IGP - Dons - Défisicalisation temporaire) : p. 6475 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 213 rectifié** (Mécénat d'entreprise - Don aux associations sportives - Réduction d'impôt - Augmentation temporaire) : p. 6477 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 40 et n° 902** (« Niche Copé » - Suppression) : p. 6483 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 614 rectifié ter, n° 1004 rectifié et n° 1035 rectifié** (Eco-contribution kilométrique - Création) : p. 6495 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 935 rectifié bis** (Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement) : p. 6512 p. 6513 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 201 rectifié bis et n° 293 rectifié bis** (Transition énergétique - Collectivités territoriales - Dotation) : p. 6530 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 242 rectifié quinquies, n° 627 rectifié ter, n° 972 rectifié bis et n° 1013 rectifié** (Transition énergétique - Collectivités territoriales - Dotation) : p. 6531 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendements n° 205 rectifié bis, n° 266 rectifié ter, n° 305 rectifié bis et n° 950** (Rendement énergétique - Calcul - Assouplissement) : p. 6558 - **Article 3** (Dégrèvement exceptionnel de la cotisation foncière des entreprises au titre de 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du

transport aérien et de l'événementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire) : p. 6566 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 187 rectifié ter** (Compte épargne temps - Plan d'épargne entreprise - Transfert - Autorisation) : p. 6577

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 62 rectifié et n° 904 rectifié** (Prélèvement forfaitaire unique - Suppression) : p. 6600 - **Article 5** (Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire) : p. 6672 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 24 rectifié bis et n° 78 rectifié** (Crise sanitaire - Île-de-France Mobilités - Pertes financières - Compensation - Mécanisme - Mise en œuvre) : p. 6679 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 203 rectifié, n° 298 rectifié, et n° 330 rectifié bis** (Crise sanitaire - Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité - Pertes de recettes - Compensation) : p. 6685 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 200 rectifié** (Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Répartition - Dispositif de majoration de la population - Amélioration) : p. 6712 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 199 rectifié bis et n° 198 rectifié** (n° 199 rectifié bis : Communes touristiques - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales - Contribution - Suspension ; n° 198 rectifié : Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Petites communes à dimension touristique - Contribution - Modulation) : p. 6713 - **Article 9 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits) : p. 6746 p. 6763 p. 6778 p. 6790 p. 6791

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6862 p. 6873 - **Article 15** (Élargissement du champ des entreprises éligibles à la réassurance par la Caisse centrale de réassurance (CCR) des risques d'assurance-crédit aux grandes entreprises et des risques d'assurance-crédit à l'export) : p. 6886 - **Article 15 bis (nouveau)** (Octroi de la garantie de l'État à l'Agence française de développement au titre des prêts et garanties accordés au secteur privé africain et gouvernance de sa filiale de promotion et de participation pour la coopération économique) : p. 6887 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 206 rectifié et n° 332 rectifié bis** (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMI) - Expérimentation - Prolongation) : p. 6932 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 854** (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMI) - Expérimentation - Prolongation) : p. 6933 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 307 rectifié et n° 331 rectifié quater** (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMI) - Expérimentation - Prolongation) : p. 6933 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 341 rectifié et n° 563 rectifié quater** (Entreprises - Relocalisation - Exonération fiscale) : p. 6934 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 138 rectifié** (Français établis hors de France - Retenue à la source - Réforme) : p. 6938 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 14 rectifié ter, n° 763 rectifié bis, n° 871 et n° 1012 rectifié bis** (Bailleurs - Travaux de rénovation énergétique - Déduction fiscale - Déplafonnement) : p. 6944 - **Article 17 decies (nouveau)** (Accès aux données du fonds de solidarité à des fins de lutte contre le travail illégal, de statistiques et de recherche scientifique) : p. 6963 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 29 rectifié bis, n° 197 rectifié ter et n° 311 rectifié** (Calcul du potentiel financier agrégé (PFIA) - Attribution au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Ajout) : p. 7049 p. 7050 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 28 rectifié bis, n° 196 rectifié ter, n° 310 rectifié et n° 992** (Potentiel financier agrégé (PFIA) - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (PFIC) - Prélèvement - Déduction) : p. 7050 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7060 p. 7061

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture** [n° 655 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 656 (2019-2020)** : p. 7214

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture** [n° 656 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 655 (2019-2020)**.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire** [n° 658 (2019-2020)] - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7256

- **Débat sur l'orientation des finances publiques** - (23 juillet 2020) : p. 7295

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire** [n° 10 (2020-2021)] - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7415 - **Article 1er** (Sortie de l'état d'urgence sanitaire - Raccourcissement à trois mois de la durée de prorogation du régime transitoire) : p. 7418 p. 7419

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur** [n° 52 (2020-2021)] - (28 octobre 2020) - **Article 2** (Programmation budgétaire 2021-2030) : p. 7941 p. 7946

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2020) - **Article 10** (Missions et statut du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur - Définition de l'intégrité scientifique) : p. 8009

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire** [n° 79 (2020-2021)] - (29 octobre 2020) - **Article 1er** (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire) : p. 8052 p. 8055 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 41, n° 59 rectifié et n° 39 rectifié** (Gestion d'une crise sanitaire - Équilibres institutionnels - Renforcement des pouvoirs du Parlement) : p. 8057 p. 8059 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42** (Comité national de suivi de l'état d'urgence sanitaire - Instauration) : p. 8060 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 32** (Obligation de test pour tout moyen de transport - Institution) : p. 8062 - **Article 3** (Prolongation de l'autorisation de mise en œuvre des systèmes d'information dédiés à la lutte contre l'épidémie de Covid) : p. 8067 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendements n° 50, n° 51 et n° 75 rectifié** (État d'urgence sanitaire - Licenciements - Interdiction jusqu'à la fin des mesures d'accompagnement des entreprises) : p. 8083

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 122 (2020-2021)] - (16 novembre 2020) - **Organisation des travaux** : p. 8952

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 1er A (nouveau)** (Droit à l'image collective des sportifs professionnels) : p. 8957 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 132 rectifié bis** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)- Procédure d'acompte - Assouplissement) : p. 8967

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits) : p. 9019 p. 9026 p. 9029

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Nouvelle lecture** [n° 121 (2020-2021)] - (17 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9124 - **Article 4 bis** (Nouveaux instruments de régulation économique des plateformes numériques) : p. 9137

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9287

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 9398 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-278 rectifié bis** (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Plafond d'exonération d'impôt sur le revenu - Suppression) : p. 9407 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-142 rectifié bis, n° I-355 rectifié et n° I-613 rectifié** (Contribuables non domiciliés en France - Dons aux œuvres - Déduction fiscale) : p. 9424 - **Article 3** (Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée) : p. 9432 p. 9434 p. 9435 p. 9436 p. 9437 p. 9438 p. 9445 p. 9446 p. 9449 p. 9450 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1047** (Survalorisations immobilières - Contribution de solidarité urbaine - Création) : p. 9459 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° I-859 rectifié bis** (Champ d'investissement du PEA et du PEA PME-ETI - Extension aux sociétés de capital-risque) : p. 9468

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 undecies (nouveau)** (Instauration d'un crédit d'impôt de soutien aux représentations théâtrales d'œuvres dramatiques) : p. 9529 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-288 rectifié ter et n° I-865 rectifié** (Crédit d'impôt sur les investissements en Corse - Éligibilité des investissements - Clarification) : p. 9537 p. 9538 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-289 rectifié ter et n° I-866 rectifié** (Investissements en Corse - Remboursement par l'État du crédit d'impôt - Délai - Raccourcissement) : p. 9539 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-283 rectifié bis** (PME-TPE - Crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) - Hausse des taux) : p. 9543 - **Article 4** (Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements) : p. 9567 p. 9568 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-58 rectifié** (Assureurs - Contribution exceptionnelle - Instauration) : p. 9581 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1046** (Crédit d'impôt recherche (CIR) - Suppression) : p. 9609 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter** (Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses) : p. 9644 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-276 rectifié bis** (Bureaux - Surtaxe - Suppression) : p. 9663 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-150 rectifié bis** (Cession de résidence principale - Exonération sur les plus-values - Délai - Prolongation) : p. 9664 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-496 rectifié bis** (Épargne salariale - Déblocage exceptionnel - Autorisation) : p. 9675 p. 9676

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-926** (Produits issus de l'agriculture biologique - Taux de TVA réduit - Application) : p. 9717 p. 9718 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-419 rectifié, n° I-976 rectifié, n° I-458 rectifié bis, n° I-913, n° I-701 rectifié et n° I-459 rectifié** (Réseaux de froid renouvelable et réseaux de chaleur renouvelable - Taux de TVA - Alignement) : p. 9730 p. 9731 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexies et n° I-1231** (Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire) : p. 9739 - **Article additionnel après**

l'article 9 - Amendements n° I-764 rectifié et n° I-973 rectifié (*Prestations de coiffure et d'esthétique - Taux réduit de TVA*) : p. 9743 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1134 rectifié et n° I-475 rectifié** (*Dépenses publicitaires des produits alimentaires destinés aux publics jeunes - Taxe en fonction des qualités nutritionnelles - Création*) : p. 9770 - **Article 14** (*Refonte des taxes sur les véhicules à moteur*) : p. 9819 p. 9840 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-65** (*Entreprises - Acquisition de véhicules poids lourds moins polluants - Taux de réduction - Augmentation*) : p. 9886 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-499 rectifié et n° I-66** (*Compagnies aériennes - Renouvellement de la flotte actuelle - Incitations fiscales*) : p. 9888 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-469 rectifié, n° I-500 rectifié bis et n° I-774 rectifié bis** (*Entreprises de transport aérien - Taxes perçues sur les billets - TVA - Suppression*) : p. 9893 p. 9894 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-932, n° I-253, n° I-252, n° I-1218, n° I-928 et n° I-320 rectifié** (*Financement de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF) - Contribution du transport routier de marchandises - Instauration - Taxe due par les concessionnaires d'autoroute - Augmentation*) : p. 9896

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10198

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) - **Article 54 quinquies (nouveau)** (*Refonte du cadre législatif afférent au fonds de prévention des risques naturels majeurs et création d'une expérimentation « mieux reconstruire après inondation » financée par le fonds*) : p. 10377

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) - **État B** : p. 10409

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2020) : p. 10426 p. 10428

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10452 - **État B** : p. 10463 p. 10467 p. 10473 p. 10490

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10492 p. 10498 p. 10499

Conseil et contrôle de l'État - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10505 p. 10506

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (28 novembre 2020) : p. 10518

Investissements d'avenir - État B

- (28 novembre 2020) - **Article 55** (*Gouvernance du quatrième programme d'investissements d'avenir*) : p. 10538

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10553

Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - État D

- (28 novembre 2020) : p. 10567

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56 sexies (nouveau)** (*Mise en œuvre de contreparties aux aides apportées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10574

Culture

- (30 novembre 2020) - **État B** : p. 10707 p. 10709 p. 10710

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11093 - **État B** : p. 11104

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) : p. 11135 p. 11139 p. 11141 - **État B** : p. 11145 p. 11146

Transformation et fonction publiques - État B

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° II-1038** (*Dispositif de l'indemnité de résidence - Révision - Rapport au Parlement*) : p. 11278

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article 41** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) : p. 11307

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendement n° II-324** (*Investissement dans les entreprises corses - Incitation fiscale*) : p. 11334 - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendement n° II-327** (*Dotation de continuité territoriale (DCT) - Collectivité de Corse - Affectation aux infrastructures de transport - Obligation*) : p. 11334 - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendements n° II-325 et n° II-905 rectifié bis** (*Investissements en Corse - Crédit d'impôt - Report de la date d'achèvement des travaux*) : p. 11335 - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-1316 rectifié ter** (*Petites et moyennes entreprises - Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Création*) : p. 11342 p. 11343 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1313** (*Constructions neuves de logements sociaux - Exonération de taxe foncière - Remplacement par un dégrèvement*) : p. 11360 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-76 rectifié** (*Non-résidents établis hors de France pour des raisons professionnelles - Taxe d'habitation sur les résidences secondaires - Dégrèvement de majoration*) : p. 11364 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1346 rectifié** (*Dépenses publiques des collectivités - Versement du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Contemporanéité*) : p. 11373 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-426 rectifié bis, n° II-1227 et n° II-1452 rectifié** (*Article 196 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 - Abrogation*) : p. 11379 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-238, n° II-239 et n° II-237** (*Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Reliquat - Exonération*) : p. 11379 p. 11380 - **Article additionnel après l'article 42 bis - Amendement n° II-555 rectifié** (*Autorités organisatrices de la mobilité - Covid-19 - Baisse des recettes - Rapport au Parlement*) : p. 11384 - **Article additionnel après l'article 42 octies - Amendement n° II-1274 rectifié bis** (*Cigéo, projet de centre de stockage en couche géologique profonde pour les déchets radioactifs - Modèle fiscal - Définition*) : p. 11398 - **Article additionnel après l'article 42 vices - Amendements n° II-1454 rectifié bis et n° II-1463 rectifié bis** (*Entreprises agricoles - Sortie du glyphosate - Crédit d'impôt temporaire*) : p. 11427

- Suite de la discussion (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-227 rectifié bis** (Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération) : p. 11453 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendements n° II-104 et n° II-521 rectifié** (Production de biocarburants - Perspectives - Rapport au Parlement) : p. 11456 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendement n° II-1163 rectifié bis** (Centre national de la musique - Liste des agréments du crédit d'impôt phonographique) : p. 11466 - **Article additionnel après l'article 43 quaterdecies - Amendement n° II-1482** (Crise sanitaire - Soutien aux entreprises - Assureurs) : p. 11487 - **Article 44** (Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes d'urbanisme) : p. 11495 - **Article 44 quinquies (nouveau)** (Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes intérieures sur les produits énergétiques) : p. 11505 - **Article**

additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1048 rectifié bis (Corse - Logements sociaux - Construction - Taux de TVA réduit) : p. 11512 - **Article 49** (Garantie de l'État aux projets immobiliers des établissements français d'enseignement à l'étranger) : p. 11579

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la procédure judiciaire liée à l'attentat de Nice** - (9 décembre 2020) : p. 11719

- **Projet de loi de finances pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 236 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2020) : p. 11994 p. 11997 p. 11998

BAZIN (Arnaud)
sénateur (Val-d'Oise)
Les Républicains

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020 ; puis président le 25 février 2020.

NOMINATIONS

DÉPÔTS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.

Président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 27 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (4) (17 novembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2021 (9 décembre 2020).

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes jusqu'au 13 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le financement de la lutte contre les violences faites aux femmes : une priorité politique qui doit passer de la parole aux actes [n° 602 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider [n° 44 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 138 tome 3 annexe 30 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 février 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond au texte de la commission des lois.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'alimentation du futur (en téléconférence).

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France, président du département de Charente-Maritime.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Audition de représentants de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), de l'Association des communautés de France (AdCF) et de France Urbaine.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Lutte contre les violences faites aux femmes - Communication.

Contrôle budgétaire - Refonte de la péréquation - Communication.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune du colonel Grégory Allione, président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF), des docteurs François Dolveck, directeur des urgences du Centre hospitalier de Melun - Marc Jacquet, et Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF).

Réunion du mardi 28 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde de praticiens.

Réunion du mardi 1er septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur la situation dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad).

Réunion du mercredi 2 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur les aspects éthiques.

Réunion du jeudi 3 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des fédérations hospitalières et médico-sociales.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur la politique de dépistage.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Examen et adoption du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes et Nadi Bou Hanna, directeur interministériel du numérique (DINUM), pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la conduite des grands projets numériques de l'État.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Régimes sociaux et de retraite », compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Action extérieure de l'État » (et article 53 A).

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 68 et 69).

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du lundi 30 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 68 et 69) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (28 janvier 2020) - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 683

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Article 2 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 2736

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (22 avril 2020) - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3021 p. 3022 p. 3067

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er bis AA - Amendement n° 106 rectifié** (*Composition des conseils d'administration des sociétés SNCF, SNCF Réseau, SNCF Voyageurs et SNCF Gares et Connexions - Dispositions transitoires - Prolongation*) : p. 4439 - **Article 1er quater AA (nouveau)** (*Mobilisation des réserves des caisses complémentaires des indépendants*) : p. 4459

- **Suite de la discussion** (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er septies - Amendement n° 83 rectifié bis** (*Loi « Sapin II » - Création d'un répertoire numérique des représentants d'intérêts tenu par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique - Report de deux ans*) : p. 4649

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les banlieues** - (3 juin 2020) : p. 5144

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 324 rectifié** (*Livraison physique de biens - Taxe forfaitaire - Création*) : p. 6488 p. 6489 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 323 rectifié** (*Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement*) : p. 6509 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 935 rectifié bis** (*Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement*) : p. 6511

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 142 rectifié, n° 319 rectifié ter et n° 714 rectifié ter** (*Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Dépenses éligibles - Année de référence*) : p. 6706 - **Article 7** (*Avances remboursables des pertes de recettes des DMTO des départements dues à la crise sanitaire*) : p. 6712

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6824 p. 6826 p. 6856 p. 6859 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 326 rectifié ter** (*Don - Impôt sur le revenu - Contribuables-donateurs non assujettis - Contribution sociale généralisée (CSG) - Crédit d'impôt*) : p. 6931 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 325 rectifié quinquies** (*Dons - Réduction d'impôt - Augmentation temporaire*) : p. 6931 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 14 rectifié ter, n° 763 rectifié bis, n° 871 et n° 1012 rectifié bis** (*Baillleurs - Travaux de rénovation énergétique - Déduction fiscale - Déplafonnement*) : p. 6944 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 13 rectifié bis, n° 38 rectifié, n° 350 rectifié et n° 762 rectifié** (*Zone rurale - Résidences secondaires - Travaux - Crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique (CITE) - Éligibilité*) : p. 6948 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 16 rectifié bis, n° 349 rectifié ter et n° 352 rectifié bis** (*Crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique (CITE) - Contribuables des derniers déciles de revenu - Éligibilité*) : p. 6954 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 756 rectifié** (*Véhicules électriques - Infrastructures de recharge - Logements individuels et collectifs - Crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique (CITE) - Majoration temporaire*) : p. 6956 - **Article additionnel après l'article 17 quaterdecies - Amendement n° 146 rectifié bis** (*Épargne logement - Achat de meubles - Déblocage temporaire - Autorisation*) : p. 6971

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) -

Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 7 rectifié et n° 18 rectifié bis (*Clause de compétence générale pour les départements - Rétablissement et insertion dans la Constitution*) : p. 7585 p. 7586

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (28 octobre 2020) - **Rapport annexé** : p. 7932 p. 7933 p. 7934

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article 22 bis (nouveau)** (*Création d'établissements d'enseignement supérieur privés préparant au diplôme d'État de docteur vétérinaire*) : p. 8169 p. 8170 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° 19 rectifié ter et n° 196 rectifié** (*Recherche dans le domaine du vivant - Connaissance des alternatives à l'expérimentation animale - Obligation de formation des étudiants*) : p. 8171 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° 20 rectifié ter et n° 197 rectifié** (*Utilisation des animaux vivants à des fins d'enseignement et de formation - Interdiction*) : p. 8172 p. 8173 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8177

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 quater - Amendements n° 129 rectifié ter, n° 284 rectifié quater, n° 466 rectifié sexies, n° 668 rectifié quinquies et n° 692** (*Taxe additionnelle sur les revenus des activités non conventionnées ou sur les dépassements d'honoraires - Suppression*) : p. 8526

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (21 novembre 2020) - **Article 7** (*Suppression progressive de la majoration de 25 % des bénéfices des entreprises qui n'adhèrent pas à un organisme de gestion agréé*) : p. 9605

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexies et n° I-1231** (*Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire*) : p. 9739 - **Article 15** (*Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports*) : p. 9870

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-670 rectifié, n° I-262 rectifié, n° I-644 rectifié bis, n° I-671 rectifié, n° I-737 rectifié bis et n° I-992 rectifié bis** (*Revenu de solidarité active (RSA) - Augmentation des dépenses d'allocations - Prise en charge automatique par l'État*) : p. 10015 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis** (*Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création*) : p. 10018 p. 10021 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-714 rectifié bis** (*Péréquation horizontale des départements - Département des Alpes-Maritimes - Gel de la contribution*) : p. 10021 p. 10022 - **Article 22 bis (nouveau)** (*Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales*) : p. 10026 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-643 rectifié**

quinquies, n° I-991 rectifié bis et n° I-668 rectifié (*Fraction de TVA affectée aux départements, à la ville de Paris et à la métropole de Lyon - Modification de l'assiette*) : p. 10033 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-10 rectifié bis, n° I-641 rectifié ter et n° I-990 rectifié** (*Collectivités territoriales - Parc automobile - Renouvellement - Location longue durée (LDD) - FCTVA - Bénéfice*) : p. 10052

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2020) - **État B** : p. 10648 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914** (*Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement*) : p. 10658

Solidarité, insertion et égalité des chances - État B

- (30 novembre 2020) : p. 10668 p. 10669 p. 10670 p. 10671 p. 10674 p. 10680 p. 10683 p. 10684 - **Article additionnel après l'article 69 - Amendement n° II-885** (*Ligne d'écoute nationale Violences Femmes Info (3919) - Rapport au Parlement*) : p. 10685

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-87 rectifié** (*Département des Alpes-Maritimes - Catastrophe naturelle - Finances - Clause de revoyure*) : p. 10931

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1406 rectifié** (*Grandes surfaces commerciales - Taxe sur les surfaces commerciales - Majoration*) : p. 11313 - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-1316 rectifié ter** (*Petites et moyennes entreprises - Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Création*) : p. 11342 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-107 rectifié bis et n° II-427 rectifié ter** (*Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs - Taxe d'habitation - Exonération*) : p. 11365 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié** (*Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation*) : p. 11368 p. 11370 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-426 rectifié bis, n° II-1227 et n° II-1452 rectifié** (*Article 196 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 - Abrogation*) : p. 11379 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-425 rectifié bis** (*Fonds national de péréquation - Impact d'une baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - Rapport au Parlement*) : p. 11381

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendements n° II-104 et n° II-521 rectifié** (*Production de biocarburants - Perspectives - Rapport au Parlement*) : p. 11455 p. 11456 - **Article additionnel après l'article 43 quaterdecies - Amendement n° II-1482** (*Crise sanitaire - Soutien aux entreprises - Assureurs*) : p. 11487 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-110 rectifié bis** (*Véhicule électrique - Système de charge - Acquisition - Pose du système de charge - Très petites entreprises - Crédit d'impôt*) : p. 11534 p. 11535

BEAUNE (Clément)
*secrétaire d'État auprès du ministre de
l'Europe et des affaires étrangères,
chargé des affaires européennes
(du 27 juillet 2020 au 31 décembre
2020)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7650 p. 7663 p. 7668
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle de la Turquie dans les relations internationales** - (28 octobre 2020) : p. 7853
- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes [n° 88 (2020-**

2021)] - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8234 p. 8242

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux blocages budgétaires européens** - (18 novembre 2020) : p. 9174

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9306 - **Article 31 (Évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget de l'UE (PSR-UE))** : p. 9308

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la coordination des politiques européennes en direction des stations de ski** - (9 décembre 2020) : p. 11717

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ouverture des stations de ski** - (9 décembre 2020) : p. 11718

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020) : p. 11898 p. 11912 p. 11915

de BELENET (Arnaud)
*sénateur (Seine-et-Marne)
LaREM, puis UC-A*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 6 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (30 octobre 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 419 (2019-2020)] visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 168 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition du général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du vendredi 30 octobre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 103

- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 234 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 336 p. 337

- **Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 236 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié (Enfants nés sans vie - Définition juridique - Clarification)** : p. 352 p. 353

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des fonctionnaires dans la crise** - (15 avril 2020) : p. 2884

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 468 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5059

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7125 p. 7126 - **Article 1er (Auteurs d'infractions terroristes - Lutte contre la récidive - Mesures de sûreté)** : p. 7138 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7139

- **Commission mixte paritaire [n° 674 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7245 p. 7246

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7478

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire)** : p. 8055

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 22 rectifié quater et n° 23 rectifié quater (Interdiction de communication institutionnelle pendant les six mois précédant un scrutin - Suspension)** : p. 8118 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8128

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11098

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11805 - **Article 1er (Préservation des « biens communs mondiaux »)** : p. 11819

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental - Nouvelle lecture [n° 129 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11859

BELIN (Bruno)
sénateur (Vienne)
Les Républicains-R

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 20 octobre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières (29 octobre 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi [n° 7 (2020-2021)] relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 59 (2020-2021)] (20 octobre 2020) - **Agriculture et pêche - Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général « territoires et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme de travail de la délégation pour 2021.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-Pierre Badré, présidente du Centre Hubertine Auclert.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le vaccin contre la grippe** - (21 octobre 2020) : p. 7631 p. 7632

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7780

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10370

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 57** (*Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA*) : p. 10899 - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10911 p. 10915 - **Article 59 (nouveau)** (*Modification des règles de calcul de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) : p. 10935 p. 10936

- **Question orale sans débat relative à l'aménagement de la route nationale 149** - (15 décembre 2020) : p. 11920 p. 11921

- **Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (17 décembre 2020) : p. 12028

BELLOUBET (Nicole)
garde des sceaux, ministre de la justice
(jusqu'au 3 juillet 2020)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-964 du 18 septembre 2019 prise en application de la loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice [n° 221 (2019-2020)] (6 janvier 2020) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis [n° 246 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Logement et urbanisme**.

Projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée [n° 283 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **Justice - Union européenne**.

Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 377 (2019-2020)] (18 mars 2020) - **Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'assassinat de Sarah Halimi et l'irresponsabilité pénale (II)** - (8 janvier 2020) : p. 79

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'adaptation de l'arsenal juridique pour lutter contre le terrorisme** - (15 janvier 2020) : p. 233 p. 234

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des combattants djihadistes français** - (15 janvier 2020) : p. 239

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 374 p. 375 p. 376 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 15 rectifié septies et n° 93 rectifié** (*Bioéthique - Principe de précaution*) : p. 400 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendement n° 14 rectifié sexies** (*Bioéthique - Principe de précaution*) : p. 401 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 128 rectifié bis** (*Droit à l'enfant - Inexistence*) : p. 401 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 37 rectifié quater** (*Intérêt supérieur de l'enfant - Consécration dans la loi française*) : p. 403

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les avocats et la réforme des retraites** - (22 janvier 2020) : p. 456 p. 457

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 470 p. 479 p. 493 p. 495 p. 496 p. 507

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 575 p. 576 p. 581 p. 582 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 229 rectifié** (*Couples de même sexe - Recours à une assistance médicale à la procréation - Établissement de la filiation par reconnaissance*) : p. 583 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 198 rectifié bis** (*Parents de même sexe - Lien de filiation - Établissement - Possession d'état - Extension*) : p. 584 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9 rectifié** (*Enfant conçu par don - Filiation - Établissement par la voie de la possession d'état*) : p. 585 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 199 rectifié ter** (*Couples lesbiens*)

mariés - Présomption de la parentalité - Extension) : p. 586 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 587 p. 590 p. 591 p. 594 p. 596 p. 598 p. 600

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1348

- **Question orale sans débat sur l'importance de l'activité du tribunal judiciaire de Bourg-en-Bresse** - (18 février 2020) : p. 1492

- **Débat sur l'irresponsabilité pénale** - (18 février 2020) : p. 1546

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1694 p. 1707 - **Article 1er** (art. 696-108 à 696-138 nouveaux du code de procédure pénale - *Adaptation du code de procédure pénale à la création du Parquet européen*) : p. 1711 p. 1712 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29** (*Procureurs européens délégués - Déclenchement de procédure*) : p. 1713 - **Article 2** (art. 211-19, 212-6-1, 213-13 et 312-8 nouveaux du code de l'organisation judiciaire - *Compétence du tribunal judiciaire de Paris pour connaître des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne*) : p. 1714 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 32 rectifié** (*Parquet national anti-terroriste - Relocalisation à Rennes*) : p. 1715 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 15 rectifié bis** (*Lutte contre les atteintes à l'environnement - Juridictions françaises - Compétence extra-territoriale - Institution*) : p. 1717 - **Article 6** (art. 706-76, 706-95-13 et 706-95-15 du code de procédure pénale - *Coordonnations rédactionnelles dans le code de procédure pénale*) : p. 1719 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 18 rectifié bis** (*Code de l'environnement - Infractions - Amendes - Modulation par le juge*) : p. 1721 p. 1722 - **Article 8** (art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - *Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement*) : p. 1726 p. 1727 p. 1730 p. 1731 p. 1732 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 8 rectifié** (*Gardes particuliers assermentés - Actions de police judiciaire - Harmonisation et simplification*) : p. 1732 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 38** (*Parquet national financier (PNF) - Fraude fiscale - Traitement des dossiers - Droit d'évocation des affaires*) : p. 1733 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 14 rectifié** (*Délinquance et criminalité environnementale - Champ des infractions relevant de la délinquance et de la criminalité organisées - Inclusion*) : p. 1734 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46** (*Crime de violence sexuelle sur enfant - Incrimination pénale*) : p. 1734 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 16 rectifié** (*Mise en danger de la vie d'autrui - Activité polluante*) : p. 1735 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 17 rectifié** (*Atteinte à l'environnement - Mise en danger de la vie d'autrui - Circonstance aggravante*) : p. 1736 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 2** (*Atteintes d'origine environnementale à la santé - Mise en danger d'autrui - Délit spécifique - Création*) : p. 1736 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 44** (*Crime d'écocide - Création*) : p. 1737 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 19 rectifié bis** (*Infraction générique d'atteinte volontaire à l'environnement - Création*) : p. 1739 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 20 rectifié** (*Mise en danger de l'environnement - Délit spécifique - Création*) : p. 1739 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 7 rectifié** (*Lutte contre les atteintes à l'environnement - Agents de police municipale - Gardes particuliers assermentés - Compétence - Clarification*) : p. 1740 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 23 rectifié et n° 53** (*Fonctionnaires et agents commissionnés et assermentés de l'environnement - Mission de police judiciaire*

- Serment par écrit - Dispense) : p. 1741 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 22 rectifié et n° 52** (*Inspecteurs de l'environnement - Autorités compétentes des autres États membres de l'Union européenne - Échanges d'information ou de document - Autorisation*) : p. 1742 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 24 rectifié et n° 54** (*Cessation d'exploitation - Mise en demeure de remise en état - Violation - Peines encourues*) : p. 1742 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 21 rectifié et n° 51** (*Rejet des eaux de ballast dans les eaux territoriales françaises - Immobilisation du navire*) : p. 1743 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 45** (*Zones de montagne - Atterrissage d'aéronefs à des fins de loisirs - Interdiction*) : p. 1743 - **Article 9** (art. 18, 77-1, 77-1-1, 393, 398-1, 510, 512, 706-25-12, 706-53-10, 706-112-1 et 711 du code de procédure pénale - *Champ des autorisations délivrées par le parquet aux officiers et agents de police judiciaire pour la réquisition de personnes qualifiées au cours de l'enquête préliminaire - Ajustement de diverses mesures de procédure pénale*) : p. 1745 p. 1746 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 4** (*Utilisation de la procédure de convention judiciaire d'intérêt public - Rapport au Parlement*) : p. 1746 - **Article 11** (art. 1633-1 [nouveau] du code des transports ; art. 230-19 du code de procédure pénale ; art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 et art. 121-8 [nouveau] du code de la justice pénale des mineurs - *Création d'une peine complémentaire d'interdiction de paraître dans les transports en commun*) : p. 1747 - **Article 12** (art. 17-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2016-728 du 2 juin 2016 relative au statut de commissaire de justice, art. 6-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. L. 444-2 et L. 444-7 du code de commerce - *Contributions volontaires obligatoires pour le financement d'aides à l'installation ou au maintien de commissaires de justice et de notaires*) : p. 1748 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 50** (*Régime autonome de retraites des avocats - Maintien*) : p. 1749 p. 1750

- **Question orale sans débat sur la situation de la Chambre de commerce et d'industrie de Touraine à la suite de la vente de son siège situé à Tours** - (3 mars 2020) : p. 1856

- **Question orale sans débat sur les fauchages subis par le secteur semencier** - (3 mars 2020) : p. 1857

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)] (suite)** - (3 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1887

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonctionnement de la justice pendant la crise sanitaire** - (19 mars 2020) : p. 2489

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les territoires, les mesures sanitaires et la responsabilité pénale des employeurs** - (29 avril 2020) : p. 3760

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3793 p. 3801 p. 3802

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3825 p. 3830 p. 3831

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la déresponsabilisation de l'État sur les élus locaux** - (6 mai 2020) : p. 4174

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des maires dans la réouverture des écoles et la responsabilité pénale** - (6 mai 2020) : p. 4178 p. 4179

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'activité judiciaire** - (13 mai 2020) : p. 4212

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonctionnement de la justice pendant l'épidémie de Covid-19** - (20 mai 2020) : p. 4356

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4526 p. 4527

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article 1er septies** (Reports de réformes civiles et pénales) : p. 4645 p. 4646 p. 4648 - **Article 1er octies C** (Aménagement de l'organisation des procès criminels) : p. 4653 p. 4654 p. 4656 - **Article additionnel après l'article 1er octies D - Amendement n° 212 rectifié** (Durée de validité de certaines ordonnances de protection - Prolongation automatique de deux mois) : p. 4658 - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 96 rectifié** (Traitement des situations de surendettement des particuliers - Traitement des dettes professionnelles - Harmonisation) : p. 4668 - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 256 rectifié** (Livre VI du code de commerce - Difficultés des entreprises - Accélération et simplification des procédures) : p. 4671 - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 258 rectifié bis** (Préservation de l'emploi - Maintien partiel ou total des salariés de l'entreprise en cas de cession du fonds de commerce - Autorisation) : p. 4671 - **Article 1er duodécies (nouveau)** (Mesure de l'audience syndicale - Mandats des conseillers prud'hommes et des membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles) : p. 4677 - **Article additionnel après l'article 1er duodécies - Amendement n° 97 rectifié** (Report prévu de l'ordonnance du 1er avril 2020 du renouvellement général des conseillers prud'hommes - Coordinations et adaptations) : p. 4677

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5334 p. 5349 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 31** (Moyens des politiques publiques de lutte contre les violences conjugales - Rapport au Parlement) : p. 5350 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 32** (Signalement de violences conjugales - Non substitution de l'inscription au registre de main courante au dépôt de plainte) : p. 5350 p. 5351 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 60 rectifié bis** (Violences au sein de la famille - Notification de l'ordonnance de protection au défendeur - Envoi par le ministère public ou par la voie administrative) : p. 5352 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 25 rectifié bis** (Dissimulation de l'adresse de la victime ou de l'école des enfants - À la fin de l'ordonnance de protection - Autorisation) : p. 5359 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 44 rectifié** (Victimes de violences conjugales - Résiliation du contrat de location - Accord exprès de la victime - Obligation) : p. 5360 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 42 rectifié** (Délivrance d'une ordonnance de protection - Information obligatoire du Parquet) : p. 5361 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 38 rectifié** (Ordonnance de protection - Durée - Prolongation) : p. 5362 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 76 rectifié bis** (Ordonnance de protection - Bracelet anti-rapprochement - Précisions sur la mise en œuvre du dispositif) : p. 5363 - **Article additionnel avant l'article 1er** (suppression maintenue) - **Amendement n° 74 rectifié bis** (Mise en œuvre de la généralisation du bracelet anti-rapprochement - Rapport au Parlement) : p. 5363 - **Article additionnel après l'article 2** (suppression maintenue) - **Amendement n° 29 rectifié bis** (Bénéficiaire d'une ordonnance de protection - Communication à l'autre parent d'un changement de résidence - Non obligation) : p. 5364 - **Article additionnel après l'article 2** (suppression maintenue) - **Amendement n° 35 rectifié** (Fixation de la résidence des

enfants - Modalités) : p. 5365 - **Article additionnel après l'article 2** (suppression maintenue) - **Amendements n° 78 et n° 36 rectifié** (Violences conjugales - Résidence alternée - Interdiction) : p. 5367 - **Article additionnel après l'article 2** (suppression maintenue) - **Amendement n° 77** (Violences conjugales - Exercice de l'autorité parentale - Parent victime - Attribution) : p. 5370 - **Article additionnel après l'article 2** (suppression maintenue) - **Amendement n° 30 rectifié bis** (Violences sur l'autre parent ou sur le(s) enfant(s) - Exercice du droit de visite et d'hébergement - Refus) : p. 5370 - **Article additionnel après l'article 2** (suppression maintenue) - **Amendement n° 28 rectifié bis** (Non-exercice de l'exercice du droit de visite - Répression) : p. 5371 - **Article additionnel après l'article 2** (suppression maintenue) - **Amendements n° 5 rectifié bis et n° 79** (Suspension de l'exercice de l'autorité parentale et des droits de visite et d'hébergement du parent auteur d'un crime commis sur la personne de l'autre parent - Caractère définitif) : p. 5372 - **Article 3** (Suspension du droit de visite et d'hébergement dans le cadre du contrôle judiciaire) : p. 5372 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 72** (Lutte contre l'utilisation du délit de non-représentation d'enfant comme un outil de harcèlement judiciaire du père sur la mère de leur(s) enfant(s)) : p. 5373 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6 rectifié ter** (Condamnation pour violences intrafamiliales - Contacts entre le conjoint violent et sa victime - Interdiction) : p. 5374 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 27 rectifié** (Délit de non-représentation d'enfant - Audition des enfants capables de discernement - Obligation) : p. 5375 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 37** (Victimes présumées de violences - Information à chaque étape de la procédure) : p. 5377 - **Article 4** (Prohibition de la médiation familiale en cas de violences intrafamiliales ou d'emprise manifeste) : p. 5378 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 12 rectifié** (Auteur des violences conjugales - Mesure de rappel à la loi - Stages et formations - Obligation) : p. 5379 - **Article 6** (Décharge de l'obligation alimentaire en cas de crimes ou délits commis au sein de la famille) : p. 5381 - **Article 6 bis** (Indignité successorale en cas de condamnation pour tortures et actes de barbarie, violences volontaires, viol ou agression sexuelle envers le défunt) : p. 5381 p. 5382 - **Article additionnel après l'article 6 bis - Amendement n° 65 rectifié** (Auteur présumé d'homicide - Droits relatifs au règlement de la succession ou à l'application d'un contrat d'assurance vie - Suspension) : p. 5383 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 47 rectifié** (Personne bénéficiaire du téléphone grave danger - Dissimulation de l'adresse du domicile et de l'école des enfants - Autorisation) : p. 5383 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 73** (Victimes de violences conjugales particulièrement menacées - Identité d'emprunt - Autorisation) : p. 5384 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 1 rectifié** (Victime de violence conjugale - Entraves à la liberté de se déplacer - Poursuites pénales) : p. 5385 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 63** (Victimes de violences conjugales - Préavis des locataires pour quitter le logement - Réduction) : p. 5385 - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 64** (Victimes de violences conjugales - Procédure pénale ou procédure liée à une séparation - Location d'habitations à loyer modéré (HLM) - Autorisation) : p. 5386

- **Question orale sans débat sur la surveillance par des équipes pénitentiaires spécialisées des abords des prisons** - (16 juin 2020) : p. 5669

- **Question orale sans débat sur la restitution des « biens mal acquis » aux pays et populations spoliés** - (16 juin 2020) : p. 5669

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les prisons** - (17 juin 2020) : p. 5738 p. 5739

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'écocide** - (24 juin 2020) : p. 5925

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mineurs délinquants étrangers** - (24 juin 2020) : p. 5931

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 320 (2019-2020)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5945 p. 5952

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au parquet national financier** - (1er juillet 2020) : p. 6148

BELLUROT (Nadine)
sénatrice (Indre)
Les Républicains-R

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 1er décembre 2020.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du 6 octobre 2020 au 30 novembre 2020.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 21 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 28 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général » territoires

et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

Réunion du vendredi 4 décembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance sur les articles non rattachés.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7704

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-481 rectifié ter** (*Agriculteurs retraités - Location de leur exploitation agricole - Abattement fiscal*) : p. 9400

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-334 rectifié ter et n° I-335 rectifié ter** (*Rénovation de logements - Réductions d'impôts - Extension aux locaux commerciaux*) : p. 9658

Seconde partie :

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11069

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-83 rectifié** (*Communes signataires de la convention « Opération de revitalisation de territoire (ORT) » - Rénovation des locaux commerciaux - Exonération de taxe foncière pour les travaux de rénovation énergétique - Bénéfice*) : p. 11358 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié** (*Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation*) : p. 11368 p. 11370

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-227 rectifié bis** (*Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération*) : p. 11453 - **Article 45 octies (nouveau)** (*Limitation du dispositif « Pinel » aux bâtiments d'habitation collectifs*) : p. 11542 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendements n° II-39 rectifié ter, n° II-159 rectifié bis, n° II-983 rectifié et n° II-1255 rectifié ter** (*Filière vitivinicole - Baisse du chiffre d'affaires - Aide aux employeurs*) : p. 11593

BELRHITI (Catherine)
sénatrice (Moselle)
Les Républicains

Devenu sénateur le 14 juillet 2020 (en remplacement de M. François Grosdidier, démissionnaire de son mandat).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 16 juillet 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale le 27 juillet 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux du 27 juillet 2020 au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels du 27 juillet 2020 au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 178 (2020-2021)] relative à la répartition des sièges de conseiller à l'assemblée de Guyane entre les sections électorales [n° 206 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition du général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Simonnot, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Contrôleur général des lieux de privation de liberté, en application des articles 13 et 65 de la Constitution ainsi que de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Dominique Perben, à la suite de son rapport sur l'avenir de la profession d'avocat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux**

mesures nécessaires pour y répondre - (29 octobre 2020) : p. 8038

- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 83 (2020-2021)]** - (3 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 8193

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du site industriel d'Hambach** - (5 novembre 2020) : p. 8306 p. 8307

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-277 rectifié ter (Revenu de solidarité active (RSA) - Hausse des dépenses - Compensation intégrale par l'État)** : p. 10016 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis (Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création)** : p. 10021

- **Proposition de loi relative à la répartition des sièges de conseiller à l'assemblée de Guyane entre les sections électorales [n° 207 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11873

BENARROCHE (Guy)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
GEST

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 7 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Juridictions administratives et juridictions financières [n° 144 tome 4 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à cor et à cri [n° 149 (2020-2021)] (24 novembre 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à l'interdiction du recours aux examens radiologiques osseux ayant pour objectif de contester la minorité d'un étranger [n° 227 (2020-2021)] (14 décembre 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Martial Foucault, professeur à Sciences-Po Paris, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote à distance - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7480 p. 7481 - **Article 1er** (*Relations entre le CESE et les autres instances consultatives*) : p. 7485 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 17 rectifié** (*Visibilité et accessibilité des travaux du Conseil économique social et environnemental (CESE) - Avis - Dépôt sur le bureau de la première assemblée saisie d'un projet de loi*) : p. 7486 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié** (*Renforcement de la visibilité et de la légitimité du Conseil économique social et environnemental (CESE) - Réponse motivée du Gouvernement aux avis ou productions - Obligation*) : p. 7487 - **Article 2 (supprimé)** (*Saisine du CESE sur la mise en œuvre de dispositions législatives*) : p. 7487 - **Article 3** (*Saisine du CESE par voie de pétition*) : p. 7494

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2020) - **Article 4 (supprimé)** (*Procédures de consultation du public*) : p. 7501 p. 7502 p. 7507 - **Article 7** (*Composition du CESE*) : p. 7518 p. 7519 - **Article 9** (*Remplacement des personnalités associées*) : p. 7523 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7525

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7572 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 20 rectifié** (*Référendum d'initiative citoyenne - Ouverture aux citoyens résidents*) : p. 7591 - **Article 5** (*Compensation financière des modifications du périmètre des compétences*) : p. 7592

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)**.

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Commission mixte paritaire [n° 67 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7730

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7809 p. 7811 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7831

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 8042 - **Article 1er** (*Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 8049 p. 8050 p. 8053 p. 8055 -

Article 3 (*Prolongation de l'autorisation de mise en œuvre des systèmes d'information dédiés à la lutte contre l'épidémie de Covid*) : p. 8067 - **Article 3 bis (nouveau)** (*Organisation du fonctionnement des juridictions de l'ordre judiciaire en période de crise sanitaire*) : p. 8071 - **Article 4** (*Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances*) : p. 8086

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 22 rectifié quater et n° 23 rectifié quater** (*Interdiction de communication institutionnelle pendant les six mois précédant un scrutin - Suspension*) : p. 8118 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8129

- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 83 (2020-2021)]** - (3 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8195 - **Article 1er** (*Précisions relatives aux collectivités territoriales autorisées à participer à l'expérimentation et aux conditions de l'expérimentation*) : p. 8201 - **Article 2** (*Décision de toute collectivité territoriale de participer à une expérimentation par une délibération motivée de son assemblée délibérante publiée au Journal officiel - Suppression de la procédure de candidature*) : p. 8203 p. 8204

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9198

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10276

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) - **Article 54 sexies (nouveau)** (*Révision à la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque pour les contrats conclus entre 2006 et 2011*) : p. 10384

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10495 p. 10499

Conseil et contrôle de l'État - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10506 p. 10507 p. 10508

Direction de l'action du Gouvernement - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10512 p. 10515

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10880

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10891 p. 10893 p. 10894 - **Article 60 (nouveau)** (*Prolongement d'un an de l'activité du fonds d'aide pour le relogement d'urgence (FARU)*) : p. 10954

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) - **État B** : p. 11105

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2020) : p. 11110 - **État B** : p. 11118 p. 11119 p. 11120

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis - Transformation et fonction publiques - Compte

d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (5 décembre 2020) : p. 11256

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles [n° 194 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 195 (2020-2021)** : p. 11691

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales [n° 195 (2020-2021)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)** - (8 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 4 (Élections municipales partielles - Vote par correspondance)** : p. 11697

- **Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan [n° 714 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Article 1er**

(Covid-19 - Exploitations agricoles - Ordonnance - Ratification) : p. 11779

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11810

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental - Nouvelle lecture [n° 129 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11856

- **Proposition de loi relative à la répartition des sièges de conseiller à l'assemblée de Guyane entre les sections électorales [n° 207 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11877

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réouverture des lieux culturels (II)** - (16 décembre 2020) : p. 11954

BENBASSA (Esther)
sénatrice (Paris)
CRCE-R, puis GEST

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Secrétaire du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (19 mars 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (4 mai 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire (27 mai 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (22 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à l'interdiction du recours aux examens radiologiques osseux ayant pour objectif de contester la minorité d'un étranger [n° 227 (2020-2021)] (14 décembre 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission des lois*) : Examen des travaux de la mission de contrôle et de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président du comité de scientifiques Covid-19, et Aymeril Hoang, expert en numérique, membre du comité de scientifiques Covid-19 (en téléconférence).

Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Gwendal Le Grand, secrétaire général adjoint (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen du rapport et du texte proposé de la commission (en visioconférence).

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à protéger les victimes de violences conjugales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 - Examen de la recevabilité.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Claire Hédon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Défenseur des droits.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Simonnot, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Contrôleur général des lieux de privation de liberté, en application des articles 13 et 65 de la Constitution ainsi que de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 408 p. 431

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 466

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 589 p. 592 p. 599 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 106** (*Code de la santé publique - Notion de « père et mère » - Suppression - Notion de « parents » - Remplacement*) : p. 609 p. 610

- **Débat sur les risques naturels majeurs outre-mer** - (18 février 2020) : p. 1554 p. 1555

- **Débat sur le thème : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? »** - (18 février 2020) : p. 1568 p. 1574 p. 1575 p. 1576

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des réfugiés syriens à la suite de l'ouverture des frontières turques** - (4 mars 2020) : p. 2081

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 5** (*État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement*) : p. 2511 p. 2519 - **Article 10** (*Ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Prolongation de la durée de validité des visas de long séjour, titres et autorisations provisoires de séjour - Autorisation*) : p. 2555 - **Article 1er** (*précédemment réservé*) (*Report des élections municipales*) : p. 2564 p. 2568

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3794

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3822 - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3848

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 67 rectifié** (*Délit institué par la loi du 23 mars 2020 pour sanctionner les violations réitérées des mesures d'urgence sanitaire - Abrogation*) : p. 3884 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 168** (*Lutte contre les incendies dans les bois et forêts - Propriétaires forestiers - Déplacements pour travaux d'aménagements - Autorisation*) : p. 3885 - **Article 3** (*Modalités de placement à l'isolement des citoyens contagieux*) : p. 3888 - **Article 5** (*Port du masque obligatoire dans les transports publics sous peine de contraventions*) : p. 3898 p. 3907 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 60 et n° 69 rectifié** (*Centres de rétention administrative - Fermeture*) : p. 3920 - **Article 6** (*Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19*) : p. 3925 p. 3938 p. 3944

- **Commission mixte paritaire [n° 423 (2019-2020)]** - (9 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4185

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (*Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19*) : p. 4422 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 135 rectifié quater** (*Complément de revenus des salariés placés en activité partielle - Monétisation de jours de repos ou de congés payés - Autorisation*) : p. 4445 - **Article 1er bis** (*texte non modifié par la commission*) (*Adaptation des dispositions applicables aux étudiants étrangers exerçant une activité professionnelle à titre accessoire*) : p. 4452 - **Article 1er ter** (*texte non modifié par la commission*) (*Adaptation des dispositions applicables aux travailleurs saisonniers*) : p. 4454 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 198 et n° 172 rectifié bis** (*État*

d'urgence sanitaire - Perte d'un emploi liée à l'épidémie de Covid-19 - Non opposabilité au renouvellement du titre de séjour mention « travailleur temporaire ») : p. 4457 - **Article 1er quater B** (*texte non modifié par la commission*) (*Allongement de la durée des titres de séjour et des attestations de demande d'asile*) : p. 4466 p. 4470 - **Article 1er quater CA** (*nouveau*) (*Dématérialisation de certains documents provisoires de séjour*) : p. 4471 - **Article 1er quater C** (*texte non modifié par la commission*) (*Prolongation du versement de l'allocation pour demandeurs d'asile*) : p. 4474

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4541

- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4567 - **Article 4** (*Conditions de reprise d'un enfant confié à l'aide sociale à l'enfance*) : p. 4579 - **Article 9** (*Maintien partiel du versement des allocations familiales à la famille lorsqu'un enfant est confié au service d'aide sociale à l'enfance*) : p. 4584

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5343 - **Article additionnel après l'article 2** (*suppression maintenue*) - **Amendement n° 77** (*Violences conjugales - Exercice de l'autorité parentale - Parent victime - Attribution*) : p. 5369 - **Article 8** (*Levée du secret médical en cas de violences conjugales et d'emprise*) : p. 5388 p. 5389 p. 5394 - **Article additionnel après l'article 8 ter - Amendement n° 15** (*Victimes de violences conjugales - Droit à un certificat d'examen médical - Avant toute déclaration aux autorités de police*) : p. 5395 - **Article 11** (*Protection des mineurs contre les messages pornographiques*) : p. 5404 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 17 rectifié** (*Mineurs exposés aux violences conjugales - Victimes directes de ces violences - Reconnaissance*) : p. 5407 - **Article additionnel après l'article 12 bis - Amendements n° 9 rectifié et n° 18 rectifié** (*Étrangers victimes de violences familiales ou conjugales - Aide juridictionnelle - Accès sans conditions*) : p. 5411 p. 5412 - **Article additionnel après l'article 14** (*suppression maintenue*) - **Amendement n° 19** (*Violences administratives dans le cadre conjugal - Rapport au Parlement*) : p. 5415 - **Article 15** (*supprimé*) (*Rapport au Gouvernement au Parlement sur la prise en charge des victimes de violences conjugales au sein des couples de même sexe*) : p. 5418

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Commission mixte paritaire [n° 479 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5555

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)]** - (22 juin 2020) - **Article 1er** (*Création d'un régime ad hoc de sortie de la crise sanitaire*) : p. 5799 p. 5802 p. 5803 p. 5806 p. 5807 p. 5809 p. 5810 - **Article 2** (*Texte non modifié par la commission*) (*Prolongation de la durée de conservation de certaines données personnelles collectées par les systèmes d'information de santé pour lutter contre l'épidémie*) : p. 5815

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 320 (2019-2020)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5947

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en œuvre des propositions de la Convention citoyenne pour le climat** - (16 juillet 2020) : p. 6411

- **Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie [n° 599 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7102

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales - Commission mixte paritaire [n° 618 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7112

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 (Centres pénitentiaires - Quartiers d'évaluation et de prise en charge de la radicalisation - Mise en œuvre - Rapport au Parlement)** : p. 7138 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7139

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7411 - **Article 1er (Sortie de l'état d'urgence sanitaire - Raccourcissement à trois mois de la durée de prorogation du régime transitoire)** : p. 7419 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 20 rectifié (Prorogation du régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Subordination à la présentation par le Gouvernement d'un rapport au Parlement)** : p. 7423 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 19 rectifié (Gratuité des masques - Évaluation du coût pour l'État - Rapport au Parlement)** : p. 7426

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 12 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7464 - **Article 1er (Pérennisation et adaptation des dispositions de la loi « SILT »)** : p. 7466 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Prolongation de la technique de renseignement dite de l'algorithme)** : p. 7468

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 46 (2020-2021)]** - (19 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7544

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)]** - (5 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8344 - **Article 1er (Autorisation de la poursuite de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 janvier 2021)** : p. 8350 - **Article 3 (Prolongation de l'autorisation de mise en œuvre des systèmes d'information dédiés à la lutte contre l'épidémie de Covid)** : p. 8353 - **Article**

4 (Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances) : p. 8359

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la proposition de loi relative à la sécurité globale** - (18 novembre 2020) : p. 9173

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11064

Sécurités - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11079 p. 11081 p. 11082

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11094 - **État B** : p. 11105 p. 11106 p. 11107 p. 11108

Justice

- (4 décembre 2020) : p. 11209 p. 11210 - **État B** : p. 11218 p. 11221 p. 11222

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Article 1er (Préservation des « biens communs mondiaux »)** : p. 11817

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle lecture [n° 209 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11868 - **Article 1er (Pérennisation et ajustement des dispositions de la loi SILT)** : p. 11870

- **Projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée - Commission mixte paritaire [n° 231 (2020-2021)]** - (16 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11970

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOCR

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 septembre 2020.

Rapporteur de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la Commission nationale des services.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne : Les comptes du Sénat de l'exercice 2019 [n° 433 (2019-2020)] (14 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'organisation d'états généraux pour une relance sociale et écologique [n° 439 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Environnement - Société - Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur les déserts médicaux - Examen du rapport d'information.

Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement, et Jean-François Silva, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité sur le lien entre pandémies et atteintes à la biodiversité.

Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 257

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les chiffres du chômage** - (29 janvier 2020) : p. 734

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ostréiculture** - (29 janvier 2020) : p. 742

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (*Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19*) : p. 4429

BERTHET (Martine)
sénatrice (Savoie)
Les Républicains

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020 ; puis vice-présidente le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020 ; puis vice-présidente le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à modifier le classement dont bénéficie le loup au sein de la Convention de Berne [n° 571 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre les obligations en matière de responsabilité sociétale des entreprises aux sociétés par actions simplifiées [n° 728 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Participations financières de l'État [n° 139 tome 9 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (2020-2022) - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires sociales*) : Risques liés au coronavirus Covid-19 et les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre sa transmission - Audition.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Examen des amendements de séance.

(*délégation aux entreprises*) : Présentation du bilan d'étape de la mission d'information sur le thème « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? », par MM. Canevet et Kennel, co-rapporteurs.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Sébastien Leloup, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur la mise en œuvre des dispositifs pour les ETI-PME-TPE, sur les perspectives d'organisation de sortie de crise et sur la numérisation des PME-TPE.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, Médiateur des entreprises du ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur l'impact de la crise du coronavirus sur les ETI-PME-TPE et la préparation de la sortie de crise.

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Réunion constitutive (en téléconférence).

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de MM. Christian Janin, président, et Hervé Fernandez, directeur, de l'Agence nationale de lutte contre l'illectronisme (ANLCI) (en téléconférence).

Réunion du lundi 25 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits (en téléconférence).

Réunion du lundi 8 juin 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Misoo Yoon directrice générale adjointe de Pôle emploi, chargée de l'offre de service et de M. Michael Ohier, directeur général adjoint réseau de Pôle emploi.

(*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Table ronde d'opérateurs et d'entreprises du numérique.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire et « Ségur de la santé » - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 22 juin 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Table ronde des universités (en téléconférence).

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de la Caisse des Dépôts et Consignations et de la Banque des Territoires (en téléconférence).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat sur le plan de relance du Gouvernement.

Réunion faisant le bilan des activités 2014-2020 de la délégation aux entreprises.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Échanges de vues sur les travaux en cours de la mission d'information (en téléconférence).

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et vote.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Rachat des Chantiers de l'Atlantique par Fincantieri - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Philippe Dorge, directeur général adjoint du groupe La Poste en charge des services

Courrier-Colis, et Thierry Chardy, fondateur et directeur général de la startup Ma Ville Mon Shopping.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « La situation des travailleurs indépendants ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport sur les difficultés des entreprises françaises à l'étranger, présenté par Mme Jacky Deromedi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme des retraites (III)** - (8 janvier 2020) : p. 81 p. 82

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 397

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 21 rectifié bis** (*Thérapies géniques et cellulaires - Aphérèse et cryopréservation - Conditions de réalisation - Encadrement*) : p. 762 p. 764 - **Article 29** (*Élargissement des missions du Comité consultatif national d'éthique des sciences de la vie et de la santé*) : p. 771

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article 34** (*Conditions du commerce électronique de médicaments par une pharmacie d'officine - Assouplissement*) : p. 2190 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 88 rectifié quater** (*Dossier pharmaceutique (DP) - Création - Automatisation*) : p. 2197 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 87 rectifié sexies** (*Dossier pharmaceutique (DP) - Alimentation dans les pharmacies à usage interne des établissements de santé et médico-sociaux - Obligation*) : p. 2198 p. 2199 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 173 rectifié** (*Prescriptions des biologistes médicaux - Ajustement - Autorisation et facilitation*) : p. 2199 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 159 rectifié et n° 165 rectifié ter** (*Médecins spécialistes en anatomie et cytologie pathologiques au sein des laboratoires de biologie médicale (LBM) - Régime d'intégration - Clarification*) : p. 2200 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 180 rectifié** (*Accréditation définitive des laboratoires de biologie médicale - Assouplissement*) : p. 2200 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 158 rectifié** (*Espace numérique de santé (ENS) et dossier médical partagé (DMP) - Convergence*) : p. 2202 - **Article 43** (*Dispositifs d'intéressement dans les très petites entreprises*) : p. 2223

- **Question orale sans débat sur les avantages liés au label « station de tourisme »** - (16 juin 2020) : p. 5683 p. 5684

- **Question orale sans débat sur le Brexit et les saisonniers britanniques** - (21 juillet 2020) : p. 7088 p. 7089

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 20 rectifié bis** (*Structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE)* -

Expérimentation du contrat de professionnalisation - Prolongation) : p. 7404

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 17** (*Clauses de sauvegarde des produits de santé*) : p. 8621 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements 607 rectifié ter, n° 276 rectifié quater, n° 411 rectifié, n° 675, n° 853 et n° 878 rectifié quinquies** (*Grossistes-répartiteurs - Taux de contribution - Réduction*) : p. 8622

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 566 et n° 857 rectifié** (*Parcours de soins coordonnés - Reconnaissance des sages-femmes*) : p. 8736

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 36 - Amendement n° 858 rectifié ter** (*Pharmaciens - Test multiplex - Autorisation expérimentale - Rapport au Parlement*) : p. 8825 p. 8826

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p 9107

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-237, n° I-1053, n° I-1092 rectifié, n° I-33 rectifié bis, n° I-238, n° I-887 rectifié bis et n° I-1056** (*Ensemble des opérations de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux financés en PLAI et PLU - Taux de TVA réduit*) : p. 9750 p. 9753 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-781 rectifié ter, n° I-916 rectifié ter, n° I-1229 rectifié, n° I-430 rectifié bis, n° I-503 rectifié bis, n° I-884 rectifié bis, n° I-1054 rectifié bis et n° I-725 rectifié** (*Travaux de rénovation énergétique - Taux de TVA réduit*) : p. 9760 - **Article 14** (*Refonte des taxes sur les véhicules à moteur*) : p. 9842 - **Article 14 ter (nouveau)** (*Relèvement de 400 euros à 500 euros du plafond du « forfait mobilités durables » déductible de l'impôt sur le revenu*) : p. 9861 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1005 rectifié bis** (*Concessions hydroélectriques exploitées sous le régime des « délais glissants » - Assiette basée sur les recettes au lieu des bénéfices - Redevance*) : p. 9879 p. 9880 - **Article 15 quater (nouveau)** (*Actualisation du tarif de TICGN pour l'usage combustible du gaz naturel applicable à compter du 1er janvier 2021*) : p. 9902

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-333**

rectifié ter, n° I-674 rectifié bis, n° I-677 rectifié quater, n° I-879 rectifié quater et n° I-950 rectifié quater (*Garantie de recettes fiscales du bloc communal - Reconduction*) : p. 10009

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10916 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-44 rectifié bis, n° II-173 rectifié sexies, n° II-405 rectifié ter et n° II-913 rectifié** (*Communes touristiques de moins de 10 000 habitants - Répartition du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Modification*) : p. 10921 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-224 rectifié ter, n° II-46 rectifié ter, n° II-169 rectifié quinquies, n° II-403 rectifié ter, n° II-871 et n° II-911 rectifié** (*Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Montant de la dotation forfaitaire par habitant - Rééquilibrage entre communes*) : p. 10924 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-47 rectifié quater, n° II-171 rectifié sexies, n° II-406 rectifié quater, n° II-805 rectifié, n° II-872 rectifié et n° II-912 rectifié bis** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Opérations éligibles - Investissements touristiques - Inclusion*) : p. 10943 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-783 rectifié ter, n° II-803, n° II-772 rectifié, n° II-200 rectifié bis et n° II-195 rectifié bis** (*Verdissement des dotations de l'État - Mode d'attribution - Modification des critères*) : p. 10961 p. 10963

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article 42 B (nouveau)** (*Prolongation du DEFI forêt*) : p. 11316 p. 11318 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-175 rectifié quater, n° II-806 rectifié bis, n° II-45 rectifié quater, n° II-95 rectifié ter, n° II-402 rectifié quater, n° II-1234, n° II-1409 et n° II-1448 rectifié** (*Collectivités territoriales - Résidences secondaires - Taxe d'habitation - Majoration*) : p. 11362 p. 11363 - **Article 42 quinquies (nouveau)** (*Suppression du plafond spécifique de taxe de séjour applicable aux hébergements sans classement ou en attente de classement*) : p. 11385 p. 11386 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements n° II-401 rectifié ter et n° II-646 rectifié** (*Taxe de séjour forfaitaire - Remplacement par la taxe de séjour « au réel »*) : p. 11389

- **Question orale sans débat sur la demande de classement en « hôpital isolé » de l'hôpital de Saint-Jean-de-Maurienne** - (15 décembre 2020) : p. 11942

BERTRAND (Alain)
sénateur (Lozère)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 3 mars 2020.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et du bois le 10 janvier 2020.

Décédé le 3 mars 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société**.

BERTRAND (Anne-Marie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de l'Observatoire des espaces naturels, agricoles et forestiers.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Olivier Guersent, directeur général des services de la concurrence à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Commerce international, libre-échange, mondialisation : quels enseignements tirer de la crise ? » - Table ronde.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Plan de relance : quelles mesures pour relancer la consommation et l'investissement ? » - Table ronde (par téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des

télécommunications, du numérique et des postes par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Présentation du plan de relance de la commission des affaires économiques.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs (II)** - (26 février 2020) : p. 1775

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5894

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6061 p. 6062

BIGNON (Jérôme)
sénateur (Somme)
Les Indépendants

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Vice-président de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre de la commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols le 5 février 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité.

Membre titulaire du collège chargé d'assister le Défenseur des droits dans l'exercice de ses attributions en matière de défense et de promotion des droits de l'enfant le 20 novembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre suppléant du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire du conseil de surveillance de la société du canal Seine-Nord Europe.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à créer un mécanisme d'assurance des pertes d'exploitation liées à des menaces ou crises sanitaires graves [n° 399 (2019-2020)] (8 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur les déserts médicaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

(*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen des conclusions de l'audition publique sur les enjeux scientifiques et technologiques de la prévention et la gestion des risques accidentels (Cédric Villani, député, et Gérard Longuet, sénateur, rapporteurs).

Examen des conclusions de l'audition publique sur l'hésitation vaccinale (Jean-François Eliaou et Cédric Villani, députés, et Florence Lassarade, sénatrice, rapporteurs).

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Point de situation sur l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'un projet de note sur la modélisation épidémiologique au service de la lutte contre l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'un projet de note apportant des compléments aux notes publiées le 30 mars 2020, dans le cadre de la veille entreprise sur l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gouvernance et performance des ports maritimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Production d'énergie dans le secteur agricole - Examen du rapport de Jean-Luc Fugit, député, et Roland Courteau, sénateur.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Réunion avec les membres du Conseil scientifique : échange de vues sur les problématiques scientifiques actuelles.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents** [n° 236 (2019-2020)] - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 349 p. 350

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1465

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion des autres maladies et la prévention hors Covid-19** - (22 avril 2020) : p. 3004

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonctionnement de la justice pendant l'épidémie de Covid-19** - (20 mai 2020) : p. 4356

- **Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques** [n° 717 (2018-2019)] - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5192

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Convention citoyenne** - (24 juin 2020) : p. 5920 p. 5921

- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Deuxième lecture** [n° 522 (2019-2020)] - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6023

- **Débat sur le thème : Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?** - (25 juin 2020) : p. 6032 p. 6033

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6084

- **Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie** [n° 599 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7099

- **Hommage à Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat** - (23 juillet 2020) : p. 7230

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 633 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7234

BIGOT (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
SOCR

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à assurer les pertes d'exploitation liées à des crises sanitaires [n° 412 (2019-2020)] (29 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 242 (2019-2020)] visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie [n° 598 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Justice - Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des lois, sur la proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la lutte contre la cybercriminalité [n° 619 (2019-2020)] - **Cybercriminalité** : un défi à relever aux niveaux national et européen [n° 613 (2019-2020)] (9 juillet 2020) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur la lutte contre la cybercriminalité [n° 619 (2019-2020)] (9 juillet 2020) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Responsabilité civile : 23 propositions pour faire aboutir une réforme annoncée [n° 663 (2019-2020)] (22 juillet 2020) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : **Projet de loi** relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mme Madeleine Héraud-Mathieu, directrice de la protection judiciaire de la jeunesse.

Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Rémy Heitz, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris, et de Mme Aude Groualle, vice-procureure, cheffe de la section des mineurs au parquet de Paris.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Laurent Gebler, président de l'association française des magistrats de la jeunesse et de la famille (AFMJF).

Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des lois*) : Contrôle et suivi de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport d'information.

Réunion du vendredi 27 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange entre Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, et les membres de la commission des affaires européennes du Sénat à la suite du Conseil européen du 26 mars 2020 (par téléconférence).

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission des lois*) : Examen des travaux de la mission de contrôle et de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des lois*) : Contrôle de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport d'information.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, après engagement de la procédure accélérée, visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Examen, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de Mme Sophie Joissains et M. Jacques Bigot sur la lutte contre la cybercriminalité.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Responsabilité civile - Examen du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 389 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 128 rectifié bis (Droit à l'enfant - Inexistence)** : p. 402 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 37 rectifié quater (Intérêt supérieur de l'enfant - Consécration dans la loi française)** : p. 404

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les avocats et la réforme des retraites** - (22 janvier 2020) : p. 456 p. 457

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 466 p. 475 p. 479 p. 485 p. 498

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2 (Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation)** : p. 535 p. 539 p. 547 - **Article 3 (Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité)** : p. 556 p. 564 p. 567 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes)** : p. 571 p. 577 - **Article 4 bis (nouveau) (Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention)** : p. 594

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 10 bis (nouveau) (Encadrement de l'accès aux tests génétiques à visée généalogique)** : p. 646 - **Article 14 (Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires)** : p. 675 p. 676 - **Article 19 ter (nouveau) (Expérimentation du diagnostic préimplantatoire pour la recherche d'anéuploïdies)** : p. 710

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 21 rectifié bis**

(Thérapies géniques et cellulaires - Aphérèse et cryopréservation - Conditions de réalisation - Encadrement) : p. 764 - **Article 32** (Clause de révision et évaluation de la loi de bioéthique) : p. 774 p. 775

- **Suite de la discussion** (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 859

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1702 p. 1703 p. 1704 p. 1707 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 18 rectifié bis** (Code de l'environnement - Infractions - Amendes - Modulation par le juge) : p. 1723 - **Article 8** (art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement) : p. 1725 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46** (Crime de violence sexuelle sur enfant - Incrimination pénale) : p. 1735 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 23 rectifié et n° 53** (Fonctionnaires et agents commissionnés et assermentés de l'environnement - Mission de police judiciaire - Serment par écrit - Dispense) : p. 1741 - **Article 11** (art. 1633-1 [nouveau] du code des transports ; art. 230-19 du code de procédure pénale ; art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 et art. 121-8 [nouveau] du code de la justice pénale des mineurs - Création d'une peine complémentaire

d'interdiction de paraître dans les transports en commun) : p. 1747

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 4 (supprimé)** (Suppression de l'Observatoire de la récidive et de la désistance) : p. 1931

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5980

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 531 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Article 1er** (Critères d'éligibilité à une réparation intégrale des préjudices liés à une maladie consécutive à la Covid-19) : p. 6001 - **Article 7** (Modalités de financement du fonds) : p. 6003

- **Débat sur le thème : Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?** - (25 juin 2020) : p. 6037 p. 6038

- **Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie [n° 599 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7098

BIGOT (Joël)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols le 5 février 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols [n° 249 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)] (5 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'organisation d'états généraux pour une relance sociale et écologique [n° 439 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Environnement - Société - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement de la performance des ports maritimes français [n° 80 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie circulaire et à la lutte contre le gaspillage.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'exposition du quotidien aux perturbateurs endocriniens.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de M. Cédric Bourillet, directeur général de la prévention des risques au ministère de la transition écologique et solidaire.

Audition de MM. José Caire, directeur « Villes et territoires durables », et Benjamin Roqueplan, chef de service adjoint « Sites et sols pollués » de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de Mme Michèle Rousseau, présidente-directrice générale du bureau de recherches géologiques et minières.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Environnement - Projet de proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité du projet de loi européenne sur le climat (par téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de M. Jean-François Nogrette, directeur de Veolia Technologies & Contracting, membre du comité exécutif du groupe Veolia (en téléconférence).

Audition de MM. Jean de L'Hermite, directeur juridique, et Samuel Dufay, directeur environnement, et de Mme Céline Leroux, responsable juridique, de la société Eramet (en téléconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Table ronde sur l'impact sanitaire et environnemental de la pollution des sols ayant accueilli des activités industrielles ou minières (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Table ronde de représentants des organismes d'inspection et de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (en téléconférence).

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de représentants de la direction générale de la santé du ministère des solidarités et de la Santé (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Table ronde de représentants des bureaux d'études certifiés pour les diagnostics des sols (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de Mme Laura Verdier, consultante en

gestion des sites et sols pollués, fondatrice de LVR Consulting (en téléconférence).

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Table ronde sur la reconversion des friches industrielles en région lilloise (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement, et Jean-François Silvain, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité sur le lien entre pandémies et atteintes à la biodiversité.

(*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de MM. Patrick Viterbo, président, et Abdelkrim Bouchelaghem, directeur général de la société Brownfields (en téléconférence).

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Table ronde des agences de l'eau (en téléconférence).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du vendredi 17 juillet 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Prévention des risques » et « Biodiversité et expertise en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 13

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 202

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Commission mixte paritaire [n° 231 (2019-2020)]** - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 808 p. 809

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au traitement des maires qui ne peuvent pas ouvrir leur école dans le cadre du déconfinement** - (13 mai 2020) : p. 4210

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 49 et n° 50 (Donneurs d'ordre - Service de livraison - Principe « Pollueur Payeur » - Application)** : p. 6487 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 625 rectifié bis (Malus automobile - Composante poids - Intégration)** : p. 6502 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 45 rectifié (Produits non alimentaires - Absence de recyclage - Taxe - Création)** : p. 6532 - **Article additionnel après l'article 2 quinquièmes - Amendement n° 42 rectifié (Biens d'occasion, reconditionnés et composés entièrement de matériaux recyclés ou biosourcés - TVA - Taux réduit - Application)** : p. 6540 - **Article additionnel après l'article 2 quinquièmes - Amendements n° 590 rectifié, n° 43 rectifié et n° 873 (Prestations de réparation - TVA - Taux réduit - Application)** : p. 6544 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendements n° 39 rectifié bis et n° 302 rectifié bis (Collectivités - Déchets traités durant la crise sanitaire - TGAP - Exonération)** : p. 6556 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendements n° 265 rectifié ter, n° 304 rectifié ter et n° 949 (Collectivités - Déchets traités durant la crise sanitaire - TGAP - Exonération)** : p. 6557 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendements n° 205 rectifié bis, n° 266 rectifié ter, n° 305 rectifié bis et n° 950 (Rendement énergétique - Calcul - Assouplissement)** : p. 6559

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes)** : p. 7809

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9201

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article 23** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 10044

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10262

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2020) : p. 10307

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10334 p. 10337 p. 10347 p. 10348 p. 10350 p. 10357 p. 10360 p. 10371 - **Article additionnel après l'article 54 quinquies - Amendement n° II-469 rectifié** (*Transition écologique pour les territoires - Financement - Rapport au Parlement*) : p. 10379

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Article 7** (*Mise en place de nouveaux outils au service du renforcement de la compétitivité des ports maritimes*) : p. 11674

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Article 1er** (*Préservation des « biens communs mondiaux »*) : p. 11818

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la convention citoyenne pour le climat** - (16 décembre 2020) : p. 11960

BILHAC (Christian)
sénateur (Hérault)
RDSE

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 13 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'évènementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Conseil et contrôle de l'État [n° 138 tome 3 annexe 7 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à ajouter le principe de laïcité à notre devise nationale [n° 211 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie », compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 27 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » (et article 54 quater) - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7698

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les commerces de proximité** - (4 novembre 2020) : p. 8220

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9214

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9279

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10190

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10283

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10491

Conseil et contrôle de l'État - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10506 p. 10508 p. 10509 - **Article 54 quater (nouveau)** (*Plafonnement de l'obligation de paiement préalable pour recours contentieux formés devant la commission du contentieux du stationnement payant et suppression de l'obligation de paiement préalable pour trois catégories de requérants*) : p. 10510

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (28 novembre 2020) : p. 10523

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) - **État B** : p. 12849

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12860 p. 12861

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10892 p. 10893 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-408 rectifié sexies** (*DGF forfaitaire par habitant - Communes de 1000 à 100 000 habitants - Coefficient logarithmique - Modification*) : p. 10929 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-931 rectifié bis** (*Protection de l'ensemble des intercommunalités - Perception d'au moins 100 % de la dotation par habitant de l'année précédente*) : p. 10932 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-580 rectifié quater, n° II-610, n° II-558 rectifié bis, n° II-930 rectifié bis et n° II-949 rectifié bis** (*Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Subventions - Attribution par le préfet de département - Commission des investissements locaux - Création*) : p. 10949 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-734 rectifié bis et n° II-562 rectifié** (*Collectivités territoriales ou leurs groupements - Opérations d'investissement - Participation du maître d'ouvrage - Modifications*) : p. 10951 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-848 rectifié** (*Dotations de solidarité communautaires (DSC) - Règles de répartition - Assouplissement*) : p. 10953 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-199 rectifié bis et n° II-849 rectifié bis**, (*Reversement - Ensembles intercommunaux (« EI ») - Modifications*) : p. 10963 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-951 rectifié** (*Fonds de péréquation intercommunal (FPIC) - Répartition - Parts égales entre les communes et les intercommunalités*) : p. 10964

Médias, livre et industries culturelles - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10983 p. 10987

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11787

BILLON (Annick)
sénatrice (Vendée)
UC

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis présidente le 22 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes le 16 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020 ; puis vice-présidente le 2 juin 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : 25 novembre 2019 : La lutte contre les violences faites aux femmes au cœur de l'agenda du sénat [n° 289 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Famille - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : sur la mission de la commission effectuée au Mexique du 7 au 12 septembre 2019 [n° 327 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et de la délégation sénatoriale aux outre-mer : La lutte contre les violences faites aux femmes dans les outre-mer : un enjeu d'égalité [n° 362 (2019-2020)] (3 mars 2020) - **Famille - Outre-mer - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin [n° 597 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Délégation aux droits des femmes Rapport d'activité 2017-2020 [n° 641 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : L'engagement des femmes dans la Résistance [n° 720 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Cérémonie de remise du Prix 2020 de la délégation aux droits des femmes [n° 721 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre les obligations en matière de responsabilité sociétale des entreprises aux sociétés par actions simplifiées [n° 728 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les dispositions du projet de loi relatif à la bioéthique concernant la délégation.

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Hélène Furnon-Petrescu, cheffe du service des droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des biens culturels - Audition de M. Michel Van Praët, professeur émérite du Muséum national d'histoire naturelle, membre de la Commission scientifique nationale des collections (CSNC).

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Louis Georgelin, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris, et Philippe Jost, directeur général délégué de l'Établissement public.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur l'égalité femmes-hommes, enjeu de l'aide publique au développement.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Extension des horaires d'ouverture des bibliothèques - Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport Voyages au cœur des bibliothèques.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les retraites des femmes, enjeux et perspectives.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les retraites des agricultrices.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission au Mexique - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Bertrand Fragonard, président du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

Réunion du mardi 25 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les enjeux économiques de la réforme des retraites pour les femmes.

Réunion du jeudi 5 mars 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le Forum Génération égalité de 2020.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur la mise en œuvre des dispositifs pour les ETI-PME-TPE, sur les perspectives d'organisation de sortie de crise et sur la numérisation des PME-TPE.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État à la protection de l'enfance.

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Alain Legrand, président de la Fédération nationale d'accompagnement des auteurs de violences (en visioconférence).

(*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, Médiateur des entreprises du ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur l'impact de la crise du coronavirus sur les ETI-PME-TPE et la préparation de la sortie de crise.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bernard Benhamou, secrétaire général de l'Institut de la souveraineté numérique, sur la mise en place d'un traçage numérique dans le cadre de la stratégie de déconfinement (en téléconférence).

Communications diverses.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate, sur les conséquences du confinement et les perspectives de déconfinement.

Audition de Maître Isabelle Steyer, avocate, sur les conséquences du confinement et l'accompagnement du déconfinement.

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Frédéric Coirier, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (METI), et Alexandre Montay, délégué général, sur les perspectives de sortie de crise.

Réunion du lundi 11 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Maîtres Christophe Basse, président du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ), Frédéric Abitbol, vice-président et M. Alain Damais, directeur général, sur les perspectives de rebond des entreprises face à la crise.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Ernestine Ronai, responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, et de M. Édouard Durand, juge des enfants au TGI de Bobigny, co-présidents de la commission « Violences de genre » du Haut Conseil à l'égalité.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Jeunesse et vie associative » et « Action culturelle extérieure » - Communications (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Luc Frémot, magistrat honoraire, ancien procureur de la République de Douai.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux du groupe de travail sur le secteur de l'enseignement agricole - Communication (en téléconférence).

Situation des directeurs d'école - Examen du rapport d'information (en téléconférence).

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des conclusions de la mission d'information sur l'entreprise responsable et engagée par Mme Élisabeth Lamure et M. Jacques Le Nay.

Réunion du mardi 30 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix 2020 de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État sur le plan de relance du Gouvernement.

Réunion faisant le bilan des activités 2014-2020 de la délégation aux entreprises.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur le bilan de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants : conséquences du confinement, défis du déconfinement.

Validation de la liste des lauréats du Prix 2020 de la délégation.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur la place des femmes dans les médias audiovisuels.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2017-2020 de la délégation.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Coulhon, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du Bureau de la délégation.

(*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation du travail de la délégation pour la session 2020-2021.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de

M. Denis Masseglia, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'avis budgétaire consacré aux crédits relatifs à l'enseignement technique agricole.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grésy, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Élimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et des sports, chargée de l'éducation prioritaire.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme de travail de la délégation pour 2021.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Marie-Pierre Badré, présidente du Centre Hubertine Auclert.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 54

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)]** - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 82 p. 83

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 395 p. 396 p. 397

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 475 p. 486

- **Mises au point au sujet de votes** - (29 janvier 2020) : p. 745

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (29 janvier 2020) - **Article 21** (*Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées*) : p. 756

- **Question orale sans débat relative à la préemption partielle** - (18 février 2020) : p. 1503

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au soutien à l'apprentissage** - (13 mai 2020) : p. 4213 p. 4214

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5340 - **Article additionnel avant l'article 1er (suppression maintenue) - Amendement n° 32** (*Signalement de violences conjugales - Non substitution de l'inscription au registre de main courante au dépôt de plainte*) : p. 5351 - **Article additionnel avant l'article 1er (suppression maintenue) - Amendement n° 61 rectifié** (*Lutte contre les violences conjugales - Notion de danger - Élargissement*) : p. 5355 - **Article additionnel après l'article 2 (suppression maintenue) - Amendement n° 35 rectifié** (*Fixation de la résidence des enfants - Modalités*) : p. 5366 - **Article additionnel après l'article 2 (suppression maintenue) - Amendements n° 5 rectifié bis et n° 79** (*Suspension de l'exercice de l'autorité parentale et des droits de visite et d'hébergement du parent auteur d'un crime commis sur la personne de l'autre parent - Caractère définitif*) : p. 5371 p. 5372 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 6 rectifié ter** (*Condamnation pour violences intrafamiliales - Contacts entre le conjoint violent et sa victime - Interdiction*) : p. 5373 p. 5374 - **Article 4** (*Prohibition de la médiation familiale en cas de violences intrafamiliales ou d'emprise manifeste*) : p. 5377 - **Article 8** (*Levée du secret médical en cas de violences conjugales et d'emprise*) : p. 5394 - **Article 9** (*Saisie des armes dans une enquête pour violences*) : p. 5396 - **Article 10** (*Interdiction de la géolocalisation d'une personne sans son consentement*) : p. 5398 - **Article 11** (*Protection des mineurs contre les messages pornographiques*) : p. 5404 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5422

- **Question orale sans débat sur les marchés publics** - (16 juin 2020) : p. 5672 p. 5673

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 [n° 499 (2019-2020)]** - (16 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5691

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Article 1er** (*Interdiction d'opposer aux collectivités territoriales des critères d'éligibilité à la DETR supplémentaires par rapport à ceux prévus par loi*) : p. 7706

- **Question orale sans débat relative à l'affichage numérique publicitaire** - (5 novembre 2020) : p. 8314 p. 8315

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect du Parlement et l'exemple de la couronne malgache** - (12 novembre 2020) : p. 8547 p. 8548

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 967 rectifié, n° 968, n° 571 et n° 964** (*Bas salaires - Exonérations de cotisations sociales patronales (Réduction « Fillon ») - Suppression*) : p. 8656

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25** (*Revalorisation des carrières des personnels non médicaux dans les établissements de santé et les Ehpad*) : p. 8685 - **Article 30** (*Pérennisation et développement des maisons de naissance*) : p. 8726 p. 8730

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 134 rectifié bis** (*Régime de donations au personnel salarié d'une entreprise d'un fonds de commerce - Extension aux donations de parts sociales ou d'actions de société*) : p. 8979

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9014 p. 9028 p. 9030

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10264

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10443 p. 10444 - **État B** : p. 10458 p. 10463 p. 10470 p. 10476 p. 10481 p. 10489

Santé

- (30 novembre 2020) - **État B** : p. 10648 p. 10653

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12799 p. 12807

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° II-1394 rectifié** (*Plan de relance - Clause anti-abus*) : p. 11586

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Nouvelle lecture [n° 196 (2020-2021)]** - (15 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11895

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 novembre 2020.

Président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 7 octobre 2020.

Démissionnaire le 30 novembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) jusqu'au 27 octobre 2020.

Président de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (22 octobre 2020) ; nouvelle nomination (23 octobre 2020).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation civile.

Membre titulaire du comité de bassin Seine-Normandie.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne (2021-2027) [n° 273 (2019-2020)] (23 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'impact des positions européennes du Sénat dans les négociations à Bruxelles [n° 310 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au mandat de négociation en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni [n° 322 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 322 (2019-2020)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, relative au mandat de négociation en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni [n° 340 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur le programme de travail de la Commission européenne pour 2020 [n° 370 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, tendant à préserver la pérennité des compagnies aériennes immatriculées dans l'Union, tout en garantissant les droits des passagers aériens [n° 435 (2019-2020)] (14 mai 2020) - **Transports - Union européenne.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, demandant le renforcement des mesures exceptionnelles de la Politique agricole commune (PAC), pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19, et l'affirmation de la primauté effective des objectifs de la PAC sur les règles européennes de concurrence [n° 436 (2019-2020)] (14 mai 2020) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, relative à la proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et à la proposition de mise en place d'un instrument de relance pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 [n° 497 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 314 (2019-2020)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 552 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Agriculture et droit de la concurrence : redonner aux agriculteurs français un pouvoir de marché [n° 649 (2019-2020)] (16 juillet 2020) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 69 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 114 (2020-2021)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 120 (2020-2021)] (10 novembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Investissements d'avenir [n° 138 tome 3 annexe 17 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'État de droit en Hongrie, encore affaibli par la Covid-19 [n° 146 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, secrétaire générale des affaires européennes, sur le prochain cadre financier pluriannuel.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Filip Vuèak, ambassadeur de Croatie en France.

(*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Entretien avec Mmes Alenka Kampl, chef d'unité Support structurel Atlantique, mer du Nord, Baltique et régions ultrapériphériques, Céline Frank, chargée de mission à la direction générale des affaires maritimes et de la pêche (DG Mare), et Katalin Fokas, unité « programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité » (Poséi) et M. Christophe Cazanave Pin, responsable des programmes « Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas » à la direction générale de l'agriculture et du développement rural (DG Agri), unité « France ».

Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Entretien avec Mme Carole Mancel-

Blanchard, conseillère au cabinet de Mme Éliisa Ferreira, Commissaire européenne à la cohésion et aux réformes.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Réunion plénière de la LXIIe conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires (COSAC) du 1er au 3 décembre à Helsinki - Communication de M. Jean Bizet.

Institutions européennes - Usage de la langue française dans les institutions européennes : avis politique de M. Jean Bizet.

Nomination de rapporteurs.

(*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S. E. Mme Catherine Colonna, ambassadrice de France au Royaume-Uni.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Examen d'une proposition de résolution européenne sur le Fonds européen de la défense.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Suivi des résolutions européennes : examen du rapport.

(*commission des affaires économiques*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

(*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition en visioconférence de MM. Olivier Rivière, premier vice-président du conseil régional de La Réunion, et Patrick Guillaumin, directeur général adjoint des affaires européennes, des fonds structurels et de l'expérimentation de la région.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

(*commission des finances*) : Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S. E. Mme Patricia O'Brien, ambassadrice d'Irlande, sur les modalités de mise en œuvre du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord annexé à l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Réunion conjointe avec la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale et les membres français du Parlement européen, sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne.

Institutions européennes - Session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1ère partie) du 27 au 31 janvier 2020 - Communication de Mme Nicole Duranton.

Questions sociales et santé - Proposition de résolution européenne n° 275 de M. André Reichardt visant à lutter contre la fraude sociale transfrontalière et améliorer la coopération européenne en matière de lutte contre la fraude aux prestations sociales - Examen du rapport de Mmes Laurence Harribey et Pascale Gruny.

(*commission des finances*) : Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Lutte contre la fraude aux financements européens dans le cadre de la politique de voisinage - Examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2020 - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

(*commission des finances*) : Arrêt et démantèlement des installations nucléaires civiles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Organismes extraparlimentaires - Communication.

Réunion du vendredi 27 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange entre Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, et les membres de la commission des affaires européennes du Sénat à la suite du Conseil européen du 26 mars 2020 (par téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex (par audioconférence).

(*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Cœuré, directeur du pôle innovation de la Banque des règlements internationaux, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (par téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Philippe Légère-Costa, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne (par téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (par téléconférence).

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (en téléconférence).

Réunion du vendredi 24 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, à la suite du Conseil européen du 23 avril 2020 (par téléconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, suite au Conseil européen du 23 avril 2020 (en téléconférence).

Réunion du lundi 27 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Paolo Gentiloni, Commissaire européen à l'économie (par téléconférence).

Justice et affaires intérieures - Audition de M. Wojciech Wiewiórowski, Contrôleur européen de la protection des données (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avis politique sur l'agriculture et la politique de concurrence (par téléconférence).

Environnement - Projet de proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité du projet de loi européenne sur le climat (par téléconférence).

Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Pascale Andréani, ambassadrice de France en Hongrie (par téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Réponses des pays européens aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire - Communication de M. Didier Marie (par téléconférence).

Justice et affaires intérieures - Respect de l'État de droit en Europe dans le contexte de la pandémie de Covid-19 - Communication et examen d'un avis politique de M. Philippe Bonnacarrère (par téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Renforcement des mesures exceptionnelles de la PAC pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 - Examen de la proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet.

Économie, finances et fiscalité - Arrêt du Tribunal constitutionnel fédéral allemand sur le programme de rachat de dettes publiques de la Banque centrale européenne - Communication de MM. Claude Kern et Didier Marie.

Énergie, climat, transports - Pérennité des compagnies aériennes européennes et droits des passagers face à la pandémie - Avis politique et proposition de résolution européenne.

Environnement - Conformité au principe de subsidiarité de la loi européenne sur le climat - Examen de la proposition de résolution européenne portant avis motivé de MM. Benoît Huré et Jean-Yves Leconte.

(*commission des finances*): Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) (en téléconférence).

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Audition de M. Frédéric Billet, ambassadeur de France en Pologne (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de Mme Emily O'Reilly, Médiatrice européenne (par téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Relations entre la Grèce et l'Union européenne: rapport d'information de M. Simon Sutour (par téléconférence).

Recherche - Audition de Mme Mariya Gabriel, commissaire européenne en charge de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse (par téléconférence).

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Budget communautaire - Proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et instrument de relance: communication et examen d'une proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des finances*): Avis du Haut Conseil relatif au troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen du 19 juin 2020 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission des finances*): Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussot, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie - Audition de Mme Margrethe Vestager, vice-présidente de la Commission européenne en charge du numérique.

(*commission des finances*): Proposition de résolution européenne relative à la proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et à la proposition de mise en place d'un instrument de relance pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

(*commission des finances*): Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des finances*): Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Adhésion de l'Union européenne à la convention européenne des droits de

l'Homme (CEDH) - Examen du rapport d'information de MM. Philippe Bonnacarrère et Jean-Yves Leconte.

Politique de coopération - Relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Michel Barnier, chef de la Task Force pour les relations avec le Royaume-Uni.

Questions sociales, travail et santé - Évaluation des technologies de santé - Proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Questions sociales, travail et santé - Mobilité des professionnels de santé - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Pierre Médevielle.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Politique de coopération - Relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Michel Barnier, chef de la Task Force pour les relations avec le Royaume-Uni.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Audition de M. Janusz Wojciechowski, commissaire européen à l'agriculture.

Institutions européennes - Table ronde franco-allemande sur le thème: « Quel projet allemand pour l'Europe ? » autour de M. Nicolas Baverez, économiste, avocat, contributeur à l'Institut Montaigne, Mme Claire Demesmay, directrice du programme Relations franco-allemandes du DGAP (Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik), institut allemand de politique étrangère, MM. Jean-Dominique Giuliani, président de la fondation Robert Schuman, et Hans Stark, conseiller pour les relations franco-allemandes à l'Institut français des relations internationales, professeur de civilisation allemande à l'université de la Sorbonne.

(*commission des affaires économiques*): Agriculture et pêche - Audition de M. Janusz Wojciechowski, commissaire européen à l'agriculture.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*commission des finances*): Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Janez Lenarcic, commissaire européen à la gestion des crises.

Institutions européennes - Audition de S. E. M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Justice et affaires intérieures - Examen, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de Mme Sophie Joissains et M. Jacques Bigot sur la lutte contre la cybercriminalité.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*): Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*): Énergie, climat, transports - Nord Stream 2 et extraterritorialité du droit américain: communication de M. Claude Kern, examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Agriculture et pêche - Agriculture et politique de concurrence: examen du rapport d'information de M. Jean Bizet.

Budget de l'Union européenne - Point d'actualité sur la négociation du cadre financier pluriannuel : communication de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Environnement et développement durable - Classement du loup au sein de la Convention de Berne : examen du rapport de M. Cyril Pellevat, de la proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Questions sociales, travail et santé - L'Union européenne et la santé : examen du rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du vendredi 17 juillet 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds européen d'ajustement à la mondialisation - Communication.

Contrôle budgétaire - Moyens du contrôle fiscal - Communication.

Réunion du mardi 29 septembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances pour 2021 et au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mesures d'urgence dans le domaine de la recherche en réponse à la crise sanitaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, chef économiste de la direction générale du Trésor, MM. Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), sur le thème « Quelles perspectives de reprise pour l'économie française ? ».

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Ylva Johansson, commissaire européenne chargée des affaires intérieures.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport en nouvelle lecture et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Relations de l'Union européenne avec la Hongrie : rapport d'information de MM. Jean Bizet, André Gattolin et Jean-Yves Leconte.

Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Politique européenne en matière de données et souveraineté numérique européenne : communication et avis politique de M. Christophe-André Frassa et Mme Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition conjointe avec la commission des affaires économiques du Sénat et les commissions des affaires européennes et des affaires économiques de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires économiques*) : Réforme de la Politique agricole commune - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes du Sénat, la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du vendredi 27 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 55) - Examen des amendements de séance.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 199 p. 205

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1668 p. 1669 p. 1674 p. 1677

- **Débat sur la politique spatiale de l'Union européenne** - (20 février 2020) : p. 1688

- **Question orale sans débat sur les fauchages subis par le secteur semencier** - (3 mars 2020) : p. 1856 p. 1857

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1884 p. 1887

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 85 rectifié, n° 292 et n° 293**

(Crise sanitaire exceptionnelle - Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) - Rétablissement) : p. 2915

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article 1er ter (nouveau)** (Application temporaire du taux réduit de TVA à 5,5 % sur les masques de protection) : p. 2967 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendements n° 29 rectifié, n° 60 rectifié ter, n° 148 rectifié ter et n° 184** (Fiscalité applicable au biodiesel - Réduction temporaire) : p. 2986 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 273** (Création d'un fonds de soutien territorial en direction des collectivités territoriales - Augmentation de la dotation globale de fonctionnement) : p. 2990

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation dans les banlieues et les budgets communaux** - (22 avril 2020) : p. 3005

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)] (suite)** - (22 avril 2020) - **Article 3 et état B** (Budget général : ouverture et annulations de crédits) : p. 3013 p. 3015 p. 3016 p. 3043 p. 3087 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 247 rectifié** (Collectivités territoriales - Dépenses mandatées pour l'achat de masques de protection - Imputation à la section « investissement » des budgets de ces collectivités) : p. 3143 p. 3144 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 139** (Annulation de 5 milliards d'euros de cotisations et contributions sociales devant être acquittées par des entreprises - Compensation par l'attribution aux organismes de sécurité sociale d'une fraction de TVA de 5 milliards d'euros) : p. 3145

- **Question orale sans débat sur le sauvetage du capillaire ferroviaire pour le fret agricole et alimentaire** - (26 mai 2020) : p. 4383

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19) : p. 4429 p. 4433 - **Article 1er ter (texte non modifié par la commission)** (Adaptation des dispositions applicables aux travailleurs saisonniers) : p. 4453 - **Article additionnel après l'article 1er quater A - Amendement n° 273** (Français de l'étranger rentrant en France - Délai de carence de trois mois avant de bénéficier du droit à l'assurance maladie - Suspension) : p. 4463 - **Article 1er quater** (Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur) : p. 4479

- **Débat sur la crise du Covid-19 : relocalisation des productions stratégiques pour assurer notre souveraineté. Lesquelles, où, comment ?** - (27 mai 2020) : p. 4514 p. 4520 p. 4523

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)] (suite)** - (28 mai 2020) - **Article 1er septies** (Reports de réformes civiles et pénales) : p. 4646 p. 4647 - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 256 rectifié** (Livre VI du code de commerce - Difficultés des entreprises - Accélération et simplification des procédures) : p. 4671 - **Article 4** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour tirer les conséquences du Brexit) : p. 4703 p. 4706 p. 4707 p. 4709

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5889

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 18 et 19 juin 2020** - (23 juin 2020) : p. 5899 p. 5912

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au transport transmanche** - (24 juin 2020) : p. 5927

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion**

générale : p. 6283 p. 6284 p. 6285 p. 6289 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 7 rectifié** (Protection du consommateur sur internet - Régulation du numérique - Renforcement) : p. 6302 - **Article 14** (Habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires pour transposer en droit interne la directive (UE) 2019/1160 concernant la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif) : p. 6319 - **Article 15** (Clarification des termes de l'habilitation portant transposition du paquet bancaire) : p. 6319 - **Article 16** (Rétablissement d'une disposition du code de commerce portant sur la nullité de clauses interdisant la cession de créances, supprimée par l'ordonnance du 24 avril 2019) : p. 6320 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 28** (Direction de l'information légale et administrative (DILA) - Dispositions inutiles - Abrogation) : p. 6320 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 29** (Contrats d'assurance automobile - Clauses interdisant la cession de créances à des tiers - Nullité) : p. 6320 p. 6321 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1 rectifié bis** (Informations sur les dispositifs transfrontières des revenus de leurs clients - Obligation déclarative - Exclusion des avocats de ce mécanisme de dénonciation) : p. 6322 - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires pour transposer en droit interne la directive (UE) 2019/1153 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière) : p. 6325 - **Article 22 quater (nouveau)** (Lutte contre la désertification vétérinaire) : p. 6326 - **Article 24** (Prorogation des règles applicables à la gestion du FEADER pendant la période de transition avec la prochaine programmation et poursuite, au titre de la programmation suivante, du transfert de l'autorité de gestion du FEADER aux régions) : p. 6328 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 23 rectifié** (Transposition des directives relatives au droit d'auteur et aux droits voisins - Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des dispositions modifiant le code de la propriété intellectuelle (CPI)) : p. 6330 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 22 rectifié** (Transposition de la directive 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil du 14 novembre 2018 relative à la fourniture de services de médias audiovisuels - Habilitation du Gouvernement à modifier la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication) : p. 6333

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6353

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6371 p. 6375

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6389 p. 6390

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pompier blessé dans l'Essonne** - (16 juillet 2020) : p. 6413

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Nouvelle lecture [n° 121 (2020-2021)]** - (17 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9122 p. 9123 - **Article 4 bis** (Nouveaux instruments de régulation économique des plateformes numériques) : p. 9137 p. 9138 p. 9139 - **Article 27 bis (Texte non modifié par la commission)** (Relevé géographique des déploiements des réseaux) : p. 9162 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9162

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (25 novembre 2020) : p. 10106

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Conseil et contrôle de l'État - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10506 p. 10507

Direction de l'action du Gouvernement - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10512

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à

divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (28 novembre 2020) : p. 10519 p. 10527 p. 10528

Investissements d'avenir - État B

- (28 novembre 2020) - **Article 55** (*Gouvernance du quatrième programme d'investissements d'avenir*) : p. 10536 p. 10538

BLANC (Étienne)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Gisèle Rossat-Mignod, directrice, et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, Réseau de la Banque des territoires, Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9216 p. 9217

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-499 rectifié et n° I-66** (*Compagnies aériennes - Renouvellement de la flotte actuelle - Incitations fiscales*) : p. 9887 p. 9888 p. 9889 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-99 rectifié, n° I-123 rectifié, n° I-651 rectifié bis, n° I-947 rectifié et n° I-465 rectifié ter** (*Redevance pour pollutions diffuses - Extension aux micropolluants*) : p. 9908 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-85 rectifié, n° I-105 rectifié, n° I-622 rectifié et n° I-376 rectifié** (*Collectivités territoriales ou leurs groupements ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial - Fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Bénéfice*) : p. 9911

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1415 rectifié ter** (*Alternatives au gazole non routier (GNR) - Rapport au Parlement*) : p. 11454 - **Article additionnel après l'article 46 duodecimes - Amendement n° II-106 rectifié bis** (*Travailleurs handicapés - Calcul et allocation adultes handicapés - Primes exceptionnelles - Non prise en compte*) : p. 11565

BLANC (Jean-Baptiste)
sénateur (Vaucluse)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les données scientifiques et les fermetures des commerces** - (12 novembre 2020) : p. 8553

BLANDIN (Valérie)
sénatrice (Manche)

Démissionnaire le 1er décembre 2020.

Devenu sénateur le 1er décembre 2020 (en remplacement de M. Jean Bizet, démissionnaire de son mandat).

BLANQUER (Jean-Michel)
*ministre de l'éducation nationale, de la
jeunesse et des sports
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)*
*ministre de l'éducation nationale et de la
jeunesse
(jusqu'au 3 juillet 2020)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-777 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation, pour la saison 2019/2020, du régime applicable aux contrats des sportifs et entraîneurs professionnels salariés [n° 670 (2019-2020)] (22 juillet 2020) - **Sports - Travail**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du bac** - (15 janvier 2020) : p. 242
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les internats d'excellence** - (29 janvier 2020) : p. 734
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contestation de la réforme du baccalauréat par des enseignants et des lycéens** - (5 février 2020) : p. 1329
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du bac (I)** - (5 février 2020) : p. 1330 p. 1331
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'apprentissage des langues régionales** - (5 février 2020) : p. 1335
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences des grèves des professeurs en Guadeloupe** - (5 février 2020) : p. 1339
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme du bac (II)** - (5 février 2020) : p. 1340
- **Question orale sans débat sur la place du sport au concours et dans la formation des instituteurs** - (18 février 2020) : p. 1511
- **Question orale sans débat relative à la loi pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et la restauration scolaire** - (18 février 2020) : p. 1512
- **Question orale sans débat sur la situation des directrices et directeurs d'école** - (18 février 2020) : p. 1513
- **Question orale sans débat sur le fonds pour le développement de la vie associative** - (3 mars 2020) : p. 1872
- **Question orale sans débat sur les conditions d'application du décret n° 2019-1555 du 30 décembre 2019** - (3 mars 2020) : p. 1873 p. 1874
- **Question orale sans débat sur les signes religieux distinctifs pour les bénévoles intervenant ponctuellement en classe** - (3 mars 2020) : p. 1874
- **Question orale sans débat sur le maillage des lycées dans l'Oise** - (3 mars 2020) : p. 1875
- **Question orale sans débat sur le réseau de création et d'accompagnement pédagogiques** - (3 mars 2020) : p. 1876 p. 1877
- **Question orale sans débat sur l'initiation à la santé au lycée** - (3 mars 2020) : p. 1877
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation globale horaire dans les établissements ruraux** - (4 mars 2020) : p. 2080
- **Question de contrôle au Gouvernement sur la gestion des examens et des concours** - (25 mars 2020) : p. 2846
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de mise en œuvre du déconfinement des établissements scolaires le 11 mai 2020** - (15 avril 2020) : p. 2880
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de la réouverture des écoles** - (15 avril 2020) : p. 2884
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fin du déconfinement scolaire** - (15 avril 2020) : p. 2886
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions d'accueil des enfants dans les écoles à l'occasion de la réouverture des classes** - (29 avril 2020) : p. 3761
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des collectivités** - (29 avril 2020) : p. 3764
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3787 p. 3795
- **Question d'actualité au Gouvernement relative au traitement des maires qui ne peuvent pas ouvrir leur école dans le cadre du déconfinement** - (13 mai 2020) : p. 4210
- **Débat sur les modalités de réouverture des établissements d'enseignement, conditions d'organisation des concours et examens et préparation de la prochaine rentrée scolaire** - (19 mai 2020) : p. 4238 p. 4239 p. 4240 p. 4241 p. 4242 p. 4243 p. 4244 p. 4245 p. 4246 p. 4247 p. 4248 p. 4249
- **Question orale sans débat sur l'illectronisme et l'éducation nationale** - (26 mai 2020) : p. 4369
- **Question orale sans débat sur l'égalité des chances des enfants scolarisés en zone rurale** - (26 mai 2020) : p. 4370
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif sport-santé-culture-civisme** - (10 juin 2020) : p. 5549
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les inégalités scolaires** - (17 juin 2020) : p. 5742
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annulation des stages des élèves au collège** - (14 octobre 2020) : p. 7453
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures d'accompagnement à destination des enseignants à la suite de l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine** - (21 octobre 2020) : p. 7623
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty (I)** - (21 octobre 2020) : p. 7624
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty (II)** - (21 octobre 2020) : p. 7625
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty (V)** - (21 octobre 2020) : p. 7628
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement du protocole sanitaire dans les lycées** - (12 novembre 2020) : p. 8545 p. 8546

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les nouvelles mesures sanitaires envisagées dans les lycées** - (12 novembre 2020) : p. 8546

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le protocole sanitaire dans les écoles** - (12 novembre 2020) : p. 8550

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'impact du confinement sur le niveau des élèves** - (12 novembre 2020) : p. 8553

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10451 p. 10452 - **État B** : p. 10455 p. 10457 p. 10460 p. 10462 p. 10471 p. 10472 p. 10473 p. 10474 p. 10475 p. 10476 p. 10477 p. 10478 p. 10479 p. 10480 p. 10482 p. 10483 p. 10484 p. 10485 p. 10486 p. 10487 p. 10488 p. 10489

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11780 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 5 rectifié**

bis (*Éducation nationale - Langues régionales reconnues - Francoprovençal - Ajout*) : p. 11793 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 16 rectifié** (*Code de l'éducation - Enseignement immersif - Intégration*) : p. 11794 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 13 rectifié bis** (*Langues régionales - Enseignement - Langues mahoraises*) : p. 11795 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 1 rectifié bis, n° 3, n° 6 rectifié, n° 15 rectifié bis, n° 17 rectifié quater et n° 18 rectifié** (*Langue régionale - Scolarisation des élèves - Communes - Participation financière*) : p. 11796 p. 11797 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 10 rectifié** (*Collectivités territoriales - Langues régionales - Promotion - Financement d'institutions publiques ou privées - Faculté*) : p. 11799 - **Article 3** (*Langues régionales - Enseignement - Temps scolaire*) : p. 11800 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Actes d'état civil - Langues régionales - Signes diacritiques - Autorisation*) : p. 11801 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11803

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mathématiques à l'école** - (16 décembre 2020) : p. 11956

BLATRIX CONTAT (Florence)
sénatrice (Ain)
SER

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes le 26 novembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7817

- **Débat sur la forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux** - (19 novembre 2020) : p. 9237

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2020) : p. 10546

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10554

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendements n° II-289 rectifié et n° II-367** (*Réhabilitation des friches urbaines et industrielles - Aides de l'État - Subordination à la construction de logements sociaux*) : p. 10583

Transformation et fonction publiques - État B

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° II-1038** (*Dispositif de l'indemnité de résidence - Révision - Rapport au Parlement*) : p. 11277 p. 11278

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1198 rectifié** (*Taxe sur les salaires - Tranche supérieure - Rétablissement*) : p. 11312 - **Article 42 F (nouveau)** (*Prolongation d'un an du renforcement temporaire du taux de la réduction d'impôt « Madelin »*) : p. 11345

BLONDIN (Maryvonne)
sénatrice (Finistère)
SOCR

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2020.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil national des professions du spectacle.

Membre titulaire du comité de suivi de la loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'école de la République.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin [n° 597 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les dispositions du projet de loi relatif à la bioéthique concernant la délégation.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du baccalauréat - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

(*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur l'égalité femmes-hommes, enjeu de l'aide publique au développement.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Extension des horaires d'ouverture des bibliothèques - Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport Voyages au cœur des bibliothèques.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les retraites des agricultrices.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des œuvres d'art - Audition de M. Stéphane Martin, ancien président de l'établissement public du musée du Quai Branly - Jacques Chirac.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Bertrand Fragonard, président du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la situation des directeurs d'école.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la recherche « Quel rôle pour la science et les chercheurs dans la société d'aujourd'hui ? ».

Réunion du mercredi 1er avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (par téléconférence).

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État à la protection de l'enfance.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate, sur les conséquences du confinement et les perspectives du déconfinement.

Audition de Maître Isabelle Steyer, avocate, sur les conséquences du confinement et l'accompagnement du déconfinement.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le secteur de l'enseignement agricole - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux du groupe de travail sur le secteur de l'enseignement agricole - Communication (en téléconférence).

Situation des directeurs d'école - Examen du rapport d'information (en téléconférence).

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur le bilan de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants : conséquences du confinement, défis du déconfinement.

Validation de la liste des lauréats du Prix 2020 de la délégation.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2017-2020 de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à*

l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) : p. 420

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 477

- **Question orale sans débat sur la situation des directrices et directeurs d'école** - (18 février 2020) : p. 1512 p. 1513

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites des femmes agricultrices et des conjoints d'agriculteurs** - (26 février 2020) : p. 1780 p. 1781

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Nouvelle lecture [n° 300 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Article 1er ter B** (*art. 6-2 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Notification de contenus haineux par une association de protection de l'enfance saisie par un mineur*) : p. 1806

BOCKEL (Jean-Marie)
sénateur (Haut-Rhin)
UC

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2020.

Président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales, leviers de développement des territoires ruraux - Actes du colloque du jeudi 7 novembre 2019 [n° 219 (2019-2020)] (2 janvier 2020) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 315 (2019-2020)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Turkménistan sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux membres de la famille des agents des représentations diplomatiques ou des postes consulaires et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'emploi des personnes à charge des agents officiels [n° 352 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Bonnes pratiques et préconisations des élus locaux pour une alimentation saine et durable [n° 434 (2019-2020)] (14 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les communes face à l'inflation des prix de l'immobilier : Quels moyens d'action pour réguler le marché ? [n° 475 (2019-2020)] (28 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Suivi de l'action du service de santé des armées pendant la crise sanitaire [n° 501 (2019-2020)] (10 juin 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les élus locaux et le confinement : enseignements de la consultation nationale du Sénat [n° 579 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : sur la situation des îles métropolitaines et leurs besoins en matière de différenciation territoriale [n° 626 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 682 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 683 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi pour le plein exercice des libertés locales [n° 684 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Olivier Roy, professeur au Robert Schumann Centre for Advanced Studies de l'European University Institute de Florence (Italie).

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Questions diverses.

Table ronde « Patrimoine historique des collectivités territoriales : quels moyens d'action pour les maires ? ».

(*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de Mme Zineb El Rhazaoui, journaliste et essayiste.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Nicolas de Rivière, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU.

Réunion du jeudi 30 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Rose, préfet, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de représentants de l'Association musulmane pour l'islam de France (AMIF) (sera publié ultérieurement).

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Barkhane : bilan et perspectives - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Russie - Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, envoyé spécial du Gouvernement.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Turkménistan sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux membres de la famille des agents des représentations diplomatiques ou des postes consulaires et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'emploi des personnes à charge des agents officiels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sahel - Audition du colonel Michel Goya, auteur du blog « La voix de l'Épée », de M. Mathieu Pellerin, chercheur spécialiste du Sahel (International crisis group) et du docteur Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à Brussels School of International Studies (université du Kent).

Réunion du jeudi 5 mars 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes face à l'inflation des prix de l'immobilier : quels moyens d'action pour réguler le marché ? ».

Réunion du mercredi 11 mars 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU), accompagné de MM. Jean-François Balaudé, président du Campus Condorcet, ancien président de l'université Paris-Nanterre, président de la commission des moyens et personnels de la CPU et vice-président du comité scientifique de prévention de la radicalisation (Cosprad), et Guillaume Bordry, délégué général de la CPU.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, et de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar,

réfèrent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Jean-Marie Bockel sur les conclusions de la table ronde du 19 décembre 2019 « Alimentation saine et durable : quels moyens d'action pour les collectivités ? ».

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rottner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beaudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Étienne, ambassadeur de France aux États-Unis, sur la gestion de la crise sanitaire aux États-Unis, son impact sur la campagne présidentielle américaine, les conséquences géopolitiques de la crise du Covid (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Stéphane Bern, sur « Les collectivités et le patrimoine », dans le cadre de sa mission confiée par le Président de la République.

Présentation du rapport « Les maires face au patrimoine historique architectural : protéger, rénover, valoriser ».

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-René Cazeneuve, président de la délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale, sur sa mission relative à l'impact financier de l'épidémie de Covid-19 sur les collectivités territoriales.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Aide publique au développement en Afrique face à l'épidémie de Coronavirus - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et du docteur John Nkengasong, directeur du Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport « Les communes face à l'inflation des prix de l'immobilier : quels moyens d'action pour réguler le marché ? ».

Table ronde : « La coordination collectivités territoriales - Agences régionales de santé, un premier bilan ».

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Communication de M. Éric Kerrouche relative à la consultation sur les difficultés rencontrées par les élus dans la gestion de l'épidémie de Covid-19.

Communication d'étape de Mme Josiane Costes et M. Charles Guéné sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

(*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Jérôme Harnois, directeur chargé de la maîtrise des risques, de la sûreté et des relations institutionnelles de la RATP, et Mme Nathalie Gondard, chargée de mission à la délégation générale à l'éthique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Redonner du souffle au Service de santé des Armées » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

(*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du vendredi 19 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'Afrique face au Coronavirus » - Examen du rapport d'information.

Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), et de M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. İsmail Hakkı Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de Mme Josiane Costes et M. Charles Guéné sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Questions diverses.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division Pascal Facon, commandant de l'opération Barkhane (Comanfor).

Situation en Méditerranée - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Ancrage territorial de la sécurité intérieure - Examen du rapport d'étape.

Table ronde sur les îles métropolitaines.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'assassinat de Sarah Halimi et l'irresponsabilité pénale (II)** - (8 janvier 2020) : p. 78 p. 79

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les territoires, les mesures sanitaires et la responsabilité pénale des employeurs** - (29 avril 2020) : p. 3760 p. 3761

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 20 rectifié** (*Transfert des pouvoirs de police spéciale du maire au président de l'EPCI - Aménagement de calendrier*) : p. 5599 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendements n° 17 rectifié bis et n° 21 rectifié** (*Communication d'un état des indemnités des élus communautaires - Report au quatrième trimestre*) : p. 5600

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim (II)** - (1er juillet 2020) : p. 6143

BOCQUET (Éric)
sénateur (Nord)
CRCE

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

DÉPÔTS

Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020 ; puis vice-président le 4 février 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (8 juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (22 octobre 2020) ; nouvelle nomination (23 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (4) (17 novembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2021 (9 décembre 2020).

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le financement de la lutte contre les violences faites aux femmes : une priorité politique qui doit passer de la parole aux actes [n° 602 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 138 tome 3 annexe 30 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau et programme de contrôle des rapporteurs spéciaux pour 2020 - Communication.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Proposition de résolution européenne sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen.

Contrôle budgétaire - Financement de la vie politique et rôle de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Fabien Balderelli, sous-directeur de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé à la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) au ministère de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 11 mars 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bruno Angles, représentant des sociétés concessionnaires d'autoroutes dans les discussions avec l'État sur les contrats de concession de 2014 à 2015.

Audition de M. Gilles de Robien, ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer de 2002 à 2005.

Audition de M. Philippe Martin, président de la section des travaux publics du Conseil d'État.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, de MM. Denis Ferrand, directeur général de Rexecode et Xavier Timbeau, directeur principal de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), sur les incidences du Coronavirus Covid-19 sur l'économie française (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la société anonyme Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) (en téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, candidate aux fonctions de présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des finances*) : Avis du Haut Conseil relatif au troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne relative à la proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et à la proposition de mise en place d'un instrument de relance pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Umberto Berkani, rapporteur général adjoint de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Arnaud Quémar, directeur général du groupe Sanef et président de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA).

Audition de M. Pierre Coppey, président de Vinci Autoroutes.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire et directrice du cabinet de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, en 2014-2015.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Audition en application de l'article L. 612-5 du code monétaire et financier de M. Jean-Paul Faugère, candidat proposé aux fonctions de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), puis vote sur la proposition de nomination.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget de 2014 à 2017.

Audition de M. Philippe Nourry, président des concessions autoroutières d'Eiffage en France.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État chargé des transports.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Lutte contre les violences faites aux femmes - Communication.

Contrôle budgétaire - Refonte de la péréquation - Communication.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Table ronde d'associations d'usagers des autoroutes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Ambassadeurs thématiques - Communication.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur les coûts et le financement du Grand Paris Express - Communication (en visioconférence).

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport relatif à la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 31).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des rapports sur les missions « Gestion des finances publiques », « Crédits non répartis », « Transformation et fonction publiques » et sur le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ».

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Action extérieure de l'État » (et article 53 A).

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 68 et 69).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Enseignement scolaire » (et article 54 septies).

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 31.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport d'Oxfam et les inégalités croissantes en France** - (22 janvier 2020) : p. 453 p. 454

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 259 (2019-2020)] - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 799 p. 800

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée** [n° 336 (2019-2020)] - (25 février 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29** (*Procureurs européens délégués - Déclenchement de procédure*) : p. 1712 p. 1713 - **Article 8** (art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement) : p. 1727 p. 1729

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2111

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 403 (2019-2020)] - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2901 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 94 et n° 299** (*Participation des détenteurs de capitaux à la solidarité nationale - Prélèvement forfaitaire unique (PFU, flat tax) - Suppression*) : p. 2916 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 289** (*Limitation de la distribution de dividendes aux actionnaires - Prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Augmentation*) : p. 2917 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 337** (*Services de communication au public en ligne - Taxe sur l'exploitation des publications de presse - Assujettissement*) : p. 2927

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires** [n° 339 (2019-2020)] - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4598

- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure** [n° 460 (2019-2020)] - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5039

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du groupe Renault** - (3 juin 2020) : p. 5141 p. 5142

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19** [n° 457 (2019-2020)] - (3 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5167 p. 5168

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5888

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019** [n° 505 (2019-2020)] - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6248

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 624 (2019-2020)] - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6395

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2020) - **Article 2 C (nouveau)** (*Exonération fiscale et sociale de la prime versée par les établissements privés de santé ou du secteur social et médico-social à leurs agents et salariés*) : p. 6446 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendements n° 900 rectifié, n° 559 rectifié bis et n° 557 rectifié bis** (*Impôt sur les revenus - Nouveau barème - Instauration*) : p. 6449 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 559 rectifié bis** (*Impôt sur les revenus - Nouveau barème - Instauration*) : p. 6451 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 946 rectifié** (*Géants du numérique - Taxation*) : p. 6479 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 732** (*Impôt sur les sociétés (IS) - Taux - Réduction progressive*) : p. 6482 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 877 rectifié** (*Taxe d'aménagement du territoire - Poids lourds - Triplement*) : p. 6496

- **Commission mixte paritaire** [n° 658 (2019-2020)] - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7256

- **Débat sur l'orientation des finances publiques** - (23 juillet 2020) : p. 7294

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Amazon et le commerce en ligne** - (4 novembre 2020) : p. 8221

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture des commerces de proximité au profit des géants du numérique, dont Amazon** - (4 novembre 2020) : p. 8225

- **Question orale sans débat relative au démantèlement du réseau des finances publiques** - (5 novembre 2020) : p. 8308 p. 8309

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 122 (2020-2021)] - (16 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8944 p. 8946

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 42** (*Taxe sur les transactions financières (TTF) - Augmentation*) : p. 8959 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 37** (*Covid-19 - Communes - Dépenses supplémentaires - Compensation par l'État*) : p. 8972 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 38 rectifié** (*Notion d'établissement stable - Création*) : p. 8976 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30 rectifié bis et n° 108 rectifié bis** (*Acteurs de l'assurance - Montant de la réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement*) : p. 8981 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 34** (*Covid-19 - Collectivités locales - Dispositif de compensation des pertes de recettes - Amélioration*) : p. 8986

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9024 p. 9040 p. 9052 - **Article**

additionnel après l'article 9 - Amendement n° 51 (*Sociétés immobilières cotées (SIIC) - Impôt sur le revenu des associés ou actionnaires - Augmentation*): p. 9062 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 49 rectifié bis** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Taux - Augmentation*): p. 9064 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 47** (*Acteurs de la vente en ligne - Contribution exceptionnelle - Instauration*): p. 9067 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 48 et n° 83** (*Assurances - Réserves de capitalisation - Taxe - Instauration*): p. 9073 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 41 rectifié** (*Entreprises déclarant des bénéfices dans des pays ayant des pratiques fiscales déloyales - Délivrance d'aides publiques - Interdiction*): p. 9074 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 43 rectifié** (*Octroi d'aides publiques - Écart salarial maximal - Condition*): p. 9076 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 52** (*Prêts garantis par l'État (PGE) - Rapport au Parlement*): p. 9080

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]** - (19 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 9270

Discussion générale :

: p. 9294

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9303

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2020) - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source*): p. 9396 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-713 rectifié ter** (*Clubs d'investissement - Gains boursiers - Exonération d'impôt sur le revenu - Suppression*): p. 9414 p. 9415 - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*): p. 9444 p. 9445 p. 9452 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1047** (*Survvalorisations immobilières - Contribution de solidarité urbaine - Création*): p. 9459

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 sexes (nouveau)** (*Exonération des plus-values de cessions d'immeubles réalisées directement ou indirectement au profit d'organismes de logement social*): p. 9489 p. 9490 p. 9491 p. 9492 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1015 rectifié** (*Entreprises ayant une présence numérique significative en France - Notion d'établissement stable*): p. 9513 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-1016 rectifié bis et n° I-207 rectifié** (*Impôt sur les sociétés (IS) - Progressivité*): p. 9517 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-1043 rectifié** (*Production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation*): p. 9532 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-1044 rectifié** (*Entreprises d'édition et de distribution cinématographique - Crédit d'impôts temporaire - Instauration*): p. 9536 p. 9537 - **Article 4** (*Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements*): p. 9562 p. 9569 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-526, n° I-632 rectifié, n° I-1024 et n° I-1139 rectifié** (*Assurances - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement*): p. 9579 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-649 rectifié, n° I-984 rectifié, n° I-1026, n° I-211 rectifié et n° I-1061** (*« Pure players » - Entrepôt de stockage - Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Assujettissement*): p. 9592

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1031** (*Taxe sur la valeur ajoutée - Baisse du taux sur les produits du quotidien - Augmentation du taux sur les produits de luxe*):

p. 9712 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-900 et n° I-1032 rectifié** (*Quantité d'eau nécessaire pour toute personne physique par an - Exonération de TVA*): p. 9712 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-926** (*Produits issus de l'agriculture biologique - Taux de TVA réduit - Application*): p. 9718 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1099, n° I-239, n° I-625 rectifié, n° I-875 rectifié, n° I-1074 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-331 rectifié bis, n° I-909 rectifié, n° I-305 rectifié, n° I-240 et n° I-487 rectifié** (*Activités de réparation et réemploi - Taux de TVA réduit - Application*): p. 9725 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-626 rectifié et n° I-1038** (*Matériaux biosourcés - Taux de TVA réduit*): p. 9726 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-902 rectifié, n° I-1022, n° I-242 rectifié, n° I-445, n° I-1190 rectifié, n° I-903, n° I-551 rectifié et n° I-241** (*Transports publics de voyageurs, services de mobilité partagée, billets de train de transport de personnes - Taux de TVA réduit*): p. 9732 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-237, n° I-1053, n° I-1092 rectifié, n° I-33 rectifié bis, n° I-238, n° I-887 rectifié bis et n° I-1056** (*Ensemble des opérations de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux financés en PLAI et PLU - Taux de TVA réduit*): p. 9751 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-781 rectifié ter, n° I-916 rectifié ter, n° I-1229 rectifié, n° I-430 rectifié bis, n° I-503 rectifié bis, n° I-884 rectifié bis, n° I-1054 rectifié bis et n° I-725 rectifié** (*Travaux de rénovation énergétique - Taux de TVA réduit*): p. 9762 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-308 et n° I-883 rectifié** (*Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais - Rénovation des logements - Taux de TVA réduit - Extension*): p. 9766 - **Article 13** (*Simplification de la taxation de l'électricité*): p. 9780 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-249 et n° I-1034 rectifié** (*Dépenses de publicité en faveur de l'achat de véhicules polluants - Taxe - Création*): p. 9851 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-932, n° I-253, n° I-252, n° I-1218, n° I-928 et n° I-320 rectifié** (*Financement de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF) - Contribution du transport routier de marchandises - Instauration - Taxe due par les concessionnaires d'autoroute - Augmentation*): p. 9895 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-1219, n° I-934 et n° I-1033** (*« Vols intérieurs » - Exonération de taxe intérieure de consommation - Suppression*): p. 9904

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 136 (2020-2021)]** - (24 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9928

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (25 novembre 2020) - **Article 24** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*): p. 10077 - **Article 25** (*Intégration au budget de l'État du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)*): p. 10092 - **Article 27** (*Actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public (compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») et stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP)*): p. 10096 p. 10097

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10191

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10199 p. 10211 - **Plan de relance - État B** : p. 10227 p. 10235 p. 10239 p. 10251

Santé

- (30 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914** (*Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement*) : p. 10658

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (5 décembre 2020) : p. 11258

Gestion des finances publiques - État B

- (5 décembre 2020) : p. 11265

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-129 rectifié** (*Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales - Arbitrage de dividendes - Modification et*

contrôle) : p. 11337 - **Article 42 F (nouveau)** (*Prolongation d'un an du renforcement temporaire du taux de la réduction d'impôt « Madelin »*) : p. 11343 - **Article 42** (*Exonération de contribution économique territoriale en cas de création ou extension d'établissement*) : p. 11355

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11825

- **Projet de loi de finances pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 236 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2020) : p. 11995

BONFANTI-DOSSAT (Christine)
sénateur (Lot-et-Garonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2020.

Rapporteuse de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (sida) et des hépatites virales chroniques.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] - Risques industriels : prévenir et prévoir pour ne plus subir - Rapport [n° 480 tome 1 (2019-2020)] (2 juin 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] - Risques industriels : prévenir et prévoir pour ne plus subir - Auditions [n° 480 tome 2 (2019-2020)] (2 juin 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les dispositions du projet de loi relatif à la bioéthique concernant la délégation.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de MM. les professeurs André Picot, président de l'association Toxicologie Chimie, Patrick Lagadec, directeur de recherche honoraire à l'École polytechnique.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de M. Alain Thirion, préfet, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (2020-2022) - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de M. Loïc Le Dréau, directeur des Opérations de Paris et représentant légal de la succursale française de FM Insurance Europe SA.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Audition des unions régionales des professionnels de santé de Normandie.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 29

- **Question orale sans débat sur le financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile en Lot-et-Garonne** - (14 janvier 2020) : p. 162 p. 163

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 215 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 221

- **Question orale sans débat sur la souveraineté et l'indépendance sanitaires de la France** - (16 juin 2020) : p. 5680 p. 5681

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6081

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le budget de la justice, les centres de semi-liberté et la situation dans les prisons** - (22 juillet 2020) : p. 7153 p. 7154

- **Question orale sans débat sur l'enjeu de la sécurité et des renforcements d'effectifs à Villeneuve-sur-Lot** - (5 novembre 2020) : p. 8322 p. 8323

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8587

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25** (*Revalorisation des carrières des personnels non médicaux dans les établissements de santé et les Ehpad*) : p. 8685

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11729 p. 11730

BONHOMME (François)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
Les Républicains-A

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis secrétaire le 22 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (22 octobre 2020).

Membre titulaire du comité des finances locales jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 687 (2018-2019)] relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 266 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mettre en place un régime d'opt-in afin de limiter les démarchages téléphoniques abusifs [n° 666 (2019-2020)] (22 juillet 2020) - **Société.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mme Josiane Bigot, présidente du conseil d'administration de la convention nationale de protection de l'enfant.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Patrimoine historique des collectivités territoriales : quels moyens d'action pour les maires ? ».

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Anne Levade, candidate proposée par le Président du Sénat comme membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Rémy Heitz, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris, et de Mme Aude Groualle, vice-procureure, cheffe de la section des mineurs au parquet de Paris.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des lois*) : Contrôle et suivi de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des transports (ART) et Mme Stéphanie Druon, secrétaire générale.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rottner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beaudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, pour la présentation de son rapport annuel d'activité pour 2019.

Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, pour la présentation de son rapport annuel d'activité pour 2019.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition du général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote à distance - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)]** - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 83

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Article 1er (Réforme du fonds de prévention des risques naturels majeurs)** : p. 261 p. 264

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 418

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les démarchages téléphoniques abusifs** - (22 janvier 2020) : p. 455

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux coupures d'électricité dans le Val-de-Marne** - (22 janvier 2020) : p. 459

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 506 p. 507
- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire - Commission mixte paritaire [n° 231 (2019-2020)]** - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 805
- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 869 p. 871 - **Discussion générale** : p. 876 p. 880 p. 881
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la communication du Président de la République** - (5 février 2020) : p. 1334
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1347
- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 279 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1356 p. 1360
- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Article 5** (*Rapport sur la libéralisation du marché de l'énergie*) : p. 1428
- **Débat sur le thème : « L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ? »** - (6 février 2020) : p. 1432
- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1446 p. 1447 p. 1450 p. 1451 - **Article 1er** (*Rationaliser l'utilisation des panneaux électoraux*) : p. 1456 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction*) : p. 1458 - **Article 3 (nouveau)** (*Coordinations outre-mer*) : p. 1461 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1461
- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1535
- **Débat sur l'irresponsabilité pénale** - (18 février 2020) : p. 1545
- **Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 302 (2019-2020)]** - (19 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1606 - **Article 1er** (*Protection de la liberté de choix des utilisateurs non professionnels d'équipements terminaux*) : p. 1609
- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1701 p. 1702 - **Article 1er** (*art. 696-108 à 696-138 nouveaux du code de procédure pénale - Adaptation du code de procédure pénale à la création du Parquet européen*) : p. 1711
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'article 44 du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique** - (26 février 2020) : p. 1772
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs (II)** - (26 février 2020) : p. 1776
- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Deuxième lecture [n° 326 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1790
- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Nouvelle lecture [n° 300 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1792 p. 1797 p. 1800 - **Article 1er** (*art. 6 et 6-2 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation de suppression en une heure et blocage administratif des contenus à caractère terroriste ou pédopornographique ; obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus haineux manifestement illicites*) : p. 1803
- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 296 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 295 (2019-2020)** : p. 1819
- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Commission mixte paritaire [n° 295 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 296 (2019-2020)**.
- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 1er** (*Allongement du congé de deuil pour le décès d'un enfant*) : p. 1903
- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 11** (*Suppression de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer*) : p. 1939 - **Article 14 (supprimé)** (*Suppression du Conseil supérieur de la mutualité*) : p. 1944
- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er bis A** (*Adaptation des règles relatives aux contrats d'insertion*) : p. 4441 - **Article 1er quater AA (nouveau)** (*Mobilisation des réserves des caisses complémentaires des indépendants*) : p. 4460 - **Article additionnel après l'article 1er quater A - Amendement n° 273** (*Français de l'étranger rentrant en France - Délai de carence de trois mois avant de bénéficier du droit à l'assurance maladie - Suspension*) : p. 4463 p. 4464
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (27 mai 2020) : p. 4489 p. 4490
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4542
- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article 1er** (*Réduction de la période prise en compte dans le cadre d'une procédure de déclaration judiciaire de délaissement parental*) : p. 4576 - **Article 2** (*Suppression de l'obligation de proposer des mesures de soutien aux parents délaissants et obligation pour le tribunal judiciaire de statuer dans un délai de deux mois*) : p. 4578 - **Article 3** (*Mention de la forme d'adoption retenue sur le procès-verbal de remise au service de l'aide sociale à l'enfance*) : p. 4578 p. 4579 - **Article 4** (*Conditions de reprise d'un enfant confié à l'aide sociale à l'enfance*) : p. 4580 - **Article 14** (*Délivrance d'un certificat d'authentification de titre d'identité par les douanes*) : p. 4589
- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 468 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5062 p. 5063 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 8** (*Listes d'émargement du premier tour pour le démarchage des électeurs*)

- *Interdiction*) : p. 5067 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 7 et n° 10 (Démarchage en vue de solliciter une procuration d'un électeur - Interdiction)** : p. 5068
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les visites ministérielles** - (3 juin 2020) : p. 5147
- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5162 p. 5163
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation contre les violences policières** - (10 juin 2020) : p. 5541
- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5580 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 3 rectifié bis (Période d'état d'urgence sanitaire - Vote par correspondance pour les scrutins électoraux - Instauration)** : p. 5593
- **Question orale sans débat sur les mesures en faveur de l'accueil des enfants en situation de handicap par les assistantes maternelles** - (16 juin 2020) : p. 5682
- **Question orale sans débat sur la prochaine génération de contrats de plan État-région pour 2021-2027** - (16 juin 2020) : p. 5684
- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 [n° 499 (2019-2020)]** - (16 juin 2020) - **Article 1er (Don de jours de congé sous forme de chèques-vacances)** : p. 5700
- **Projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires - Commission mixte paritaire [n° 509 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5760
- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5886
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5936 p. 5943
- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 320 (2019-2020)]** - (24 juin 2020) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission) (Amélioration des droits des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions concernant les délais de forclusion de saisine de la commission d'indemnisation des victimes d'infractions (CIVI) pour bénéficier du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions (FGTI))** : p. 5952
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5977 p. 5978 p. 5979 p. 5980 p. 5981 p. 5984 p. 5986 p. 5987
- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6056 p. 6058 p. 6059 p. 6062 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission**
- (Mise en place d'une garantie « 85 % du SMIC »)** : p. 6063 p. 6065
- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Commission mixte paritaire [n° 587 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6241 p. 6242
- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 [n° 505 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6246 p. 6248
- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6351 p. 6352 p. 6353 p. 6355 p. 6356
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6370 p. 6374
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6387 p. 6390 p. 6393
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité homme-femme** - (16 juillet 2020) : p. 6412
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ambition écologique du Gouvernement** - (16 juillet 2020) : p. 6417
- **Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie [n° 599 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7100 p. 7101
- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales - Commission mixte paritaire [n° 618 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7114
- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7365
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre les violences à l'encontre des forces de l'ordre** - (14 octobre 2020) : p. 7449
- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7476 p. 7482 p. 7483 - **Article 1er (Relations entre le CESE et les autres instances consultatives)** : p. 7486 - **Article 3 (Saisine du CESE par voie de pétition)** : p. 7490 p. 7491 p. 7492 p. 7493
- **Suite de la discussion** (15 octobre 2020) - **Article 4 (supprimé) (Procédures de consultation du public)** : p. 7505 p. 7508 - **Article 5 (Extension de la procédure simplifiée pour l'adoption des avis du CESE - Suppression des études)** : p. 7509 - **Article 7 (Composition du CESE)** : p. 7512 p. 7513 p. 7514
- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7701
- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7777 p. 7780 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7782 p. 7783 p. 7784 - **Question préalable** : p. 7787 p. 7788 p. 7790 - **Discussion générale** : p. 7795 p. 7796 p. 7799 - **Article 1er (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes)** : p. 7811 p. 7813 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7829

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration** - (28 octobre 2020) : p. 7856

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières** - *Commission mixte paritaire [n° 94 (2020-2021)]* - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8251 p. 8252 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8254

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal [n° 92 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8275 p. 8278 p. 8282 p. 8283 - **Intitulé du projet de loi** : p. 8290

- **Question orale sans débat sur la fréquentation des centres de vacances par les établissements scolaires pour la saison 2021** - (5 novembre 2020) : p. 8327

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 13** (*Prolongement du dispositif d'exonération lié à l'emploi de travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TO-DE)*) : p. 8475 p. 8476

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 35** (*Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire*) : p. 8790

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 402 rectifié** (*Organisme dédié à l'évaluation des médecines complémentaires, alternatives et homéopathiques - Création*) : p. 8857 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 608 rectifié quater** (*Déremboursement des médicaments homéopathiques - Rapport au Parlement*) : p. 8858

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9256 p. 9257 p. 9258 p. 9260

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-42 rectifié, n° I-583 rectifié et n° I-1143 rectifié bis** (*Électricité autoproduite par les projets d'autoconsommation collective - TICFE - Exonération*) : p. 9878 p. 9879 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-40 rectifié ter, n° I-454 rectifié bis, n° I-1004 rectifié bis et n° I-41 rectifié** (*Services départementaux d'incendie et de secours - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération*) : p. 9883

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-110 rectifié, n° I-254, n° I-567 et n° I-1230 rectifié** (*Produits non fermentescibles - Produits non couverts par la responsabilité élargie des producteurs (REP) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont - Instauration*) : p. 9952 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-568** (*Produits en plastique non couverts par la responsabilité élargie des producteurs (REP) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont - Instauration*) : p. 9953 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-569 et n° I-906 rectifié** (*Produits en plastique à partir de résine vierge - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont - Instauration*) : p. 9953 p. 9955 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-119 rectifié et n° I-576** (*État d'urgence sanitaire - Collectivités territoriales - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Exonération*) : p. 9956 - **Article**

additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-115 rectifié et n° I-572 (*Collectivités territoriales - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Déchets résiduels - Franchise annuelle*) : p. 9957 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-118 rectifié et n° I-575** (*Résidus issus d'unités de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) - Taxe générale sur les activités polluante (TGAP) - Exonération*) : p. 9957 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-328 rectifié ter, n° I-570 et n° I-623 rectifié** (*Collectivités territoriales - Déchets - Réduction du stockage - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réfaction*) : p. 9960 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-109 rectifié bis, n° I-140 rectifié, n° I-256, n° I-301 rectifié ter, n° I-566 et n° I-590 rectifié ter** (*Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Augmentation - Report*) : p. 9962 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-573** (*Biogaz de récupération - Valorisation en biométhane - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réduction*) : p. 9963 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-117 rectifié et n° I-574** (*Résidus à haut pouvoir calorifique inférieur (PCI) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réfaction - Élargissement*) : p. 9963 p. 9964 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-121 rectifié et n° I-577** (*Rendement énergétique - Modalités de calcul - Assouplissement*) : p. 9966 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-571, n° I-624 rectifié et n° I-907 rectifié** (*Collectivités territoriales - Déchets - Réduction du stockage - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réfaction - Création*) : p. 9967 p. 9968 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-17 rectifié ter, n° I-292 rectifié bis, n° I-362 rectifié septies, n° I-555 rectifié, n° I-805 rectifié et n° I-959 rectifié bis** (*Crise sanitaire - Pertes fiscales - Compensation intégrale*) : p. 10005 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-578 rectifié** (*Crise sanitaire - Collectivités territoriales - Gestion des déchets - Surcoûts - Compensation - Instauration*) : p. 10010 - **Article 22 bis (nouveau)** (*Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales*) : p. 10026 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-15 rectifié ter, n° I-361 rectifié septies, n° I-554 rectifié, n° I-803 et n° I-956 rectifié bis** (*Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence*) : p. 10031 - **Article 23 bis (nouveau)** (*Institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État en faveur de certains contributeurs au Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) ayant subi une contraction de leurs bases de cotisation foncière des entreprises*) : p. 10046 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement*) : p. 10055

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 10073 - **Article 24 bis (nouveau)** (*Taxe pour frais des chambres d'agriculture et restructuration du réseau - Clarification*) : p. 10091

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'immigration** - (25 novembre 2020) : p. 10101

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évacuation de la ZAD du Carnet** - (25 novembre 2020) : p. 10113

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 55 sexies - Amendement n° II-796 rectifié bis** (*Mayotte -*

Étrangers en situation irrégulière - Coût des soins - Rapport au Parlement : p. 11041

Sécurités - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11081 p. 11085 p. 11088 p. 11089

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11092 p. 11093

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11153 p. 11155

Justice

- (4 décembre 2020) : p. 11208 p. 11210 - **État B** : p. 11220 p. 11221 p. 11228

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article 38 (Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)** : p. 11300 p. 11302

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des principes de la République** - (9 décembre 2020) : p. 11707

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale** - (9 décembre 2020) : p. 11714

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la procédure judiciaire liée à l'attentat de Nice** - (9 décembre 2020) : p. 11719

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coopération transfrontalière dans la lutte contre la covid-19** - (16 décembre 2020) : p. 11953

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réouverture des lieux culturels (II)** - (16 décembre 2020) : p. 11954

BONNEAU (François)
sénateur (Charente)
UC-A

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale**.

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 13 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition conjointe de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Erik Orsenna de l'Académie française.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de M. Joël Meyer, ambassadeur de France au Mali.

BONNE (Bernard)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 30 septembre 2020.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (2020-2022) - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Risques liés au coronavirus Covid-19 et les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre sa transmission - Audition.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-Yves Grall, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et de Pierre Pribile, directeur général de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté (en téléconférence).

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France, président du département de Charente-Maritime.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (par visioconférence).

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de MM. Jean-Louis Rey, président du conseil d'administration de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et Anthony Requin, directeur général de l'Agence France-Trésor.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Examen et adoption du rapport.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 238 (2019-2020)] - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 398 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 417

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 474

- **Mises au point au sujet de votes** - (28 janvier 2020) : p. 634

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 238 (2019-2020)] (*suite*) - (29 janvier 2020) - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 750 - **Article 21** (*Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées*) : p. 756

- **Question orale sans débat relative à la conséquence du projet de loi relatif à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique sur les conseils de développement** - (18 février 2020) : p. 1501

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1533 p. 1534

- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant** [n° 350 (2019-2020)] - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1901

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie** [n° 558 (2019-2020)] - (1er juillet 2020) - **Article 2** (**Texte non modifié par la commission**) (*Affectation d'une fraction de contribution sociale généralisée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie*) : p. 6182 - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6186 p. 6191

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »** [n° 18 (2020-2021)] - (13 octobre 2020) - **Article 4** (*Prolongation et extension de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée »*) : p. 7379 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 61 rectifié bis** (*Expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » - Financement des moyens nécessaires en ingénierie - Rapport au Parlement*) : p. 7383 - **Article 6** (*Contractualisation et modalités d'application*) : p. 7391 p. 7392 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7407

- **Question orale sans débat relative aux critères de répartition du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle** - (5 novembre 2020) : p. 8304 p. 8305

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)]

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 120 rectifié bis** (Aide à domicile - Exonération - Critères d'éligibilité des établissements - Clarification) : p. 8417 p. 8418 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 118 rectifié bis et n° 254 rectifié bis** (Aide à domicile - Exonération - Critères d'éligibilité des établissements - Clarification) : p. 8419 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 119 rectifié bis et n° 255 rectifié bis** (Établissements à but non lucratif - Bénéfice de certaines exonérations - Simplification) : p. 8419

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie) : p. 8583 p. 8602 p. 8606 p. 8610

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article 22** (Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions sur les recettes du FRR et du FSV) : p. 8663 p. 8664

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 25 A - Amendement n° 8 rectifié quater** (Objectif national de dépenses d'assurance maladie (ONDAM) - Concertation de tous les acteurs de la santé) : p. 8676 - **Article additionnel avant l'article 25 A - Amendement n° 11 rectifié ter** (Mises en

réserve du PLFSS - Répartition - Extension aux soins de ville) : p. 8677 - **Article 25 A (nouveau)** (Soutien financier de la CNSA aux départements au titre de leur action en faveur des professionnels des SAAD) : p. 8679 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 475 rectifié** (Cotisations dues par les professionnels de santé - Négociations pluriprofessionnelles - Réouverture) : p. 8687 - **Article 26** (Relancement de l'investissement pour la santé) : p. 8696

- Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-109 rectifié bis, n° I-140 rectifié, n° I-256, n° I-301 rectifié ter, n° I-566 et n° I-590 rectifié ter** (Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Augmentation - Report) : p. 9962

Seconde partie :

Sécurités - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11077

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale** - (9 décembre 2020) : p. 11714

BONNECARRÈRE (Philippe)
sénateur (Tarn)
UC

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; puis membre le 7 octobre 2020.

Secrétaire de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (4 mai 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (22 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (22 octobre 2020).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 283 (2018-2019)] visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 233 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Collectivités territoriales - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 283 (2019-2020)] relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée [n° 335 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Justice - Union européenne**.

Proposition de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et le suivi des condamnés terroristes à leur sortie de détention [n° 360 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Adhésion de l'Union européenne à la convention européenne des droits de l'Homme [n° 562 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Asile, immigration, intégration et nationalité [n° 144 tome 2 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée [n° 230 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Justice - Union européenne**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Filip Vuèak, ambassadeur de Croatie en France.

(*commission des lois*) : Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Migaud, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Rémy Heitz, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris, et de Mme Aude Groualle, vice-procureure, cheffe de la section des mineurs au parquet de Paris.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des lois*) : Contrôle et suivi de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Pascale Andréani, ambassadrice de France en Hongrie (par téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Respect de l'État de droit en Europe dans le contexte de la pandémie de Covid-19 - Communication et examen d'un avis politique de M. Philippe Bonnacarrère (par téléconférence).

Réunion du lundi 22 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Adhésion de l'Union européenne à la convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) - Examen du rapport d'information de MM. Philippe Bonhecarrère et Jean-Yves Leconte.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

(*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Laura Kövesi, Premier chef du Parquet européen.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Ylva Johansson, commissaire européenne chargée des affaires intérieures.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Dominique Perben, à la suite de son rapport sur l'avenir de la profession d'avocat.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de crise entre les États-Unis et l'Iran** - (8 janvier 2020) : p. 73

- **Question orale sans débat sur l'extension des effets du fonds de garantie aux accidents médicaux** - (14 janvier 2020) : p. 165

- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 234 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 332 - **Article unique** (*Droit à régularisation en cas d'erreur*) : p. 340 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2** (*Demande de subventions des collectivités locales au titre des dotations d'État - Droit à l'erreur - Création*) : p. 340

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1697 - **Article 1er** (*art. 696-108 à 696-138 nouveaux du code de procédure pénale - Adaptation du code de procédure pénale à la création du Parquet européen*) : p. 1711 p. 1712 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 29** (*Procureurs européens délégués - Déclenchement de procédure*) : p. 1713 - **Article 2** (*art. 211-19, 212-6-1, 213-13 et 312-8 nouveaux du code de l'organisation judiciaire - Compétence du tribunal judiciaire de Paris pour connaître des infractions portant atteinte aux intérêts financiers de l'Union européenne*) : p. 1714 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 32 rectifié** (*Parquet national anti-terroriste - Relocalisation à Rennes*) : p. 1715 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 15 rectifié bis** (*Lutte contre les atteintes à l'environnement - Juridictions françaises - Compétence extra-territoriale - Institution*) : p. 1717 - **Article 6** (*art. 706-76, 706-95-13 et 706-95-15 du code de procédure pénale - Coordinations rédactionnelles dans le code de procédure pénale*) : p. 1718 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 18 rectifié bis** (*Code de l'environnement - Infractions - Amendes - Modulation par le juge*) : p. 1721 p. 1722 - **Article 8** (*art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement*) : p. 1725 p. 1730 p. 1731 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 8 rectifié** (*Gardes particuliers assermentés - Actions de police judiciaire - Harmonisation et simplification*) : p. 1732 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 38** (*Parquet national financier (PNF) - Fraude fiscale - Traitement des dossiers - Droit d'évocation des affaires*) : p. 1733 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 14 rectifié** (*Délinquance et criminalité environnementale - Champ des infractions relevant de la délinquance et de la criminalité organisées - Inclusion*) : p. 1733 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 16 rectifié** (*Mise en danger de la vie d'autrui - Activité polluante*) : p. 1735 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 17 rectifié** (*Atteinte à l'environnement - Mise en danger de la vie d'autrui - Circonstance aggravante*) : p. 1736 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 2** (*Atteintes d'origine environnementale à la santé - Mise en danger d'autrui - Délit*

spécifique - *Création*): p. 1736 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 44** (*Crime d'écocide - Création*): p. 1737 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 19 rectifié bis** (*Infraction générique d'atteinte volontaire à l'environnement - Création*): p. 1738 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 20 rectifié** (*Mise en danger de l'environnement - Délit spécifique - Création*): p. 1739 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 7 rectifié** (*Lutte contre les atteintes à l'environnement - Agents de police municipale - Gardes particuliers assermentés - Compétence - Clarification*): p. 1740 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 23 rectifié et n° 53** (*Fonctionnaires et agents commissionnés et assermentés de l'environnement - Mission de police judiciaire - Serment par écrit - Dispense*): p. 1741 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 22 rectifié et n° 52** (*Inspecteurs de l'environnement - Autorités compétentes des autres États membres de l'Union européenne - Échanges d'information ou de document - Autorisation*): p. 1741 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 24 rectifié et n° 54** (*Cessation d'exploitation - Mise en demeure de remise en état - Violation - Peines encourues*): p. 1742 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 21 rectifié et n° 51** (*Rejet des eaux de ballast dans les eaux territoriales françaises - Immobilisation du navire*): p. 1743 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 45** (*Zones de montagne - Atterrissage d'aéronefs à des fins de loisirs - Interdiction*): p. 1743 - **Article 9** (art. 18, 77-1, 77-1-1, 393, 398-1, 510, 512, 706-25-12, 706-53-10, 706-112-1 et 711 du code de procédure pénale - *Champ des autorisations délivrées par le parquet aux officiers et agents de police judiciaire pour la réquisition de personnes qualifiées au cours de l'enquête préliminaire - Ajustement de diverses mesures de procédure pénale*): p. 1745 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 4** (*Utilisation de la procédure de convention judiciaire d'intérêt public - Rapport au Parlement*): p. 1746 - **Article 11** (art. 1633-1 [nouveau] du code des transports; art. 230-19 du code de procédure pénale; art. 20-4 de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 et art. 121-8 [nouveau] du code de la justice pénale des mineurs - *Création d'une peine complémentaire d'interdiction de paraître dans les transports en commun*): p. 1747 - **Article 12** (art. 17-1 [nouveau] de l'ordonnance n° 2016-728 du 2 juin 2016 relative au statut de commissaire de justice, art. 6-3 [nouveau] de l'ordonnance n° 45-2590 du 2 novembre 1945 relative au statut du notariat, art. L. 444-2 et L. 444-7 du code de commerce - *Contributions volontaires obligatoires pour le financement d'aides à l'installation ou au maintien de commissaires de justice et de notaires*): p. 1748 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 50** (*Régime autonome de retraites des avocats - Maintien*): p. 1749

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution - Commission mixte paritaire [n° 296 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 295 (2019-2020)** : p. 1822

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet - Commission mixte paritaire [n° 295 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 296 (2019-2020)**.

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1880

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 3814

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article 6** (*Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19*) : p. 3926 p. 3929 p. 3932 p. 3935 p. 3936 p. 3939

p. 3942 p. 3943 p. 3948 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3955

- **Question orale sans débat sur l'application de l'article L. 231-9 du code de la sécurité sociale aux enseignants** - (26 mai 2020) : p. 4389

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)]** - (22 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5790 - **Article 1er** (*Création d'un régime ad hoc de sortie de la crise sanitaire*) : p. 5803 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation de la durée de conservation de certaines données personnelles collectées par les systèmes d'information de santé pour lutter contre l'épidémie*) : p. 5816 - **Article 3** (*Application des mesures de quarantaine et de placement en isolement en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française*) : p. 5817 - **Article 4** (*Application de l'article 1er en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie française*) : p. 5819

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'urgence et aux conditions du plan de relance économique** - (24 juin 2020) : p. 5922

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 12 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7461

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Article 6** (*Modification du régime constitutionnel des territoires ultramarins*) : p. 7598

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8035 p. 8036

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er** (*Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 8052 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 20 rectifié** (*Régime des amendes forfaitaires - Extension à la Polynésie*) : p. 8064

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 91** (*Décret de convocation des électeurs pour les élections de 2021 - Date limite de publication*) : p. 8123 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8128

- **Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)]** - (5 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8343 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8364

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) - **Article 54 sexies (nouveau)** (*Révision à la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque pour les contrats conclus entre 2006 et 2011*) : p. 10383

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11093 - **État B** : p. 11104

Justice

- (4 décembre 2020) : p. 11211 - **État B** : p. 11227

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle lecture [n° 209 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11866

- **Proposition de loi relative à la répartition des sièges de conseiller à l'assemblée de Guyane entre les sections électorales [n° 207 (2020-2021)]**- (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11875

- **Question orale sans débat relative à la contradiction entre le droit de l'environnement, le droit agricole et le droit de l'urbanisme** - (15 décembre 2020) : p. 11925 p. 11926

- **Projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée - Commission mixte paritaire [n° 231 (2020-2021)]**- (16 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11967 - **Article 14** : p. 11988

BONNEFOY (Nicole)
sénatrice (Charente)
SOCR, puis SER

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Rapporteuse de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)] (5 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'organisation d'états généraux pour une relance sociale et écologique [n° 439 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Environnement - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] - **Risques industriels : prévenir et prévoir pour ne plus subir - Rapport [n° 480 tome 1 (2019-2020)]** (2 juin 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, sur la proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête afin d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, de recueillir des éléments d'information sur les conditions dans lesquelles les services de l'État contrôlent l'application des règles applicables aux installations classées et prennent en charge les accidents qui y surviennent ainsi que leurs conséquences et afin de tirer les enseignements sur la prévention des risques technologiques [n° 20 (2019-2020)] - Risques industriels : prévenir et prévoir pour ne plus subir - Auditions [n° 480 tome 2 (2019-2020)] (2 juin 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de MM. les professeurs André Picot, président de l'association Toxicologie Chimie, Patrick Lagadec, directeur de recherche honoraire à l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Table ronde relative à l'exposition du quotidien aux perturbateurs endocriniens.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur les déserts médicaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de M. Loïc Le Dréau, directeur des Opérations de Paris et représentant légal de la succursale française de FM Insurance Europe SA.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Audition des unions régionales des professionnels de santé de Normandie.

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, Mmes Anne-Marie Couderc, présidente non exécutive du groupe Air France-KLM, Anne Rigail, directrice générale d'Air France, et Anne-Sophie Le Lay, secrétaire générale du groupe Air France-KLM et d'Air France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication de Mme Nicole Bonnefoy sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur le secteur des transports aériens (en visioconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en téléconférence, de M. Gaël Giraud, économiste, sur la « relance verte ».

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de

l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*): Audition de MM. Philippe Dorge, directeur général adjoint du groupe La Poste en charge des services Courrier-Colis, et Thierry Chardy, fondateur et directeur général de la startup Ma Ville Mon Shopping.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des lois*): Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le risque routier et sanitaire lié au trafic de poids lourds entre Poitiers et Bordeaux** - (14 janvier 2020) : p. 158 p. 159

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 246 p. 247 p. 257 - **Article 1er (Réforme du fonds de prévention des risques naturels majeurs)** : p. 262 p. 264 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 274

- **Question orale sans débat sur le dispositif de soutien aux victimes de l'épisode de sécheresse-réhydratation des sols de 2018** - (16 juin 2020) : p. 5664 p. 5665

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6082

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11804 p. 11808

BONNUS (Michel)
sénateur (Var)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du Logement.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les perspectives d'un déconfinement** - (12 novembre 2020) : p. 8556 p. 8557

BORCHIO FONTIMP (Alexandra)
sénatrice (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 20 octobre 2020.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 16 décembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Denis Masseglia, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à l'audiovisuel et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme de travail de la délégation pour 2021.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la précarisation de la société** - (18 novembre 2020) : p. 9181

BORÉ (Patrick)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

Devenu sénateur le 3 août 2020 (en remplacement de Mme Sophie Joissains, démissionnaire de son mandat).

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale du 9 août 2020 au 5 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

BORIES (Pascale)
sénatrice (Gard)
Les Républicains

Démissionnaire (incompatibilité mandats locaux) le 17 juin 2020.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 17 juin 2020.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 419

BORNE (Élisabeth)
*ministre de la transition écologique et
 solidaire*
(jusqu'au 3 juillet 2020)
*ministre du travail, de l'emploi et de
 l'insertion*
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-234 du 11 mars 2020 modifiant le champ d'application du permis d'armement et du régime des fouilles de sûreté des navires [n° 561 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Défense - Transports.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-638 du 27 mai 2020 portant diverses dispositions sociales pour faire face à l'épidémie de covid-19 et l'ordonnance n° 2020-737 du 17 juin 2020 modifiant les délais applicables à diverses procédures en matière sociale et sanitaire afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19 [n° 645 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-770 du 24 juin 2020 relative à l'adaptation du taux horaire de l'allocation d'activité partielle [n° 671 (2019-2020)] (22 juillet 2020) - **Travail.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-933 du 29 juillet 2020 relative aux conditions d'exercice d'activités maritimes accessoires et à l'adaptation des conditions d'exercice de certaines activités maritimes aux voyages à proximité du littoral [n° 62 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Questions sociales et santé - Transports.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux coupures d'électricité dans le Val-de-Marne** - (22 janvier 2020) : p. 459

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ostréiculture** - (29 janvier 2020) : p. 741

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de gestion de l'eau** - (29 janvier 2020) : p. 744

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim** - (26 février 2020) : p. 1777 p. 1778

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Convention citoyenne** - (24 juin 2020) : p. 5921

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hydrogène, une priorité dans la transition énergétique française** - (24 juin 2020) : p. 5928

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux propositions de la Convention citoyenne pour le climat** - (24 juin 2020) : p. 5929

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6082 p. 6085 p. 6086 p. 6087 p. 6088 p. 6089 p. 6090 p. 6091 p. 6092

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim (I)** - (1er juillet 2020) : p. 6142 p. 6143

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim (II)** - (1er juillet 2020) : p. 6143

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Convention citoyenne pour le climat** - (1er juillet 2020) : p. 6144 p. 6149

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique sociale** - (8 juillet 2020) : p. 6229

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chômage des jeunes** - (16 juillet 2020) : p. 6419

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »** [n° 18 (2020-2021)] - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7351 p. 7364 p. 7365 - **Article 4** (*Prolongation et extension de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée »*) : p. 7376 p. 7377 p. 7380 p. 7381 p. 7382 p. 7383 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 61 rectifié bis** (*Expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » - Financement des moyens nécessaires en ingénierie - Rapport au Parlement*) : p. 7384 - **Article 5** (*Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) : p. 7387 p. 7388 p. 7389 p. 7390 - **Article 6** (*Contractualisation et modalités d'application*) : p. 7392 p. 7393 p. 7394 p. 7395

- **Question d'actualité au Gouvernement relatif au télétravail** - (18 novembre 2020) : p. 9177

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) : p. 11139 p. 11141 p. 11142 - **État B** : p. 11146 p. 11148 p. 11149 p. 11150 p. 11152 p. 11153 p. 11154 p. 11155 p. 11156 - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° II-1082 rectifié ter** (*Pôle Emploi - Lutte contre la fraude - Agents assermentés - Droit de communication*) : p. 11157 - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° II-1305 rectifié** (*Opérateurs de compétences (OPCO) - Contributions conventionnelles et volontaires - Extension à l'apprentissage*) : p. 11158 - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° II-1304 rectifié** (*Bénéficiaires des dispositifs de remobilisation et d'orientation en amont de la formation professionnelle - Couverture sociale et rémunération - Octroi*) : p. 11158

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la création d'un million d'emplois pour les jeunes** - (9 décembre 2020) : p. 11710

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOCR

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant du comité consultatif du secteur financier.

Membre suppléant du Conseil national d'évaluation des normes.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La politique de développement de l'agriculture biologique : une évaluation [n° 277 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financements publics consacrés à l'agriculture biologique - Communication.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Refonte de la péréquation - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1672

BOUAD (Denis)
sénateur (Gard)
SER

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

BOUCHET (Gilbert)
sénateur (Drôme)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 733 (2018-2019)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Tchad relatif aux services aériens et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Angola relatif aux services aériens [n° 262 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Transports**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports**.

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à étendre les obligations en matière de responsabilité sociétale des entreprises aux sociétés par actions simplifiées [n° 728 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 727 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi permettant aux salariés ou à tout agent du secteur public de s'absenter de son poste de travail pour participer à des campagnes de collecte de sang [n° 31 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 485 (2019-2020)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes [n° 87 (2020-2021)] (28 octobre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'événementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à la stérilisation obligatoire des chats errants [n° 128 (2020-2021)] (16 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Tchad relatif aux services aériens et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République d'Angola relatif aux services aériens - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur la mise en œuvre des dispositifs pour les ETI-PME-TPE, sur les perspectives d'organisation de sortie de crise et sur la numérisation des PME-TPE.

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, référent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du lundi 27 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Laurent Benoudiz, président de l'Ordre des experts comptables de Paris-Île-de-France, et Mickaël Brun, secrétaire général, afin de faire le point sur l'impact de la crise du coronavirus sur les ETI-PME-TPE et la préparation de la sortie de crise.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur « La situation des travailleurs indépendants ».

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Audition de S. E. Mme Hasmik Tolmajyan, ambassadrice d'Arménie en France.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les réponses des acteurs de la politique d'aide aux entreprises apportées aux difficultés des entreprises françaises à l'étranger.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes [n° 88 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8236

BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline)
sénatrice (Paris)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020 ; puis secrétaire le 22 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de la société en charge de l'audiovisuel extérieur de la France.

Membre titulaire du conseil supérieur de l'Agence France Presse.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate, sur les conséquences du confinement et les perspectives du déconfinement.

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le secteur du sport - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports (par téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur les politiques publiques en matière de jeunesse et de vie associative - Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Jeunesse et vie associative » et « Action culturelle extérieure » - Communications (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux du groupe de travail sur le secteur « Sport » - Communications.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de M. François Baroin, maire de Troyes et président de l'Association des maires de France, M. Frédéric Bierry, président du département du Bas-Rhin et président de la commission « affaires sociales et solidarité » de l'Association des départements de France, et Mme Anne Hidalgo, maire de Paris.

Réunion du jeudi 3 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mme Katia Julienne, directrice générale de l'offre de soins au ministère des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur la politique de dépistage.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille.

Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des acteurs institutionnels.

Réunion du mardi 22 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Christophe Castaner, ancien ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 24 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de MM. Yannick Blanc, président, et François de Jouvenel, délégué général, de Futuribles sur l'utilité et les méthodes de la prospective.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la création, transmission des savoirs et démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Erik Orsenna de l'Académie française.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève** [n° 281 (2019-2020)] - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 880

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions** - *Commission mixte paritaire* [n° 423 (2019-2020)] - (9 mai 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4196

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales** [n° 483 (2019-2020)] - (9 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5347

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mineurs délinquants étrangers** - (24 juin 2020) : p. 5930

- **Proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne** [n° 533 (2019-2020)] - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6013

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire** [n° 79 (2020-2021)] - (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 2 rectifié ter et n° 30** (*Assemblées générales des conseils de prud'hommes - Détention de deux pouvoirs - Autorisation*) : p. 8102

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)]

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 956 rectifié bis, n° 693 rectifié bis et n° 958 rectifié bis** (*Embauche - Exonération des cotisations patronales - Extension aux secteurs des travaux agricoles et du paysage*) : p. 8477

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 41 rectifié quater, n° 63 rectifié bis et n° 654 rectifié bis** (*Commission des équipements matériels lourds auprès de l'UNCAM - Suppression*) : p. 8754

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 402 rectifié** (*Organisme dédié à l'évaluation des médecines complémentaires, alternatives et homéopathiques - Création*) : p. 8857

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1099, n° I-239, n° I-625 rectifié, n° I-875 rectifié, n° I-1074 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-331 rectifié bis, n° I-909 rectifié, n° I-305 rectifié, n° I-240 et n° I-487 rectifié** (*Activités de réparation et réemploi - Taux de TVA réduit - Application*) : p. 9725 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-1167 rectifié, n° I-710 rectifié bis et n° I-888 rectifié** (*Logements locatifs intermédiaires - Régime fiscal - Simplification*) : p. 9759

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56** (*Mise en œuvre de la subvention exceptionnelle versée à France compétences*) : p. 10568

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10976

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure** - *Nouvelle lecture* [n° 209 (2020-2021)] - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11869

BOULOUX (Yves)
sénateur (Vienne)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Hervé Guillou, président-directeur général de Naval Group.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Enrique Martinez, directeur général du groupe Fnac Darty.

Réunion du jeudi 5 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au Plan.

Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique scolaire du Gouvernement** - (22 janvier 2020) : p. 461 p. 462

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre**

aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)] - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 880

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-469 rectifié, n° I-500 rectifié bis et n° I-774 rectifié bis** (*Entreprises de transport aérien - Taxes perçues sur les billets - TVA - Suppression*) : p. 9893

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-17 rectifié ter, n° I-292 rectifié bis, n° I-362 rectifié septies, n° I-555 rectifié, n° I-805 rectifié et n° I-959 rectifié bis** (*Crise sanitaire - Pertes fiscales - Compensation intégrale*) : p. 10004 - **Article 22 bis (nouveau)** (*Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales*) : p. 10026 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-15 rectifié ter, n° I-361 rectifié septies, n° I-554 rectifié, n° I-803 et n° I-956 rectifié bis** (*Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence*) : p. 10030 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-16 rectifié bis, n° I-264 rectifié, n° I-804 et n° I-957 rectifié** (*Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence*) : p. 10031 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement*) : p. 10055 p. 10056 p. 10057

BOURGI (Hussein)
sénateur (Hérault)
SER

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 149 (2020-2021)] (24 novembre 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'attitude de la France vis-à-vis de l'Arabie Saoudite** - (18 novembre 2020) : p. 9184

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Sécurités - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11081

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion** [n° 177 (2020-2021)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11784

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles - Commission mixte paritaire** [n° 194 (2020-2021)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 222 (2020-2021)** : p. 11838

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales - Commission mixte paritaire** [n° 222 (2020-2021)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

BOURGUIGNON (Brigitte)
ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les déserts médicaux en Seine-Maritime** - (21 juillet 2020) : p. 7074

- **Question orale sans débat sur la fraude sociale** - (21 juillet 2020) : p. 7075

- **Question orale sans débat sur l'avenir du centre médico-psychologique de l'enfant et de l'adolescent à Château-Gontier-sur-Mayenne** - (21 juillet 2020) : p. 7076

- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux en Haute-Garonne et la nécessité de création de maisons de santé** - (21 juillet 2020) : p. 7077

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des lymphœdèmes post-cancer** - (21 juillet 2020) : p. 7078

- **Question orale sans débat sur l'élargissement de la prime « grand âge »** - (21 juillet 2020) : p. 7079

- **Question orale sans débat sur la lisibilité par les personnes malvoyantes des dates de péremption figurant sur les boîtes de médicaments** - (21 juillet 2020) : p. 7079

- **Question orale sans débat sur l'organisation de l'État en Guyane face aux crises sanitaires** - (21 juillet 2020) : p. 7080

- **Question orale sans débat sur le point de situation du dispositif « 400 médecins »** - (21 juillet 2020) : p. 7081

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture** [n° 655 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 656 (2019-2020)** : p. 7210 p. 7217 - **Question préalable** : p. 7218

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture** [n° 656 (2019-2020)] - **Discussion générale**

commune avec celle du projet de loi organique n° 655 (2019-2020). - (22 juillet 2020) - **Question préalable** : p. 7219

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire** [n° 79 (2020-2021)] - (29 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 8039 p. 8047 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 38** (*Capacité hospitalière de la France - Rapport au Parlement*) : p. 8048 - **Article 1er** (*Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 8050 p. 8051 p. 8052 p. 8053 p. 8054 p. 8056 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 41, n° 59 rectifié et n° 39 rectifié** (*Gestion d'une crise sanitaire - Équilibres institutionnels - Renforcement des pouvoirs du Parlement*) : p. 8057 p. 8059 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42** (*Comité national de suivi de l'état d'urgence sanitaire - Instauration*) : p. 8060 - **Article 2 (supprimé)** (*Régime intermédiaire en sortie d'état d'urgence sanitaire*) : p. 8060 p. 8061 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 32** (*Obligation de test pour tout moyen de transport - Institution*) : p. 8061 p. 8062 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 43** (*Participation de l'assurance-maladie à une prise en charge totale des masques et des tests de dépistage - Rapport au Parlement*) : p. 8062 p. 8063 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 20 rectifié** (*Régime des amendes forfaitaires - Extension à la Polynésie*) : p. 8064 - **Article 3** (*Prolongation de l'autorisation de mise en œuvre des systèmes d'information dédiés à la lutte contre l'épidémie de Covid*) : p. 8066 p. 8067 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 26 rectifié bis** (*Infirmiers exerçant dans un pôle, une maison ou dans un centre de santé - Pratique d'actes avancés - Autorisation à titre dérogatoire*) : p. 8068 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 45 et n° 61** (*Personnes détenues dans des établissements privés de liberté - Conditions sanitaires - Rapport au Parlement*) : p. 8069 - **Article 3 sexies (nouveau)** (*Maintien des prestations aux personnes en situation de handicap*) : p. 8073 - **Article 3 septies (nouveau)** (*Assouplissement des conditions de délibération des collectivités territoriales*) : p. 8074 - **Article additionnel après l'article 3 septies - Amendement n° 12 rectifié** (*Syndicats mixtes fermés et syndicats mixtes ouverts restreints - Réunion par visioconférence ou audioconférence - Autorisation*) : p. 8075 - **Article 3 octies (nouveau)** (*Report de certaines compétences entre les communes et les EPCI à fiscalité propre*) : p. 8076 - **Article 3 nonies (nouveau)** (*Compensation de la perte de revenus subie par les salariés placés en position d'activité partielle*) : p. 8076 - **Article 3 undecies (nouveau)** (*Adaptation des conditions de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de*

personnalité morale de droit privé): p. 8078 - **Article 3 terdecies (nouveau)** (Conditions financières de résolution des contrats de voyages touristiques et de séjours et des contrats dans les secteurs de la culture et du sport) : p. 8079 p. 8080 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendements n° 50, n° 51 et n° 75 rectifié** (État d'urgence sanitaire - Licenciements - Interdiction jusqu'à la fin des mesures d'accompagnement des entreprises) : p. 8082 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendement n° 29** (Réserve civile de la police nationale - Nombre maximal de vacances - Prolongation en 2021 - Autorisation) : p. 8084 - **Article 4** (Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances) : p. 8086 p. 8087 p. 8089

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 4** (Contribution au financement de la prime Covid-19 pour les personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)) : p. 8413 p. 8414 p. 8415 p. 8416 - **Article 4 bis (nouveau)** (Rapport sur le bilan de l'expérimentation de la réforme du financement de l'aide à domicile) : p. 8417 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendement n° 120 rectifié bis** (Aide à domicile - Exonération - Critères d'éligibilité des établissements - Clarification) : p. 8418 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 118 rectifié bis et n° 254 rectifié bis** (Aide à domicile - Exonération - Critères d'éligibilité des établissements - Clarification) : p. 8419 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 119 rectifié bis et n° 255 rectifié bis** (Établissements à but non lucratif - Bénéfice de certaines exonérations - Simplification) : p. 8420

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 10** (Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de covid-19 au titre de 2021) : p. 8461 p. 8462 p. 8463 p. 8464 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 29 rectifié quater, n° 323 rectifié ter, n° 524 rectifié quinquies et n° 788 rectifié** (Abattements de cotisations sociales - Extension aux Ehpad et USLD du secteur public) : p. 8482 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 862** (Exonérations de charges patronales - Extension aux entreprises situées dans une zone de développement prioritaire) : p. 8483

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 262 rectifié ter** (Comité économique des produits de santé (CEPS) - Nouveaux critères de fixation des prix des produits de santé - Prise en considération) : p. 8640 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 272 rectifié bis** (Biosimilaires - Abattement identique à celui des spécialités génériques - Instauration) : p. 8641 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 302 rectifié bis** (Médicaments dérivés du sang - Contribution sur le chiffre d'affaires - Exonération) : p. 8642 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 804 rectifié bis** (Stockage de quatre mois pour les médicaments à intérêt thérapeutique majeur - Obligation - Compensation financière) : p. 8643 - **Article 17 bis (nouveau)** (Assiette de la clause de sauvegarde des dispositifs médicaux) : p. 8646 - **Article 17 quater (nouveau)** (Demande de rapport sur les clauses de sauvegarde des produits de santé) : p. 8647 - **Article additionnel après l'article 17 quater - Amendement n° 808 rectifié** (Droit d'action directe à l'encontre des assureurs des anciens centres de transfusion sanguine (CTS) - Extension aux tiers payeurs) : p. 8648 - **Article 18** (Financement de la branche autonomie et transferts financiers entre la Sécurité sociale et l'État et les régimes de sécurité sociale) : p. 8649 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 981** (Transmission d'informations par les entreprises pharmaceutiques au Comité économique des produits de santé (CEPS) - Renforcement) : p. 8650 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 971 et n° 923** (Allègement de cotisations patronales d'assurance maladie (CICE) - Suppression progressive) : p. 8651 - **Article additionnel après**

l'article 18 - Amendement n° 925 (Allègement de cotisations patronales « CICE » - Suppression) : p. 8651 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 972** (Allègement CICE - Minoration en fonction des pratiques des entreprises) : p. 8652 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 924** (Allègements de cotisation patronale « CICE » - Obligations en matière sociale, environnementale et fiscale - Conditions) : p. 8653 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 967 rectifié, n° 968, n° 571 et n° 964** (Bas salaires - Exonérations de cotisations sociales patronales (Réduction « Fillon ») - Suppression) : p. 8655 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 973** (Allègement de cotisations patronales familiales - Champ d'application - Restriction) : p. 8656 - **Article 19** (Compensation des exonérations - Montant) : p. 8657 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 965** (Expérimentation « Objectif 32 heures ») : p. 8658 - **Article 22** (Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions sur les recettes du FRR et du FSV) : p. 8661 p. 8662 p. 8663 - **Article 24 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 8665 p. 8671 p. 8674

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 25 A - Amendement n° 12 rectifié ter** (Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) - Maîtrise des dépenses des soins de ville - Mécanisme de régulation - Instauration) : p. 8675 - **Article additionnel avant l'article 25 A - Amendement n° 8 rectifié quater** (Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) - Concertation de tous les acteurs de la santé) : p. 8676 - **Article additionnel avant l'article 25 A - Amendement n° 11 rectifié ter** (Mises en réserve du PLFSS - Répartition - Extension aux soins de ville) : p. 8677 - **Article 25 A (nouveau)** (Soutien financier de la CNSA aux départements au titre de leur action en faveur des professionnels des SAAD) : p. 8679 p. 8681 - **Article additionnel après l'article 25 A - Amendement n° 34 rectifié ter** (Établissements d'outre-mer et de Corse - Financement complémentaire aux produits de la tarification à l'activité - Instauration) : p. 8681 - **Article 25** (Revalorisation des carrières des personnels non médicaux dans les établissements de santé et les Ehpad) : p. 8686 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 475 rectifié** (Cotisations dues par les professionnels de santé - Négociations pluriprofessionnelles - Réouverture) : p. 8687 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1042** (Nouvelles embauches nécessaires dans l'hôpital public - Rapport au Parlement) : p. 8688 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 575** (Embauche massive de personnel dans les Ehpad - Effets sur la loi de financement de la Sécurité sociale - Rapport au Parlement) : p. 8688 - **Article 26** (Relancement de l'investissement pour la santé) : p. 8691 p. 8692 p. 8693 p. 8694 p. 8696 p. 8697 - **Article 27** (Favoriser l'investissement courant à travers la reprise de la dette des établissements de santé assurant le service public hospitalier) : p. 8699 - **Article 28** (Ajustements à la réforme du financement des établissements de santé) : p. 8705 p. 8706 p. 8707 p. 8708 p. 8709 p. 8710 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 579** (Tarifs nationaux journaliers de prestation - Prestation d'hébergement en chambre particulière - Intégration) : p. 8711 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié ter** (Dépenses des agences régionales de santé (ARS) - Information du Parlement) : p. 8711 p. 8713 p. 8714 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 14 rectifié quater** (Objectif de pertinence des soins - Manquement - Portée financière systématique) : p. 8714 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 816 rectifié bis, n° 817 rectifié ter et n° 1045** (Directeur général de l'ARS - Information de la CRSA sur l'allocation des ressources financières aux activités de santé) : p. 8715 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 817 rectifié bis et n° 886 rectifié ter** (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) - Rôle et information - Renforcement) : p. 8716 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 20 rectifié ter** (Réforme de facturation directe à l'assurance maladie des

prestations d'hospitalisation - Suppression) : p. 8717 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 578** (Effets sur les assurés d'un passage à 100 % de remboursement par la sécurité sociale des soins de santé - Rapport au Parlement) : p. 8717 - **Article 28 quater (nouveau)** (Développement de l'autodialyse et de la dialyse à domicile) : p. 8718 - **Article 28 quinquies (nouveau)** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de la réforme du financement des hôpitaux de proximité) : p. 8718 - **Article 29** (Expérimentation d'un modèle mixte de financement des activités de médecine) : p. 8722 p. 8723 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 275 rectifié quater** (Contrats d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des soins (CAQES) - Objectif d'externalisation de certains soins - Insertion) : p. 8724 - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 112 rectifié** (Coefficients géographiques des outre-mer - Révalorisation - Rapport au Parlement) : p. 8724 - **Article 30** (Pérennisation et développement des maisons de naissance) : p. 8726 p. 8730 p. 8731 p. 8732 p. 8734 p. 8735 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 566 et n° 857 rectifié** (Parcours de soins coordonnés - Reconnaissance des sages-femmes) : p. 8736 - **Article 31** (Soutien au développement des hôtels hospitaliers) : p. 8738 p. 8739 p. 8740 - **Article additionnel après l'article 31 - Amendements n° 559 et n° 809 rectifié** (Entreprises de transport de personnes à mobilité réduite (TPMR) de la Guadeloupe - Régime) : p. 8741 - **Article 31 bis (nouveau)** (Demande de rapport sur les transports sanitaires bariatriques) : p. 8742 - **Article 32** (Prise en charge intégrale par l'assurance maladie obligatoire des téléconsultations) : p. 8744 p. 8745 p. 8746 p. 8747 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 343 rectifié bis** (Psychiatrie - Téléconsultation - Aménagement dérogatoire) : p. 8748 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 98 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 264 rectifié quinquies, n° 508 rectifié et n° 634** (Régulation des patients au sein des services d'urgences - Développement de la téléconsultation en amont - Expérimentation) : p. 8748 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 99 rectifié bis et n° 265 rectifié quinquies** (Développement d'un service de téléconsultation intégré aux services d'urgences - Opportunité - Rapport au Parlement) : p. 8749 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 409 rectifié** (Expérimentations de télémédecine pour l'amélioration des parcours en santé (ETAPES) - Comité scientifique - Création) : p. 8750 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 67 rectifié ter et n° 239 rectifié quinquies** (Développement de la télémédecine en ophtalmologie - Expérimentation) : p. 8750 - **Article 33** (Report de la convention médicale) : p. 8751 p. 8753 p. 8753 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 41 rectifié quater, n° 63 rectifié bis et n° 654 rectifié bis** (Commission des équipements matériels lourds auprès de l'UNCAM - Suppression) : p. 8754 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 1003** (Examens de gynécologie médicale - Tiers payant - Extension aux assurées mineures) : p. 8755 p. 8756 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis** (Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives) : p. 8758 p. 8761 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 406 rectifié ter** (Maternité ou paternité - Aide financière complémentaire - Extension aux chirurgiens-dentistes) : p. 8763

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article 38 bis (nouveau)** (Publicité des montants des investissements publics pour des spécialités susceptibles d'être prises en charge par l'assurance maladie) : p. 8862 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendement n° 986 rectifié** (Définition des prix des médicaments - Investissements publics en recherche et développement - Exclusion) : p. 8863 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendement n° 734 rectifié** (Fixation du prix des dispositifs médicaux - Contributions publiques à la recherche et au développement - Prise en compte) : p. 8864 - **Article 39** (Renforcer la qualité des prestations de soins à domicile) : p. 8865 - **Article 40** (Simplification du pilotage de la complémentaire santé solidaire) : p. 8867 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendements n° 127 rectifié**

sexies, n° 790 rectifié et n° 942 (Bénéficiaires de l'AAH ou de l'ASI - Protection complémentaire - Examen systématique) : p. 8868 - **Article 40 bis (nouveau)** (Mission de lutte contre le non-recours aux droits des organismes de sécurité sociale) : p. 8870 - **Article additionnel après l'article 40 bis - Amendement n° 691** (Demandeurs d'asile - Temps de l'instruction - Accès aux seuls soins urgents) : p. 8871 - **Article 41** (Modernisation du financement des syndicats représentatifs des professionnels de santé libéraux) : p. 8873 - **Article 42** (Isolement et contention) : p. 8876 p. 8877 p. 8878 p. 8879 p. 8880 p. 8881 p. 8882 p. 8883 p. 8884 - **Article additionnel avant l'article 43 A - Amendement n° 88 rectifié bis** (Soins en dehors du territoire français - Couverture des charges - Refus) : p. 8885 - **Article additionnel avant l'article 43 A - Amendements n° 81 rectifié, n° 365 rectifié ter et n° 688 rectifié ter** (Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Versement direct sur un compte à l'étranger hors espace économique européen - Interdiction) : p. 8886 - **Article 43 A (nouveau)** (Transmissibilité des informations relatives au renouvellement des titres de séjour entre organismes de sécurité sociale) : p. 8887 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendements n° 76 rectifié et n° 685 rectifié** (Lutte contre les fraudes aux prestations sociales - Répertoire national des bénéficiaires pour la branche famille - Répertoire national commun de la protection sociale - Fusion) : p. 8889 p. 8890 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendement n° 79 rectifié** (Numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) - Obtention frauduleuse - Annulation automatique) : p. 8890 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendement n° 72** (Prestations frauduleuses - Délai de carence pour une nouvelle prestation) : p. 8890 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendement n° 94 rectifié bis** (Entreprises - Fraudes aux cotisations - Présidents des tribunaux de commerce du ressort - Participation) : p. 8891 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendements n° 122 rectifié bis et n° 467 rectifié ter** (Lutte contre les fraudes transfrontalières - Conventions - Rapport au Parlement) : p. 8892 - **Article additionnel après l'article 43 B - Amendements n° 116 rectifié et n° 943** (Infirmiers libéraux - Indus - Remboursement à la CPAM) : p. 8893 - **Article additionnel après l'article 43 C - Amendement n° 192** (Récupération des prestations indûment payées - Prescription) : p. 8894 - **Article 43 F (nouveau)** (Condition de l'inscription à son ordre d'un professionnel de santé afin de pouvoir bénéficier de remboursements de l'assurance maladie) : p. 8895 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 686 rectifié** (Fraudes aux prestations sociales - Prestations versées à un bénéficiaire enregistré par un numéro d'attente - Notification d'indus) : p. 8895 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 194** (Professionnel de santé sanctionné ou condamné pour fraude - Délai de remboursement par l'assurance maladie en cas de tiers payant - Allongement) : p. 8896 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 341 rectifié** (Fraudes sociales dans le secteur médical - Conventonnement des médecins - Suspension) : p. 8896 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 342 rectifié** (Fraude manifeste - Procédure de déconventonnement provisoire - Déclenchement) : p. 8896 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 195** (Professionnel de santé sanctionné ou condamné pour fraude - Déconventonnement d'office) : p. 8897 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 193** (Fraudes aux prestations - Extrapolation des indus à partir d'un échantillon - Déconventonnement d'urgence en cas de faute grave) : p. 8897 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 687 rectifié** (Prestations sociales indûment versées - Évaluations triennales par les caisses nationales) : p. 8898 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 74 rectifié** (Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Domicile fiscal et domicile social - Assimilation) : p. 8898 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 689 rectifié bis** (Dématérialisation des feuilles de soins, des prescriptions de médicaments et de transports sanitaires et des avis d'arrêt de travail - Accélération) : p. 8899 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 71 rectifié bis** : p. 8900 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 73 rectifié**

(Répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) - Modalités de gestion - Rapport au Parlement): p. 8901 - **Article 43** (Dotation de l'assurance maladie au FMESPP (FMIS), à l'ONIAM, de la CNSA aux ARS): p. 8901 - **Article 45** (Ondam et sous-Ondam): p. 8902 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendements n° 821 et n° 894 rectifié ter** (Établissements de santé privés à but non lucratif et établissements publics de santé - Différence de grille tarifaire - Suppression): p. 8903 - **Article 45 bis (nouveau)** (Suspension en 2021 de la procédure d'alerte conduisant à la mise en place de mesures de redressement en cas de risque de dépassement de l'Ondam): p. 8903 - **Article 46** (Dotation au FIVA, au Fcaata et transferts de la branche AT-MP à la branche maladie et à la branche vieillesse du régime général): p. 8905 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 998** (Commission d'évaluation - Missions - Extension aux pathologies psychiques): p. 8907 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 740 rectifié et n° 999 rectifié** (Mécanisme de prévention - Lutte contre le « burn-out » - Instauration): p. 8907 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 996** (Travailleurs de l'amiante - Droit à une allocation de cessation anticipée d'activité - Total des années d'exposition à l'amiante dans les différents régimes - Prise en compte): p. 8908 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 1036** (Application de l'article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Reconnaissance de la Covid-19 comme maladie professionnelle - Rapport au Parlement): p. 8909 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 233 rectifié quinquies et n° 738 rectifié** (Prise en charge au titre de la législation des maladies professionnelles des personnels infectés par la Covid-19 - Rapport au Parlement): p. 8909 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 739 rectifié** (Tableaux des maladies professionnelles - Mécanisme de production - Rapport au Parlement): p. 8910 - **Article 46 bis (nouveau)** (Mesures de simplification des modalités déclaratives des accidents du travail): p. 8911 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendements n° 742 rectifié bis et n° 743 rectifié bis** (Fonds d'indemnisation des victimes des pesticides - Saisie - Report du délai): p. 8912 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendement n° 745 rectifié bis** (Fonds d'indemnisation des victimes des pesticides - Périmètre des personnes bénéficiaires - Rapport au Parlement - Report): p. 8912 - **Article 47 bis (nouveau)** (Régime de la pension de réversion au bénéfice du conjoint auteur de violences conjugales sur le titulaire de la pension): p. 8915 - **Article 47 ter (nouveau)** (Faculté d'utiliser la biométrie pour vérifier l'existence d'un titulaire de pension de retraite domicilié hors de France): p. 8917 - **Article 47 quater (nouveau)** (Affiliation automatique des bénéficiaires d'un congé de proche aidant non indemnisés à l'assurance vieillesse des parents au foyer): p. 8917 - **Article additionnel après l'article 47 quater - Amendement n° 201** (Équilibre financier des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence - Propositions): p. 8919 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° 785 rectifié bis** (Conférence des financeurs - Arbitrage des actions financées - Action participative des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA)): p. 8923 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° 389 rectifié bis** (Jeunes adultes relevant de l'« amendement Creton » - Places - Inscription dans le schéma régional de santé et les programmes interdépartementaux d'accompagnement des handicaps et de la perte d'autonomie (PRIAC)): p. 8923 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° 203 rectifié** (Tarification des établissements et services destinés aux personnes âgées - Convention - Délégation de la compétence - Expérimentation - Rapport au Parlement): p. 8924 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° 517 rectifié ter** (Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) - Cas

de séparation - Possibilité de partage): p. 8925 - **Article 52 (nouveau)** (Rapport sur la capacité d'accueil dans le secteur médico-social): p. 8926 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 727 rectifié bis** (Politique d'autonomie à destination des personnes en situation de handicap - Besoins de financement - Rapport au Parlement): p. 8927

- Suite de la discussion (17 novembre 2020) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 9103

- Question d'actualité au Gouvernement relative à l'assurance maladie des personnes placées en isolement à Saint-Pierre-et-Miquelon - (18 novembre 2020) : p. 9179

- Question d'actualité au Gouvernement sur les tests salivaires - (18 novembre 2020) : p. 9179 p. 9180

- Question d'actualité au Gouvernement sur la précarisation de la société - (18 novembre 2020) : p. 9181

- Question d'actualité au Gouvernement sur la prime « grand âge » - (18 novembre 2020) : p. 9184

- Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge spécifique de la pauvreté et de la précarité engendrées par la crise sanitaire - (25 novembre 2020) : p. 10101

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 151 (2020-2021)] - (26 novembre 2020) - Discussion générale : p. 10171 p. 10174 p. 10176 - Question préalable : p. 10180 p. 10181

- Question orale sans débat relative à la prise en charge du sepsis en France - (1er décembre 2020) : p. 10746

- Question orale sans débat sur les difficultés des établissements de santé privés d'intérêt collectif en Haute-Loire - (1er décembre 2020) : p. 10747

- Question orale sans débat relative à la lutte contre la fraude aux prestations sociales versées par les départements - (1er décembre 2020) : p. 10748

- Question orale sans débat sur la mise en œuvre du bilan d'activité physique dans le parcours de soins post-cancer - (1er décembre 2020) : p. 10749

- Question orale sans débat relative à la non-application du Ségur de la santé aux personnels de santé intervenant à domicile - (1er décembre 2020) : p. 10750

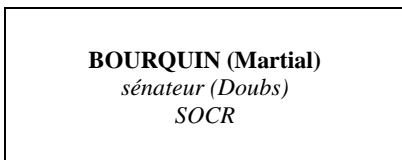
- Question orale sans débat relative à l'avenir du service de neurochirurgie de la clinique des Franciscaines de Nîmes - (15 décembre 2020) : p. 11939

- Question orale sans débat sur l'expérimentation de la prestation d'accueil et de restauration scolaire en Guyane - (15 décembre 2020) : p. 11941

- Question orale sans débat relative à la situation des infirmières libérales en zone rurale - (15 décembre 2020) : p. 11941

- Question orale sans débat sur la demande de classement en « hôpital isolé » de l'hôpital de Saint-Jean-de-Maurienne - (15 décembre 2020) : p. 11942

- Question orale sans débat relative au plan d'action pour renforcer la prise en charge de l'endométriose - (15 décembre 2020) : p. 11943



Démissionnaire le 15 juin 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 15 juin 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à assurer les pertes d'exploitation liées à des crises sanitaires [n° 412 (2019-2020)] (29 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Hervé Guillou, président-directeur général de Naval Group.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Olivier Guersent, directeur général des services de la concurrence à la Commission européenne.

Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Enrique Martinez, directeur général du groupe Fnac Darty.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*délégation aux entreprises*) : Dans le cadre de la mission sur le thème : « Comment encourager l'entreprise responsable et engagée ? », table ronde sur : « Les PME et la RSE ».

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, Médiateur des entreprises du ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur l'impact de la crise du coronavirus sur les ETI-PME-TPE et la préparation de la sortie de crise.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Faber, président-directeur général de Danone (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Déglobalisation et relocalisation : quelles leçons tirer de la crise ? », autour de MM. Patrick Artus, chef économiste de Natixis, Nicolas Bouzou, directeur du cabinet de conseil Asterès, Florent Menegaux, président de Michelin, et Arnaud Montebourg, ancien ministre et entrepreneur (en téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications, du numérique et des postes par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'industrie et du tourisme par les pilotes en charge

des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants (en téléconférence).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au pouvoir d'achat des Français** - (15 janvier 2020) : p. 245 p. 246

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les avocats et la réforme des retraites** - (22 janvier 2020) : p. 457

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi retraites et avis du conseil d'État : que fait le Gouvernement ?** - (29 janvier 2020) : p. 733

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contestation de la réforme du baccalauréat par des enseignants et des lycéens** - (5 février 2020) : p. 1330

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la négociation du futur budget européen** - (26 février 2020) : p. 1772

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'industrie française** - (10 juin 2020) : p. 5546 p. 5547

BOURRAT (Toine)
sénatrice (Yvelines)
Les Républicains-A

Devenu sénateur le 1er octobre 2020 (remplace M. Alain Schmitz, démissionnaire).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOCR

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement.

Président de la Commission de vérification des fonds spéciaux.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 732 (2018-2019)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale démocratique d'Éthiopie relatif aux services aériens, de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Costa Rica relatif aux services aériens et de l'accord relatif aux services aériens entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Mozambique [n° 260 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Transports.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'industrie de défense dans l'œil du cyclone [n° 605 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Défense - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Libye - Audition de M. Patrick Haimzadeh, ancien diplomate, chercheur indépendant.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit israélo-palestinien - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. René Troccaz, consul général à Jérusalem.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Financement de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) - Examen du rapport d'information.

BOYER (Jean-Marc)
sénateur (Puy-de-Dôme)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 16 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant du comité de massif du Massif central jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'exposition du quotidien aux perturbateurs endocriniens.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mardi 25 février 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Réunion constitutive.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès

de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, Mmes Anne-Marie Couderc, présidente non exécutive du groupe Air France-KLM, Anne Rigail, directrice générale d'Air France, et Anne-Sophie Le Lay, secrétaire générale du groupe Air France-KLM et d'Air France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement, et Jean-François Silvain, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité sur le lien entre pandémies et atteintes à la biodiversité.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et vote.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès de la ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du Logement.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones de revitalisation rurale** - (19 février 2020) : p. 1593 p. 1594

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 16 bis (nouveau)** (*Composition des commissions départementales de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers*) : p. 1951 - **Article 33 (priorité)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier certaines règles applicables aux personnels des chambres d'agriculture et de l'Office national des forêts (ONF) ainsi que le conseil d'administration de ce dernier*) : p. 1962

- **Proposition de loi relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires [n° 342 (2019-2020)]** - (4 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2093

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5872 p. 5874 p. 5877 p. 5878

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux propositions de la Convention citoyenne pour le climat** - (24 juin 2020) : p. 5928

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6054 p. 6061

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 17 rectifié ter (Salles de sport - Ré-ouverture spécifique dérogatoire - Autorisation)** : p. 7422

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7576 p. 7577

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)**.

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Article 2 (Renforcement du rôle de la commission des élus pour la DETR)** : p. 7708 p. 7709

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7801

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11753

BOYER (Valérie)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 20 octobre 2020.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) le 28 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique du 7 octobre 2020 au 15 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements sur le texte de la commission (en téléconférence).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du

suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire » et « Accès au droit et à la justice » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de M. Jean-Christophe Galloux, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger, en tant que personnalité qualifiée, au Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de M. le général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme de travail de la délégation pour 2021.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement entre Veolia et Suez (I)** - (14 octobre 2020) : p. 7448

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement entre Veolia et Suez (II)** - (14 octobre 2020) : p. 7448

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation dans le Haut-Karabakh (II)** - (14 octobre 2020) : p. 7450 p. 7451

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Article 3** (*Saisine du CESE par voie de pétition*) : p. 7491

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise**

sanitaire [n° 79 (2020-2021)] - (29 octobre 2020) - **Article 1er** (*Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 8048 p. 8056 - **Article 4** (*Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances*) : p. 8088 p. 8089

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8603 p. 8605 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements 607 rectifié ter, n° 276 rectifié quater, n° 411 rectifié, n° 675, n° 853 et n° 878 rectifié quinquies** (*Grossistes-répartiteurs - Taux de contribution - Réduction*) : p. 8622 p. 8623

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 26** (*Relancement de l'investissement pour la santé*) : p. 8693 - **Article 28** (*Ajustements à la réforme du financement des établissements de santé*) : p. 8707 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié ter** (*Dépenses des agences régionales de santé (ARS) - Information du Parlement*) : p. 8711 p. 8712 p. 8713 - **Article 29** (*Expérimentation d'un modèle mixte de financement des activités de médecine*) : p. 8722 - **Article 32** (*Prise en charge intégrale par l'assurance maladie obligatoire des téléconsultations*) : p. 8744 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 406 rectifié ter** (*Maternité ou paternité - Aide financière complémentaire - Extension aux chirurgiens-dentistes*) : p. 8763

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 682 rectifié bis** (*Différents modes de garde - Coût pour les finances publiques de l'ensemble - Rapport au Parlement*) : p. 8815 - **Article 40 bis (nouveau)** (*Mission de lutte contre le non-recours aux droits des organismes de sécurité sociale*) : p. 8869 - **Article additionnel après l'article 40 bis - Amendement n° 691** (*Demandeurs d'asile - Temps de*

l'instruction - Accès aux seuls soins urgents) : p. 8870 p. 8871 - **Article additionnel avant l'article 43 A - Amendements n° 81 rectifié, n° 365 rectifié ter et n° 688 rectifié ter** (*Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Versement direct sur un compte à l'étranger hors espace économique européen - Interdiction*) : p. 8886 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendements n° 76 rectifié et n° 685 rectifié** (*Lutte contre les fraudes aux prestations sociales - Répertoire national des bénéficiaires pour la branche famille - Répertoire national commun de la protection sociale - Fusion*) : p. 8888 p. 8889 p. 8890

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)]** - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10114 p. 10119 p. 10122

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 55 sexies - Amendement n° II-796 rectifié bis** (*Mayotte - Étrangers en situation irrégulière - Coût des soins - Rapport au Parlement*) : p. 11039 p. 11040 p. 11041

Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers - État D

- (3 décembre 2020) : p. 11091 p. 11092

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11099 - **État B** : p. 11102 p. 11103 p. 11104

Justice

- (4 décembre 2020) : p. 11212 - **État B** : p. 11223 p. 11224 p. 11228 p. 11229 p. 11230 p. 11232 p. 11233

BRIQUET (Isabelle)
sénatrice (Haute-Vienne)
SER

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 20 octobre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2021 (9 décembre 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 138 tome 3 annexe 2 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Projet de loi de finances 2021- Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du lundi 16 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 –

Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Article 2** (*Renforcement du rôle de la commission des élus pour la DETR*) : p. 7111

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** (*Plateformes de e-commerce - Grandes et moyennes surfaces - Contribution exceptionnelle*) : p. 8977

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9025 p. 9039 p. 9040

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-198** (*Dons au profit des associations d'aide aux personnes en difficulté - Donateurs non imposables - Crédit d'impôt - Instauration*) : p. 9406 - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la*

part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée) : p. 9431

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-224** (*Collectivités d'outre-mer (COM) - Investissement dans la rénovation, la réhabilitation ou la reconstruction - Incitation fiscale*) : p. 9499 - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (*Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME*) : p. 9549 p. 9555 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-649 rectifié, n° I-984 rectifié, n° I-1026, n° I-211 rectifié et n° I-1061** (« *Pure players* » - *Entrepôt de stockage - Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Assujettissement*) : p. 9593 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-889 rectifié ter, n° I-195 rectifié bis et n° I-1013 rectifié ter** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) - Efficacité - Amélioration*) : p. 9653 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-193 rectifié** (*Encours d'assurance-vie - Prélèvement exceptionnel de solidarité - Instauration*) : p. 9654

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-902 rectifié, n° I-1022, n° I-242 rectifié, n° I-445, n° I-1190 rectifié, n° I-903, n° I-551 rectifié et n° I-241** (*Transports publics de voyageurs, services de mobilité partagée, billets de train de transport de personnes - Taux de TVA réduit*) : p. 9733 p. 9734 - **Article 13** (*Simplification de la taxation de l'électricité*) : p. 9778 p. 9780 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-251 et n° I-931 rectifié** (*Poids lourds - Redevance d'utilisation de l'infrastructure routière - Création*) : p. 9856 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié** (*Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale*) : p. 9875 p. 9877

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-110 rectifié, n° I-254, n° I-567 et n° I-1230 rectifié** (*Produits non fermentescibles - Produits non couverts par la responsabilité élargie des producteurs (REP) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont - Instauration*) : p. 9952 - **Article 20** (*Prorogation du taux de l'intérêt de retard et de l'intérêt moratoire*) : p. 9984 p. 9985 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-266 rectifié et n° I-667 rectifié** (*Taxe d'habitation - Suppression - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Taxe spéciale d'équipement (TSE) - Contribution fiscalisée des syndicats - Modalités de calcul - Modifications - Compensation par l'État*) : p. 10029 p. 10030

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 10075 p. 10077

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10201 p. 10212 - **Plan de relance - État B** : p. 10223 p. 10229

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10498

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2020) : p. 11108 p. 11109 - **État B** : p. 11117 p. 11119 p. 11120

Justice

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11218

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1199 rectifié** (*Entreprises - Lutte contre les écarts excessifs de revenus - Régulation fiscale*) : p. 11312 - **Article 42 H (nouveau)** (*Majoration temporaire du mécanisme de plafonnement des réductions d'impôt pour les investissements solidaires*) : p. 11346 - **Article additionnel après l'article 42 H - Amendement n° II-1204 rectifié** (*Entreprises solidaires agissant sur la transaction énergétique - Dispositif d'incitation à l'actionnariat solidaire IR PME ESUS - Bénéfice*) : p. 11346 - **Article additionnel après l'article 42 H - Amendement n° II-1203 rectifié** (*Entreprises solidaires à prépondérance immobilière - Taux des droits d'enregistrement - Réduction*) : p. 11347 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-565 et n° II-1231** (*Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Transactions supérieures au million d'euros - Taux - Augmentation*) : p. 11371 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-754** (*Deuxième fraction de la dotation de solidarité rurale, dite « DSR péréquation » - Calcul - Critère de taux de logements sociaux - Intégration*) : p. 11374 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-860 rectifié, n° II-861 rectifié et n° II-1210** (*Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Convention d'abattement - Date limite de signature - Report*) : p. 11409 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1066 rectifié bis et n° II-1217 rectifié** (*Accession à la propriété de logements anciens - Ménages modestes - Droits d'enregistrement sur les ventes - Possible exonération*) : p. 11411 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-864 rectifié, n° II-1067 rectifié bis et n° II-1214 rectifié** (*Organismes HLM d'habitations à loyer modéré (HLM) - Acquisitions de logements - Exonération facultative*) : p. 11414

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° II-1209 rectifié** (*Convention collective nationale du transport urbain - Salariés - Carte de service*) : p. 11496 - **Article 45 bis (nouveau)** (*Prorogation du prêt à taux zéro*) : p. 11515 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° II-1087 rectifié ter et n° II-1213** (*Logements neufs - Prêt à taux zéro - Secteur rural - Quotité - Augmentation*) : p. 11518 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-1181 rectifié** (*Impôt sur le revenu - « Budget participatif » - Mise en place*) : p. 11563 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-1182 rectifié** (*« Budget participatif » - Rapport au Parlement*) : p. 11563 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendements n° II-1200 rectifié et n° II-1201 rectifié** (*Prélèvement à la source - Élargissement - Rapport au Parlement*) : p. 11564 p. 11564 - **Article 47** (*Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement*) : p. 11573 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendements n° II-452, n° II-453 et n° II-1192** (*Transition écologique - Entreprises - Favoriser*) : p. 11586 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° II-1196** (*Grandes entreprises - Dispositifs d'aides publiques - Accord d'égalité professionnelle - Condition*) : p. 11588

- **Question orale sans débat relative aux inquiétudes des salariés des usines Madrange en Haute-Vienne pour leurs emplois** - (15 décembre 2020) : p. 11932 p. 11933

- **Projet de loi de finances pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 236 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2020) : p. 11996 p. 11997

BRISSON (Max)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Vice-président de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (9 novembre 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au retour de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal (19 novembre 2020).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil supérieur des programmes.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : sur la mission de la commission effectuée au Mexique du 7 au 12 septembre 2019 [n° 327 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication : Mettre fin à un statu quo intenable : 16 préconisations pour améliorer la situation des directeurs d'école [n° 489 (2019-2020)] (3 juin 2020) - **Éducation - Fonction publique.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin [n° 597 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : L'engagement des femmes dans la Résistance [n° 720 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, par la mission d'information sur les restitutions des biens culturels appartenant aux collections publiques [n° 239 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du baccalauréat - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Mission au Mexique - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la situation des directeurs d'école.

Organismes extraparlimentaires - Communications.

(*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Procédure de législation partielle en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (par téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État à la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Christophe d'Enfert, directeur scientifique de l'Institut Pasteur, sur la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 (par téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2020 - Communication de Mme Catherine Morin-Desailly, présidente de la commission (en téléconférence).

Communications diverses.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le secteur de l'enseignement agricole - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Presse », « Industries culturelles » et « Enseignement supérieur » - Communications (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le réseau culturel et éducatif français à l'étranger - Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Jeunesse et vie associative » et « Action culturelle extérieure » - Communications (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation des directeurs d'école - Examen du rapport d'information (en téléconférence).

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Avis public de la commission sur la nomination par le Président du Sénat de Mme Martine Daoust et de M. Jacques Lévy au Conseil d'évaluation de l'école.

Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux du groupe de travail sur le secteur « Sport » - Communications.

Réunion du mardi 30 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix 2020 de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2017-2020 de la délégation.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Examen et adoption du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche 2021-2030 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Projet de loi de finances pour 2021 - Désignation des rapporteurs pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Audition de M. Thierry Coulhon, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Thierry Coulhon aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de

finances pour 2021 - Examen de l'avis budgétaire consacré aux crédits relatifs à l'enseignement technique agricole.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à l'audiovisuel et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la presse - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs au patrimoine - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au retour de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Recherche » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Élimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et des sports, chargée de l'éducation prioritaire.

Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme de travail de la délégation pour 2021.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 10 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitutions des œuvres d'art - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 61

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 101 p. 109 p. 110
- **Question orale sans débat sur les recommandations relatives à la consommation de fromages au lait cru** - (14 janvier 2020) : p. 182 p. 183
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 436
- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 15** (*Régulation, en recherche fondamentale, de certaines utilisations des cellules souches pluripotentes induites*) : p. 693 p. 696 p. 698
- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 30** (*Évolution des missions et des instances de l'agence de la biomédecine*) : p. 772 p. 773
- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1916 p. 1923 p. 1924 - **Article 7** (supprimé) (*Suppression de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement*) : p. 1933 - **Article 10** (supprimé) (*Suppression de la Commission scientifique nationale des collections*) : p. 1936 - **Article 16** (*Absorption du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle par le Haut Conseil de l'égalité*) : p. 1948 p. 1949 - **Article additionnel après l'article 16** - **Amendement n° 15** (*Commission de conciliation - Rétablissement - Possibilité de saisine - Extension*) : p. 1950 - **Article 17** (*Déconcentration de diverses décisions individuelles dans le domaine de la culture*) : p. 1952 p. 1953 p. 1954 - **Article 19** (*Déconcentration et simplification de certaines décisions administratives dans le champ de la santé*) : p. 1958
- **Suite de la discussion** (5 mars 2020) - **Article 25** (*Consultation du public pour les projets soumis à autorisation ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale*) : p. 2169 - **Article 34** (*Conditions du commerce électronique de médicaments par une pharmacie d'officine - Assouplissement*) : p. 2189 p. 2192 - **Article additionnel après l'article 34** - **Amendement n° 88 rectifié quater** (*Dossier pharmaceutique (DP) - Création - Automaticité*) : p. 2198
- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3832
- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3880 - **Article 3** (*Modalités de placement à l'isolement des citoyens contagieux*) : p. 3895 - **Article 5** (*Port du masque obligatoire dans les transports publics sous peine de contraventions*) : p. 3901 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendements n° 36 rectifié et n° 175** (*Pratique sportive sur le littoral et les plans d'eau intérieurs - Accès aux plages du littoral et plans d'eau intérieurs - Autorisation par dérogation*) : p. 3911 p. 3912 - **Article 6** (*Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19*) : p. 3943 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3953
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la déresponsabilisation de l'État sur les élus locaux** - (6 mai 2020) : p. 4174
- **Débat sur les modalités de réouverture des établissements d'enseignement, conditions d'organisation des concours et examens et préparation de la prochaine rentrée scolaire** - (19 mai 2020) : p. 4244
- **Question orale sans débat sur les inégalités de traitement entre les professionnels du tourisme et les plateformes de locations meublées saisonnières** - (26 mai 2020) : p. 4377 p. 4378
- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (*Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19*) : p. 4422 - **Article 1er bis B** (*texte non modifié par la commission*) (*Fin anticipée de saisons sportives*) : p. 4449 p. 4451
- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5348 - **Article additionnel avant l'article 1er** (*suppression maintenue*) - **Amendement n° 43 rectifié** (*Lutte contre les violences conjugales - Violences psychologiques - Prise en considération*) : p. 5353 - **Article additionnel après l'article 2** (*suppression maintenue*) - **Amendement n° 35 rectifié** (*Fixation de la résidence des enfants - Modalités*) : p. 5366 - **Article 4** (*Prohibition de la médiation familiale en cas de violences intrafamiliales ou d'emprise manifeste*) : p. 5378 - **Article additionnel après l'article 7 bis** - **Amendement n° 1 rectifié** (*Victime de violence conjugale - Entraves à la liberté de se déplacer - Poursuites pénales*) : p. 5385
- **Question orale sans débat sur l'accompagnement de la transformation des jardins d'enfants** - (16 juin 2020) : p. 5682 p. 5683
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les atteintes aux statues et à la mémoire nationale** - (17 juin 2020) : p. 5736 p. 5737
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article 2 C** (nouveau) (*Exonération fiscale et sociale de la prime versée par les établissements privés de santé ou du secteur social et médico-social à leurs agents et salariés*) : p. 6444 p. 6445 p. 6447
- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7415 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendements n° 5 rectifié quater et n° 7 rectifié** (*Établissements recevant du public (ERP) de type P « Salle de danse et salle de jeux » - Substitution d'activités - Autorisation en vue d'une réouverture*) : p. 7420 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendements n° 17 rectifié ter** (*Salles de sport - Ré-ouverture spécifique dérogatoire - Autorisation*) : p. 7422 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 16 rectifié ter** (*Établissements recevant du public - Ouverture - Adaptation à la situation sanitaire locale et aux caractéristiques des lieux*) : p. 7425
- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7700 - **Article 2** (*Renforcement du rôle de la commission des élus pour la DETR*) : p. 7708
- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (28 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7882 p. 7889 p. 7891 - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 234** (*Valeurs de la République - Socle et cadre des libertés académiques*) : p. 7894 - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 3 rectifié** (*Libertés académiques - Renforcement par leur inscription dans le code de la recherche*) : p. 7896 - **Article additionnel avant l'article 1er** - **Amendement n° 96 rectifié** (*Chercheurs et enseignants-chercheurs - Protections - Harmonisation*) : p. 7897 - **Article 1er et rapport annexé** (*Texte non modifié par la commission*) (*Approbation du rapport annexé*) : p. 7928 - **Article 2** (*Programmation budgétaire 2021-2030*) : p. 7947 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendements n° 85 rectifié, n° 111 rectifié et n° 127 rectifié** (*Candidats à la présidence*)

d'un établissement public de recherche - Détention d'un doctorat - Obligation) : p. 7975

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 86 rectifié bis** (*EPIC et fondations reconnues d'utilité publique ayant une activité de recherche - Recours au CDI de chantier - Facilitation*) : p. 7989 - **Article additionnel après l'article 10 A - Amendements n° 231 et n° 108 rectifié** (*Remplacement de la « stratégie nationale de recherche (SNR) » par des orientations prioritaires de la politique nationale de recherche - Conseil stratégique de la recherche - Rattachement au ministère chargé de la recherche*) : p. 7997 p. 7998 - **Article 10** (*Missions et statut du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur - Définition de l'intégrité scientifique*) : p. 8008 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 60, n° 74 rectifié et 132 rectifié bis** (*Participation des établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État (EESPIG) à l'effort national de recherche - Encadrement*) : p. 8020

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 septies - Amendement n° 12 rectifié** (*Syndicats mixtes fermés et syndicats mixtes ouverts restreints - Réunion par visioconférence ou audioconférence - Autorisation*) : p. 8075

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article 9 (nouveau)** (*Prolongation pendant l'état d'urgence sanitaire des durées maximales d'activité dans les réserves militaire, de sécurité civile, sanitaire ou de la police nationale*) : p. 8115

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 16 quater - Amendement n° 112** (*Crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche - Publication scientifique des travaux - Obligation*) : p. 8143 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 204** (*Objectifs de l'enseignement supérieur - Sensibilisation et formation aux enjeux de la transition écologique et du développement durable*) : p. 8160 p. 8161 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° 19 rectifié ter et n° 196 rectifié** (*Recherche dans le domaine du vivant - Connaissance des alternatives à l'expérimentation animale - Obligation de formation des étudiants*) : p. 8172 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176 p. 8177

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire (III)** - (4 novembre 2020) : p. 8228

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal [n° 92 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8273 p. 8277 p. 8278 - **Article 3 (nouveau)** (*Création d'un Conseil national de réflexion sur la circulation et le retour d'œuvres d'art extra-occidentales*) : p. 8286 p. 8287 - **Intitulé du projet de loi** : p. 8289

- **Question orale sans débat sur la réouverture du train de nuit La Palombe bleue** - (5 novembre 2020) : p. 8312

- **Question orale sans débat relative à l'affichage numérique publicitaire** - (5 novembre 2020) : p. 8315

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Commission mixte paritaire [n° 117 (2020-2021)]** - (20 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9324 p. 9326 p. 9327 p. 9328 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9382

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-40 rectifié ter, n° I-454 rectifié bis, n° I-1004 rectifié bis et n° I-41 rectifié** (*Services départementaux d'incendie et de secours - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération*) : p. 9882 p. 9883

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article 23 bis (nouveau)** (*Institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État en faveur de certains contributeurs au Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) ayant subi une contraction de leurs bases de cotisation foncière des entreprises*) : p. 10046 p. 10047 p. 10048 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendement n° I-453 rectifié ter** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Dépenses éligibles - Élargissement*) : p. 10053 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-363 rectifié septies, n° I-827, n° I-965 rectifié et n° I-452 rectifié ter** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Majoration*) : p. 10053 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement*) : p. 10058

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10246 p. 10275

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10444 p. 10448 p. 10451 - **État B** : p. 10456 p. 10457 p. 10463 p. 10466 p. 10471 p. 10472 p. 10480

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56 sexies (nouveau)** (*Mise en œuvre de contreparties aux aides apportées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10575

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2020) : p. 10605 p. 10607 p. 10608 p. 10609 - **État B** : p. 10617 p. 10622 - **Article additionnel après l'article 56 octies - Amendement n° II-994** (*Recherche et enseignement supérieur - Loi de programmation pour la recherche - Rapport au Parlement*) : p. 10633

Culture

- (30 novembre 2020) - **État B** : p. 10708 p. 10709

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-47 rectifié quater, n° II-171 rectifié sexies, n° II-406 rectifié quater, n° II-805 rectifié, n° II-872 rectifié et n° II-912 rectifié bis** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Opérations éligibles - Investissements touristiques - Inclusion*) : p. 10943 p. 10944

Médias, livre et industries culturelles - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10985 p. 10987

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11782 p. 11784 p. 11786 p. 11790 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 1 rectifié bis, n° 3, n° 6 rectifié, n° 15 rectifié bis, n° 17 rectifié quater et n° 18 rectifié** (*Langue régionale - Scolarisation des élèves - Communes - Participation financière*) : p. 11795 p. 11797 - **Article 3** (*Langues régionales - Enseignement - Temps scolaire*) : p. 11800 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11802

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Nouvelle lecture [n° 196 (2020-2021)]** - (15 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11891 - **Question préalable** : p. 11897

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mathématiques à l'école** - (16 décembre 2020) : p. 11956 p. 11957

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénatrice (Hérault)
Les Républicains-A

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

BRULIN (Céline)
sénatrice (Seine-Maritime)
CRCE

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 7 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre titulaire du Haut Conseil à la vie associative jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020 ; puis vice-présidente le 2 juin 2020.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du baccalauréat - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des biens culturels - Audition de M. Michel Van Praët, professeur émérite du Muséum national d'histoire naturelle, membre de la Commission scientifique nationale des collections (CSNC).

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Extension des horaires d'ouverture des bibliothèques - Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport Voyages au cœur des bibliothèques.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la situation des directeurs d'école.

(*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de M. Loïc Le Dréau, directeur des Opérations de Paris et représentant légal de la succursale française de FM Insurance Europe SA.

Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Audition des unions régionales des professionnels de santé de Normandie.

Réunion du jeudi 27 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences sexuelles dans le sport - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Franck

Riester, ministre de la culture, sur les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 dans les secteurs de la culture, de la presse et de la communication (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Christophe d'Enfert, directeur scientifique de l'Institut Pasteur, sur la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 (par téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le secteur du sport - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports (par téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le secteur de l'enseignement agricole - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le réseau culturel et éducatif français à l'étranger - Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation des directeurs d'école - Examen du rapport d'information (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Médias audiovisuels » et « Recherche » - Communications.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne - Examen des amendements de séance au texte de la commission (en téléconférence).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique, et les modalités de transposition de la directive « Services de médias audiovisuels » - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche 2021-2030 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du

suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'avis budgétaire consacré aux crédits relatifs à l'enseignement technique agricole.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la création, transmission des savoirs et démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales, avec la participation de M. François Baroin, président de l'Association des Maires de France ; M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des Départements de France ; M. Renaud Muselier, président de Régions de France ; M. Sébastien Martin, président de l'Assemblée des Communautés de France.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Élimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et des sports, chargée de l'éducation prioritaire.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale, dans le cadre des travaux sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cadot, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport (ANS).

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitutions des œuvres d'art - Présentation du rapport d'information.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 53

- **Question orale sans débat sur l'application du règlement de défense incendie et secours en Seine-Maritime** - (14 janvier 2020) : p. 176 p. 177
 - **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 888 - **Article 5** (*Information de l'autorité organisatrice de transports*) : p. 894 p. 895 - **Article 9 (nouveau)** (*Caducité du préavis de grève en l'absence de grévistes*) : p. 901
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur la contestation de la réforme du baccalauréat par des enseignants et des lycéens** - (5 février 2020) : p. 1329 p. 1330
 - **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 279 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Article 8** (*Distribution dérogatoire de certains produits de santé*) : p. 1373
 - **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article 21** (*Modalités d'application des nouvelles prescriptions en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement aux projets en cours*) : p. 2152 p. 2153 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 61 rectifié** (*Entreprises - Changements de nomenclature - Principe de droits acquis - Suppression*) : p. 2155 p. 2156 - **Article 23** (*Actualisation des études d'impact*) : p. 2156 p. 2158 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 65** (*Modernisation de l'évaluation environnementale de certains projets - « Clause-filet » - Mise en œuvre*) : p. 2159 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 152 rectifié et n° 66** (*Autorité environnementale - Garantie de l'indépendance*) : p. 2161 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 64** (*Autorité environnementale - Prise en compte de l'avis et des recommandations - Renforcement*) : p. 2162 - **Article 24** (*Modalités de consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques*) : p. 2165 - **Article 25** (*Consultation du public pour les projets soumis à autorisation ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale*) : p. 2167 p. 2168 - **Article 26** (*Exécution anticipée de travaux avant la finalisation de l'instruction de l'autorisation environnementale*) : p. 2172 - **Article 26 bis (nouveau)** (*Dispositions transitoires relatives à la nouvelle définition des zones humides introduite par la loi du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité*) : p. 2175 - **Article 27** (*Attestation par une entreprise certifiée de la qualité des mesures de mise en sécurité et de réhabilitation des sites industriels*) : p. 2176
 - **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de mise en œuvre du déconfinement des établissements scolaires le 11 mai 2020** - (15 avril 2020) : p. 2880 p. 2881
 - **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 162** (*Réouverture des établissements scolaires - Accord de la communauté éducative*) : p. 3838 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 187** (*Choix des parents de ne pas remettre les enfants à l'école - Sanction par l'employeur - Interdiction*) : p. 3840
 - **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4229 p. 4230
 - **Débat sur les modalités de réouverture des établissements d'enseignement, conditions d'organisation des concours et examens et préparation de la prochaine rentrée scolaire** - (19 mai 2020) : p. 4242
 - **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5154 p. 5155
 - **Question orale sans débat sur les conséquences de la réforme de la taxe d'habitation pour les budgets communaux** - (16 juin 2020) : p. 5676
 - **Proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne [n° 533 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6011 - **Article 3** (*Vidéos semi-professionnelles - Institution d'un cadre juridique protecteur ad hoc*) : p. 6017
 - **Débat sur le thème : Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?** - (25 juin 2020) : p. 6032
 - **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6056 p. 6060
 - **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6084
 - **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article 2 A (nouveau)** (*Crédit d'impôt pour premier abonnement à un journal, périodique ou service de presse en ligne*) : p. 6440 p. 6442 - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés - Amendement n° 861** (*Presse - TVA nulle*) : p. 6535
 - **Question orale sans débat sur la lutte contre les déserts médicaux en Seine-Maritime** - (21 juillet 2020) : p. 7074
 - **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article 8** (*Texte non modifié par la commission*) (*Prolongation de l'expérimentation du « journal de bord » des demandeurs d'emploi*) : p. 7398
 - **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (28 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7880
 - **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er** (*Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire*) : p. 8049 p. 8050 p. 8054
 - **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 22 rectifié quater et n° 23 rectifié quater** (*Interdiction de communication institutionnelle pendant les six mois précédant un scrutin - Suspension*) : p. 8117
 - **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**
- Troisième partie :*
- (10 novembre 2020) - **Article 11** (*Affectation à la CNAM des excédents de la caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières (CAMIEG) et des provisions relatives à la réserve de prévoyance de la CPRP SNCF*) : p. 8471
 - **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article 13 quinquiés (nouveau)** (*Suppression de la surcotisation patronale sur la prime de feu versée aux sapeurs-pompiers professionnels*) : p. 8528 - **Article additionnel après l'article 13 sexiés - Amendement n° 89 rectifié bis** (*Statut de « junior-entrepreneur » pour les jeunes de 16 à 25 ans - Création à titre expérimental*) : p. 8543 - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8586 p. 8604
- Quatrième partie :*

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1042** (*Nouvelles embauches nécessaires dans l'hôpital public - Rapport au Parlement*) : p. 8688

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10442 - **État B** : p. 10458 p. 10463 p. 10467 p. 10468 p. 10478

- **Question orale sans débat relative à la situation des liaisons transmanche** - (1er décembre 2020) : p. 10736

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12807

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 57** (*Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA*) : p. 10897

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2020) : p. 11175 - **État B** : p. 11185 p. 11186 p. 11196

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Article 6** (*Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions*) : p. 11673

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission de vérification des fonds spéciaux ; nouvelle nomination ; président le 5 novembre 2020.

Vice-président de la délégation parlementaire au renseignement ; puis membre le 11 juin 2020 ; puis premier vice-président le 5 novembre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (4 mai 2020).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (22 octobre 2020).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (30 octobre 2020).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales (10 décembre 2020).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales (10 décembre 2020).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre ès qualités du Conseil national du numérique (formation élargie) le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 50 (2019-2020)] tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 467 (2019-2020)] (27 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire [n° 607 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Covid-19 : deuxième rapport d'étape [n° 608 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Mieux organiser la Nation en temps de crise [n° 609 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Le vote à distance, à quelles conditions ? [n° 240 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Communications diverses.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen de la motion d'irrecevabilité.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen des amendements au texte de la commission.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de M. Jean Castex, coordonnateur national à la stratégie de déconfinement (par téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des

procurations électorales - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion constitutive.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Simonnot, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Contrôleur général des lieux de privation de liberté, en application des articles 13 et 65 de la Constitution ainsi que de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements sur le texte de la commission (en téléconférence).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Suite de l'examen des amendements sur le texte de la commission.

Questions diverses.

Vote sur la proposition de nomination par le Président de la République de Mme Dominique Simonnot aux fonctions de Contrôleur général des lieux de privation de liberté.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du lundi 19 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen des amendements au texte de la commission (en téléconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des lois*) : Désignation des rapporteurs pour avis des crédits budgétaires pour 2021.

Questions diverses - Suite des travaux de contrôle de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du

suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(commission des lois): Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 *(commission des lois)*: Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 *(commission des lois)*: Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du vendredi 30 octobre 2020 *(commission mixte paritaire)*: Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire.

Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 *(commission des lois)*: Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 *(commission des lois)*: Désignation de rapporteurs.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 *(commission des lois)*: Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 *(commission des lois)*: Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 *(commission des lois)*: Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 *(commission des lois)*: Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Programmes « Conseil d'État et autres juridictions administratives » et « Cour des comptes et autres juridictions financières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budgets annexes « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programme « Administration pénitentiaire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport pour avis.

Vote à distance - Création et désignation des membres d'une mission d'information.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 *(commission des lois)*: Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Transformation et fonction publiques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 *(commission des lois)*: Mission « Sécurités » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire » et « Accès au droit et à la justice » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Vote sur les crédits de missions réservées.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 *(commission des lois)*: Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de M. Jean-Christophe Galloux, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger, en tant que personnalité qualifiée, au Conseil supérieur de la magistrature.

Audition de M. le général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Vote et dépouillement sur la proposition de nomination, par le Président du Sénat, de M. Jean-Christophe Galloux, pour siéger, en tant que personnalité qualifiée, au Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 *(commission des lois)*: Communications diverses.

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du lundi 14 décembre 2020 *(commission des lois)*: Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen des amendements.

Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 *(commission mixte paritaire)*: Commission mixte paritaire chargée de proposer un

texte sur le projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Dominique Perben, à la suite de son rapport sur l'avenir de la profession d'avocat.

Désignation de membres.

Mission d'information sur le vote à distance - Examen du rapport.

Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire du Gouvernement** - (4 mars 2020) : p. 2081 p. 2082

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 3819

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 60 et n° 69 rectifié (Centres de rétention administrative - Fermeture)** : p. 3920

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** -

(26 mai 2020) - **Article 1er bis B (texte non modifié par la commission)** (*Fin anticipée de saisons sportives*) : p. 4448

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences judiciaires des violences commises à Lyon** - (22 juillet 2020) : p. 7149 p. 7150

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2020) : p. 7454

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (15 octobre 2020) - **Article 7 (Composition du CESE)** : p. 7519

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire du Gouvernement** - (28 octobre 2020) : p. 7854 p. 7855

- **Rappel au règlement** - (5 novembre 2020) : p. 8338

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles [n° 194 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 195 (2020-2021)** : p. 11693

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales [n° 195 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

BUIS (Bernard)
sénateur (Drôme)
LaREM, puis RDPI

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome III : Agriculture et alimentation [n° 535 tome 3 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité de intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'évènementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)

Reprise de l'exercice du mandat d'un ancien membre du Gouvernement le 6 août 2020.

Devenu sénateur le 8 août 2020 (en remplacement de M. Didier Guillaume, démissionnaire de son mandat).

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission du 13 août 2020 au 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 août 2020.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 21 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique du 6 février 2020 au 6 août 2020.

- Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Plan de relance : quelles mesures pour relancer la consommation et l'investissement ? » - Table ronde (par téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications, du numérique et des postes par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie - Audition de Mme Margrethe Vestager, vice-présidente de la Commission européenne en charge du numérique.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au Plan.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 9

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 21

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet** - *Nouvelle lecture* [n° 300 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1798

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** - *Commission mixte paritaire* [n° 296 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 295 (2019-2020)** : p. 1821

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet** - *Commission mixte paritaire* [n° 295 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 296 (2019-2020)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance** - (4 mars 2020) : p. 2085

- **Proposition de loi relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires** [n° 342 (2019-2020)] - (4 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2094

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique** [n° 359 (2019-2020)] - (5 mars 2020) - **Article 33 (priorité)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier certaines règles applicables aux personnels des chambres d'agriculture et de l'Office national des forêts (ONF) ainsi que le conseil d'administration de ce dernier*) : p. 2147

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les investissements des collectivités territoriales** - (10 juin 2020) : p. 5543

- **Question orale sans débat sur le rapprochement entre Pôle emploi et Cap emploi au 1er janvier 2021** - (16 juin 2020) : p. 5670

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »** [n° 18 (2020-2021)] - (13 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° 87 rectifié, n° 57 rectifié bis et n° 75 rectifié ter** (*Structures d'insertion par l'activité économique - Financement de la formation - Modification des seuils d'éligibilité*) : p. 7402

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans le Haut-Karabakh (I)** - (14 octobre 2020) : p. 7441

- **Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public** [n° 39 (2020-2021)] - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7680

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux** [n° 36 (2020-2021)] - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7697

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)]

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 456 rectifié bis** (*Situation, au regard de la protection sociale, des journalises pigistes établis dans les états tiers à l'Union européenne - Rapport au Parlement*) : p. 8491 - **Article 13 bis (nouveau)** (*Exonérations de cotisations et contributions sociales pour les employeurs du secteur de la*

viticulture ayant subi les conséquences de la crise due à l'épidémie de covid-19) : p. 8494 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 370 rectifié quater, n° 606 rectifié ter, n° 369 rectifié quater et n° 605 rectifié ter (Droits de mutation et de circulation des vins pétillants peu alcoolisés - Extension aux vins produits en méthode ancestrale et à la Clairette de Die)** : p. 8494 p. 8495

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9199

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article 9 (Clarification des règles de TVA applicables aux offres composites)** : p. 9709 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1161 rectifié (Organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - Cotisations patronales de sécurité sociale de la FNAL (Fonds national d'aide au logement) - Exonération)** : p. 9745 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-873 rectifié bis (Montant de la taxe fixe à l'immatriculation -**

Augmentation) : p. 9856 - **Article 15 (Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports)** : p. 9873 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-450, n° I-1202 rectifié et n° I-1203 (Cession de bateaux de navigation intérieure - Plus-values - Exonération totale)** : p. 9889

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12768

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 49 (Garantie de l'État aux projets immobiliers des établissements français d'enseignement à l'étranger)** : p. 11577 p. 11578 p. 11580 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendement n° II-1486 (Covid-19 - Agents publics - Arrêt maladie - Jour de carence - Suspension)** : p. 11600

BURGOA (Laurent)
sénateur (Gard)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Martial Foucault, professeur à Sciences-Po Paris, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le Président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Article 5** (*Compensation financière des modifications du périmètre des compétences*) : p. 7592

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 25 A - Amendement n° 12 rectifié ter** (*Objectif national des dépenses d'assurance maladie (ONDAM) - Maîtrise des dépenses des soins de ville - Mécanisme de régulation - Instauration*) : p. 8675 p. 8676

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-139 rectifié** (*Collectivités locales - Livraison de logements à caractère social - Taux de TVA réduit*) : p. 9748 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié** (*Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale*) : p. 9875

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le binôme maire-préfet** - (25 novembre 2020) : p. 10110 p. 10111

- **Question orale sans débat sur le risque en matière d'influenza aviaire hautement pathogène** - (1er décembre 2020) : p. 10731

- **Question orale sans débat relative à l'opportunité du transfert de taxes fiscales perçues par la direction générale des douanes et des droits indirects** - (15 décembre 2020) : p. 11934

BUZYN (Agnès)
ministre des solidarités et de la santé
(jusqu'au 15 février 2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au dispositif « 100 % santé »** - (8 janvier 2020) : p. 74

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de l'hôpital public** - (8 janvier 2020) : p. 77

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 372 p. 373 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 420 p. 421 p. 422 p. 425 p. 427 p. 428 p. 428 p. 433

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fabrication en Chine des lunettes du « reste à charge zéro »** - (22 janvier 2020) : p. 458

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 464 p. 470 p. 478 p. 480 p. 483 p. 484 p. 485 p. 486 p. 493 p. 494 p. 496 p. 497 p. 498 p. 499 p. 500 p. 501 p. 502 p. 504 p. 506 p. 508 p. 512

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 563 p. 564 p. 567 - **Article 5** (*Extension du don croisé d'organes*) : p. 602 p. 603 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 202** (*Registres de donneurs et de receveurs - Établissement - Interdiction*) : p. 604 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 121 rectifié** (*Tourisme de transplantation - Découragement*) : p. 604 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 219 rectifié** (*Greffe - Liste nationale d'attente - Lutte contre les*

inégalités d'accès) : p. 605 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 119 rectifié** (*Lutte contre le trafic d'organes*) : p. 606 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 220 rectifié ter** (*Personne atteinte d'insuffisance rénale chronique - Droit à l'information - Liberté de choix de traitement*) : p. 607 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 203 rectifié** (*Carte vitale - Don d'organes - Accord ou non du titulaire - Inscription*) : p. 608 - **Article 6** (*Possibilité de prélever des cellules souches hématopoïétiques sur un mineur ou un majeur protégé au bénéfice de ses parents*) : p. 609 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 106** (*Code de la santé publique - Notion de « père et mère » - Suppression - Notion de « parents » - Remplacement*) : p. 610 - **Article 7** (*Levée partielle de l'interdiction des dons d'organes, de tissus et de cellules applicable aux majeurs protégés*) : p. 610

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 7 bis - Amendement n° 331 rectifié** (*Centres de dons de corps à des fins d'enseignement médical et de recherche - Conditions de fonctionnement - Encadrement*) : p. 636 - **Article 9** (*Transmission d'une information génétique au profit de la parentèle ou dans les situations de rupture du lien de filiation biologique*) : p. 640 - **Article 10** (*Consentement à l'examen des caractéristiques génétiques*) : p. 642 - **Article 10 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'accès aux tests génétiques à visée généalogique*) : p. 643 p. 648 - **Article 10 ter (nouveau)** (*Expérimentation de l'accès en population générale aux examens des caractéristiques génétiques*) : p. 649 p. 652 p. 653 p. 654 - **Article 11** (*Encadrement du recours à un traitement algorithmique à des fins médicales*) : p. 656 - **Article 12** (*Encadrement du recours aux techniques d'imagerie cérébrale et interdiction des discriminations fondées sur les résultats de ces techniques en matière d'assurance*) : p. 656 - **Article 19** (*Actualisation du régime du diagnostic prénatal*) : p. 703 - **Article 19 bis A (supprimé)** (*Abrogation du double diagnostic préimplantatoire (DPI-HLA) et demande de rapport sur le sang placentaire*) : p. 704 p. 705 - **Article 19 ter (nouveau)** (*Expérimentation du diagnostic préimplantatoire pour la recherche d'aneuploïdies*) : p. 707 p. 711

- **Suite de la discussion** (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 862 p. 863

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les études de médecine : numerus clausus** - (5 février 2020) : p. 1336

CABANEL (Henri)
sénateur (Hérault)
RDSE

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières (29 octobre 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant du comité de pilotage de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 178 (2019-2020)] relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires [n° 341 (2019-2020)] (20 février 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus [n° 429 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Audition de M. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Enrique Martinez, directeur général du groupe Fnac Darty.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (par téléconférence).

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Faber, président-directeur général de Danone (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Déglobalisation et relocalisation : quelles leçons tirer de la crise ? », autour de MM. Patrick Artus, chef économiste de Natixis, Nicolas Bouzou, directeur du cabinet de conseil Asterès, Florent Menegaux, président de Michelin, et Arnaud Montebourg, ancien ministre et entrepreneur (en téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications, du numérique et des postes par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et vote.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au Plan.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition conjointe avec la commission des affaires économiques du Sénat et les commissions des affaires européennes et des affaires économiques de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires économiques*) : Réforme de la Politique agricole commune - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes du Sénat, la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises** [n° 215 (2019-2020)] - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 217

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1468

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1666

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs (I)** - (26 février 2020) : p. 1774 p. 1775

- **Proposition de loi relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires** [n° 342 (2019-2020)] - (4 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2093

- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement** [n° 470 (2019-2020)] - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5217

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte** [n° 708 (2018-2019)] - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5939

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'organisation de la prochaine rentrée scolaire dans les communes** - (22 juillet 2020) : p. 7146

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »** [n° 18 (2020-2021)] - (13 octobre 2020) - **Article 5** (*Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) : p. 7386 p. 7387 - **Article 6** (*Contractualisation et modalités d'application*) : p. 7392

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la Covid-19** - (14 octobre 2020) : p. 7443

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7656

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières** [n° 61 (2020-2021)] - (27 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7791 - **Discussion générale** : p. 7797 p. 7798 - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7809

- **Commission mixte paritaire** [n° 94 (2020-2021)] - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8247 p. 8248

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9110 p. 9111

- **Débat sur la forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux** - (19 novembre 2020) : p. 9236

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9302

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-670 rectifié, n° I-262 rectifié, n° I-644 rectifié bis, n° I-671 rectifié, n° I-737 rectifié bis et n° I-992 rectifié bis** (*Revenu de solidarité active (RSA) - Augmentation des dépenses d'allocations - Prise en charge automatique par l'État*) : p. 10016 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis** (*Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création*) : p. 10021 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-16 rectifié bis, n° I-264 rectifié, n° I-804 et n° I-957 rectifié** (*Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence*) : p. 10032 - **Article 23** (*Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales*) : p. 10044 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement*) : p. 10055 p. 10056

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 10086

- **Question orale sans débat sur la mise en place de la généralisation de l'offre de paiement en ligne** - (1er décembre 2020) : p. 10742

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)] (suite)

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12764

CABARET (Muriel)
sénatrice (Sarthe)
SOCR

renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Devenu sénateur le 26 juin 2020 (en remplacement de M. Christophe Chaudun, démissionnaire).

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales du 29 juin 2020 au 30 septembre 2020.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, candidat à son

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité homme-femme** - (16 juillet 2020) : p. 6411 p. 6412

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 119 rectifié** (*Entreprises industrielles - Reprise - Incitation fiscale - Création*) : p. 6462

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*) : p. 6656 p. 6657

CADEC (Alain)
sénateur (Côtes-d'Armor)
Les Républicains-A

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Audition de Mme Valérie Hayer, députée européenne, sur le projet de décision du Conseil relative au système des ressources propres de l'Union européenne.

(*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les pêcheurs face au Brexit** - (16 décembre 2020) : p. 11959 p. 11960

CADIC (Olivier)
sénateur (Français établis hors de
France (Série 2))
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 28 octobre 2020.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : À quoi sert l'ONU ? La France engagée pour la défense du multilatéralisme. [n° 244 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Suivi de la cybermenace pendant la crise sanitaire [n° 502 (2019-2020)] (10 juin 2020) - **Défense - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 717 (2019-2020)] autorisant l'approbation de l'accord portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'État du Qatar et de l'accord portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine [n° 85 (2020-2021)] (28 octobre 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Direction de l'action du Gouvernement : Coordination du travail gouvernemental [n° 140 tome 9 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Vito Rosario Petrocelli, président de la commission des affaires étrangères du Sénat italien.

Audition de S.E. M. Stéphane Visconti, ambassadeur, coprésident français du groupe de Minsk, sur le Haut-Karabagh.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Mission à l'Assemblée générale des Nations unies - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, du déplacement de la délégation en Haute-Garonne les 11 et 12 décembre 2019.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S. E. Mme Catherine Colonna, ambassadrice de France au Royaume-Uni.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Nicolas de Rivière, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, envoyé spécial du Gouvernement.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*délégation aux entreprises*) : Présentation du bilan d'étape de la mission d'information sur le thème « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? », par MM. Canevet et Kennel, co-rapporteurs.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit israélo-palestinien - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Sahel - Audition du colonel Michel Goya, auteur du blog « La voix de l'Épée », de M. Mathieu Pellerin, chercheur spécialiste du Sahel (International crisis group) et du docteur Yvan Guichoua, enseignant-chercheur à Brussels School of International Studies (université du Kent).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur la mise en œuvre des dispositifs pour les ETI-PME-TPE, sur les perspectives d'organisation de sortie de crise et sur la numérisation des PME-TPE.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, référent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du lundi 27 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Laurent Benoudiz, président de l'Ordre des experts comptables de Paris-Île-de-France, et Mickaël Brun, secrétaire général, afin de faire le point sur l'impact de la crise du coronavirus sur les ETI-PME-TPE et la préparation de la sortie de crise.

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM sur le Moyen-Orient face à la crise sanitaire et géopolitique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Étienne, ambassadeur de France aux États-Unis, sur la gestion de la crise sanitaire aux États-Unis, son impact sur la campagne présidentielle américaine, les conséquences géopolitiques de la crise du Covid (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Frédéric Coirier, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (METI), et Alexandre Montay, délégué général, sur les perspectives de sortie de crise.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (en téléconférence).

Réunion du lundi 11 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Maîtres Christophe Basse, président du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ), Frédéric Abitbol, vice-président et M. Alain Damais, directeur général, sur les perspectives de rebond des entreprises face à la crise.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Aide publique au développement en Afrique face à l'épidémie de Coronavirus - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et du docteur John Nkengasong, directeur du Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères : point de situation internationale (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Désinformation, cyberattaques et cybermalveillance : l'autre guerre du Covid-19 » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen du 19 juin 2020 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le rapatriement des Français bloqués à l'étranger, une mobilisation sans précédent du réseau diplomatique et consulaire » - Examen du rapport d'information.

« Le réseau des écoles françaises à l'étranger en danger : supplique pour un plan d'urgence pour préparer la rentrée » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Porte-avions de nouvelle génération - Examen du rapport d'information.

Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition, en commun

avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Michel Barnier, chef de la Task Force pour les relations avec le Royaume-Uni.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État sur le plan de relance du Gouvernement.

Réunion faisant le bilan des activités 2014-2020 de la délégation aux entreprises.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division Pascal Facon, commandant de l'opération Barkhane (Comanfor).

Financement de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) - Examen du rapport d'information.

Situation en Méditerranée - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Avion de combat du futur (SCAF) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation internationale (en téléconférence).

Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'État du Qatar et de l'accord portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition conjointe de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Audiovisuel extérieur » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Programme 129 « Coordination du travail gouvernemental (cyberdéfense, SGDSN) » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les difficultés rencontrées par les petits entrepreneurs français à l'étranger.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. Mme Hasmik Tolmajyan, ambassadrice d'Arménie en France.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les réponses des acteurs de la politique d'aide aux entreprises apportées aux difficultés des entreprises françaises à l'étranger.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale du Venezuela et président de transition en charge de mettre en œuvre un processus électoral.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »** - (9 janvier 2020) : p. 140

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 420

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 474 p. 512

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 10 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'accès aux tests génétiques à visée génétologique*) : p. 647 - **Article 10 ter (nouveau)**

(Expérimentation de l'accès en population générale aux examens des caractéristiques génétiques) : p. 652

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso [n° 191 (2019-2020)]** - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 794

- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 365 (2019-2020)]** - (19 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4260 p. 4262 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié (Français établis hors de France - Inscription obligatoire au registre des Français établis hors de France)** : p. 4267 p. 4268 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 19 (Représentation des Français établis hors de France - Appellation « délégués consulaires » - Remplacement par l'appellation « délégués électoraux »)** : p. 4272 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 4 rectifié bis (État d'urgence sanitaire - Mise à jour hebdomadaire de la liste des pays situés dans une « zone de circulation de l'infection » - Publication sur le site internet des ambassades et des postes consulaires)** : p. 4278 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 13 rectifié (Situation financières de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - Rapport au Parlement)** : p. 4281 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 2 rectifié (Français établis hors de France - Carte vitale - Restitution obligatoire dans le cadre d'une expatriation)** : p. 4282 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 3 rectifié (Coût de la mise en place dans les postes consulaires ou ambassades de France à l'étranger, d'un système de certificats de vie comportant des données biométriques - Rapport au Parlement)** : p. 4282 p. 4283 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4298

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Article 4 (Report de l'élection des conseillers consulaires et des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE))** : p. 5605

- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5745 - **Article 1er (Report de l'élection de sénateurs représentant les Français établis hors de France)** : p. 5753

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 466 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6099 - **Article 1er (Création d'un fonds d'urgence en faveur des Français de l'étranger)** : p. 6107 p. 6108

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le sommet du G5 au Sahel** - (1er juillet 2020) : p. 6150 p. 6151

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article 1er (Annulation de redevances d'occupation du domaine public de l'État et de ses établissements)** : p. 6434 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 559 rectifié bis (Impôt sur les revenus - Nouveau barème - Instauration)** : p. 6452 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 732 (Impôt sur les sociétés (IS) - Taux - Réduction progressive)** : p. 6481 p. 6481 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 380 et n° 570 rectifié (« Carry back » - Conditions - Assouplissement temporaire)** : p. 6484 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 604 (Actifs immobilisés - Réévaluation - Autorisation)** : p. 6489 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 935 rectifié bis (Acteurs du commerce**

électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom - Assujettissement) : p. 6513 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 346 rectifié (Contrat de crédit-bail - Plus-value - Imposition - Paiement - Étalement)** : p. 6515

- **Suite de la discussion (18 juillet 2020) - Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 63 rectifié (Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel)** : p. 6597 p. 6598 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 62 rectifié et n° 904 rectifié (Prélèvement forfaitaire unique - Suppression)** : p. 6601 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 729 rectifié (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) - Suppression)** : p. 6603 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 37 rectifié bis (Contribution additionnelle sur les hauts revenus - Revalorisation)** : p. 6607 - **Article 9 (Budget général : ouvertures de crédits)** : p. 6722 - **Article 9 et état B (Budget général : ouvertures de crédits)** : p. 6727 p. 6729 p. 6731 p. 6734 p. 6743 p. 6768 p. 6769 p. 6774

- **Suite de la discussion (19 juillet 2020)** : p. 6875 p. 6876 - **Article 15 (Élargissement du champ des entreprises éligibles à la réassurance par la Caisse centrale de réassurance (CCR) des risques d'assurance-crédit aux grandes entreprises et des risques d'assurance-crédit à l'export)** : p. 6886 - **Article 15 bis (nouveau) (Octroi de la garantie de l'État à l'Agence française de développement au titre des prêts et garanties accordés au secteur privé africain et gouvernance de sa filiale de promotion et de participation pour la coopération économique)** : p. 6888 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 575 rectifié bis (Investissement dans les PME - Réduction d'impôt - Taux - Augmentation)** : p. 6910 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 573 rectifié bis et n° 189 rectifié bis (Entreprise - Don à un organisme d'intérêt général - Réduction d'impôt - Délai d'imputation - Augmentation)** : p. 6922 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 138 rectifié (Français établis hors de France - Retenu à la source - Réforme)** : p. 6938 - **Article 18 B (nouveau) (Remise d'un rapport présentant les conséquences budgétaires de la crise liée à la pandémie de Covid-19 sur la diplomatie culturelle et d'influence française et sur l'enseignement français à l'étranger)** : p. 6978 p. 6979 - **Article 18 (Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire)** : p. 6984 p. 7002 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 571 rectifié bis (Déficit reportable - Plafonnement - Suppression)** : p. 7023 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 572 (Déficit reportable - Plafond - Relèvement)** : p. 7023 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 776 rectifié (Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - Emprunt auprès de France Trésor - Possibilité)** : p. 7027 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 730 rectifié et n° 1044 rectifié bis (Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) - Suppression)** : p. 7031 p. 7032 p. 7033 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7060

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 51 (Français de l'étranger rentrant en France - Délai de carence pour le bénéfice de leurs droits à l'assurance maladie - Suppression)** : p. 7426 - **Article 1er ter A (texte non modifié par la commission) (Ressortissants français se déplaçant par transport aérien à destination du territoire métropolitain ou des collectivités mentionnées à l'article 72-3 de la Constitution quel que soit le pays de provenance - Obligation de présentation d'un test négatif au Covid-19 avant l'embarquement - Suppression)** : p. 7428 p. 7430 p. 7431

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 46 (2020-2021)]** - (19 octobre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7555

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les relations entre l'Agence française de développement et la Chine** - (21 octobre 2020) : p. 7633

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes [n° 88 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8240

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10396 - **État B** : p. 10410 p. 10416 p. 10417

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2020) : p. 10426

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10493

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 49** (*Garantie de l'État aux projets immobiliers des établissements français d'enseignement à l'étranger*) : p. 11575 p. 11576 p. 11579 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendement n° II-1414 rectifié** (*Dispositifs complément d'assurance crédit public (CAP) - Filiales étrangères - Extension*) : p. 11603

CALVET (François)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Secrétaire de la commission des affaires économiques jusqu'au 5 octobre 2020.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 28 octobre 2020.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Pyrénées.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Développement durable : Transition énergétique, climat et recherche [n° 142 tome 4 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information « Les collectivités territoriales, engagées au service de nos ruralités ».

Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Jean-Marie Bockel sur les conclusions de la table ronde du 19 décembre 2019 « Alimentation saine et durable : quels moyens d'action pour les collectivités ? ».

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transition énergétique et climat » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents** [n° 236 (2019-2020)] - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 350 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 354

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les infrastructures routières** - (22 janvier 2020) : p. 449 p. 450

- **Question orale sans débat sur le renouvellement des concessions hydroélectriques de la vallée de la Têt dans les Pyrénées-Orientales** - (3 mars 2020) : p. 1866

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les liaisons ferroviaires vers les Pyrénées-Orientales** - (22 juillet 2020) : p. 7155

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

- (27 novembre 2020) : p. 10302

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Président de la délégation parlementaire au renseignement ; puis membre le 11 juin 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, relative au mandat de négociation en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni [n° 322 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : relatif à un agenda de confiance entre la France et la Russie (version française) [n° 484 tome 1 (2019-2020)] (3 juin 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : relatif à un agenda de confiance entre la France et la Russie (version russe) [n° 484 tome 2 (2019-2020)] (3 juin 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Rapport de la délégation parlementaire au renseignement, fait au nom de la délégation parlementaire au renseignement : Délégation parlementaire au renseignement, Rapport d'activité 2019-2020 [n° 506 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Défense**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la sécurisation économique des secteurs stratégiques par la création de véhicules de portage et d'investissement stratégique [n° 687 (2019-2020)] (24 août 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 669 (2019-2020)] relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 19 (2020-2021)] (7 octobre 2020) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Vito Rosario Petrocelli, président de la commission des affaires étrangères du Sénat italien.

Audition de S.E. M. Stéphane Visconti, ambassadeur, coprésident français du groupe de Minsk, sur le Haut-Karabagh.

Nomination de rapporteurs.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Aide publique au développement à Madagascar - Examen du rapport d'information.

Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France, ancien ambassadeur en Fédération de Russie.

Mission à l'Assemblée générale des Nations unies - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Nomination de rapporteurs.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Barkhane : bilan et perspectives - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Proposition de résolution européenne sur la proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil établissant le Fonds européen de la défense COM-2018-476 final - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Russie - Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, envoyé spécial du Gouvernement.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du Président de la République pour l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie.

Désignation d'un rapporteur.

Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relative à la reconnaissance réciproque des poinçons officiels apposés sur les ouvrages en métaux précieux et les ouvrages multimétaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux modalités de financement des infrastructures et de l'acquisition des outils de formation dans le cadre de la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Libye - Audition de M. Patrick Haimzadeh, ancien diplomate, chercheur indépendant.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Turkménistan sur l'octroi de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux membres de la famille des agents des représentations diplomatiques ou des postes consulaires et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement des États-Unis d'Amérique sur l'emploi des personnes à charge des agents officiels - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution européenne relative au mandat de négociation en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit israélo-palestinien - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Nomination de rapporteurs.

Questions diverses.

Sahel - Audition du colonel Michel Goya, auteur du blog « La voix de l'Épée », de M. Mathieu Pellerin, chercheur spécialiste du Sahel (International crisis group) et du docteur Yvan Guichaoua, enseignant-chercheur à Brussels School of International Studies (université du Kent).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, et de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM sur le Moyen-Orient face à la crise sanitaire et géopolitique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Étienne, ambassadeur de France aux États-Unis, sur la gestion de la crise sanitaire aux États-Unis, son impact sur la campagne présidentielle américaine, les conséquences géopolitiques de la crise du Covid (en téléconférence).

Contrôle de la mise en application des lois (année parlementaire 2018-2019) - Communication.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (en téléconférence).

Réunion du mardi 12 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, sur la contamination du porte-avions Charles de Gaulle (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Mayer, président du CIDEF et du GICAT, Éric Trappier, président du GIFAS, et Hervé Guillou, président du GICAN, représentants de l'industrie de défense (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Aide publique au développement en Afrique face à l'épidémie de Coronavirus - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et du docteur John Nkengasong, directeur du Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (en téléconférence).

Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Communication (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères : point de situation internationale (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Désinformation, cyberattaques et cybermalveillance : l'autre guerre du Covid-19 » - Examen du rapport d'information.

« La crise sanitaire, un défi géopolitique majeur pour l'Europe » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le rapatriement des Français bloqués à l'étranger, une mobilisation sans précédent du réseau diplomatique et consulaire » - Examen du rapport d'information.

Audition de M. René Troccaz, consul général à Jérusalem.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Porte-avions de nouvelle génération - Examen du rapport d'information.

Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Michel Barnier, chef de la Task Force pour les relations avec le Royaume-Uni.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. İsmail Hakkı Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Examen du rapport d'information « L'Inde, un partenaire stratégique » de MM. Ladislav Poniatowski et Rachid Temal, co-rapporteurs.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division Pascal Facon, commandant de l'opération Barkhane (Comanfor).

Financement de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) - Examen du rapport d'information.

Situation en Méditerranée - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Avion de combat du futur (SCAF) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française, la région flamande et la région wallonne relative à l'aménagement de la Lys mitoyenne entre Deûlémont en France et Menin en Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral

suisse relatif à la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi relatif à la prorogation de chapitres du code de la sécurité intérieure - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Projet de loi relatif à la prorogation de chapitres du code de la sécurité intérieure - Examen du rapport pour avis.

Réunion constitutive.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes - Désignation d'un rapporteur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation internationale (en téléconférence).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement (en téléconférence).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de l'amiral Pierre Vandier, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de performance (COP) de l'Institut français.

Désignation des membres du groupe de suivi négociations commerciales.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Audiovisuel extérieur » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. M. Rahman Mustafayev, ambassadeur d'Azerbaïdjan en France.

Audition de S. E. Mme Hasmik Tolmajyan, ambassadrice d'Arménie en France.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Contrat d'objectifs et de performance (COP) 2020-2022 de l'Institut français - Examen du rapport d'information.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale du Venezuela et président de transition en charge de mettre en œuvre un processus électoral.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition, depuis Njaména, du général de brigade Marc Conruy, commandant de l'opération Barkhane (Comanfor).

Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de M. Joël Meyer, ambassadeur de France au Mali.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relatif à l'octroi du statut diplomatique aux fonctionnaires de l'OMS de grade P5 et supérieur du bureau de l'OMS - Examen du rapport et du texte de la commission.

Situation du Venezuela - Audition de S.E. M. Hector Michel Mujica Ricardo, ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela auprès de la République française et des Principautés de Monaco et Andorre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 392

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux coupures d'électricité dans le Val-de-Marne** - (22 janvier 2020) : p. 459

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au soutien à l'apprentissage** - (13 mai 2020) : p. 4214

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4600

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les visites ministérielles** - (3 juin 2020) : p. 5146

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5885 p. 5886

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 18 et 19 juin 2020** - (23 juin 2020) : p. 5897 p. 5912

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux relations avec la Turquie** - (24 juin 2020) : p. 5925

- **Débat sur le thème : Quelle réponse de la France au projet d'annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël ?** - (24 juin 2020) : p. 5957 p. 5963

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 12 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7459

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7655

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (28 octobre 2020) : p. 7847

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle de la Turquie dans les relations internationales** - (28 octobre 2020) : p. 7852 p. 7853

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux**

mesures nécessaires pour y répondre - (29 octobre 2020) : p. 8028

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes [n° 88 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Article unique (Texte non modifié par la commission)** : p. 8243

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement du protocole sanitaire dans les lycées** - (12 novembre 2020) : p. 8546

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)]** - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10115 p. 10127

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10399 p. 10400 p. 10402

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2020) : p. 10419 p. 10425 p. 10426 p. 10427 p. 10428 p. 10429

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 61 (nouveau)** (*Stabilisation du schéma de financement de la métropole du Grand Paris (MGP) et versement exceptionnel de la dynamique de la CFE perçue par les établissements publics territoriaux à son profit en 2021*) : p. 10955 p. 10956 p. 10957

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11049 p. 11055 p. 11056

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11067 p. 11070

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1233 rectifié et n° II-1408 rectifié** (*Logements vacants et résidences secondaires - Taxation - Alignement*) : p. 11402

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des principes de la République** - (9 décembre 2020) : p. 11708

CANAYER (Agnès)
sénateur (Seine-Maritime)
Les Républicains-A

Réélue le 27 septembre 2020.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020 ; puis secrétaire le 22 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 20 octobre 2020.

Membre de la délégation parlementaire au renseignement le 5 novembre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA) jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux du 27 janvier 2020 au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 152 (2019-2020)] relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 235 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Famille - Société**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Justice judiciaire et accès au droit [n° 144 tome 7 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à la promotion de la cohabitation intergénérationnelle [n° 229 (2020-2021)] (14 décembre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux entreprises*) : Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, du déplacement de la délégation en Haute-Garonne les 11 et 12 décembre 2019.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programmes « Justice judiciaire » et « Accès au droit et à la justice » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Christophe Galloux, candidat proposé par le Président du Sénat pour siéger, en tant que personnalité qualifiée, au Conseil supérieur de la magistrature.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Dominique Perben, à la suite de son rapport sur l'avenir de la profession d'avocat.

Mission d'information sur le vote à distance - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 17

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 60 p. 61

- **Question orale sans débat sur l'extension de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » à la commune de Port-Jérôme-sur-Seine** - (14 janvier 2020) : p. 172 p. 173

- **Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents** [n° 236 (2019-2020)] - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 343 - **Article 1er** (*Déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Autorisation*) : p. 351 - **Article additionnel après l'article 1er** - **Amendement n° 2** (*Adaptation des décrets relatifs aux*

documents administratifs - Promulgation d'un décret : p. 351 - **Article 2** (*Distinction lieu de naissance et lieu de déclaration - Éclaircissement*) : p. 352 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1 rectifié** (*Enfants nés sans vie - Définition juridique - Clarification*) : p. 353

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux mouvements sociaux dans les ports** - (22 janvier 2020) : p. 455 p. 456

- **Question orale sans débat sur l'extension de la prime exceptionnelle pour le personnel médico-social** - (26 mai 2020) : p. 4388 p. 4389

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement de la loi Littoral pour les constructions agricoles** - (21 juillet 2020) : p. 7084 p. 7085

- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 83 (2020-2021)]** - (3 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8199

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9223

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10271

- **Question orale sans débat sur le financement des missions locales et de la garantie jeunes** - (1er décembre 2020) : p. 10756 p. 10757

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10907

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11147

Justice

- (4 décembre 2020) : p. 11207

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Article 2** (*Modification de la composition et du fonctionnement des conseils de surveillance des grands ports maritimes*) : p. 11665 p. 11666 p. 11667 - **Article 6** (*Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions*) : p. 11672

CANEVET (Michel)
sénateur (Finistère)
UC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (22 octobre 2020) ; nouvelle nomination (23 octobre 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (4) (17 novembre 2020).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Comité national d'orientation de la SA BPI Groupe jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 339 (2019-2020)] visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 446 (2019-2020)] (20 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Des compétences de toute urgence pour l'emploi et les entreprises [n° 536 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'événementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liaisons transmanche en contexte de Brexit et de covid-19 [n° 105 (2020-2021)] (2 novembre 2020) - **Questions sociales et santé - Transports - Union européenne.**

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Aide publique au développement [n° 138 tome 3 annexe 4 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Pascale Gruny sur les conclusions du rapport n° 10 (2019-2020), du 2 octobre 2019, fait au nom de la commission des affaires sociales : « Pour un service universel de santé au travail ».

Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, du déplacement de la délégation en Haute-Garonne les 11 et 12 décembre 2019.

Table ronde sur le thème « Formateurs et employeurs face aux défis du recrutement et de l'évolution des métiers ».

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financements publics consacrés à l'agriculture biologique - Communication.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*délégation aux entreprises*) : Dans le cadre de la mission sur le thème : « Comment encourager l'entreprise responsable et engagée ? », table ronde sur : « Les PME et la RSE ».

Présentation du bilan d'étape de la mission d'information sur le thème « Comment faire face aux difficultés de recrutement des

entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? », par MM. Canevet et Kennel, co-rapporteurs.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Arrêt et démantèlement des installations nucléaires civiles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Audition de M. Rémy Weber, président du directoire de La Banque Postale.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Pierre Pelouzet, Médiateur des entreprises du ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur l'impact de la crise du coronavirus sur les ETI-PME-TPE et la préparation de la sortie de crise.

Réunion du lundi 27 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Laurent Benoudiz, président de l'Ordre des experts comptables de Paris-Île-de-France, et Mickaël Brun, secrétaire général, afin de faire le point sur l'impact de la crise du coronavirus sur les ETI-PME-TPE et la préparation de la sortie de crise.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la société anonyme Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Antoine Frérot, président de l'Institut de l'Entreprise, sur le travail prospectif mené par cet Institut sur l'après-crise Covid-19.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Antoine Frérot, président de l'Institut de l'Entreprise.

Réunion du lundi 11 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Maîtres Christophe Basse, président du Conseil national des administrateurs judiciaires et des mandataires judiciaires (CNAJMJ), Frédéric Abitbol, vice-président et M. Alain Damais, directeur général, sur les perspectives de rebond des entreprises face à la crise.

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) (en téléconférence).

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. François Bonneau, président délégué de Régions de France et président de la région Centre-Val de Loire, sur le rôle des régions dans la sortie de crise pour les entreprises (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen des amendements de séance.

Réunion du lundi 8 juin 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Misoo Yoon directrice générale adjointe de

Pôle emploi, chargée de l'offre de service et de M. Michael Ohier, directeur général adjoint réseau de Pôle emploi.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine et la mise en œuvre des programmes de renouvellement urbain (ANRU et NPNRU) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? » (co-rapporteurs : MM. Canevet et Kennel).

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation aux entreprises*) : Présentation des conclusions de la mission d'information sur l'entreprise responsable et engagée par Mme Élisabeth Lamure et M. Jacques Le Nay.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État sur le plan de relance du Gouvernement.

Réunion faisant le bilan des activités 2014-2020 de la délégation aux entreprises.

(*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Refonte de la péréquation - Communication.

Recevabilité financière des initiatives parlementaires - Communication.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) - Communication.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le plan de relance.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Ambassadeurs thématiques - Communication.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes et Nadi Bou Hanna, directeur interministériel du numérique (DINUM), pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la conduite des grands projets numériques de l'État.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 54) - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen des amendements de séance sur le texte adopté par la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport relatif à la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 31).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie », compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*): Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*): Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances 2021 - Examen des rapports sur les missions « Gestion des finances publiques », « Crédits non répartis », « Transformation et fonction publiques » et sur le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ».

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Action extérieure de l'État » (et article 53 A).

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Aide publique au développement » (et article 53) et le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Projet de loi de finances 2021- Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances 2021- Examen du rapport sur la mission « Enseignement scolaire » (et article 54 septies).

Réunion du lundi 16 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

(*commission mixte paritaire*): Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACE) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 57 et 58) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Médias, livres et industrie culturelle » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 20 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*): Table ronde sur les réponses des acteurs de la politique d'aide aux entreprises apportées aux difficultés des entreprises françaises à l'étranger.

(*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Aide publique au développement » (et article 53) et le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des finances*): Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 53 p. 57

- **Question orale sans débat sur l'état civil et l'usage du tilde** - (14 janvier 2020) : p. 177 p. 178

- **Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 236 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 347 p. 350 - **Article 3 (nouveau)** (Établissement d'un acte de l'état civil - Signes diacritiques et ligatures - Liste autorisée) : p. 352 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 354

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées) : p. 413

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 469 p. 479

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 875 p. 879 p. 880 - **Article 1er** (Application du service garanti à la desserte des îles) : p. 884 - **Article 3** (Garantie de la continuité du service public en cas de grève) : p. 888 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 902

- **Débat sur la politique spatiale de l'Union européenne** - (20 février 2020) : p. 1684

- **Question orale sans débat sur l'initiation à la santé au lycée** - (3 mars 2020) : p. 1877 p. 1878

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article 21** (Modalités d'application des nouvelles prescriptions en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement aux projets en cours) : p. 2153 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 50 rectifié bis** (Projets de production d'énergies renouvelables - Synchronisation des prorogations de l'enquête publique et du permis de construire) : p. 2179 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 46 rectifié bis** (Producteurs d'électricité - Création des installations de transport de communication (fibre optique) entre leur installation de production et le réseau de télécommunication opéré le plus proche - Simplification) : p. 2182 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 47 rectifié et n° 176 rectifié** (Pharmacies - Autorisation d'ouverture dans les territoires ruraux - Présence de médecins libéraux sur la commune) : p. 2193 p. 2194 - **Article 43** (Dispositifs d'intéressement dans les très petites entreprises) : p. 2224 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° 51 rectifié** (Déclaration sociale nominative - Unedic et opérateurs de compétence - Ajout à la liste des destinataires) : p. 2230 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2237

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4417 - **Article 1er** (Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19) : p. 4433 - **Article 1er bis A** (Adaptation des règles relatives aux contrats d'insertion) : p. 4442 - **Article 1er quater** (Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur) : p. 4478 p. 4479 p. 4480

- **Débat sur la crise du Covid-19 : relocalisation des productions stratégiques pour assurer notre souveraineté. Lesquelles, où, comment ?** - (27 mai 2020) : p. 4514

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28

mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4593 - **Article unique** : p. 4603 p. 4605 - **Article additionnel après l'article unique - Amendements n° 7 rectifié ter, n° 15 et n° 9** (Établissements bancaires - Extrait standard des tarifs - Publication annuelle obligatoire) : p. 4608 p. 4609 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 16** (Observatoire de l'inclusion bancaire - Mise en œuvre du plafonnement des frais d'incidents bancaires - Nouvelle mission) : p. 4609 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 4 rectifié quater** (État d'urgence sanitaire - Personnes au chômage partiel - Exonération de frais bancaires au titre des irrégularités) : p. 4610 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 5 rectifié quater** (État d'urgence sanitaire - Personnes physiques ayant fait appel au fonds de soutien - Exonération de frais bancaires) : p. 4611 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 6 rectifié quater** (État d'urgence sanitaire - Personnes les plus précaires - « agios » - Exonération) : p. 4611

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 4 rectifié bis et n° 114** (Délai de l'IVG chirurgicale - Allongement de deux semaines) : p. 4644 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendement n° 164 rectifié bis** (Loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé (OTSS) - Report de certains chantiers) : p. 4644 - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 98** (Commande publique - Seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour la conclusion des marchés publics - Relèvement) : p. 4669 - **Article 3 (supprimé)** (Centralisation des trésoreries publiques) : p. 4701

- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5755

- **Débat sur le thème : Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?** - (25 juin 2020) : p. 6028 p. 6033 p. 6034 p. 6035 p. 6036

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article 4** (Prolongation et extension de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée ») : p. 7377 p. 7378 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 22 rectifié bis et n° 61 rectifié bis** (Expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » - Financement des moyens nécessaires en ingénierie - Rapport au Parlement) : p. 7383 - **Article 6** (Contractualisation et modalités d'application) : p. 7391 p. 7392 p. 7395

- **Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 39 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Article 1er** (Information des consommateurs sur la sécurisation des données hébergées par les plateformes numériques) : p. 7686

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7703

- **Question orale sans débat relative à l'indemnisation des préjudices liés aux choucas des tours** - (5 novembre 2020) : p. 8310

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 6 ter (nouveau)** (Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice

des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire) : p. 8428 p. 8436 p. 8437 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 506 rectifié quater** (Compagnies maritimes effectuant du transport international de fret ou de passagers - Cotisations salariales sur les emplois de marins - Exonération) : p. 8441

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendement n° 497 rectifié** (Entreprises de moins de 250 salariés - Forfait social sur l'intéressement, la participation et l'abondement - Suppression) : p. 8539 - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendement n° 499 rectifié** (Versements des entreprises - Forfait social - Exonération) : p. 8540 - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendement n° 498 rectifié** (Versement d'un abondement unilatéral par les entreprises - Taux de forfait social - Modulation) : p. 8540 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 204 rectifié** (Lutte contre les fraudes sociales - Mesures prises par l'administration fiscale - Duplication) : p. 8563 p. 8564

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]** - (16 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8946

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 139 rectifié bis** (Filière conchylicole - Redevance d'occupation du domaine public - Exonération temporaire) : p. 8961 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 132 rectifié bis** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)- Procédure d'acompte - Assouplissement) : p. 8967 p. 8968 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 136 rectifié bis** (PEA - PEA PME - ETI - Champ d'investissement - Actions émises par des sociétés de capital-risque - Extension) : p. 8968 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 143 rectifié** (Certificats d'économies d'énergie (CEE) - Investissements - Subventions - Imposition - Lissage) : p. 8974 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 135 rectifié** (Actionnariat salarié - Neutralité des opérations - Condition - Suppression) : p. 8975 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 137 rectifié** (Fonds communs de placements à risques (FCPR) - Structuration - Assouplissement) : p. 8975

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B (Budget général : ouvertures de crédits)** : p. 9032 p. 9033 p. 9042 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 141 rectifié ter** (Entreprises alimentaires fournissant la restauration hors domicile (RHD) - Cotisations - Exonérations - Conditions) : p. 9073

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Nouvelle lecture [n° 121 (2020-2021)]** - (17 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9126

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 9392 p. 9397 p. 9398 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-739 rectifié** (Bailleurs de locaux professionnels ou commerciaux - Travaux de rénovation énergétique - Déduction fiscale) : p. 9408 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-1145 rectifié** (Transfert des plans d'épargne retraite populaire (PERP) dans les plans d'épargne retraite (PER) - Neutralité fiscale) : p. 9429 - **Article 3** (Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution

économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée) : p. 9441 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-312** (Artisans pêcheurs - Déduction pour épargne de précaution - Établissement) : p. 9456 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° I-859 rectifié bis** (Champ d'investissement du PEA et du PEA PME-ETI - Extension aux sociétés de capital-risque) : p. 9467 p. 9468

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-288 rectifié ter et n° I-865 rectifié** (Crédit d'impôt sur les investissements en Corse - Éligibilité des investissements - Clarification) : p. 9537 p. 9538 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-289 rectifié ter et n° I-866 rectifié** (Investissements en Corse - Remboursement par l'État du crédit d'impôt - Délai - Raccourcissement) : p. 9539 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-864 rectifié bis** (Crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) - Taux bonifié - Élargissement aux entreprises de moins de 50 salariés) : p. 9543 - **Article 4** (Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements) : p. 9569 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-862 rectifié bis** (Dispositif de suramortissement - Extension aux hébergements légers de loisirs (HLL) et aux résidences mobiles de loisirs (RML)) : p. 9572 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-58 rectifié** (Assureurs - Contribution exceptionnelle - Instauration) : p. 9580

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-629 rectifié bis, n° I-705 rectifié et n° I-1135** (Produits issus du commerce équitable - Taux de TVA réduit) : p. 9731 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-748 rectifié bis** (Opérations de construction et de rénovation des maisons d'accueils hospitalières - Taux de TVA réduit) : p. 9755 - **Article 14** (Refonte des taxes sur les véhicules à moteur) : p. 9818 p. 9843 - **Article 15** (Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports) : p. 9867 p. 9871 p. 9873 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié** (Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale) : p. 9877 p. 9878 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-863 rectifié bis** (Compagnies maritimes de transport international de passagers et fret - Cotisations - Exonération) : p. 9880 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-99 rectifié, n° I-123 rectifié, n° I-651 rectifié bis, n° I-947 rectifié et n° I-465 rectifié ter** (Redevance pour pollutions diffuses - Extension aux micropolluants) : p. 9908

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 136 (2020-2021)]** - (24 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9928 p. 9929

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° I-871 rectifié** (Filière conchylicole - Redevance d'occupation du domaine public - Suspension temporaire) : p. 9992 - **Article 23 ter (nouveau)** (Institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État en faveur des bénéficiaires du fonds de péréquation des départements) : p. 10050 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-847 rectifié et n° I-857 rectifié** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Procédure d'acompte - Assouplissement) : p. 10054 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement) : p. 10058

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10219

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2020) : p. 10417

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) - **État B** : p. 10465

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10501 p. 10503

Direction de l'action du Gouvernement - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10516

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56 ter (nouveau)** (*Adaptation de la prime de rénovation énergétique*) : p. 10571 - **Article 56 quinquies (nouveau)** (*Dérogation au principe de séparation de la conception et de la réalisation des travaux pour des opérations de rénovation énergétique financées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10572 - **Article 56 sexies (nouveau)** (*Mise en œuvre de contreparties aux aides apportées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10578 - **Article additionnel après l'article 56 octies - Amendement n° II-296 rectifié bis** (*Inclusion numérique - Caisse des dépôts et consignations - Appui au dispositif « Conseillers numériques »*) : p. 10589

- **Question orale sans débat relative à la non-application du Ségur de la santé aux personnels de santé intervenant à domicile** - (1er décembre 2020) : p. 10750

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12808 p. 12809 p. 12810 p. 12811 p. 12812 p. 12813

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 57** (*Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA*) : p. 10897 - **Article 59 (nouveau)** (*Modification des règles de calcul de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) : p. 10937 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-225 rectifié ter et n° II-435 rectifié ter** (*Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Procédure d'octroi - Transparence - Renforcement*) : p. 10945 p. 10946

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-146 rectifié** (*Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Commune d'implantation*

- *Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Répartition*) : p. 11447 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-138 rectifié ter** (*Fiscalité écologique - Loi de programmation*) : p. 11454 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-1092 rectifié bis et n° II-1261 rectifié** (*Crédit d'impôt audiovisuel - Seuil d'accès - Abaissement*) : p. 11458 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-644 rectifié bis et n° II-1093 rectifié** (*Dépenses de production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation temporaire*) : p. 11460 p. 11461 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-80 rectifié quater, n° II-432 rectifié et n° II-954** (*Très petites entreprises de musique enregistrée et d'édition musicale - Cotisation foncière des entreprises - Exonération*) : p. 11476 - **Article additionnel après l'article 43 duodécies - Amendement n° II-1458 rectifié bis** (*Agriculteurs - Congés - Service de remplacement - Crédit d'impôt*) : p. 11483 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° II-1209 rectifié** (*Convention collective nationale du transport urbain - Salariés - Carte de service*) : p. 11495 - **Article 45** (*Création d'un régime de groupe de TVA et révision du champ du dispositif du regroupement autonome de personnes*) : p. 11509 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° II-1087 rectifié ter et n° II-1213** (*Logements neufs - Prêt à taux zéro - Secteur rural - Quotité - Augmentation*) : p. 11518 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° II-111 rectifié bis, n° II-1062 rectifié bis, n° II-112 rectifié bis et n° II-1063 rectifié bis** (*Eco-prêt à taux zéro - Prolongation - Extension*) : p. 11521 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendements n° II-222 rectifié bis et n° II-235 rectifié bis** (*Certificats d'économie d'énergie (CEE) - Règles comptables et fiscales - Harmonisation*) : p. 11536 p. 11537 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-391 rectifié bis, n° II-1235 et n° II-1286 rectifié** (*Dispositif « Pinel » - Bretagne - Zones B2 et C - Expérimentation - Prorogation*) : p. 11543 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-985 rectifié bis** (*Veuve d'ancien combattant âgée de 74 ans et plus - Demi-part supplémentaire*) : p. 11597

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11644 p. 11645

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11655 - **Article 6** (*Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions*) : p. 11671 - **Article 15 bis (nouveau)** (*Création, à titre expérimental, d'une instance de discussion chargée d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'optimisation des coûts de manutention et, le cas échéant, de réduction du surcoût de manutention fluviale*) : p. 11682

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11802

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11828 p. 11829

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la souveraineté numérique et à la gestion des prêts garantis par l'État** - (16 décembre 2020) : p. 11958 p. 11959

CAPO-CANELLAS (Vincent)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UC

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (8 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (17 juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (4) (17 novembre 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider [n° 44 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Écologie, développement et mobilité durables [n° 138 tome 3 vol. 3 annexe 11 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Contrôle budgétaire - Financement de la vie politique et rôle de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Organismes extraparlamentaires - Communication.

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la société anonyme Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Recevabilité financière des initiatives parlementaires - Communication.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 31.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Médias, livres et industrie culturelle » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 20 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article liminaire et à l'article 32.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** [n° 382 (2019-2020)] - (19 mars 2020) - **Article 5** (*État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement*) : p. 2517

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 384 (2019-2020)] - (20 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2700 - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 10 rectifié** (*Gestion des déchets - Quantités supplémentaires - TGAP - Exonération*) : p. 2717 p. 2718 - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 11 rectifié** (*Gestion des déchets - Quantités supplémentaires - TGAP - Exonération*) : p. 2718 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 16** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Augmentation des taux*) : p. 2720 p. 2721 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 14** (*Impôt sur la fortune (ISF) - Investissement*) : p. 2722 - **Article 2 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 2734 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2755

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Commission mixte paritaire** [n° 388 (2019-2020)] - (22 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2832

- **Question de contrôle au Gouvernement sur la situation de l'agriculture** - (25 mars 2020) : p. 2838 p. 2839

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les violences intrafamiliales en période de confinement** - (8 avril 2020) : p. 2874 p. 2875

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 403 (2019-2020)] - (22 avril 2020) - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3081 p. 3082 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 37** (*Renforcement des fonds propres des entreprises - Versement des dividendes exclusivement en actions - Incitations*) : p. 3141 - **Article 12 (nouveau)** (*Rapport sur l'utilisation des ressources attribuées au compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »*) : p. 3154

- **Commission mixte paritaire** [n° 409 (2019-2020)] - (23 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 3736

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 624 (2019-2020)] - (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 240 rectifié bis et n° 834 rectifié** (*Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) - Pertes de recettes commerciales - Compensation*) : p. 6680 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 79 rectifié** (*Covid-19 - Opérateurs de transport franciliens - Pertes de recettes - Compensation*) : p. 6682 p. 6683

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 602** (*Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Travaux de voirie - Éligibilité*) : p. 7028

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Nouvelle lecture** [n° 653 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7173

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire** [n° 658 (2019-2020)] - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7252

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 122 (2020-2021)] - (16 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8950

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 102 rectifié** (*Covid-19 - Collectivités locales - Dispositif de compensation des pertes de recettes - Amélioration*) : p. 8984 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 103 rectifié** (*Covid-19 - Collectivités locales - Dispositif de compensation des pertes de recettes - Amélioration*) : p. 8985 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 59** (*Garantie des recettes fiscales et des recettes issues de l'exploitation du domaine public - Taux d'abattement - Augmentation*) : p. 8988

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9030

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*) : p. 9437 p. 9438

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 quinquies (nouveau)** (*Exonération d'impôt sur les bénéfices et de cotisations sociales pour l'aide exceptionnelle aux travailleurs indépendants*) : p. 9546 - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (*Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME*) : p. 9552 p. 9554 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-526, n° I-632 rectifié, n° I-1024 et n° I-1139 rectifié** (*Assurances - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement*) : p. 9578 p. 9579 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter** (*Impôt sur la*

fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses) : p. 9645 p. 9646 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-346 rectifié bis, n° I-603 rectifié, n° I-347 rectifié et n° I-813 (Vente d'un terrain à bâtir - Abattement fiscal - Plus-values - Prorogation)** : p. 9665 p. 9666 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-102 rectifié et n° I-825 rectifié (Transmission d'entreprises - Traitement fiscal - Pacte très long terme - Instauration)** : p. 9684

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° I-1159 rectifié (Véhicules de collection - Taxe sur les certificats d'immatriculation - Allègement)** : p. 9862 - **Article 15 (Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports)** : p. 9870 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié (Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale)** : p. 9876 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-499 rectifié et n° I-66 (Compagnies aériennes - Renouvellement de la flotte actuelle - Incitations fiscales)** : p. 9888 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-730, n° I-938 rectifié et n° I-939 (Secteur aérien - Aviation civile, d'affaires et transport privé - Écocontribution - Augmentation)** : p. 9892 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-469 rectifié, n° I-500 rectifié bis et n° I-774 rectifié bis (Entreprises de transport aérien - Taxes perçues sur les billets - TVA - Suppression)** : p. 9893

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 10156

Seconde partie :

- (27 novembre 2020) : p. 10297 p. 10298

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10364

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (28 novembre 2020) : p. 10518

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article 38 (Plafonds des emplois des opérateurs de l'État)** : p. 11301

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-1316 rectifié ter (Petites et moyennes entreprises - Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Création)** : p. 11342 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1313 (Constructions neuves de logements sociaux - Exonération de taxe foncière - Remplacement par un dégrèvement)** : p. 11361 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-175 rectifié quater, n° II-806 rectifié bis, n° II-45 rectifié quater, n° II-95 rectifié ter, n° II-402 rectifié quater, n° II-1234, n° II-1409 et n° II-1448 rectifié (Collectivités territoriales - Résidences secondaires - Taxe d'habitation - Majoration)** : p. 11363 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié (Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation)** : p. 11370 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1346 rectifié (Dépenses publiques des collectivités - Versement du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Contemporanéité)** : p. 11373 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1094 rectifié (Achat de meubles neufs - Utilisation d'une partie du plan épargne logement (PEL) - Autorisation)** : p. 11377 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements n° II-75 rectifié ter, n° II-118 rectifié bis et n° II-1333 (Location de biens meubles ou de biens meublés - Déclenchement de paiement des cotisations sociales - Seuil identique)** : p. 11388 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements n° II-401 rectifié ter et n° II-646 rectifié (Taxe de séjour forfaitaire - Remplacement par la taxe de séjour « au réel »)** : p. 11390 p. 11391 - **Article additionnel après l'article 42 octies - Amendement n° II-1274 rectifié bis (Cigéo, projet de centre de stockage en couche géologique profonde pour les déchets radioactifs - Modèle fiscal - Définition)** : p. 11398 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1097 rectifié bis (Immeubles des quartiers prioritaires de la politique de la ville - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Exonération - Prorogation)** : p. 11406 - **Article 42 terdecies (nouveau) (Évaluation de la valeur locative des casiers d'enfouissement de déchets selon la méthode de l'appréciation directe)** : p. 11417 p. 11418

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1338 rectifié (Taxe de l'aviation civile - Taxe de solidarité sur les billets d'avion - Critère géographique)** : p. 11443 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1339 rectifié (Taxe de solidarité sur les billets d'avion - Réductions tarifaires - Report entrée en vigueur)** : p. 11444 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendements n° II-104 et n° II-521 rectifié (Production de biocarburants - Perspectives - Rapport au Parlement)** : p. 11455 p. 11456 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-105 (Transport aérien - Projets de taxation - Rapport au Parlement)** : p. 11456 p. 11457

CAPUS (Emmanuel)
sénateur (Maine-et-Loire)
Les Indépendants, puis INDEP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020 ; puis vice-président le 2 juillet 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020 ; puis vice-président le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à créer un mécanisme d'assurance des pertes d'exploitation liées à des menaces ou crises sanitaires graves [n° 399 (2019-2020)] (8 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 34 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider [n° 44 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Travail et emploi [n° 138 tome 3 annexe 32 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 24 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, à la suite du Conseil européen du 23 avril 2020 (par téléconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, suite au Conseil européen du 23 avril 2020 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la société anonyme Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 2 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur les aspects éthiques.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, chef économiste de la direction générale du Trésor, MM. Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Institut national de la statistique

et des études économiques (INSEE), sur le thème « Quelles perspectives de reprise pour l'économie française ? ».

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen des amendements de séance sur le texte adopté par la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 54

- **Mises au point au sujet de votes** - (28 janvier 2020) : p. 634

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (28 janvier 2020) - **Article 10 ter (nouveau)** (*Expérimentation de l'accès en population générale aux examens des caractéristiques génétiques*) : p. 652

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1444 p. 1445 p. 1448 p. 1449 p. 1450 p. 1451 p. 1452 - **Article 1er** (*Rationaliser l'utilisation des panneaux électoraux*) : p. 1457

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1462 p. 1463

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vente en ligne de médicaments** - (19 février 2020) : p. 1587

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 7** (*Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution)* - *Liste*) : p. 2541

- **Question de contrôle au Gouvernement sur la continuité des activités indispensables au pays pendant la période de crise** - (1er avril 2020) : p. 2857 p. 2858

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2902

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 44 rectifié et n° 203** (*Heures supplémentaires travaillées pendant l'état d'urgence sanitaire - Exonération fiscale et sociale totale*) : p. 2960 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 6 rectifié quater, n° 221 rectifié et n° 301** (*Entreprise enregistrée dans un paradis fiscal - Interdiction de bénéficiaire des mesures d'aides « Covid-19 »*) : p. 2962 - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3057 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 83 rectifié bis** (*Wallis-et-Futuna - Mise en œuvre des mesures d'urgence pour lutter contre les conséquences économiques de la crise sanitaire - Rapport au Parlement*) : p. 3145 p. 3146 - **Article 11 (nouveau)** (*Demande de rapport sur la création d'un fonds de soutien permettant d'assurer une indemnisation des préjudices économiques résultant de menaces sanitaires graves*) : p. 3148 - **Article 13 (nouveau)** (*Création d'une section « Avances remboursables et prêts bonifiés aux entreprises touchées par la crise de Covid-19 » au sein du compte de concours financier « Prêts et avances à des particuliers et à des organismes privés »*) : p. 3161 - **Article 14 (nouveau)** (*Demande de rapport portant sur la participation*

au fonds de solidarité des collectivités territoriales, des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre et des entreprises) : p. 3162

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3794 p. 3795

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 3818 - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3834 - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3844

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4534

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)]** - (3 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5168 p. 5169 p. 5174

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5582 - **Article 1er bis** (*Conditions d'organisation du second tour des élections municipales et communautaires*) : p. 5590 p. 5591

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion [n° 547 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6079

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au bilan des élections municipales** - (1er juillet 2020) : p. 6146

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7655

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9257 p. 9262

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9274

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9300

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Commission mixte paritaire [n° 117 (2020-2021)]** - (20 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9323 p. 9327 p. 9328 p. 9329 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9382

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-423 rectifié bis** (*Associés des sociétés ayant*

pour objet l'exercice d'une profession libérale - Rémunération des fonctions techniques - Catégorie des traitements et salaires - Assimilation sur le plan fiscal): p. 9400 p. 9401 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-337 rectifié** (Sportif professionnel - Changement de club - Régime de l'impatriation - Bénéfice): p. 9413 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-797** (Bailleurs de biens ruraux - Diminution du loyer contractuel - Autorisation): p. 9413 - **Article 3** (Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée): p. 9442 p. 9443 p. 9444 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-755 rectifié quinquies, n° I-1001 rectifié bis, n° I-1198 rectifié, n° I-1228 et n° I-1010 rectifié bis** (Revenu imposable des artisans, agriculteurs et professions libérales - Abattement forfaitaire): p. 9461 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° I-796 rectifié** (Recapitalisation des entreprises - Structures de type « holding animatrice » - Incitation fiscale): p. 9466

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 nonies (nouveau)** (Hausse à 10 millions d'euros du plafond de chiffre d'affaires des PME applicable pour bénéficiaire du taux réduit d'impôt sur les sociétés): p. 9508 - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME): p. 9548 p. 9549 p. 9553 p. 9554 - **Article 4** (Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements): p. 9563 p. 9567 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-176 rectifié bis, n° I-1090 rectifié bis et n° I-1150 rectifié** (Dispositif de suramortissement du matériel robotique - Extension au secteur agricole): p. 9573 p. 9574 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-166 rectifié bis, n° I-304 rectifié bis, n° I-968 rectifié ter, n° I-282 rectifié ter et n° I-800 rectifié** (« Crédit impôt famille » (CIFAM) - Extension aux indépendants): p. 9575 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-801 rectifié** (« Crédit impôt famille » (CIFAM) - Assiette - Extension aux indépendants): p. 9577 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-169 rectifié** (Centres équestres ou poneys clubs - Entretien des équidés - Aide exceptionnelle): p. 9595 - **Article 7** (Suppression progressive de la majoration de 25 % des bénéfices des entreprises qui n'adhèrent pas à un organisme de gestion agréé): p. 9604 p. 9606 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-167 rectifié et n° I-1088 rectifié bis** (Sociétés agricoles - Fusion fiscalement neutre - Autorisation): p. 9607 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-425 rectifié** (Bureaux et surfaces de stationnement - Taxes de production - Dégrèvement exceptionnel): p. 9663 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-345 rectifié bis, n° I-602 rectifié et n° I-814** (Vente d'un terrain à bâtir - Plus-values - Abattement fiscal - Extension aux communes situées en zones B1): p. 9665 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-346 rectifié bis, n° I-603 rectifié, n° I-347 rectifié et n° I-813** (Vente d'un terrain à bâtir - Abattement fiscal - Plus-values - Prorogation): p. 9666 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-427 rectifié bis** (Emplacements équipés d'infrastructures de recharge de véhicules électriques - Taxe sur

les bureaux - Exonération): p. 9671 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-817 rectifié bis** (Entreprises - Provisions pour investissement - Réduction des bénéfices imposables - Rétablissement): p. 9676 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-103 rectifié, n° I-815 rectifié et n° I-474 rectifié ter** (Régime fiscal des donations - Rappel fiscal - Abaissement du délai - Modifications (délai - âge du donateur)): p. 9680 p. 9681 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-102 rectifié et n° I-825 rectifié** (Transmission d'entreprises - Traitement fiscal - Pacte très long terme - Instauration): p. 9685 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-342 rectifié ter, n° I-549 rectifié, n° I-604 rectifié bis et n° I-812 rectifié** (Donation à un proche - Exonération des droits de mutation - Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) - Inclusion): p. 9688

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 136 (2020-2021)]** - (24 novembre 2020) - **Discussion générale**: p. 9926

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-573** (Biogaz de récupération - Valorisation en biométhane - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réduction): p. 9962 - **Article 16 bis (nouveau)** (Modification des taxes versées par les candidats au permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur): p. 9981 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-177 rectifié, n° I-357 rectifié, n° I-532 rectifié et n° I-981 rectifié ter** (Épargne en coopérative - Départ de l'associé coopérateur - Possibilité de transfert): p. 9982 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-17 rectifié ter, n° I-292 rectifié bis, n° I-362 rectifié septies, n° I-555 rectifié, n° I-805 rectifié et n° I-959 rectifié bis** (Crise sanitaire - Pertes fiscales - Compensation intégrale): p. 10005

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'intervention du Président de la République du 24 novembre 2020 et les nouvelles annonces** - (25 novembre 2020): p. 10100

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la centrale de Fessenheim et les coupures d'électricité** - (25 novembre 2020): p. 10107

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Travail et emploi

- (4 décembre 2020): p. 11128 p. 11137 - **État B**: p. 11145 p. 11146 p. 11149 p. 11151 p. 11152 p. 11153 p. 11155 - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° II-1082 rectifié ter** (Pôle Emploi - Lutte contre la fraude - Agents assermentés - Droit de communication): p. 11157

- **Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (17 décembre 2020): p. 12019

CARCENAC (Thierry)
sénateur (Tarn)
SOCR

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne.

Vice-président du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (8 juillet 2020).

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'État.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - Famille - Questions sociales et santé.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - Économie et finances, fiscalité - Société.

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - Éducation - Famille - Questions sociales et santé.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.

Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)] (28 mai 2020) - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'adéquation des moyens humains et matériels aux enjeux du contrôle fiscal : une évaluation difficile, une stratégie à clarifier [n° 668 (2019-2020)] (22 juillet 2020) - Économie et finances, fiscalité.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Arrêt et démantèlement des installations nucléaires civiles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Audition de M. Rémy Weber, président du directoire de La Banque Postale.

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et

de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des finances*) : Pilotage stratégique par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères des opérateurs de l'action extérieure de l'État et sa déclinaison au niveau des postes diplomatiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Refonte de la péréquation - Communication.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens du contrôle fiscal - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le plan de relance.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Communication de M. Jérôme Bascher, rapporteur spécial, sur les projets immobiliers des pouvoirs publics.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 259 (2019-2020)] - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 801

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2114

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 384 (2019-2020)] - (20 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2705 - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 6 rectifié** (*Entreprises - Dispositif de suramortissement exceptionnel de 40 % pour les biens non utilisés inscrits à l'actif immobilisé - Création*) : p. 2709 p. 2710 - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 8** (*Salariés mobilisés depuis le début du confinement - Heures supplémentaires - Impôt sur le revenu et cotisations sociales - Exonération totale*) : p. 2712 - **Article 4** (*Garantie de l'État relative aux prêts consentis par des établissements de crédit*) : p. 2746 p. 2747 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2755

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 403 (2019-2020)] - (21 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 94 et n° 299** (*Participation des détenteurs de capitaux à la solidarité nationale - Prélèvement forfaitaire unique (PFU, flat tax) - Suppression*) : p. 2916

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article 2 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 2996 - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3075 p. 3098 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 138 rectifié** (*Garantie d'emprunt proposée par l'État - Taux d'intérêts - Encadrement*) : p. 3142 - **Article 12 (nouveau)** (*Rapport sur l'utilisation des ressources attribuées au compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »*) : p. 3150 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 141 rectifié** (*Articulation des différents actionnaires publics face à la crise - Détails des interventions en capital mises en œuvre - Rapport au Parlement*) : p. 3159 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 140** (*Caducité du fonds pour l'innovation et l'industrie - Perspectives du soutien budgétaire à l'innovation de rupture - Rapport au Parlement*) : p. 3160 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 268 rectifié bis, n° 73 rectifié ter, n° 135 et n° 4 rectifié ter** (*Dépenses des collectivités territoriales liées à la gestion de la crise du Covid-19 - Imputation à la section « investissement »*) : p. 3164 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3171

- **Commission mixte paritaire** [n° 409 (2019-2020)] - (23 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 3736

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019** [n° 505 (2019-2020)] - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6251

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 624 (2019-2020)] - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6402

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 118 rectifié** (*Biens non utilisés inscrits à l'actif immobilisé - Suramortissement exceptionnel*) : p. 6467

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 63 rectifié** (*Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel*) : p. 6597 - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*) : p. 6648 p. 6649 p. 6650 p. 6658 p. 6659 p. 6661 p. 6665

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Nouvelle lecture** [n° 653 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7173

CARDENES (Stéphane)
sénateur (Gard)
NI, puis UC-A

Devenu sénateur le 18 juin 2020 (en remplacement de Mme Pascale Bories, démissionnaire de son mandat).

Non réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable du 30 juin 2020 au 30 septembre 2020.

CARDON (Rémi)
sénateur (Somme)
SER

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle le 16 décembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)] (3 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation aux reprises*) : Table ronde sur « La situation des travailleurs indépendants ».

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public** [n° 39 (2020-2021)] - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7682

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la précarité des étudiants** - (25 novembre 2020) : p. 10111 p. 10112

CARDOUX (Jean-Noël)
sénateur (Loiret)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Président de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination ; membre le 15 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité.

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du comité de surveillance de la Caisse d'amortissement de la dette sociale jusqu'au 30 novembre 2020.

Membre titulaire du Haut conseil du financement de la protection sociale jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (par visioconférence).

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Rémi Pellet, professeur à l'université de Paris et à Sciences Po Paris, spécialiste en droit financier public et social (en téléconférence).

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de MM. Jean-Louis Rey, président du conseil d'administration de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et Anthony Requin, directeur général de l'Agence France-Trésor.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Jean-Eudes Tesson et Yann-Gaël Amghar, président du conseil d'administration et directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) (en visioconférence).

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de M. Laurent Vachey, inspecteur général des finances, chargé de la mission de concertation et de propositions relative à la création de la branche autonomie.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale*) : Échange de vues sur le programme de travail.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 23

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Question préalable** : p. 6167

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6185 p. 6187 p. 6188

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture [n° 655 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 656 (2019-2020)** : p. 7213 p. 7214

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture [n° 656 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 655 (2019-2020)**.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 10** (*Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de covid-19 au titre de 2021*) : p. 8464 - **Article 12** (*Sécurisation du mode de calcul de l'évolution du plafond de la sécurité sociale*) : p. 8473 - **Article 13** (*Prolongement du dispositif d'exonération lié à l'emploi de travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TO-DE)*) : p. 8474

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article 24 et annexe B** (*Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)*) : p. 8671

CARLOTTI (Marie-Arlette)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SER

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Défense : Soutien de la politique de défense [n° 140 tome 7 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'attitude de la France vis-à-vis de l'Arabie Saoudite** - (18 novembre 2020) : p. 9183 p. 9184

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11044 p. 11045

CARRÈRE (Maryse)
sénatrice (Hautes-Pyrénées)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020 ; puis vice-présidente le 7 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols le 5 février 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (4 mai 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi report du second tour des élections municipales (10 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales ; sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs [n° 304 (2019-2020)] (5 février 2020) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus [n° 429 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'événementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Protection judiciaire de la jeunesse [n° 144 tome 8 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Famille - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de M. Cédric Bourillet, directeur général de la prévention des risques au ministère de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. David Djaïz.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (par téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des lois*) : Audition commune de MM. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France et de Renaud Muselier, président de Régions de France (en téléconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Table ronde sur l'impact sanitaire et environnemental de la pollution des sols ayant accueilli des activités industrielles ou minières (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Table ronde de représentants des organismes d'inspection et de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (en téléconférence).

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Table ronde de chercheurs et scientifiques (en téléconférence).

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Programme « Protection judiciaire de la jeunesse » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles** [n° 154 (2019-2020)] - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 254

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1530

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au Plan hôpital 2020** - (26 février 2020) : p. 1780

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Nouvelle lecture** [n° 300 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1798

- **Question orale sans débat sur le réseau de création et d'accompagnement pédagogiques** - (3 mars 2020) : p. 1876 p. 1877

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique** [n° 359 (2019-2020)] - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1917 p. 1918 - **Article 33 (priorité)** (*Habilitation*)

à légiférer par ordonnance pour modifier certaines règles applicables aux personnels des chambres d'agriculture et de l'Office national des forêts (ONF) ainsi que le conseil d'administration de ce dernier) : p. 1967

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** - Commission mixte paritaire [n° 388 (2019-2020)] - (22 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2814

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions** [n° 417 (2019-2020)] - (4 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 3816 - **Article 2** (Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement) : p. 3857 p. 3859

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) : p. 3877 - **Article 3** (Modalités de placement à l'isolement des citoyens contagieux) : p. 3890

- **Commission mixte paritaire** [n° 423 (2019-2020)] - (9 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4188

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les liaisons aériennes et l'aménagement du territoire** - (10 juin 2020) : p. 5549

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires** [n° 494 (2019-2020)] - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5585 - **Article 1er bis** (Conditions d'organisation du second tour des élections municipales et communautaires) : p. 5591 - **Article additionnel après l'article 2 octies** - **Amendements n° 16 rectifié bis et n° 20 rectifié** (Transfert des pouvoirs de police spéciale du maire au président de l'EPCI - Aménagement de calendrier) : p. 5599 - **Article additionnel après l'article 2 octies** - **Amendements n° 17 rectifié bis et n° 21 rectifié** (Communication d'un état des indemnités des élus communautaires - Report au quatrième trimestre) : p. 5600

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France** - (30 juin 2020) : p. 6119

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire** - Nouvelle lecture [n° 578 (2019-2020)] - (2 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6209

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire** [n° 10 (2020-2021)] - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7412

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique** - Commission mixte paritaire [n° 67 (2020-2021)] - (27 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7727

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur** [n° 52 (2020-2021)] - (28 octobre 2020) - **Article 3** (Création d'un dispositif de « chaire de professeur junior ») : p. 7962 - **Article 4** (Création d'un contrat doctoral de droit privé) : p. 7967

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8033 p. 8034

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire** [n° 79 (2020-2021)] - (29 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 8043 - **Article 3 septies (nouveau)** (Assouplissement des conditions de délibération des collectivités territoriales) : p. 8074

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 4** - **Amendement n° 13 rectifié** (Luttes contre la propagation de l'épidémie de Covid-19 à Saint-Pierre-et-Miquelon - Septaine et second test PCR - Obligation) : p. 8105 p. 8106 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8127

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur** [n° 52 (2020-2021)] - (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 15** - **Amendements n° 77 rectifié bis et n° 170 rectifié** (Acteurs de la santé publique - Accès simplifié aux informations sur le statut des brevets des médicaments prioritaires) : p. 8140 - **Article additionnel après l'article 15** - **Amendements n° 76 rectifié bis et n° 169 rectifié** (Levée des exclusivités accordées sur certaines licences de produits issus de la recherche publique - Autorisation) : p. 8141 - **Article 17** (Simplification de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche) : p. 8148 p. 8149 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8177

- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution** [n° 83 (2020-2021)] - (3 novembre 2020) - **Article 1er** (Précisions relatives aux collectivités territoriales autorisées à participer à l'expérimentation et aux conditions de l'expérimentation) : p. 8202 p. 8203

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire** - Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)] - (5 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8345

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière** - Nouvelle lecture [n° 121 (2020-2021)] - (17 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9125

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15** - **Amendements n° I-40 rectifié ter, n° I-454 rectifié bis, n° I-1004 rectifié bis et n° I-41 rectifié** (Services départementaux d'incendie et de secours - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération) : p. 9882 - **Article additionnel après l'article 15 quater** - **Amendements n° I-85 rectifié, n° I-105 rectifié, n° I-622 rectifié et n° I-376 rectifié** (Collectivités territoriales ou leurs groupements ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial - Fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Bénéfice) : p. 9911

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 bis** - **Amendements n° I-15 rectifié ter, n° I-361 rectifié septies, n° I-554 rectifié, n° I-803 et n° I-956 rectifié bis** (Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence) : p. 10031 - **Article additionnel après l'article 23 ter** - **Amendements n° I-10 rectifié bis, n° I-641 rectifié ter et n° I-990 rectifié** (Collectivités territoriales - Parc automobile - Renouvellement - Location longue durée (LDD) - FCTVA - Bénéfice) : p. 10052 - **Article additionnel après l'article 23 ter** - **Amendements n° I-363 rectifié septies, n° I-827, n° I-965 rectifié et n° I-452 rectifié ter** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Majoration) : p. 10053 - **Article additionnel après l'article 23 ter** - **Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement) : p. 10057

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le chômage partiel** - (25 novembre 2020) : p. 10105

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)] (suite)

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-44 rectifié bis, n° II-173 rectifié sexies, n° II-405 rectifié ter et n° II-913 rectifié** (*Communes touristiques de moins de 10 000 habitants - Répartition du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Modification*): p. 10922 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-224 rectifié ter, n° II-46 rectifié ter, n° II-169 rectifié quinquies, n° II-403 rectifié ter, n° II-871 et n° II-911 rectifié** (*Dotations globales de fonctionnement (DGF) - Montant de la dotation forfaitaire par habitant - Rééquilibrage entre communes*): p. 10924 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-47 rectifié quater, n° II-171 rectifié sexies, n° II-406 rectifié quater, n° II-805 rectifié, n° II-872 rectifié et n° II-912 rectifié bis** (*Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Opérations éligibles - Investissements touristiques - Inclusion*): p. 10943 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-667 rectifié bis** (*Dotation particulière élu local (DPEL) - Toutes les communes de 200 habitants et moins - Bénéfice*): p. 10952

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11065

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11095

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2020) : p. 11111

Justice

- (4 décembre 2020) : p. 11208 - **État B** : p. 11218 - **Article 55 bis (nouveau)** (*Réforme de l'aide juridictionnelle*) : p. 11238

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article 42 B (nouveau)** (*Prolongation du DEFI forêt*) : p. 11317 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-175 rectifié quater, n° II-806 rectifié bis, n° II-45 rectifié quater, n° II-95 rectifié ter, n° II-402 rectifié quater, n° II-1234, n° II-1409 et n° II-1448 rectifié** (*Collectivités territoriales - Résidences secondaires -*

Taxe d'habitation - Majoration): p. 11364 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-932 rectifié** (*Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) - Prélèvement par la collectivité assurant la collecte des déchets - Facilitation*): p. 11376 p. 11377 - **Article additionnel après l'article 42 viciés - Amendements n° II-1454 rectifié bis et n° II-1463 rectifié bis** (*Entreprises agricoles - Sortie du glyphosate - Crédit d'impôt temporaire*): p. 11426

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article 43** (*Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols*): p. 11442 - **Article 43 duodecimes (nouveau)** (*Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises agricoles certifiées « haute valeur environnementale »*): p. 11482 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-1040 rectifié** (*Jeunes - Produits nutritionnellement inadéquats - Taxe sur le marketing alimentaire*): p. 11589 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendements n° II-39 rectifié ter, n° II-159 rectifié bis, n° II-983 rectifié et n° II-1255 rectifié ter** (*Filière vitivinicole - Baisse du chiffre d'affaires - Aide aux employeurs*): p. 11593 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendements n° II-293 rectifié et n° II-1440 rectifié** (*Grandes agglomérations - Redevance incitative*): p. 11602

- **Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan [n° 714 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11774

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11812

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles - Commission mixte paritaire [n° 194 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 222 (2020-2021)** : p. 11837

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales - Commission mixte paritaire [n° 222 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

CARTRON (Françoise)
sénatrice (Gironde)
LaREM

Non réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Vice-présidente de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Vers une alimentation durable : Un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France [n° 476 (2019-2020)] (28 mai 2020) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Tables rondes sur le thème : Qu'y aura-t-il dans nos assiettes en 2050 ?

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale

aux outre-mer, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'alimentation du futur (en téléconférence).

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Échanges de vues sur les nouveaux thèmes de travail de la délégation.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition du professeur Philippe Juvin, chef du service des urgences de l'hôpital européen Georges-Pompidou.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la délinquance en zone de sécurité prioritaire** - (3 mars 2020) : p. 1866

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6086 p. 6087

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France** - (30 juin 2020) : p. 6113 p. 6114 p. 6126

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Convention citoyenne pour le climat** - (1er juillet 2020) : p. 6144

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les contrats de développement écologique** - (16 juillet 2020) : p. 6409

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (19 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6826 p. 6857 - **Article additionnel après l'article 17 quaterdecies - Amendement n° 819 rectifié bis** (*Zone dunaire - Indemnisation d'immeubles - Rapport au Parlement*) : p. 6974 - **Article additionnel après l'article 18 B - Amendement n° 1056** (*Soulac-sur-Mer - Copropriété « Le Signal » - Indemnisation - Modalités*) : p. 6980

CASTANER (Christophe)
ministre de l'intérieur
(jusqu'au 3 juillet 2020)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi organique portant report de l'élection de six sénateurs représentant les Français établis hors de France et des élections partielles pour les députés et les sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 473 (2019-2020)] (27 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les violences urbaines** - (8 janvier 2020) : p. 78

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 98 p. 100 p. 101 p. 102 p. 103 p. 104 p. 105 p. 106 p. 107 p. 108 p. 109 p. 110

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au nuancement des candidats aux prochaines élections municipales (I)** - (22 janvier 2020) : p. 454

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au nuancement des candidats aux prochaines élections municipales (II)** - (22 janvier 2020) : p. 457 p. 458

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Mila** - (29 janvier 2020) : p. 738

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (29 janvier 2020) : p. 740

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les communautarismes (I)** - (19 février 2020) : p. 1584

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les communautarismes (II)** - (19 février 2020) : p. 1588

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation des réfugiés palestiniens et syriens en Guyane** - (26 février 2020) : p. 1774

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des élus** - (19 mars 2020) : p. 2490

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 1er (précédemment réservé)** (*Report des élections municipales*) : p. 2561 p. 2562 p. 2563 p. 2564 p. 2565 p. 2566 p. 2567 p. 2568 p. 2569 p. 2570 p. 2571 p. 2572 p. 2573 - **Article 1er bis (nouveau) (précédemment réservé)** (*Conseils municipaux élus au complet dès le 1er tour - Régime applicable*) : p. 2573 p. 2574 p. 2575 - **Article 2 (précédemment réservé)** (*Habilitation à prendre des mesures par ordonnance des mesures d'adaptation au droit électoral*) : p. 2575 p. 2576 - **Article 3 (précédemment réservé)** (*Prorogation de divers mandats*) : p. 2577

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'approvisionnement en masques de protection** - (8 avril 2020) : p. 2869

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation dans les banlieues et les budgets communaux** - (22 avril 2020) : p. 3005

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'amélioration des relations entre la police et les citoyens** - (3 juin 2020) : p. 5140 p. 5141

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les étiquettes politiques des maires** - (3 juin 2020) : p. 5143

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans les banlieues** - (3 juin 2020) : p. 5144

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation contre les violences policières** - (10 juin 2020) : p. 5541

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5577 p. 5580 p. 5587 - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 23** (*Second tour des élections municipales - Report d'un an*) : p. 5588 - **Article 1er A** (*Cadre général du projet de loi*) : p. 5589 - **Article 1er bis** (*Conditions d'organisation du second tour des élections municipales et communautaires*) : p. 5589 p. 5591 p. 5592 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Période d'état d'urgence sanitaire - Vote par correspondance pour les scrutins électoraux - Instauration*) : p. 5593 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié** (*Établissement public de coopération*

intercommunale (EPCI) - Réunion suivant l'installation des conseils municipaux - Réduction de délai) : p. 5593 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Prolongation de règles dérogatoires relatives au quorum et aux pouvoirs dans les assemblées délibérantes locales*) : p. 5595 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° 14 rectifié** (*Adoption du budget et vote de l'arrêté des comptes 2019 - Report de la date limite*) : p. 5596 - **Article 2 quinquies (nouveau)** (*Prolongation de règles dérogatoires relatives aux consultations préalable et aux réunions dématérialisées des assemblées délibérantes locales*) : p. 5597 - **Article 2 septies (nouveau)** (*Réunion des assemblées locales en tout lieu*) : p. 5598 - **Article 2 octies (nouveau)** (*Prolongation de règles dérogatoires relatives à la publicité des réunions des assemblées délibérantes locales*) : p. 5598 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 32** (*Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Désignation de leurs représentants au sein des syndicats intercommunaux et des syndicats mixtes fermés - Possibilité de ne pas recourir au vote à scrutin secret - Autorisation*) : p. 5599 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 20 rectifié** (*Transfert des pouvoirs de police spéciale du maire au président de l'EPCI - Aménagement de calendrier*) : p. 5599 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendements n° 17 rectifié bis et n° 21 rectifié** (*Communication d'un état des indemnités des élus communautaires - Report au quatrième trimestre*) : p. 5600 - **Article additionnel après l'article 2 octies - Amendement n° 28** (*Suppléance du président d'un syndicat intercommunal ou d'un syndicat mixte fermé par un vice-président - Autorisation*) : p. 5601 - **Article 5** (*Annulation partielle du second tour et organisation d'un nouveau scrutin à deux tours dans les communes ou collectivités territoriales concernées*) : p. 5613 p. 5614

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la police française et le contexte sécuritaire** - (17 juin 2020) : p. 5732

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la flambée de violence à Dijon** - (17 juin 2020) : p. 5733

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les élections régionales** - (17 juin 2020) : p. 5740

- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5743 p. 5749 - **Article 1er** (*Report de l'élection de sénateurs représentant les Français établis hors de France*) : p. 5751 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5755

- **Projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires - Commission mixte paritaire [n° 509 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5756

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au transport sanitaire en Lozère** - (1er juillet 2020) : p. 6145

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la police** - (1er juillet 2020) : p. 6152

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'hypothèse du report des élections régionales** - (1er juillet 2020) : p. 6154

CASTELLI (Joseph)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

CASTEX (Jean)
Premier ministre
(du 4 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Parlement dans l'action gouvernementale** - (8 juillet 2020) : p. 6223

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au Ségur de la santé** - (8 juillet 2020) : p. 6224

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au devenir de la réforme des retraites** - (8 juillet 2020) : p. 6225

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (8 juillet 2020) : p. 6226 p. 6227

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (8 juillet 2020) : p. 6228

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet

2020) : p. 6364 p. 6365 p. 6366 p. 6367 p. 6368 p. 6369 p. 6370 p. 6371 p. 6385

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'égalité homme-femme** - (16 juillet 2020) : p. 6412

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la rapidité de la mise en œuvre du plan de relance** - (14 octobre 2020) : p. 7439 p. 7440

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation sociale dans le pays** - (14 octobre 2020) : p. 7443

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la taxe sur les transactions financières** - (14 octobre 2020) : p. 7445

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux perspectives pour la Nouvelle-Calédonie** - (14 octobre 2020) : p. 7446 p. 7447

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine (I)** - (21 octobre 2020) : p. 7622 p. 7623

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine (II)** - (21 octobre 2020) : p. 7625

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty (III)** - (21 octobre 2020) : p. 7626

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty (IV)** - (21 octobre 2020) : p. 7627

- **Question d'actualité au Gouvernement de l'assassinat de Samuel Paty (VII)** - (21 octobre 2020) : p. 7630

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (28 octobre 2020) : p. 7846 p. 7847

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8022 p. 8028 p. 8030 p. 8033 p. 8037 p. 8038

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les petits commerces pendant la crise sanitaire** - (4 novembre 2020) : p. 8222 p. 8223

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (4 novembre 2020) : p. 8223

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (25 novembre 2020) : p. 10106

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des principes de la République** - (9 décembre 2020) : p. 11707

CAZABONNE (Alain)
sénateur (Gironde)
UC

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Vito Rosario Petrocelli, président de la commission des affaires étrangères du Sénat italien.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France, ancien ambassadeur en Fédération de Russie.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, envoyé spécial du Gouvernement.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de représentants de fédérations sportives.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Étienne, ambassadeur de France aux États-Unis, sur la gestion de la crise sanitaire aux États-Unis, son impact sur la campagne présidentielle américaine, les conséquences géopolitiques de la crise du Covid (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. René Troccaz, consul général à Jérusalem.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'hydrogène, une priorité dans la transition énergétique française** - (24 juin 2020) : p. 5927 p. 5928

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de la base industrielle et technologique française de défense** - (22 juillet 2020) : p. 7154 p. 7155

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11052

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
LaREM

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, référent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des

Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM sur le Moyen-Orient face à la crise sanitaire et géopolitique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du mardi 12 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, sur la contamination du porte-avions Charles de Gaulle (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Mayer, président du CIDEF et du GICAT, Éric Trappier, président du GIFAS, et Hervé Guillou, président du GICAN, représentants de l'industrie de défense (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères : point de situation internationale (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Redonner du souffle au Service de santé des Armées » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 56

- **Débat sur le thème : Quelle réponse de la France au projet d'annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël ?** - (24 juin 2020) : p. 5960

CHAIN-LARCHÉ (Anne)
sénatrice (Seine-et-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (19 mars 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome VIII : PME, commerce et artisanat [n° 535 tome 8 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Plan de relance [n° 139 tome 4 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux entreprises*): Présentation, par Mme Élisabeth Lamure, du rapport d'information n° 208 (2019-2020), du 16 décembre

2019, fait au nom de la délégation aux entreprises : « Accès des PME à la fibre : non-assistance à concurrence en danger ? ».

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du dimanche 22 mars 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur la mise en œuvre des dispositifs pour les ETI-PME-TPE, sur les perspectives d'organisation de sortie de crise et sur la numérisation des PME-TPE.

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France (par téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les conséquences de la situation sanitaire pour les entreprises et leurs premières réactions au plan de relance.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 et politique de relance - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Philippe Dorge, directeur général adjoint du groupe La Poste en charge des services Courrier-Colis, et Thierry Chardy, fondateur et directeur général de la startup Ma Ville Mon Shopping.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 413 p. 432

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 476 p. 497 p. 503

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 383 (2019-2020)** : p. 2507

- **Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 382 (2019-2020)**.

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 210 rectifié** (*Délai de l'IVG chirurgicale - Allongement de deux semaines*) : p. 4641

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7809

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-360 rectifié** (*Produits de biocontrôle - Taux de TVA - Réduction*) : p. 9716 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-237, n° I-1053, n° I-1092 rectifié, n° I-33 rectifié bis, n° I-238, n° I-887 rectifié bis et n° I-1056** (*Ensemble des opérations de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux financés en PLAI et PLU - Taux de TVA réduit*) : p. 9752 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-781 rectifié ter, n° I-916 rectifié ter, n° I-1229 rectifié, n° I-430 rectifié bis, n° I-503 rectifié bis, n° I-884 rectifié bis, n° I-1054 rectifié bis et n° I-725 rectifié** (*Travaux de rénovation énergétique - Taux de TVA réduit*) : p. 9762 p. 9763

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évacuation du campement place de la République à Paris** - (25 novembre 2020) : p. 10104

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ouverture des stations de ski** - (25 novembre 2020) : p. 10109

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10187

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10243

CHAIZE (Patrick)
sénateur (Ain)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020.

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières (29 octobre 2020).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie) jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant du comité de massif du massif du Jura jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi réformant les modalités d'attribution des fonds de concours intercommunaux [n° 237 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi instituant une obligation d'information des maires et des présidents de conseils départementaux, des interventions effectuées par les services d'incendie et de secours sur le territoire de leur collectivité [n° 238 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie circulaire et à la lutte contre le gaspillage.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des transports (ART) et Mme Stéphanie Duon, secrétaire générale.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, Olivier Gupta, directeur général, et Philippe Chaumet-Riffaud, commissaire de l'Autorité de sûreté nucléaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine Guillouard, présidente-directrice générale de la RATP, sur les répercussions de la crise du Covid-19 et de l'après-crise au sein de la RATP (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Réunion constitutive (en téléconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Déploiement de la 5G et aménagement numérique de la France - Audition de M. Martin Bouygues, président-directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique - Examen du rapport d'étape.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative aux impacts sanitaires et environnementaux de la 5G.

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au Plan.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du Logement.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 30

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1471 p. 1472

- **Question orale sans débat sur l'importance de l'activité du tribunal judiciaire de Bourg-en-Bresse** - (18 février 2020) : p. 1492 p. 1493

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mise en place du réseau 5G** - (19 février 2020) : p. 1590 p. 1591

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3803

- **Question orale sans débat sur l'insuffisance de places au sein des instituts médico-éducatifs de l'Ain** - (26 mai 2020) : p. 4390 p. 4391

- **Débat sur la crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?** - (27 mai 2020) : p. 4505

- **Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 39 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7684

- **Question orale sans débat relative à la démographie médicale dans l'Ain** - (5 novembre 2020) : p. 8328 p. 8329

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2020) : p. 10547

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10553

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56 quinquies (nouveau)** (*Dérogation au principe de séparation de la conception et de la réalisation des travaux pour des opérations de rénovation énergétique financées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10572

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12788

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 57** (*Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA*) : p. 10898

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11748

CHARON (Pierre)
sénateur (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination ; président le 13 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - Budget - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - Aménagement du territoire - Environnement.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - Questions sociales et santé - Société - Sports.

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - Questions sociales et santé.

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - Questions sociales et santé - Société - Travail.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - Collectivités territoriales.

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - Entreprises - Société - Travail.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - Défense - Justice - Police et sécurité.

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - Sports.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - Police et sécurité - Questions sociales et santé.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - Entreprises - Travail.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - Justice - Police et sécurité.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - Justice - Police et sécurité.

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - Transports.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - Aménagement du territoire - Transports.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - Union européenne.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - Logement et urbanisme.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - Transports.

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - Pouvoirs publics et Constitution - Société.

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - Justice - Police et sécurité.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au parquet national financier** - (1er juillet 2020) : p. 6148

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6366

CHASSEING (Daniel)
sénateur (Corrèze)
Les Indépendants, puis INDEP

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2020.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 15 décembre 2020.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire du comité ad hoc chargé de donner un avis sur les autorisations de recherches sur l'embryon - Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un mécanisme d'assurance des pertes d'exploitation liées à des menaces ou crises sanitaires graves [n° 399 (2019-2020)] (8 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 34 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à la stérilisation obligatoire des chats errants [n° 128 (2020-2021)] (16 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à ajouter le principe de laïcité à notre devise nationale [n° 211 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Jean-Marie Bockel sur les conclusions de la table ronde du 19 décembre 2019 « Alimentation saine et durable : quels moyens d'action pour les collectivités ? ».

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire et « Ségur de la santé » - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (par visioconférence).

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la Covid-19 et de sa gestion - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Fabrice Gombert, président, et Thomas Fatome, directeur général, de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mmes Dominique Le Guludec, présidente, et Élisabeth Bouvet, présidente de la commission technique des vaccinations, de la Haute Autorité de santé et Marie-Paule Kieny, virologue, vaccinologue et directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, sur les vaccins contre la covid-19.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 41 p. 42

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 99 p. 100

- **Débat sur la pédopsychiatrie en France** - (8 janvier 2020) : p. 119

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 386 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 409 p. 426 p. 437

- **Mises au point au sujet de votes** - (22 janvier 2020) : p. 462

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 469 p. 475 p. 499

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 526 p. 529 p. 540 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 552 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 578

- **Mises au point au sujet de votes** - (23 janvier 2020) : p. 597

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (23 janvier 2020) - **Article 5** (*Extension du don croisé d'organes*) : p. 603 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 219 rectifié quinquièmes** (*Greffe - Liste nationale d'attente - Lutte contre les inégalités d'accès*) : p. 605 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 220 rectifié ter** (*Personne atteinte d'insuffisance rénale chronique - Droit à l'information - Liberté de choix de traitement*) : p. 606 p. 607

- **Mises au point au sujet de votes** - (23 janvier 2020) : p. 611

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (28 janvier 2020) - **Article 17 (priorité)** (*Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale*) : p. 662 - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 669 - **Article 15** (*Régulation, en recherche fondamentale, de certaines utilisations des cellules souches pluripotentes induites*) : p. 692 - **Article 19 bis A (supprimé)** (*Abrogation du double diagnostic préimplantatoire (DPI-HLA) et demande de rapport sur le sang placentaire*) : p. 705 - **Article 19 ter (nouveau)** (*Expérimentation du diagnostic préimplantatoire pour la recherche d'aneuploidies*) : p. 709

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 19 quater (nouveau)** (*Réalisation en première intention d'un examen des caractéristiques génétiques chez le nouveau-né dans le cadre du dépistage néonatal pour la recherche d'anomalies génétiques ciblées susceptibles de mesures de prévention ou de soins*) : p. 747 - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 750

- **Suite de la discussion** (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 856

- **Question orale sans débat sur le problème des lignes secondaires de la région Nouvelle-Aquitaine** - (18 février 2020) : p. 1496

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vente en ligne de médicaments** - (19 février 2020) : p. 1587 p. 1588

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Deuxième lecture [n° 326**

(2019-2020)] - (26 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1786

- **Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de Points d'accueil pour soins immédiats [n° 462 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5231 - **Article 1er** (*Création de centres d'accueil pour soins immédiats en complémentarité de l'offre locale de soins*) : p. 5235 p. 5236 p. 5237 p. 5238

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5975

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 531 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5998

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du secteur automobile et de l'entreprise Borgwarner en particulier** - (1er juillet 2020) : p. 6147

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Question préalable** : p. 6166 - **Article 2** (*Modification du cadre organique des lois de financement de la sécurité sociale en matière d'information du Parlement et de mesures relatives à la dette*) : p. 6177

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6188 p. 6192

- **Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire [n° 43 (2020-2021)]** - (21 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7639 - **Article 4** (*Expérimentation d'un dispositif de recherche des bénéficiaires de contrats de retraite supplémentaire en déshérence*) : p. 7648

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 8385 - **Discussion générale** : p. 8386

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 238 rectifié bis** (*Tiers payant intégral dans le cadre de 100 % Santé - Incitation*) : p. 8410 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 65 rectifié ter et n° 232 rectifié quinquièmes** (*Contrat solidaire et responsable - Remboursement différencié selon l'affiliation ou non du professionnel de santé au réseau de soins - Encadrement*) : p. 8411 p. 8412 - **Article 4** (*Contribution au financement de la prime Covid-19 pour les personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)*) : p. 8415 - **Article 6 ter (nouveau)** (*Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire*) : p. 8435 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendements n° 310 rectifié bis et n° 833 rectifié quater** (*Entreprises de la filière brassicole - Cotisations à partir de 70 % de perte de chiffre d'affaires - Exonération totale*) : p. 8443

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 144** (*Principe de compensation instauré par la loi « Veil » - Dérogations - Suppression*) : p. 8459 - **Article 10** (*Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de covid-19 au titre de 2021*) : p. 8463 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 969 rectifié et n° 210 rectifié bis** (*Heures supplémentaires - Défisicalisation - Modifications*) : p. 8468 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 956 rectifié bis, n° 693 rectifié bis et n° 958 rectifié bis** (*Embauche - Exonération des cotisations patronales - Extension aux secteurs des travaux agricoles et du paysage*) : p. 8477 p. 8478 - **Article additionnel après l'article**

13 - Amendements n° 422 rectifié et n° 706 rectifié bis (*Revenus fonciers tirés de la location de terres par bail rural - CSG - Abaissement*) : p. 8480 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement** (*Médiation - Cotisants - Information*) : p. 8481 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 822 rectifié ter** (*Alignement - Réclamation ou remboursement de sommes - Période - URSSAF*) : p. 8484 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 828 rectifié bis** (*Contrôle URSSAF - Recours à un tiers - Création*) : p. 8485 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 326 rectifié** (*URSSAF - Entreprises d'au moins 10 salariés - Contrôle - Durée maximale - Instauration*) : p. 8485 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 827 rectifié bis** (*URSSAF - Délivrance de l'attestation de vigilance au terme de la procédure contradictoire*) : p. 8486 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 823 rectifié bis** (*Contrôle URSSAF - Prescription des cotisations et pénalités - Durée - Prévisions*) : p. 8486 p. 8487 - **Article 13 bis (nouveau)** (*Exonérations de cotisations et contributions sociales pour les employeurs du secteur de la viticulture ayant subi les conséquences de la crise due à l'épidémie de covid-19*) : p. 8492 p. 8493 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 363 rectifié quater, n° 421 rectifié bis, n° 651 rectifié bis et n° 850 rectifié** (*Exploitants agricoles - Calcul des cotisations - Modalités*) : p. 8497

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 803 rectifié, n° 427 rectifié bis, n° 428 rectifié bis et n° 663** (*Travailleurs non-salariés agricoles - Charges - Exonérations ou allègement*) : p. 8511 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 325 rectifié bis** (*Travail dissimulé - Procédure de contrôle - Directeur de l'organisme effectuant le recouvrement - Contresignature*) : p. 8559 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 204 rectifié** (*Lutte contre les fraudes sociales - Mesures prises par l'administration fiscale - Duplication*) : p. 8564 - **Article 15** (*Simplification des démarches déclaratives des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants agricoles*) : p. 8568 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° 787 rectifié** (*Lutte contre le non recours aux aides existantes - Automatisation des droits*) : p. 8576 - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8581 p. 8582

- **Débat sur la forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux** - (19 novembre 2020) : p. 9245

- **Mises au point au sujet de votes** - (26 novembre 2020) : p. 10170

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 151 (2020-2021)]** - (26 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10173 - **Question préalable** : p. 10182

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2020) : p. 10609

Santé

- (30 novembre 2020) : p. 10634 - **État B** : p. 10648 p. 10653 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914** (*Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement*) : p. 10657

Solidarité, insertion et égalité des chances - État B

- (30 novembre 2020) : p. 10673

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-224 rectifié ter, n° II-46 rectifié ter, n° II-169 rectifié quinquies, n° II-403 rectifié ter, n° II-871 et n° II-911 rectifié** (*Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Montant de la dotation forfaitaire par habitant - Rééquilibrage entre communes*) : p. 10925 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-757 rectifié** (*Communes de moins de 1 000 habitants - Financement d'opérations - Fraction de l'enveloppe versée à chaque département - Attribution*) : p. 10941

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux mesures sanitaires dans les trains et aux investissements sur la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse** - (9 décembre 2020) : p. 11713 p. 11714

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire du comité de surveillance des investissements d'avenir jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Conseil national de l'industrie jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de Business France ; nouvelle nomination le 24 novembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome V : Industrie [n° 535 tome 5 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Donner la parole aux petites et moyennes entreprises françaises [n° 573 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Entreprises.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la modernisation de la politique européenne de la concurrence [n° 593 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Entreprises - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques : Moderniser la politique européenne de concurrence [n° 603 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Politique de la ville - Audition de M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Olivier Guersent, directeur général des services de la concurrence à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (par téléconférence).

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Faber, président-directeur général de Danone (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Déglobalisation et relocalisation : quelles leçons tirer de la crise ? », autour de MM. Patrick Artus, chef économiste de Natixis, Nicolas Bouzou, directeur du cabinet de conseil Asterès, Florent Menegaux, président de Michelin, et Arnaud Montebourg, ancien ministre et entrepreneur (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Commerce international, libre-échange, mondialisation : quels enseignements tirer de la crise ? » - Table ronde.

Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Plan de relance : quelles mesures pour relancer la consommation et l'investissement ? » - Table ronde (par téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'industrie et du tourisme par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 et politique de relance - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport sur les difficultés des entreprises françaises à l'étranger, présenté par Mme Jacky Deromedi.

Questions diverses.

CHAUDUN (Christophe)
sénateur (Sarthe)

Devenu sénateur le 25 juin 2020 (en remplacement de Mme Nadine Grelet-Certenais, dont le mandat a pris fin de plein droit).

Démissionnaire le 25 juin 2020.

CHAUVET (Patrick)
sénateur (Seine-Maritime)
UC

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

CHAUVIN (Marie-Christine)
sénateur (Jura)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de massif du massif du Jura jusqu'au 12 novembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Tables rondes sur le thème : Qu'y aura-t-il dans nos assiettes en 2050 ?

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne en charge d'une économie au service des personnes, Commissaire européen au commerce.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-333 rectifié ter, n° I-674 rectifié bis, n° I-677 rectifié quater, n° I-879 rectifié quater et n° I-950 rectifié quater** (*Garantie de recettes fiscales du bloc communal - Reconduction*) : p. 10010

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 57** (*Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA*) : p. 10899

CHEVROLLIER (Guillaume)
sénateur (Mayenne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Comité national de l'eau et comité consultatif prévu au 4° de l'article L. 213-1 du code de l'environnement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Pour une transition numérique écologique [n° 555 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Environnement [n° 142 tome 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 27 (2020-2021)] visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 242 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'exposition du quotidien aux perturbateurs endocriniens.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur les déserts médicaux - Examen du rapport d'information.

Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme

Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF, Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs et Frédéric Delorme, président-directeur général de Fret SNCF (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, Mmes Anne-Marie Couderc, présidente non exécutive du groupe Air France-KLM, Anne Rigail, directrice générale d'Air France, et Anne-Sophie Le Lay, secrétaire générale du groupe Air France-KLM et d'Air France (en téléconférence).

Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, Olivier Gupta, directeur général, et Philippe Chaumet-Riffaud, commissaire de l'Autorité de sûreté nucléaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gestion de la crise du Covid-19 et de l'après-crise en Île-de-France - Audition de Mme Valérie Péresse, présidente de la Région Île-de-France (en téléconférence).

Audition de Mme Catherine Guillouard, présidente-directrice générale de la RATP, sur les répercussions de la crise du Covid-19 et de l'après-crise au sein de la RATP (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en téléconférence, de M. Gaël Giraud, économiste, sur la « relance verte ».

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Biodiversité - Audition de M. Jean-François Guégan, professeur à l'École des hautes études en santé publique, membre du Conseil national français sur les changements globaux sur le thème « crise environnementale et pandémie ».

Répercussions de la crise de Covid-19 sur les secteurs de l'eau et de la biodiversité - Communication de M. Guillaume Chevrollier.

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Luc Lallemand, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Déploiement de la 5G et aménagement numérique de la France - Audition de M. Martin Bouygues, président-directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement, et Jean-François Silvain, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité sur le lien entre pandémies et atteintes à la biodiversité.

Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pascal Canfin, président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen.

Mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique - Examen du rapport d'étape.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gouvernance et performance des ports maritimes - Examen du rapport d'information.

Table ronde relative aux impacts sanitaires et environnementaux de la 5G.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la politique de lutte contre la pollution de l'air.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Audition de Mme Floriane Fay et de Thibault Guiroy, responsables des relations institutionnelles et politiques publiques de Google France.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Thierry Mallet, président de l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP), Étienne Chaufour, directeur Île-de-France, chargé de l'éducation, des solidarités et

des mobilités, France urbaine, et Franck Claeys, directeur économie et finances territoriales, France urbaine.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général « territoires et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Prévention des risques » et « Biodiversité et expertise en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 47 p. 48

- **Question orale sans débat sur la multiplication d'actions violentes de militants « végans »** - (14 janvier 2020) : p. 178

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 202

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 37 rectifié quater (Intérêt supérieur de l'enfant - Consécration dans la loi française)** : p. 402 p. 404 - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 409 p. 418 p. 431 p. 432 p. 434

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 474 p. 493 p. 497

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 14 (Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires)** : p. 666 p. 668 p. 670 p. 671 p. 672 p. 673 p. 674 p. 679 p. 680 p. 681 p. 684 p. 685 p. 686 - **Article 15 (Régulation, en recherche fondamentale, de certaines utilisations des cellules souches pluripotentes induites)** : p. 691 p. 692 p. 696 - **Article 16 (Limite de conservation des embryons proposés à la recherche)** : p. 699 p. 700

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 20 (Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale)** : p. 749 p. 751 - **Article 21 (Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées)** : p. 752 p. 756

- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1424 p. 1425

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1535 p. 1536

- **Débat sur la crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?** - (27 mai 2020) : p. 4509

- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4575

- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4622

- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5161

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 [n° 499 (2019-2020)]** - (16 juin 2020) - **Article 1er (Don de jours de congé sous forme de chèques-vacances)** : p. 5700

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6090 p. 6091

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 466 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Article 1er** (*Création d'un fonds d'urgence en faveur des Français de l'étranger*) : p. 6107

- **Question orale sans débat sur l'avenir du centre médico-psychologique de l'enfant et de l'adolescent à Château-Gontier-sur-Mayenne** - (21 juillet 2020) : p. 7076

- **Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie [n° 599 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7101

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 633 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7238

- **Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire [n° 43 (2020-2021)]** - (21 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7643

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7662

- **Question orale sans débat relative à l'accès à la couverture mobile dans le département de la Mayenne** - (5 novembre 2020) : p. 8318 p. 8319

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9220 p. 9221

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9261

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

- (27 novembre 2020) : p. 10301

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10358

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article 38** (*Plafonds des emplois des opérateurs de l'État*) : p. 11300 - **Article 40** (*Plafonds des emplois de diverses autorités publiques*) : p. 11304

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 43** (*Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols*) : p. 11440 p. 11441 - **Article 44** (*Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes d'urbanisme*) : p. 11493

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11809

de CIDRAC (Marta)
sénatrice (Yvelines)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre titulaire du Conseil national du bruit.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages jusqu'au 7 décembre 2020.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire [n° 230 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin [n° 597 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Femmes et médias audiovisuels : il suffira d'une crise [n° 614 (2019-2020)] (9 juillet 2020) - **Culture - Société.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : L'engagement des femmes dans la Résistance [n° 720 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les dispositions du projet de loi relatif à la bioéthique concernant la délégation.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie circulaire et à la lutte contre le gaspillage.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF, Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs et Frédéric Delorme, président-directeur général de Fret SNCF (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État à la protection de l'enfance.

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication de M. Michel Vaspert sur les répercussions de la crise du Covid 19 sur le secteur portuaire et le transport maritime (en téléconférence).

Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, Mmes Anne-Marie Couderc, présidente non exécutive du groupe Air France-KLM, Anne Rigail, directrice générale d'Air France, et Anne-Sophie Le Lay, secrétaire générale du groupe Air France-KLM et d'Air France (en téléconférence).

Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2020 - Communication de M. Hervé Maurey, président, et des rapporteurs (en visioconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate, sur les conséquences du confinement et les perspectives du déconfinement.

Audition de Maître Isabelle Steyer, avocate, sur les conséquences du confinement et l'accompagnement du déconfinement.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gestion de la crise du Covid-19 et de l'après-crise en Île-de-France - Audition de Mme Valérie Péresse, présidente de la Région Île-de-France (en téléconférence).

Audition de Mme Catherine Guillouard, présidente-directrice générale de la RATP, sur les répercussions de la crise du Covid-19 et de l'après-crise au sein de la RATP (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en téléconférence, de M. Gaël Giraud, économiste, sur la « relance verte ».

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Biodiversité - Audition de M. Jean-François Guégan, professeur à l'École des hautes études en santé publique, membre du Conseil national français sur les changements globaux sur le thème « crise environnementale et pandémie ».

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Déploiement de la 5G et aménagement numérique de la France - Audition de M. Martin Bouygues, président-directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement, et Jean-François Silvain, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité sur le lien entre pandémies et atteintes à la biodiversité.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique - Examen du rapport d'étape.

Réunion du mardi 30 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix 2020 de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Table ronde relative aux impacts sanitaires et environnementaux de la 5G.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur le bilan de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants : conséquences du confinement, défis du déconfinement.

Validation de la liste des lauréats du Prix 2020 de la délégation.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur la place des femmes dans les médias audiovisuels.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2017-2020 de la délégation.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Laura Kövesi, Premier chef du Parquet européen.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général « territoires et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union Européenne pour la lutte contre le terrorisme.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Audition de Mme Valérie Hayer, députée européenne, sur le projet de décision du Conseil relative au système des ressources propres de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale

du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne en charge d'une économie au service des personnes, Commissaire européen au commerce.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** - *Commission mixte paritaire* [n° 231 (2019-2020)] - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 803

- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5163 p. 5164

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5873

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 624 (2019-2020)] - (18 juillet 2020) - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*) : p. 6668 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 77, n° 262 rectifié bis et n° 300 rectifié** (*Crise sanitaire - Service public des déchets - Surcoûts - Pertes - Compensation*) : p. 6687

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6826 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 274 rectifié et n° 789** (*Crédit d'impôt famille - Assiette - Professions libérales - Extension*) : p. 7026 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 730 rectifié et n° 1044 rectifié bis** (*Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) - Suppression*) : p. 7033

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7661

- **Question orale sans débat relative aux difficultés liées à l'Agence de services et de paiement** - (5 novembre 2020) : p. 8335 p. 8336

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9207 p. 9208

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-874 rectifié et n° I-784 rectifié quater** (*Dépenses de réemploi ou de réparation sur certains biens - Crédit d'impôt - Création*) : p. 9409

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (*Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME*) : p. 9550 p. 9551

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs** [n° 419 (2019-2020)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11816 p. 11817

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020) : p. 11910



CIGOLOTTI (Olivier)
sénateur (Haute-Loire)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020 ; puis président le 19 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Portes-avions Charles de Gaulle : et après ? [n° 559 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Inde, un partenaire stratégique [n° 584 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Défense : Préparation et emploi des forces [n° 140 tome 6 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Vito Rosario Petrocelli, président de la commission des affaires étrangères du Sénat italien.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France, ancien ambassadeur en Fédération de Russie.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Nicolas de Rivière, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du Président de la République pour l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Libye - Audition de M. Patrick Haimzadeh, ancien diplomate, chercheur indépendant.

Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gygax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, référent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM sur le Moyen-Orient face à la crise sanitaire et géopolitique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du mardi 12 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, sur la contamination du porte-avions Charles de Gaulle (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Mayer, président du CIDEF et du GICAT, Éric Trappier, président du GIFAS, et Hervé Guillou, président du GICAN, représentants de l'industrie de défense (en téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Réunion constitutive (en téléconférence).

Réunion du lundi 25 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Marc Del Grande, préfet de la région Guyane (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères : point de situation internationale (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. David Weinberger, chercheur à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), spécialiste des routes de la drogue en Amérique du Sud (en téléconférence).

Réunion du lundi 22 juin 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Jean-Bernard Nilam, ambassadeur délégué à la coopération régionale Antilles-Guyane.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Porte-avions de nouvelle génération - Examen du rapport d'information.

Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Examen du rapport d'information « L'Inde, un partenaire stratégique » de MM. Ladislas Poniatowski et Rachid Temal, co-rapporteurs.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général de division Pascal Facon, commandant de l'opération Barkhane (Comanfor).

Financement de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) - Examen du rapport d'information.

Situation en Méditerranée - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Avion de combat du futur (SCAF) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement (en téléconférence).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de l'amiral Pierre Vandier, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) :

Audition de S. E. M. Rahman Mustafayev, ambassadeur d'Azerbaïdjan en France.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition, depuis Njaména, du général de brigade Marc Conruyt, commandant de l'opération Barkhane (Comanfor).

Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de M. Joël Meyer, ambassadeur de France au Mali.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux enjeux et interrogations de l'opération Barkhane après le sommet de Pau** - (15 janvier 2020) : p. 241

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso** [n° 191 (2019-2020)] - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 788

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu** [n° 259 (2019-2020)] - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 802

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise migratoire aux frontières de la Grèce** - (4 mars 2020) : p. 2078

- **Débat sur le thème : Quelle réponse de la France au projet d'annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël ?** - (24 juin 2020) : p. 5956 p. 5957

- **Question orale sans débat sur l'élargissement de la prime « grand âge »** - (21 juillet 2020) : p. 7078 p. 7079

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de compensation pour les collectivités de la baisse des impôts de production** - (21 octobre 2020) : p. 7631

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh** [n° 145 (2020-2021)] - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10120

- **Question orale sans débat sur les difficultés des établissements de santé privés d'intérêt collectif en Haute-Loire** - (1er décembre 2020) : p. 10747 p. 10748

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11043

CLUZEL (Sophie)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées
(jusqu'au 3 juillet 2020)
secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées
(du 27 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)]** - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 92
- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Deuxième lecture [n° 326 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1783 p. 1790
- **Question orale sans débat sur l'insuffisance de places au sein des instituts médico-éducatifs de l'Ain** - (26 mai 2020) : p. 4390
- **Question orale sans débat sur l'accueil et l'accompagnement des enfants handicapés** - (26 mai 2020) : p. 4391
- **Question orale sans débat sur la prise en charge des enfants handicapés Français résidant à l'étranger** - (26 mai 2020) : p. 4392
- **Question orale sans débat sur le manque de places dans les services pour enfants handicapés dans le Haut-Rhin** - (16 juin 2020) : p. 5678

COHEN (Laurence)
sénatrice (Val-de-Marne)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2020 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8588 p. 8589 p. 8592 p. 8593 p. 8598 p. 8604 p. 8611 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 724 rectifié, n° 922 et n° 903 rectifié** (*Prestation universelle de compensation à l'autonomie - Mise en œuvre - Étude d'impact*) : p. 8614 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 601** (*Règlement départemental d'aide sociale - « Aide à la vie partagée » (AVP) - Mise en œuvre*) : p. 8614

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914** (*Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement*) : p. 10667

Solidarité, insertion et égalité des chances - État B

- (30 novembre 2020) : p. 10669 p. 10681

- **Question orale sans débat sur les difficultés des entreprises adaptées accentuées par la crise économique liée au Covid-19** - (1er décembre 2020) : p. 10744

- **Question orale sans débat relative au renouvellement des membres de la commission du droit local d'Alsace-Moselle** - (1er décembre 2020) : p. 10745

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès à l'interruption volontaire de grossesse dans la région des Hauts-de-France** - (1er décembre 2020) : p. 10745

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » (28 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 (17 novembre 2020).

Membre titulaire de la commission consultative de suivi des conséquences des essais nucléaires.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin [n° 597 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : L'engagement des femmes dans la Résistance [n° 720 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Société.**

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] - Création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 172 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les dispositions du projet de loi relatif à la bioéthique concernant la délégation.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les retraites des agricultrices.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Bertrand Fragonard, président du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

Réunion du mardi 25 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les enjeux économiques de la réforme des retraites pour les femmes.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Risques liés au coronavirus Covid-19 et les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre sa transmission - Audition.

Réunion du jeudi 5 mars 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur le Forum Génération égalité de 2020.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Philippe Sansonetti, médecin, chercheur en microbiologie, professeur au Collège de France et professeur émérite à l'Institut Pasteur (en téléconférence).

Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Florence Ader, infectiologue à l'hôpital de la Croix-Rousse de Lyon, responsable de l'essai clinique européen Discovery (en téléconférence).

Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Françoise Barré-Sinoussi, présidente du Comité analyse, recherche et expertise sur la maladie Covid-19 (Care) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Ernestine Ronai, responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, et de M. Édouard Durand, juge des enfants au TGI de Bobigny, co-présidents de la commission « Violences de genre » du Haut Conseil à l'égalité.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance sur les articles délégués au fond à la commission des affaires sociales.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Luc Frémiot, magistrat honoraire, ancien procureur de la République de Douai.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Communications diverses.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire et « Ségur de la santé » - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur général près la Cour de cassation.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (par visioconférence).

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Rémi Pellet, professeur à l'université de Paris et à Sciences Po Paris, spécialiste en droit financier public et social (en téléconférence).

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Nomination d'un rapporteur et examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la Covid-19 et de sa gestion - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Désignation des lauréats du Prix 2020 de la délégation aux droits des femmes.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'information sur le bilan de la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants : conséquences du confinement, défis du déconfinement.

Validation de la liste des lauréats du Prix 2020 de la délégation.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Mme Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France et M. Aurélien Rousseau, directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

Table ronde avec des professionnels de santé libéraux d'Île-de-France.

(*délégation aux droits des femmes*) : Examen du rapport d'activité 2017-2020 de la délégation.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune du colonel Grégory Allione, président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPPF), des docteurs François Dolveck, directeur des urgences du Centre hospitalier de Melun - Marc Jacquet, et Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF).

Réunion du mardi 21 juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 1er septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur la situation dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad).

Table ronde sur les prises en charge à domicile.

Réunion du mercredi 2 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des ordres des professions de santé.

Table ronde sur les aspects éthiques.

Réunion du jeudi 3 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des fédérations hospitalières et médico-sociales.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du Professeur Claude Jeandel, président du Conseil national professionnel de gériatrie.

Audition du professeur Claude Jeandel, président du Conseil national professionnel de gériatrie.

Table ronde avec les associations de patients.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, sur l'enquête réalisée en application de l'article LO 132-3-1 du code des juridictions financières sur la fraude sociale.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des acteurs institutionnels.

Table ronde avec des experts en santé publique.

Réunion du jeudi 17 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mme Marisol Touraine, ancienne ministre de la santé.

Audition de Mme Roselyne Bachelot, ancienne ministre de la santé.

Table ronde d'anciens directeurs généraux de la santé.

Réunion du mardi 22 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Table ronde sur les aspects numériques.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mme Agnès Buzyn, ancienne ministre des solidarités et de la santé.

Table ronde sur la communication de crise : Mme Sibeth Ndiaye, ancienne porte-parole du Gouvernement, et M. Yves Sciana, président de l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI).

Réunion du jeudi 24 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 8 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale et sur l'enquête de la Cour des comptes sur les groupements hospitaliers de territoire.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune des professeurs Éric Maury, président de la Société de réanimation de langue française, Hervé Bouaziz, président de la Société française d'anesthésie et de réanimation, et Marc Leone, chef du service d'anesthésie-réanimation des hôpitaux universitaires de Marseille.

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Fabrice Gombert, président, et Thomas Fatome, directeur général, de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du jeudi 15 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de MM. Justin Breyse, président de l'Intersyndicale nationale des Internes (ISNI), et

Julien Flouriot, président du Syndicat des Internes des Hôpitaux de Paris (SIHP).

Audition de M. Louis Gautier, ancien secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Audition de Mme Claire Landais, ancienne secrétaire générale de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation du travail de la délégation pour la session 2020-2021.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, candidate proposée par le Président de la République à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme de travail de la délégation pour 2021.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mmes Dominique Le Guludec, présidente, et Élisabeth Bouvet, présidente de la commission technique des vaccinations, de la Haute Autorité de santé et Marie-Paule Kieny, virologue, vaccinologue et directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, sur les vaccins contre la covid-19.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la pédopsychiatrie en France** - (8 janvier 2020) : p. 111 p. 123

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission de 1 200 médecins hospitaliers** - (15 janvier 2020) : p. 235

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission de médecins hospitaliers** - (15 janvier 2020) : p. 238

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (15 janvier 2020) : p. 245

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 385 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 407 p. 416 p. 417 p. 425 p. 427 p. 430

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 472 p. 479 p. 480 p. 481 p. 482 p. 499 p. 503 p. 508 p. 509

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 532 p. 543 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 551 p. 559 p. 565 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 571 p. 582 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 198 rectifié bis** (*Parents de même sexe - Lien de filiation - Établissement - Possession d'état - Extension*) : p. 584 p. 585 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 199 rectifié ter** (*Couples lesbiens mariés - Présomption de la parentalité - Extension*) : p. 585 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 595 p. 599 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 202** (*Registres de donneurs et de receveurs - Établissement - Interdiction*) : p. 604

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 7 bis (nouveau)** (*Levée partielle de l'interdiction du don du sang applicable aux majeurs protégés et abaissement de l'âge du don du sang pour les mineurs*) : p. 636 - **Article 10** (*Consentement à l'examen des caractéristiques génétiques*) : p. 641 p. 642 - **Article 10 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'accès aux tests génétiques à visée généalogique*) : p. 643 - **Article 10 ter (nouveau)** (*Expérimentation de l'accès en population générale aux examens des caractéristiques génétiques*) : p. 653 - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 681 p. 682 - **Article 15** (*Régulation, en recherche fondamentale, de certaines utilisations des cellules souches pluripotentes induites*) : p. 689 p. 694 - **Article 19 bis A (supprimé)** (*Abrogation du double diagnostic préimplantatoire (DPI-HLA) et demande de rapport sur le sang placentaire*) : p. 704 - **Article 19 ter (nouveau)** (*Expérimentation du diagnostic préimplantatoire pour la recherche d'aneuploidies*) : p. 711

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 750 - **Article 21** (*Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées*) : p. 752 p. 755 - **Article 21 bis** (*Prise en charge des enfants présentant une variation du développement génital*) : p. 759 p. 760 p. 761

- **Suite de la discussion** (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 855

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre**

aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)] - (4 février 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 871 - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 886 p. 888 p. 889 p. 891

- **Débat sur le thème** : « L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ? » - (6 février 2020) : p. 1435

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1527

- **Débat sur le thème** : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? » - (18 février 2020) : p. 1574 p. 1576

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au Plan hôpital 2020** - (26 février 2020) : p. 1780

- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2121 p. 2127

- **Question d'actualité au Gouvernement sur quels moyens d'urgence pour l'hôpital public et la politique de santé publique ?** - (19 mars 2020) : p. 2491

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 5** (*État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement*) : p. 2516 p. 2518 - **Article 5 bis (nouveau)** (*État d'urgence sanitaire - Déclaration pour une durée de deux mois - Modalités - Prorogation autorisée que par la loi*) : p. 2524 - **Article 7** (*Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Liste*) : p. 2538 p. 2540 p. 2541 p. 2546 p. 2547 p. 2548 - **Article 10** (*Ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Prolongation de la durée de validité des visas de long séjour, titres et autorisations provisoires de séjour - Autorisation*) : p. 2556

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 20** (*Aide à la recherche sur le Covid-19 - Crédit d'impôt recherche (CIR) - Utilisation*) : p. 2716 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 16** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Augmentation des taux*) : p. 2719 p. 2720 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 14** (*Impôt sur la fortune (ISF) - Investissement*) : p. 2722 - **Article 2 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 2740

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème** : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 - (4 mai 2020) : p. 3782 p. 3793

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 149** (*Faculté ouverte aux employeurs d'imposer des jours de congés - Suppression*) : p. 3840 p. 3841 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 142** (*Contrôle du Parlement sur le régime d'exception*) : p. 3842 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Possibilité ouverte au Parlement de mettre fin à l'état d'urgence*) : p. 3842

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3876 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 168** (*Lutte contre les incendies dans les bois et forêts - Propriétaires forestiers - Déplacements pour travaux d'aménagements - Autorisation*) : p. 3885 - **Article 5** (*Port du masque obligatoire dans les transports publics sous peine de contraventions*) : p. 3899 p. 3900 p. 3905 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 100 et n° 159** (*Prorogation de l'état d'urgence sanitaire - Période d'interdictions d'expulsions locatives - Prorogation*) : p. 3918

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gratuité des masques** - (13 mai 2020) : p. 4209 p. 4210

- **Question orale sans débat relative aux inquiétudes sur l'avenir de Sanofi en France et dans le Val-de-Marne** - (26 mai 2020) : p. 4379 p. 4380

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (*Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19*) : p. 4423 p. 4424 p. 4437 - **Article 1er bis A** (*Adaptation des règles relatives aux contrats d'insertion*) : p. 4440 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendements n° 239 rectifié bis, n° 204 rectifié et n° 205 rectifié** (*Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos - Abrogation*) : p. 4442 p. 4443 - **Article 1er quater AA (nouveau)** (*Mobilisation des réserves des caisses complémentaires des indépendants*) : p. 4458 - **Article 1er quater CA (nouveau)** (*Dématérialisation de certains documents provisoires de séjour*) : p. 4472 - **Article 1er quater** (*Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur*) : p. 4476 p. 4479 p. 4480

- **Suite de la discussion** (28 mai 2020) - **Article 1er septies A** (*Prolongation d'un an de l'expérimentation des maisons de naissance*) : p. 4633 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 211 rectifié et n° 53 rectifié bis** (*Interruptions médicales de grossesses (IMG) - Nouveaux lieux de prise en charge et ajout du caractère de détresse psychosociale*) : p. 4636 p. 4638 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 210 rectifié** (*Délai de l'IVG chirurgicale - Allongement de deux semaines*) : p. 4640 p. 4642 - **Article 1er septies** (*Reports de réformes civiles et pénales*) : p. 4645 p. 4646 - **Article 1er octies C** (*Aménagement de l'organisation des procès criminels*) : p. 4656 - **Article additionnel après l'article 1er octies D - Amendement n° 212 rectifié** (*Durée de validité de certaines ordonnances de protection - Prolongation automatique de deux mois*) : p. 4657 p. 4658 - **Article 1er decies** (*Adaptation par accord d'entreprise des règles relatives aux contrats courts*) : p. 4673 p. 4674

- **Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de Points d'accueil pour soins immédiats [n° 462 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5230

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er** (*suppression maintenue*) - **Amendement n° 60 rectifié bis** (*Violences au sein de la famille - Notification de l'ordonnance de protection au défendeur - Envoi par le ministère public ou par la voie administrative*) : p. 5352 - **Article additionnel avant l'article 1er** (*suppression maintenue*) - **Amendement n° 71 rectifié** (*Ordonnance de protection - Dissimulation de l'adresse de l'école des enfants - Autorisation*) : p. 5359 - **Article additionnel après l'article 2** (*suppression maintenue*) - **Amendements n° 78 et n° 36 rectifié** (*Violences conjugales - Résidence alternée - Interdiction*) : p. 5367 p. 5368 - **Article additionnel après l'article 2** (*suppression maintenue*) - **Amendement n° 77** (*Violences conjugales - Exercice de l'autorité parentale - Parent victime - Attribution*) : p. 5369 - **Article additionnel après l'article 2** (*suppression maintenue*) - **Amendements n° 5 rectifié bis et n° 79** (*Suspension de l'exercice de l'autorité parentale et des droits de visite et d'hébergement du parent auteur d'un crime commis sur la personne de l'autre parent - Caractère définitif*) : p. 5371 p. 5372 - **Article additionnel après l'article 3** - **Amendement n° 6 rectifié ter** (*Condamnation pour violences intrafamiliales - Contacts entre le conjoint violent et sa victime - Interdiction*) : p. 5374 - **Article additionnel après l'article 3** - **Amendement n° 27 rectifié** (*Délit de non-représentation d'enfant - Audition des enfants capables de discernement - Obligation*) : p. 5376 - **Article additionnel après l'article 5** - **Amendement n° 12 rectifié** (*Auteur des violences conjugales - Mesure de rappel à*

la loi - Stages et formations - Obligation) : p. 5379 - **Article 8** (Levée du secret médical en cas de violences conjugales et d'emprise) : p. 5389 p. 5394 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 80** (Victime de violence conjugale en danger - Signalement par un professionnel de santé - Ordonnance de protection - Délivrance en urgence par le juge aux affaires familiales) : p. 5394 p. 5395 - **Article 9 bis** (Caractère cumulatif des peines d'interdiction relatives aux armes et aux contacts avec les victimes) : p. 5397 p. 5398 - **Article 12 (supprimé)** (Modalités d'admission provisoire à l'aide juridictionnelle) : p. 5409 - **Article additionnel après l'article 15 (supprimé) - Amendements n° 66, n° 67, n° 68 et n° 83** (Amendement n° 66 (Mise en œuvre de l'éducation à la sexualité dans le cadre scolaire, à l'école primaire, au collège et au lycée - Rapport au parlement), n° 67 (Pistes pour la mise en œuvre d'un signalement en ligne pour les victimes de violences, harcèlements et discriminations et d'une application déclenchant l'enregistrement de l'infraction - Rapport au Parlement), n° 68 (Coût des frais médicaux et para-médicaux à la charge des victimes de violences conjugales - Rapport au Parlement), n° 83 (Généralisation du protocole « féminicide » mis en œuvre en Seine-Saint-Denis - Possibilité - Rapport au Parlement) : p. 5421 p. 5422 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5422

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)]** - (22 juin 2020) - **Article 1er** (Création d'un régime ad hoc de sortie de la crise sanitaire) : p. 5799 p. 5802 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation de la durée de conservation de certaines données personnelles collectées par les systèmes d'information de santé pour lutter contre l'épidémie) : p. 5816

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Question préalable** : p. 6165 - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (Prolongation de la durée d'amortissement de la dette sociale) : p. 6172 - **Article 2** (Modification du cadre organique des lois de financement de la sécurité sociale en matière d'information du Parlement et de mesures relatives à la dette) : p. 6176

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (Affectation d'une fraction de contribution sociale généralisée à la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie) : p. 6181 p. 6182 - **Article 4** (Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale) : p. 6183 p. 6186 p. 6188 p. 6189 p. 6190 p. 6191 p. 6193

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7358 - **Article 3 ter A (nouveau)** (Possibilité de cumul entre un contrat d'insertion et un autre contrat de travail à temps partiel) : p. 7372 p. 7373 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendement n° 106** (Structures de l'insertion par l'activité économique (SIAE) - Expérimentation - Instance de dialogue social - Mise en place) : p. 7405 - **Article 10 bis (supprimé)** (Rapport au Parlement évaluant les possibilités d'adaptation des règles du dialogue social afin de mieux y associer les salariés en parcours d'insertion) : p. 7405 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7406

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation critique dans les hôpitaux** - (14 octobre 2020) : p. 7440 p. 7441

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 38** (Capacité hospitalière de la France - Rapport au Parlement) : p. 8047 p. 8048 - **Article 1er** (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire) : p. 8051 p. 8052

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 8382 p. 8383

- **Rappel au règlement** - (9 novembre 2020) : p. 8400

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)] (suite)**

Première partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre 2019) : p. 8401

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 3** (Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de Covid-19 au titre de 2020) : p. 8405 - **Article 6 ter (nouveau)** (Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire) : p. 8434

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 10** (Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de covid-19 au titre de 2021) : p. 8460 - **Article 11** (Affectation à la CNAM des excédents de la caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières (CAMIEG) et des provisions relatives à la réserve de prévoyance de la CPRP SNCF) : p. 8470 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 976** (Cotisations - Exemption d'assiette - Suppression) : p. 8478 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 29 rectifié quater, n° 323 rectifié ter, n° 524 rectifié quinquies et n° 788 rectifié** (Abattements de cotisations sociales - Extension aux Ehpad et USLD du secteur public) : p. 8482 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 983** (Recours au temps partiel - Cotisations d'assurance sociale employeur - Majoration) : p. 8483

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 974** (Revenus financiers des sociétés - Assujettissement à cotisation sociale) : p. 8514 - **Article 13 ter (nouveau)** (Suppression de l'exemption de cotisations sociales pour les avantages visant à favoriser la pratique sportive en entreprise) : p. 8518 p. 8519 - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendement n° 497 rectifié** (Entreprises de moins de 250 salariés - Forfait social sur l'intéressement, la participation et l'abondement - Suppression) : p. 8539 - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendement n° 966 rectifié** (Entreprises - Contribution à la branche famille - Obligation) : p. 8541 - **Article 16** (Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie) : p. 8582 p. 8584 p. 8609 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 970** (Établissements publics de santé et Ehpad - Taxe sur les salaires - Exonération) : p. 8615 - **Article 17** (Clauses de sauvegarde des produits de santé) : p. 8616 p. 8618

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 804 rectifié bis** (Stockage de quatre mois pour les médicaments à intérêt thérapeutique majeur - Obligation - Compensation financière) : p. 8643 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 972** (Allègement CICE - Minoration en fonction des pratiques des entreprises) : p. 8652 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 967 rectifié, n° 968, n° 571 et n° 964** (Bas salaires - Exonérations de cotisations sociales patronales (Réduction « Fillon ») - Suppression) : p. 8655 - **Article 24 et annexe B** (Approbation du rapport sur l'évolution pluriannuelle du financement de la sécurité sociale (annexe B)) : p. 8664

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25** (Revalorisation des carrières des personnels non médicaux dans les établissements

de santé et les Ehpad) : p. 8683 p. 8686 - **Article 27** (Favoriser l'investissement courant à travers la reprise de la dette des établissements de santé assurant le service public hospitalier) : p. 8698 - **Article 28** (Ajustements à la réforme du financement des établissements de santé) : p. 8703 p. 8708 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 816 rectifié bis, n° 817 rectifié ter et n° 1045** (Directeur général de l'ARS - Information de la CRSA sur l'allocation des ressources financières aux activités de santé) : p. 8715 - **Article 28 quinquies (nouveau)** (Demande de rapport sur la mise en œuvre de la réforme du financement des hôpitaux de proximité) : p. 8718 - **Article 30** (Pérennisation et développement des maisons de naissance) : p. 8731 - **Article 31** (Soutien au développement des hôpitaux hospitaliers) : p. 8737 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendement n° 1003** (Examens de gynécologie médicale - Tiers payant - Extension aux assurées mineures) : p. 8755 p. 8756 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis** (Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives) : p. 8761 - **Article 33 bis (nouveau)** (Tiers payant et garanties de confidentialité pour les IVG) : p. 8765 - **Article 33 ter (nouveau)** (Limitation d'accès au conventionnement des centres de santé) : p. 8767 p. 8768 p. 8769 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 993** (Expérimentation d'exercice à titre libéral en centre de santé - Suppression) : p. 8770 p. 8771 - **Article 34 quinquies (nouveau)** (Expérimentation de la réalisation d'IVG instrumentales par les sages-femmes) : p. 8780 - **Article 34 septies (nouveau)** (Expérimentation d'une consultation longue en santé sexuelle pour les jeunes de 15 à 18 ans) : p. 8783

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 761 rectifié** (Allocations familiales - Accord du parent débiteur (non paiement de la pension alimentaire) - Suppression) : p. 8817 - **Article 35 ter (nouveau)** (Avancement de la date de versement de la prime à la naissance) : p. 8821 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 222 rectifié** (Données de santé en vie réelle - Intégration à la plateforme des données de santé (PDS)) : p. 8854 - **Article additionnel après l'article 38 bis - Amendement n° 986 rectifié** (Définition des prix des médicaments - Investissements publics en recherche et développement - Exclusion) : p. 8863 - **Article additionnel après l'article 40 bis - Amendement n° 691** (Demandeurs d'asile - Temps de l'instruction - Accès aux seuls soins urgents) : p. 8871 - **Article 42** (Isolement et contention) : p. 8876 p. 8878 p. 8882 p. 8883 - **Article 45** (Ondam et sous-Ondam) : p. 8902 - **Article 46** (Dotation au FIVA, au Fcaata et transferts de la branche AT-MP à la branche maladie et à la branche vieillesse du régime général) : p. 8904 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 998** (Commission d'évaluation - Missions - Extension aux pathologies psychiques) : p. 8906 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 996** (Travailleurs de l'amiante - Droit à une

allocation de cessation anticipée d'activité - Total des années d'exposition à l'amiante dans les différents régimes - Prise en compte) : p. 8908 - **Article additionnel après l'article 47 quater - Amendement n° 201** (Équilibre financier des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence - Propositions) : p. 8919 p. 8920 p. 8921 - **Article 52 (nouveau)** (Rapport sur la capacité d'accueil dans le secteur médico-social) : p. 8926

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9100

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'attitude de la France vis-à-vis de l'Arabie Saoudite** - (18 novembre 2020) : p. 9184

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 151 (2020-2021)]** - (26 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10175 p. 10176 - **Question préalable** : p. 10180

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10240 p. 10242 p. 10251 p. 10252 p. 10253

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11147

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 45** (Création d'un régime de groupe de TVA et révision du champ du dispositif du regroupement autonome de personnes) : p. 11508 - **Article 46 terdecies (nouveau)** (Extension aux agents de Pôle emploi des droits d'accès au FICOVIE) : p. 11566 - **Article additionnel après l'article 46 quindecies - Amendement n° II-572** (Usine Metaleurop Nord - Taxe foncière - Abattement - Conditions) : p. 11568 p. 11569

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11722 p. 11731 p. 11735 p. 11736 - **Article 1er** (Institution d'un programme public de production et de distribution de médicaments essentiels) : p. 11737 - **Article 4** (Institution d'un observatoire citoyen des dispositifs médicaux) : p. 11740 - **Article 5** (Contribution sur le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises pharmaceutiques) : p. 11743

- **Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (17 décembre 2020) : p. 12023 p. 12033

COLLIN (Yvon)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières du 29 janvier 2020 au 3 février 2020.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes.

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du comité stratégique de l'Agence du service civique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, de MM. Denis Ferrand, directeur général de Rexecode et Xavier Timbeau, directeur principal de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), sur les incidences du Coronavirus Covid-19 sur l'économie française (en téléconférence).

Réunion du vendredi 24 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, à la suite du Conseil européen du 23 avril 2020 (par téléconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, suite au Conseil européen du 23 avril 2020 (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Florence Lustman, présidente de la Fédération Française de l'Assurance (FFA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la société anonyme Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Eric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, candidate aux fonctions de présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le plan de relance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 381 p. 382

- **Mises au point au sujet de votes** - (29 janvier 2020) : p. 745

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (29 janvier 2020) - **Article 21** (*Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées*) : p. 754

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences de la décision de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe** - (27 mai 2020) : p. 4487

- **Débat sur la crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?** - (27 mai 2020) : p. 4500

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des travailleurs agricoles** - (24 juin 2020) : p. 5929 p. 5930

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5931 p. 5934

- **Débat sur le thème : Quelle réponse de la France au projet d'annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël ?** - (24 juin 2020) : p. 5959

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6364 p. 6370 p. 6383

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6397

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 26 rectifié ter, n° 194 rectifié ter, n° 309 rectifié bis, n° 561 rectifié bis et n° 990** (*Producteurs de spécialités laitières AOP-IGP - Dons - Défisicalisation temporaire*) : p. 6475

- Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie [n° 599 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - Discussion générale : p. 7101

- Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales - Commission mixte paritaire [n° 618 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - Discussion générale : p. 7108

- Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - Discussion générale : p. 7125

- Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide aux petites et moyennes entreprises - (22 juillet 2020) : p. 7156

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
CRCE-R

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2020.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi report du second tour des élections municipales (10 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (24 juin 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire [n° 607 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Covid-19 : deuxième rapport d'étape [n° 608 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Mieux organiser la Nation en temps de crise [n° 609 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mme Josiane Bigot, présidente du conseil d'administration de la convention nationale de protection de l'enfant.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Migaud, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Rémy Heitz, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris, et de Mme Aude Groualle, vice-procureure, cheffe de la section des mineurs au parquet de Paris.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Communications diverses - Organisation des travaux de la commission.

Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mmes Isabelle Clanet, Josine Bitton, membres du Conseil national des barreaux, et de Dominique Attias, avocate au barreau de Paris.

Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Désignation de rapporteur.

Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Laurent Gebler, président de l'association française des magistrats de la jeunesse et de la famille (AFMJF).

Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Bill Mitchell, professeur à l'université de Newcastle.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Procédure de législation partielle en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des lois*) : Contrôle et suivi de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission des lois*) : Examen des travaux de la mission de contrôle et de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. David Djaïz.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président du comité de scientifiques Covid-19, et Aymeril Hoang, expert en numérique, membre du comité de scientifiques Covid-19 (en téléconférence).

Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Gwendal Le Grand, secrétaire général adjoint (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de M. Jean Castex, coordonnateur national à la stratégie de déconfinement (par téléconférence).

Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (par téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des lois*) : Audition commune de MM. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France et de Renaud Muselier, président de Régions de France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du lundi 22 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des lois*) : Contrôle de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Claire Hédon, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Défenseur des droits.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Audition de M. Jean-Luc Nevache, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition du général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme des retraites (I)** - (15 janvier 2020) : p. 234
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme des retraites (II)** - (15 janvier 2020) : p. 237
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dette** - (15 janvier 2020) : p. 241
- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 234 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 337 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2 (Demande de subventions des collectivités locales au titre des dotations d'État - Droit à l'erreur - Création)** : p. 342
- **Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 236 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 349
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 128 rectifié bis (Droit à l'enfant -**

Inexistence) : p. 401 - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 408 p. 410 p. 411 p. 413

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la contestation de la réforme du baccalauréat par des enseignants et des lycéens** - (5 février 2020) : p. 1329

- **Débat sur le thème : « L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ? »** - (6 février 2020) : p. 1436 p. 1437 p. 1439 p. 1440 p. 1441 p. 1442 p. 1443 p. 1444

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1449 p. 1450 p. 1451 - **Article 1er (Rationaliser l'utilisation des panneaux électoraux)** : p. 1457 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter (Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction)** : p. 1459 p. 1460

- **Question orale sans débat sur l'avis d'arrêt de travail pour congé maladie des élus locaux** - (3 mars 2020) : p. 1851

- **Question orale sans débat sur l'adaptation des règles d'accueil de la petite enfance** - (3 mars 2020) : p. 1852 p. 1853

CONCONNE (Catherine)
sénatrice (Martinique)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer les pertes d'exploitation liées à des crises sanitaires [n° 412 (2019-2020)] (29 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Réunion constitutive (en téléconférence).

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique dans les outre-mer - Table ronde sur le transport aérien.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'industrie et du tourisme par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants (en téléconférence).

Réunion du samedi 13 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la différenciation territoriale outre-mer - Entretien avec M. Claude Lise, président de l'assemblée de la collectivité territoriale de Martinique.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le Président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles** [n° 154 (2019-2020)] - (15 janvier 2020) - **Article 4** (*Modifications de la procédure de reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle*) : p. 271 p. 272

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique** [n° 359 (2019-2020)] - (3 mars 2020) - **Article 11** (*Suppression de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer*) : p. 1938 p. 1939 p. 1940

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 624 (2019-2020)] - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 48** (*Collectivité de Saint-Martin - Opérations de rénovation hôtelière - Incitation fiscale*) : p. 6472 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 47 et n° 453 rectifié** (*Départements d'outre-mer - Logements Prêts locatifs sociaux (PLS) - Quota - Augmentation*) : p. 6491 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 255 rectifié bis et n° 700** (*Travaux du BTP - TVA - Taux - Abattement*) : p. 6554

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*) : p. 6670 - **Article 6** (*Compensation des pertes fiscales des régions d'outre-mer*) : p. 6692 p. 6695 - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6737 p. 6738 p. 6741 p. 6781 p. 6795

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)]

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 10** (*Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de covid-19 au titre de 2021*) : p. 8462 p. 8463

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 495 rectifié** (*Cotisation sur les boissons alcooliques produites en outre-mer - Maintien de tarif*) : p. 8506 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 490 rectifié** (*Filière de la canne à sucre - Part patronale des cotisations sociales des salariés - Exonération*) : p. 8512 - **Article 13 quater (nouveau)** (*Inclusion du secteur de la production audiovisuelle dans le régime d'exonération renforcé propre à certaines collectivités d'outre-mer*) : p. 8522 - **Article additionnel après l'article 13 quater - Amendements n° 322 rectifié bis et n° 869 rectifié bis** (*Barème renforcé du régime d'exonération de cotisations sociales patronales spécifique aux outre-mer dit « LODEOM sociale » - Extension aux entreprises du secteur aérien domiciliées en outre-mer*) : p. 8524 - **Article additionnel après l'article 13 quater - Amendement n° 863 rectifié** (*Outre-mer - Dispositifs d'exonérations de charges - Harmonisation*) : p. 8525

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12784

Outre-mer

- (3 décembre 2020) : p. 11009 - **État B** : p. 11024 p. 11025 p. 11029 p. 11038 - **Article additionnel après l'article 55 sexes - Amendement n° II-796 rectifié bis** (*Mayotte - Étrangers en situation irrégulière - Coût des soins - Rapport au Parlement*) : p. 11041

CONSTANT (Agnès)
sénatrice (Hérault)
LaREM-A

Non réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2020.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (par téléconférence).

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Déglobalisation et relocalisation : quelles leçons tirer de la crise ? », autour de MM. Patrick Artus, chef économiste de Natixis, Nicolas Bouzou, directeur du cabinet de conseil Asterès, Florent Menegaux, président de Michelin, et Arnaud Montebourg, ancien ministre et entrepreneur (en téléconférence).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la baisse de candidats dans les sessions de formation d'aides-soignants** - (14 janvier 2020) : p. 163 p. 164

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5933

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 320 (2019-2020)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5950

CONWAY-MOURET (Hélène)
sénatrice (Français établis hors de France (Série 1))
SOCR, puis SER

Vice-présidente du Sénat jusqu'au 5 octobre 2020 ; a présidé les séances des 9, 14, 23, 28, 30 janvier, 18 février, 19, 28 mai, 4, 9, 23 juin, 18, 19 et 22 juillet 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 202 (2019-2020)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux modalités de financement des infrastructures et de l'acquisition des outils de formation dans le cadre de la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien [n° 332 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Transports**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Suivi de l'impact géopolitique de la crise sanitaire pour l'Union Européenne [n° 500 (2019-2020)] (10 juin 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la représentativité sociale des administrations et des entreprises [n° 510 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Entreprises - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la médiation familiale et au principe de résidence alternée des enfants de parents séparés [n° 628 (2019-2020)] (13 juillet 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : 2040, l'odyssée du SCAF - Le système de combat aérien du futur - version française [n° 642 tome 1 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : 2040, l'odyssée du SCAF - Le système de combat aérien du futur - version anglaise [n° 642 tome 2 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : 2040, l'odyssée du SCAF - Le système de combat aérien du futur - version allemande [n° 642 tome 3 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : 2040, l'odyssée du SCAF - Le système de combat aérien du futur - version espagnole [n° 642 tome 4 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Défense : Équipement des forces [n° 140 tome 8 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Proposition de résolution européenne sur la proposition de Règlement du Parlement Européen et du Conseil établissant le Fonds européen de la défense COM-2018-476 final - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du Président de la République pour l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie.

Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relatif aux modalités de financement des infrastructures et de l'acquisition des outils de formation dans le cadre de la coopération franco-allemande dans le domaine du transport tactique aérien - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, et de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Étienne, ambassadeur de France aux États-Unis, sur la gestion de la crise sanitaire aux États-Unis, son impact sur la campagne présidentielle américaine, les conséquences géopolitiques de la crise du Covid (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (en téléconférence).

Réunion du mardi 12 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, sur la contamination du porte-avions Charles de Gaulle (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Mayer, président du CIDEF et du GICAT, Éric Trappier, président du GIFAS, et Hervé Guillou, président du GICAN, représentants de l'industrie de défense (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères : point de situation internationale (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Désinformation, cyberattaques et cybermalveillance: l'autre guerre du Covid-19 » - Examen du rapport d'information.

« La crise sanitaire, un défi géopolitique majeur pour l'Europe » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le rapatriement des Français bloqués à l'étranger, une mobilisation sans précédent du réseau diplomatique et consulaire » - Examen du rapport d'information.

« Le réseau des écoles françaises à l'étranger en danger : supplique pour un plan d'urgence pour préparer la rentrée » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Financement de la Base industrielle et technologique de défense (BITD) - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Avion de combat du futur (SCAF) - Examen du rapport d'information.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation internationale (en téléconférence).

Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Joël Barre, délégué général pour l'armement (en téléconférence).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de l'État du Qatar et de l'accord portant reconnaissance réciproque et échange des permis de conduire entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République populaire de Chine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de l'amiral Pierre Vandier, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de

finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2021- Audition conjointe de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Audiovisuel extérieur » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 146 « Équipement des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition, depuis Njaména, du général de brigade Marc Conruyt, commandant de l'opération Barkhane (Comanfor).

Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de M. Joël Meyer, ambassadeur de France au Mali.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le gouvernement de la République française et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) relatif à l'octroi du statut diplomatique aux fonctionnaires de l'OMS de grade P5 et supérieur du bureau de l'OMS - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 102

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coronavirus** - (29 janvier 2020) : p. 743

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (22 avril 2020) - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3001 p. 3014 p. 3016 p. 3035 p. 3039 p. 3059 p. 3062 p. 3068 p. 3071 p. 3079

- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 365 (2019-2020)]** - (19 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 23** (*Bourses scolaires - Régime*) : p. 4279 - **Article 28** (*Extension du dégrèvement de la majoration de la taxe d'habitation sur les*

résidences secondaires) : p. 4288 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendement n° 24** (*Français établis hors de France - Exercice du droit au compte bancaire - Modalités*) : p. 4294

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article 2 bis** (*Extension des fonctions susceptibles d'être confiées aux volontaires internationaux en administration (VIA)*) : p. 4696 p. 4697 - **Article 4** (*Habilitation à légiférer par ordonnances pour tirer les conséquences du Brexit*) : p. 4704

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Article 4** (*Report de l'élection des conseillers consulaires et des membres de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE)*) : p. 5602 p. 5605 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 12 rectifié** (*Corps électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France - Election de délégués consulaires*) : p. 5606 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Modalités d'entrée en vigueur de la réforme des conseils consulaires*) : p. 5607

- **Question orale sans débat sur le coût de la prise en charge des enfants handicapés à l'école** - (16 juin 2020) : p. 5687 p. 5688

- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Article 1er** (*Report de l'élection de sénateurs représentant les Français établis hors de France*) : p. 5753

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 466 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6104 p. 6105

- **Question orale sans débat sur les conséquences du Brexit sur les retraites et les contributions sociales des Français résidant au Royaume-Uni** - (21 juillet 2020) : p. 7087 p. 7088

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la loi de programmation pluriannuelle pour la recherche (II)** - (22 juillet 2020) : p. 7153

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 3 undecies (nouveau)** (*Adaptation des conditions de délibération des assemblées et organes dirigeants des personnes morales et entités dépourvues de personnalité morale de droit privé*) : p. 8077

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10397 - **État B** : p. 10406 p. 10410 p. 10412 p. 10413

- **Question orale sans débat relative à la diminution des services publics dans les postes consulaires** - (1er décembre 2020) : p. 10751 p. 10752

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11046

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la stratégie vaccinale** - (9 décembre 2020) : p. 11714

CORBISEZ (Jean-Pierre)
sénateur (Pas-de-Calais)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 15 octobre 2020.

Membre titulaire du comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe jusqu'au 21 février 2020.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus [n° 429 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à ajouter le principe de laïcité à notre devise nationale [n° 211 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 238 (2019-2020)] - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 394

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 476 p. 494 p. 497 p. 498 p. 510 p. 511

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 536 p. 540 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 555 p. 560 p. 564

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève** [n° 281 (2019-2020)] - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 876 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 905

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Deuxième lecture** [n° 326 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1788

COSTES (Josiane)
sénatrice (Cantal)
 RDSE

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2020.

Vice-présidente de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Vice-présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire (27 mai 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et le suivi des condamnés terroristes à leur sortie de détention [n° 360 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus [n° 429 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités et l'ANCT au défi de l'ingénierie dans les territoires [n° 591 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès

de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mme Josiane Bigot, présidente du conseil d'administration de la convention nationale de protection de l'enfant.

Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mme Madeleine Héraud-Mathieu, directrice de la protection judiciaire de la jeunesse.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information « Les collectivités territoriales, engagées au service de nos ruralités ».

Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Rémy Heitz, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris, et de Mme Aude Groualle, vice-procureure, cheffe de la section des mineurs au parquet de Paris.

Réunion du jeudi 30 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Rose, préfet, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Grand Paris : une gouvernance à l'échelle territoriale ? ».

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, défenseur des droits (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rotner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beaudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Stéphane Bern, sur « Les collectivités et le patrimoine », dans le cadre de sa mission confiée par le Président de la République.

Présentation du rapport « Les maires face au patrimoine historique architectural : protéger, rénover, valoriser ».

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen du rapport et du texte proposé de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (délégation aux collectivités territoriales) : Communication d'étape de Mme Josiane Costes et M. Charles Guéné sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (commission des lois) : Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (commission des lois) : Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, pour la présentation de son rapport annuel d'activité pour 2019.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (délégation aux collectivités territoriales) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), et de M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (délégation aux collectivités territoriales) : Examen du rapport d'information de Mme Josiane Costes et M. Charles Guéné sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 9

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 110

- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 234 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 336 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2 (Demande de subventions des collectivités locales au titre des dotations d'État - Droit à l'erreur - Création)** : p. 340

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les internats d'excellence** - (29 janvier 2020) : p. 734

- **Question orale sans débat sur la suppression de la dérogation à la demande d'entente préalable dans le Cantal** - (18 février 2020) : p. 1519 p. 1520

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article**

additionnel après l'article 14 - Amendement n° 2 rectifié (Régime du contrôle des mutuelles) : p. 1945

- **Suite de la discussion** (5 mars 2020) - **Article 39 (Modalités d'inscription à l'examen du permis de conduire)** : p. 2215

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux lignes aériennes d'aménagement du territoire** - (13 mai 2020) : p. 4208 p. 4209

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4412

- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4560 p. 4566 - **Article 1er (Réduction de la période prise en compte dans le cadre d'une procédure de déclaration judiciaire de délaissement parental)** : p. 4576 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié (Service d'aide sociale à l'enfance - Suivi - Extension aux enfants de moins de trois ans)** : p. 4577 - **Article 3 (Mention de la forme d'adoption retenue sur le procès-verbal de remise au service de l'aide sociale à l'enfance)** : p. 4579 - **Article 4 (Conditions de reprise d'un enfant confié à l'aide sociale à l'enfance)** : p. 4579 - **Article 6 (Prise en charge par l'aide sociale à l'enfance des jeunes majeurs de 18 à 21 ans)** : p. 4581 - **Article 10 (Présomption de désintérêt des parents des mineurs étrangers isolés pour faciliter la délégation de leur autorité parentale)** : p. 4585 - **Article 12 (Transfert du juge aux affaires familiales vers le juge des enfants de la compétence pour statuer sur une mesure de délégation d'autorité parentale d'un mineur isolé)** : p. 4586 - **Article 13 (Droit au compte pour les mineurs isolés)** : p. 4587 p. 4588 - **Article 14 (Délivrance d'un certificat d'authentification de titre d'identité par les douanes)** : p. 4588 - **Article 15 (Admission exceptionnelle au séjour des mineurs isolés recueillis par l'ASE après leurs 16 ans et en formation professionnelle)** : p. 4589 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4590

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5891

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fracture numérique** - (24 juin 2020) : p. 5923

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 320 (2019-2020)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5949

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6285 p. 6286

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOCR

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols [n° 249 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer les pertes d'exploitation liées à des crises sanitaires [n° 412 (2019-2020)] (29 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome IV : Énergie [n° 535 tome 4 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'agriculture face au défi de la production d'énergie [n° 646 (2019-2020)] (16 juillet 2020) - **Agriculture et pêche - Énergie.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Hervé Guillou, président-directeur général de Naval Group.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des transports (ART) et Mme Stéphanie Druon, secrétaire générale.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Alain Legrand, président de la Fédération nationale d'accompagnement des auteurs de violences (en visioconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France (par téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Faber, président-directeur général de Danone (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Ernestine Ronai, responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, et de M. Édouard Durand, juge des enfants au TGI de Bobigny, co-présidents de la commission « Violences de genre » du Haut Conseil à l'égalité.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Luc Frémot, magistrat honoraire, ancien procureur de la République de Douai.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Plan de relance : quelles mesures pour relancer la consommation et l'investissement ? » - Table ronde (par téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les

domaines de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications, du numérique et des postes par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. François Molins, procureur général près la Cour de cassation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 35
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)]** - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 86 p. 92
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (15 janvier 2020) : p. 245
- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1413 p. 1415 p. 1418 p. 1419 - **Article 4** (*art. 278-0 bis du code général des impôts - TVA à taux réduit sur une partie des consommations d'énergie*) : p. 1426 p. 1427 p. 1428 - **Article 5** (*Rapport sur la libéralisation du marché de l'énergie*) : p. 1428
- **Question orale sans débat sur les coupes budgétaires sur les soins palliatifs dans l'Aude** - (18 février 2020) : p. 1521 p. 1522
- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1669 p. 1670
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs (II)** - (26 février 2020) : p. 1775
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites des femmes agricultrices et des conjoints d'agriculteurs** - (26 février 2020) : p. 1781
- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Nouvelle lecture [n° 300 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Article 6 bis AA** (*Obligations de transparence à la charge des acteurs de la publicité en ligne « Follow the money »*) : p. 1813
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'examen du projet de loi instituant un système universel de retraite (I)** - (4 mars 2020) : p. 2076

COURTIAL (Édouard)
sénateur (Oise)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 338 (2019-2020)] autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire [n° 643 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Défense.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi permettant aux maires d'exiger la mutation d'un fonctionnaire d'État dans leur département [n° 24 (2020-2021)] (9 octobre 2020) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un Pass citoyen [n° 25 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à valoriser l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires [n° 26 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France, ancien ambassadeur en Fédération de Russie.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, envoyé spécial du Gouvernement.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, référent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française, la région flamande et la région wallonne relative à l'aménagement de la Lys mitoyenne entre Deülémont en France et Menin en Belgique - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération bilatérale en matière d'instruction militaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative au salariat des médecins dans les déserts médicaux** - (18 février 2020) : p. 1520 p. 1521

- **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4230

- **Question orale sans débat sur la situation des travailleurs non salariés** - (26 mai 2020) : p. 4378

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19** [n° 499 (2019-2020)] - (16 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5699

- **Question orale sans débat relative aux mineurs étrangers isolés dans l'Oise** - (5 novembre 2020) : p. 8325

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9118

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9208

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11100

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2020) : p. 11112

- **Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan** [n° 714 (2019-2020)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11776 p. 11777

- **Question orale sans débat relative à la liaison ferroviaire Beauvais-Paris** - (15 décembre 2020) : p. 11924

COZIC (Thierry)
sénateur (Sarthe)
SER

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Économie** [n° 138 tome 3 annexe 12 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie », compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des rapports sur les missions « Gestion des finances publiques », « Crédits non répartis », « Transformation et fonction publiques » et sur le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ».

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 27 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » (et articles 54 octies et 54 nonies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement entre Veolia et Suez (II)** - (14 octobre 2020) : p. 7448

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]** - (16 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8949

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9022 p. 9041 p. 9050

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-196** (*Dons au profit des associations d'aide aux personnes en difficulté - Réduction d'impôt sur le revenu - Augmentation du plafond*) : p. 9406

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-383 rectifié, n° I-384 rectifié, I-385 rectifié, I-386 rectifié, n° I-387 rectifié, n° I-388 rectifié bis, n° I-709 rectifié bis** (*Entreprises ultramarines - Zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) - Bénéfice*) : p. 9493 p. 9494 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-380 rectifié et n° I-379 rectifié** (*Aide fiscale à l'investissement outre-mer - Travaux de rénovation et de réhabilitation - Prolongation*) : p. 9495 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-214 et n° I-708 rectifié** (*Aide fiscale à l'investissement outre-mer - Vélos, trottinettes et scooters à l'énergie électrique - Extension*) : p. 9497 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-382**

rectifié bis (*Outre-mer - Logements financés par un prêt locatif social (PLS) - Augmentation*) : p. 9500 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-391 rectifié** (*Organismes de logements sociaux - Crédit d'impôt - Étalement comptable*) : p. 9503 - **Article 3 nonies (nouveau)** (*Hausse à 10 millions d'euros du plafond de chiffre d'affaires des PME applicable pour bénéficier du taux réduit d'impôt sur les sociétés*) : p. 9507 - **Article 4** (*Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements*) : p. 9569 - **Article 7** (*Suppression progressive de la majoration de 25 % des bénéfices des entreprises qui n'adhèrent pas à un organisme de gestion agréé*) : p. 9603 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-189 rectifié, n° I-897 et n° I-1019** (*Prélèvement forfaitaire unique (flat tax) - Suppression*) : p. 9647 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-605 rectifié bis et n° I-191 rectifié** (*Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Barème - Unification*) : p. 9682

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1099, n° I-239, n° I-625 rectifié, n° I-875 rectifié, n° I-1074 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-331 rectifié bis, n° I-909 rectifié, n° I-305 rectifié, n° I-240 et n° I-487 rectifié** (*Activités de réparation et réemploi - Taux de TVA réduit - Application*) : p. 9724 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-12 rectifié bis et n° I-236** (*Compétition de e-sport - Taux de TVA réduit*) : p. 9742 - **Article 14** (*Refonte des taxes sur les véhicules à moteur*) : p. 9816 p. 9838 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-187 rectifié et n° I-930 rectifié** (*Remboursement des frais de déplacements déductibles de l'impôt - Modulation en fonction des émissions de CO2 et du poids des véhicules*) : p. 9847 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-248** (*Taxe spéciale sur les conventions d'assurance automobile - Bonus-malus - Instauration*) : p. 9854 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-247** (*Fiscalité automobile - Poids des véhicules - Prise en compte*) : p. 9855 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-232 rectifié bis et n° I-444 rectifié** (*Communautés de communes - Fraction du produit de la TICPE revenant à l'État - Attribution*) : p. 9912

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article 16** (*Suppression de taxes à faible rendement*) : p. 9972 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendements n° I-208 rectifié et n° I-1040** (*Taxe sur les transactions financières (TTF) - Taux - Augmentation*) : p. 9987 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-192 rectifié** (*Taxe d'habitation - Suppression - Report*) : p. 10034

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 10085

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10205 - **Plan de relance - État B** : p. 10215 p. 10217 p. 10263

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (28 novembre 2020) : p. 10524

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2020) : p. 10540

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10551 p. 10556 p. 10557 p. 10558 p. 10561 p. 10562 p. 10564 - **Article 54 nonies (nouveau)** (*Prolongation du dispositif de prêts participatifs jusqu'au 31 décembre 2022*) : p. 10565

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (5 décembre 2020) : p. 11255

Gestion des finances publiques - État B

- (5 décembre 2020) : p. 11264 p. 11266 p. 11267

Transformation et fonction publiques - État B

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 73 - Amendement n° II-1037** (*État d'urgence sanitaire - Jours de carence - Suspension - Rapport au Parlement*) : p. 11276 p. 11277

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article 38** (*Plafonds des emplois des opérateurs de l'État*) : p. 11300

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-175 rectifié quater, n° II-806 rectifié bis, n° II-45 rectifié quater, n° II-95 rectifié ter, n° II-402 rectifié quater, n° II-1234, n° II-1409 et n° II-1448 rectifié** (*Collectivités territoriales - Résidences secondaires - Taxe*

d'habitation - Majoration) : p. 11363 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié** (*Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation*) : p. 11368

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1194 rectifié bis** (*Forfait mobilités durables - Prise en charge employeur - Obligation*) : p. 11452 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-391 rectifié bis, n° II-1235 et n° II-1286 rectifié** (*Dispositif « Pinel » - Bretagne - Zones B2 et C - Expérimentation - Prorogation*) : p. 11543 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° II-1195** (*Entreprises de plus de 40 millions d'euros de chiffre d'affaires - Aides publiques - Engagements écologiques et sociaux - Subordination*) : p. 11584 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° II-1193** (*Plan de relance - Grandes entreprises - Versement de dividendes - Rachat d'actions - Interdiction*) : p. 11587 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendements n° II-39 rectifié ter, n° II-159 rectifié bis, n° II-983 rectifié et n° II-1255 rectifié ter** (*Filière vitivinicole - Baisse du chiffre d'affaires - Aide aux employeurs*) : p. 11593 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendements n° II-40 rectifié quater, n° II-160 rectifié ter et n° II-981 rectifié bis** (*Viticulteurs - Cotisations - Revenus - Modification du calcul*) : p. 11594 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendement n° II-1486** (*Covid-19 - Agents publics - Arrêt maladie - Jour de carence - Suspension*) : p. 11600

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11829

CUKIERMAN (Cécile)
sénatrice (Loire)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales (10 décembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales (10 décembre 2020).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020 ; puis rapporteur le 25 février 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information Compétences des départements : Rallier les citoyens, relier les territoires : le rôle incontournable des départements [n° 706 (2019-2020)] (15 septembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 144 tome 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Hervé Guillou, président-directeur général de Naval Group.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*): Réunion constitutive.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*): Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement (APL) - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*): Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France, président du département de Charente-Maritime.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*): Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*): Audition de représentants de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité (AMF), de l'Association des communautés de France (AdCF) et de France Urbaine.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*): Audition de M. Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine, vice-président de Régions de France.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*): Examen et adoption du rapport.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*): Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif au Conseil économique, social et environnemental - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*): Audition de Mme Dominique Simonnot, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Contrôleur général des lieux de privation de liberté, en application des articles 13 et 65 de la Constitution ainsi que de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire -

Examen des amendements sur le texte de la commission (en téléconférence).

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Suite de l'examen des amendements sur le texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de MM. Yannick Blanc, président, et François de Jouvenel, délégué général, de Futuribles sur l'utilité et les méthodes de la prospective.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Transformation et fonction publiques » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Vote sur les crédits de missions réservées.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Erik Orsenna de l'Académie française.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information sur le vote à distance - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 41 p. 43

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 215 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 213

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 419

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au nuançage des candidats aux prochaines élections municipales (II)** - (22 janvier 2020) : p. 457

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 471 p. 486 p. 505

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 17 (priorité)** (*Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale*) : p. 660 - **Article 19 bis A (supprimé)** (*Abrogation du double diagnostic préimplantatoire (DPI-HLA) et demande de rapport sur le sang placentaire*) : p. 704 - **Article 19 ter (nouveau)** (*Expérimentation du diagnostic préimplantatoire pour la recherche d'aneuploïdies*) : p. 709

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions d'engagement du débat parlementaire sur les projets de loi relatifs aux retraites** - (29 janvier 2020) : p. 735

- **Rappel au règlement** - (29 janvier 2020) : p. 745

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 878 - **Article 1er** (*Application du service garanti à la desserte des îles*) : p. 882 - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 886 p. 887 p. 889 p. 891 p. 892 - **Article 6** (*Modalités de dédommagement des usagers*) : p. 896 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 903

- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1422

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pilotage de la politique de santé du Gouvernement (I)** - (19 février 2020) : p. 1586

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1675 p. 1676

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1919 - **Rappel au règlement** : p. 1925 - **Article 2** (*Suppression de la commission de suivi de la détention provisoire*) : p. 1929 - **Article 7 (supprimé)** (*Suppression de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement*) : p. 1933 - **Article 10 (supprimé)** (*Suppression de la Commission scientifique nationale des collections*) : p. 1936 p. 1937 - **Article 11** (*Suppression de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer*) : p. 1938 p. 1940 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 2 rectifié** (*Régime du contrôle des mutuelles*) : p. 1945

- **Proposition de loi relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires [n° 342 (2019-2020)]** - (4 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2094

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article 37** (*Simplification des certificats médicaux de non-contre-*

indication au sport exigés des mineurs) : p. 2204 - **Article 38** (Simplification de la délivrance de documents provisoires aux étrangers sollicitant un titre de séjour) : p. 2209 p. 2211 - **Article 39** (Modalités d'inscription à l'examen du permis de conduire) : p. 2214

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales) : p. 3822 p. 3824 p. 3825 p. 3826 p. 3828 p. 3831 - **Article 2** (Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement) : p. 3855

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la déresponsabilisation de l'État sur les élus locaux** - (6 mai 2020) : p. 4173 p. 4174

- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5208 p. 5218 p. 5219 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5224

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France** - (30 juin 2020) : p. 6120

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'hypothèse du report des élections régionales** - (1er juillet 2020) : p. 6154

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Article 1er** (Relations entre le CESE et les autres instances consultatives) : p. 7486 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 17 rectifié** (Visibilité et accessibilité des travaux du Conseil économique social et environnemental (CESE) - Avis - Dépôt sur le bureau de la première assemblée saisie d'un projet de loi) : p. 7487 - **Article 3** (Saisine du CESE par voie de pétition) : p. 7492

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7575 - **Article 3** (Représentation équitable des territoires - Droit à la différenciation pour les collectivités territoriales) : p. 7582 p. 7584 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 7 rectifié et n° 18 rectifié bis** (Clause de compétence générale pour les départements - Rétablissement et insertion dans la Constitution) : p. 7586 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 16** (Projet de loi de financement des collectivités territoriales (PLFCT) - Création) : p. 7590 - **Article 5** (Compensation financière des modifications du périmètre des compétences) : p. 7593

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de compensation pour les collectivités de la baisse des impôts de production** - (21 octobre 2020) : p. 7631

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'islamisme** - (21 octobre 2020) : p. 7634

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7699

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Commission mixte paritaire [n° 67 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7727 p. 7729

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger**

sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)] - (27 octobre 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7784 - **Question préalable** : p. 7791 - **Discussion générale** : p. 7792 p. 7803 - **Article 1er** (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes) : p. 7807 p. 7808 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22** (Produits phytopharmaceutiques interdits et leurs produits de substitution ou méthodes alternatives - Comparaison des bénéfices et risques - Obligation) : p. 7822 - **Article 1er (supprimé)** (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes) : p. 7828 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7830

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme de l'assurance chômage** - (28 octobre 2020) : p. 7852

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8037 p. 8038

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 8044

- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 83 (2020-2021)]** - (3 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8197 - **Article 5** (Suppression du rapport annuel du Gouvernement au Parlement) : p. 8204 - **Article 6** (Ajout de deux issues possibles aux expérimentations : leur pérennisation dans le principe d'égalité et le maintien de leur abandon) : p. 8205 p. 8206 p. 8207

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1055** (Plateformes de streaming - Contribution exceptionnelle - Dépenses liées à l'épidémie de Covid-19 - Instauration) : p. 8409 - **Article 6 ter (nouveau)** (Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire) : p. 8429

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]** - (19 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 9271

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-40 rectifié ter, n° I-454 rectifié bis, n° I-1004 rectifié bis et n° I-41 rectifié** (Services départementaux d'incendie et de secours - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération) : p. 9883 p. 9884 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-450, n° I-1202 rectifié et n° I-1203** (Cession de bateaux de navigation intérieure - Plus-values - Exonération totale) : p. 9890 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-730, n° I-938 rectifié et n° I-939** (Secteur aérien - Aviation civile, d'affaires et transport privé - Écocontribution - Augmentation) : p. 9892 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-932, n° I-253, n° I-252, n° I-1218, n° I-928 et n° I-320 rectifié** (Financement de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF) - Contribution du transport routier de marchandises - Instauration - Taxe due par les concessionnaires d'autoroute - Augmentation) : p. 9896 p. 9897

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10883

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 57** (*Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA*) : p. 10900 - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10908 p. 10909 p. 10916 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-408 rectifié sexies** (*DGF forfaitaire par habitant - Communes de 1000 à 100 000 habitants - Coefficient logarithmique - Modification*) : p. 10929 - **Article 59 (nouveau)** (*Modification des règles de calcul de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) : p. 10936 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-47 rectifié quater, n° II-171 rectifié sexies, n° II-406 rectifié quater, n° II-805 rectifié, n° II-872 rectifié et n° II-912 rectifié bis** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Opérations éligibles - Investissements touristiques - Inclusion*) : p. 10943 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-225 rectifié ter et n° II-435 rectifié ter** (*Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Procédure d'octroi - Transparence - Renforcement*) : p. 10945 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-580 rectifié quater, n° II-610, n° II-558 rectifié bis, n° II-930 rectifié bis et n° II-949 rectifié bis** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Subventions - Attribution par le préfet de département - Commission des investissements locaux - Création*) : p. 10948 p. 10949 p. 10950

- **Communication d'un avis sur un projet de nomination** - (2 décembre 2020) : p. 10966

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Sécurités - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11076 p. 11077

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) : p. 11098

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2020) : p. 11109 p. 11111

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) : p. 11160 p. 11161 - **État B** : p. 11170

Justice

- (4 décembre 2020) : p. 11210

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 51 sexies (nouveau)** (*Élargissement de l'exonération de cotisations patronales sur les attributions d'actions gratuites aux entreprises de taille intermédiaire*) : p. 11590 p. 11591 - **Article 52** (*Garantie de l'État aux prêts participatifs des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire*) : p. 11596 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendement n° II-1486** (*Covid-19 - Agents publics - Arrêt maladie - Jour de carence - Suspension*) : p. 11600 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendements n° II-1099 rectifié ter et n° II-1423 rectifié bis** (*Intercommunalités - Tarification déchets - Harmonisation - Délai*) : p. 11603 - **Article 33 et état B annexé** (*Crédits du budget général*) : p. 11611 p. 11612

- **Projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée - Commission mixte paritaire [n° 231 (2020-2021)]** - (16 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11972

- **Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (17 décembre 2020) : p. 12019

CUYPERS (Pierre)

*sénateur (Seine-et-Marne)
Les Républicains*

Secrétaire du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières (29 octobre 2020).

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, secrétaire générale des affaires européennes, sur le prochain cadre financier pluriannuel.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du vendredi 24 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, à la suite du Conseil européen du 23 avril 2020 (par téléconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, suite au Conseil européen du 23 avril 2020 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avis politique sur l'agriculture et la politique de concurrence (par téléconférence).

Environnement - Projet de proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité du projet de loi européenne sur le climat (par téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de M. Janusz Wojciechowski, commissaire européen à l'agriculture.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Élection du Président.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France** - (30 juin 2020) : p. 6118

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (8 juillet 2020) : p. 6226

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6365

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la filière sucre** - (16 juillet 2020) : p. 6419 p. 6420

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 376 et n° 755 rectifié** (*Achat de poids lourds moins polluants - Suramortissement - Renforcement temporaire*) : p. 6457 p. 6458 - **Article**

additionnel après l'article 2 - Amendement n° 752 rectifié bis (*Compagnies aériennes - Utilisation de biocarburants - Déductibilité fiscale*) : p. 6465 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 757 rectifié bis** (*Véhicules propres - Infrastructures de recharge - Acquisition et installation - Déductibilité fiscale*) : p. 6466 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 741 rectifié bis** (*Énergéticiens - Impôt sur les sociétés - Déduction fiscale - Instauration*) : p. 6480 p. 6481 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 743 rectifié bis et n° 1040 rectifié** (*Transport routier de marchandises - Poids lourds - TICPE - Remboursement - Diminution - Report*) : p. 6506 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 758 rectifié bis** (*Véhicules « Flexfuel » - Taxe sur les véhicules de sociétés (TVS) - Exonération*) : p. 6506 - **Article 2 bis (nouveau)** (*Nouvelle chronique de suppression du tarif réduit de TICPE au titre du gazole non routier, GNR*) : p. 6526 p. 6527 p. 6528 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 753 rectifié bis** (*Biofioul à usage domestique - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Tarif réduit*) : p. 6529 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 751 rectifié bis** (*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Taux réduit - Harmonisation*) : p. 6529 - **Article additionnel après l'article 2 quinquiés - Amendement n° 727 rectifié bis** (*TVA - Taux - Baisse temporaire généralisée*) : p. 6550 - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° 290 rectifié ter** (*BTP - Règles de sécurité sanitaire - Surcoût - Crédit d'impôt - Création*) : p. 6560

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6758

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6826 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 14 rectifié ter, n° 763 rectifié bis, n° 871 et n° 1012 rectifié bis** (*Bailleurs - Travaux de rénovation énergétique - Déduction fiscale - Déplafonnement*) : p. 6944 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 747 rectifié** (*Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) - Prise en charge - Chaudières à très haute performance énergétique (THPE) - Poêles et cuisinières à bûches - Revalorisation*) : p. 6953 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 756 rectifié** (*Véhicules électriques - Infrastructures de recharge - Logements individuels et collectifs - Crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique (CITE) - Majoration temporaire*) : p. 6956 p. 6957 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 759 rectifié bis** (*Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » (CASPF) - Prise en compte*) : p. 6959 - **Article 17 octies (nouveau)** (*Report de la suppression de la déclaration préalable de profession*) : p. 6961 - **Article additionnel après l'article 17 quaterdecies - Amendement n° 744 rectifié** (*Entreprises - Label « reconnu garant de l'environnement » (RGE) - Crédit d'impôt*) : p. 6975 p. 6976 - **Article 18** (*Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire*) : p. 6988 p. 6991 p. 7010 p. 7017 p. 7018

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7785 - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7811 p. 7816

- **Commission mixte paritaire [n° 94 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8255

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réouverture des lieux de culte** - (12 novembre 2020) : p. 8550 p. 8551

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8589 p. 8590

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9274

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° I-79 rectifié** (*Producteurs de vins et spiritueux - Charges de production du stock - Déductibilité*) : p. 9463 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° I-75 rectifié bis et n° I-537 rectifié** (*Sommes épargnées au titre de la DPA et de la DEP - Utilisation en 2021 - Défisicalisation*) : p. 9464

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 septies - Amendements n° I-76 rectifié et n° I-536 rectifié** (*Déduction pour épargne de précaution - Extension aux sociétés exerçant une activité agricole très prépondérante*) : p. 9504 - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (*Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME*) : p. 9551 p. 9552 p. 9554 p. 9555 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-692 rectifié bis** (*Véhicules terrestres en carburants alternatifs - Installation d'infrastructures de recharge - Incitation fiscale*) : p. 9575

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-360 rectifié** (*Produits de biocontrôle - Taux de TVA - Réduction*) : p. 9716 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-418 rectifié, n° I-470 rectifié bis, n° I-975 rectifié et n° I-702 rectifié** (*Bois énergie - Taux de TVA réduit*) : p. 9728 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-419 rectifié, n° I-976 rectifié, n° I-458 rectifié bis, n° I-913, n° I-701 rectifié et n° I-459 rectifié** (*Réseaux de froid renouvelable et réseaux de chaleur renouvelable - Taux de TVA - Alignement*) : p. 9730 - **Article 12** (*Maintien d'un crédit d'impôt en faveur de l'acquisition et de la pose de systèmes de charge pour véhicule*

électrique) : p. 9773 p. 9774 p. 9775 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-686 rectifié** (*Dispositifs de stockage de l'électricité - Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICPE) - Exonération*) : p. 9784 - **Article 14** (*Refonte des taxes sur les véhicules à moteur*) : p. 9817 p. 9819 - **Article 15** (*Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports*) : p. 9867 p. 9869 p. 9870 p. 9871 p. 9872 p. 9874 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié** (*Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale*) : p. 9875 p. 9878 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-694 rectifié bis, n° I-717 rectifié et n° I-979 rectifié ter** (*Soutien à la filière du biogazole - Majoration de la comptabilisation des esters méthyliques d'acides gras (EMAG) - Prolongation*) : p. 9881 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° I-689 rectifié** (*Transporteurs routiers de marchandises - Diminution du remboursement de la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE) - Report*) : p. 9899 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° I-687 rectifié** (*Carburants « sous conditions d'emploi » - Tarif réduit de taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE) - Report*) : p. 9899 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° I-698 rectifié** (*Compagnies aériennes - Utilisation des biocarburants aéronautiques - Déduction fiscale*) : p. 9904

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis** (*Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création*) : p. 10018

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 27** (*Actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public (compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») et stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP)*) : p. 10096

- **Question orale sans débat sur la crise sanitaire liée à la filière de la betterave** - (1er décembre 2020) : p. 10729 p. 10730

DAGBERT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020 ; puis vice-président le 4 février 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de bassin Artois-Picardie jusqu'au 12 novembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020 ; puis vice-président le 19 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)] (5 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les maires face au patrimoine historique architectural : protéger, rénover, valoriser [n° 426 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Culture.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'organisation d'états généraux pour une relance sociale et écologique [n° 439 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Environnement - Société - Union européenne.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement de la performance des ports maritimes français [n° 80 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Patrimoine historique des collectivités territoriales : quels moyens d'action pour les maires ? ».

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Fabien Balderelli, sous-directeur de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé à la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) au ministère de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des transports (ART) et Mme Stéphanie Druon, secrétaire générale.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport « Les maires face au patrimoine historique architectural : protéger, rénover, valoriser ».

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Réunion constitutive (en téléconférence).

Réunion du lundi 25 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Marc Del Grande, préfet de la région Guyane (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie de 2014 à 2016.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et directeur du cabinet de M. Dominique de Villepin, Premier ministre, de 2006 à 2007.

Table ronde d'associations d'usagers des autoroutes.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décret du 2 décembre 2020 relatif à la collecte de données personnelles liées à la sécurité intérieure** - (9 décembre 2020) : p. 11710

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains

Vice-président du Sénat jusqu'au 5 octobre 2020 ; a présidé les séances des 7, 16, 30 janvier, 20, 26 février, 5, 19 mars, 22 avril, 19, 26, 28 mai, 16, 25 juin, 8, 16, 17, 21 et 23 juillet 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre titulaire du comité stratégique de la Société du Grand Paris.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) : le renouvellement urbain, une politique plus que jamais nécessaire [n° 529 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 682 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 683 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi pour le plein exercice des libertés locales [n° 684 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider [n° 44 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Cohésion des territoires - Logement et ville [n° 138 tome 3 vol. 1 annexe 6 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 30 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Rose, préfet, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Grand Paris : une gouvernance à l'échelle territoriale ? ».

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement de la vie politique et rôle de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, de MM. Denis Ferrand, directeur général de Rexecode et Xavier Timbeau, directeur principal de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), sur les incidences du Coronavirus Covid-19 sur l'économie française (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action

et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Florence Lustman, présidente de la Fédération Française de l'Assurance (FFA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2020 - Communication de M. Vincent Éblé, président (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rotner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 25 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Marc Del Grande, préfet de la région Guyane (en téléconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond au texte de la commission des lois.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport « Les communes face à l'inflation des prix de l'immobilier : quels moyens d'action pour réguler le marché ? ».

Table ronde : « La coordination collectivités territoriales - Agences régionales de santé, un premier bilan ».

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, candidate aux fonctions de présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication d'étape de Mme Josiane Costes et M. Charles Guéné sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des finances*) : Avis du Haut Conseil relatif au troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Pilotage stratégique par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères des opérateurs de l'action extérieure de l'État et sa déclinaison au niveau des postes diplomatiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine et la mise en œuvre des programmes de renouvellement urbain (ANRU et NPNRU) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), et de M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de Mme Josiane Costes et M. Charles Guéné sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Refonte de la péréquation - Communication.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens du contrôle fiscal - Communication.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le plan de relance.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Ambassadeurs thématiques - Communication.

Contrôle budgétaire - Mesures d'urgence dans le domaine de la recherche en réponse à la crise sanitaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur les coûts et le financement du Grand Paris Express - Communication (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport relatif à la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 31).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie », compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Outre-mer ».

Projet de loi de finances 2021- Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances 2021- Examen du rapport sur la mission « Enseignement scolaire » (et article 54 septies).

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 16 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du Logement.

(*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 54 bis et 54 ter) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 57 et 58) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales, avec la participation de M. François Baroin, président de l'Association des Maires de France ; M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des Départements de France ; M. Renaud Muselier, président de Régions de France ; M. Sébastien Martin, président de l'Assemblée des Communautés de France.

Réunion du vendredi 20 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article liminaire et à l'article 32.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur la gouvernance de la métropole du Grand Paris.

Réunion du lundi 30 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 54 bis et 54 ter) - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Martial Foucault, professeur à Sciences-Po Paris, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 42 p. 43

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I)** - (8 janvier 2020) : p. 70

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme des retraites (I)** - (15 janvier 2020) : p. 234

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la convention citoyenne pour le climat** - (15 janvier 2020) : p. 236

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au pouvoir d'achat des Français** - (15 janvier 2020) : p. 245

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le projet de loi retraites et avis du conseil d'État : que fait le Gouvernement ?** - (29 janvier 2020) : p. 732

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la communication du Président de la République** - (5 février 2020) : p. 1334

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de médicaments** - (19 février 2020) : p. 1591

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim** - (26 février 2020) : p. 1777

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise migratoire européenne** - (4 mars 2020) : p. 2087

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2106 p. 2107 p. 2111

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 5** (*État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement*) : p. 2516 p. 2523

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 8** (*Salariés mobilisés depuis le début du confinement - Heures supplémentaires - Impôt sur le revenu et cotisations sociales - Exonération totale*) : p. 2711 p. 2712 - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 10 rectifié** (*Gestion des déchets - Quantités supplémentaires - TGAP - Exonération*) : p. 2717 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 16** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Augmentation des taux*) : p. 2720 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 14** (*Impôt sur la fortune (ISF) - Investissement*) : p. 2721 - **Article 2 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 2741 - **Article additionnel avant l'article 4 A - Amendement n° 19** (*Opérations de privatisation en cours - Rapport au Parlement*) : p. 2744 - **Article 4** (*Garantie de l'État relative aux prêts consentis par des établissements de crédit*) : p. 2746

- **Question de contrôle au Gouvernement sur l'efficacité des mesures d'urgence pour limiter l'impact économique sur les entreprises** - (25 mars 2020) : p. 2844 p. 2845

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2905 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 289** (*Limitation de la distribution de dividendes aux actionnaires - Prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Augmentation*) : p. 2917 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 291** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Augmentation des taux*) : p. 2919 p. 2920 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 90 rectifié, n° 197 rectifié ter et n° 327** (*Collectivités territoriales - Achats de protections individuelles - Inclusion dans le fonds de compensation pour la taxe à la valeur ajoutée (FCTVA)*) : p. 2930 p. 2931

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 281** (*Contribution de solidarité urbaine - Création*) : p. 2961 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendements n° 220 rectifié ter, n° 206, n° 72 rectifié bis, n° 43, n° 79 rectifié, n° 295 rectifié, n° 92 rectifié, n° 320 rectifié et n° 251 rectifié bis** (*État d'urgence sanitaire - Entreprises - Charges et cotisations sociales - Suppression totale en remplacement du report*) : p. 2982 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 273** (*Création d'un fonds de soutien territorial en direction des collectivités territoriales - Augmentation de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 2989 p. 2990 - **Article**

additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 218 rectifié ter (*Dépenses exceptionnelles dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 - Dotation globale de fonctionnement des communes et EPCI - Réévaluation*): p. 2991 - **Article 3 et état B** (*Budget général: ouverture et annulations de crédits*): p. 3039

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale**: p. 4601 - **Article unique**: p. 4606

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les étiquettes politiques des maires** - (3 juin 2020): p. 5143

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les visites ministérielles** - (3 juin 2020): p. 5146 p. 5147

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020): p. 5867 p. 5868 p. 5869

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim (I)** - (1er juillet 2020): p. 6143

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 [n° 505 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale**: p. 6245 p. 6246 p. 6247 p. 6248 p. 6253 p. 6254 p. 6255

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020): p. 6351 p. 6354 p. 6355

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020): p. 6370 p. 6374

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale**: p. 6399 p. 6400 p. 6401 p. 6402

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 250 rectifié** (*Hôtellerie - Redevance audiovisuelle - Dégrèvement*): p. 6438 - **Article 2 A (nouveau)** (*Crédit d'impôt pour premier abonnement à un journal, périodique ou service de presse en ligne*): p. 6440 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 916 rectifié** (*Dividendes - Abattement proportionnel - Réduction*): p. 6448 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendements n° 900 rectifié, n° 559 rectifié bis et n° 557 rectifié bis** (*Impôt sur les revenus - Nouveau barème - Instauration*): p. 6449 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 559 rectifié bis** (*Impôt sur les revenus - Nouveau barème - Instauration*): p. 6450 p. 6450 p. 6451 - **Article additionnel après l'article 2 quinques - Amendements n° 693 rectifié bis, n° 912, n° 966 rectifié et n° 982 rectifié** (*Bois labellisé ou certifié - TVA - Taux réduit - Application*): p. 6546 - **Article additionnel après l'article 2 quinques - Amendement n° 479 rectifié** (*Équidés d'élevage - TVA - Taux - Diminution*): p. 6547 - **Article additionnel après l'article 2 quinques - Amendement n° 874** (*Logements locatifs sociaux - Opérations de construction et de rénovation - TVA - Taux réduit - Rétablissement*): p. 6548 p. 6549 - **Article additionnel après l'article 2 quinques - Amendements n° 695 rectifié bis, n° 883, n° 970 rectifié et n° 986** (*Logements - Travaux d'entretien d'amélioration de réhabilitation - Utilisation de matériaux biosourcés ou de bois - TVA - Taux réduit - Application*): p. 6553 - **Article 3** (*Dégrèvement exceptionnel de la cotisation foncière des entreprises au titre de 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire*): p. 6566 p. 6567 p. 6570 p. 6571 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 681** (*Départements - Dépenses de péréquation - Fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Année de référence*): p. 6572

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 4 bis (nouveau)** (*Reconduction du dispositif de financement*

minimal des chambres de commerce et d'industrie (CCI) situées dans des zones rurales ou ultra-marines): p. 6595 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendement n° 879 rectifié** (*Taxe sur les logements vacants - Augmentation*): p. 6596 - **Article additionnel après l'article 4 quinques - Amendement n° 63 rectifié** (*Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel*): p. 6598 p. 6599 - **Article additionnel après l'article 4 quinques - Amendements n° 62 rectifié et n° 904 rectifié** (*Prélèvement forfaitaire unique - Suppression*): p. 6600 p. 6601 - **Article additionnel après l'article 4 quinques - Amendements n° 57 rectifié, n° 930 rectifié et n° 58 rectifié** (*Taxe sur les dividendes - Augmentation*): p. 6602 - **Article additionnel après l'article 4 quinques - Amendement n° 924 rectifié** (*Contribution additionnelle sur les hauts revenus - Revalorisation*): p. 6603 p. 6604 - **Article additionnel après l'article 4 quinques - Amendements n° 170 rectifié et n° 926** (*Acteurs de l'assurance - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement*): p. 6610 p. 6611 - **Article 4 sexies (nouveau)** (*Exonération de taxe d'habitation afférente à la résidence principale pour les contribuables âgés et modestes au titre de 2020*): p. 6612 - **Article 4 nonies (nouveau)** (*Exonération temporaire de droits de mutation des dons consentis au profit d'un tiers lorsque les sommes concernées sont réaffectées à la création ou au développement d'une entreprise de moins de 50 salariés*): p. 6614 p. 6616 - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*): p. 6655 p. 6656 p. 6660 p. 6670 p. 6675 p. 6677 p. 6678 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 79 rectifié** (*Covid-19 - Opérateurs de transport franciliens - Pertes de recettes - Compensation*): p. 6682 p. 6683 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 679 rectifié** (*Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Dépenses de péréquation - Stabilisation*): p. 6684 - **Article 7** (*Avances remboursables des pertes de recettes des DMTD des départements dues à la crise sanitaire*): p. 6710 - **Article 9 et état B** (*Budget général: ouvertures de crédits*): p. 6740 p. 6741 p. 6751 p. 6795

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020): p. 6826 p. 6858 p. 6867 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 408, n° 745 rectifié, n° 882 rectifié, n° 531 rectifié bis, n° 636 rectifié bis et 980 rectifié bis** (*Propriétaires bailleurs - Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) - Extension*): p. 6946 p. 6947 - **Article 17 decies (nouveau)** (*Accès aux données du fonds de solidarité à des fins de lutte contre le travail illégal, de statistiques et de recherche scientifique*): p. 6964 p. 6965 - **Article additionnel après l'article 17 decies - Amendements n° 228 rectifié sexies et n° 800 rectifié** (*Chômage partiel - Lutte contre les fraudes - Autorités habilitées à poursuivre*): p. 6968 - **Article 18** (*Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire*): p. 6991 p. 6997 p. 6998 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 730 rectifié et n° 1044 rectifié bis** (*Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) - Suppression*): p. 7032 p. 7033 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 683 rectifié bis** (*Collectivités locales - Covid-19 - Dépenses de fonctionnement exceptionnelles - Prise en charge partielle par l'État*): p. 7051 - **Explications de vote sur l'ensemble**: p. 7061 p. 7062

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 638 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale**: p. 7166

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Nouvelle lecture [n° 653 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale**: p. 7170 p. 7173 p. 7174

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation sociale dans le pays** - (14 octobre 2020) : p. 7443

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]** - (16 novembre 2020) - **Organisation des travaux** : p. 8952

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 1er** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 8963 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 36** (*Revenu de solidarité active (RSA) - Dépenses - Augmentation - Compensation par l'État*) : p. 8970

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9014 p. 9016 p. 9023 - **Organisation des travaux** : p. 9033

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]** - (19 novembre 2020) - **Question préalable** : p. 9270 p. 9271

Discussion générale :

: p. 9277 p. 9286 p. 9289

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9302

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2020) - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source*) : p. 9396 p. 9397 p. 9398 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-142 rectifié bis, n° I-355 rectifié et n° I-613 rectifié** (*Contribuables non domiciliés en France - Dons aux œuvres - Déduction fiscale*) : p. 9424 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-974 rectifié** (*Dons aux associations délivrant des produits de première nécessité - Déductibilité totale*) : p. 9424 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-199 rectifié et n° I-200 rectifié** (*Dons versés aux formations politiques - Transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt*) : p. 9425 - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*) : p. 9432 p. 9433 p. 9436 p. 9437 p. 9443 p. 9449 p. 9450 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-738 rectifié** (*Commerces de proximité - Mécanisme de suramortissement fiscal - Création*) : p. 9454 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1052 et n° I-1112 rectifié** (*Organismes de foncier solidaire (OFS) - Activité en bail réel solidaire - Impôt sur les sociétés et contribution économique territoriale (CET) - Exonération*) : p. 9458 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1047** (*Survvalorisations immobilières - Contribution de solidarité urbaine - Création*) : p. 9459

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 sexies (nouveau)** (*Exonération des plus-values de cessions d'immeubles réalisées directement ou indirectement au profit d'organismes de logement social*) : p. 9488 p. 9490 - **Article 3 quaterdecies (nouveau)** (*Prorogation jusqu'au 31 décembre 2022 du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les cessions d'un immeuble, terrain ou local en vue de la réalisation de logements*) : p. 9545 p. 9546 - **Article 4** (*Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements*) : p. 9563 p. 9568 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-339 rectifié** (*Construction de logements sociaux - Exonération taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Compensation aux communes*) : p. 9594 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-193 rectifié** (*Encours d'assurance-vie - Prélèvement exceptionnel de solidarité - Instauration*) : p. 9654 p. 9655 - **Article**

additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-39 rectifié bis (*Dispositif Pinel - Prorogation*) : p. 9659 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-345 rectifié bis, n° I-602 rectifié et n° I-814** (*Vente d'un terrain à bâtir - Plus-values - Abattement fiscal - Extension aux communes situées en zones BI*) : p. 9664 p. 9665 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-346 rectifié bis, n° I-603 rectifié, n° I-347 rectifié et n° I-813** (*Vente d'un terrain à bâtir - Abattement fiscal - Plus-values - Prorogation*) : p. 9666 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-496 rectifié bis** (*Épargne salariale - Déblocage exceptionnel - Autorisation*) : p. 9675 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-817 rectifié bis** (*Entreprises - Provisions pour investissement - Réduction des bénéfices imposables - Rétablissement*) : p. 9677 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-342 rectifié ter, n° I-549 rectifié, n° I-604 rectifié bis et n° I-812 rectifié** (*Donation à un proche - Exonération des droits de mutation - Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) - Inclusion*) : p. 9687

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-818** (*TVA sociale - Instauration*) : p. 9711 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-926** (*Produits issus de l'agriculture biologique - Taux de TVA réduit - Application*) : p. 9717 p. 9718 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-902 rectifié, n° I-1022, n° I-242 rectifié, n° I-445, n° I-1190 rectifié, n° I-903, n° I-551 rectifié et n° I-241** (*Transports publics de voyageurs, services de mobilité partagée, billets de train de transport de personnes - Taux de TVA réduit*) : p. 9734 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexies et n° I-1231** (*Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire*) : p. 9739 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-237, n° I-1053, n° I-1092 rectifié, n° I-33 rectifié bis, n° I-238, n° I-887 rectifié bis et n° I-1056** (*Ensemble des opérations de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux financés en PLAI et PLU - Taux de TVA réduit*) : p. 9752 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-1167 rectifié, n° I-710 rectifié bis et n° I-888 rectifié** (*Logements locatifs intermédiaires - Régime fiscal - Simplification*) : p. 9758

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article 22** (*Fixation pour 2021 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 9995 p. 9996 - **Rappel au règlement** : p. 10015

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 10071 p. 10075 p. 10076 p. 10077

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'immigration** - (25 novembre 2020) : p. 10100 p. 10101

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12817 p. 12824

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12851 p. 12853 p. 12854 p. 12857 p. 12862 p. 12863 p. 12864 - **Article additionnel après l'article 54 ter - Amendement n° II-471 rectifié** (*Installation en zone franche urbaine-territoire entrepreneur (ZFU) - Avantages - Exclusion des médecins*) : p. 12867 - **Article additionnel après l'article 54 ter - Amendement n° II-479** (*Mesures d'hébergement et d'accompagnement des personnes*)

sans domicile en France - Coût pour l'État - Rapport au Parlement) : p. 12868

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10891 - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10907 p. 10908 p. 10913 p. 10916 p. 10919 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-224 rectifié ter, n° II-46 rectifié ter, n° II-169 rectifié quinquies, n° II-403 rectifié ter, n° II-871 et n° II-911 rectifié** (*Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Montant de la dotation forfaitaire par habitant - Rééquilibrage entre communes*) : p. 10923 p. 10924 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-581 rectifié ter** (*Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Financement de la péréquation verticale - Communes au potentiel fiscal par habitant élevé - Participation*) : p. 10927 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-408 rectifié sexies** (*DGF forfaitaire par habitant - Communes de 1000 à 100 000 habitants - Coefficient logarithmique - Modification*) : p. 10929 - **Article 61 (nouveau)** (*Stabilisation du schéma de financement de la métropole du Grand Paris (MGP) et versement exceptionnel de la dynamique de la CFE perçue par les établissements publics territoriaux à son profit en 2021*) : p. 10956

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article 38** (*Plafonds des emplois des opérateurs de l'État*) : p. 11299

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 B - Amendement n° II-1303** (*Associations foncières pastorales - Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) - Dégrèvement*) : p. 11320 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1313** (*Constructions neuves de logements sociaux - Exonération de taxe foncière - Remplacement par un dégrèvement*) : p. 11360 p. 11361 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-107 rectifié bis et n° II-427 rectifié ter** (*Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs - Taxe d'habitation - Exonération*) : p. 11365 - **Article additionnel**

après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié (*Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation*) : p. 11369 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1233 rectifié et n° II-1408 rectifié** (*Logements vacants et résidences secondaires - Taxation - Alignement*) : p. 11402 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1281 rectifié bis** (*Logements intermédiaires - Dispositifs d'avantages fiscaux - Modifications*) : p. 11407 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1407 rectifié et n° II-1282 rectifié bis** (*Logements anciens - Réhabilitation - Taxe de publicité ou droit d'enregistrement - Abattement*) : p. 11413

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement II-1462 rectifié** (*Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - Suppression*) : p. 11443 - **Article 44** (*Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes d'urbanisme*) : p. 11495 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendements n° II-780 rectifié bis et n° II-797 rectifié ter** (*Cartes géographiques en relief - Taux réduit de TVA*) : p. 11513 - **Article 45 bis (nouveau)** (*Prorogation du prêt à taux zéro*) : p. 11516 p. 11517 - **Article 45 septies (nouveau)** (*Prorogation et aménagement du dispositif « Pinel » de réduction d'impôt pour investissement locatif intermédiaire*) : p. 11539 p. 11540 p. 11541 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-391 rectifié bis, n° II-1235 et n° II-1286 rectifié** (*Dispositif « Pinel » - Bretagne - Zones B2 et C - Expérimentation - Prorogation*) : p. 11543 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-1072 rectifié ter, n° II-1401 rectifié et n° II-1285 rectifié** (*Logement neuf - Dispositif « Pinel » - Délai d'achèvement*) : p. 11545 - **Article 47** (*Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement*) : p. 11573 p. 11574 - **Article 33 et état B annexé** (*Crédits du budget général*) : p. 11612

- **Nouvelle lecture [n° 236 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2020) : p. 11995 p. 11998 - **Question préalable** : p. 12001 p. 12002

DANESI (René)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains

Membre de la commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols le 5 février 2020.

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2020.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Vice-président de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, secrétaire générale des affaires européennes, sur le prochain cadre financier pluriannuel.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Filip Vuèak, ambassadeur de Croatie en France.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France, ancien ambassadeur en Fédération de Russie.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de M. Alain Thirion, préfet, directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Nicolas de Rivière, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Barkhane : bilan et perspectives - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Russie - Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, envoyé spécial du Gouvernement.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de M. Cédric Bourillet, directeur général de la prévention des risques au ministère de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1ère partie) du 27 au 31 janvier 2020 - Communication de Mme Nicole Duranton.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Lutte contre la fraude aux financements européens dans le cadre de la politique de voisinage - Examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Respect de l'État de droit en Europe dans le contexte de la pandémie de Covid-19 - Communication et examen d'un avis politique de M. Philippe Bonnacarrère (par téléconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du mardi 12 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, sur la contamination du porte-avions Charles de Gaulle (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Renforcement des mesures exceptionnelles de la PAC pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 - Examen de la proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet.

Économie, finances et fiscalité - Arrêt du Tribunal constitutionnel fédéral allemand sur le programme de rachat de

dettes publiques de la Banque centrale européenne - Communication de MM. Claude Kern et Didier Marie.

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Audition de M. Frédéric Billet, ambassadeur de France en Pologne (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de Mme Emily O'Reilly, Médiatrice européenne (par téléconférence).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 406

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 10 rectifié**

quinquies et n° 169 (*Assistance médicale à la procréation - Infertilité - Causes pathologiques - Origine du recours*) : p. 523

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 683 - **Article 15** (*Régulation, en recherche fondamentale, de certaines utilisations des cellules souches pluripotentes induites*) : p. 692 p. 693

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les études de médecine : numerus clausus** - (5 février 2020) : p. 1336

- **Question orale sans débat sur la taxe d'habitation des locaux d'associations à but non lucratif** - (3 mars 2020) : p. 1869

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6089

- **Question orale sans débat sur l'application du droit local aux communes des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle** - (21 juillet 2020) : p. 7083 p. 7084

DANTEC (Ronan)
sénateur (Loire-Atlantique)
RDSE-R, puis GEST

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Vice-président de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (24 juin 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 149 (2020-2021)] (24 novembre 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à l'interdiction du recours aux examens radiologiques osseux ayant pour objectif de contester la minorité d'un étranger [n° 227 (2020-2021)] (14 décembre 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Communication de M. Michel Vaspert sur les répercussions de la crise du Covid 19 sur le secteur portuaire et le transport maritime (en téléconférence).

Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, Mmes Anne-Marie Couderc, présidente non exécutive du groupe Air France-KLM, Anne Rigail, directrice générale d'Air France, et Anne-Sophie Le Lay, secrétaire générale du groupe Air France-KLM et d'Air France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en téléconférence, de M. Gaël Giraud, économiste, sur la « relance verte ».

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Biodiversité - Audition de M. Jean-François Guégan, professeur à l'École des hautes études en santé publique, membre du Conseil national français sur les changements globaux sur le thème « crise environnementale et pandémie ».

Répercussions de la crise de Covid-19 sur les secteurs de l'eau et de la biodiversité - Communication de M. Guillaume Chevrollier.

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Luc Lallemand, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Déploiement de la 5G et aménagement numérique de la France - Audition de M. Martin Bouygues, président-directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement, et Jean-François Silvain, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité sur le lien entre pandémies et atteintes à la biodiversité.

Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pascal Canfin, président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen.

Mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique - Examen du rapport d'étape.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire - Demande de saisine pour avis et désignation d'un rapporteur pour avis.

Questions diverses.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transition énergétique et climat » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Recherche et enseignement supérieur » - Crédits « Recherche dans le domaine de l'énergie, du développement et de la mobilité durables » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Article 1er** (*Réforme du fonds de prévention des risques naturels majeurs*) : p. 263

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tourisme et la culture** - (29 avril 2020) : p. 3760

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement des masques** - (29 avril 2020) : p. 3762

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Deuxième lecture [n° 464 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5241 - **Article 1er A (suppression maintenue)** (*Modalités d'inscription sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique*) : p. 5248 - **Article 1er (texte non modifié par la commission)** (*Obligation d'information du consommateur lors d'un démarchage téléphonique*) : p. 5250 - **Article 1er bis (Obligations fixées aux professionnels du démarchage téléphonique pour assurer le respect des droits des consommateurs)** : p. 5256

- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Deuxième lecture [n° 522 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6021

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 juillet 2020) : p. 6235

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Commission mixte paritaire [n° 587 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6237 p. 6238

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article 5 (Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée)** : p. 7387 p. 7389 - **Article 6 (Contractualisation et modalités d'application)** : p. 7393

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes)** : p. 7808

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 33 bis - Amendement n° 796 rectifié** (*Modalités de prise en charge intégrale de tous les moyens de contraception par l'assurance maladie - Rapport au Parlement*) : p. 8766 - **Article 35 (Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire)** : p. 8794

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article 14 (Refonte des taxes sur les véhicules à moteur)** : p. 9820 p. 9838 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-187 rectifié et n° I-930 rectifié** (*Remboursement des frais de déplacements déductibles de l'impôt - Modulation en fonction des émissions de CO2 et du poids des véhicules*) : p. 9847 p. 9848 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié** (*Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale*) : p. 9877 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1185 (Associations d'intérêt général ou d'utilité publique - TICPE - Exonération)** : p. 9885 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-730, n° I-938 rectifié et n° I-939 (Secteur aérien - Aviation civile, d'affaires et transport privé - Écocontribution - Augmentation)** : p. 9891 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-469 rectifié, n° I-500 rectifié bis et n° I-**

774 rectifié bis (Entreprises de transport aérien - Taxes perçues sur les billets - TVA - Suppression) : p. 9893 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-932, n° I-253, n° I-252, n° I-1218, n° I-928 et n° I-320 rectifié** (*Financement de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF) - Contribution du transport routier de marchandises - Instauration - Taxe due par les concessionnaires d'autoroute - Augmentation*) : p. 9896

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-571, n° I-624 rectifié et n° I-907 rectifié** (*Collectivités territoriales - Déchets - Réduction du stockage - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réfaction - Création*) : p. 9967 - **Article 16 (Suppression de taxes à faible rendement)** : p. 9977 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-910 rectifié** (*Taxe additionnelle annuelle sur les surfaces de stationnement - Extension à l'ensemble du territoire*) : p. 9980 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-933 (Directive européenne « Eurovignette 3 » - Application)** : p. 9984 - **Article 22 (Fixation pour 2021 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement)** : p. 9996 - **Article 23 (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales)** : p. 10044

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10267

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10344 p. 10346 p. 10357 p. 10372 - **Article 54 sexies (nouveau)** (*Révision à la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque pour les contrats conclus entre 2006 et 2011*) : p. 10383

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56 sexies (nouveau)** (*Mise en œuvre de contreparties aux aides apportées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10574 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendement n° II-207 (Soutien financier de l'État aux entreprises - Subordination au respect d'engagements sur le plan climatique)** : p. 10579 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendements n° II-289 rectifié et n° II-367 (Réhabilitation des friches urbaines et industrielles - Aides de l'État - Subordination à la construction de logements sociaux)** : p. 10583 p. 10584

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12824 - **État B** : p. 12841

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12859

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 44 (Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes d'urbanisme)** : p. 11493

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11789 p. 11790 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 1 rectifié bis, n° 3, n° 6 rectifié, n° 15 rectifié bis, n° 17 rectifié quater et n° 18 rectifié** (*Langue régionale - Scolarisation des élèves - Communes - Participation financière*) : p. 11796 p. 11797

DARCOS (Laure)
sénatrice (Essonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (9 novembre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national du livre.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin [n° 597 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : L'engagement des femmes dans la Résistance [n° 720 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de programmation [n° 722 (2019-2020)] de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 51 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à affirmer le principe selon lequel les tarifs sociaux dans les transports publics de voyageurs sont réservés aux personnes résidant régulièrement sur le territoire national [n° 58 (2020-2021)] (19 octobre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 116 (2020-2021)] (9 novembre 2020) - **Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 143 tome 5 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à améliorer l'économie du livre et à renforcer l'équité entre ses acteurs [n° 252 (2020-2021)] (21 décembre 2020) - **Culture.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Hélène Furnon-Petrescu, cheffe du service des droits des femmes.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de contrat d'objectifs et de moyens 2020-2022 - Audition de M. Pierre Buhler, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Extension des horaires d'ouverture des bibliothèques - Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport Voyages au cœur des bibliothèques.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les retraites des femmes, enjeux et perspectives.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les retraites des agricultrices.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des œuvres d'art - Audition de M. Stéphane Martin, ancien président de l'établissement public du musée du Quai Branly - Jacques Chirac.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Bertrand Fragonard, président du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la situation des directeurs d'école.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la recherche « Quel rôle pour la science et les chercheurs dans la société d'aujourd'hui ? ».

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (en téléconférence).

(*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État à la protection de l'enfance.

(*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Audition, en visioconférence, des membres du groupe de travail de l'Académie nationale de médecine sur les scénarios de sortie de crise de l'épidémie de Covid-19.

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Alain Legrand, président de la Fédération nationale d'accompagnement des auteurs de violences (en visioconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Christophe d'Enfert, directeur scientifique de l'Institut Pasteur, sur la crise sanitaire liée à l'épidémie du Covid-19 (par téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Point de situation sur l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Bernard Benhamou, secrétaire général de l'Institut de la souveraineté numérique, sur la mise en place d'un traçage numérique dans le cadre de la stratégie de déconfinement (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'un projet de note sur la modélisation épidémiologique au service de la lutte contre l'épidémie de Covid-19.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Carine Durrieu-Diebolt, avocate, sur les conséquences du confinement et les perspectives du déconfinement.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le secteur de l'enseignement agricole - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les

secteurs « Presse », « Industries culturelles » et « Enseignement supérieur » - Communications (en téléconférence).

(*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Ernestine Ronai, responsable de l'Observatoire des violences envers les femmes de Seine-Saint-Denis, et de M. Édouard Durand, juge des enfants au TGI de Bobigny, co-présidents de la commission « Violences de genre » du Haut Conseil à l'égalité.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le réseau culturel et éducatif français à l'étranger - Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19 - Audition conjointe de M. Pierre-Jean Benghozi, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), et de Mme Anne Canteaut, directrice de recherche à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Médias audiovisuels » et « Recherche » - Communications.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Stéphane Lissner et Martin Ajdari, respectivement directeur général et directeur général adjoint de l'Opéra national de Paris.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche 2021-2030 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Audition de M. Thierry Coulhon, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Table ronde consacrée à la situation des salles de spectacle, de cinéma et de théâtre en France, dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'avis budgétaire consacré aux crédits relatifs à l'enseignement technique agricole.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la presse - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la création, transmission des savoirs et démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme de travail de la délégation pour 2021.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »** - (9 janvier 2020) : p. 143

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 530

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (23 janvier 2020) : p. 544

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (23 janvier 2020) - **Article 4** (**Texte non modifié par la commission**) (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 577

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 26** (*Sécurisation de l'utilisation du microbiote fécal*) : p. 769

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1673 p. 1674

- **Débat sur la politique spatiale de l'Union européenne** - (20 février 2020) : p. 1688

- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 1er** (*Allongement du congé de deuil pour le décès d'un enfant*) : p. 1903

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article 39** (*Modalités d'inscription à l'examen du permis de conduire*) : p. 2216 p. 2217

- **Débat sur les modalités de réouverture des établissements d'enseignement, conditions d'organisation des concours et examens et préparation de la prochaine rentrée scolaire** - (19 mai 2020) : p. 4245

- **Question orale sans débat sur le financement des établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre** - (26 mai 2020) : p. 4376 p. 4377

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (*Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19*) : p. 4429

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les municipales** - (27 mai 2020) : p. 4491

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 6 rectifié quater** (*État d'urgence sanitaire - Personnes les plus précaires - « agios » - Exonération*) : p. 4612

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 210 rectifié** (*Délai de l'IVG chirurgicale - Allongement de deux semaines*) : p. 4641 - **Article 1er octies H** (*Prolongation de certains contrats de recherche*) : p. 4664 p. 4666 - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 258 rectifié bis** (*Préservation de l'emploi - Maintien partiel ou total des salariés de l'entreprise en cas de cession du fonds de commerce - Autorisation*) : p. 4671 p. 4672 - **Article additionnel après l'article 3 (supprimé) - Amendement n° 85 rectifié** (*Gratuité des masques - Crédit d'impôt égal à 100 % des dépenses effectuées - Création*) : p. 4703

- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5220

- **Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de Points d'accueil pour soins immédiats [n° 462 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5232

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Deuxième lecture [n° 464 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5245 - **Article 1er bis** (*Obligations fixées aux professionnels du démarchage téléphonique pour assurer le respect des droits des consommateurs*) : p. 5261

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5346 - **Article additionnel après l'article 2 (suppression maintenue) - Amendement n° 35 rectifié** (*Fixation de la résidence des enfants - Modalités*) : p. 5365

- **Débat sur le thème : Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?** - (25 juin 2020) : p. 6038

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux** - Commission mixte paritaire [n° 587 (2019-2020)] - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6241

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière** [n° 553 (2019-2020)] - (8 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° 23 rectifié** (Transposition des directives relatives au droit d'auteur et aux droits voisins - Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance des dispositions modifiant le code de la propriété intellectuelle (CPI)) : p. 6330

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annulation des stages des élèves au collège** - (14 octobre 2020) : p. 7452 p. 7453

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur** [n° 52 (2020-2021)] - (28 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7876 - **Question préalable** : p. 7883 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 118 rectifié bis** (Libertés académiques - Inscription expresse dans la loi) : p. 7893 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 234** (Valeurs de la République - Socle et cadre des libertés académiques) : p. 7893 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendements n° 97 rectifié bis et n° 179 rectifié ter** (Protection légale des libertés académiques - Renforcement) : p. 7896 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 96 rectifié** (Chercheurs et enseignants-chercheurs - Protections - Harmonisation) : p. 7897 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 147** (Établissement d'enseignement supérieur - Entrave à la tenue d'un débat - Sanction) : p. 7897 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 115 rectifié** (Franchise universitaire de police administrative - Réaffirmation) : p. 7898 - **Article 1er et rapport annexé (Texte non modifié par la commission)** (Approbation du rapport annexé) : p. 7929 p. 7930 - **Rapport annexé** : p. 7931 p. 7932 p. 7934 p. 7935 p. 7936 p. 7937 p. 7938 p. 7939 - **Article 2** (Programmation budgétaire 2021-2030) : p. 7944 p. 7948 p. 7949 - **Article 2 bis** (Actualisation de la programmation budgétaire) : p. 7950 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 91 rectifié et n° 180 rectifié** (Libertés académiques - Nécessaire sérénité des conditions de travail sur le plan budgétaire - Réaffirmation) : p. 7951 - **Intitulé du titre II** (Améliorer l'attractivité des métiers scientifiques) : p. 7952 - **Article 3** (Création d'un dispositif de « chaire de professeur junior ») : p. 7954 p. 7955 p. 7956 p. 7960 p. 7962 p. 7963 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 150** (Recrutement des enseignants-chercheurs - Autonomie des universités - Renforcement) : p. 7964 - **Article 4** (Création d'un contrat doctoral de droit privé) : p. 7966 p. 7967 p. 7968 p. 7969 p. 7970 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 80 rectifié** (Thèses de doctorat - Rétablissement des mentions - Rapport au Parlement) : p. 7970 p. 7971 - **Article 5** (Définition d'un cadre juridique pour les contrats post-doctoraux) : p. 7972 p. 7973 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 85 rectifié, n° 111 rectifié et n° 127 rectifié** (Candidats à la présidence d'un établissement public de recherche - Détention d'un doctorat - Obligation) : p. 7974 - **Article 6** (Création d'un contrat de droit public dit « de mission scientifique ») : p. 7977 p. 7978

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 86 rectifié bis** (EPIC et fondations reconnues d'utilité publique ayant une activité de recherche - Recours au CDI de chantier - Facilitation) : p. 7989 - **Article 6 bis** (Mensualisation de la rémunération des chargés d'enseignement vacataires) : p. 7990 - **Article 7** (Accueil de doctorants et de chercheurs étrangers dans le cadre d'un « séjour de recherche ») : p. 7992 - **Article 9** (Maintien en fonction, au-delà de la limite d'âge, des

enseignants-chercheurs et chercheurs lauréats de grands appels à projets) : p. 7993 p. 7995 - **Article additionnel après l'article 10 A - Amendements n° 231 et n° 108 rectifié** (Remplacement de la « stratégie nationale de recherche (SNR) » par des orientations prioritaires de la politique nationale de recherche - Conseil stratégique de la recherche - Rattachement au ministère chargé de la recherche) : p. 7997 - **Article 10** (Missions et statut du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur - Définition de l'intégrité scientifique) : p. 8006 p. 8007 p. 8008 p. 8009 p. 8010 p. 8011 p. 8012 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 235** (Politique nationale de recherche en faveur des sciences humaines et sociales - Établissement public « Campus Condorcet » - Gouvernance, organisation - Fonctionnement) : p. 8014 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 163** (Solemnité des soutenances de thèse - Renforcement par une passation de serment) : p. 8015 - **Article 10 bis** (Reconnaissance du rôle des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel dans le service public de la recherche) : p. 8015 - **Article 11** (Définition des unités de recherche) : p. 8016 - **Article 12** (Agence nationale de la recherche - Mécanisme du préciput) : p. 8017 p. 8018 p. 8019 p. 8020 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 60, n° 74 rectifié et 132 rectifié bis** (Participation des établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État (EESPIG) à l'effort national de recherche - Encadrement) : p. 8020

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel avant l'article 13 - Amendements n° 110 et n° 181 rectifié bis** (Liens d'intérêts entre les personnes morales de droit privé, enseignants et chercheurs - Publications) : p. 8130 p. 8131 - **Article additionnel avant l'article 13 - Amendement n° 28** (Diversité des écoles de pensée en économie au sein de l'Université - Incitation - Rapport au Parlement) : p. 8132 - **Article 13** (Assouplissement de la « loi Allègre ») : p. 8133 - **Article 14 bis** (Congé d'enseignement et de recherche) : p. 8137 - **Article 15** (Précision sur le rôle du chef d'établissement) : p. 8138 p. 8139 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 77 rectifié bis et n° 170 rectifié** (Acteurs de la santé publique - Accès simplifié aux informations sur le statut des brevets des médicaments prioritaires) : p. 8140 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° 76 rectifié bis et n° 169 rectifié** (Levée des exclusivités accordées sur certaines licences de produits issus de la recherche publique - Autorisation) : p. 8141 - **Article 16** (Habilitation à légiférer par ordonnance sur l'utilisation d'images dans le cadre de travaux de recherche) : p. 8142 - **Article additionnel après l'article 16 quater - Amendement n° 112** (Crédit d'impôt au titre des dépenses de recherche - Publication scientifique des travaux - Obligation) : p. 8143 - **Article additionnel après l'article 16 quater - Amendement n° 133 rectifié** (Impact économique et sociétal des universités dans les territoires - Rapport au Gouvernement) : p. 8144 - **Article 16 quinquies (nouveau)** (Meilleure diffusion des connaissances scientifiques par les chercheurs) : p. 8144 p. 8145 - **Article 17** (Simplification de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche) : p. 8147 p. 8148 p. 8149 p. 8151 - **Article 18** (Régime juridique de l'Institut de France) : p. 8152 - **Article 19** (Allègement des formalités pour les fonctionnaires de l'enseignement supérieur et de la recherche) : p. 8153 p. 8154 - **Article 20** (Clarifications dans le code de l'éducation et poursuite d'une expérimentation) : p. 8155 p. 8156 p. 8157 p. 8158 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 141 rectifié** (Étudiant titulaire d'un diplôme national de licence - Inscription en master - Démarche de candidature active - Saisine du recteur) : p. 8158 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 236** (Étudiants en situation de handicap - Procédure et niveau d'accompagnement - Uniformisation) : p. 8159 - **Article 20 bis** (Situation d'urgence dans l'enseignement supérieur) : p. 8160 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 204** (Objectifs de l'enseignement supérieur - Sensibilisation et formation aux enjeux de la transition écologique et du développement durable) : p. 8160 - **Article additionnel après l'article 20 bis - Amendement n° 230** (Promoteurs de recherches impliquant la personne humaine (RIPH) -

Démarches administratives - Simplification) : p. 8161 - **Article 21** (*Ratification et modification de l'ordonnance du 12 décembre 2018*) : p. 8162 p. 8163 - **Article 22** (*Habilitation à légiférer par ordonnance*) : p. 8164 p. 8165 p. 8166 p. 8167 p. 8168 - **Article 22 bis (nouveau)** (*Création d'établissements d'enseignement supérieur privés préparant au diplôme d'Etat de docteur vétérinaire*) : p. 8169 p. 8170 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° 19 rectifié ter et n° 196 rectifié** (*Recherche dans le domaine du vivant - Connaissance des alternatives à l'expérimentation animale - Obligation de formation des étudiants*) : p. 8171 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° 20 rectifié ter et n° 197 rectifié** (*Utilisation des animaux vivants à des fins d'enseignement et de formation - Interdiction*) : p. 8172 - **Article 23** (*Suppression de l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France*) : p. 8173 p. 8174 - **Article 24** (*Création de comités territoriaux de recherche en santé*) : p. 8174 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendement n° 138 rectifié** (*Autonomie des universités - Renforcement - Rapport au Parlement*) : p. 8175 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8178

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9257 p. 9258

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Commission mixte paritaire [n° 117 (2020-2021)]** - (20 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9318 p. 9328

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-790 rectifié** (*Allocation personnalisée d'autonomie (APA) employée pour rémunérer un proche aidant - Impôt sur le revenu - Exonération*) : p. 9401 p. 9402 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1085 rectifié ter** (*Frais professionnels - Taux forfaitaire d'abattement - Augmentation*) : p. 9402 p. 9403 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-791 rectifié** (*Personnes âgées de plus de 65 ans frappées d'invalidité - Plafond des abattements fiscaux prévus pour ces contribuables - Doublement*) : p. 9404 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-755 rectifié quinquies, n° I-1001 rectifié bis, n° I-1198 rectifié, n° I-1228 et n° I-1010 rectifié bis** (*Revenu imposable des artisans, agriculteurs et professions libérales - Abattement forfaitaire*) : p. 9461

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendement n° I-1189** (*Presse en ligne d'information politique et générale - Crédit d'impôt - Extension à la presse d'information professionnelle*) : p. 9524 p. 9525 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendements n° I-593 et n° I-135 rectifié quater** (*Artistes et auteurs ne disposant pas d'un numéro de SIRET - Fonds de solidarité - Accès*) : p. 9526 - **Article 3 undecies (nouveau)** (*Instauration d'un crédit d'impôt de soutien aux représentations théâtrales d'œuvres dramatiques*) : p. 9529 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendements n° I-1042, n° I-131 rectifié ter et n° I-639 rectifié bis** (*Crédit d'impôt - Spectacle vivant - Taux - Augmentation temporaire*) : p. 9533 p. 9534 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-166 rectifié bis, n° I-304 rectifié bis, n° I-968 rectifié ter, n° I-282 rectifié ter et n° I-800 rectifié** (*« Crédit impôt famille » (CIFAM) - Extension aux indépendants*) : p. 9576 - **Article 8** (*Aménagements du crédit impôt recherche et du crédit impôt innovation*) : p. 9618 p. 9619 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-37 rectifié bis** (*Incitation aux travaux d'économie d'énergie - Déficit foncier reportable sur les revenus globaux - Plafond - Doublement*) : p. 9672 p. 9673

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2020) : p. 10602 - **État B** : p. 10621 p. 10622

Santé

- (30 novembre 2020) - **État B** : p. 10643 p. 10644

- **Question orale sans débat relative à la lutte contre la fraude aux prestations sociales versées par les départements** - (1er décembre 2020) : p. 10748 p. 10749

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]** (suite)

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10978

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11149

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11172

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11185

Justice

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11228

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article 42 B (nouveau)** (*Prolongation du DEFI forêt*) : p. 11316 p. 11318 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1313** (*Constructions neuves de logements sociaux - Exonération de taxe foncière - Remplacement par un dégrèvement*) : p. 11361 p. 11362 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-107 rectifié bis et n° II-427 rectifié ter** (*Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs - Taxe d'habitation - Exonération*) : p. 11365 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-109 rectifié** (*Taxe foncière sur les usagers, résidents et patients et les organismes privés non lucratifs qui les soignent - Réforme - Impact - Appréciation*) : p. 11378 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendement n° II-1345 rectifié bis** (*Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Plafonnement - Approche environnementale*) : p. 11392 p. 11393 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendement n° II-1453 rectifié ter** (*Imposition forfaitaire sur les réseaux mobiles (IFER) - Dimension environnementale - Intégration*) : p. 11393 p. 11394 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-81 rectifié** (*Maisons de santé pluriprofessionnelles (structures privées) - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Exonération*) : p. 11405 p. 11406

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article 43** (*Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols*) : p. 11439 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-644 rectifié bis et n° II-1093 rectifié** (*Dépenses de production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation temporaire*) : p. 11459 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendement n° II-1259 rectifié** (*Crédit d'impôt cinéma - Assiette - Élargissement*) : p. 11461 p. 11462 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-439 rectifié ter et n° II-968 rectifié bis** (*Crédit d'impôt cinéma - Durée - Extension*) : p. 11462 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendement n° II-647 rectifié bis** (*Cinéma - Entreprises d'édition et de distribution - Crédit d'impôt*) : p. 11464 p. 11465 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-249 rectifié bis, n° II-626, n° II-84 rectifié sexies, n° II-627 rectifié bis, n° II-747 rectifié quinquies et n° II-1260 rectifié** (*Édition*)

musicale - *Crédit d'impôt pour les producteurs phonographiques (CIPP) - Extension*) : p. 11474 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-80 rectifié quater, n° II-432 rectifié et n° II-954** (*Très petites entreprises de musique enregistrée et d'édition musicale - Cotisation foncière des entreprises - Exonération*) : p. 11476 - **Article additionnel après l'article 43 octies - Amendement n° II-77 rectifié** (*Particuliers - Acquisition d'œuvres d'artistes vivants des arts visuels - Crédit d'impôt*) : p. 11477 - **Article additionnel après l'article 43 octies - Amendement n° II-986**

rectifié quinquies (*Librairies - Fiscalité*) : p. 11478 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendements n° II-780 rectifié bis et n° II-797 rectifié ter** (*Cartes géographiques en relief - Taux réduit de TVA*) : p. 11513 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendements n° II-222 rectifié bis et n° II-235 rectifié bis** (*Certificats d'économie d'énergie (CEE) - Règles comptables et fiscales - Harmonisation*) : p. 11536

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réouverture des lieux culturels (III)** - (16 décembre 2020) : p. 11961

DARMANIN (Gérald)
*ministre de l'action et des comptes
 publics
 (jusqu'au 3 juillet 2020)
 ministre de l'intérieur
 (du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 307 (2019-2020)] (5 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière de responsabilité des comptables publics, d'adaptation du droit applicable au fonctionnement des établissements publics et des instances collégiales administratives et d'organisation des congés dans la fonction publique de l'État et la fonction publique territoriale [n° 428 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Budget - Fonction publique - Questions sociales et santé - Travail.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-773 du 24 juin 2020 relative aux fourrières automobiles [n° 708 (2019-2020)] (16 septembre 2020) - **Transports.**

Projet de loi portant report, de mars à juin 2021, du renouvellement général des conseils départementaux, des conseils régionaux et des assemblées de Corse, de Guyane et de Martinique [n° 254 (2020-2021)] (21 décembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au financement de la réforme des retraites et de la dépendance** - (26 février 2020) : p. 1778

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2694

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2895 p. 2907 p. 2908 - **Article 1er** (*Exonérations des sommes versées par le fonds de solidarité des entreprises*) : p. 2911 p. 2912 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 85 rectifié, n° 292 et n° 293** (*Crise sanitaire exceptionnelle - Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) - Rétablissement*) : p. 2914 p. 2915 - **Article additionnel après**

l'article 1er - Amendements n° 94 et n° 299 (*Participation des détenteurs de capitaux à la solidarité nationale - Prélèvement forfaitaire unique (PFU, flat tax) - Suppression*) : p. 2916 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 289** (*Limitation de la distribution de dividendes aux actionnaires - Prélèvement forfaitaire unique (PFU) - Augmentation*) : p. 2917 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 171 rectifié et n° 170 rectifié** (*Progressivité de l'impôt sur le revenu - Modification*) : p. 2918 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 291** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Augmentation des taux*) : p. 2919 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 96 et n° 290** (*Taux de la taxe sur les transactions financières (TTF) - Augmentation*) : p. 2921 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 174 rectifié** (*Accélération de la transition écologique et sociale - Niches fiscales bénéficiant à des secteurs polluants - Suppression*) : p. 2922 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 314** (*Taxe sur la valeur ajoutée des produits de première nécessité - Exonération - Compensation sur les produits de luxe*) : p. 2923 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 51 rectifié quater** (*Établissements équestres - Application d'un taux de TVA réduit*) : p. 2923 p. 2924 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 250 rectifié et n° 68 rectifié quater** (*Fiscalité des produits alimentaires à emporter et des boissons d'origine viticole - Simplification - Taux de TVA réduit*) : p. 2925 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 40** (*Professionnels de l'hôtellerie restauration - Contribution à l'audiovisuel public - Dégrèvement*) : p. 2926 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 337** (*Services de communication au public en ligne - Taxe sur l'exploitation des publications de presse - Assujettissement*) : p. 2927 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 90 rectifié, n° 197 rectifié ter et n° 327** (*Collectivités territoriales - Achats de protections individuelles - Inclusion dans le fonds de compensation pour la taxe à la valeur ajoutée (FCTVA)*) : p. 2929 p. 2931 p. 2932 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 34 rectifié et n° 323** (*Secteur du bâtiment et des travaux publics - Suppression progressive du tarif réduit de TICPE sur le gazole non routier (GNR) - Report*) : p. 2933 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 57 rectifié bis et n° 196** (*Dotations particulières élu local (DPEL) - Augmentation*) : p. 2934 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 265 rectifié bis et n° 328** (*Taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages - Hausse progressive en 2020 et 2021*) : p. 2936 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 76 rectifié, n° 172 rectifié et n° 294** (*Mesures de soutien en faveur des TPE et PME - Taxe exceptionnelle assise sur le montant de la réserve de capitalisation des acteurs de l'assurance - Mise en place*) : p. 2939 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 98 rectifié** (*État d'urgence sanitaire - Fonds de solidarité - Contribution exceptionnelle des assureurs*) : p. 2940 - **Article additionnel après l'article 1er -**

Amendement n° 95 (*Encours d'assurance-vie - Prélèvement exceptionnel de solidarité - Instauration*) : p. 2941

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3076 p. 3077 p. 3078 p. 3079 p. 3080 p. 3081 p. 3082 p. 3083 p. 3084 p. 3086 p. 3088 - **Autre (dans une discussion de texte de loi)** (*Organisation des travaux*) : p. 3088 - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3091 p. 3092 p. 3094 p. 3095 p. 3098 p. 3099 - **Article 4 et état D** (*Comptes spéciaux et comptes de concours financiers : ouvertures de crédits*) : p. 3101 - **Article 5** (*Exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales de la prime exceptionnelle pour les agents des administrations publiques*) : p. 3101 p. 3102 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 217 rectifié** (*Écart maximal de rémunération dans les entreprises - Encadrement*) : p. 3103 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 93 rectifié bis** (*Financement des dépenses engagées dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire et économique du Covid-19 - Imposition de solidarité sur la fortune (ISF) - Rétablissement a minima de manière temporaire*) : p. 3126

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'annulation des charges pour les très petites entreprises** - (6 mai 2020) : p. 4172

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée** - (27 mai 2020) : p. 4489

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux élections municipales et aux communautarismes** - (8 juillet 2020) : p. 6230

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pompier blessé dans l'Essonne** - (16 juillet 2020) : p. 6413

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2020) : p. 7454

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 12 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7454 - **Article 1er** (*Pérennisation et adaptation des dispositions de la loi « SILT »*) : p. 7466 p. 7467 - **Article 2** (*Texte non modifié par la commission*) (*Prolongation de la technique de renseignement dite de l'algorithme*) : p. 7468 p. 7469 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 11** (*Commission nationale de*

contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Données collectées par les dispositifs de captation de paroles - Durée maximale de conservation unique) : p. 7470 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10** (*Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Pouvoir de contrôle - Renforcement par un accès aux fichiers de souveraineté*) : p. 7470 p. 7471 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 12** (*Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Retrait des dispositifs de surveillance dans un lieu d'habitation - Simplification - Avis d'un seul membre requis*) : p. 7472 - **Article 3** (*Application en outre-mer*) : p. 7472

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crédibilité de l'État de droit** - (21 octobre 2020) : p. 7628

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty (VI)** - (21 octobre 2020) : p. 7629

- **Question d'actualité au Gouvernement de l'assassinat de Samuel Paty (VII)** - (21 octobre 2020) : p. 7630

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens alloués à la lutte antiterroriste** - (21 octobre 2020) : p. 7632

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'islamisme** - (21 octobre 2020) : p. 7634 p. 7635

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attitude de certains médias moyen-orientaux et les contre-mesures à prendre** - (28 octobre 2020) : p. 7851

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique migratoire du Gouvernement** - (28 octobre 2020) : p. 7854 p. 7855

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le décret du 2 décembre 2020 relatif à la collecte de données personnelles liées à la sécurité intérieure** - (9 décembre 2020) : p. 11711

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la laïcité** - (9 décembre 2020) : p. 11711 p. 11712

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (9 décembre 2020) : p. 11716

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de la police** - (16 décembre 2020) : p. 11958

DARNAUD (Mathieu)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Premier vice-président, chargé de la simplification des normes de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis secrétaire le 3 décembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020 ; puis président le 22 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (4 mai 2020).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne le 9 décembre 2020.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020 ; puis vice-président le 19 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Pour une grande loi Guyane : 52 propositions [n° 337 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 682 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 683 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi pour le plein exercice des libertés locales [n° 684 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 682 (2019-2020)] pour le plein exercice des libertés locales [n° 48 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 680 (2019-2020)] relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 82 (2020-2021)] (28 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information « Les collectivités territoriales, engagées au service de nos ruralités ».

Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Déplacement en Guyane - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Jean-Marie Bockel sur les conclusions de la table ronde du 19 décembre 2019 « Alimentation saine et durable : quels moyens d'action pour les collectivités ? ».

(*commission des lois*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rottner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (par téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « La coordination collectivités territoriales - Agences régionales de santé, un premier bilan ».

(*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen des amendements au texte de la commission (en téléconférence).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de MM. Yannick Blanc, président, et François de Jovenel, délégué général, de Futuribles sur l'utilité et les méthodes de la prospective.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Erik Orsenna de l'Académie française.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Article 1er** (*Réforme du fonds de prévention des risques naturels majeurs*) : p. 261

- **Débat sur les risques naturels majeurs outre-mer** - (18 février 2020) : p. 1552

- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2136 p. 2137

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3855 p. 3856

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) : p. 3881 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 184 rectifié bis** (*Situation particulière des territoires d'outre-mer - Soumission des passagers entrants à un protocole de dépistage dès l'arrivée sur le territoire - Autorisation*) : p. 3885 p. 3887

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux collectivités locales et à la crise** - (6 mai 2020) : p. 4170 p. 4171

- **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4234 p. 4235

- **Question orale sans débat sur l'hôpital support en Ardèche méridionale** - (26 mai 2020) : p. 4387 p. 4388

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux perspectives pour la Nouvelle-Calédonie** - (14 octobre 2020) : p. 7447

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7567 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 7 rectifié et n° 18 rectifié bis** (*Clause de compétence générale pour les départements - Rétablissement et insertion dans la Constitution*) : p. 7585 p. 7587 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 16** (*Projet de loi de financement des collectivités territoriales (PLFCT) - Création*) : p. 7588 - **Article 6** (*Modification du régime constitutionnel des territoires ultramarins*) : p. 7598 p. 7599 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 9 rectifié bis, n° 22, n° 25 et 28 rectifié bis** (*Régime constitutionnel des territoires ultramarins - Modification - Catégorie « pays d'Outre-mer » - Création*) : p. 7603 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 24, n° 26 et n° 29 rectifié** (*Préambule de la Constitution - Modification - Recueil du consentement des populations pour toute éventuelle séparation d'avec la République - Obligation*) : p. 7605 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 11 rectifié bis, n° 23, n° 27 et n° 30 rectifié** (*Recours aux ordonnances - Autorisation*) : p. 7606

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)** - (20 octobre 2020) - **Article 5** (*Coordinations outre-mer*) : p. 7611

- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 83 (2020-2021)]** - (3 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8190 p. 8191 - **Article 5** (*Suppression du rapport annuel du Gouvernement au Parlement*) : p. 8205 - **Article 6** (*Ajout de deux issues possibles aux expérimentations : leur pérennisation dans le principe d'égalité et le maintien de leur abandon*) : p. 8206 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 2 rectifié ter** (*Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCI) - Association aux expérimentations locales*) : p. 8207

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 13 quinquies (nouveau)** (*Suppression de la surcotisation patronale sur la prime de feu versée aux sapeurs-pompiers professionnels*) : p. 8531

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9205 p. 9206

- Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° I-181 rectifié** (*Imprimeries implantées en France - Abattement fiscal de 20 % d'impôts sur les sociétés - Octroi*) : p. 9415 p. 9416

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-460 rectifié bis** (*Dispositif de suramortissement ouvert aux PME - Extension aux investissements des entreprises industrielles et tertiaires en matière d'efficacité énergétique*) : p. 9571

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12824 p. 12828

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10886

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10915

DARRIEUSSECQ (Geneviève)
*ministre déléguée auprès de la ministre
des armées, chargée de la mémoire et
des anciens combattants
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)
secrétaire d'État auprès de la ministre
des armées
(jusqu'au 3 juillet 2020)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites des militaires** - (5 février 2020) : p. 1337

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coronavirus (I)** - (4 mars 2020) : p. 2082

- **Question orale sans débat sur la communication des archives de la défense nationale** - (26 mai 2020) : p. 4398 p. 4399

- **Question orale sans débat sur les missions de l'hôpital d'instruction des armées Robert-Picqué** - (1er décembre 2020) : p. 10751

- **Question orale sans débat relative à la diminution des services publics dans les postes consulaires** - (1er décembre 2020) : p. 10752

- **Question orale sans débat sur l'injustice économique chez les étudiants boursiers** - (1er décembre 2020) : p. 10753

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) : p. 11166 - **État B** : p. 11169 p. 11171 p. 11172

DAUBRESSE (Marc-Philippe)
*sénateur (Nord)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (22 octobre 2020).

Membre titulaire du comité stratégique de la société du canal Seine-Nord Europe le 20 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme : 2 ans après - bilan et propositions [n° 348 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et le suivi des condamnés terroristes à leur sortie de détention [n° 360 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes depositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 669 (2019-2020)] relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 11 (2020-2021)] (7 octobre 2020) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 71 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à la stérilisation obligatoire des chats errants [n° 128 (2020-2021)] (16 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 130 (2020-2021)] relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 208 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des lois*) : Contrôle et suivi de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après

engagement de la procédure accélérée, relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Examen des amendements sur le texte de la commission.

Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de M. le général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du lundi 14 décembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Examen, en nouvelle lecture, des amendements au texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites (I)** - (8 janvier 2020) : p. 71

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les visites ministérielles** - (3 juin 2020) : p. 5147

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (10 juin 2020) : p. 5543

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5869 p. 5878 p. 5879 p. 5880

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 12 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7457 p. 7458 - **Article 1er** (*Pérennisation et adaptation des dispositions de la loi « SILT »*) : p. 7466 p. 7467 - **Article 2 (Texte non modifié par la commission)** (*Prolongation de la technique de*

renseignement dite de l'algorithme) : p. 7468 p. 7469 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 11** (*Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Données collectées par les dispositifs de captation de paroles - Durée maximale de conservation unique*) : p. 7470 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 10** (*Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Pouvoir de contrôle - Renforcement par un accès aux fichiers de souveraineté*) : p. 7470 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 12** (*Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR) - Retrait des dispositifs de surveillance dans un lieu d'habitation - Simplification - Avis d'un seul membre requis*) : p. 7472 - **Article 3** (*Application en outre-mer*) : p. 7472

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7572

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crédibilité de l'État de droit** - (21 octobre 2020) : p. 7627

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (25 novembre 2020) : p. 10106

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10195

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des principes de la République** - (9 décembre 2020) : p. 11707

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle lecture [n° 209 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11863 - **Article 1er** (*Pérennisation et ajustement des dispositions de la loi SILT*) : p. 11870 p. 11871 p. 11872 - **Article 3** (*Application outre-mer*) : p. 11872

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
SOCR

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 (24 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre titulaire du conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 425 (2019-2020)] (12 mai 2020) - **Budget - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Risques liés au coronavirus Covid-19 et les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre sa transmission - Audition.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale - Audition de M. Jean-Pierre Viola, président de section de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Philippe Sansonetti, médecin, chercheur en microbiologie, professeur au Collège de France et professeur émérite à l'Institut Pasteur (en téléconférence).

Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Florence Ader, infectiologue à l'hôpital de la Croix-Rousse de Lyon, responsable de l'essai clinique européen Discovery (en téléconférence).

Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Françoise Barré-Sinoussi, présidente du Comité analyse, recherche et expertise sur la maladie Covid-19 (Care) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (en téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Benoît Vallet, en vue de sa nomination aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire et « Ségur de la santé » - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Rémi Pellet, professeur à l'université de Paris et à Sciences Po Paris, spécialiste en droit financier public et social (en téléconférence).

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de MM. Jean-Louis Rey, président du conseil d'administration de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et Anthony Requin, directeur général de l'Agence France-Trésor.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commissions mixtes paritaires sur le projet de loi et le projet de loi organique relatifs à la dette sociale et à l'autonomie.

(*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 21 juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport et du texte de la commission, en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 28 juillet 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Doligé, préalable à sa nomination par le Président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques (HCFP), en application de l'article 11 de la loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 409 p. 418

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 475 p. 511

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 527 p. 532 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 552 p. 561 p. 563

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 10 ter (nouveau)** (*Expérimentation de l'accès en population générale aux examens des caractéristiques génétiques*) : p. 651 - **Article 17 (priorité)** (*Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale*) : p. 663

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 21** (*Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées*) : p. 757 - **Article 26** (*Sécurisation de l'utilisation du microbiote fécal*) : p. 767

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pénurie de médicaments** - (19 février 2020) : p. 1591 p. 1592

- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2130

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 531 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Article 1er** (*Critères d'éligibilité à une réparation intégrale des préjudices liés à une maladie consécutive à la Covid-19*) : p. 6001 - **Article 7** (*Modalités de financement du fonds*) : p. 6003 p. 6004

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Question préalable** : p. 6162 - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Prolongation de la durée d'amortissement de la dette sociale*) : p. 6172 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Instauration d'une « règle d'or » encadrant les comptes des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse*) : p. 6174

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 1er** (*Reprise de 136 milliards d'euros de dette par la Caisse d'amortissement de la dette sociale*) : p. 6179 - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6189 p. 6192

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la psychiatrie** - (16 juillet 2020) : p. 6420 p. 6421

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19** - *Commission mixte paritaire* [n° 589 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7207

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie** - *Nouvelle lecture* [n° 655 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 656 (2019-2020)** : p. 7214 - **Question préalable** : p. 7218

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie** - *Nouvelle lecture* [n° 656 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 655 (2019-2020)**.

- **Débat sur l'orientation des finances publiques** - (23 juillet 2020) : p. 7298

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOCR

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2020.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la coopération jusqu'au 18 juin 2020.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer les pertes d'exploitation liées à des crises sanitaires [n° 412 (2019-2020)] (29 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome VII : Numérique, télécoms et postes [n° 535 tome 7 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Île-de-France - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Hervé Guillou, président-directeur général de Naval Group.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France (par téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rottner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beaudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Faber, président-directeur général de Danone (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Synthèse du travail des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation sectorielles - Organisation et calendrier.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Communication de M. Éric Kerrouche relative à la consultation sur les difficultés rencontrées par les élus dans la gestion de l'épidémie de Covid-19.

(*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications, du numérique et des postes par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

DECOOL (Jean-Pierre)
sénateur (Nord)
Les Indépendants-A, puis INDEP-A

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 7 octobre 2020.

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi visant à créer un mécanisme d'assurance des pertes d'exploitation liées à des menaces ou crises sanitaires graves [n° 399 (2019-2020)] (8 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi** visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)] - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 259 - **Article 1er** (*Réforme du fonds de prévention des risques naturels majeurs*) : p. 263 p. 264

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 34 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la stérilisation obligatoire des chats errants [n° 128 (2020-2021)] (16 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche 2021-2030 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 11

- **Question orale sans débat sur l'enseignement du flamand occidental et des langues régionales** - (14 janvier 2020) : p. 180 p. 181

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 198

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 215 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 218

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 252

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (28 janvier 2020) - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 677 - **Article 15** (*Régulation, en recherche fondamentale, de certaines utilisations des cellules souches pluripotentes induites*) : p. 693

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des pêcheurs à la suite du Brexit** - (29 janvier 2020) : p. 736

- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 279 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1358

- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 460 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5040 - **Article 1er** (*Garantie*

contre les pertes d'exploitation consécutives aux mesures prises en cas de menace ou crise sanitaire grave dans les contrats d'assurance souscrits dans le cadre de l'exercice à titre professionnel d'une activité économique) : p. 5046 p. 5047 p. 5048 p. 5049

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les étiquettes politiques des maires** - (3 juin 2020) : p. 5143

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5892

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 638 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7164

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Nouvelle lecture [n° 653 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7172

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 - Commission mixte paritaire [n° 589 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7205

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (28 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7885 - **Rapport annexé** : p. 7939 - **Article 3** (*Création d'un dispositif de « chaire de professeur junior »*) : p. 7956 p. 7962 - **Article 4** (*Création d'un contrat doctoral de droit privé*) : p. 7968 p. 7970 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 80 rectifié** (*Thèses de doctorat - Rétablissement des mentions - Rapport au Parlement*) : p. 7970 - **Article 5** (*Définition d'un cadre juridique pour les contrats post-doctoraux*) : p. 7972 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 85 rectifié, n° 111 rectifié et n° 127 rectifié** (*Candidats à la présidence d'un établissement public de recherche - Détention d'un doctorat - Obligation*) : p. 7974

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2020) - **Article 6 bis** (*Mensualisation de la rémunération des chargés d'enseignement vacataires*) : p. 7990 - **Article 9** (*Maintien en fonction, au-delà de la limite d'âge, des enseignants-chercheurs et chercheurs lauréats de grands appels à projets*) : p. 7995

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal [n° 92 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8279

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9108

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10446

Culture

- (30 novembre 2020) : p. 10693

- **Question orale sans débat relative à l'enseignement du flamand occidental et des langues régionales** - (1er décembre 2020) : p. 10753 p. 10754

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11730 p. 11731

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11785 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 1 rectifié bis, n° 3, n° 6 rectifié, n° 15 rectifié bis, n° 17 rectifié quater et n° 18 rectifié (Langue régionale - Scolarisation des élèves - Communes - Participation financière)** : p. 11796 - **Article 3**

(Langues régionales - Enseignement - Temps scolaire) : p. 11800

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Nouvelle lecture [n° 196 (2020-2021)]** - (15 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11892

del PICCHIA (Robert)
sénateur (Français établis hors de
France (Série 2))
Les Républicains-R

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Suivi de l'impact de la crise sanitaire sur l'enseignement français à l'étranger [n° 525 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Éducation - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Stéphane Visconti, ambassadeur, coprésident français du groupe de Minsk, sur le Haut-Karabagh.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France, ancien ambassadeur en Fédération de Russie.

Mission à l'Assemblée générale des Nations unies - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Nicolas de Rivière, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, envoyé spécial du Gouvernement.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du

Président de la République pour l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie.

Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Étienne, ambassadeur de France aux États-Unis, sur la gestion de la crise sanitaire aux États-Unis, son impact sur la campagne présidentielle américaine, les conséquences géopolitiques de la crise du Covid (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (en téléconférence).

Réunion du mardi 12 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, sur la contamination du porte-avions Charles de Gaulle (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères : point de situation internationale (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Désinformation, cyberattaques et cybermalveillance : l'autre guerre du Covid-19 » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le réseau des écoles françaises à l'étranger en danger : supplique pour un plan d'urgence pour préparer la rentrée » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crise migratoire en Turquie** - (4 mars 2020) : p. 2083

DELAHAYE (Vincent)
sénateur (Essonne)
UC

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 14, 21, 23, 28 janvier, 6, 18, 25 février, 3 mars, 21, 22 avril, 28 mai, 22 juin, 8, 18, 19 juillet, 20, 28 octobre, 3, 13, 21, 25, 27, 28 novembre, 2, 3, 4 et 10 décembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020 ; puis rapporteur le 4 février 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020 ; nouvelle nomination le 16 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (8 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 398 (2018-2019)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 258 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le pilotage stratégique par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères des opérateurs de l'action extérieure de l'État [n° 503 (2019-2020)] (10 juin 2020) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 486 (2019-2020)] autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 637 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] - Concessions autoroutières : des profits futurs à partager équitablement avec l'État et les usagers - rapport [n° 709 tome 1 (2019-2020)] (16 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières [n° 182 (2018-2019)] - Concessions autoroutières : des profits futurs à partager équitablement avec l'État et les usagers - auditions [n° 709 tome 2 (2019-2020)] (16 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les ambassadeurs thématiques [n° 726 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider [n° 44 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Action extérieure de l'État [n° 138 tome 3 annexe 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Fabien Balderelli, sous-directeur de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé à la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) au ministère de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport pour avis.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des transports (ART) et Mme Stéphanie Druon, secrétaire générale.

Réunion du mercredi 11 mars 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bruno Angles, représentant des sociétés concessionnaires d'autoroutes dans les discussions avec l'État sur les contrats de concession de 2014 à 2015.

Audition de M. Gilles Carrez, président de la commission des finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire de l'Assemblée nationale de 2012 à 2017.

Audition de M. Gilles de Robien, ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer de 2002 à 2005.

Audition de M. Philippe Martin, président de la section des travaux publics du Conseil d'État.

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des finances*) : Pilotage stratégique par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères des opérateurs de l'action extérieure de l'État et sa déclinaison au niveau des postes diplomatiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Umberto Berkani, rapporteur général adjoint de l'Autorité de la concurrence.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Arnaud Quémard, directeur général du groupe Sanef et président de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (ASFA).

Audition de M. Pierre Coppey, président de Vinci Autoroutes.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire et directrice du cabinet de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, en 2014-2015.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Christian Eckert, secrétaire d'État chargé du budget de 2014 à 2017.

Audition de M. Philippe Nourry, président des concessions autoroutières d'Eiffage en France.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition conjointe de Mme Annie Podeur, présidente de la deuxième chambre de la Cour des comptes, et de MM. André Le Mer, président de section, et Daniel Vasseur, conseiller référendaire.

Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État chargé des transports.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Dominique de Villepin, Premier ministre de 2005 à 2007.

Audition de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie de 2014 à 2016.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Alexis Kohler, directeur du cabinet de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, de 2014 à 2016.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et directeur du cabinet de M. Dominique de Villepin, Premier ministre, de 2006 à 2007.

Table ronde d'associations d'usagers des autoroutes.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Ambassadeurs thématiques - Communication.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des rapports sur les missions « Gestion des finances publiques », « Crédits non répartis », « Transformation et fonction publiques » et sur le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ».

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Action extérieure de l'État » (et article 53 A).

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Aide publique au développement » (et article 53) et le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Médias, livres et industrie culturelle » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'entraide judiciaire en matière pénale entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso et de la convention d'extradition entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Burkina Faso [n° 191 (2019-2020)]** - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 794

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu [n° 259 (2019-2020)]** - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 797 p. 803

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de l'accord entre le Gouvernement et les sapeurs-pompiers sur le projet de loi « retraites »** - (5 février 2020) : p. 1334

- **Salut en séance aux auditeurs de l'Institut du Sénat** - (3 mars 2020) : p. 1897

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2107 p. 2108 p. 2109

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'exonération de charges pour les petites entreprises, les indépendants et les commerces** - (8 avril 2020) : p. 2871 p. 2872

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (22 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 139** (*Annulation de 5 milliards d'euros de cotisations et contributions sociales devant être acquittées par des entreprises - Compensation par l'attribution aux organismes de sécurité sociale d'une fraction de TVA de 5 milliards d'euros*) : p. 3144 - **Article 12 (nouveau)** (*Rapport sur l'utilisation des ressources attribuées au compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »*) : p. 3151

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 [n° 505 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6250 p. 6251

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6404

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 638 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7160

- **Modifications de l'ordre du jour** - (20 octobre 2020) : p. 7564

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25** (*Revalorisation des carrières des personnels non médicaux dans les établissements de santé et les Ehpad*) : p. 8684

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 1er A (nouveau)** (*Droit à l'image collective des sportifs professionnels*) : p. 8957 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30 rectifié bis et n° 108 rectifié bis** (*Acteurs de l'assurance - Montant de la réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement*) : p. 8980 p. 8981

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9288

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source*) : p. 9387 p. 9395 - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*) : p. 9441

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article 13** (*Simplification de la taxation de l'électricité*) : p. 9781

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 136 (2020-2021)]** - (24 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9929

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article 16** (*Suppression de taxes à faible rendement*) : p. 9972 p. 9974 p. 9975 p. 9976 p. 9978

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10386 p. 10387 - **État B** : p. 10404 p. 10405 p. 10409 p. 10410 p. 10416 p. 10417

DELATRE (Nathalie)
sénatrice (Gironde)
RDSE

Vice-présidente du Sénat à compter du 6 octobre 2020 ; a présidé les séances des 12, 17, 23, 24, 30 novembre et 7 décembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 6 octobre 2020.

Réélue le 27 septembre 2020.

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 5 octobre 2020.

Présidente de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (19 mars 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (22 juin 2020).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus [n° 429 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre [n° 56 (2019-2020)] - Radicalisation islamiste : faire face et lutter ensemble Tome I : Rapport [n° 595 tome 1 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre [n° 56 (2019-2020)] - Radicalisation islamiste : faire face et lutter ensemble Tome II : Comptes rendus des auditions et travaux de la commission d'enquête [n° 595 tome 2 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Police et sécurité - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire [n° 607 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Covid-19 : deuxième rapport d'étape [n° 608 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Mieux organiser la Nation en temps de crise [n° 609 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'évènementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Enseignement agricole [n° 143 tome 3 fasc. 2 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à ajouter le principe de laïcité à notre devise nationale [n° 211 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Olivier Roy, professeur au Robert Schumann Centre for Advanced Studies de l'European University Institute de Florence (Italie).

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au*

développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre) : Audition de M. Hugo Micheron, docteur en sciences politiques, chercheur à l'École normale supérieure.

Audition de Mme Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue, chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique.

Échange de vues avec MM. Éric Diard et Éric Poulliat, députés.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de Mme Zineb El Rhazaoui, journaliste et essayiste.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Médéric Chapitoux, spécialiste de la radicalisation dans le milieu sportif.

Audition de M. Mohamed Louizi, essayiste.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de représentants de l'Association musulmane pour l'islam de France (AMIF) (sera publié ultérieurement).

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des lois*) : Contrôle et suivi de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport d'information.

(*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Gilles Pecout, recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, M. Daniel Auverlot, recteur de l'académie de Créteil et Mme Charline Avenel, rectrice de l'académie de Versailles.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. François Héran, professeur au Collège de France, chaire Migrations et sociétés.

Audition de M. Michel Aubouin, ancien préfet.

Réunion du mercredi 11 mars 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition conjointe de Mmes Isabelle Ullern, doyenne de la Faculté libre d'études politiques (FLEPES), responsable du dispositif expérimental « Formations hybrides avec les acteurs religieux (FHAR) », et Ambre Perrot, chargée de mission de la FLEPES pour le déploiement de la FHAR.

Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU), accompagné de MM. Jean-François Balaudé, président du Campus Condorcet, ancien président de l'université Paris-Nanterre, président de la commission des moyens et personnels de la CPU et vice-président du comité scientifique de prévention de la radicalisation (Cosprad), et Guillaume Bordry, délégué général de la CPU.

Audition de M. Makhlof Mamèche, président de la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission des lois*) : Examen des travaux de la mission de contrôle et de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition conjointe de MM. Mohamed-Ali Adraoui, Marie Sklodowska Curie Fellow at the London School of Economics Centre for International Studies, et Haoues Seniguer, maître de conférences en science politique à Sciences Po Lyon, chercheur au laboratoire Triangle (ENS-CNRS), UMR 5206, Lyon, directeur adjoint de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (EHES-CNRS), UMS 2000, Paris.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Jérôme Harnois, directeur chargé de la maîtrise des risques, de la sûreté et des relations institutionnelles de la RATP, et Mme Nathalie Gondard, chargée de mission à la délégation générale à l'éthique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des lois*) : Questions diverses.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 - Examen de la recevabilité.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Audition de Me Adélaïde Jacquin, avocate au barreau de Paris, et M. Hamza Esmili, sociologue, à la demande du Collectif contre l'islamophobie en France.

Réunion du vendredi 19 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, pour la présentation de son rapport annuel d'activité pour 2019.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des lois*) : Contrôle de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'avis budgétaire consacré aux crédits relatifs à l'enseignement technique agricole.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative aux comptes de trésorerie des budgets annexes** - (18 février 2020) : p. 1515
- **Débat sur l'irresponsabilité pénale** - (18 février 2020) : p. 1543
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre les communautarismes (I)** - (19 février 2020) : p. 1584
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des élus** - (19 mars 2020) : p. 2490
- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 383 (2019-2020)** : p. 2504 - **Article 8** (*Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Prolongation des délais*) : p. 2553 - **Article 1er (précédemment réservé)** (*Report des élections municipales*) : p. 2561 p. 2563
- **Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 382 (2019-2020)**.
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens alloués aux collectivités territoriales pour soutenir la reprise** - (15 avril 2020) : p. 2879
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 250 rectifié et n° 68 rectifié quater** (*Fiscalité des produits alimentaires à emporter et des boissons d'origine viticole - Simplification - Taux de TVA réduit*) : p. 2925 p. 2926
- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 156 rectifié** (*Majorations de rémunérations pour le travail le dimanche - Défisicalisation*) : p. 2955 - **Article 1er ter (nouveau)** (*Application temporaire du taux réduit de TVA à 5,5 % sur les masques de protection*) : p. 2965 p. 2967 - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendement n° 69 rectifié ter** (*Exploitations et entreprises vendant des boissons d'origine viticoles - Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée - Application*) : p. 2969 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 70 rectifié ter** (*Agriculteurs - Utilisation des sommes épargnées au titre de la Déduction pour épargne de précaution (DÉP) - Assouplissement*) : p. 2971 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 152 rectifié** (*Médias d'information - Crédit d'impôt en faveur des investissements publicitaires - Création*) : p. 2983 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 71 rectifié quater** (*Secteurs agricoles et viticoles - Impôts sur le revenu et sur les sociétés - Annulation pour l'exercice comptable en cours*) : p. 2984 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendements n° 29 rectifié, n° 60 rectifié ter, n° 148 rectifié ter et n° 184** (*Fiscalité applicable au biodiesel - Réduction temporaire*) : p. 2985 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 234 rectifié** (*Vendeur de gazole incorporant des biocarburants - Remboursement partiel et temporaire de la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques - TICPE*) : p. 2987 - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3095 - **Article 5** (*Exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales de la prime exceptionnelle pour les agents des administrations publiques*) : p. 3102 - **Article 7** (*Modification du régime d'octroi de la garantie de l'État aux prêts bancaires des entreprises*) : p. 3138 p. 3139 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 157 rectifié** (*Dispositif de prêts garantis par l'État (PGE) aux entreprises ayant des fonds propres négatifs - Élargissement*) : p. 3142 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 268 rectifié bis, n° 73 rectifié ter, n° 135 et n° 4 rectifié ter** (*Dépenses des collectivités territoriales liées à la gestion de la crise du Covid-19 - Imputation à la section « investissement »*) : p. 3164 p. 3165 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 160 rectifié** (*Opportunité d'instaurer pour les départements une capacité d'intervention conditionnelle en cas de catastrophe sanitaire - Rapport au Parlement*) : p. 3165
- **Question orale sans débat sur la surveillance par des équipes pénitentiaires spécialisées des abords des prisons** - (16 juin 2020) : p. 5668 p. 5669
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'emploi des jeunes** - (17 juin 2020) : p. 5734
- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5747
- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Article 1er (Texte non modifié par la commission)** (*Mise en place d'une garantie « 85 % du SMIC »*) : p. 6065
- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'« agri-viticulture »** - (8 juillet 2020) : p. 6232 p. 6233
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 150 rectifié bis et n° 508 rectifié** (*Produits viticoles - Augmentation des stocks - Neutralisation fiscale et sociale*) : p. 6519 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 151 rectifié bis, n° 173 rectifié bis et n° 506 rectifié** (*Exploitants agricoles - Déduction pour aléas (DPA) - Déduction pour épargne de précaution (DPE) - Neutralisation fiscale*) : p. 6520 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 507 rectifié** (*Exploitants agricoles - Déduction pour aléas (DPA) - Déduction pour épargne de précaution (DPE) - Neutralisation fiscale*) :

p. 6521 - **Article 2 bis (nouveau)** (Nouvelle chronique de suppression du tarif réduit de TICPE au titre du gazole non routier, GNR) : p. 6525 p. 6526 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 514 rectifié bis** (Boissons alcooliques - TVA - Taux à 10 % - Application) : p. 6539 p. 6540 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 232 rectifié ter** (Ventes d'immeubles - TVA sur marge - Conditions d'application - Élargissement) : p. 6548 - **Article 2 sexies (nouveau)** (Majoration temporaire de l'incitation fiscale à l'incorporation dans les carburants d'esters méthyliques d'acides gras (EMAG) présentant une bonne résistance au froid) : p. 6554

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 4 bis (nouveau)** (Reconduction du dispositif de financement minimal des chambres de commerce et d'industrie (CCI) situées dans des zones rurales ou ultra-marines) : p. 6595 - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendement n° 584 rectifié** (Médias d'information - Investissements publicitaires - Crédits d'impôt - Instauration) : p. 6620 - **Article 5** (Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire) : p. 6661 - **Article 9** (Budget général : ouvertures de crédits) : p. 6723 p. 6723 - **Article 9 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits) : p. 6754

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6858 p. 6873 p. 6876 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 2 rectifié ter, n° 464 rectifié et n° 848 rectifié** (Crédit d'impôt pour le spectacle vivant (CISV) - Taux - Bonification) : p. 6919 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 1 rectifié quater, n° 465 rectifié et n° 847 rectifié** (Crédit d'impôt pour le spectacle vivant - Extension) : p. 6920 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 13 rectifié bis, n° 38 rectifié, n° 350 rectifié et n° 762 rectifié** (Zone rurale - Résidences secondaires - Travaux - Crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique (CITE) - Éligibilité) : p. 6948 - **Article 18** (Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire) : p. 6989 p. 7002 p. 7003

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7476 p. 7477

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 46 (2020-2021)]** - (19 octobre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7554

- **Question orale sans débat relative à l'évolution du rôle de la police municipale** - (5 novembre 2020) : p. 8323

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 423 rectifié** (Jeunes agriculteurs - Exonération partielle et modulation des taux de cotisations - Cumul - Autorisation) : p. 8489 - **Article 13 bis (nouveau)** (Exonérations de cotisations et contributions sociales pour les employeurs du secteur de la viticulture ayant subi les conséquences de la crise due à l'épidémie de covid-19) : p. 8491

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-237, n° I-1053, n° I-1092 rectifié, n° I-33 rectifié bis, n° I-238, n° I-887 rectifié bis et n° I-1056**

(Ensemble des opérations de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux financés en PLAI et PLU - Taux de TVA réduit) : p. 9750 p. 9752 - **Article 11** (Mise en conformité avec le droit européen du régime de TVA des gains de course hippique) : p. 9768 - **Article 15** (Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports) : p. 9872 p. 9873 p. 9874 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements ° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié** (Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale) : p. 9878

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2020) : p. 10423 p. 10424

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10442 - **État B** : p. 10470 p. 10480

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12779 p. 12787 p. 12806 p. 12807

Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural - État D

- (1er décembre 2020) : p. 12815

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) - **État B** : p. 12837 p. 12839

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10894 p. 10895

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10973

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) : p. 11132 - **État B** : p. 11154

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11654 - **Article 2** (Modification de la composition et du fonctionnement des conseils de surveillance des grands ports maritimes) : p. 11664 p. 11665 - **Article 4** (Rôle et prérogatives des conseils de développement des grands ports maritimes) : p. 11668 - **Article 6** (Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions) : p. 11672

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la laïcité** - (9 décembre 2020) : p. 11711

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental - Nouvelle lecture [n° 129 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11858

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure - Nouvelle lecture [n° 209 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11865

- **Proposition de loi relative à la répartition des sièges de conseiller à l'assemblée de Guyane entre les sections électorales [n° 207 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11874

DELCROS (Bernard)
sénateur (Cantal)
UC

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2021 (9 décembre 2020).

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant du comité de massif du Massif central.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020 ; puis vice-président le 25 février 2020.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales, leviers de développement des territoires ruraux - Actes du colloque du jeudi 7 novembre 2019 [n° 219 (2019-2020)] (2 janvier 2020) - **Aménagement du territoire**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités locales, engagées au service de nos ruralités [n° 251 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 594 (2019-2020)] visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 35 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Cohésion des territoires - Aménagement des territoires [n° 138 tome 3 vol. 2 annexe 6 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Aménagement du territoire - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information « Les collectivités territoriales, engagées au service de nos ruralités ».

Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financements publics consacrés à l'agriculture biologique - Communication.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Contrôle budgétaire - Financement de la vie politique et rôle de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Weber, président du directoire de La Banque Postale.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Florence Lustman, présidente de la Fédération Française de l'Assurance (FFA) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rottner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beaudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-René Cazeneuve, président de la délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale, sur sa mission relative à l'impact financier de l'épidémie de Covid-19 sur les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Communication d'étape de Mme Josiane Costes et M. Charles Guené sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mardi 29 septembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances pour 2021 et au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen des amendements de séance sur le texte adopté par la commission.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 54 bis et 54 ter) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 57 et 58) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 30 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 54 bis et 54 ter) - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 460 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5041

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6396

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2020) - **Article 1er** (*Annulation de redevances d'occupation du domaine public de l'État et de ses établissements*) : p. 6436 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 288 rectifié ter et n° 520 rectifié bis** (*Hôtellerie - Restauration - Redevance audiovisuelle - Exonération partielle*) : p. 6438 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 250 rectifié** (*Hôtellerie - Redevance audiovisuelle - Dégrèvement*) : p. 6438 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 474 rectifié bis et n° 641 rectifié bis** (*Peuplements forestiers - Sinistre exceptionnel - Charges exceptionnelles - Déduction du forfait forestier*) : p. 6467 p. 6468 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 157 rectifié et n° 356 rectifié bis** (*Entreprises industrielles - Charges d'amortissements* -

Report) : p. 6517 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 335 rectifié bis** (Entreprises industrielles - Charges d'amortissements - Report) : p. 6517

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7694 - **Article 1er** (Interdiction d'opposer aux collectivités territoriales des critères d'éligibilité à la DETR supplémentaires par rapport à ceux prévus par loi) : p. 7706 - **Article 2** (Renforcement du rôle de la commission des élus pour la DETR) : p. 7708 p. 7709 p. 7710 p. 7711

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes) : p. 7808

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 novembre 2020) : p. 8936

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 31** (Collectivités territoriales - Dépenses d'équipement - Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Remboursement - Contemporanéité) : p. 8967 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 58** (Covid-19 - Collectivités locales - Dispositif de compensation des pertes de recettes - Amélioration) : p. 8985 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 60** (Covid-19 - Collectivités locales - Dispositif de compensation des pertes de recettes - Amélioration) : p. 8986 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 59** (Garantie des recettes fiscales et des recettes issues de l'exploitation du domaine public - Taux d'abattement - Augmentation) : p. 8988 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26 rectifié bis** (Crise du coronavirus - Régies municipales financièrement autonomes et à vocation touristique ou culturelle - Pertes de recettes tarifaires - Mécanisme de compensation - Éligibilité) : p. 8991

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9273 p. 9274

Première partie :

- (21 novembre 2020) - **Article 3 sexies (nouveau)** (Exonération des plus-values de cessions d'immeubles réalisées directement ou indirectement au profit d'organismes de logement social) : p. 9491 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-848 rectifié quater** (Mécénat et achat d'œuvres d'art d'artistes vivants - Mécanisme fiscal - Extension aux particuliers) : p. 9535 - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME) : p. 9553 p. 9554

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article 13** (Simplification de la taxation de l'électricité) : p. 9780 - **Article 14** (Réfonde des taxes sur les véhicules à moteur) : p. 9844 p. 9845

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-712 rectifié bis et n° I-878 rectifié bis** (Covid-19 - Communes et groupements de communes - Pertes de recettes - Dispositif de compensation - Extension) : p. 10007 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-333 rectifié ter, n° I-674 rectifié bis, n° I-677 rectifié quater, n° I-879 rectifié quater et n° I-950 rectifié quater** (Garantie de recettes fiscales du bloc communal - Reconduction) : p. 10009 - **Article 22 bis (nouveau)** (Réforme des modalités de calcul et

d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales) : p. 10028 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-847 rectifié et n° I-857 rectifié** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Procédure d'acompte - Assouplissement) : p. 10054 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement) : p. 10056 p. 10058

Seconde partie :

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12787

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12818 - **État B** : p. 12846

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12851 p. 12852 p. 12853 - **Article 54 ter (nouveau)** (Prorogation de sept dispositifs de zonages jusqu'au 31 décembre 2022) : p. 12865 p. 12866

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 58** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement) : p. 10908 p. 10917 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-907 rectifié** (EPCI - Éligibilité à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Critère de densité - Modification) : p. 10938 p. 10939 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-580 rectifié quater, n° II-610, n° II-558 rectifié bis, n° II-930 rectifié bis et n° II-949 rectifié bis** (Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Subventions - Attribution par le préfet de département - Commission des investissements locaux - Création) : p. 10949 p. 10950 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-783 rectifié ter, n° II-803, n° II-772 rectifié, n° II-200 rectifié bis et n° II-195 rectifié bis** (Verdissement des dotations de l'État - Mode d'attribution - Modification des critères) : p. 10961 p. 10963

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1084 rectifié bis** (Hydroélectricité - Départements - Communes - EPCI à fiscalité propre - Taxe foncière - Exonération temporaire) : p. 11449 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-439 rectifié ter et n° II-968 rectifié bis** (Crédit d'impôt cinéma - Durée - Extension) : p. 11462 - **Article additionnel après l'article 44 quater - Amendement n° II-785 rectifié quater** (Procédure fiscale - Crédit d'impôt recherche - Égalité de traitement) : p. 11502 - **Article 45 bis (nouveau)** (Prorogation du prêt à taux zéro) : p. 11516 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° II-1087 rectifié ter et n° II-1213** (Logements neufs - Prêt à taux zéro - Secteur rural - Quotité - Augmentation) : p. 11517 p. 11518 - **Article 45 octies (nouveau)** (Limitation du dispositif « Pinel » aux bâtiments d'habitation collectifs) : p. 11542 - **Article additionnel après l'article 46 octodécies - Amendements n° II-149 rectifié bis et n° II-1370 rectifié bis** (Contrôles par un organisme de gestion agréé (OGA) - Administration fiscale - Nouveau contrôle - Conditions) : p. 11571 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendements n° II-1099 rectifié ter et n° II-1423 rectifié bis** (Intercommunalités - Tarification déchets - Harmonisation - Délai) : p. 11602

- **Question orale sans débat relative à l'avenir des petites lignes ferroviaires dans le Massif central** - (15 décembre 2020) : p. 11922 p. 11923

- **Projet de loi de finances pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 236 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2020) : p. 11992

DELMONT-KOROPOULIS (Annie)
sénatrice (Seine-Saint-Denis)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à accompagner et encadrer le développement de la santé personnalisée [n° 577 (2019-2020)] (30 juin 2020) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Santé [n° 141 tome 6 (2020-2021)]** (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Mme Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France et M. Aurélien Rousseau, directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, candidate proposée par le Président de la République à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mises au point au sujet de votes** - (29 janvier 2020) : p. 745
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (29 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 21 rectifié bis** (*Thérapies géniques et cellulaires - Aphérèse et cryopréservation - Conditions de réalisation - Encadrement*) : p. 764
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le port du masque** - (16 juillet 2020) : p. 6418
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (19 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6853
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 3** (*Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de Covid-19 au titre de 2020*) : p. 8408 - **Article 4** (*Contribution au financement de la prime Covid-19 pour les personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)*) : p. 8416 - **Article 6 ter (nouveau)** (*Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire*) : p. 8432

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 17** (*Clauses de sauvegarde des produits de santé*) : p. 8617 p. 8618 p. 8619

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article 17 quater (nouveau)** (*Demande de rapport sur les clauses de sauvegarde des produits de santé*) : p. 8647

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 31** (*Soutien au développement des hôpitaux hospitaliers*) : p. 8739

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 762 rectifié** (*Capacité d'information du parent créancier - Renforcement*) : p. 8819 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 597 rectifié** (*Prise en charge des troubles psychiques par les psychologues - Expérimentations - Rapport au Parlement*) : p. 8830 - **Article 38** (*Réforme des régimes d'accès dérogatoire aux médicaments*) : p. 8843 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 222 rectifié** (*Données de santé en vie réelle - Intégration à la plateforme des données de santé (PDS)*) : p. 8853 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 221 rectifié** (*Liste en sus - Accès - Élargissement*) : p. 8859 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 223 rectifié** (*Actes de médecine génomique - Possibilité d'une enveloppe dédiée - Rapport au Parlement*) : p. 8860 p. 8861

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2020) : p. 10634 - **État B** : p. 10644 p. 10650 p. 10651 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendements n° II-15 rectifié et n° II-53** (*Aide médicale d'État (AME) - Aide médicale de santé publique - Remplacement*) : p. 10655

DEMAS (Patricia)
sénatrice (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Prévention des risques » et « Biodiversité et expertise en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

DEMILLY (Stéphane)
sénateur (Somme)
UC

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) le 28 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11753

- **Question orale sans débat relative à l'extension du bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles** - (15 décembre 2020) : p. 11918 p. 11919

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Mortureux, directeur général de la Plateforme automobile (PFA).

Audition de Mme Gisèle Rossat-Mignod, directrice, et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, Réseau de la Banque des territoires, Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès du ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Prévention des risques » et « Biodiversité et expertise en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Aménagement numérique du territoire » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :
Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7785 - **Discussion générale** : p. 7796 p. 7799 p. 7801

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11656

- **Question orale sans débat sur les prises de participation étrangères dans le secteur de la santé** - (15 décembre 2020) : p. 11933

DENNEMONT (Michel)
sénateur (La Réunion)
LaREM, puis RDPI

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération.**

DENORMANDIE (Julien)
*ministre auprès de la ministre de la
cohésion des territoires et des relations
avec les collectivités territoriales, chargé
de la ville et du logement
(jusqu'au 3 juillet 2020)*
*ministre de l'agriculture et de
l'alimentation
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis [n° **246 (2019-2020)**] (15 janvier 2020) - **Logement et urbanisme**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-1170 du 13 novembre 2019 relative au régime juridique du schéma d'aménagement régional [n° **306 (2019-2020)**] (5 février 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire [n° **487 (2019-2020)**] (3 juin 2020) - **Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la couverture mobile dans les communes rurales** - (3 mars 2020) : p. 1863

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'application de la loi du 13 décembre 2000 pour la commune de Ruy-Montceau** - (3 mars 2020) : p. 1864 p. 1865

- **Question orale sans débat sur le financement des services d'incendie et de secours par les entreprises génératrices de risques industriels** - (3 mars 2020) : p. 1865

- **Question orale sans débat sur la lutte contre la délinquance en zone de sécurité prioritaire** - (3 mars 2020) : p. 1866

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des invisibles** - (15 avril 2020) : p. 2881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'instruction et délivrance des permis de construire à la suite des mesures d'urgence** - (15 avril 2020) : p. 2882

- **Question orale sans débat sur les conséquences financières de la crise sanitaire sur les communes** - (26 mai 2020) : p. 4371

- **Question orale sans débat sur les mesures prévues à destination des structures d'hébergement d'urgence** - (26 mai 2020) : p. 4372

- **Question orale sans débat sur la réglementation environnementale 2020** - (26 mai 2020) : p. 4373

- **Question orale sans débat sur les surcoûts liés à la crise sanitaire du Covid-19 pris en charge par les collectivités locales** - (26 mai 2020) : p. 4374

- **Débat sur la crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?** - (27 mai 2020) : p. 4509

- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5211 p. 5213 p. 5221 p. 5222 - **Article 2 (Seuil de non-versement pour les aides personnelles au logement - Suppression)** : p. 5222

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5865 p. 5867 p. 5868 p. 5869 p. 5870 p. 5871 p. 5872 p. 5873 p. 5874 p. 5875 p. 5876 p. 5877 p. 5878 p. 5879

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'« agri-viticulture »** - (8 juillet 2020) : p. 6232

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Article 18 (Conditions zootechniques et génétiques applicables à l'élevage, aux échanges et à l'entrée dans l'Union de reproducteurs de race pure, de reproducteurs porcins hybrides et de leurs produits germinaux)** : p. 6323 - **Article 19 (Maladies animales transmissibles)** : p. 6324 - **Article 22 quater (nouveau) (Lutte contre la désertification vétérinaire)** : p. 6326 p. 6327 - **Article 24 (Prorogation des règles applicables à la gestion du FEADER pendant la période de transition avec la prochaine programmation et poursuite, au titre de la programmation suivante, du transfert de l'autorité de gestion du FEADER aux régions)** : p. 6328

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'avenir de la filière sucre** - (16 juillet 2020) : p. 6419

- **Question orale sans débat sur l'utilisation du cuivre et la mise en œuvre par les viticulteurs des « zones de non-traitement »** - (21 juillet 2020) : p. 7072

- **Question orale sans débat sur l'enseignement de la chasse dans les lycées agricoles** - (21 juillet 2020) : p. 7073

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7776 p. 7777 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7783 p. 7784 - **Question préalable** : p. 7786 p. 7787 p. 7789 - **Discussion générale** : p. 7801 p. 7802 p. 7803 - **Article 1er (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes)** : p. 7806 p. 7807 p. 7808 p. 7812 p. 7813 p. 7815 p. 7818 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13 (Situation de la filière sucre au niveau mondial, européen et national - Rapport au Parlement)** : p. 7818 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié (Fin de l'utilisation de produits phytopharmaceutiques contenant des néonicotinoïdes et recours à des fonds de mutualisation écoconditionnés - Rapport au Parlement)** : p. 7819 - **Article 2 (Restriction des dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes à l'emploi de semences de betteraves sucrières)** : p. 7820 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22 (Produits phytopharmaceutiques interdits et leurs produits de substitution ou méthodes alternatives - Comparaison des bénéfices et risques - Obligation)** : p. 7821 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 23 (Importation de denrées alimentaires ne respectant pas les normes minimales requises sur le marché européen - Mesures conservatoires - Autorisation)** : p. 7823 p. 7826 - **Article 1er (supprimé) (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes)** : p. 7828 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7830

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique agricole commune** - (28 octobre 2020) : p. 7859

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger**

sanitaire pour les betteraves sucrières - Commission mixte paritaire [n° 94 (2020-2021)] - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8245 p. 8246 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8255

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9106 p. 9108 p. 9109 p. 9110 p. 9111 p. 9112 p. 9113 p. 9114 p. 9115 p. 9116 p. 9117 p. 9118 p. 9119 p. 9120

- **Débat sur la forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux** - (19 novembre 2020) : p. 9234 p. 9235 p. 9236 p. 9237 p. 9238 p. 9239 p. 9240 p. 9241 p. 9242 p. 9243 p. 9244 p. 9245

- **Question orale sans débat sur la crise sanitaire liée à la filière de la betterave** - (1er décembre 2020) : p. 10729

- **Question orale sans débat relative à la situation de l'abattoir de Ribérac** - (1er décembre 2020) : p. 10730

- **Question orale sans débat sur le risque en matière d'influenza aviaire hautement pathogène** - (1er décembre 2020) : p. 10731

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12774

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12779 p. 12789 p. 12790 p. 12792 p. 12793 p. 12795 p. 12796 p. 12797 p. 12799 p. 12800 p. 12801 p. 12802 p. 12803 p. 12805 p. 12806 p. 12807 p. 12808 p. 12809 p. 12810 p. 12811 p. 12812 p. 12813 p. 12814

Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural - État D

- (1er décembre 2020) : p. 12816

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
Les Républicains-R

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale - Audition de M. Jean-Pierre Viola, président de section de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des

secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de MM. Jean-Louis Rey, président du conseil d'administration de la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades) et Anthony Requin, directeur général de l'Agence France-Trésor.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire** [n° 279 (2019-2020)] - (5 février 2020) - **Article 1er** (*Police administrative des maladies vectorielles*) : p. 1363 - **Article 2** (*Redéfinition des modalités de la lutte contre les moustiques*) : p. 1364

DEROCHE (Catherine)
sénatrice (Maine-et-Loire)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 2020.

NOMINATIONS

Présidente de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 15 décembre 2020.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020 ; puis rapporteure le 2 juillet 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national du cancer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Vice-présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » (28 octobre 2020).

Présidente de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 (17 novembre 2020).

Membre titulaire de la commission des comptes de la sécurité sociale.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre ès qualités de l'Observatoire de la laïcité le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs [n° 304 (2019-2020)] (5 février 2020) - **Justice - Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion : Santé publique : pour un nouveau départ - Leçons de l'épidémie de covid-19 - Rapport [n° 199 tome 1 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion : Santé publique : pour un nouveau départ - Leçons de l'épidémie de covid-19 - Comptes rendus [n° 199 tome 2 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (2020-2022) - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Risques liés au coronavirus Covid-19 et les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre sa transmission - Audition.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de l'insuffisance rénale chronique terminale - Audition de M. Jean-Pierre Viola, président de section de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Philippe Sansonetti, médecin, chercheur en microbiologie, professeur au Collège de France et professeur émérite à l'Institut Pasteur (en téléconférence).

Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Florence Ader, infectiologue à l'hôpital de la Croix-Rousse de Lyon, responsable de l'essai clinique européen Discovery (en téléconférence).

Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-Yves Grall, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et de Pierre Pribile, directeur général de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté (en téléconférence).

Audition de Mme Françoise Barré-Sinoussi, présidente du Comité analyse, recherche et expertise sur la maladie Covid-19 (Care) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Benoît Vallet, en vue de sa nomination aux fonctions de président du conseil d'administration de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire et « Ségur de la

santé » - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée avec modifications par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Nomination d'un rapporteur et examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la Covid-19 et de sa gestion - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Réunion constitutive.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Jean Rottner, président de la région Grand-Est.

(*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mmes Josiane Chevalier, préfète de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin et ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion chargée de l'insertion, et M. Christophe Lannelongue, ancien directeur de l'ARS Grand Est.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP), Mme Valérie Péresse, présidente de la région Île-de-France et M. Aurélien Rousseau, directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France.

Table ronde avec des professionnels de santé libéraux d'Île-de-France.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune du colonel Grégory Allione, président de la Fédération nationale des sapeurs-pompiers de France (FNSPF), des docteurs François Dolveck, directeur des urgences du Centre hospitalier de Melun - Marc Jacquet, et Christophe Prudhomme, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF).

Réunion du mardi 21 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mmes Clara de Bort, directrice générale de l'ARS de Guyane, Sophie Charles, maire de Saint-Laurent-du-Maroni, MM. Marc Del Grande, préfet de la région Guyane, et Christophe Robert, directeur général du CH de Cayenne.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mmes Catherine Barbezieux Betinas, directrice générale du centre hospitalier de Mayotte, Dominique Voynet, directrice générale de l'ARS de Mayotte et Joëlle Rastami, membre de France Assos Santé Mayotte.

Réunion du jeudi 23 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Étienne Champion, directeur général de l'ARS des Hauts-de-France, Mme Marie-Cécile Darmois, directrice de l'hôpital Saint-Lazare de Crépy-en-Valois, MM. Bruno Fortier, maire de Crépy-en-Valois, Louis Le Franc, préfet de l'Oise, Mme Nadège Lefebvre, présidente du conseil départemental de l'Oise et M. Arnaud Fontanet, directeur du département de santé globale à l'Institut Pasteur.

Réunion du mardi 28 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde de praticiens.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. François Toujas, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, candidat à son renouvellement à la présidence du conseil d'administration de l'Établissement français du sang.

Réunion du mercredi 29 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de M. François Baroin, maire de Troyes et président de l'Association des maires de France, M. Frédéric Bierry, président du département du Bas-Rhin et président de la commission « affaires sociales et solidarité » de l'Association des départements de France, et Mme Anne Hidalgo, maire de Paris.

Réunion du mardi 1er septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur la situation dans les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad).

Table ronde sur les prises en charge à domicile.

Réunion du mercredi 2 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des ordres des professions de santé.

Table ronde sur les aspects éthiques.

Réunion du jeudi 3 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mme Katia Julienne, directrice générale de l'offre de soins au ministère des solidarités et de la santé.

Table ronde avec des fédérations hospitalières et médico-sociales.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du Professeur Claude Jeandel, président du Conseil national professionnel de gériatrie.

Audition du professeur Claude Jeandel, président du Conseil national professionnel de gériatrie.

Table ronde avec les associations de patients.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, sur l'enquête réalisée en application de l'article LO 132-3-1 du code des juridictions financières sur la fraude sociale.

Réunion du mercredi 9 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de MM. Jong-Moon Choi, ambassadeur de la République de Corée en France et Philippe Lefort, ambassadeur de France en République de Corée.

Audition de MM. François Chih-Chung Wu, représentant de Taïwan en France, et Jean-François Casabonne-Masonnave, représentant de la France à Taïwan.

Audition de Mme Andrea Ammon, directrice du Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC).

Audition du colonel Bruno Cunat, ancien commandant de la base aérienne 110 de Creil.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur la politique de dépistage.

Table ronde sur les équipements de protection.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune des professeurs Dominique Costagliola, épidémiologiste, membre de la cellule de crise de l'Académie des sciences, et Yazdan Yazdanpanah, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat, directeur de l'Institut thématique d'immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie de l'Inserm (Reacting), membre du conseil scientifique.

Audition du professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille.

Audition du professeur Jean-François Delfrayssy, président du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des acteurs institutionnels.

Table ronde avec des experts en santé publique.

Réunion du jeudi 17 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur.

Audition de Mme Marisol Touraine, ancienne ministre de la santé.

Audition de Mme Roselyne Bachelot, ancienne ministre de la santé.

Table ronde d'anciens directeurs généraux de la santé.

Réunion du mardi 22 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Christophe Castaner, ancien ministre de l'intérieur.

Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Table ronde sur les aspects numériques.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la*

covid-19 et de sa gestion) : Audition de Mme Agnès Buzyn, ancienne ministre des solidarités et de la santé.

Table ronde sur la communication de crise : Mme Sibeth Ndiaye, ancienne porte-parole du Gouvernement, et M. Yves Sciamia, président de l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI).

Réunion du jeudi 24 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Désignation de rapporteurs.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire - Désignation d'un rapporteur.

Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » - Examen du rapport et établissement du texte.

Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 8 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale et sur l'enquête de la Cour des comptes sur les groupements hospitaliers de territoire.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune des professeurs Éric Maury, président de la Société de réanimation de langue française, Hervé Bouaziz, président de la Société française d'anesthésie et de réanimation, et Marc Leone, chef du service d'anesthésie-réanimation des hôpitaux universitaires de Marseille.

(*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Désignation de rapporteurs pour avis sur le projet de loi de finances pour 2021.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Fabrice Gombert, président, et Thomas Fatome, directeur général, de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 15 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de MM. Justin Breyse, président de l'Intersyndicale nationale des Internes (ISNI), et Julien Flouriot, président du Syndicat des Internes des Hôpitaux de Paris (SIHP).

Audition de M. Louis Gautier, ancien secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale.

Audition de Mme Claire Landais, ancienne secrétaire générale de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Jean-Eudes Tesson et Yann-Gaël Amghar, président du conseil d'administration et directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) (en visioconférence).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de M. Dominique Dunon-Bluteau, responsable du département scientifique Biologie-Santé de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et des docteurs Dominique Martin, directeur général, et Stéphane Vignot, référent essais cliniques, de l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM).

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée ».

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de M. Laurent Vachey, inspecteur général des finances, chargé de la mission de concertation et de propositions relative à la création de la branche autonomie.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Édouard Philippe, ancien Premier ministre.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Santé » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Régimes sociaux et de retraite » et compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, candidate proposée par le Président de la République à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, aux fonctions de directrice générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Alain Fischer, professeur d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le Président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Audition de Mmes Dominique Le Guludec, présidente, et Élisabeth Bouvet, présidente de la commission technique des vaccinations, de la Haute Autorité de santé et Marie-Paule Kieny, virologue, vaccinologue et directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, sur les vaccins contre la covid-19.

Vote et dépouillement du scrutin sur la proposition de nomination, par le Président de la République, de M. Jean Bassères à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 45
- **Question orale sans débat sur le démarchage téléphonique abusif** - (14 janvier 2020) : p. 160 p. 161
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 476
- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 19 bis A (supprimé)** (*Abrogation du double diagnostic préimplantatoire (DPI-HLA) et demande de rapport sur le sang placentaire*) : p. 705
- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 21 rectifié bis** (*Thérapies géniques et cellulaires - Aphérèse et cryopréservation - Conditions de réalisation - Encadrement*) : p. 765
- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46** (*Crime de violence sexuelle sur enfant - Incrimination pénale*) : p. 1735
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les médicaments innovants** - (26 février 2020) : p. 1779
- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Nouvelle lecture [n° 300 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1801
- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1899
- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 98 rectifié ter** (*Procédures applicables aux recherches non interventionnelles ne portant pas sur des produits de santé - Simplification*) : p. 1959
- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2126
- **Question de contrôle au Gouvernement sur les mesures sanitaires et les besoins des hôpitaux et des EHPAD** - (1er avril 2020) : p. 2858
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3796
- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3827 p. 3828 p. 3831 - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3861
- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) : p. 3876 - **Article 5** (*Port du masque obligatoire dans les transports publics sous peine de contraventions*) : p. 3899
- **Question orale sans débat sur l'indemnisation des copropriétaires de l'immeuble du Signal du fait de l'érosion littorale** - (26 mai 2020) : p. 4385
- **Question orale sans débat sur la prise en charge des frais de transport en ambulance bariatrique** - (26 mai 2020) : p. 4386 p. 4387
- **Question orale sans débat sur les tests sérologiques en officine** - (16 juin 2020) : p. 5680
- **Question orale sans débat sur la gestion du linge dans les établissements publics de santé** - (16 juin 2020) : p. 5681
- **Question orale sans débat sur les mesures en faveur de l'accueil des enfants en situation de handicap par les assistantes maternelles** - (16 juin 2020) : p. 5682
- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 531 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5995
- **Proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne [n° 533 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6008 p. 6014
- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Deuxième lecture [n° 522 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6025
- **Débat sur le thème : Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?** - (25 juin 2020) : p. 6034
- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 2** (*Modification du cadre organique des lois de financement de la sécurité sociale en matière d'information du Parlement et de mesures relatives à la dette*) : p. 6177
- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6187 p. 6193
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6374
- **Question orale sans débat sur les déserts médicaux en Haute-Garonne et la nécessité de création de maisons de santé** - (21 juillet 2020) : p. 7077
- **Question orale sans débat sur la prise en charge des lymphœdèmes post-cancer** - (21 juillet 2020) : p. 7077 p. 7078
- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 - Commission mixte paritaire [n° 589 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7208
- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture [n° 655 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 656 (2019-2020)** : p. 7214
- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie - Nouvelle lecture [n° 656 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 655 (2019-2020)**.
- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7355 - **Article 5** (*Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) : p. 7387 p. 7389
- **Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire [n° 43 (2020-2021)]** - (21 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7637 - **Article 1er** (*Création d'un relevé de situation individuelle récapitulant les droits constitués par les assurés au titre des produits d'épargne retraite*) : p. 7646 - **Article 4** (*Expérimentation d'un dispositif*)

de recherche des bénéficiaires de contrats de retraite supplémentaire en déshérence) : p. 7647 p. 7648

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire (II)** - (4 novembre 2020) : p. 8226 p. 8227

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »** - *Commission mixte paritaire [n° 90 (2020-2021)]* - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8258 p. 8263 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8271

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8381 p. 8393 p. 8399

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 65 rectifié ter et n° 232 rectifié quinquies** (*Contrat solidaire et responsable - Remboursement différencié selon l'affiliation ou non du professionnel de santé au réseau de soins - Encadrement*) : p. 8411 - **Article 4** (*Contribution au financement de la prime Covid-19 pour les personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)*) : p. 8416 - **Article 6 ter (nouveau)** (*Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire*) : p. 8435

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 12** (*Sécurisation du mode de calcul de l'évolution du plafond de la sécurité sociale*) : p. 8473 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 212 rectifié bis et n° 407 rectifié quater** (*Médecins - Exercice au-delà de l'âge de départ en retraite - Charges sociales - Abaissement*) : p. 8487

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article 13 ter (nouveau)** (*Suppression de l'exemption de cotisations sociales pour les avantages visant à favoriser la pratique sportive en entreprise*) : p. 8517 - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendement n° 89 rectifié bis** (*Statut de « junior-entrepreneur » pour les jeunes de 16 à 25 ans - Création à titre expérimental*) : p. 8544 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 204 rectifié** (*Lutte contre les fraudes sociales - Mesures prises par l'administration fiscale - Duplication*) : p. 8564 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 724 rectifié, n° 922 et n° 903 rectifié** (*Prestation universelle de compensation à l'autonomie - Mise en œuvre - Étude d'impact*) : p. 8614 - **Article 17** (*Clauses de sauvegarde des produits de santé*) : p. 8618

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 272 rectifié bis** (*Biosimilaires - Abattement identique à celui des spécialités génériques - Instauration*) : p. 8641 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 302 rectifié bis** (*Médicaments dérivés du sang - Contribution sur le chiffre d'affaires - Exonération*) : p. 8642 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 804 rectifié bis** (*Stockage de quatre mois pour les médicaments à intérêt thérapeutique majeur - Obligation - Compensation financière*) : p. 8645 - **Article 17 bis (nouveau)** (*Assiette de la clause de sauvegarde des dispositifs médicaux*) : p. 8646

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25** (*Revalorisation des carrières des personnels non médicaux dans les établissements de santé et les Ehpad*) : p. 8687 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1042** (*Nouvelles embauches nécessaires dans l'hôpital public - Rapport au Parlement*) : p. 8688 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié ter** (*Dépenses des agences régionales de santé (ARS) - Information du Parlement*) :

p. 8713 - **Article 28 quater (nouveau)** (*Développement de l'autodialyse et de la dialyse à domicile*) : p. 8718 - **Article 30** (*Pérennisation et développement des maisons de naissance*) : p. 8734 - **Article 32** (*Prise en charge intégrale par l'assurance maladie obligatoire des téléconsultations*) : p. 8745 - **Article 33** (*Report de la convention médicale*) : p. 8753 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis** (*Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives*) : p. 8759 p. 8761 p. 8762 - **Article additionnel après l'article 33 bis - Amendement n° 796 rectifié** (*Modalités de prise en charge intégrale de tous les moyens de contraception par l'assurance maladie - Rapport au Parlement*) : p. 8767 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendement n° 429 rectifié** (*Prise en charge des pathologies du lymphœdème - Rapport au Parlement*) : p. 8775 - **Article 34 septies (nouveau)** (*Expérimentation d'une consultation longue en santé sexuelle pour les jeunes de 15 à 18 ans*) : p. 8784 - **Article 35** (*Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire*) : p. 8790 p. 8801

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 762 rectifié** (*Capacité d'information du parent créancier - Renforcement*) : p. 8818 - **Article 35 ter (nouveau)** (*Avancement de la date de versement de la prime à la naissance*) : p. 8821 - **Article 38** (*Réforme des régimes d'accès dérogatoire aux médicaments*) : p. 8840 p. 8843 p. 8851 p. 8852 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 222 rectifié** (*Données de santé en vie réelle - Intégration à la plateforme des données de santé (PDS)*) : p. 8855 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 223 rectifié** (*Actes de médecine génomique - Possibilité d'une enveloppe dédiée - Rapport au Parlement*) : p. 8860 p. 8861 - **Article 42** (*Isolement et contention*) : p. 8874 p. 8882 p. 8884 - **Article additionnel après l'article 47 quater - Amendement n° 201** (*Équilibre financier des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence - Propositions*) : p. 8920 p. 8921 - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** : p. 8927

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9095

- **Nouvelle lecture [n° 151 (2020-2021)]** - (26 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10173 p. 10174 - **Question préalable** : p. 10179 p. 10182

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10494

Santé

- (30 novembre 2020) : p. 10640 - **État B** : p. 10648 p. 10650 - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914** (*Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement*) : p. 10656 p. 10657

- **Question orale sans débat relative à la prise en charge du sepsis en France** - (1er décembre 2020) : p. 10746 p. 10747

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11730 - **Article 5** (*Contribution sur le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises pharmaceutiques*) : p. 11743 p. 11744

- **Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (17 décembre 2020) : p. 12017 p. 12018 p. 12029

DEROMEDI (Jacky)
*sénateur (Français établis hors de
 France (Série 2))
 Les Républicains*

Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi report du second tour des élections municipales (10 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (22 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (24 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (22 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales (10 décembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales (10 décembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 179 (2019-2020)] relative aux Français établis hors de France [n° 364 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre les obligations en matière de responsabilité sociétale des entreprises aux sociétés par actions simplifiées [n° 728 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 16 propositions pour garantir les élections consulaires en 2021 [n° 241 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Renforcer la résilience des entreprises françaises à l'étranger [n° 248 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport pour avis.

(*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur la mise en œuvre des dispositifs pour les ETI-PME-TPE, sur les perspectives d'organisation de sortie de crise et sur la numérisation des PME-TPE.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Frédéric Coirier, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (METI), et Alexandre Montay, délégué général, sur les perspectives de sortie de crise.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de M. Jean Castex, coordonnateur national à la stratégie de déconfinement (par téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen des amendements au texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du lundi 25 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Gilles de Margerie, commissaire général de France Stratégie, sur l'impact de la crise en matière de recrutement et de responsabilité sociétale des entreprises.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements sur le texte de la commission (en téléconférence).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Élection du Président.

Questions diverses.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Philippe Dorge, directeur général adjoint du groupe La Poste en charge des services Courrier-Colis, et Thierry Chardy, fondateur et directeur général de la startup Ma Ville Mon Shopping.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les difficultés rencontrées par les petits entrepreneurs français à l'étranger.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les réponses des acteurs de la politique d'aide aux entreprises apportées aux difficultés des entreprises françaises à l'étranger.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information sur les élections consulaires de 2021 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport sur les difficultés des entreprises françaises à l'étranger, présenté par Mme Jacky Deromedi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1344

- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2129

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article 39** (*Modalités d'inscription à l'examen du permis de conduire*) : p. 2216 p. 2217 - **Article 42** (*Transmission de l'éligibilité fiscale de l'épargnant au livret d'épargne populaire par l'administration fiscale sur demande des établissements bancaires*) : p. 2219 - **Article 42 bis (nouveau)** : p. 2220 p. 2221 p. 2222 - **Article 44** (*Habilitation du Gouvernement à légiférer par ordonnance pour prolonger tout ou partie des dispositions de l'ordonnance du 12 décembre 2018 relative au règlement du seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires*) : p. 2229

- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 365 (2019-2020)]** - (19 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4252 - **Article additionnel avant le titre Ier** (*Élections consulaires - Report d'un an*) : p. 4266 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié** (*Français établis hors de France - Inscription obligatoire au registre des Français établis hors de France*) : p. 4267 - **Article 2** (*Modernisation de la procédure de déclaration de candidature*) : p. 4269 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 27 rectifié** (*Élections consulaires - Recours au vote par correspondance « papier » - Autorisation*) : p. 4270 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 19** (*Représentation des Français établis hors de France - Appellation « délégués consulaires » - Remplacement par l'appellation « délégués électoraux »*) : p. 4271 - **Article 12** (*Renforcement des garanties pour les élus des Français de l'étranger*) : p. 4274 - **Article 14** (*Assouplissement de la prise en charge des frais de mandat et de l'assurance des élus représentant les Français établis hors de France*) : p. 4274 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 5 rectifié bis** (*Fonds de soutien au tissu associatif des Français de l'étranger (STAFE) - Composition de la commission nationale - Adjonction d'un député et d'un sénateur et de leur suppléant*) : p. 4275 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 14 rectifié quater** (*Conseils d'administration de Business France et de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - Instauration ou renforcement des élus des Français de l'étranger*) : p. 4276 - **Article additionnel après**

l'article 17 bis - Amendement n° 4 rectifié bis (*État d'urgence sanitaire - Mise à jour hebdomadaire de la liste des pays situés dans une « zone de circulation de l'infection » - Publication sur le site internet des ambassades et des postes consulaires*) : p. 4277 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 23** (*Bourses scolaires - Régime*) : p. 4279 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 2 rectifié** (*Français établis hors de France - Carte vitale - Restitution obligatoire dans le cadre d'une expatriation*) : p. 4282 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° 3 rectifié** (*Coût de la mise en place dans les postes consulaires ou ambassades de France à l'étranger, d'un système de certificats de vie comportant des données biométriques - Rapport au Parlement*) : p. 4283 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 7 rectifié bis** (*Freins juridiques, financiers et techniques rencontrés par la Caisse des Français de l'étranger (CFE) face à l'épidémie de Covid-19 - Rapport au Parlement*) : p. 4285 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 21** (*Caisse des Français de l'étranger - Réforme de la gouvernance*) : p. 4286 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4297

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des enfants handicapés Français résidant à l'étranger** - (26 mai 2020) : p. 4392

- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Article 1er** (*Report de l'élection de sénateurs représentant les Français établis hors de France*) : p. 5751

- **Projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires - Commission mixte paritaire [n° 509 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5761

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 466 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6103

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au soutien aux Français de l'étranger en difficulté** - (1er juillet 2020) : p. 6151

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Nouvelle lecture [n° 578 (2019-2020)]** - (2 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6212

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6404

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 277 rectifié sexies et n° 1010** (*PME - Crédit d'impôt à la numérisation - Création*) : p. 6460 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 25 rectifié ter, n° 193 rectifié ter, n° 308 rectifié bis, n° 560 et n° 989** (*Producteurs de spécialités laitières AOP-IGP - Dons - Défisicalisation temporaire*) : p. 6474 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 26 rectifié ter, n° 194 rectifié ter, n° 309 rectifié bis, n° 561 rectifié bis et n° 990** (*Producteurs de spécialités laitières AOP-IGP - Dons - Défisicalisation temporaire*) : p. 6475 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 447 rectifié** (*Taxe « Buffet » - Plafonnement - Suppression*) : p. 6516 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 284 rectifié ter** (*Restauration - TVA - Taux réduit - Application temporaire*) : p. 6539

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*) : p. 6663 - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6728 p. 6729 p. 6734

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6853 - **Article 18 A (nouveau)** (*Utilisation des crédits ouverts pour aider les*

familles des établissements français à l'étranger) : p. 6977 - **Article 18 B (nouveau)** (*Remise d'un rapport présentant les conséquences budgétaires de la crise liée à la pandémie de Covid-19 sur la diplomatie culturelle et d'influence française et sur l'enseignement français à l'étranger*) : p. 6978 p. 6979 - **Article additionnel après l'article 18 B - Amendement n° 463 rectifié ter** (*Français de l'étranger - Aides à la scolarité - Critères d'attribution - Publicité*) : p. 6979 - **Article 18** (*Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire*) : p. 6987 p. 6988 p. 6992 p. 6993 p. 6995 p. 7019 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 489 rectifié ter** (*Fonds d'investissement de proximité (FIP) Corse - Taux de réduction - Augmentation*) : p. 7022 p. 7023 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 485 rectifié ter** (*Crédit d'impôt pour les investissements en Corse - Reconduction*) : p. 7023 p. 7024 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 486 rectifié bis** (*Corse - Établissements de santé - Investissements - Incitations fiscales*) : p. 7024 p. 7025 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 487 rectifié bis** (*Investissements - Crédit d'impôt - Taux - Majoration*) : p. 7025

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Commission mixte paritaire [n° 674 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7246

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7417

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Titres d'identité et passeports des ressortissants français résidant à l'étranger - Prorogation*) : p. 8111

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 214 rectifié bis** (*Exonération de cotisation patronale pour les actions gratuites - Extension aux entreprises de taille intermédiaire*) : p. 8464 - **Article 13** (*Prolongement du dispositif d'exonération lié à l'emploi de travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TO-DE)*) : p. 8475 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 212 rectifié bis et n° 407 rectifié quater** (*Médecins - Exercice au-delà de l'âge de départ en retraite - Charges sociales - Abaissement*) : p. 8487

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendements n° 657 rectifié bis, n° 453 rectifié bis, n° 426 rectifié, n° 792 rectifié bis et n° 90 rectifié ter** (*Ensemble des non-résidents - CSG-CRDS - Exonération*) : p. 8537

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 32** (*Prise en charge intégrale par l'assurance maladie obligatoire des téléconsultations*) : p. 8746 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 98 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 264 rectifié quinquies, n° 508 rectifié et n° 634** (*Régulation des patients au sein des services d'urgences - Développement de la téléconsultation en amont - Expérimentation*) : p. 8748 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 99 rectifié bis et n° 265 rectifié quinquies** (*Développement d'un service de téléconsultation intégré aux services d'urgences - Opportunité - Rapport au Parlement*) : p. 8749 - **Article 33** (*Report de la convention médicale*) : p. 8751 p. 8752 p. 8753

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 37 - Amendements n° 124 rectifié sexies, n° 800 rectifié, n° 247 rectifié ter, n° 766 rectifié et**

n° 940 (Bénéficiaires de la pension d'invalidité - Droit à l'allocation supplémentaire d'invalidité - Examen systématique) : p. 8827 p. 8829 - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 371 rectifié** (Thérapies géniques - Remboursement - Étalement dans le temps - Rapport au Parlement) : p. 8861 - **Article 39** (Renforcer la qualité des prestations de soins à domicile) : p. 8864 p. 8865 - **Article additionnel après l'article 40 - Amendements n° 127 rectifié sexies, n° 790 rectifié et n° 942** (Bénéficiaires de l'AAH ou de l'ASI - Protection complémentaire - Examen systématique) : p. 8867 p. 8868 - **Article 41** (Modernisation du financement des syndicats représentatifs des professionnels de santé libéraux) : p. 8872 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 686 rectifié** (Fraudes aux prestations sociales - Prestations versées à un bénéficiaire enregistré par un numéro d'attente - Notification d'indus) : p. 8895 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 687 rectifié** (Prestations sociales indûment versées - Évaluations triennales par les caisses nationales) : p. 8898 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 689 rectifié bis** (Dématérialisation des feuilles de soins, des prescriptions de médicaments et de transports sanitaires et des avis d'arrêt de travail - Accélération) : p. 8899 - **Article 47 ter (nouveau)** (Faculté d'utiliser la biométrie pour vérifier l'existence d'un titulaire de pension de retraite domicilié hors de France) : p. 8916 p. 8917 - **Article additionnel après l'article 50 - Amendement n° 517 rectifié ter** (Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) - Cas de séparation - Possibilité de partage) : p. 8925

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-141 rectifié ter** (Fiscalité des non-résidents - Taux minimum d'imposition à 30 % - Augmentation - Suppression) : p. 9420 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-142 rectifié bis, n° I-355 rectifié et n° I-613 rectifié** (Contribuables non domiciliés en France - Dons aux œuvres - Déduction fiscale) : p. 9423

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 7** (Suppression progressive de la majoration de 25 % des bénéfices des entreprises qui n'adhèrent pas à un organisme de

gestion agréé) : p. 9604 - **Article 8** (Aménagements du crédit impôt recherche et du crédit impôt innovation) : p. 9610

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1099, n° I-239, n° I-625 rectifié, n° I-875 rectifié, n° I-1074 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-331 rectifié bis, n° I-909 rectifié, n° I-305 rectifié, n° I-240 et n° I-487 rectifié** (Activités de réparation et réemploi - Taux de TVA réduit - Application) : p. 9724 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-128 rectifié** (Ventes de CD, vinyles et téléchargements - Taux de TVA réduit) : p. 9741 - **Article 14** (Refonte des taxes sur les véhicules à moteur) : p. 9844

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10400 - **État B** : p. 10410

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10556 p. 10556 p. 10557 p. 10558 p. 10559

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles - Commission mixte paritaire [n° 194 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 222 (2020-2021)** : p. 11839

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales - Commission mixte paritaire [n° 222 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental - Nouvelle lecture [n° 129 (2020-2021)]** - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11861

- **Question orale sans débat sur la signature authentique à distance pour les Français de l'étranger** - (15 décembre 2020) : p. 11928 p. 11929

DESEYNE (Chantal)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République le 21 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » (28 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 (17 novembre 2020).

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement le 23 novembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020 ; puis vice-présidente le 19 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les dispositions du projet de loi relatif à la bioéthique concernant la délégation.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Bertrand Fragonard, président du Haut Conseil de la famille, de l'enfance et de l'âge (HCFEA).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Réunion constitutive (en téléconférence).

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap** [n° 150 (2019-2020)] - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 85 p. 86

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 238 (2019-2020)] - (23 janvier 2020) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 572

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 677

- **Question orale sans débat sur le nomadisme médical** - (3 mars 2020) : p. 1850

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales** - *Commission mixte paritaire* [n° 618 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7113

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)] - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8395

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 66 rectifié ter** (*Opticiens-lunetiers - Délivrance d'un équipement en dehors du 100 % - Prise en charge dans le cadre des contrats solidaires et responsables - Généralisation*) : p. 8411

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 67 rectifié ter et n° 239 rectifié quinquies** (*Développement de la télémédecine en ophtalmologie - Expérimentation*) : p. 8750 - **Article 33 quater (nouveau)** (*Généralisation du tiers payant intégral sur les équipements et les soins du panier « 100 % santé »*) : p. 8772 p. 8773 - **Article**

35 (*Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire*) : p. 8791 p. 8794 p. 8796

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-1080 rectifié quater** (*Crise sanitaire - Communes - EPCI - Pertes de recettes fiscales et domaniales - Compensation spécifique - Création*) : p. 10010 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis** (*Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création*) : p. 10020

- **Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (17 décembre 2020) : p. 12028

DÉTRAIGNE (Yves)
sénateur (Marne)
UC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet [n° 294 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Culture**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République jusqu'au 26 juin 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant article 13 de la Constitution et prorogant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'événementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à la stérilisation obligatoire des chats errants [n° 128 (2020-2021)] (16 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et commission mixte paritaire sur le projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de Mmes Isabelle Clanet, Josine Bitton, membres du Conseil national des barreaux, et de Dominique Attias, avocate au barreau de Paris.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jean-Luc Nevache, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission d'accès aux documents administratifs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (23 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9 rectifié** (*Enfant conçu par don - Filiation - Établissement par la voie de la possession d'état*) : p. 585 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 588

- **Projet de loi organique modifiant la loi organique n° 2010-837 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution** - *Commission mixte paritaire* [n° 296 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 295 (2019-2020)** : p. 1816

- **Projet de loi modifiant la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet** - *Commission mixte paritaire* [n° 295 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 296 (2019-2020).**

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article 34** (*Conditions du commerce électronique de médicaments par une pharmacie d'officine - Assouplissement*) : p. 2192

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions**

[n° 320 (2019-2020)] - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5948

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Nouvelle lecture** [n° 578 (2019-2020)] - (2 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6212

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental** [n° 633 (2019-2020)] - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7234 p. 7235 p. 7238

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger**

sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)] - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7812

- **Question orale sans débat relative aux dangers des bornes de distribution de gel hydroalcoolique pour les yeux des enfants** - (5 novembre 2020) : p. 8330 p. 8331

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9110

DEVINAZ (Gilbert-Luc)
sénateur (Rhône)
SOCR, puis SER

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Conseil national des villes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020 ; puis vice-président le 2 juin 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)] (5 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement de la performance des ports maritimes français [n° 80 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement**.

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Stéphane Visconti, ambassadeur, coprésident français du groupe de Minsk, sur le Haut-Karabagh.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de MM. les professeurs André Picot, président de l'association Toxicologie Chimie, Patrick Lagadec, directeur de recherche honoraire à l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Russie - Audition de M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre, envoyé spécial du Gouvernement.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, référent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Réunion constitutive.

(*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 21 juillet 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Adoption des conclusions de la mission d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Prévention des risques » et « Biodiversité et expertise en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 14
- **Question orale sans débat sur l'augmentation alarmante des noyades** - (3 mars 2020) : p. 1878
- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6090
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la rénovation énergétique** - (8 juillet 2020) : p. 6233

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Haut-Karabakh** - (12 novembre 2020) : p. 8551

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9206 p. 9207

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)]** - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10124

DI FOLCO (Catherine)
sénateur (Rhône)
Les Républicains-A

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination le 21 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020.

Membre du comité de déontologie parlementaire du Sénat.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Vice-présidente de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant l'article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire (27 mai 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi report du second tour des élections municipales (10 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (22 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Rapporteuse de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales (10 décembre 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

Membre titulaire du comité placé auprès de la personnalité qualifiée chargée de contrôler la plate-forme nationale des interceptions judiciaires jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 288 (2019-2020)] visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 346 (2019-2020)] (25 février 2020) - **Entreprises - Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Fonction publique [n° 144 tome 5 (2020-2021)]** (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 186 (2020-2021)] relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales [n° 193 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales [n° 220 (2020-2021)] (10 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

(*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu

de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Examen des amendements sur les textes de la commission.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Communications diverses.

Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de M. Jean Castex, coordonnateur national à la stratégie de déconfinement (par téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du lundi 15 juin 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Questions diverses.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des lois*) : Contrôle de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition du général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Simonnot, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Contrôleur général des lieux de privation de liberté, en application des articles 13 et 65 de la Constitution ainsi que de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Transformation et fonction publiques » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1892 - **Article 1er** (*Allongement du congé de deuil pour le décès d'un enfant*) : p. 1904 p. 1905 - **Article 2** (*Extension du dispositif de don de jours de repos aux salariés ayant perdu un enfant*) : p. 1907 - **Article 7 (nouveau)** (*Protection contre le licenciement en cas de décès d'un enfant*) : p. 1911

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 159 rectifié et n° 165 rectifié ter** (*Médecins spécialistes en anatomie et cytologie pathologiques au sein des laboratoires de biologie médicale (LBM) - Régime d'intégration - Clarification*) : p. 2200

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3857 p. 3859

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4417

- **Commission mixte paritaire [n° 479 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5559

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5586

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire)** : p. 8054

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10324

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (5 décembre 2020) : p. 11254

Transformation et fonction publiques - État B

- (5 décembre 2020) : p. 11271 p. 11273

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles [n° 194 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 195 (2020-2021)** : p. 11684 - **Article unique (Élections législatives et sénatoriales partielles - Délais d'organisation)** : p. 11694 p. 11695

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales [n° 195 (2020-2021)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**. - (8 décembre 2020) - **Article 1er (Élections municipales partielles - Délais d'organisation)** : p. 11696 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 4 (Élections municipales partielles - Vote par correspondance)** : p. 11697

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles - Commission mixte paritaire [n° 194 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 222 (2020-2021)** : p. 11834

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales - Commission mixte paritaire [n° 222 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

DINDAR (Nassimah)
sénatrice (La Réunion)
UC

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 5 octobre 2020.

Secrétaire de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 3 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office français de la biodiversité.

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin [n° 597 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale aux outre-mer : Urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 [n° 620 (2019-2020)] (9 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Outre-mer - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'évènementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Jean-Pierre Philibert, président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de Mme Carine Sinaï-Bossou, présidente de l'Association des Chambres de commerce et d'industrie des outre-mer (ACCIOM).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Bertrand Willocquet, directeur du département des Trois Océans de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de M. Hervé Tonnaire, directeur des outre-mer, directeur régional Pacifique et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles du groupe Caisse des dépôts et consignations(CDC).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition, en commun avec la délégation sénatoriale aux outre-mer, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

(*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Audition, en commun avec la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, de Mme Marlène Schiappa, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la lutte contre les discriminations, sur la lutte contre les violences intrafamiliales.

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre des outre-mer.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique dans les outre-mer - Table ronde sur le transport aérien.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur l'agriculture et la pêche.

Réunion du vendredi 12 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur la différenciation territoriale outre-mer - Entretien avec MM. Jean-Paul Virapoullé, vice-président du conseil régional de La Réunion, et Jack Gauthier, conseiller régional de La Réunion.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Table ronde sur le tourisme.

Réunion du vendredi 3 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Présentation des conclusions communiquées par le président Michel Magras au groupe de travail sur la décentralisation à la suite de ses échanges avec les présidents des départements, des régions et des collectivités d'outre-mer et du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Validation de la liste des lauréats du Prix 2020 de la délégation.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Urgence économique en outre-mer à la suite de la crise du Covid-19 - Présentation du rapport.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 -Présentation du rapport.

Les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Présentation du rapport.

Réunion du jeudi 23 juillet 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Table ronde - La différenciation territoriale outre-mer : quel cadre pour le « sur-mesure » ?

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales** - *Commission mixte paritaire* [n° 618 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7120

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Outre-mer

- (3 décembre 2020) : p. 11006 p. 11007 - **État B** : p. 11016 p. 11017 p. 11018 p. 11031

Transformation et fonction publiques - État B

- (5 décembre 2020) : p. 11274 p. 11275

DJEBBARI (Jean-Baptiste)
*ministre délégué auprès de la ministre de
la transition écologique, chargé des
transports
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)*
*secrétaire d'État auprès de la ministre de
la transition écologique et solidaire,
chargé des transports
(jusqu'au 3 juillet 2020)*

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-701 du 10 juin 2020 relative à la surveillance du marché des véhicules à moteur et l'ordonnance n° 2020-700 du 10 juin 2020 relative à la surveillance des émissions des gaz polluants et des particules polluantes des moteurs à combustion interne destinés aux engins mobiles non routiers [n° 691 (2019-2020)] (3 septembre 2020) - **Environnement - Transports.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 6 p. 8 p. 9 p. 10 p. 11 p. 12 p. 13 p. 14 p. 15 p. 16 p. 17

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 52 p. 53 p. 54 p. 55 p. 56 p. 57 p. 58 p. 59 p. 60 p. 61

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le service minimum dans les transports publics** - (8 janvier 2020) : p. 79 p. 80

- **Question orale sans débat sur le risque routier et sanitaire lié au trafic de poids lourds entre Poitiers et Bordeaux** - (14 janvier 2020) : p. 159

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les infrastructures routières** - (22 janvier 2020) : p. 449

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux mouvements sociaux dans les ports** - (22 janvier 2020) : p. 456

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 867 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 872 - **Article 1er** (Application du service garanti à la desserte des îles) : p. 884 - **Article 2** (Définition des perturbations prévisibles du trafic) : p. 884 - **Article 3** (Garantie de la continuité du service public en cas de grève) : p. 887 p. 888 p. 892 p. 893 p. 894 - **Article 5** (Information de l'autorité organisatrice de transports) : p. 895 - **Article 6** (Modalités de dédommagement des usagers) : p. 896 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 35 rectifié** (Non-respect des obligations de service minimum - Remboursement des usagers - Obligation de l'entreprise de transport) : p. 897 - **Article 7** (Consultation des comités de suivi des dessertes) : p. 898 - **Article 8** (Garantie de la continuité du service de transport aérien en cas de grève) : p. 899 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 6 rectifié quater** (Grève des contrôleurs aériens - Respect d'un préavis de grève de 48 heures - Obligation) : p. 900 - **Article 9 (nouveau)** (Caducité du préavis de grève en l'absence de grévistes) : p. 901 - **Article 10 (nouveau)** (Possibilité pour l'entreprise d'imposer l'exercice de la grève pendant la totalité de la durée du service) : p. 902

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux mesures sanitaires dans les transports publics** - (22 avril 2020) : p. 3011

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3803

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux lignes aériennes d'aménagement du territoire** - (13 mai 2020) : p. 4209

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la mission d'aménagement du territoire du transport aérien** - (10 juin 2020) : p. 5543

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les liaisons aériennes et l'aménagement du territoire** - (10 juin 2020) : p. 5550

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au transport transmanche** - (24 juin 2020) : p. 5927

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aménagement et l'attractivité des territoires** - (16 juillet 2020) : p. 6410

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les liaisons ferroviaires vers les Pyrénées-Orientales** - (22 juillet 2020) : p. 7155

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la centrale de Fessenheim et les coupures d'électricité** - (25 novembre 2020) : p. 10107

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évacuation de la ZAD du Carnet** - (25 novembre 2020) : p. 10113

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

- (27 novembre 2020) : p. 10312

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10330

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11651 - **Article 2** (Modification de la composition et du fonctionnement des conseils de surveillance des grands ports maritimes) : p. 11664 p. 11665 p. 11666 p. 11667 - **Article 4** (Rôle et prérogatives des conseils de développement des grands ports maritimes) : p. 11668 - **Article 6** (Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions) : p. 11671 - **Article 7** (Mise en place de nouveaux outils au service du renforcement de la compétitivité des ports maritimes) : p. 11675 - **Article 8** (Conditions d'exécution des services de pilotage maritime et de remorquage portuaire) : p. 11678 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 11** (Grands ports maritimes - Conventions de terminal - Redevance - Critères environnementaux) : p. 11681 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 12** (Transport fluvial - Prestations de manutention - Tarification - Modifications) : p. 11682 - **Article 15 bis (nouveau)** (Création, à titre expérimental, d'une instance de discussion chargée d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'optimisation des coûts de manutention et, le cas échéant, de réduction du surcoût de manutention fluviale) : p. 11683

- **Question orale sans débat sur le renouvellement des concessions hydroélectriques** - (15 décembre 2020) : p. 11918

- **Question orale sans débat relative à l'extension du bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles** - (15 décembre 2020) : p. 11919

- **Question orale sans débat sur le remplacement obligatoire des chaudières fioul et charbon** - (15 décembre 2020) : p. 11920

- **Question orale sans débat relative à l'aménagement de la route nationale 149** - (15 décembre 2020) : p. 11920

- **Question orale sans débat sur les lignes ferroviaires du Cantal** - (15 décembre 2020) : p. 11921

- **Question orale sans débat relative à l'avenir des petites lignes ferroviaires dans le Massif central** - (15 décembre 2020) : p. 11922

- **Question orale sans débat sur le Charles-de-Gaulle Express** - (15 décembre 2020) : p. 11923

- **Question orale sans débat relative à la liaison ferroviaire Beauvais-Paris** - (15 décembre 2020) : p. 11924

- **Question orale sans débat sur la protection et le développement des abeilles** - (15 décembre 2020) : p. 11925

- **Question orale sans débat relative à la contradiction entre le droit de l'environnement, le droit agricole et le droit de l'urbanisme** - (15 décembre 2020) : p. 11926

- **Question orale sans débat sur l'importance vitale du secteur d'activité de l'alimentation** - (15 décembre 2020) : p. 11926

DOINEAU (Élisabeth)
sénatrice (Mayenne)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 6 octobre 2020 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 15 décembre 2020.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 (24 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » (28 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 (17 novembre 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 288 (2019-2020)] visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 349 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Entreprises - Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 164 (2019-2020)] visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats [n° 461 (2019-2020)] (27 mai 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)] - Exposé général [n° 107 tome 1 (2020-2021)] (4 novembre 2020) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)] - Examen des articles [n° 107 tome 2 (2020-2021)] (4 novembre 2020) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (2020-2022) - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à modifier le congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp,

présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Loi organique relative aux lois de financement de la Sécurité sociale - Examen du rapport d'information fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Situation et perspectives des comptes sociaux - Examen du rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Pierre Moscovici, Premier président de la Cour des comptes, sur l'enquête réalisée en application de l'article LO 132-3-1 du code des juridictions financières sur la fraude sociale.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » - Examen du rapport et établissement du texte.

Réunion du jeudi 8 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Pierre Moscovici, Premier président, et Denis Morin, président de la sixième chambre de la Cour des comptes sur le rapport annuel de la Cour des comptes sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale et sur l'enquête de la Cour des comptes sur les groupements hospitaliers de territoire.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam).

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée ».

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Christelle Ratignier-Carbonneil, candidate proposée par le Président de la République à la direction générale de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 45
- **Débat sur la pédopsychiatrie en France** - (8 janvier 2020) : p. 113
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 390 - **Article 1er**

(*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 427 p. 430

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 477 p. 478 p. 479 p. 496 p. 504 p. 508

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 531 p. 545 p. 546 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 555

- **Mises au point au sujet de votes** - (28 janvier 2020) : p. 634

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (28 janvier 2020) - **Article additionnel après l'article 10 ter - Amendement n° 7** (*Examens des caractéristiques génétiques - Garanties de non-discrimination*) : p. 655

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1528

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les dispositions pour les congés parentaux à la suite du décès d'un enfant** - (19 février 2020) : p. 1593

- **Question orale sans débat sur les associations loi 1901 et la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat** - (3 mars 2020) : p. 1870

- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1891 - **Article 1er** (*Allongement du congé de deuil pour le décès d'un enfant*) : p. 1904 p. 1905 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Création d'une autorisation spéciale d'absence pour les agents publics en cas de décès d'un enfant de moins de vingt-cinq ans*) : p. 1906 - **Article 2** (*Extension du dispositif de don de jours de repos aux salariés ayant perdu un enfant*) : p. 1907 - **Article 6 (nouveau)** (*Expérimentation en matière de prise en charge psychologique des familles endeuillées*) : p. 1910 - **Article 7 (nouveau)** (*Protection contre le licenciement en cas de décès d'un enfant*) : p. 1911 - **Article 8 (nouveau)** (*Suppression du délai de carence en cas d'arrêt de travail à la suite du décès d'un enfant*) : p. 1912 - **Intitulé de la proposition de loi** : p. 1912 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1913

- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2122

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article 25** (*Consultation du public pour les projets soumis à autorisation ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale*) : p. 2169

- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4568 - **Article 6** (*Prise en charge par l'aide sociale à l'enfance des jeunes majeurs de 18 à 21 ans*) : p. 4581

- **Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de Points d'accueil pour soins immédiats [n° 462 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5225 - **Article 1er** (*Création de centres d'accueil pour soins immédiats en complémentarité de l'offre locale de soins*) : p. 5234 p. 5235 p. 5237 p. 5238

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6057 p. 6058

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-**

social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 - *Commission mixte paritaire* [n° 589 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7206

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie** - *Nouvelle lecture* [n° 655 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 656 (2019-2020)** : p. 7216 p. 7217

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie** - *Nouvelle lecture* [n° 656 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 655 (2019-2020)**.

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »** [n° 18 (2020-2021)] - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7359 - **Article 1er** (*Modification de la procédure d'agrément ouvrant droit à un parcours d'insertion par l'activité économique*) : p. 7368 - **Article 3 ter A (nouveau)** (*Possibilité de cumul entre un contrat d'insertion et un autre contrat de travail à temps partiel*) : p. 7373 - **Article additionnel après l'article 3 ter A - Amendement n° 94 rectifié** (*Conseils départementaux et organismes opérant la prépa apprentissage - Prescription de périodes de mises en situation en milieu professionnel (PMSMP) - Autorisation*) : p. 7374 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7407

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur** [n° 52 (2020-2021)] - (28 octobre 2020) - **Rapport annexé** : p. 7936

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les collectes de sang insuffisantes** - (4 novembre 2020) : p. 8232

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée »** - *Commission mixte paritaire* [n° 90 (2020-2021)] - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8260

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)] - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8379

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 11** (*Affectation à la CNAM des excédents de la caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières (CAMIEG) et des provisions relatives à la réserve de prévoyance de la CPRP SNCF*) : p. 8470 - **Article 13** (*Prolongement du dispositif d'exonération lié à l'emploi de travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TO-DE)*) : p. 8474

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article 15** (*Simplification des démarches déclaratives des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants agricoles*) : p. 8569 - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8583

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 30** (*Pérennisation et développement des maisons de naissance*) : p. 8725 p. 8729 p. 8731 p. 8735 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendements n° 566 et n° 857 rectifié** (*Parcours de soins coordonnés - Reconnaissance des sages-femmes*) : p. 8736 - **Article 31** (*Soutien au développement des hôtels hospitaliers*) : p. 8737 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 343 rectifié bis** (*Psychiatrie - Téléconsultation - Aménagement dérogatoire*) : p. 8747 p. 8748 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis** (*Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives*) : p. 8760 - **Article 33 quater (nouveau)** (*Généralisation du tiers payant intégral sur les équipements et les soins du panier « 100 % santé »*) : p. 8773 - **Article 35** (*Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire*) : p. 8789 p. 8791 p. 8794 p. 8795 p. 8796 p. 8799 p. 8800

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 682 rectifié bis** (*Différents modes de garde - Coût pour les finances publiques de l'ensemble - Rapport au Parlement*) : p. 8816 - **Article additionnel après l'article 35 - Amendement n° 759 rectifié** (*Assistantes maternelles - Conditions d'accompagnement - Rapport au Parlement*) : p. 8816 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 761 rectifié** (*Allocations familiales - Accord du parent débiteur (non paiement de la pension alimentaire) - Suppression*) : p. 8817 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 762 rectifié** (*Capacité d'information du parent créancier - Renforcement*) : p. 8818 p. 8819 - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 764 rectifié** (*Recouvrement de la pension alimentaire - Cas de « refus » de transmission des informations - Suppression*) : p. 8820 - **Article 35 ter (nouveau)** (*Avancement de la date de versement de la prime à la naissance*) : p. 8821 - **Article 39** (*Renforcer la qualité des prestations de soins à domicile*) : p. 8865 - **Article 42** (*Isolement et contention*) : p. 8880 p. 8881 p. 8882 p. 8883

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2020) - **État B** : p. 10647 p. 10649 p. 10651

Solidarité, insertion et égalité des chances - État B

- (30 novembre 2020) : p. 10674

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10908 p. 10910

DOMINATI (Philippe)
sénateur (Paris)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances à partir du 6 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

Membre titulaire du comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider [n° 44 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Sécurités (Gendarmerie nationale - Police nationale - Sécurité et éducation routières) [n° 138 tome 3 vol. 1 annexe 29 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Weber, président du directoire de La Banque Postale.

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le plan de relance.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur les coûts et le financement du Grand Paris Express - Communication (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, chef économiste de la direction générale du Trésor, MM. Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), sur le thème « Quelles perspectives de reprise pour l'économie française ? ».

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Missions et comptes spéciaux précédemment examinés et réservés « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 54), « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics », « Santé », « Sécurités » (et articles 60 et 61) et « Sport, jeunesse et vie associative » (et articles 64 à 67) - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 20 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur la gouvernance de la métropole du Grand Paris.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2707

- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 23** (*Second tour des élections municipales - Report d'un an*) : p. 5587 p. 5588

- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Rappel au règlement** : p. 5750 - **Article 1er** (*Report de l'élection de sénateurs représentant les Français établis hors de France*) : p. 5752 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5755

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Nouvelle lecture [n° 653 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7174

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8036

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-58 rectifié** (*Assureurs - Contribution exceptionnelle - Instauration*) : p. 9581

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-1239 rectifié ter, n° I-630 rectifié ter, n° I-1082 rectifié bis, n° I-631 rectifié ter, n° I-1165 rectifié ter et n° I-1166 rectifié ter** (*Contribution à l'audiovisuel public - Suppression*) : p. 10093 p. 10095

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11060

Sécurités - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11074 p. 11076 p. 11079 p. 11083 p. 11087 p. 11088 p. 11089 - **Article 66 (nouveau)** (*Pérennisation et élargissement de la possibilité pour les collectivités territoriales de financer les opérations immobilières liées aux besoins de services de sécurité publique et de la justice*) : p. 11090

Compte d'affectation spéciale : contrôle de la circulation et du stationnement routiers - État D

- (3 décembre 2020) : p. 11091 p. 11092

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 sexes - Amendement n° II-1395** (*Employeurs ayant conclu un accord de télétravail - Versement transport - Exonération*) : p. 11394 p. 11395

DOSSUS (Thomas)
sénateur (Rhône)
GEST

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : *Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.*

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : *Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.*

(*délégation aux entreprises*) : *Questions diverses.*

(*commission des lois*) : *Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.*

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : *Projet de loi adopté relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.*

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : *Audition de MM. Philippe Dorge, directeur général adjoint du groupe La Poste en charge des services*

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 149 (2020-2021)] (24 novembre 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'interdiction du recours aux examens radiologiques osseux ayant pour objectif de contester la minorité d'un étranger [n° 227 (2020-2021)] (14 décembre 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Courrier-Colis, et Thierry Chardy, fondateur et directeur général de la startup Ma Ville Mon Shopping.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cadot, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport (ANS).

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitutions des œuvres d'art - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (28 octobre 2020) - **Rapport annexé** : p. 7937 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 91 rectifié et n° 180 rectifié** (*Libertés académiques - Nécessaire sérénité des conditions de travail sur le plan budgétaire - Réaffirmation*) : p. 7951 - **Article 4** (*Création d'un contrat doctoral de droit privé*) : p. 7967 p. 7968

- **Suite de la discussion** (29 octobre 2020) - **Article 10** (*Missions et statut du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur - Définition de l'intégrité scientifique*) : p. 8004 p. 8006 p. 8010

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article 22** (*Habilitation à légiférer par ordonnance*) : p. 8164 p. 8166 - **Article 22 bis (nouveau)** (*Création d'établissements d'enseignement supérieur privés préparant au diplôme d'État de docteur vétérinaire*) : p. 8170 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8176

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal [n° 92**

(2020-2021)] - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8279 - **Article 3 (nouveau)** (*Création d'un Conseil national de réflexion sur la circulation et le retour d'œuvres d'art extra-occidentales*) : p. 8287

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement du protocole sanitaire dans les lycées** - (12 novembre 2020) : p. 8545 p. 8546

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9017 p. 9035 p. 9049 p. 9051

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9252 p. 9253

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Commission mixte paritaire [n° 117 (2020-2021)]** - (20 novembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9381

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10203 p. 10204 - **Plan de relance - État B** : p. 10238 p. 10260 p. 10273 p. 10278

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10446 p. 10447 - **État B** : p. 10455 p. 10460 p. 10463 p. 10468 p. 10487

Santé

- (30 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914** (*Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement*) : p. 10657

Culture

- (30 novembre 2020) : p. 10688 - **État B** : p. 10710 p. 10711 p. 10712 p. 10714

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2020) : p. 11178 - **État B** : p. 11186

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Nouvelle lecture [n° 196 (2020-2021)]** - (15 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11893 - **Question préalable** : p. 11897

DREXLER (Sabine)
sénateur (Haut-Rhin)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 6 octobre 2020.

Élection le 27 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Élimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et des sports, chargée de l'éducation prioritaire.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la Covid-19** - (28 octobre 2020) : p. 7857

- **Question orale sans débat sur le compte personnel de formation** - (5 novembre 2020) : p. 8336 p. 8337

- **Débat sur la forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux** - (19 novembre 2020) : p. 9244

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-455 rectifié bis** (*Matériel utilisé par les associations agréées de protection civile - Exonération fiscale de la TVA*) : p. 9713 - **Article 14** (*Refonte des taxes sur les véhicules à moteur*) : p. 9821 p. 9845 - **Article 15** (*Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports*) : p. 9868

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) - **État B** : p. 12838

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11198 p. 11199

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion** [n° 177 (2020-2021)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11792

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

Secrétaire du Sénat.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome IV : Énergie [n° 535 tome 4 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président

exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire le coût du foncier et à augmenter l'offre de logements accessibles aux Français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications, du numérique et des postes par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

DUBOS (Christelle)
secrétaire d'État auprès du ministre des solidarités et de la santé
(jusqu'au 3 juillet 2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le financement des services d'aide et d'accompagnement à domicile en Lot-et-Garonne** - (14 janvier 2020) : p. 162

- **Question orale sans débat sur la baisse de candidats dans les sessions de formation d'aides-soignants** - (14 janvier 2020) : p. 163

- **Question orale sans débat sur la fermeture du service d'urgence de nuit de l'hôpital de Sisteron** - (14 janvier 2020) : p. 164

- **Question orale sans débat sur le nouveau modèle tarifaire des allocations de solidarité départementales** - (14 janvier 2020) : p. 165

- **Question orale sans débat sur l'extension des effets du fonds de garantie aux accidents médicaux** - (14 janvier 2020) : p. 166

- **Question orale sans débat sur la situation alarmante du centre hospitalier du Rouvray à Sotteville-lès-Rouen** - (14 janvier 2020) : p. 167

- **Question orale sans débat sur les consultations externes proposées par les hôpitaux de proximité dans les territoires sous-dotés** - (14 janvier 2020) : p. 168

- **Question orale sans débat sur la pénurie de médicaments** - (14 janvier 2020) : p. 168

- **Question orale sans débat sur l'augmentation du prix des médicaments** - (14 janvier 2020) : p. 169

- **Question orale sans débat sur la refonte des minima sociaux et les inquiétudes des représentants du monde du handicap** - (14 janvier 2020) : p. 170

- **Question orale sans débat sur la poursuite et l'extension du dispositif « Territoires zéro chômeur de longue durée »** - (14 janvier 2020) : p. 171

- **Question orale sans débat sur l'extension de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée » à la commune de Port-Jérôme-sur-Seine** - (14 janvier 2020) : p. 172

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission de 1 200 médecins hospitaliers** - (15 janvier 2020) : p. 235

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission de médecins hospitaliers** - (15 janvier 2020) : p. 238

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de l'hôpital public** - (15 janvier 2020) : p. 244 p. 245

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapport d'Oxfam et les inégalités croissantes en France** - (22 janvier 2020) : p. 453

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coronavirus** - (29 janvier 2020) : p. 744

- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 279 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1352 - **Article 1er** (*Police administrative des maladies vectorielles*) : p. 1362 p. 1363 p. 1364 - **Article 2** (*Redéfinition des modalités de la lutte contre les moustiques*) : p. 1364 p. 1365 - **Article 4** (*Lutte contre la prolifération d'ambroisie*) : p. 1366 p. 1367 p. 1368 - **Article 5** (*Déclaration obligatoire des pathologies nécessitant une intervention urgente*) : p. 1368 - **Article 6** (*Éviction des personnes contacts*) : p. 1369 p. 1370 - **Article 7** (*Isolement contraint des cas extrêmes*) : p. 1371 - **Article 8** (*Distribution dérogatoire de certains produits de santé*) : p. 1372 p. 1373 - **Article 10** (*Gage*) : p. 1373

- **Question orale sans débat sur le développement des habitats partagés et l'impact sur les budgets des conseils départementaux** - (18 février 2020) : p. 1518

- **Question orale sans débat relative au devenir des maisons de naissance** - (18 février 2020) : p. 1519

- **Question orale sans débat sur la suppression de la dérogation à la demande d'entente préalable dans le Cantal** - (18 février 2020) : p. 1520

- **Question orale sans débat relative au salariat des médecins dans les déserts médicaux** - (18 février 2020) : p. 1520

- **Question orale sans débat sur les coupes budgétaires sur les soins palliatifs dans l'Aude** - (18 février 2020) : p. 1521

- **Question orale sans débat relative à l'accompagnement des départements dans la gestion des mineurs non accompagnés** - (18 février 2020) : p. 1522

- **Question orale sans débat sur les infanticides en France** - (18 février 2020) : p. 1523

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1525 p. 1526 p. 1527 p. 1528 p. 1529 p. 1530 p. 1531 p. 1532 p. 1533 p. 1534 p. 1535 p. 1536

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la place des médecins pendant la crise** - (13 mai 2020) : p. 4206

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les brigades sanitaires départementales** - (13 mai 2020) : p. 4211

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4528 p. 4529

- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4615 p. 4617 p. 4618 p. 4619 p. 4620 p. 4621 p. 4622 p. 4623 p. 4624 p. 4625 p. 4626 p. 4627

- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 460 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5044 - **Article 1er** (*Garantie contre les pertes d'exploitation consécutives aux mesures prises en cas de menace ou crise sanitaire grave dans les contrats d'assurance souscrits dans le cadre de l'exercice à titre professionnel d'une activité économique*) : p. 5046 p. 5047

p. 5048 p. 5049 - **Article 2** (*Création d'un fonds d'aide à la garantie des pertes d'exploitation consécutives aux menaces et crises sanitaires graves*) : p. 5050 p. 5051 p. 5052

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Covid-19** - (10 juin 2020) : p. 5545 p. 5546

- **Question orale sans débat sur les missions des agents de service de sécurité incendie et d'assistance à personnes** - (16 juin 2020) : p. 5679

- **Question orale sans débat sur les tests sérologiques en officine** - (16 juin 2020) : p. 5680

- **Question orale sans débat sur la souveraineté et l'indépendance sanitaires de la France** - (16 juin 2020) : p. 5680

- **Question orale sans débat sur la gestion du linge dans les établissements publics de santé** - (16 juin 2020) : p. 5681

- **Question orale sans débat sur les mesures en faveur de l'accueil des enfants en situation de handicap par les assistantes maternelles** - (16 juin 2020) : p. 5682

- **Question orale sans débat sur l'accompagnement de la transformation des jardins d'enfants** - (16 juin 2020) : p. 5683

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'inégalité dans la répartition de la prime pour les soignants** - (17 juin 2020) : p. 5731

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les manifestations des personnels de santé** - (17 juin 2020) : p. 5741

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6083 p. 6084

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au Ségur de la santé** - (1er juillet 2020) : p. 6150

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des personnes âgées pendant le confinement** - (1er juillet 2020) : p. 6153

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Non réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020.

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports**.

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 29

DUFFOURG (Alain)
sénateur (Gers)
UC

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport sur les difficultés des entreprises françaises à l'étranger, présenté par Mme Jacky Deromedi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 65 - Amendement n° II-914** (*Aide médicale d'État - Assurance maladie - Intégration - Rapport au Parlement*) : p. 10662

DUMAS (Catherine)
sénatrice (Paris)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 7 octobre 2020 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au retour de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal (19 novembre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passage des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 30 janvier 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition de MM. Benoît Lombrière, délégué général adjoint, Emmanuel Detter, consultant senior, Thomas Ledwige, consultant, Eurodom.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des œuvres d'art - Audition de M. Stéphane Martin, ancien président de l'établissement public du musée du Quai Branly - Jacques Chirac.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude de la délégation sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition de M. Arnaud Martenchar, délégué interministériel à la transformation agricole des outre-mer.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Franck Riestter, ministre de la culture, sur les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 dans les secteurs de la culture, de la presse et de la communication (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le réseau culturel et éducatif français à l'étranger - Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Médias audiovisuels » et « Recherche » - Communications.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Denis Masseglia, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif au retour de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur les risques naturels majeurs outre-mer** - (18 février 2020) : p. 1557

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 250 rectifié et n° 68 rectifié quater** (*Fiscalité des produits alimentaires à emporter et des boissons d'origine viticole - Simplification - Taux de TVA réduit*) : p. 2926 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 265 rectifié bis et n° 328** (*Taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages - Hausse progressive en 2020 et 2021*) : p. 2935

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 44 rectifié et n° 203** (*Heures supplémentaires travaillées pendant l'état d'urgence sanitaire - Exonération fiscale et sociale totale*) : p. 2958 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendements n° 220 rectifié ter, n° 206, n° 72 rectifié bis, n° 43, n° 79 rectifié, n° 295 rectifié, n° 92 rectifié, n° 320 rectifié et n° 251 rectifié bis** (*État d'urgence sanitaire - Entreprises - Charges et cotisations sociales - Suppression totale en remplacement du report*) : p. 2980

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tourisme et la culture** - (29 avril 2020) : p. 3759 p. 3760

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3835

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3876

- **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4235

- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 460 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5042

- **Question orale sans débat sur la situation préoccupante des bouquinistes à Paris** - (16 juin 2020) : p. 5667 p. 5668

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France** - (30 juin 2020) : p. 6124

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 150 rectifié bis et n° 508 rectifié** (*Produits viticoles - Augmentation des stocks - Neutralisation fiscale et sociale*) : p. 6519 p. 6520 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 6 rectifié ter** (*Hôtellerie-restauration - TVA - Baisse temporaire*) : p. 6537

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*) : p. 6674 p. 6677

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6824 p. 6832 p. 6833 p. 6847 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 61 rectifié** (*Impôt sur la fortune - Rétablissement*) : p. 6906 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 10 rectifié ter et n° 829** (*Crédit d'impôt phonographique - Renforcement*) : p. 6912 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 11 rectifié ter, n° 567 rectifié bis et n° 830** (*Crédit d'impôt phonographique - Renforcement*) : p. 6913 - **Article 16 bis (nouveau)** (*Introduction du volet « Théâtre » dans le crédit d'impôt spectacle vivant, CISV*) : p. 6917 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 3 rectifié quater, 805 rectifié bis et n° 849 rectifié** (*Spectacles agréés - Agrément définitif - Prorogation temporaire*) : p. 6918 p. 6919

Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 2 rectifié ter, n° 464 rectifié et n° 848 rectifié (Crédit d'impôt pour le spectacle vivant (CISV) - Taux - Bonification) : p. 6919 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 1 rectifié quater, n° 465 rectifié et n° 847 rectifié (Crédit d'impôt pour le spectacle vivant - Extension) :** p. 6920 p. 6921 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 9 rectifié quinquies et n° 565 rectifié ter (Produits physiques musicaux - Taux réduit de TVA - Application) :** p. 6921 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 824 rectifié (Crédit d'impôt cinéma - Taux - Augmentation temporaire) :** p. 6957 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 7 rectifié quater (Crédit d'impôt international - Cinéma - Assiette) :** p. 6957 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 8 rectifié quater (Crédit d'impôt international cinéma - Films publicitaires - Élargissement) :** p. 6958 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 832 rectifié (Éditeurs de cinéma - Crédit d'impôt - Création) :** p. 6958 p. 6959

- **Question orale sans débat relative à l'utilisation des dons versés pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris** - (5 novembre 2020) : p. 8337

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du secteur de l'événementiel** - (12 novembre 2020) : p. 8552

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (21 novembre 2020) - **Article 5 (Neutralisation fiscale de la réévaluation libre des actifs) :** p. 9600 p. 9601

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-132 rectifié et n° I-727 (Ventes françaises de matériels audio - Taxe - Création) :** p. 9849 p. 9850

Seconde partie :

Culture

- (30 novembre 2020) - **État B :** p. 10702 p. 10708 p. 10709

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-644 rectifié bis et n° II-1093 rectifié (Dépenses de production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation temporaire) :** p. 11460 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-249 rectifié bis, n° II-626, n° II-84 rectifié sexies, n° II-627 rectifié bis, n° II-747 rectifié quinquies et n° II-1260 rectifié (Édition musicale - Crédit d'impôt pour les producteurs phonographiques (CIPP) - Extension) :** p. 11468 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-247 rectifié ter (Produits physiques musicaux - Téléchargement de phonogrammes musicaux - Taux réduit de TVA) :** p. 11512 p. 11513

DUMONT (Françoise)
sénatrice (Var)
Les Républicains

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Sécurité civile [n° 144 tome 13 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Police et sécurité - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accompagnement des secteurs du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration** - (28 octobre 2020) : p. 7856

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11062 p. 11063

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11832

DUPLOMB (Laurent)
sénateur (Haute-Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 7 octobre 2020.

Membre titulaire du Conseil national de l'alimentation.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (22 octobre 2020) ; nouvelle nomination (23 octobre 2020).

Membre titulaire du comité de massif du Massif central.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome III : Agriculture et alimentation [n° 535 tome 3 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 314 (2019-2020)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 548 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 69 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 139 tome 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Île-de-France - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Politique de la ville - Audition de M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire

d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Audition de M. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Enrique Martinez, directeur général du groupe Fnac Darty.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires - Procédure de législation en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire le coût du foncier et à augmenter l'offre de logements accessibles aux Français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Emmanuel Faber, président-directeur général de Danone (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Plan de relance : quelles mesures pour relancer la consommation et l'investissement ? » - Table ronde (par téléconférence).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines de l'énergie, de l'agriculture et des télécommunications, du numérique et des postes par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant diverses dispositions

d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport pour avis.

(commission des finances) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 *(commission des affaires économiques)* : Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 *(commission des affaires européennes)* : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

(commission des affaires économiques) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 *(commission de l'aménagement du territoire et du développement durable)* : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(commission des affaires économiques) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Philippe Manguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et vote.

Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi de finances pour 2021 et politique de relance - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 *(commission mixte paritaire)* : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 *(commission des affaires économiques)* : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au Plan.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 *(commission des finances)* : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » et compte d'affectation spéciale « Développement agricole et rural » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi de finances pour 2021 -

Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 *(commission des affaires économiques)* : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 *(commission des affaires européennes)* : Agriculture et pêche - Audition conjointe avec la commission des affaires économiques du Sénat et les commissions des affaires européennes et des affaires économiques de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(commission des affaires économiques) : Réforme de la Politique agricole commune - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes du Sénat, la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 58 p. 60

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 215 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Article 1er** (*Mise en place de dérogations ciblées à l'encadrement des promotions en volume*) : p. 224

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dette** - (15 janvier 2020) : p. 241

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 411 p. 418

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'opération « Choose France »** - (22 janvier 2020) : p. 451

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale du Gouvernement** - (5 février 2020) : p. 1332

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1454 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction*) : p. 1459

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1464

- **Question orale sans débat relative à la politique agricole commune et à l'agriculture française** - (18 février 2020) : p. 1506

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1662 p. 1663 p. 1664 p. 1673 p. 1675 p. 1676 p. 1677

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs** - (4 mars 2020) : p. 2088

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur**

pour la France - (30 juin 2020) : p. 6115 p. 6120 p. 6121 p. 6122 p. 6123 p. 6124

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'agriculture et à l'écologie** - (8 juillet 2020) : p. 6231 p. 6232

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 [n° 505 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6251

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6284 p. 6285 p. 6286 - **Article 2 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour la transposition de la directive (UE) n° 2019/2161 du 27 novembre 2019 dite « Omnibus »)** : p. 6295 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 7 rectifié (Protection du consommateur sur internet - Régulation du numérique - Renforcement)** : p. 6301 - **Article 5 (supprimé) (Adaptation du droit national au Règlement 2017/2394 sur la coopération entre les autorités nationales compétentes en matière de protection des consommateurs)** : p. 6304 p. 6305 - **Article 6 (Adaptation du droit national au Règlement 2019/1020 sur la surveillance du marché et la conformité des produits)** : p. 6306 - **Article 7 (Habilitation à légiférer par ordonnance pour transposer une directive et un règlement européens portant sur les relations commerciales dans les secteurs alimentaire et numérique)** : p. 6307 p. 6308 - **Article 18 (Conditions zootechniques et généalogiques applicables à l'élevage, aux échanges et à l'entrée dans l'Union de reproducteurs de race pure, de reproducteurs porcins hybrides et de leurs produits germinaux)** : p. 6323 - **Article 19 (Maladies animales transmissibles)** : p. 6324 - **Article 22 quater (nouveau) (Lutte contre la désertification vétérinaire)** : p. 6326 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 20 (Transposition du code des communications électroniques européen - Article d'habilitation - Insertion)** : p. 6336 p. 6337 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 24 (Titre I de la partie III de la directive (UE) 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen - Transposition)** : p. 6340 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 21 (Directive (UE) 2015/2436 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 rapprochant les législations des États membres sur les marques - Ordonnance n° 2019-1169 du 13 novembre 2019 - Transposition)** : p. 6342

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 17 rectifié ter (Salles de sport - Ré-ouverture spécifique dérogatoire - Autorisation)** : p. 7422 p. 7423 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié ter (Établissements recevant du public - Ouverture - Adaptation à la situation sanitaire locale et aux caractéristiques des lieux)** : p. 7425

- **Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire [n° 43 (2020-2021)]** - (21 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7644

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7782 p. 7783 p. 7784 - **Question préalable** : p. 7786 p. 7790 - **Discussion générale** : p. 7792 p. 7793 p. 7794 p. 7796 p. 7798 p. 7799 p. 7803 - **Article 1er (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes)** : p. 7816 p. 7817 - **Article 2 (Restriction des dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes à l'emploi de semences de betteraves sucrières)** : p. 7820 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22 (Produits phytopharmaceutiques interdits et leurs produits de substitution ou méthodes alternatives - Comparaison des bénéfices et risques**

Obligation) : p. 7821 p. 7823 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 23 (Importation de denrées alimentaires ne respectant pas les normes minimales requises sur le marché européen - Mesures conservatoires - Autorisation)** : p. 7825

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire (I)** - (4 novembre 2020) : p. 8220

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les petits commerces pendant la crise sanitaire** - (4 novembre 2020) : p. 8223

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire (III)** - (4 novembre 2020) : p. 8228

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Commission mixte paritaire [n° 94 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8246 p. 8249 p. 8251 p. 8252 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8254

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 13 (Prolongement du dispositif d'exonération lié à l'emploi de travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TO-DE))** : p. 8474 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 422 rectifié et n° 706 rectifié bis (Revenus fonciers tirés de la location de terres par bail rural - CSG - Abaissement)** : p. 8480 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 423 rectifié (Jeunes agriculteurs - Exonération partielle et modulation des taux de cotisations - Cumul - Autorisation)** : p. 8488 p. 8489

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9114

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Nouvelle lecture [n° 121 (2020-2021)]** - (17 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9124 p. 9126 p. 9128 p. 9129 - **Article 4 bis (Nouveaux instruments de régulation économique des plateformes numériques)** : p. 9135 p. 9136 p. 9138 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9163

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (25 novembre 2020) - **Article 24 (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public)** : p. 10086

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12762 - **Organisation des travaux** : p. 10778

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12780 p. 12782 p. 12790 p. 12798 p. 12799 p. 12810 p. 12811

Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural - État D

- (1er décembre 2020) : p. 12816

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020) : p. 11912

DUPOND-MORETTI (Éric)
garde des sceaux, ministre de la justice
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 596 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-192 du 4 mars 2020 portant réforme des modalités de délivrance de la légalisation et de l'apostille [n° 63 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière de procédures civile, pénale et administrative et portant adaptation des règles relatives aux difficultés des entreprises aux conséquences de cette épidémie [n° 246 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de la justice en France** - (8 juillet 2020) : p. 6227 p. 6228

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de justice** - (8 juillet 2020) : p. 6228

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vigilance à l'égard des détenus et ex-détenus radicalisés** - (8 juillet 2020) : p. 6231

- **Proposition de loi visant à homologuer des peines d'emprisonnement prévues en Nouvelle-Calédonie** [n° 599 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7097 p. 7104

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales** - *Commission mixte paritaire* [n° 618 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7107 p. 7108 p. 7115

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine** [n° 631 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7121 p. 7122 p. 7132 - **Article 1er** (*Auteurs d'infractions terroristes - Lutte contre la récidive - Mesures de sûreté*) : p. 7135 p. 7136 p. 7137 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (*Centres pénitentiaires - Quartiers d'évaluation et de prise en charge de la radicalisation - Mise en œuvre - Rapport au Parlement*) : p. 7138 - **Article 3 (nouveau)** (*Auteurs d'infractions terroristes - Mesures de sûreté - Application outre mer*) : p. 7139

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental** [n° 633 (2019-2020)] - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7231 p. 7237 p. 7238 - **Article 1er** (*Membres du CESE - Mandat - Prolongation*) : p. 7240 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7240

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de**

leur peine - *Commission mixte paritaire* [n° 674 (2019-2020)] - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7242 p. 7244

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental** [n° 14 (2020-2021)] - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7473 p. 7474 p. 7484 - **Article 1er** (*Relations entre le CESE et les autres instances consultatives*) : p. 7485 p. 7486 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 17 rectifié** (*Visibilité et accessibilité des travaux du Conseil économique social et environnemental (CESE)*) - *Avis - Dépôt sur le bureau de la première assemblée saisie d'un projet de loi* : p. 7486 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 18 rectifié** (*Renforcement de la visibilité et de la légitimité du Conseil économique social et environnemental (CESE)*) - *Réponse motivée du Gouvernement aux avis ou productions - Obligation* : p. 7487 - **Article 2 (supprimé)** (*Saisine du CESE sur la mise en œuvre de dispositions législatives*) : p. 7488 - **Article 3** (*Saisine du CESE par voie de pétition*) : p. 7490 p. 7491 p. 7493 p. 7494

- **Modification de l'ordre du jour** - (15 octobre 2020) : p. 7500

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental** [n° 14 (2020-2021)] (suite) - (15 octobre 2020) - **Article 4 (supprimé)** (*Procédures de consultation du public*) : p. 7504 p. 7505 - **Article 5** (*Extension de la procédure simplifiée pour l'adoption des avis du CESE - Suppression des études*) : p. 7509 - **Article 6 (supprimé)** (*Dispense de consultations pour la présentation des projets de loi*) : p. 7510 - **Article 7** (*Composition du CESE*) : p. 7513 p. 7515 p. 7519 p. 7520 p. 7521 - **Article 8** (*Dénomination et organisation des sections du CESE*) : p. 7522 - **Article 9** (*Remplacement des personnalités associées*) : p. 7522 p. 7523 - **Article 12** (*Modalités d'entrée en vigueur*) : p. 7525

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République** [n° 46 (2020-2021)] - (19 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7538 p. 7539 p. 7540 p. 7546 p. 7548 p. 7549 - **Article 1er** (*Article 1er de la Constitution - Mention sur le respect obligatoire de la règle commune par tous - Ajout*) : p. 7551 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6** (*Référendum d'initiative partagée (RIP) - Seuil de citoyens français requis - Abaissement*) : p. 7552 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** (*Dispositifs d'asile - Étrangers condamnés à la peine de mort pour participation à une organisation terroriste - Exclusion*) : p. 7553 - **Intitulé de la proposition de loi constitutionnelle** : p. 7553

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Justice

- (4 décembre 2020) : p. 11215 - **État B** : p. 11225 p. 11226 p. 11227 p. 11230 p. 11231 p. 11232 p. 11233 p. 11234 - **Article 55 bis (nouveau)** (*Réforme de l'aide juridictionnelle*) : p. 11238 p. 11239 - **Article additionnel après l'article 55 bis - Amendement n° II-1411** (*Juridiction nationale des injonctions de payer (JUNIP) - Création - Report*) : p. 11239

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental** - *Nouvelle lecture* [n° 129 (2020-2021)] - (14 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11854 - **Question préalable** : p. 11862

- **Projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée** - *Commission mixte paritaire* [n° 231 (2020-2021)] - (16 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11968 p. 11970 p. 11974 - **Article 14** : p. 11988

DURAIN (Jérôme)
sénateur (Saône-et-Loire)
SOCR, puis SER

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi report du second tour des élections municipales (10 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales (10 décembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales (10 décembre 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

Membre titulaire du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 149 (2020-2021)] (24 novembre 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Migaud, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Audition de Mme Anne Levade, candidate proposée par le Président du Sénat comme membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Audition de M. Pierre Steinmetz, candidat proposé par le Président du Sénat comme membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique en application de l'article 19 de la loi du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits, pour la présentation de son rapport annuel d'activité pour 2019.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des lois*) : Désignation de rapporteurs.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Mission «Sécurités» - Programmes «Police nationale», «Gendarmerie nationale» et «Sécurité et éducation routières» - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission «Sécurités» - Programme «Sécurité civile» - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de M. le général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 234 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 335

- **Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 236 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 347 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (*Adaptation des décrets relatifs aux documents administratifs - Promulgation d'un décret*) : p. 351 p. 352

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au nuancement des candidats aux prochaines élections municipales (II)** - (22 janvier 2020) : p. 457

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la surtaxe américaine sur les vins français** - (29 janvier 2020) : p. 739

- **Débat sur le thème : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? »** - (18 février 2020) : p. 1566

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la réforme des retraites** - (19 février 2020) : p. 1596

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 18 rectifié bis** (*Code de l'environnement - Infractions - Amendes - Modulation par le juge*) : p. 1722 - **Article 8** (*art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement*) : p. 1726 p. 1727 p. 1728 p. 1729 p. 1730 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 44** (*Crime d'écocide - Création*) : p. 1737 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 22 rectifié et n° 52** (*Inspecteurs de l'environnement - Autorités compétentes des autres États membres de l'Union européenne - Échanges d'information ou de document - Autorisation*) : p. 1741 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 24 rectifié et n° 54** (*Cessation d'exploitation - Mise en demeure de remise en état - Violation - Peines encourues*) : p. 1742 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° 21 rectifié et n° 51** (*Rejet des eaux de ballast dans les eaux territoriales françaises - Immobilisation du navire*) : p. 1742 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 45** (*Zones de montagne - Atterrissage d'aéronefs à des fins de loisirs - Interdiction*) : p. 1743

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Nouvelle lecture [n° 300 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1797 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 8** (*Champ d'application de la loi - Exclusion de la presse*) : p. 1801 p. 1802 - **Article 1er** (*art. 6 et 6-2 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - Obligation de suppression en une heure et blocage administratif des contenus à caractère terroriste ou pédopornographique ; obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus haineux manifestement illicites*) : p. 1804

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1882 p. 1883

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'approvisionnement en masques de protection** - (8 avril 2020) : p. 2868 p. 2869

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3801 p. 3802

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3827 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 57** (*Coopération maire-préfet et président du conseil départemental - Préfet - Protocole particulier*) : p. 3838 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 56** (*Conditions de réouverture des classes des écoles maternelles et élémentaires, des collèges et lycées et transport scolaire*) : p. 3840 - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3853 p. 3854

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) : p. 3877 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié et n° 175** (*Pratique sportive sur le littoral et les plans d'eau intérieurs - Accès aux plages du littoral et plans d'eau intérieurs - Autorisation par dérogation*) : p. 3913 - **Article 6** (*Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19*) : p. 3946 p. 3947 p. 3948 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 37** (*Classification des départements en matière de risques sanitaires - Réévaluation des critères utilisés - Dialogue entre tous les acteurs du département*) : p. 3950

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4537 p. 4538

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'écocide** - (24 juin 2020) : p. 5924 p. 5925

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5978

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (15 octobre 2020) - **Article 4 (supprimé)** (*Procédures de consultation du public*) : p. 7507 - **Article 7** (*Composition du CESE*) : p. 7513

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 2 (supprimé)** (*Régime intermédiaire en sortie d'état d'urgence sanitaire*) : p. 8061

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9250 p. 9251

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évacuation du campement place de la République à Paris** - (25 novembre 2020) : p. 10104

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11069

Sécurités - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11075 p. 11085

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11814 - **Article 1er** (*Préservation des « biens communs mondiaux »*) : p. 11818

DURAN (Alain)
sénateur (Ariège)
SOCR

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à assurer les pertes d'exploitation liées à des crises sanitaires [n° 412 (2019-2020)] (29 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols le 5 février 2020.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Pyrénées.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*): Politique de la ville - Audition de M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Audition de M. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Olivier Guersent, directeur général des services de la concurrence à la Commission européenne.

Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*): Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Réunion constitutive.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de M. Cédric Bourillet, directeur général de la prévention des risques au ministère de la transition écologique et solidaire.

Audition de MM. José Caire, directeur « Villes et territoires durables », et Benjamin Roqueplan, chef de service

adjoint « Sites et sols pollués » de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de Mme Michèle Rousseau, présidente-directrice générale du bureau de recherches géologiques et minières.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de M. Gérard Lasfargues, directeur général délégué du « Pôle Sciences pour l'expertise », de M. Matthieu Schuler, directeur de l'évaluation des risques, et de Mme Aurélie Mathieu, cheffe de projet à la direction de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

(*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale, et M. Sébastien Denys, directeur « Santé-environnement-travail » de Santé publique France.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires économiques*): Table ronde sur le thème : « Déglobalisation et relocalisation : quelles leçons tirer de la crise ? », autour de MM. Patrick Artus, chef économiste de Natixis, Nicolas Bouzou, directeur du cabinet de conseil Asterès, Florent Menegaux, président de Michelin, et Arnaud Montebourg, ancien ministre et entrepreneur (en téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de M. Jean-François Nogrette, directeur de Veolia Technologies & Contracting, membre du comité exécutif du groupe Veolia (en téléconférence).

Audition de MM. Jean de L'Hermite, directeur juridique, et Samuel Dufay, directeur environnement, et de Mme Céline Leroux, responsable juridique, de la société Eramet (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de*

ces sols): Audition de M. Jean-Louis Samson, directeur immobilier de l'entité Global Business Group Support du groupe Engie, Mmes Mélody Gehin, conseillère environnement, et Laetitia Lafargue, juriste en droit de l'environnement du groupe Engie (en téléconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Table ronde sur l'impact sanitaire et environnemental de la pollution des sols ayant accueilli des activités industrielles ou minières (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Table ronde de représentants des organismes d'inspection et de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Table ronde de représentants des bureaux d'études certifiés pour les diagnostics des sols (en téléconférence).

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Table ronde de professionnels de la dépollution des sols (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires économiques*): Présentation des plans de relance dans les domaines de l'industrie et du tourisme par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants (en téléconférence).

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de M. Sidi Soilmi, directeur du projet « Bâti scolaire » du secrétariat général de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*): Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Présentation du plan de relance de la commission des affaires économiques.

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Table ronde de chercheurs et scientifiques (en téléconférence).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*): Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

Réunion du vendredi 17 juillet 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace [n° 302 (2019-2020)]** - (19 février 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 4** (*Fournisseur de systèmes d'exploitation - Plateformes en ligne - Loyauté et information des consommateurs - Mêmes obligations*): p. 1615 p. 1616 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 5** (*Loyauté des plateformes - Information des consommateurs - Application des dispositifs de la loi « Pour une République numérique » - Rapport au Parlement*): p. 1625

- **Question orale sans débat sur la mine de Salau et la stratégie française de réindustrialisation** - (3 mars 2020): p. 1867 p. 1868

- **Question orale sans débat sur la sécurisation de la nationale 20 en Ariège** - (16 juin 2020): p. 5662



Non réélue le 27 septembre 2020.

Devenue sénateur le 2 novembre 2020 (en remplacement de M. Sébastien Lecornu, membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 3 novembre 2020.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives du 4 mars 2020 au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - Première partie de la session ordinaire 2020 [n° 400 (2019-2020)] (9 avril 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports**.

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'événementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Louis Georgelin, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris, et Philippe Jost, directeur général délégué de l'Établissement public.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Usage de la langue française dans les institutions européennes : avis politique de M. Jean Bizet.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Session ordinaire de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (1ère partie) du 27 au 31 janvier 2020 - Communication de Mme Nicole Duranton.

Réunion du vendredi 27 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange entre Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, et les membres de la commission des affaires européennes du Sénat à la suite du Conseil européen du 26 mars 2020 (par téléconférence).

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet

de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap** [n° 150 (2019-2020)] - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 89

- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire** [n° 279 (2019-2020)] - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1359

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1536

- **Question orale sans débat sur les signes religieux distinctifs pour les bénévoles intervenant ponctuellement en classe** - (3 mars 2020) : p. 1874 p. 1875

- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français** [n° 311 (2019-2020)] - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4569

- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4624

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des sous-préfets à la relance** - (4 novembre 2020) : p. 8225

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2020) : p. 10420

Sécurités - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11064

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) : p. 11163

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs** [n° 419 (2019-2020)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11811 p. 11812

DUSSOPT (Olivier)
*ministre délégué auprès du ministre de
l'économie, des finances et de la relance,
chargé des comptes publics
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)
secrétaire d'État auprès du ministre de
l'action et des comptes publics
(jusqu'au 3 juillet 2020)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 234 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 333 p. 339 - **Article unique** (Droit à régularisation en cas d'erreur) : p. 340 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2** (Demande de subventions des collectivités locales au titre des dotations d'État - Droit à l'erreur - Création) : p. 341 p. 342

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1913 - **Article 1er (supprimé)** (Suppression de la commission consultative paritaire nationale des baux ruraux, CCPNBR) : p. 1925 p. 1926 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 139 rectifié bis** (Commission départementale de gestion de l'espace (CODEGE) - Base légale - Suppression) : p. 1927 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 141 rectifié bis** (Comité technique départemental relatif à certaines autorisations de travaux dans le cadre d'un bail à ferme - Base légale - Suppression) : p. 1927 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 140 rectifié bis** (Comité central du lait - Base légale - Suppression) : p. 1928 - **Article 2** (Suppression de la commission de suivi de la détention provisoire) : p. 1929 -

Article 3 (Suppression du Conseil national de l'aide aux victimes) : p. 1930 - **Article 4 (supprimé)** (Suppression de l'Observatoire de la récidive et de la désistance) : p. 1930 - **Article 6** (Suppression de la commission centrale des impôts directs compétente en matière d'évaluation foncière) : p. 1932 - **Article 7 (supprimé)** (Suppression de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement) : p. 1932 p. 1933 - **Article 10 (supprimé)** (Suppression de la Commission scientifique nationale des collections) : p. 1934 p. 1937 - **Article 11** (Suppression de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer) : p. 1938 - **Article 12** (Suppression de la Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs, CNEF) : p. 1940 p. 1942 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 97** (Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR) - Périodicité - Allongement à 5 ans) : p. 1943 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 99** (Indemnisation des victimes de maladies dues aux essais nucléaires - Dispositions de loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 - Applicabilité aux demandes antérieures à l'entrée en vigueur de la loi) : p. 1943 - **Article 14 (supprimé)** (Suppression du Conseil supérieur de la mutualité) : p. 1944 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 2 rectifié** (Régime du contrôle des mutuelles) : p. 1945 - **Article 15** (Fusion de diverses instances consultatives relatives aux relations de travail) : p. 1947 - **Article 16** (Absorption du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle par le Haut Conseil de l'égalité) : p. 1948 p. 1949 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 13 rectifié** (Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports - Régime applicable) : p. 1949 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 15** (Commission de conciliation -

Rétablissement - Possibilité de saisine - Extension) : p. 1950 - **Article 16 bis (nouveau)** (Composition des commissions départementales de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers) : p. 1950 - **Article 17** (Déconcentration de diverses décisions individuelles dans le domaine de la culture) : p. 1953 p. 1954 p. 1956 - **Article 19** (Déconcentration et simplification de certaines décisions administratives dans le champ de la santé) : p. 1957 p. 1958 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 98 rectifié ter** (Procédures applicables aux recherches non interventionnelles ne portant pas sur des produits de santé - Simplification) : p. 1959 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 124** (Laboratoires d'essais dans le champ de la santé et de l'environnement - Délivrance des certificats de conformité aux bonnes pratiques (BPL) - Simplification) : p. 1959

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 8** (Salariés mobilisés depuis le début du confinement - Heures supplémentaires - Impôt sur le revenu et cotisations sociales - Exonération totale) : p. 2713 p. 2714 p. 2715 - **Article 2 et état B** (Budget général : ouverture et annulations de crédits) : p. 2731 p. 2735 p. 2738 p. 2739 p. 2741 - **Article additionnel avant l'article 4 A - Amendement n° 19** (Opérations de privatisation en cours - Rapport au Parlement) : p. 2743 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9** (Mise en œuvre du dispositif d'activité partielle et du Fonds de solidarité - Mécanisme de garantie par l'État des prêts de trésorerie accordés aux entreprises - Rapport périodique au Parlement) : p. 2751 p. 2752 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 13** (Départements - Capacité d'intervention conditionnelle en cas de catastrophe sanitaire - Rapport au Parlement) : p. 2753 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 28** (Plan de soutien financier aux hôpitaux pour faire face à la crise sanitaire liée à l'épidémie du virus Covid-19 - Rapport au Parlement) : p. 2754 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2757

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des fonctionnaires dans la crise** - (15 avril 2020) : p. 2885

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (22 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 235** (Crise sanitaire - Entreprises en difficulté - Plan de règlement des charges fiscales sur quinze ans - Octroi automatique) : p. 2952 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 91** (État d'urgence sanitaire - Versement de dividendes en 2020 aux sociétés ayant bénéficié de la solidarité nationale - Interdiction) : p. 2953 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 99** (Crise sanitaire - Entreprises ayant bénéficié du versement anticipé du Crédit Impôt Recherche pour 2020 - Interdiction de verser des dividendes) : p. 2954 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 194** (Entreprises - Participation aux recettes du Fonds de solidarité) : p. 2954 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 156 rectifié** (Majorations de rémunérations pour le travail le dimanche - Défisicalisation) : p. 2955 - **Article 1er bis (nouveau)** (Déductibilité fiscale exceptionnelle des abandons de loyers) : p. 2956 p. 2957 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 44 rectifié et n° 203** (Heures supplémentaires travaillées pendant l'état d'urgence sanitaire - Exonération fiscale et sociale totale) : p. 2958 p. 2959 p. 2960 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendement n° 281** (Contribution de solidarité urbaine - Création) : p. 2961 - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 6 rectifié quater, n° 221 rectifié et n° 301** (Entreprise enregistrée dans un paradis fiscal - Interdiction de bénéficier des mesures d'aides « Covid-19 ») : p. 2962 - **Article 1er ter (nouveau)** (Application temporaire du taux réduit de TVA à 5,5 % sur les masques de protection) : p. 2966 - **Article 1er quater (nouveau)** (Application temporaire du taux réduit de TVA à 5,5 % sur les gels hydroalcooliques) : p. 2968 - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendement n° 69 rectifié ter** (Exploitations et entreprises vendant des boissons d'origine

viticoles - Taux réduit de la taxe sur la valeur ajoutée - Application) : p. 2969 - **Article additionnel après l'article 1er quater - Amendement n° 228 rectifié** (Conditions d'éligibilité au taux réduit de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 5,5 % applicable aux travaux d'amélioration de la qualité énergétique des locaux à usage d'habitation - Assouplissement temporaire) : p. 2970 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 70 rectifié ter** (Agriculteurs - Utilisation des sommes épargnées au titre de la Déduction pour épargne de précaution (DEP) - Assouplissement) : p. 2971 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 229 rectifié** (Soutien au secteur de la rénovation énergétique - Revalorisation temporaire du barème du crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) - Revalorisation temporaire) : p. 2972 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 161 rectifié** (Crise sanitaire - Étudiants ayant contracté un emprunt auprès des banques pour le financement de leurs études - Report des mensualités dues) : p. 2973 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 232 rectifié** (Compensation du montant des factures impayées des microentreprises - Déduction d'impôt sur les sociétés (IS) - Création) : p. 2974 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendements n° 220 rectifié ter, n° 206, n° 72 rectifié bis, n° 43, n° 79 rectifié, n° 295 rectifié, n° 92 rectifié, n° 320 rectifié et n° 251 rectifié bis** (État d'urgence sanitaire - Entreprises - Charges et cotisations sociales - Suppression totale en remplacement du report) : p. 2979 p. 2982 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 152 rectifié** (Médias d'information - Crédit d'impôt en faveur des investissements publicitaires - Création) : p. 2983 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 71 rectifié quater** (Secteurs agricoles et viticoles - Impôts sur le revenu et sur les sociétés - Annulation pour l'exercice comptable en cours) : p. 2984 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 230 rectifié** (Tarif de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) applicable aux biocarburants superéthanol - Alignement sur celui afférent au biocarburant ED95) : p. 2985 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 234 rectifié** (Vendeur de gazole incorporant des biocarburants - Remboursement partiel et temporaire de la taxe intérieure sur la consommation des produits énergétiques - TICPE) : p. 2986 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendements n° 231 rectifié et n° 192 rectifié** (Activités liées aux transports - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Allègement) : p. 2988 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 273** (Création d'un fonds de soutien territorial en direction des collectivités territoriales - Augmentation de la dotation globale de fonctionnement) : p. 2989 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendements n° 19 rectifié bis et n° 7 rectifié ter** (Collectivités territoriales - Demande de simplifications de procédures et de garanties budgétaires - Réduction du délai de droit commun du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)) : p. 2991 - **Article additionnel après l'article 1er quinques - Amendement n° 218 rectifié ter** (Dépenses exceptionnelles dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19 - Dotation globale de fonctionnement des communes et EPCI - Réévaluation) : p. 2991 - **Article 2 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 2998 p. 2999 - **Article 3 et état B** (Budget général : ouverture et annulations de crédits) : p. 3012 p. 3013 p. 3015 p. 3017 p. 3018 p. 3019 p. 3021 p. 3022 p. 3023 p. 3025 p. 3029 p. 3031 p. 3033 p. 3034 p. 3035 p. 3036 p. 3037 p. 3039 p. 3040 p. 3041 p. 3042 p. 3043 p. 3044 p. 3045 p. 3047 p. 3048 p. 3049 p. 3050 p. 3051 p. 3052 p. 3053 p. 3055 p. 3056 p. 3058 p. 3059 p. 3060 p. 3062 p. 3063 p. 3064 p. 3065 p. 3068 p. 3069 p. 3070 p. 3071 p. 3072

- Commission mixte paritaire [n° 409 (2019-2020)] - (23 avril 2020) - Discussion générale : p. 3731

- Question d'actualité au Gouvernement sur la mobilisation de l'administration pendant cette période particulière - (29 avril 2020) : p. 3759

- Question orale sans débat sur le paiement des aides européennes à l'agriculture biologique - (26 mai 2020) : p. 4375

- Question orale sans débat sur les surfaces pastorales - (26 mai 2020) : p. 4375

- Question orale sans débat sur le financement des établissements publics de coopération intercommunale sans fiscalité propre - (26 mai 2020) : p. 4376 p. 4377

- Question orale sans débat sur les inégalités de traitement entre les professionnels du tourisme et les plateformes de locations meublées saisonnières - (26 mai 2020) : p. 4377

- Question orale sans débat sur la situation des travailleurs non salariés - (26 mai 2020) : p. 4379

- Question orale sans débat relative aux inquiétudes sur l'avenir de Sanofi en France et dans le Val-de-Marne - (26 mai 2020) : p. 4379

- Question orale sans débat sur la donation au dernier vivant - (26 mai 2020) : p. 4381

- Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien à l'apprentissage dans les collectivités territoriales - (24 juin 2020) : p. 5922

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - Discussion générale : p. 6390 p. 6391 p. 6392 p. 6407 p. 6408

- Suite de la discussion (17 juillet 2020) - **Article 1er** (Annulation de redevances d'occupation du domaine public de l'État et de ses établissements) : p. 6431 p. 6432 p. 6433 p. 6434 p. 6435 p. 6437 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 250 rectifié** (Hôtellerie - Redevance audiovisuelle - Dégrevement) : p. 6438 - **Article 2 A (nouveau)** (Crédit d'impôt pour premier abonnement à un journal, périodique ou service de presse en ligne) : p. 6440 p. 6441 p. 6442 p. 6443 - **Article 2 C (nouveau)** (Exonération fiscale et sociale de la prime versée par les établissements privés de santé ou du secteur social et médico-social à leurs agents et salariés) : p. 6444 p. 6446 p. 6447 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 916 rectifié** (Dividendes - Abattement proportionnel - Réduction) : p. 6448 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 559 rectifié bis** (Impôt sur les revenus - Nouveau barème - Instauration) : p. 6451 - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 1021 rectifié ter** (Sapeurs-pompiers - Épidémie de Covid-19 - Prime exceptionnelle) : p. 6452 - **Article 2** (Remboursement anticipé des créances de report en arrière des déficits) : p. 6453 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 252 rectifié** (Petites entreprises éligibles au fonds de solidarité - Abandon de créances - Déductibilité fiscale - Élargissement) : p. 6454 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 688 rectifié** (Collectivités territoriales - Soutiens financiers aux bailleurs - Sécurisation) : p. 6455 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 375** (Coefficients d'amortissements généraux - Majoration temporaire) : p. 6456 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 376 et n° 755 rectifié** (Achat de poids lourds moins polluants - Suramortissement - Renforcement temporaire) : p. 6457 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 277 rectifié sexies et n° 1010** (PME - Crédit d'impôt à la numérisation - Création) : p. 6460 p. 6461 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 119 rectifié** (Entreprises industrielles - Reprise - Incitation fiscale - Création) : p. 6462 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 377** (Achat de navires propres - Suramortissement - Augmentation temporaire) : p. 6463 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 378** (Compagnies aériennes exerçant en France - Achat d'avions moins polluants - Incitation fiscale) : p. 6464 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 752 rectifié bis** (Compagnies aériennes - Utilisation de biocarburants - Déductibilité fiscale) : p. 6465 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 757 rectifié bis** (Véhicules

propres - Infrastructures de recharge - Acquisition et installation - Déductibilité fiscale): p. 6466 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 118 rectifié** (Biens non utilisés inscrits à l'actif immobilisé - Suramortissement exceptionnel): p. 6467 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 474 rectifié bis et n° 641 rectifié bis** (Peuplements forestiers - Sinistre exceptionnel - Charges exceptionnelles - Déduction du forfait forestier): p. 6468 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1006 rectifié bis** (Forfait mobilité - Exonération fiscale - Augmentation): p. 6469 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 48** (Collectivité de Saint-Martin - Opérations de rénovation hôtelière - Incitation fiscale): p. 6472 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 213 rectifié** (Mécénat d'entreprise - Don aux associations sportives - Réduction d'impôt - Augmentation temporaire): p. 6476 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 379** (Fusion d'entreprises - Transfert de déficits - Critères - Assouplissement): p. 6478 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 946 rectifié** (Géants du numérique - Taxation): p. 6479 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 956 rectifié** (Transformation de bureaux en logements - Facilitation): p. 6480 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 741 rectifié bis** (Énergéticiens - Impôt sur les sociétés - Déduction fiscale - Instauration): p. 6481 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 732** (Impôt sur les sociétés (IS) - Taux - Réduction progressive): p. 6481 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 40 et n° 902** (« Niche Copé » - Suppression): p. 6482 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 380 et n° 570 rectifié** (« Carry back » - Conditions - Assouplissement temporaire): p. 6485 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 541** (Outre-mer - Crédit d'impôt audiovisuel (CIA) - Crédit d'impôt international (C2I) - Alignement): p. 6485 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 49 et n° 50** (Donneurs d'ordre - Service de livraison - Principe « Pollueur Payeur » - Application): p. 6487 p. 6487 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 324 rectifié** (Livraison physique de biens - Taxe forfaitaire - Création): p. 6489 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 604** (Actifs immobilisés - Réévaluation - Autorisation): p. 6489 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 217 rectifié bis** (Clubs et événements sportifs - Entreprises partenaires - Dépenses de sponsoring - Crédit d'impôt transitoire): p. 6490 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 47 et n° 453 rectifié** (Départements d'outre-mer - Logements Prêts locatifs sociaux (PLS) - Quota - Augmentation): p. 6491 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 542** (Outre-mer - Investissements locatifs - Crédit d'impôt - Logements anciens - Rénovation - Prise en compte): p. 6492 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 543** (Outre-mer - Démolition - Reconstruction des logements - Crédit d'impôt - Plafond - Relevement): p. 6492 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 552** (Outre-mer - Logement social - Financement - Crédit d'impôt - Méthode de comptabilisation - Modification): p. 6493 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 614 rectifié ter, n° 1004 rectifié et n° 1035 rectifié** (Eco-contribution kilométrique - Création): p. 6494 p. 6495 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 877 rectifié** (Taxe d'aménagement du territoire - Poids lourds - Triplement): p. 6496 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 845 rectifié** (Malus écologique - Services départementaux d'incendies et de secours (SDIS) - Exonération): p. 6496 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 625 rectifié bis** (Malus automobile - Composante poids - Intégration): p. 6502 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 910 et n° 922** (n° 910: Secteur aérien - Vols intérieurs - Taxe intérieure de consommation - Exonération - Suppression; n° 922: Transport maritime - TICPE - Exonération - Suppression): p. 6505 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 743 rectifié bis et n° 1040 rectifié** (Transport routier de marchandises - Poids lourds - TICPE - Remboursement - Diminution - Report): p. 6506 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 758 rectifié bis** (Véhicules « Flexfuel » - Taxe sur les véhicules de sociétés

(TVS) - Exonération): p. 6507 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1038 rectifié** (Taxe spéciale sur les véhicules routiers (TSVR) - Modalités de calcul): p. 6507 p. 6508 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 935 rectifié bis** (Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement): p. 6510 p. 6513 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1034 rectifié** (Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Grandes surfaces - Lieu d'implantation - Taux - Modulation): p. 6514 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 346 rectifié** (Contrat de crédit-bail - Plus-value - Imposition - Paiement - Étalement): p. 6514 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 447 rectifié** (Taxe « Buffet » - Plafonnement - Suppression): p. 6516 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 432 rectifié** (Mayotte - Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères - Compensation): p. 6516 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 335 rectifié bis** (Entreprises industrielles - Charges d'amortissements - Report): p. 6517 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 150 rectifié bis et n° 508 rectifié** (Produits viticoles - Augmentation des stocks - Neutralisation fiscale et sociale): p. 6519 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 507 rectifié** (Exploitants agricoles - Déduction pour aléas (DPA) - Déduction pour épargne de précaution (DPE) - Neutralisation fiscale): p. 6521 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 253 rectifié bis** (Période de confinement - Impôts sur les sociétés (IS) - Exonération): p. 6522 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 291 rectifié** (Impôt sur les sociétés (IS) - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Versement d'acompte - Dispense): p. 6522 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 254 rectifié bis** (Confinement - Entreprises ayant maintenu leurs activités - Allègement des charges fiscales et sociales): p. 6523 - **Article 2 bis (nouveau)** (Nouvelle chronique de suppression du tarif réduit de TICPE au titre du gazole non routier, GNR): p. 6526 p. 6527 p. 6528 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 640 rectifié ter** (Transition énergétique - Surplus d'impôt - Paiement - Étalement): p. 6528 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 753 rectifié bis** (Biofioul à usage domestique - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Tarif réduit): p. 6529 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 751 rectifié bis** (Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Taux réduit - Harmonisation): p. 6529 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 242 rectifié quinquies, n° 627 rectifié ter, n° 972 rectifié bis et n° 1013 rectifié** (Transition énergétique - Collectivités territoriales - Dotation): p. 6531 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 616 rectifié ter** (Produit de la TICPE - Communautés de communes - Attribution d'une fraction): p. 6532 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 45 rectifié** (Produits non alimentaires - Absence de recyclage - Taxe - Création): p. 6532 - **Article 2 ter (nouveau)** (Nouvelle définition du champ d'application du label Fondation du patrimoine): p. 6533 - **Article 2 quinquies (nouveau)** (Taux de TVA à 2,10 % pour les retransmissions en direct des spectacles vivants sur des plateformes numériques et audiovisuelles): p. 6534 p. 6534 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 694 rectifié quater, n° 881, n° 969 rectifié et n° 985 rectifié bis** (Grandes surfaces - Vente en vrac - TVA - Baisse): p. 6535 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 861** (Presse - TVA nulle): p. 6535 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 591 rectifié** (Circuit court - TVA - Exonération): p. 6536 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 903** (TVA - Taux réduit - Baisse): p. 6536 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 514 rectifié bis** (Boissons alcooliques - TVA - Taux à 10 % - Application): p. 6540 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 42 rectifié** (Biens d'occasion, reconditionnés et composés entièrement de matériaux recyclés ou biosourcés - TVA - Taux réduit - Application): p. 6540 - **Article additionnel après l'article 2**

quinquies - Amendement n° 569 rectifié bis (Établissements équestres - TVA - Taux réduit - Application) : p. 6541 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 906** (Services d'autopartage - TVA - Taux réduit - Application) : p. 6543 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 590 rectifié, n° 43 rectifié et n° 873** (Prestations de réparation - TVA - Taux réduit - Application) : p. 6544 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 693 rectifié bis, n° 912, n° 966 rectifié et n° 982 rectifié** (Bois labellisé ou certifié - TVA - Taux réduit - Application) : p. 6545 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 479 rectifié** (Équidés d'élevage - TVA - Taux - Diminution) : p. 6547 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 285 rectifié bis** (Établissements de plage - TVA - Réduction temporaire) : p. 6547 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 232 rectifié ter** (Ventes d'immeubles - TVA sur marge - Conditions d'application - Élargissement) : p. 6548 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 874** (Logements locatifs sociaux - Opérations de construction et de rénovation - TVA - Taux réduit - Rétablissement) : p. 6549 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 695 rectifié bis, n° 883, n° 970 rectifié et n° 986** (Logements - Travaux d'entretien d'amélioration de réhabilitation - Utilisation de matériaux biosourcés ou de bois - TVA - Taux réduit - Application) : p. 6552 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 255 rectifié bis et n° 700** (Travaux du BTP - TVA - Taux - Abattement) : p. 6554 - **Article 2 sexes (nouveau)** (Majoration temporaire de l'incitation fiscale à l'incorporation dans les carburants d'esters méthyliques d'acides gras (EMAG) présentant une bonne résistance au froid) : p. 6554 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendements n° 263 rectifié quater, n° 301 rectifié quater et n° 855 rectifié bis** (Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Recettes - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) - Affectation) : p. 6555 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendements n° 264 rectifié bis et n° 303 rectifié bis** (Collectivités - Déchets traités durant la crise sanitaire - TGAP - Exonération) : p. 6556 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendements n° 265 rectifié ter, n° 304 rectifié ter et n° 949** (Collectivités - Déchets traités durant la crise sanitaire - TGAP - Exonération) : p. 6557 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendement n° 334 rectifié bis** (Installations de stockage de déchets non dangereux - TGAP - Taux réduits - Critères d'application - Période d'urgence sanitaire - Neutralisation) : p. 6558 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendements n° 205 rectifié bis, n° 266 rectifié ter, n° 305 rectifié bis et n° 950** (Rendement énergétique - Calcul - Assouplissement) : p. 6559 - **Article additionnel après l'article 2 sexes - Amendement n° 333 rectifié bis** (« Casiers bioréacteurs » - Exploitation - Durée maximale - Suppression) : p. 6559 - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendement n° 290 rectifié ter** (BTP - Règles de sécurité sanitaire - Surcoût - Crédit d'impôt - Création) : p. 6560 - **Article additionnel après l'article 2 septies - Amendements n° 577 et n° 738 rectifié** (Exploitations agricoles - Biens acquis en vue d'une réduction d'exposition aux risques climatiques ou sanitaires - Dispositif de suramortissement - Création) : p. 6562 - **Article 3** (Dégrevement exceptionnel de la cotisation foncière des entreprises au titre de 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire) : p. 6563 p. 6565 p. 6567 p. 6569 p. 6570 p. 6571 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 681** (Départements - Dépenses de péréquation - Fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Année de référence) : p. 6572 - **Article 4** (Déblocage exceptionnel de l'épargne retraite des travailleurs non-salariés rencontrant des difficultés économiques liées à l'épidémie de Covid-19) : p. 6573 p. 6574 p. 6575 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 1057** (Épargne salariale - Déblocage anticipé - Autorisation exceptionnelle) : p. 6576 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 187 rectifié ter** (Compte épargne temps -

Plan d'épargne entreprise - Transfert - Autorisation) : p. 6577 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 19 rectifié quinquies** (Taxe sur les éditeurs de télévision (TST-E) - Exonération temporaire) : p. 6578

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 4 bis (nouveau)** (Reconduction du dispositif de financement minimal des chambres de commerce et d'industrie (CCI) situées dans des zones rurales ou ultra-marines) : p. 6595 - **Article 4 quater (nouveau)** (Extension de la durée pendant laquelle le don sur succession doit être réalisé pour bénéficier de l'abattement sur les droits de mutation à titre gratuit) : p. 6595 - **Article additionnel après l'article 4 quater - Amendement n° 879 rectifié** (Taxe sur les logements vacants - Augmentation) : p. 6596 - **Article 4 quinquies (nouveau)** (Simplification des démarches des organismes sans but lucratif des bénéficiaires d'une assurance-vie) : p. 6596 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 386** (Prélèvement forfaitaire unique - Produits issus de l'assurance-vie - Imposition - Modulation) : p. 6597 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 63 rectifié** (Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel) : p. 6597 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 62 rectifié et n° 904 rectifié** (Prélèvement forfaitaire unique - Suppression) : p. 6601 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 57 rectifié, n° 930 rectifié et n° 58 rectifié** (Taxe sur les dividendes - Augmentation) : p. 6603 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 37 rectifié bis** (Contribution additionnelle sur les hauts revenus - Revalorisation) : p. 6604 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 41 rectifié** (Assurances - Contribution exceptionnelle) : p. 6608 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 170 rectifié et n° 926** (Acteurs de l'assurance - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement) : p. 6610 - **Article 4 sexes (nouveau)** (Exonération de taxe d'habitation afférente à la résidence principale pour les contribuables âgés et modestes au titre de 2020) : p. 6612 - **Article 4 septies (nouveau)** (Suppression de « gages ») : p. 6613 - **Article 4 nonies (nouveau)** (Exonération temporaire de droits de mutation des dons consentis au profit d'un tiers lorsque les sommes concernées sont réaffectées à la création ou au développement d'une entreprise de moins de 50 salariés) : p. 6614 p. 6615 p. 6616 - **Article additionnel après l'article 4 nonies - Amendement n° 120 rectifié bis** (Livret « Rebond » - Création) : p. 6617 - **Article 4 decies (nouveau)** (Exonération fiscale et sociale des aides reçues par les lauréats du concours « French Tech Tremplin ») : p. 6618 - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendement n° 905 rectifié** (Impôt de solidarité sur la facture - Rétablissement) : p. 6618 - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendements n° 594 rectifié bis, n° 64 et n° 901** (Taxe sur les transactions financières - Augmentation) : p. 6619 - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendement n° 584 rectifié** (Médias d'information - Investissements publicitaires - Crédits d'impôt - Instauration) : p. 6620 - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendement n° 749 rectifié** (Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) - Dispositifs de stockage - Exonération) : p. 6620 - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendement n° 826** (Entreprises nouvelles - Avantage fiscal - Conditions d'emploi - Décalage dans le temps) : p. 6621 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 1026** (Collectivités - Loto du patrimoine - Organisation - Prélèvements fiscaux - Exonération) : p. 6622 - **Article additionnel avant l'article 5 - Amendement n° 1058** (Taxe d'habitation - Réforme - Moratoire) : p. 6641 p. 6642 - **Article 5** (Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire) : p. 6647 p. 6652 p. 6654 p. 6655 p. 6657 p. 6660 p. 6664 p. 6665 p. 6666 p. 6668 p. 6670 p. 6671 p. 6673 p. 6676 p. 6677 p. 6679 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 79 rectifié** (Covid-19 - Opérateurs de transport franciliens - Pertes de recettes - Compensation) : p. 6682 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 639 rectifié bis** (Dotations particulières élu local - Petites communes - Généralisation) : p. 6683 - **Article additionnel**

après l'article 5 - Amendement n° 679 rectifié (*Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Dépenses de péréquation - Stabilisation*): p. 6684 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 203 rectifié, n° 298 rectifié, et n° 330 rectifié bis** (*Crise sanitaire - Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité - Pertes de recettes - Compensation*): p. 6685 p. 6686 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 77, n° 262 rectifié bis et n° 300 rectifié** (*Crise sanitaire - Service public des déchets - Surcoûts - Pertes - Compensation*): p. 6687 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 841 rectifié, n° 842 rectifié, n° 843 rectifié et n° 844 rectifié** (*Crise sanitaire - Territoires ruraux - Services publics culturels, touristiques et sportifs gérés directement par les communes - Pertes de recettes - Compensation*): p. 6690 - **Article 6** (*Compensation des pertes fiscales des régions d'outre-mer*): p. 6694 p. 6696 p. 6697 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 85** (*Crise sanitaire - Régions - Pertes de recettes fiscales et tarifaires - Dotation de l'État - Compensation - Instauration*): p. 6698 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 525 rectifié** (*Crise sanitaire - Collectivités territoriales - Taxe de séjour « au réel » - Absence de perception - Compensation*): p. 6699 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 690** (*Collectivités territoriales - Établissements publics - Gel hydroalcoolique - Fourniture gratuite - Prise en charge partielle par l'État*): p. 6700 p. 6701 - **Article 6 quater (nouveau)** (*Intégration dans le FCTVA des dépenses exposées au titre de l'utilisation de l'informatique en nuage (« cloud »*): p. 6703 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 689** (*Dépenses d'équipements de protection individuels (EPI) - Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Éligibilité*): p. 6703 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 1036 rectifié bis** (*Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Versement anticipé*): p. 6707 p. 6708 - **Article 7** (*Avances remboursables des pertes de recettes des DMTO des départements dues à la crise sanitaire*): p. 6711 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 199 rectifié bis et n° 198 rectifié** (*n° 199 rectifié bis: Communes touristiques - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales - Contribution - Suspension; n° 198 rectifié: Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Petites communes à dimension touristique - Contribution - Modulation*): p. 6713 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 998 rectifié** (*Taxe affectée pour l'industrie - Déplafonnement - Suppression*): p. 6714 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 680** (*Réforme de la péréquation des DMTO - Entrée en vigueur - Report*): p. 6714 - **Article 7 bis (nouveau)** (*Création d'une nouvelle section du compte de commerce 915 « Soutien financier au commerce extérieur »*): p. 6715 - **Article 8 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*): p. 6720 p. 6721 p. 6722 - **Article 9** (*Budget général: ouvertures de crédits*): p. 6723 - **Article 9 et état B** (*Budget général: ouvertures de crédits*): p. 6726 p. 6727 p. 6729 p. 6730 p. 6731 p. 6732 p. 6734 p. 6735 p. 6736 p. 6737 p. 6738 p. 6739 p. 6741 p. 6743 p. 6744 p. 6746 p. 6747 p. 6748 p. 6749 p. 6751 p. 6752 p. 6754 p. 6755 p. 6758 p. 6760 p. 6762 p. 6763 p. 6764 p. 6765 p. 6766 p. 6767 p. 6768 p. 6769 p. 6771 p. 6772 p. 6773 p. 6774 p. 6775 p. 6776 p. 6777 p. 6778 p. 6779 p. 6781 p. 6782 p. 6783 p. 6785 p. 6786 p. 6787 p. 6788 p. 6789 p. 6791 p. 6792 p. 6793 p. 6794 p. 6795 p. 6796 p. 6797 p. 6798 p. 6799 p. 6800 p. 6801 p. 6802 p. 6803 p. 6804

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020): p. 6826 p. 6827 p. 6829 p. 6830 p. 6831 p. 6833 p. 6835 p. 6836 p. 6837 p. 6839 p. 6841 p. 6843 p. 6844 p. 6846 p. 6847 p. 6848 p. 6849 p. 6850 p. 6851 p. 6852 p. 6854 p. 6857 p. 6860 p. 6861 p. 6862 p. 6863 p. 6864 p. 6866 p. 6868 p. 6869 p. 6870 p. 6871 p. 6872 p. 6876 p. 6879 p. 6881 - **Article 10 et état D** (*Comptes spéciaux: ouvertures de crédits*): p. 6883 p. 6884 - **Article additionnel avant l'article 11 - Amendement n° 117** (*Sécurité sociale - Baisses de recettes - Compensation*): p. 6884 - **Article 18** (*Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire*): p. 7008 p. 7010 p. 7011 p. 7013 p. 7014 p. 7016 p. 7018 p. 7019 - **Article**

additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1045 rectifié (*Entreprises stratégiques - Relocalisation - Charges patronales - Exonération totale*): p. 7020 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1046 rectifié** (*Cotisations sociales patronales - Diminution*): p. 7020 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 702 rectifié** (*Écart maximal de rémunération - Écart-type - Fixation*): p. 7021 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 630 rectifié quater** (*Suramortissement à la robotisation et à la numérisation - Prolongation*): p. 7021 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 1005 rectifié** (*Dividendes - Taxation - Augmentation*): p. 7022 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 489 rectifié ter** (*Fonds d'investissement de proximité (FIP) Corse - Taux de réduction - Augmentation*): p. 7022 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 572** (*Déficit reportable - Plafond - Relèvement*): p. 7023 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 485 rectifié ter** (*Crédit d'impôt pour les investissements en Corse - Reconduction*): p. 7024 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 486 rectifié bis** (*Corse - Établissements de santé - Investissements - Incitations fiscales*): p. 7025 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 487 rectifié bis** (*Investissements - Crédit d'impôt - Taux - Majoration*): p. 7025 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 274 rectifié et n° 789** (*Crédit d'impôt famille - Assiette - Professions libérales - Extension*): p. 7026 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 776 rectifié** (*Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - Emprunt auprès de France Trésor - Possibilité*): p. 7026 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 661 rectifié bis et n° 248 rectifié bis** (*Zone de revitalisation rurale (ZRR) - Zonage - Prorogation*): p. 7028 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 602** (*Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Travaux de voirie - Éligibilité*): p. 7028 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 345 rectifié bis** (*Entreprises - Bilan - Revalorisation sans frottement fiscal - Autorisation*): p. 7029 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 130** (*Associations employeuses - Taxe sur les salaires - Exonération*): p. 7030 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 939 rectifié** (*Entreprises - Impôt sur les sociétés - Contribution exceptionnelle*): p. 7031 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 59 rectifié** (*Entreprises générant un chiffre d'affaire très conséquent à l'échelle mondiale - Surtaxe*): p. 7031 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 730 rectifié et n° 1044 rectifié bis** (*Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) - Suppression*): p. 7032 - **Article 19 (nouveau)** (*Engagements climatiques des grandes entreprises au capital desquelles l'État prend une participation*): p. 7035 p. 7036 p. 7037 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1062** (*Compagnies aériennes - Prêts - Garantie de l'État - Respect des obligations de service public - Condition*): p. 7038 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1061** (*Compagnies aériennes - Prêts - Garantie de l'État - Respect des obligations de service public - Condition*): p. 7038 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1007 rectifié** (*Entreprises bénéficiaires d'aides publiques - Versement de dividendes - Interdiction*): p. 7041 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 937** (*Entreprises déclarant des bénéfices dans les pays ayant des pratiques fiscales déloyales - Aides publiques - Interdiction*): p. 7042 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 927 rectifié** (*Crise du coronavirus - Entreprises ayant licencié - Garantie de crédit assurée par l'État - Exclusion*): p. 7042 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 943 rectifié** (*Entreprises - Aides de l'État - Publication des comptes - Condition*): p. 7043 - **Article additionnel après l'article 21 - Amendement n° 958 rectifié bis** (*Assurance-chômage - Service public de l'emploi - Situation et perspectives financières - Rapport au Parlement*): p. 7044 - **Article additionnel avant l'article 22 - Amendement n° 1063** (*Collectivités locales - Dépenses d'informatique en nuage - FCTVA - Éligibilité*): p. 7045 - **Article 22 (nouveau)** (*Introduction d'une date butoir fixée au 30 septembre 2020 pour l'adoption des délibérations requises pour la mise en œuvre d'une répartition dérogatoire des*

montants prélevés ou versés au titre du FPIC au sein des ensembles intercommunaux) : p. 7045 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 856** (Dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) - Bénéficiaires - Fléchage) : p. 7045 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 12 rectifié ter** (Taxe d'habitation - Diminution - Assouplissement) : p. 7046 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 806 rectifié bis** (Collectivités territoriales - Fraction de TVA - Montant - Détermination en début d'année) : p. 7047 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 999 rectifié ter** (Taxe d'habitation - Exonérations - Report) : p. 7047 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 86 rectifié** (FCTVA - Versement - Attribution - Modalités) : p. 7048 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 809 rectifié** (Dotation de solidarité rurale (DSR) - Éligibilité - Plafonnement de population - Suppression) : p. 7049 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 808 rectifié** (Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Communes rurales - Financement de petits projets - Part réservée) : p. 7049 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 29 rectifié bis, n° 197 rectifié ter et n° 311 rectifié** (Calcul du potentiel financier agrégé (PFIA) - Attribution au titre du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Ajout) : p. 7050 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 28 rectifié bis, n° 196 rectifié ter, n° 310 rectifié et n° 992** (Potentiel financier agrégé (PFIA) - Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Prélèvement - Déduction) : p. 7050 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 137** (Collectivité territoriale - Association - Subvention - Maintien total - Possibilité) : p. 7050 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 233 rectifié et n° 354 rectifié** (Contrats dits de Cahors - Recettes réelles de fonctionnement (RRF) - Pénalité plafonnée - Suppression) : p. 7051 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 687 rectifié bis** (Collectivités - Établissements publics de coopération intercommunale (EPIC) à fiscalité propre - Covid-19 - Dépenses de fonctionnement exceptionnelles - Dotation compensatoire partielle) : p. 7052 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 347 rectifié bis** (Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) - Taxe d'habitation - Suppression - Compensation) : p. 7052 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1067** (Candidats à l'apprentissage - Contrats d'apprentissage - Signature - Délai - Allongement) : p. 7053 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1072** (Contrats d'apprentissage - Aide exceptionnelle - Mise en place) : p. 7054 - **Demande de coordination** : p. 7054 - **Article 8 et état A (pour coordination)** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 7059 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7063

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fiscalité des Gafam et la politique fiscale intra-européenne** - (22 juillet 2020) : p. 7149

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la protection de la base industrielle et technologique française de défense** - (22 juillet 2020) : p. 7154

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Nouvelle lecture [n° 653 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7167 p. 7168 p. 7173

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 658 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7251 p. 7252 p. 7258

- **Débat sur l'orientation des finances publiques** - (23 juillet 2020) : p. 7286 p. 7300

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8373 - **Question préalable** : p. 8384 - **Discussion générale** : p. 8397 p. 8398

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 3** (Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de Covid-19 au titre de 2020) : p. 8407 p. 8408 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 1055** (Plateformes de streaming - Contribution exceptionnelle - Dépenses liées à l'épidémie de Covid-19 - Instauration) : p. 8409 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 65 rectifié ter et n° 232 rectifié quinquies** (Contrat solidaire et responsable - Remboursement différencié selon l'affiliation ou non du professionnel de santé au réseau de soins - Encadrement) : p. 8411 - **Article 6** (Mise en œuvre de la compensation des exonérations créées lors de la crise du Covid-19) : p. 8421 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 136** (Transfert de l'Agence nationale de santé publique - Compensation à la branche maladie de son coût réel) : p. 8421 - **Article 6 bis (nouveau)** (Régime social de l'indemnité d'activité partielle) : p. 8424 - **Article 6 ter (nouveau)** (Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire) : p. 8427 p. 8433 p. 8434 p. 8435 p. 8436 p. 8437 p. 8438 p. 8439 p. 8440 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 506 rectifié quater** (Compagnies maritimes effectuant du transport international de fret ou de passagers - Cotisations salariales sur les emplois de marins - Exonération) : p. 8441 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 665 rectifié** (Filière de la restauration aérienne - Charges sociales patronales et salariales pour l'année 2021 - Exonération totale) : p. 8442 - **Article additionnel après l'article 6 ter - Amendement n° 953 rectifié bis** (Clubs sportifs professionnels - Paiement des cotisations sociales - Exonération) : p. 8444 p. 8445 - **Article 7** (Rectification des tableaux d'équilibre) : p. 8447 p. 8448 - **Article 8** (Rectification de l'Ondam et des sous-Ondam) : p. 8449 p. 8450 - **Article 9** (Rectification de la dotation FMESPP (FMIS)) : p. 8451

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 495 rectifié** (Cotisation sur les boissons alcooliques produites en outre-mer - Maintien de tarif) : p. 8506 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 803 rectifié, n° 427 rectifié bis, n° 428 rectifié bis et n° 663** (Travailleurs non-salariés agricoles - Charges - Exonérations ou allègement) : p. 8509 p. 8510 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 490 rectifié** (Filière de la canne à sucre - Part patronale des cotisations sociales des salariés - Exonération) : p. 8512 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 974** (Revenus financiers des sociétés - Assujettissement à cotisation sociale) : p. 8514 - **Article 13 ter (nouveau)** (Suppression de l'exemption de cotisations sociales pour les avantages visant à favoriser la pratique sportive en entreprise) : p. 8516 p. 8518 p. 8519 - **Article 13 quater (nouveau)** (Inclusion du secteur de la production audiovisuelle dans le régime d'exonération renforcé propre à certaines collectivités d'outre-mer) : p. 8521 - **Article additionnel après l'article 13 quater - Amendement n° 114 rectifié bis** (La Réunion et Mayotte - Établissements de santé privés - Barème renforcé du régime d'exonération de charges sociales patronales - Bénéfice) : p. 8522 - **Article additionnel après l'article 13 quater - Amendements n° 113 rectifié bis et n° 493 rectifié** (Entreprises de taille intermédiaire (ETI) outre-mer - Régime renforcé d'exonération des charges sociales patronales - Bénéfice) : p. 8523 - **Article additionnel après l'article 13 quater - Amendements n° 322 rectifié bis et n° 869 rectifié bis** (Barème renforcé du régime d'exonération de cotisations sociales patronales spécifique aux outre-mer dit « LODEOM sociale » - Extension aux entreprises du secteur aérien domiciliées en outre-mer) : p. 8524 - **Article additionnel après l'article 13 quater - Amendement n° 863 rectifié** (Outre-mer - Dispositifs d'exonérations de charges - Harmonisation) : p. 8525 - **Article additionnel après l'article 13 quater - Amendements n° 129 rectifié ter, n° 284 rectifié quater, n° 466 rectifié sexies, n° 668 rectifié quinquies et**

n° 692 (Taxe additionnelle sur les revenus des activités non conventionnées ou sur les dépassements d'honoraires - Suppression): p. 8526 - **Article 13 quinquies (nouveau)** (Suppression de la surcotisation patronale sur la prime de feu versée aux sapeurs-pompiers professionnels): p. 8530 p. 8531 p. 8532 - **Article additionnel après l'article 13 quinquies - Amendement n° 596 rectifié ter** (Centres de santé établis sous statut de société coopérative d'intérêt collectif (Scic)- Dispositifs fiscaux - Bénéfice): p. 8532 p. 8533 - **Article 13 sexes (nouveau)** (Maintien du calcul des prélèvements sociaux calculés sur les « taux historiques » pour les transferts de sommes épargnées sur un Perco vers un Pereco): p. 8534 - **Article additionnel après l'article 13 sexes - Amendements n° 657 rectifié bis, n° 453 rectifié bis, n° 426 rectifié, n° 792 rectifié bis et n° 90 rectifié ter** (Ensemble des non-résidents - CSG-CRDS - Exonération): p. 8538 - **Article additionnel après l'article 13 sexes - Amendement n° 975** (Retraites chapeau les plus importantes - Taxation - Augmentation significative): p. 8539 - **Article additionnel après l'article 13 sexes - Amendement n° 497 rectifié** (Entreprises de moins de 250 salariés - Forfait social sur l'intéressement, la participation et l'abondement - Suppression): p. 8539 - **Article additionnel après l'article 13 sexes - Amendement n° 499 rectifié** (Versements des entreprises - Forfait social - Exonération): p. 8540 - **Article additionnel après l'article 13 sexes - Amendement n° 498 rectifié** (Versement d'un abondement unilatéral par les entreprises - Taux de forfait social - Modulation): p. 8541 - **Article additionnel après l'article 13 sexes - Amendement n° 966 rectifié** (Entreprises - Contribution à la branche famille - Obligation): p. 8541 - **Article additionnel après l'article 13 sexes - Amendement n° 871 rectifié ter** (Cumul d'indemnités des maires - Calcul de l'assiette des cotisations de sécurité sociale - Indemnité la plus faible - Exclusion): p. 8542 - **Article additionnel après l'article 13 sexes - Amendement n° 89 rectifié bis** (Statut de « junior-entrepreneur » pour les jeunes de 16 à 25 ans - Création à titre expérimental): p. 8543

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]** - (16 novembre 2020) - **Discussion générale**: p. 8936 p. 8950

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 32** (Échéances sociales et fiscales - Report - Conditions): p. 8953 - **Article 1er A (nouveau)** (Droit à l'image collective des sportifs professionnels): p. 8955 p. 8956 p. 8957 p. 8958 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 97 rectifié** (Déduction fiscale - Loi Madelin - Obligation de disposer d'au moins deux salariés - Report): p. 8959 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 42** (Taxe sur les transactions financières (TTF) - Augmentation): p. 8959 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 3 rectifié bis** (Assurance-vie - Contribution unique de solidarité sur les encours - Création): p. 8960 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 139 rectifié bis** (Filière conchylicole - Redevance d'occupation du domaine public - Exonération temporaire): p. 8961 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 99 rectifié bis** (Épidémie de Covid-19 - Centres équestres - Aide exceptionnelle - Exonération fiscale et sociale): p. 8962 - **Article 1er** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public): p. 8963 p. 8965 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 17 rectifié bis** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Dépenses d'investissement éligibles - Achat d'équipement de protection sanitaire - Intégration): p. 8966 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 132 rectifié bis** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)- Procédure d'acompte - Assouplissement): p. 8968 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 136 rectifié bis** (PEA - PEA PME - ETI - Champ d'investissement - Actions émises par des sociétés de capital-risque - Extension): p. 8968 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié et n° 111 rectifié bis** (Autorités

organisatrices de la mobilité (AOM) - Compensation versée par l'État - Déplafonnement): p. 8969 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié** (Communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Taxe d'habitation - Ticket modérateur - Ajustement): p. 8970 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 36** (Revenu de solidarité active (RSA) - Dépenses - Augmentation - Compensation par l'État): p. 8970 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié bis** (Covid-19 - Communes - Dépenses supplémentaires - Compensation par l'État): p. 8973 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 35** (Département - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Dispositifs d'avances remboursables - Transformation - Dispositif de compensation sans remboursements): p. 8974 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 143 rectifié** (Certificats d'économies d'énergie (CEE) - Investissements - Subventions - Imposition - Lissage): p. 8974 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 135 rectifié** (Actionnariat salarié - Neutralité des opérations - Condition - Suppression): p. 8975 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 137 rectifié** (Fonds communs de placements à risques (FCPR) - Structuration - Assouplissement): p. 8975 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 38 rectifié** (Notion d'établissement stable - Création): p. 8977 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** (Plateformes de e-commerce - Grandes et moyennes surfaces - Contribution exceptionnelle): p. 8978 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 134 rectifié bis** (Régime de donations au personnel salarié d'une entreprise d'un fonds de commerce - Extension aux donations de parts sociales ou d'actions de société): p. 8979 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30 rectifié bis et n° 108 rectifié bis** (Acteurs de l'assurance - Montant de la réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement): p. 8980 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié** (État d'urgence sanitaire - Secteur des assurances - Contribution exceptionnelle): p. 8983 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 59** (Garantie des recettes fiscales et des recettes issues de l'exploitation du domaine public - Taux d'abattement - Augmentation): p. 8988 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié bis** (Communes forestières - Perte de recettes - Compensation par l'État): p. 8989 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26 rectifié bis** (Crise du coronavirus - Régies municipales financièrement autonomes et à vocation touristique ou culturelle - Pertes de recettes tarifaires - Mécanisme de compensation - Éligibilité): p. 8990 - **Article 2** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Modification des ressources du compte d'affectation spéciale (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers »): p. 8992 - **Article 3**: p. 8992 - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois): p. 9006

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits): p. 9014 p. 9016 p. 9017 p. 9018 p. 9019 p. 9022 p. 9023 p. 9026 p. 9027 p. 9029 p. 9031 p. 9033 p. 9034 p. 9036 p. 9037 p. 9038 p. 9040 p. 9041 p. 9042 p. 9043 p. 9044 p. 9045 p. 9046 p. 9047 p. 9048 p. 9049 p. 9050 p. 9051 p. 9052 p. 9053 p. 9054 p. 9055 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 145** (Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Coefficient correcteur - Application à l'ensemble des recettes): p. 9056 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 24 rectifié** (Département des Alpes-Maritimes - Dispositif de péréquation horizontale - Gel de la contribution): p. 9057 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 29** (Taxe d'habitation - Taux de référence): p. 9058 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 150** (Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) - Avances - Conditions de remboursement): p. 9061 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 51** (Sociétés immobilières cotées (SIIC) - Impôt sur le revenu des associés ou actionnaires - Augmentation): p. 9062 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 144 rectifié ter** (Covid-19 - Infirmeries libéraux - Revenus tirés de la réalisation d'un prélèvement

nasopharyngé - Exonération d'impôt): p. 9062 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 93 rectifié ter** (*Investissements en Corse - Crédit d'impôt - Éligibilité - Clarification*): p. 9062 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 94 rectifié ter** (*Investissements en Corse - Crédit d'impôt non imputé - Remboursement par l'État - Délai - Raccourcissement*): p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 88 rectifié ter** (*Entreprises - Investissements - Crédit d'impôt - Majoration*): p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 92 rectifié ter** (*Investissements en Corse - Date d'achèvement des travaux - Crédit d'impôt - Délai - Allongement*): p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 89 rectifié ter** (*FIP Corse - Taux - Augmentation*): p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50** (*Dons aux associations caritatives - Plafond - Augmentation*): p. 9064 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 49 rectifié bis** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Taux - Augmentation*): p. 9064 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 46** (*Taxe sur les transactions financières - Augmentation - Assiette - Élargissement*): p. 9064 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 128 rectifié bis** (*Entreprises - Dépenses de partenariat - Clubs sportifs - Crédit d'impôt exceptionnel*): p. 9065 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 47** (*Acteurs de la vente en ligne - Contribution exceptionnelle - Instauration*): p. 9067 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 80** (*Entreprises de la grande distribution - Contribution exceptionnelle sur le chiffre d'affaires - Instauration*): p. 9068 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 86** (*Grandes entreprises - Contribution de solidarité nationale - Création*): p. 9068 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 39 rectifié bis** (*Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales - Assujettissement*): p. 9070 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 96 rectifié bis** (*Fournisseurs - Régime des créances*): p. 9071 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 64 et n° 109 rectifié bis** (*Cafés, hôtels, restaurants, discothèques (CHRD) - Dispositif d'exonération de cotisations et de contributions sociales - Prolongation*): p. 9072 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 123** (*Entreprises du tourisme - Exonérations de cotisations fiscales - Seuil - Diminution*): p. 9072 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 122** (*Corse - Entreprises du tourisme - Cotisations - Exonération*): p. 9072 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 48 et n° 83** (*Assurances - Réserves de capitalisation - Taxe - Instauration*): p. 9073 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 141 rectifié ter** (*Entreprises alimentaires fournissant la restauration hors domicile (RHD) - Cotisations - Exonérations - Conditions*): p. 9073 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 18 rectifié bis** (*Commerces de moins de 5 000 habitants - Pertes de recettes des produits d'exploitation - Compensation partielle de l'État*): p. 9074 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 78 rectifié** (*Revenu de solidarité active (RSA) - Prise en charge automatique par l'État - Conditions*): p. 9074 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 41 rectifié** (*Entreprises déclarant des bénéfices dans des pays ayant des pratiques fiscales déloyales - Délivrance d'aides publiques - Interdiction*): p. 9075 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 43 rectifié** (*Octroi d'aides publiques - Écart salarial maximal - Condition*): p. 9076 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 84** (*Grandes entreprises - Octroi d'aides publiques - Non distribution de dividendes - Condition*): p. 9077 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 79** (*Entreprises - Aides de l'État - Contreparties écologiques*): p. 9078 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 87 rectifié** (*Aides de l'État - Publication de reporting pays par pays - Obligation*): p. 9079 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 107 rectifié bis** (*Cafés, hôtels, restaurants, discothèques (CHRD) - Contribution à l'audiovisuel public - Réduction à titre exceptionnel*): p. 9080 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 52** (*Prêts garantis par l'État (PGE) - Rapport au Parlement*): p. 9080 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 62** (*Crise sanitaire - Charges exceptionnelles assumées par les collectivités locales - Rapport au Parlement*):

p. 9080 - **Demande de coordination**: p. 9081 - **Article 4 (pour coordination)** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*): p. 9084

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9262 p. 9264 - **Question préalable** : p. 9272

Discussion générale :

: p. 9283 p. 9292 p. 9294 - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2021, prévisions d'exécution 2020 et exécution 2019*) : p. 9295 p. 9296

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source*) : p. 9395 p. 9399 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1146 rectifié bis** (*Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) - Logements loués dans le cadre de dispositifs solidaires - Exonération*): p. 9399 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-481 rectifié ter** (*Agriculteurs retraités - Location de leur exploitation agricole - Abattement fiscal*): p. 9400 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-423 rectifié bis** (*Associés des sociétés ayant pour objet l'exercice d'une profession libérale - Rémunération des fonctions techniques - Catégorie des traitements et salaires - Assimilation sur le plan fiscal*): p. 9400 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-789 rectifié** (*Majorations de retraite ou de pension pour enfants - Exonération d'impôt sur le revenu - Rétablissement*): p. 9401 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-790 rectifié** (*Allocation personnalisée d'autonomie (APA) employée pour rémunérer un proche aidant - Impôt sur le revenu - Exonération*): p. 9402 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1085 rectifié ter** (*Frais professionnels - Taux forfaitaire d'abattement - Augmentation*): p. 9403 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-186** (*Déplacements professionnels - Frais d'abonnement à des transports en commun - Déduction fiscale*): p. 9403 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-791 rectifié** (*Personnes âgées de plus de 65 ans frappées d'invalidité - Plafond des abattements fiscaux prévus pour ces contribuables - Doublement*): p. 9404 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1148 rectifié bis** (*Ménages les plus modestes - Conjoint survivant - Demi-part fiscale - Octroi*): p. 9405 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-792 rectifié** (*Solidarité intergénérationnelle - « Quotient solidarité aîné » - Création*): p. 9405 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-196** (*Dons au profit des associations d'aide aux personnes en difficulté - Réduction d'impôt sur le revenu - Augmentation du plafond*): p. 9406 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-198** (*Dons au profit des associations d'aide aux personnes en difficulté - Donateurs non imposables - Crédit d'impôt - Instauration*): p. 9406 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-137 rectifié** (*Entreprises - Dons en nature - Éligibilité au crédit d'impôts*): p. 9407 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-278 rectifié bis** (*Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Plafond d'exonération d'impôt sur le revenu - Suppression*): p. 9407 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-739 rectifié** (*Bailleurs de locaux professionnels ou commerciaux - Travaux de rénovation énergétique - Déduction fiscale*): p. 9408 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-874 rectifié et n° I-784 rectifié quater** (*Dépenses de réemploi ou de réparation sur certains biens - Crédit d'impôt - Création*): p. 9409 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-314 rectifié et n° I-980 rectifié bis** (*Associés d'une société coopérative agricole - Acquisition et cession de parts sociales - Exonération*): p. 9410 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-25 rectifié bis** (*Particuliers victimes de catastrophes naturelles - Revenus ou bénéfices - Exonération*):

p. 9411 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1196** (*Sociétés publiques locales (SPL) à caractère culturel - Régime du mécénat - Expérimentation*): p. 9412 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-337 rectifié** (*Sportif professionnel - Changement de club - Régime de l'impatriation - Bénéfice*): p. 9413 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-797** (*Bailleurs de biens ruraux - Diminution du loyer contractuel - Autorisation*): p. 9414 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-713 rectifié ter** (*Clubs d'investissement - Gains boursiers - Exonération d'impôt sur le revenu - Suppression*): p. 9414 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° I-181 rectifié** (*Imprimeries implantées en France - Abattement fiscal de 20 % d'impôts sur les sociétés - Octroi*): p. 9416 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-837 rectifié** (*Dispositif « Schumacker » - Règles fiscales - Reprise dans le code général des impôts*): p. 9417 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-609 rectifié et n° I-840 rectifié** (*Personnes résidant dans un État tiers - Statut de non-résident Schumacker - Extension*): p. 9418 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-354 rectifié bis** (*Contribuables résidant dans une zone dangereuse - Résidence principale en France - Autorisation*): p. 9419 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-614 rectifié bis** (*Associés non-résidents d'une SCI - Plus-values - Exonération*): p. 9420 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-141 rectifié ter** (*Fiscalité des non-résidents - Taux minimum d'imposition à 30 % - Augmentation - Suppression*): p. 9420 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-839 rectifié et n° I-610 rectifié** (*Personnes fiscalement domiciliées hors de France - Prestations compensatoires - Déduction*): p. 9421 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-352 et n° I-838 rectifié** (*Ensemble des non-résidents sans revenu de source étrangère - Mécanisme de la décade - Autorisation*): p. 9422 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-353** (*Frais de scolarité dans des établissements français d'enseignement à l'étranger - Déduction fiscale*): p. 9423 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-142 rectifié bis, n° I-355 rectifié et n° I-613 rectifié** (*Contribuables non domiciliés en France - Dons aux œuvres - Déduction fiscale*): p. 9424 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-974 rectifié** (*Dons aux associations délivrant des produits de première nécessité - Déductibilité totale*): p. 9425 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-199 rectifié et n° I-200 rectifié** (*Dons versés aux formations politiques - Transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt*): p. 9426 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-611 rectifié et n° I-612 rectifié** (*Non-résidents - Prélèvement de solidarité - Exonération*): p. 9427 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-841 rectifié bis** (*Conjoints étrangers de Français - Titre de séjour - Exonération de toute taxe*): p. 9428 - **Article 2 quinques (nouveau)** (*Suppression de gages pour des dispositions de la LFR 3*): p. 9428 - **Article additionnel après l'article 2 quinques - Amendement n° I-1145 rectifié** (*Transfert des plans d'épargne retraite populaire (PERP) dans les plans d'épargne retraite (PER) - Neutralité fiscale*): p. 9429 - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*): p. 9434 p. 9435 p. 9436 p. 9440 p. 9443 p. 9444 p. 9446 p. 9449 p. 9451 p. 9452 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-628 rectifié** (*Économie de fonctionnalité - Mesures incitatives*): p. 9453 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-311** (*Déménagement des sièges sociaux des entreprises vers des territoires ruraux ou périurbains - Incitation fiscale*): p. 9453 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-738 rectifié** (*Commerces de proximité - Mécanisme de suramortissement fiscal - Création*): p. 9454 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-319 rectifié** (*Sociétés de pêche - Activité dans les eaux britanniques - Abattement supplémentaire*): p. 9455 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-312** (*Artisans pêcheurs - Déduction pour épargne de précaution - Établissement*): p. 9456 - **Article additionnel**

après l'article 3 - Amendements n° I-1052 et n° I-1112 rectifié (*Organismes de foncier solidaire (OFS) - Activité en bail réel solidaire - Impôt sur les sociétés et contribution économique territoriale (CET) - Exonération*): p. 9458 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1047** (*Survvalorisations immobilières - Contribution de solidarité urbaine - Création*): p. 9459 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-322 rectifié ter** (*Entrepreneurs exerçant en nom propre - Choix entre l'impôt sur le revenu (IR) et l'impôt sur les sociétés (IS)*): p. 9460 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-755 rectifié quinques, n° I-1001 rectifié bis, n° I-1198 rectifié, n° I-1228 et n° I-1010 rectifié bis** (*Revenu imposable des artisans, agriculteurs et professions libérales - Abattement forfaitaire*): p. 9461 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1244** (*Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Dégrèvement de contribution à l'audiovisuel public - Prévisions et correctifs*): p. 9462 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° I-79 rectifié** (*Producteurs de vins et spiritueux - Charges de production du stock - Déductibilité*): p. 9463 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° I-75 rectifié bis et n° I-537 rectifié** (*Sommes épargnées au titre de la DPA et de la DEP - Utilisation en 2021 - Défiscalisation*): p. 9464 - **Article 3 quinques (nouveau)** (*Modification des règles d'imputation des pertes résultant d'une annulation de titres*): p. 9465 - **Article additionnel après l'article 3 quinques - Amendement n° I-300 rectifié ter** (*Dispositif « IR PME » - Attractivité - Renforcement*): p. 9465 - **Article additionnel après l'article 3 quinques - Amendement n° I-796 rectifié** (*Recapitalisation des entreprises - Structures de type « holding animatrice » - Incitation fiscale*): p. 9466 - **Article additionnel après l'article 3 quinques - Amendement n° I-279 rectifié ter** (*Dispositif bon de souscription de parts de créateur d'entreprise « BSPCE » - Extension*): p. 9467 - **Article additionnel après l'article 3 quinques - Amendement n° I-859 rectifié bis** (*Champ d'investissement du PEA et du PEA PME-ETI - Extension aux sociétés de capital-risque*): p. 9467 - **Article additionnel après l'article 3 quinques - Amendements n° I-2 rectifié ter, n° I-3 rectifié bis et n° I-82 rectifié bis** (*Parents et grands-parents - Ouverture de PEA - Autorisation*): p. 9471

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 sexes (nouveau)** (*Exonération des plus-values de cessions d'immeubles réalisées directement ou indirectement au profit d'organismes de logement social*): p. 9487 p. 9488 p. 9490 p. 9491 p. 9492 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendements n° I-383 rectifié, n° I-384 rectifié, I-385 rectifié, I-386 rectifié, n° I-387 rectifié, n° I-388 rectifié bis, n° I-709 rectifié bis** (*Entreprises ultramarines - Zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) - Bénéfice*): p. 9495 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendements n° I-380 rectifié et n° I-379 rectifié** (*Aide fiscale à l'investissement outre-mer - Travaux de rénovation et de réhabilitation - Prolongation*): p. 9495 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendement n° I-221** (*Outre-mer - Travaux d'amélioration des logements - Réduction d'impôt*): p. 9496 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendement n° I-381 rectifié** (*Utilisation de la société en commandite simple (SCS) - Investissements ultramarins - Extension aux associés commanditaires*): p. 9496 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendements n° I-214 et n° I-708 rectifié** (*Aide fiscale à l'investissement outre-mer - Vélos, trottinettes et scooters à l'énergie électrique - Extension*): p. 9497 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendements n° I-223 et n° I-484 rectifié bis** (*Saint-Martin - Investissements en faveur de la rénovation et de la réhabilitation des hôtels et résidences de tourisme - Taux d'impôt réduit*): p. 9498 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendement n° I-224** (*Collectivités d'outre-mer (COM) - Investissement dans la rénovation, la réhabilitation ou la reconstruction - Incitation fiscale*): p. 9499 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendement n° I-1128** (*Zones non interconnectées (ZNI) - Collectivités - Modification du cadre fiscal*): p. 9499 - **Article additionnel après l'article 3 sexes - Amendement n° I-413 rectifié bis** (*Sociétés d'économie mixte (SEM) exerçant une activité immobilière*

outre-mer - Crédit d'impôt): p. 9500 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-382 rectifié bis** (Outre-mer - Logements financés par un prêt locatif social (PLS) - Augmentation): p. 9500 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-225, n° I-377 rectifié et n° I-1113 rectifié** (Outre-mer - Réhabilitation des logements locatifs sociaux - Crédit d'impôt): p. 9502 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-395 rectifié et n° I-394 rectifié** (Investissements dans les logements neufs outre-mer - Crédit d'impôt - Délai - Prolongation): p. 9502 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-391 rectifié** (Organismes de logements sociaux - Crédit d'impôt - Étalement comptable): p. 9503 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-1204 rectifié bis** (Investissements productifs outre-mer - Crédit d'impôt - Extension aux entreprises en difficulté): p. 9504 - **Article additionnel après l'article 3 septies - Amendements n° I-76 rectifié et n° I-536 rectifié** (Déduction pour épargne de précaution - Extension aux sociétés exerçant une activité agricole très prépondérante): p. 9505 - **Article 3 octies (nouveau)** (Prorogation du délai applicable pour la réalisation de logements dans le cadre de l'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour la plus-value de cession d'un local ou d'un terrain): p. 9505 - **Article additionnel après l'article 3 octies - Amendement n° I-729 rectifié** (Bassins urbains en déclin industriel - Redynamisation - Modification): p. 9506 - **Article additionnel après l'article 3 octies - Amendement n° I-1147 rectifié ter** (Organismes HLM - Plus-values immobilières - Taux réduit d'impôt sur les sociétés (IS)): p. 9507 - **Article 3 nonies (nouveau)** (Hausse à 10 millions d'euros du plafond de chiffre d'affaires des PME applicable pour bénéficier du taux réduit d'impôt sur les sociétés): p. 9509 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1250** (Entreprises faisant l'objet d'une procédure collective - Mécanismes fiscaux spécifiques - Extension aux procédures de conciliation): p. 9510 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1014 rectifié** (Régime fiscal des sociétés mère-fille - Restriction): p. 9511 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-919 rectifié** (Multinationales - Bénéfice réellement réalisé en France - Taxation): p. 9512 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1015 rectifié** (Entreprises ayant une présence numérique significative en France - Notion d'établissement stable): p. 9514 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1018 rectifié** (Bénéfice taxable d'une entreprise en France - Part du chiffre d'affaires réalisé en France - Détermination): p. 9515 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-514 rectifié bis** (Directive Anti Tax Avoidance (ATAD) - Surtransposition dans le droit français - Suspension temporaire): p. 9516 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-1016 rectifié bis et n° I-207 rectifié** (Impôt sur les sociétés (IS) - Progressivité): p. 9518 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-204 rectifié, n° I-205 rectifié, n° I-920 rectifié et n° I-1017 rectifié** (Fiscalité des entreprises - Rééquilibrage - « Niche Copé » - Suppression): p. 9519 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-1210 rectifié, n° I-734 rectifié ter et n° I-1249** (Abandon de loyers pour les entreprises locataires - Crédit d'impôt pour les bailleurs, personnes physiques ou morales): p. 9523 - **Article 3 decies (nouveau)** (Correction au régime du crédit d'impôt phonographique): p. 9523 p. 9524 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendement n° I-1189** (Presse en ligne d'information politique et générale - Crédit d'impôt - Extension à la presse d'information professionnelle): p. 9525 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendements n° I-593 et n° I-135 rectifié quater** (Artistes et auteurs ne disposant pas d'un numéro de SIRET - Fonds de solidarité - Accès): p. 9526 - **Article 3 undecies (nouveau)** (Instauration d'un crédit d'impôt de soutien aux représentations théâtrales d'œuvres dramatiques): p. 9528 p. 9529 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendements n° I-1160 rectifié bis** (Monuments historiques - « Épargne de précaution et de travaux » - Création): p. 9531 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-1043 rectifié** (Production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation): p. 9532 - **Article additionnel après l'article 3**

duodecies - Amendements n° I-1042, n° I-131 rectifié ter et n° I-639 rectifié bis (Crédit d'impôt - Spectacle vivant - Taux - Augmentation temporaire): p. 9534 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-848 rectifié quater** (Mécénat et achat d'œuvres d'art d'artistes vivants - Mécanisme fiscal - Extension aux particuliers): p. 9535 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-1044 rectifié** (Entreprises d'édition et de distribution cinématographique - Crédit d'impôts temporaire - Instauration): p. 9537 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-288 rectifié ter et n° I-865 rectifié** (Crédit d'impôt sur les investissements en Corse - Éligibilité des investissements - Clarification): p. 9537 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-1131, n° I-1130 et n° I-1127** (Corse - Zones de développement prioritaire (ZDP) - Exonération d'impôt sur le revenu sur les sociétés - Extension): p. 9539 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-289 rectifié ter et n° I-866 rectifié** (Investissements en Corse - Remboursement par l'État du crédit d'impôt - Délai - Raccourcissement): p. 9539 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-1115** (Investissements déjà exploités en Corse - Crédit d'impôt investissements Corse (CIIC) - Bénéfice): p. 9540 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-1119, n° I-1120, n° I-1121, n° I-1117, n° I-1118, n° I-1122 et n° I-1123** (Crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) - Augmentation du taux, extension et prolongation): p. 9542 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-1125** (Locations saisonnières non professionnelles proposées par des personnes non fiscalement domiciliées en Corse - Dispositif du crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) - Exclusion): p. 9542 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-283 rectifié bis** (PME-TPE - Crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) - Hausse des taux): p. 9543 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-1124** (Crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) et zone de développement prioritaire (ZDP) - Cumul - Autorisation): p. 9543 - **Article 3 quaterdecies (nouveau)** (Prorogation jusqu'au 31 décembre 2022 du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les cessions d'un immeuble, terrain ou local en vue de la réalisation de logements): p. 9546 - **Article 3 quindecies (nouveau)** (Exonération d'impôt sur les bénéfices et de cotisations sociales pour l'aide exceptionnelle aux travailleurs indépendants): p. 9547 - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME): p. 9550 p. 9551 p. 9552 p. 9553 p. 9554 p. 9555 - **Article additionnel après l'article 3 sexdecies - Amendement n° I-1180** (Prise de congés des agriculteurs - Recours au service de remplacement - Crédit d'impôt - Augmentation): p. 9556 - **Article 3 septdecies (nouveau)** (Modalité de déclaration particulière du prélèvement forfaitaire libératoire au titre de l'impôt sur le revenu versé par les exploitants concernés): p. 9557 - **Article 4** (Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements): p. 9563 p. 9566 p. 9567 p. 9568 p. 9569 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-56** (Incitation des entreprises à investir - Amortissement dégressif - Majoration des coefficients): p. 9570 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1105 rectifié bis** (Entreprises - Amortissements différés - Déduction fiscale - Maintien): p. 9571 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-460 rectifié bis** (Dispositif de suramortissement ouvert aux PME - Extension aux investissements des entreprises industrielles et tertiaires en matière d'efficacité énergétique): p. 9571 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-862 rectifié bis** (Dispositif de suramortissement - Extension aux hébergements légers de loisirs (HLL) et aux résidences mobiles de loisirs (RML)): p. 9572 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-213 rectifié, n° I-280 rectifié ter et n° I-1073 rectifié bis** (Dispositif de suramortissement - Extension aux équipements reconditionnés): p. 9573 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-176 rectifié bis, n° I-1090 rectifié bis et n° I-1150 rectifié** (Dispositif de suramortissement du matériel robotique - Extension au secteur

agricole) : p. 9574 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-692 rectifié bis** (Véhicules terrestres en carburants alternatifs - Installation d'infrastructures de recharge - Incitation fiscale) : p. 9575 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-166 rectifié bis, n° I-304 rectifié bis, n° I-968 rectifié ter, n° I-282 rectifié ter et n° I-800 rectifié** (« Crédit impôt famille » (CIFAM) - Extension aux indépendants) : p. 9576 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-801 rectifié** (« Crédit impôt famille » (CIFAM) - Assiette - Extension aux indépendants) : p. 9577 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-526, n° I-632 rectifié, n° I-1024 et n° I-1139 rectifié** (Assurances - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement) : p. 9579 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-58 rectifié** (Assureurs - Contribution exceptionnelle - Instauration) : p. 9581 p. 9583 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-313 rectifié ter** (Cybersécurité - Investissement dans des diagnostics d'audit ou dans des solutions de protection des données - Crédit d'impôt) : p. 9584 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-210 rectifié, n° I-370 rectifié, n° I-1065 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-1137 rectifié et n° I-1252** (Grandes et moyennes surfaces et plateformes de e-commerce - Taxation exceptionnelle en faveur des commerces de proximité - Création) : p. 9588 p. 9589 p. 9589 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1138 rectifié et n° I-1136 rectifié** (N° I-1138 rectifié : Entreprises de la grande distribution - Contribution exceptionnelle - Mise en place ; n° I-1136 rectifié : Bénéfices exceptionnels des plus grandes entreprises - Contribution de solidarité nationale) : p. 9590 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-57** (Dispositif du « carry back » - Plafond de déficit reportable - Relèvement) : p. 9591 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-316 rectifié** (TPE - Privilège du Trésor - Renonciation au profit des fournisseurs) : p. 9591 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-649 rectifié, n° I-984 rectifié, n° I-1026, n° I-211 rectifié et n° I-1061** (« Pure players » - Entrepôt de stockage - Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Assujettissement) : p. 9593 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-339 rectifié** (Construction de logements sociaux - Exonération taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Compensation aux communes) : p. 9594 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-169 rectifié** (Centres équestres ou poneys clubs - Entretien des équipés - Aide exceptionnelle) : p. 9595 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-209 rectifié ter** (Multinationales du numérique appelées « GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) » - Taxation - Augmentation) : p. 9596 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-598 rectifié bis** (Relocalisation de l'industrie - Crédit d'impôt « fabriqué en France » - Instauration) : p. 9596 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1170 rectifié** (Groupes fiscaux - Imputation des déficits - Aménagements) : p. 9597 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1106 rectifié bis et n° I-985 rectifié bis** (Commande par voie électronique - Livraison - Éco-contribution forfaitaire - Assujettissement) : p. 9599 - **Article 5** (Neutralisation fiscale de la réévaluation libre des actifs) : p. 9600 p. 9601 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-1243** (Opération d'augmentation de capital - Acquisition de titres de participations - Neutralisation du produit comptable) : p. 9601 - **Article 6** (Étalement de la plus-value réalisée lors d'une opération de cession-bail d'immeuble par une entreprise) : p. 9602 p. 9603 - **Article 7** (Suppression progressive de la majoration de 25 % des bénéfices des entreprises qui n'adhèrent pas à un organisme de gestion agréé) : p. 9605 p. 9606 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-167 rectifié et n° I-1088 rectifié bis** (Sociétés agricoles - Fusion fiscalement neutre - Autorisation) : p. 9608 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1046** (Crédit d'impôt recherche (CIR) - Suppression) : p. 9608 - **Article 8** (Aménagements du crédit impôt recherche et du crédit impôt innovation) : p. 9610 p. 9611 p. 9613 p. 9614 p. 9615 p. 9616 p. 9617 p. 9619 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-234 et n° I-235** (Entreprises - Réduction des émissions de gaz à effet de serre - Entreprises - Non-respect - Crédit d'impôt - Suppression/réduction) :

p. 9620 - **Article 8 quater (nouveau)** (Abattement exceptionnel applicable aux plus-values immobilières dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire ou d'une grande opération d'urbanisme) : p. 9621 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter** (Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses) : p. 9643 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-189 rectifié, n° I-897 et n° I-1019** (Prélèvement forfaitaire unique (flat tax) - Suppression) : p. 9647 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-34 rectifié ter** (Directeurs généraux des offices publics de l'habitat - Indemnités de rupture conventionnelle - Charges fiscales et sociales - Exonérations) : p. 9648 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-206 rectifié, n° I-925 rectifié et n° I-1029 rectifié bis** (Dividendes - Taxation et suppression de l'abattement) : p. 9649 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-923 rectifié** (Dividendes - Taxation exceptionnelle) : p. 9649 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1020 rectifié bis** (Dividendes - Taxation additionnelle) : p. 9650 p. 9651 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-190 rectifié et n° I-1067 rectifié** (« Exit tax » - Rétablissement du dispositif antérieur à la loi de finances pour 2019) : p. 9652 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-889 rectifié ter, n° I-195 rectifié bis et n° I-1013 rectifié ter** (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) - Efficacité - Amélioration) : p. 9654 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-193 rectifié** (Encours d'assurance-vie - Prélèvement exceptionnel de solidarité - Instauration) : p. 9654 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-406 rectifié bis** (PEL ouverts à compter de 2021 - Intérêts - Exonération fiscale pendant 4 ans) : p. 9656 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-212 rectifié** (Livret de développement durable et solidaire - Accès aux personnes physiques ou morales soutenant les jeunes agriculteurs) : p. 9657 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-334 rectifié ter et n° I-335 rectifié ter** (Rénovation de logements - Réductions d'impôts - Extension aux locaux commerciaux) : p. 9658 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-39 rectifié bis** (Dispositif Pinel - Prorogation) : p. 9659 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-218 et n° I-32 rectifié bis** (Dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes - Crédit d'impôt - Prorogation/Modifications) : p. 9660 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1039 rectifié** (Incitation à louer les logements vides - Taux de la taxe sur les logements vacants - Augmentation) : p. 9661 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-276 rectifié bis** (Bureaux - Surtaxe - Suppression) : p. 9663 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-425 rectifié** (Bureaux et surfaces de stationnement - Taxes de production - Dégrèvement exceptionnel) : p. 9663 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-150 rectifié bis** (Cession de résidence principale - Exonération sur les plus-values - Délai - Prolongation) : p. 9664 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-345 rectifié bis, n° I-602 rectifié et n° I-814** (Vente d'un terrain à bâtir - Plus-values - Abattement fiscal - Extension aux communes situées en zones B1) : p. 9665 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-346 rectifié bis, n° I-603 rectifié, n° I-347 rectifié et n° I-813** (Vente d'un terrain à bâtir - Abattement fiscal - Plus-values - Prorogation) : p. 9666 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1081 rectifié** (Zones dites « tendues » - Nouvelle solution de financement du marché du logement - « Fonds logement » - Création) : p. 9667 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1066 rectifié** (Associés ou actionnaires des sociétés immobilières cotées (SIIC) - Impôt sur le revenu - Augmentation) : p. 9667 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1035 rectifié** (Augmentation de l'offre de logement en Île-de-France - Bureaux vacants - Nouvelle taxe - Création) : p. 9670 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-635 rectifié ter et n° I-1232 rectifié bis**

(Entreprises du secteur de l'hôtellerie - Taxe sur les bureaux en Île-de-France - Exonération temporaire): p. 9671 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-427 rectifié bis** (Emplacements équipés d'infrastructures de recharge de véhicules électriques - Taxe sur les bureaux - Exonération): p. 9671 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1109 rectifié bis** (Incitation à la restauration des logements - Agrandissements - Impôt sur les revenus fonciers - Déductibilité): p. 9672 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-37 rectifié bis** (Incitation aux travaux d'économie d'énergie - Déficit foncier reportable sur les revenus globaux - Plafond - Doublement): p. 9673 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-496 rectifié bis** (Épargne salariale - Déblocage exceptionnel - Autorisation): p. 9674 p. 9676 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-5 rectifié bis** (Jours de compte épargne temps (CET) ou jours de repos - Transfert vers un plan d'épargne d'entreprise - Autorisation): p. 9676 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-817 rectifié bis** (Entreprises - Provisions pour investissement - Réduction des bénéfices imposables - Rétablissement): p. 9677 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-858 rectifié bis** (Développement des opérations d'actionariat salarié - Rassemblement des actions dans une holding commune - Autorisation): p. 9677 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-860 rectifié bis** (Fonds communs de placements à risques (FCPR) - Structuration - Assouplissement): p. 9678 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-293 rectifié ter** (Dividendes versés dans un plan d'épargne retraite (PER) - Prélèvement forfaitaire non libératoire - Exonération): p. 9679 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-298 rectifié bis** (Attractivité du plan d'épargne retraite (PER) - Plus-values immobilières réalisées dans un PER compte-titres sur les parts de société civile en placement immobilier (SCPI) ou d'organisme de placement collectif en immobilier (OPCI) - Exonération): p. 9680 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-103 rectifié, n° I-815 rectifié et n° I-474 rectifié ter** (Régime fiscal des donations - Rappel fiscal - Abaissement du délai - Modifications (délai - âge du donateur)): p. 9681 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-605 rectifié bis et n° I-191 rectifié** (Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Barème - Unification): p. 9682 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-104 rectifié bis** (Droits de donation et de succession pour les familles - Abattement pour les transmissions en ligne directe - Retour au statu quo ante (2012)): p. 9683 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-606 rectifié bis et n° I-295 rectifié bis** (Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Abattements - Unification): p. 9684 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-102 rectifié et n° I-825 rectifié** (Transmission d'entreprises - Traitement fiscal - Pacte très long terme - Instauration): p. 9685 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-856 rectifié bis** (Chefs d'entreprises - Donations au personnel salarié - Extension aux parts sociales et titres): p. 9686 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-81 rectifié bis et n° I-1104 rectifié ter** (Exonération des droits de mutation à titre gratuit - Article 19 de la troisième loi de finances rectificative pour 2020 - Extension aux PME - Doublement du plafond): p. 9687 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-342 rectifié ter, n° I-549 rectifié, n° I-604 rectifié bis et n° I-812 rectifié** (Donation à un proche - Exonération des droits de mutation - Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) - Inclusion): p. 9688 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-918 rectifié** (Exonération des dons aux enfants ou petits-enfants à hauteur de 100 000 euros par bénéficiaire - Suppression): p. 9688

- Suite de la discussion (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-793 rectifié bis** (Transmission de la résidence principale - Droits de succession - Exonération): p. 9702 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-77 rectifié, n° I-538 rectifié et n° I-585** (Stabilité du foncier attaché aux

exploitations viticoles - Transmission - Fiscalité - Allègement): p. 9703 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-473 rectifié ter** (Legs consentis aux petits-enfants - Abattement prévu pour les seules donations - Extension): p. 9704 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-816 rectifié** (Régime fiscal des donations - Âge maximal du donateur - Réhaussement): p. 9704 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-1164 rectifié bis** (Déduction des frais d'obsèques - Montant - Augmentation): p. 9705 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-618 rectifié bis et n° I-619 rectifié bis**, (Professionnels de santé décédés des suites de la Covid-19 - Successions - Exonérations diverses): p. 9705 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-1199 rectifié** (Dispositif des « dons » des biens meubles mobiliers de l'État ou des organismes publics - Extension aux fondations reconnues d'utilité publique): p. 9706 - **Article 8 septies (nouveau)** (Exonération de droits de mutation pour les dons et legs à des associations simplement déclarées ayant un but exclusif d'assistance et de bienfaisance): p. 9706 - **Article additionnel après l'article 8 septies - Amendement n° I-1078 rectifié ter et n° I-1178 rectifié bis** (Fondations reconnues d'utilité publique (FRUP) - Dotations - Régime fiscal - Modifications): p. 9707 - **Article 9** (Clarification des règles de TVA applicables aux offres composites): p. 9709 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-818** (TVA sociale - Instauration): p. 9710 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1031** (Taxe sur la valeur ajoutée - Baisse du taux sur les produits du quotidien - Augmentation du taux sur les produits de luxe): p. 9712 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-900 et n° I-1032 rectifié** (Quantité d'eau nécessaire pour toute personne physique par an - Exonération de TVA): p. 9712 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-455 rectifié bis** (Matériel utilisé par les associations agréées de protection civile - Exonération fiscale de la TVA): p. 9713 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-969 rectifié ter et n° I-1163 rectifié bis** (Groupements d'employeurs (GE) - Services rendus aux associations ou structures non soumises à la TVA - Exonération de TVA): p. 9714 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-485 rectifié** (Petites associations sportives - Formation - Exonération de TVA): p. 9715 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1133** (Produits commercialisés en circuit court - Exonération de TVA): p. 9716 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-360 rectifié** (Produits de biocontrôle - Taux de TVA - Réduction): p. 9716 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-926** (Produits issus de l'agriculture biologique - Taux de TVA réduit - Application): p. 9717 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-761 rectifié, n° I-13 rectifié, n° I-758 rectifié, n° I-759 rectifié, n° I-24 rectifié bis et n° I-760 rectifié** (Équidés d'élevage en début de vie - Taux de TVA réduit - Application): p. 9721 p. 9722 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1099, n° I-239, n° I-625 rectifié, n° I-875 rectifié, n° I-1074 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-331 rectifié bis, n° I-909 rectifié, n° I-305 rectifié, n° I-240 et n° I-487 rectifié** (Activités de réparation et réemploi - Taux de TVA réduit - Application): p. 9725 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-626 rectifié et n° I-1038** (Matériaux biosourcés - Taux de TVA réduit): p. 9726 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-912 rectifié** (Travaux d'entretien de logements utilisant des matériaux biosourcés ou du bois - Taux de TVA réduit): p. 9727 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-418 rectifié, n° I-470 rectifié bis, n° I-975 rectifié et n° I-702 rectifié** (Bois énergie - Taux de TVA réduit): p. 9728 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-908 rectifié** (Bois labellisé ou certifié - Taux de TVA réduit): p. 9729 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-419 rectifié, n° I-976 rectifié, n° I-458 rectifié bis, n° I-913, n° I-701 rectifié et n° I-459 rectifié** (Réseaux de froid renouvelable et réseaux de chaleur renouvelable - Taux de TVA - Alignement): p. 9731 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-629 rectifié bis, n° I-705 rectifié et n° I-1135** (Produits issus du commerce équitable - Taux de TVA réduit): p. 9732 - **Article additionnel après l'article 9 -**

Amendements n° I-902 rectifié, n° I-1022, n° I-242 rectifié, n° I-445, n° I-1190 rectifié, n° I-903, n° I-551 rectifié et n° I-241 (*Transports publics de voyageurs, services de mobilité partagée, billets de train de transport de personnes - Taux de TVA réduit*): p. 9734 p. 9735 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1037** (*Bétons à base de « ciment vert » - Taux de TVA réduit*): p. 9736 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexies et n° I-1231** (*Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire*): p. 9738 p. 9739 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1156 rectifié** (*Droits d'entrée dans les musées privés - Taux de TVA réduit*): p. 9740 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-982 rectifié bis** (*Chaînes de télévision locales - Dotations versées par les collectivités territoriales - Taux réduit de TVA*): p. 9740 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-182** (*Productions des agences de presse - Taux de TVA réduit*): p. 9741 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-128 rectifié** (*Ventes de CD, vinyles et téléchargements - Taux de TVA réduit*): p. 9741 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-12 rectifié bis et n° I-236** (*Compétition de e-sport - Taux de TVA réduit*): p. 9742 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-764 rectifié et n° I-973 rectifié** (*Prestations de coiffure et d'esthétique - Taux réduit de TVA*): p. 9743 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1205** (*Dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de la covid-19 - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Suppression temporaire*): p. 9744 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-970 rectifié** (*Produits pour incontinence urinaire - Taux de TVA réduit*): p. 9744 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-971 rectifié** (*Couches pour nourrissons - Taux de TVA réduit*): p. 9745 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1161 rectifié** (*Organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - Cotisations patronales de sécurité sociale de la FNAL (Fonds national d'aide au logement) - Exonération*): p. 9745

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 136 (2020-2021)]** - (24 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9924

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-569 et n° I-906 rectifié** (*Produits en plastique à partir de résine vierge - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont - Instauration*): p. 9954 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-787 rectifié bis** (*État d'urgence sanitaire - Collectivités territoriales - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Exonération*): p. 9955 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-788 rectifié bis** (*Crise sanitaire - Surproduction de déchets - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Absence de pénalité*): p. 9956 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-119 rectifié et n° I-576** (*État d'urgence sanitaire - Collectivités territoriales - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Exonération*): p. 9956 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-115 rectifié et n° I-572** (*Collectivités territoriales - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Déchets résiduels - Franchise annuelle*): p. 9957 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-118 rectifié et n° I-575** (*Résidus issus d'unités de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) - Taxe générale sur les activités polluante (TGAP) - Exonération*): p. 9957 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-700 rectifié** (*Combustibles solides de récupération (CSR) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Exonération - Gaz - Intégration*): p. 9958 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-117 rectifié et n° I-574** (*Résidus à haut pouvoir calorifique inférieur (PCI) - Taxe générale sur les activités polluantes*

(*TGAP) - Réfaction - Élargissement*): p. 9964 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-179 rectifié ter et n° I-466 rectifié** (*Collectivités d'outre-mer - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Augmentation - Suspension*): p. 9965 p. 9966 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-121 rectifié et n° I-577** (*Rendement énergétique - Modalités de calcul - Assouplissement*): p. 9966 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-571, n° I-624 rectifié et n° I-907 rectifié** (*Collectivités territoriales - Déchets - Réduction du stockage - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réfaction - Création*): p. 9967 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-786 rectifié bis** (*Déchets - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Affectation des recettes*): p. 9968 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-1002 rectifié et n° I-1003 rectifié** (*Prime pour la conversion des véhicules - Conditions d'éligibilité - Assouplissement*): p. 9969 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-1068** (*Taxe sur la détention de grands navires de plaisance - Augmentation*): p. 9970 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-782 rectifié bis** (*Entreprises - Acquisition ou location de flottes de vélos pour leurs salariés - Aide fiscale - Augmentation*): p. 9971 - **Article 16** (*Suppression de taxes à faible rendement*): p. 9972 p. 9974 p. 9975 p. 9976 p. 9977 p. 9978 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-258** (*Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires (TREF) - Contribution de solidarité territoriale (CST) - Suppression*): p. 9979 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-910 rectifié** (*Taxe additionnelle annuelle sur les surfaces de stationnement - Extension à l'ensemble du territoire*): p. 9980 - **Article 16 bis (nouveau)** (*Modification des taxes versées par les candidats au permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur*): p. 9981 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° I-1095 rectifié** (*Éoliennes - Taxe - Zones économiques exclusives - Extension*): p. 9981 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-177 rectifié, n° I-357 rectifié, n° I-532 rectifié et n° I-981 rectifié ter** (*Épargne en coopérative - Départ de l'associé coopérateur - Possibilité de transfert*): p. 9983 - **Article 18** (*Suppression du caractère obligatoire de l'enregistrement de certains actes de société*): p. 9983 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-933** (*Directive européenne « Eurovignette 3 » - Application*): p. 9984 - **Article 20** (*Prorogation du taux de l'intérêt de retard et de l'intérêt moratoire*): p. 9985 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-943** (*Taxe sur les transactions financières (TTF) - Taux - Augmentation*): p. 9987 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-732** (*Procédure d'abus de droit - Encadrement*): p. 9989 - **Article 21** (*Modernisation des contributions à l'AMF*): p. 9990 p. 9991 - **Article 21 bis (nouveau)** (*Entrée en vigueur au 1er juillet 2021 du dispositif d'indexation du prix des prestations de transport frigorifique en coordination avec la suppression du tarif réduit de TICPE applicable au gazole non routier (GNR)*): p. 9991 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° I-871 rectifié** (*Filière conchylicole - Redevance d'occupation du domaine public - Suspension temporaire*): p. 9992 - **Article 22** (*Fixation pour 2021 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*): p. 9994 p. 9995 p. 9997 p. 9998 p. 10000 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-662** (*Dotation globale de fonctionnement - Clause de non régression*): p. 10001 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-160 rectifié** (*Très petites communes - Dotation particulière élu local (DPEL) - Bénéfice automatique*): p. 10001 p. 10002 - **Demande de priorité**: p. 10015 - **Rappel au règlement**: p. 10015 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis** (*Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création*): p. 10017 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-714 rectifié bis** (*Péréquation horizontale des départements - Département des Alpes-Maritimes - Gel de la contribution*): p. 10022 - **Article 22 bis (nouveau)** (*Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur*

les résidences principales) : p. 10026 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-266 rectifié et n° I-667 rectifié** (Taxe d'habitation - Suppression - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Taxe spéciale d'équipement (TSE) - Contribution fiscalisée des syndicats - Modalités de calcul - Modifications - Compensation par l'État) : p. 10030 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-15 rectifié ter, n° I-361 rectifié septies, n° I-554 rectifié, n° I-803 et n° I-956 rectifié bis** (Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence) : p. 10031 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-16 rectifié bis, n° I-264 rectifié, n° I-804 et n° I-957 rectifié** (Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence) : p. 10032 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-643 rectifié quinquies, n° I-991 rectifié bis et n° I-668 rectifié** (Fraction de TVA affectée aux départements, à la ville de Paris et à la métropole de Lyon - Modification de l'assiette) : p. 10033 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-263 rectifié** (Ticket modérateur applicable aux communes et EPCI) : p. 10034 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-192 rectifié** (Taxe d'habitation - Suppression - Report) : p. 10034 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-28 rectifié ter** (Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) à fiscalité additionnelle - Taxe d'habitation - Suppression - Compensation) : p. 10035 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-365 rectifié sexes** (Syndicats de commune - Financement - Taxe d'habitation - Suppression - Neutralisation) : p. 10036 - **Article 22 ter (nouveau)** (Compensation par l'attribution d'une fraction de tarif de la TICPE de transferts de compétences à la Collectivité européenne d'Alsace) : p. 10038 - **Article additionnel après l'article 22 ter - Amendement n° I-1175** (Fonds départementaux de péréquation - Garantie des montants) : p. 10039 - **Article additionnel après l'article 22 ter - Amendement n° I-1217 rectifié bis** (Communes forestières - Crise des scolytes - Fonds d'amorçage - Création) : p. 10039 - **Article 23** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) : p. 10042 p. 10043 p. 10044 p. 10045 - **Article 23 bis (nouveau)** (Institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État en faveur de certains contributeurs au Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) ayant subi une contraction de leurs bases de cotisation foncière des entreprises) : p. 10046 p. 10048 p. 10049 - **Article 23 ter (nouveau)** (Institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État en faveur des bénéficiaires du fonds de péréquation des départements) : p. 10050 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendement n° I-627 rectifié ter** (Collectivités territoriales - Opérations d'investissement - Location de biens - TVA - Remboursement) : p. 10051 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-10 rectifié bis, n° I-641 rectifié ter et n° I-990 rectifié** (Collectivités territoriales - Parc automobile - Renouvellement - Location longue durée (LDD) - FCTVA - Bénéfice) : p. 10052 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement) : p. 10058 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendement n° I-763 rectifié bis** (Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - Maîtrise d'ouvrage - Dévolution - Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Inclusion) : p. 10058

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 10071 p. 10073 p. 10074 p. 10076 p. 10077 p. 10080 p. 10082 p. 10083 p. 10084 p. 10085 p. 10086 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-849 rectifié** (Droit à l'image collective (DIC) pour les sportifs professionnels) : p. 10088 p. 10089 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1211** (Pouvoir de contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) - Assujettis du secteur de l'assurance) : p. 10089 - **Article additionnel après**

l'article 24 - Amendement n° I-448 (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Part de TICPE) : p. 10090 - **Article 24 bis (nouveau)** (Taxe pour frais des chambres d'agriculture et restructuration du réseau - Clarification) : p. 10091 - **Article 24 ter (nouveau)** (Annulation de la taxe sur les spectacles de variétés) : p. 10091 - **Article 25** (Intégration au budget de l'État du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)) : p. 10092 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-273** (Prévention des aléas climatiques (IPAC) - Crédit d'impôt - Création) : p. 10093 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-1239 rectifié ter, n° I-630 rectifié ter, n° I-1082 rectifié bis, n° I-631 rectifié ter, n° I-1165 rectifié ter et n° I-1166 rectifié ter** (Contribution à l'audiovisuel public - Suppression) : p. 10095 - **Article 27** (Actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public (compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») et stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP)) : p. 10096 p. 10097 - **Article 28** (Suppression du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transports conventionnés de voyageurs », CAS SNTCV) : p. 10098 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1209** (Prélèvement sur les rémunérations des contrôleurs aériens - Recouvrement et affectation) : p. 10098 - **Article 30** (Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) : p. 10099 - **Organisation des travaux** : p. 10099 - **Article 32 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 10148 - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2021, prévisions d'exécution 2020 et exécution 2019) : p. 10150

- **Rappels au règlement** - (26 novembre 2020) : p. 10185

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]** (suite)

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10196 p. 10198

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10199 p. 10200 p. 10201 p. 10204 p. 10205 p. 10206 p. 10207 p. 10208 p. 10209 p. 10210 p. 10211 p. 10212 p. 10213 p. 10234 p. 10237 p. 10238 p. 10239 p. 10240 p. 10241 p. 10243 p. 10244 p. 10246 p. 10247 p. 10248 p. 10249 p. 10250 p. 10251 p. 10252 p. 10253 p. 10255 p. 10256 p. 10257 p. 10258 p. 10259 p. 10260 p. 10261 p. 10262 p. 10263 p. 10264 p. 10265 p. 10266 p. 10267 p. 10268 p. 10269 p. 10270 p. 10271 p. 10272 p. 10273 p. 10275 p. 10276 p. 10277 p. 10278 p. 10279 p. 10280 p. 10281 p. 10282 p. 10283

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (5 décembre 2020) : p. 11262

Gestion des finances publiques - État B

- (5 décembre 2020) : p. 11265 p. 11267 - **Article 54 undecies (nouveau)** (Ouverture d'un droit d'accès au Ficoba pour les agents de l'Agence de services et de paiement) : p. 11268

Transformation et fonction publiques - État B

- (5 décembre 2020) : p. 11274

Régimes sociaux et de retraite - État B

- (5 décembre 2020) - **Article 56 nonies (nouveau)** (Demande de rapport sur certaines pensions agricoles) : p. 11279

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 74 - Amendement n° II-1478** (Vote des crédits du compte d'affectation spéciale « Pensions » - Système universel de retraite - Information) : p. 11281 - **Article 37** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'État) : p. 11294 - **Article 38** (Plafonds des emplois des opérateurs de l'État) : p. 11297 p. 11298 p. 11301 p. 11302 - **Article 39** (Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière) : p. 11303 - **Article 40** (Plafonds des emplois de diverses autorités publiques) : p. 11304 - **Article 41** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) : p. 11307

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article 42 A (nouveau)** (Extension aux entreprises faisant l'objet d'une procédure de conciliation de deux mécanismes fiscaux) : p. 11308 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1265 rectifié bis** (Sportifs de haut-niveau - Entreprises - Mécénat) : p. 11309 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendements n° II-187 rectifié ter et n° II-1264 rectifié ter** (Attractivité du mécénat - Incitation fiscale - Renforcement) : p. 11310 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendements n° II-1266 rectifié bis, n° II-1267 rectifié bis et n° II-1268 rectifié ter** (Mécénat sportif - Incitation fiscale) : p. 11311 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1199 rectifié** (Entreprises - Lutte contre les écarts excessifs de revenus - Régulation fiscale) : p. 11312 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1198 rectifié** (Taxe sur les salaires - Tranche supérieure - Rétablissement) : p. 11312 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1406 rectifié** (Grandes surfaces commerciales - Taxe sur les surfaces commerciales - Majoration) : p. 11313 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1373 rectifié bis** (Conseil des prélèvements obligatoires - Rapport annuel - Indicateur global de fiscalité de production) : p. 11313 - **Article 42 B (nouveau)** (Prolongation du DEFI forêt) : p. 11318 p. 11319 - **Article additionnel après l'article 42 B - Amendement n° II-423 rectifié** (Forêt française - Petites parcelles - Travaux d'entretien - Incitation fiscale) : p. 11320 - **Article additionnel après l'article 42 B - Amendement n° II-1303** (Associations foncières pastorales - Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) - Dégrèvement) : p. 11320 - **Article 42 C (nouveau)** (Prorogation jusqu'en 2023 de la réduction d'IR à raison des travaux de réhabilitation dans les départements et collectivités d'outre-mer) : p. 11321 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1447 rectifié** (Investissements réalisés outre-mer - Recours aux sociétés par actions (SA ou SAS) - Autorisation) : p. 11322 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1002 rectifié bis** (Tahiti et Nouvelle-Calédonie - Logements sociaux - Travaux de rénovation ou de réhabilitation - Incitation fiscale) : p. 11322 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1317 rectifié bis** (La Réunion - Logements financés par les prêts locatifs sociaux (PLS) - Augmentation) : p. 11323 p. 11324 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1223 rectifié** (Départements outre-mer (DOM) - Logements hors zone quartiers de la politique de la ville (zone QPV) - Crédit d'impôt - Extension) : p. 11324 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1012 rectifié bis** (Outre-mer - Organismes d'habitations à loyer modéré (HLM) - Investissements dans les logements neufs - Crédit d'impôt - Prolongation) : p. 11324 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendements n° II-1005 rectifié bis et n° II-1006 rectifié bis** (Secteur aéronautique - Réduction générale dégressive des cotisations de retraite complémentaire - Bénéfice) : p. 11325 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1222 rectifié** (Octroi de mer - Seuil assujettissement - Réhaussement) : p. 11326 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-998 rectifié bis** (Guadeloupe, La Réunion, Guyane, Martinique et Mayotte - Exécutifs régionaux - Bénéficiaires des exonérations d'octroi de mer - Information) : p. 11327 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-999 rectifié bis** (Octroi de mer - Déduction - Condition) : p. 11327 - **Article**

additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1001 rectifié bis (Outre-mer - Plafonds de ressources applicables aux logements financés en logements locatifs sociaux (LLS) et en prêts locatifs sociaux (PLS) - Rapport au Parlement) : p. 11327 - **Article 42 D (nouveau)** (Création d'une réduction d'impôt sur les sociétés au titre des investissements productifs réalisés dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) : p. 11333 - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendement n° II-324** (Investissement dans les entreprises corses - Incitation fiscale) : p. 11334 - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendement n° II-327** (Dotations de continuité territoriale (DCT) - Collectivité de Corse - Affectation aux infrastructures de transport - Obligation) : p. 11334 - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendements n° II-325 et n° II-905 rectifié bis** (Investissements en Corse - Crédit d'impôt - Report de la date d'achèvement des travaux) : p. 11335 - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-129 rectifié** (Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales - Arbitrage de dividendes - Modification et contrôle) : p. 11337 - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-1316 rectifié ter** (Petites et moyennes entreprises - Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Création) : p. 11341 p. 11343 - **Article 42 F (nouveau)** (Prolongation d'un an du renforcement temporaire du taux de la réduction d'impôt « Madelin ») : p. 11343 p. 11344 p. 11345 - **Article 42 G (nouveau)** (Prolongation d'un an du renforcement temporaire du taux de la réduction d'impôt pour les investissements au sein des foncières solidaires chargées d'un service économique d'intérêt général) : p. 11345 - **Article 42 H (nouveau)** (Majoration temporaire du mécanisme de plafonnement des réductions d'impôt pour les investissements solidaires) : p. 11346 - **Article additionnel après l'article 42 H - Amendement n° II-1204 rectifié** (Entreprises solidaires agissant sur la transaction énergétique - Dispositif d'incitation à l'actionnariat solidaire IR PME ESUS - Bénéfice) : p. 11347 - **Article additionnel après l'article 42 H - Amendement n° II-1203 rectifié** (Entreprises solidaires à prépondérance immobilière - Taux des droits d'enregistrement - Réduction) : p. 11347 - **Article 42 I (nouveau)** (Élargissement du champ des secteurs éligibles au FIP-DOM et rehaussement du plafond de concentration géographique) : p. 11348 - **Article 42 L (nouveau)** (Élargissement du champ d'intervention des SOFICA au financement des activités de distribution cinématographique) : p. 11350 - **Article 42 M (nouveau)** (Prorogation jusqu'au 31 décembre 2023 du crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes) : p. 11351 - **Article additionnel après l'article 42 M - Amendement n° II-1224** (Dispositif du crédit « autonomie » - Élargissement aux personnes âgées) : p. 11352 - **Article 42 N (nouveau)** (Élargissement du crédit d'impôt cinéma aux dépenses de production d'adaptation audiovisuelle de spectacles) : p. 11352 - **Article additionnel après l'article 42 O - Amendement n° II-1047 rectifié** (Collectivité de Corse - Taxe spécifique sur les résidences secondaires) : p. 11353 - **Article 42** (Exonération de contribution économique territoriale en cas de création ou extension d'établissement) : p. 11355 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-1008 rectifié et n° II-1009 rectifié** (Contrat PEL/CEL - Dispositif d'exonération d'impôt sur le revenu - Rétablissement) : p. 11356 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1031** (Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties agricoles - Notion de « serrage des récoltes » - Précision) : p. 11357 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1030** (Regroupements d'exploitants agricoles - Exonération permanente de taxe foncière sur les propriétés bâties) : p. 11358 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-83 rectifié** (Communes signataires de la convention « Opération de revitalisation de territoire (ORT) » - Rénovation des locaux commerciaux - Exonération de taxe foncière pour les travaux de rénovation énergétique - Bénéfice) : p. 11358 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1313** (Constructions neuves de logements sociaux - Exonération de taxe foncière - Remplacement par un dégrèvement) : p. 11360 p. 11362 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-76 rectifié** (Non-résidents établis hors de France pour des raisons professionnelles - Taxe d'habitation sur les résidences

secondaires - Dégrèvement de majoration) : p. 11364 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-107 rectifié bis et n° II-427 rectifié ter** (Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs - Taxe d'habitation - Exonération) : p. 11365 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-564** (Contribution économique territoriale (CET) - Abondement - Taxe sur les actifs financiers des entreprises assujetties - Création) : p. 11366 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-617 rectifié** (Secteur de l'hôtellerie - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Exonération temporaire) : p. 11367 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié** (Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation) : p. 11369 p. 11370 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-565 et n° II-1231** (Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Transactions supérieures au million d'euros - Taux - Augmentation) : p. 11371 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1439 rectifié** (Collectivités territoriales - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) incitative - Incitation) : p. 11372 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1346 rectifié** (Dépenses publiques des collectivités - Versement du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Contemporanéité) : p. 11373 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-754** (Deuxième fraction de la dotation de solidarité rurale, dite « DSR péréquation » - Calcul - Critère de taux de logements sociaux - Intégration) : p. 11374 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1358 rectifié** (Fonds de péréquation intercommunal - Progressivité du coefficient logarithmique de répartition - Renforcement) : p. 11375 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1324** (Versement mobilité à Paris et dans les Hauts-de-Seine - Taux - Augmentation) : p. 11375 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-932 rectifié** (Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) - Prélèvement par la collectivité assurant la collecte des déchets - Facilitation) : p. 11377 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1094 rectifié** (Achat de meubles neufs - Utilisation d'une partie du plan épargne logement (PEL) - Autorisation) : p. 11377 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-109 rectifié** (Taxe foncière sur les usagers, résidents et patients et les organismes privés non lucratifs qui les soignent - Réforme - Impact - Appréciation) : p. 11378 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-426 rectifié bis, n° II-1227 et n° II-1452 rectifié** (Article 196 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 - Abrogation) : p. 11379 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-238, n° II-239 et n° II-237** (Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Reliquat - Exonération) : p. 11380 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-425 rectifié bis** (Fonds national de péréquation - Impact d'une baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - Rapport au Parlement) : p. 11381 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-1397 rectifié et n° II-1428 rectifié** (Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Franchise de 3 000 €) : p. 11382 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-671 rectifié bis** (Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Entreprises visées par les mesures de fermetures administratives - Réduction) : p. 11382 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-606 rectifié** (Crédit d'impôt à la numérisation - PME - Création) : p. 11384 - **Article 42 bis (nouveau)** (Suppression de la taxe sur les opérations funéraires) : p. 11384 - **Article additionnel après l'article 42 bis - Amendement n° II-555 rectifié** (Autorités organisatrices de la mobilité - Covid-19 - Baisse des recettes - Rapport au Parlement) : p. 11384 - **Article 42 ter (nouveau)** (Augmentation de l'abattement forfaitaire applicable à la taxe de séjour forfaitaire) : p. 11385 - **Article 42 quater (nouveau)** (Modification de la date limite de délibération pour la taxe de séjour) : p. 11385 - **Article 42 quinquies (nouveau)** (Suppression du plafond spécifique de taxe de séjour applicable aux hébergements sans classement ou en attente de classement) : p. 11386 p. 11387 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements**

n° II-75 rectifié ter, n° II-118 rectifié bis et n° II-1333 (Location de biens meubles ou de biens meublés - Déclenchement de paiement des cotisations sociales - Seuil identique) : p. 11388 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements n° II-401 rectifié ter et n° II-646 rectifié** (Taxe de séjour forfaitaire - Remplacement par la taxe de séjour « au réel ») : p. 11391 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements n° II-630 rectifié ter, n° II-804 rectifié ter et n° II-1205** (Installation de nouvelles antennes de téléphone mobile en zone de montagne - Exemption d'IFER « mobile » - Prorogation) : p. 11392 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendement n° II-1345 rectifié bis** (Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Plafonnement - Approche environnementale) : p. 11393 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendement n° II-1453 rectifié ter** (Imposition forfaitaire sur les réseaux mobiles (IFER) - Dimension environnementale - Intégration) : p. 11394 - **Article additionnel après l'article 42 sexies - Amendement n° II-1395** (Employeurs ayant conclu un accord de télétravail - Versement transport - Exonération) : p. 11395 - **Article 42 septies (nouveau)** (Non-application de plusieurs mécanismes de correction aux impositions qui ne sont pas assises sur les bases de taxe foncière sur les propriétés bâties prévus par la réforme de la taxe d'habitation et actualisation des plafonds de revenus pour bénéficiaire de l'allègement de contribution à l'audiovisuel public) : p. 11396 - **Article 42 octies (nouveau)** (Maintien du régime d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles d'État sur lesquels ont été délivrés des titres constitutifs de droits réels) : p. 11396 - **Article additionnel après l'article 42 octies - Amendement n° II-1274 rectifié bis** (Cigéo, projet de centre de stockage en couche géologique profonde pour les déchets radioactifs - Modèle fiscal - Définition) : p. 11397 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-622 rectifié** (Régime des plus-values de cessions immobilières - Réforme) : p. 11400 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1330 rectifié** (Logements vacants - Taxe - Doublement) : p. 11401 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1233 rectifié et n° II-1408 rectifié** (Logements vacants et résidences secondaires - Taxation - Alignement) : p. 11402 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1297 rectifié** (Logements vacants - Communes de plus de 50 000 habitants - Surtaxe - Mise en place) : p. 11403 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-967 rectifié sexies, n° II-1427 rectifié quater et n° II-1466 rectifié ter** (Revente d'un terrain à bâtir - Régime de TVA sur la marge - Clarification) : p. 11404 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1270 rectifié et n° II-1356 rectifié bis** (Cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière - Assiette du droit d'enregistrement - Calcul - Modification) : p. 11405 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-81 rectifié** (Maisons de santé pluriprofessionnelles (structures privées) - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Exonération) : p. 11406 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1097 rectifié bis** (Immeubles des quartiers prioritaires de la politique de la ville - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Exonération - Prorogation) : p. 11406 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1281 rectifié bis** (Logements intermédiaires - Dispositifs d'avantages fiscaux - Modifications) : p. 11407 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-862 rectifié bis et n° II-1218** (Démolition-reconstruction de logements locatifs sociaux dans le cadre d'une convention ANRU - Taxe foncière - Liberté de choix des élus) : p. 11408 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-860 rectifié, n° II-861 rectifié et n° II-1210** (Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Convention d'abattement - Date limite de signature - Report) : p. 11409 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1176 rectifié** (Infrastructures de transport - Hausses des valeurs immobilières - Taxes existantes - Revalorisation) : p. 11410 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1066 rectifié bis et n° II-1217 rectifié** (Accession à la propriété de logements anciens - Ménages modestes - Droits d'enregistrement sur les ventes - Possible exonération) :

p. 11411 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-863 rectifié, n° II-1065 rectifié bis et n° II-1211 rectifié** (*Organisme de foncier solidaire (OFS) - Acquisitions immobilières - Droit fixe*): p. 11412 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1230 rectifié** (*Immeubles neufs situés en zones tendues - Assujettissement - Taxe de publicité foncière ou droit d'enregistrement - Taux plein*): p. 11412 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1407 rectifié et n° II-1282 rectifié bis** (*Logements anciens - Réhabilitation - Taxe de publicité ou droit d'enregistrement - Abattement*): p. 11413 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-864 rectifié, n° II-1067 rectifié bis et n° II-1214 rectifié** (*Organismes HLM d'habitations à loyer modéré (HLM) - Acquisitions de logements - Exonération facultative*): p. 11414 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1003 rectifié bis** (*Logements locatifs outre-mer - Cotisation Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Modulation*): p. 11415 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-119 rectifié bis** (*Rénovation énergétique de bâtiments - Contrats de performance énergétique (CPE) - Paiement public différé - Autorisation*): p. 11416 - **Article 42 duodecies (nouveau)** (*Simplification des modalités d'assujettissement à la cotisation foncière des entreprises des sociétés civiles de moyens*): p. 11416 - **Article additionnel après l'article 42 duodecies - Amendement n° II-1248 rectifié** (*Établissements de santé privés à but lucratif - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Exonération*): p. 11417 - **Article 42 terdecies (nouveau)** (*Évaluation de la valeur locative des casiers d'enfouissement de déchets selon la méthode de l'appréciation directe*): p. 11418 p. 11419 - **Article 42 quaterdecies (nouveau)** (*Institution d'une méthode d'évaluation tarifaire de la valeur locative des biens situés dans des ports à l'exception des ports de plaisance*): p. 11420 - **Article additionnel après l'article 42 quindecies - Amendement n° II-602** (*Collectivités - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) - Montant plancher - Fixation*): p. 11421 - **Article additionnel après l'article 42 quindecies - Amendement n° II-1273** (*Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) - Personnes de condition modeste, personnes âgées ou handicapées - Abattement*): p. 11422 - **Article 42 septdecies (nouveau)** (*Extension de la réduction du taux de la taxe sur les surfaces commerciales aux commerces de petite surface membres d'un groupe et exploités sous une même enseigne*): p. 11422 - **Article 42 novodecies (nouveau)** (*Possibilité pour les collectivités d'outre-mer et de Corse d'inscrire dans leur compte administratif les dotations de compensation des pertes liées à la crise sanitaire*): p. 11423 - **Article additionnel après l'article 42 novodecies - Amendement n° II-1174 rectifié** (*Troisième fraction de la redevance communale des mines versée au titre du sel - Critères de répartition - Modification*): p. 11425 - **Article additionnel après l'article 42 vicies - Amendements n° II-1454 rectifié bis et n° II-1463 rectifié bis** (*Entreprises agricoles - Sortie du glyphosate - Crédit d'impôt temporaire*): p. 11427

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article 43** (*Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols*): p. 11438 p. 11439 p. 11440 p. 11441 p. 11442 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement II-1462 rectifié** (*Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - Suppression*): p. 11443 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1338 rectifié** (*Taxe de l'aviation civile - Taxe de solidarité sur les billets d'avion - Critère géographique*): p. 11444 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1339 rectifié** (*Taxe de solidarité sur les billets d'avion - Réductions tarifaires - Report entrée en vigueur*): p. 11444 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1175 rectifié** (*Navires de croisière - Stationnement dans les ports - Redevance de séjour - Création*): p. 11446 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-146 rectifié** (*Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Commune d'implantation - Établissement public de coopération intercommunal (EPCI) - Répartition*): p. 11447 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1263 rectifié bis** (*Hydroélectricité - Imposition forfaitaire*

sur les entreprises de réseau (IFER) - Modification): p. 11449 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-34 rectifié bis** (*Stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) - Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) - Exonération*): p. 11449 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1084 rectifié bis** (*Hydroélectricité - Départements - Communes - EPCI à fiscalité propre - Taxe foncière - Exonération temporaire*): p. 11449 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1326 rectifié** (*Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Financement - Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement annexées à des locaux commerciaux - Extension nationale*): p. 11450 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-428 rectifié ter** (*Véhicules de plus de 3,5 tonnes - Écotaxe - Expérimentation*): p. 11451 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1194 rectifié bis** (*Forfait mobilités durables - Prise en charge employeur - Obligation*): p. 11452 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-227 rectifié bis** (*Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération*): p. 11453 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-138 rectifié ter** (*Fiscalité écologique - Loi de programmation*): p. 11454 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1364 rectifié bis** (*Transition énergétique - Compte d'affectation spéciale (CAS) - Gestion - Rapport au Parlement*): p. 11455 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendements n° II-104 et n° II-521 rectifié** (*Production de biocarburants - Perspectives - Rapport au Parlement*): p. 11455 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-105** (*Transport aérien - Projets de taxation - Rapport au Parlement*): p. 11456 - **Article 43 quinquies (nouveau)** (*Extension des modalités de neutralisation du produit comptable réalisé lors de l'acquisition de titres de participations à l'occasion d'une opération d'augmentation de capital libérée par des créances liquides et exigibles*): p. 11457 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-1092 rectifié bis et n° II-1261 rectifié** (*Crédit d'impôt audiovisuel - Seuil d'accès - Abaissement*): p. 11458 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-644 rectifié bis et n° II-1093 rectifié** (*Dépenses de production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation temporaire*): p. 11460 p. 11461 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendement n° II-1259 rectifié** (*Crédit d'impôt cinéma - Assiette - Élargissement*): p. 11462 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendements n° II-439 rectifié ter et n° II-968 rectifié bis** (*Crédit d'impôt cinéma - Durée - Extension*): p. 11462 - **Article additionnel après l'article 43 sexies - Amendement n° II-647 rectifié bis** (*Cinéma - Entreprises d'édition et de distribution - Crédit d'impôt*): p. 11464 - **Article 43 septies (nouveau)** (*Bonification du crédit d'impôt sur les dépenses de production phonographique*): p. 11465 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendement n° II-1163 rectifié bis** (*Centre national de la musique - Liste des agréments du crédit d'impôt phonographique*): p. 11466 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-249 rectifié bis, n° II-626, n° II-84 rectifié sexies, n° II-627 rectifié bis, n° II-747 rectifié quinquies et n° II-1260 rectifié** (*Édition musicale - Crédit d'impôt pour les producteurs phonographiques (CIPP) - Extension*): p. 11475 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-80 rectifié quater, n° II-432 rectifié et n° II-954** (*Très petites entreprises de musique enregistrée et d'édition musicale - Cotisation foncière des entreprises - Exonération*): p. 11476 - **Article 43 octies (nouveau)** (*Rétablissement de la réduction d'impôt sur les sociétés au titre des souscriptions au capital des entreprises de presse*): p. 11477 - **Article additionnel après l'article 43 octies - Amendement n° II-77 rectifié** (*Particuliers - Acquisition d'œuvres d'artistes vivants des arts visuels - Crédit d'impôt*): p. 11477 - **Article additionnel après l'article 43 octies - Amendement n° II-986 rectifié quinquies** (*Librairies - Fiscalité*): p. 11479 - **Article 43 undecies (nouveau)** (*Prolongation de la durée d'application du crédit d'impôt pour l'agriculture biologique*): p. 11480 - **Article 43 duodecies (nouveau)** (*Création d'un crédit d'impôt*

pour les entreprises agricoles certifiées « haute valeur environnementale ») : p. 11481 p. 11482 - **Article additionnel après l'article 43 duodecies - Amendement n° II-1458 rectifié bis** (Agriculteurs - Congés - Service de remplacement - Crédit d'impôt) : p. 11483 - **Article 43 quaterdecies (nouveau)** (Exonération de taxe spéciale sur les contrats d'assurances (TSCA) sur les contrats assurant les véhicules électriques) : p. 11485 - **Article additionnel après l'article 43 quaterdecies - Amendement n° II-1482** (Crise sanitaire - Soutien aux entreprises - Assureurs) : p. 11487 - **Article 45 octies (nouveau)** (Limitation du dispositif « Pinel » aux bâtiments d'habitation collectifs) : p. 11543 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-391 rectifié bis, n° II-1235 et n° II-1286 rectifié** (Dispositif « Pinel » - Bretagne - Zones B2 et C - Expérimentation - Prorogation) : p. 11544 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-1072 rectifié ter, n° II-1401 rectifié et n° II-1285 rectifié** (Logement neuf - Dispositif « Pinel » - Délai d'achèvement) : p. 11545 - **Article 45 nonies (nouveau)** (Application de la législation douanière en matière de sanctions en cas de visa frauduleux ou de manquements à l'obligation de transmission d'informations à la direction générale des douanes et des droits indirects) : p. 11546 - **Article 45 decies (nouveau)** (Mesure de simplification du calcul de la taxe sur les véhicules de société (TVS)) : p. 11546 - **Article 45 undecies (nouveau)** (Création d'un malus sur le poids des véhicules supérieur à 1,8 tonne) : p. 11548 p. 11548 - **Article additionnel après l'article 45 undecies - Amendement n° II-125 rectifié quater** (Ménages modestes - Véhicules propres - Acquisition - Prêt à taux zéro) : p. 11549 - **Article 45 duodecies (nouveau)** (Nouvelle faculté d'exonération de redevances domaniales pour les professionnels de la pêche) : p. 11550 - **Article 46** (Sécurisation du droit de communication à la direction générale des finances publiques des données de connexion) : p. 11551 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-1309** (Opérations de prêts de titres - Traitement fiscal et comptable - Suppression de renvois) : p. 11552 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-126** (Avisseurs fiscaux - Régime - Pérennisation) : p. 11552 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-128** (Observatoire d'évaluation de l'évasion fiscale internationale et de l'optimisation fiscale - Création) : p. 11552 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-643 rectifié** (Lutte contre les fraudes transfrontalières - Rapport au Parlement) : p. 11553 - **Article 46 bis (nouveau)** (Echange d'informations entre la direction générale des douanes et des droits indirects et les agents du ministère de l'environnement chargé de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée) : p. 11553 - **Article 46 quater (nouveau)** (Mise en conformité des délais de prescription des dettes douanières aux dispositions du code des douanes de l'Union) : p. 11554 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendements n° II-1179 rectifié bis, n° II-1180 rectifié bis et n° II-1290 rectifié quater** (Association d'aide aux personnes en difficulté - Dons - Réduction d'impôt - Plafond - Relevement) : p. 11559 p. 11560 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-132 rectifié** (Collecte de fonds pour les organismes hors Union européenne - Déductions fiscales - Restrictions) : p. 11561 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-133 rectifié** (Cultes - Dons - Déductions d'impôts - Restrictions) : p. 11561 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-1190 rectifié** (Résidents fiscaux hors de France - Impôt - Paiement par virement - Autorisation) : p. 11562 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-399 rectifié** (Non-résidents - Acomptes contemporains - Paiement - Zone SEPA - Compte de dépôt - Absence - Pénalités - Exemption temporaire) : p. 11562 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-1182 rectifié** (« Budget participatif » - Rapport au Parlement) : p. 11564 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendements n° II-1200 rectifié et n° II-1201 rectifié** (Prélèvement à la source - Élargissement - Rapport au Parlement) : p. 11564 p. 11564 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-106 rectifié bis** (Travailleurs handicapés - Calcul et allocation adultes handicapés - Primes exceptionnelles - Non prise en compte) :

p. 11565 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-1360 rectifié bis** (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (PEPA) - Prorogation) : p. 11565 - **Article 46 terdecies (nouveau)** (Extension aux agents de Pôle emploi des droits d'accès au FICOVIE) : p. 11566 - **Article additionnel après l'article 46 terdecies - Amendements n° II-148 rectifié bis et n° II-1371 rectifié bis** (Travailleurs indépendants - Imposition selon le régime du réel - Fiscalité - Alignement sur le régime des salariés) : p. 11567 - **Article 46 quaterdecies (nouveau)** (Contrôle des dépenses engagées au titre des frais de mandat) : p. 11568 - **Article 46 quindecies (nouveau)** (Validité des autorisations de prélèvement des contribuables en cas de changement d'instrument de prélèvement) : p. 11568 - **Article additionnel après l'article 46 quindecies - Amendement n° II-572** (Usine Metaleurop Nord - Taxe foncière - Abattement - Conditions) : p. 11569 - **Article 46 octodecies (nouveau)** (Pouvoirs de contrôle des douanes en matière de base d'imposition de la TVA à l'importation) : p. 11569 - **Article additionnel après l'article 46 octodecies - Amendement n° II-127 rectifié** (Procédure de flagrance fiscale - Généralisation) : p. 11570 - **Article additionnel après l'article 46 octodecies - Amendements n° II-149 rectifié bis et n° II-1370 rectifié bis** (Contrôles par un organisme de gestion agréé (OGA) - Administration fiscale - Nouveau contrôle - Conditions) : p. 11571 - **Article 47** (Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement) : p. 11573 - **Article 49** (Garantie de l'État aux projets immobiliers des établissements français d'enseignement à l'étranger) : p. 11576 p. 11577 p. 11578 - **Article 49 bis (nouveau)** (Détermination d'une trajectoire de cessation d'octroi de garanties de l'État au commerce extérieur pour les projets d'exploration et de production d'énergies fossiles) : p. 11583 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° II-1394 rectifié** (Plan de relance - Clause anti-abus) : p. 11586 - **Article 51** (Garantie de l'État des emprunts de l'Unedic émis en 2021) : p. 11588 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-1040 rectifié** (Jeunes - Produits nutritionnellement inadéquats - Taxe sur le marketing alimentaire) : p. 11589 - **Article 51 bis (nouveau)** (Diminution du droit de consommation applicable au rhum produit dans les collectivités d'outre-mer) : p. 11590 - **Article 51 sexies (nouveau)** (Élargissement de l'exonération de cotisations patronales sur les attributions d'actions gratuites aux entreprises de taille intermédiaire) : p. 11590 - **Article 51 octies (nouveau)** (Exonération de la taxe sur le prix des entrées de cinéma) : p. 11592 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendements n° II-39 rectifié ter, n° II-159 rectifié bis, n° II-983 rectifié et n° II-1255 rectifié ter** (Filière vitivinicole - Baisse du chiffre d'affaires - Aide aux employeurs) : p. 11593 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendements n° II-40 rectifié quater, n° II-160 rectifié ter et n° II-981 rectifié bis** (Viticulteurs - Cotisations - Revenus - Modification du calcul) : p. 11594 - **Article 52** (Garantie de l'État aux prêts participatifs des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire) : p. 11596 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-985 rectifié bis** (Veuve d'ancien combattant âgée de 74 ans et plus - Demi-part supplémentaire) : p. 11598 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-1299 rectifié** (Filière française vitivinicole - États-Unis - Sanctions commerciales - Fonds de compensation - Rapport au Parlement) : p. 11598 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendement n° II-1486** (Covid-19 - Agents publics - Arrêt maladie - Jour de carence - Suspension) : p. 11600 p. 11601 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendements n° II-293 rectifié et n° II-1440 rectifié** (Grandes agglomérations - Redevance incitative) : p. 11602 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendements n° II-1099 rectifié ter et n° II-1423 rectifié bis** (Intercommunalités - Tarification déchets - Harmonisation - Délai) : p. 11603 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendement n° II-1414 rectifié** (Dispositifs complément d'assurance crédit public (CAP) - Filiales étrangères - Extension) : p. 11603 - **Demande de seconde délibération** : p. 11603 - **Demande de coordination** : p. 11603 - **Article 33 et état B annexé** (Crédits du budget général) : p. 11611 - **Article 32 et état A annexé** (pour

coordination) (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p 11629

- Suite de la discussion (8 décembre 2020) - Explications de vote sur l'ensemble : p. 11647

- Nouvelle lecture [n° 236 (2020-2021)]

Discussion générale :

- (16 décembre 2020) : p. 11989 - Question préalable : p. 12001

ÉBLÉ (Vincent)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 7 octobre 2020 ; président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 13 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (8 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (17 juillet 2020).

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs jusqu'au 5 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider [n° 44 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Culture [n° 138 tome 3 annexe 8 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau et programme de contrôle des rapporteurs spéciaux pour 2020 - Communication.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Demande de saisine et désignation d'un rapporteur pour avis.

Proposition de résolution européenne sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Avis public sur la nomination par le président du Sénat de M. Jean-Yves Perrot et de Mme Évelyne Ratte à la commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations.

Compte rendu de la Conférence interparlementaire sur la stabilité, la coordination économique et la gouvernance au sein de l'Union européenne, prévue à l'article 13 du traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG) et de la semaine parlementaire du semestre européen.

Contrôle budgétaire - Financement de la vie politique et rôle de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Désignation d'un rapporteur et délégation de l'examen d'articles.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Arrêt et démantèlement des installations nucléaires civiles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Audition de M. Rémy Weber, président du directoire de La Banque Postale.

Organismes extraparlimentaires - Communication.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, professeur d'économie à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, de MM. Denis Ferrand, directeur général de Rexecode et Xavier Timbeau, directeur principal de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), sur les incidences du Coronavirus Covid-19 sur l'économie française (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du lundi 27 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Paolo Gentiloni, Commissaire européen à l'économie (par téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Florence Lustman, présidente de la Fédération Française de l'Assurance (FFA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Maya Atig, directrice générale de la Fédération bancaire française (FBF), M. Nicolas Dufourcq, directeur général de la société anonyme Bpifrance (en téléconférence).

Bilan annuel de l'application des lois au 31 mars 2020 - Communication de M. Vincent Éblé, président (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Robert Ophèle, président de l'Autorité des marchés financiers (AMF) (en téléconférence).

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Eric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond au texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le

soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, candidate aux fonctions de présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des finances*) : Avis du Haut Conseil relatif au troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques.

Pilotage stratégique par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères des opérateurs de l'action extérieure de l'État et sa déclinaison au niveau des postes diplomatiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne relative à la proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et à la proposition de mise en place d'un instrument de relance pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Stratégie à mettre en œuvre pour relancer l'économie - Communication.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine et la mise en œuvre des programmes de renouvellement urbain (ANRU et NPNRU) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des finances*) : Organisation pratique des travaux en commission.

Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 30 juin 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Accueil d'un nouveau commissaire.

Audition en application de l'article L. 612-5 du code monétaire et financier de M. Jean-Paul Faugère, candidat proposé aux fonctions de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), puis vote sur la proposition de nomination.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Lutte contre les violences faites aux femmes - Communication.

Contrôle budgétaire - Office national d'études et de recherches aérospatiales (ONERA) - Communication.

Contrôle budgétaire - Refonte de la péréquation - Communication.

Recevabilité financière des initiatives parlementaires - Communication.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Franc CFA - Communication.

Contrôle budgétaire - Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ) - Communication.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du vendredi 17 juillet 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Modification de la composition de l'éventuelle commission mixte paritaire.

Réunion du samedi 18 juillet 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements du Gouvernement.

Réunion du mardi 21 juillet 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Fonds européen d'ajustement à la mondialisation - Communication.

Contrôle budgétaire - Moyens du contrôle fiscal - Communication.

Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Réunion du mardi 28 juillet 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Doligé, préalable à sa nomination par le Président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques (HCFP), en application de l'article 11 de la loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la politique de lutte contre la pollution de l'air.

Contrôle budgétaire - Communication de M. Jérôme Bascher, rapporteur spécial, sur les projets immobiliers des pouvoirs publics.

Réunion du mardi 29 septembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de M. Pierre Moscovici, président du Haut Conseil des finances publiques, sur l'avis du Haut Conseil relatif au projet de loi de finances pour 2021 et au projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Ambassadeurs thématiques - Communication.

Contrôle budgétaire - Franc CFA - Communication.

Contrôle budgétaire - Mesures d'urgence dans le domaine de la recherche en réponse à la crise sanitaire - Communication.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des finances*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur les coûts et le financement du Grand Paris Express - Communication (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, chef économiste de la direction générale du Trésor, MM. Eric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), sur le thème « Quelles perspectives de reprise pour l'économie française ? ».

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Médias, livres et industrie culturelle » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du lundi 30 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Culture » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dette** - (15 janvier 2020) : p. 241

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (23 janvier 2020) - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention*) : p. 599

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 10 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'accès aux tests génétiques à visée généalogique*) : p. 645 p. 646 p. 648

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2103 p. 2104

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2699 p. 2708 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 9** (*Mise en œuvre du dispositif d'activité partielle et du Fonds de solidarité - Mécanisme de garantie par l'État des prêts de trésorerie accordés aux entreprises - Rapport périodique au Parlement*) : p. 2752

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2899 p. 2908

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article 2 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 2996 p. 2999 - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3022 p. 3072 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 93 rectifié bis** (*Financement des dépenses engagées dans le cadre de la lutte contre la crise sanitaire et économique du Covid-19 - Imposition de solidarité sur la fortune (ISF) - Rétablissement à minima de manière temporaire*) : p. 3125 - **Article 7** (*Modification du régime d'octroi de la garantie de l'État aux prêts bancaires des entreprises*) : p. 3132

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la méthodologie du Gouvernement sur le déconfinement** - (6 mai 2020) : p. 4174 p. 4175

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)]** - (3 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5166 p. 5169 p. 5170 p. 5171 p. 5173 p. 5174 p. 5175

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5977 p. 5980 p. 5981 p. 5984

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6352

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6366

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6389 p. 6393 p. 6394 p. 6395 p. 6404

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 C - Amendement n° 559 rectifié bis** (*Impôt sur les revenus - Nouveau barème - Instauration*) : p. 6451 p. 6452

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 4 bis (nouveau)** (*Reconduction du dispositif de financement minimal des chambres de commerce et d'industrie (CCI) situées dans des zones rurales ou ultra-marines*) : p. 6595 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 63 rectifié** (*Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel*) : p. 6598 p. 6599 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 62 rectifié et n° 904 rectifié** (*Prélèvement forfaitaire unique - Suppression*) : p. 6601 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 729 rectifié** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) - Suppression*) : p. 6603 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 37 rectifié bis** (*Contribution additionnelle sur les hauts revenus - Revalorisation*) : p. 6605

- **Président de la commission des finances - Article 7 bis (nouveau)** (*Création d'une nouvelle section du compte de commerce 915 « Soutien financier au commerce extérieur »*) : p. 6714 - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6727 p. 6744 p. 6746

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6853 p. 6862 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 61 rectifié** (*Impôt sur la fortune - Rétablissement*) : p. 6905

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Nouvelle lecture [n° 653 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7174

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 658 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7258

- **Débat sur l'orientation des finances publiques** - (23 juillet 2020) : p. 7291

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)]** - (5 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8344 - **Article 1er (Autorisation de la poursuite de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 janvier 2021)** : p. 8349 p. 8350

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]** - (16 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8949

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié (Plateformes de e-commerce - Grandes et moyennes surfaces - Contribution exceptionnelle)** : p. 8978

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B (Budget général : ouvertures de crédits)** : p. 9022

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 2 (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source)** : p. 9386 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-841 rectifié bis (Conjoints étrangers de Français - Titre de séjour - Exonération de toute taxe)** : p. 9428 - **Article 3 (Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée)** : p. 9433 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-628 rectifié (Économie de fonctionnalité - Mesures incitatives)** : p. 9453

- **Suite de la discussion (21 novembre 2020) - Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-1016 rectifié bis et n° I-207 rectifié (Impôt sur les sociétés (IS) - Progressivité)** : p. 9518 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-204 rectifié, n° I-205 rectifié, n° I-920 rectifié et n° I-1017 rectifié (Fiscalité des entreprises - Rééquilibrage - « Niche Copé » - Suppression)** : p. 9518 p. 9519 - **Article additionnel après l'article 3 duodécies - Amendements n° I-1160 rectifié bis (Monuments historiques - « Épargne de précaution et de travaux » - Création)** : p. 9531 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-188 rectifié (Nouvel impôt de solidarité sur le capital - Création)** : p. 9638

- **Suite de la discussion (23 novembre 2020) - Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-1157 rectifié (Cabinets d'avocats - Montant de la franchise de TVA - Augmentation)** : p. 9766 - **Article 12 (Maintien d'un crédit d'impôt en faveur de l'acquisition et de la pose de systèmes de charge pour véhicule électrique)** : p. 9771 - **Article 14 (Refonte des taxes sur les véhicules à moteur)** : p. 9839 p. 9842 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-187 rectifié et n° I-930 rectifié (Remboursement des frais de déplacements déductibles de l'impôt - Modulation en fonction**

des émissions de CO2 et du poids des véhicules) : p. 9847 - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° I-1159 rectifié (Véhicules de collection - Taxe sur les certificats d'immatriculation - Allègement)** : p. 9861 p. 9862 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-40 rectifié ter, n° I-454 rectifié bis, n° I-1004 rectifié bis et n° I-41 rectifié (Services départementaux d'incendie et de secours - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération)** : p. 9883

- **Suite de la discussion (24 novembre 2020) - Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-933 (Directive européenne « Eurovignette 3 » - Application)** : p. 9984 - **Article 23 bis (nouveau) (Institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État en faveur de certains contributeurs au Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) ayant subi une contraction de leurs bases de cotisation foncière des entreprises)** : p. 10047

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) - **Plan de relance - État B** : p. 10221 p. 10258

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2020) : p. 10607

Santé

- (30 novembre 2020) : p. 10640

Culture

- (30 novembre 2020) : p. 10685 p. 10686 p. 10693

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10889

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 45 quinquies (nouveau) (Conditions permettant aux centres de stockage de données numériques de bénéficier d'un tarif réduit de contribution au service public de l'électricité (CSPE))** : p. 11530

- **Suite de la discussion (8 décembre 2020) - Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11646

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11807 p. 11808 p. 11809

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11821

EINAUDI (Michèle)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOCR

Non réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Devenu sénateur le 4 août 2020 (en remplacement de Mme Samia Ghali, dont le mandat a pris fin de plein droit).

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 9 août 2020 au 30 septembre 2020.

EL HAÏRY (Sarah)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de la jeunesse et de l'engagement
(du 27 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

- **Question orale sans débat relative aux mineurs étrangers isolés dans l'Oise** - (5 novembre 2020) : p. 8325

- **Question orale sans débat sur la fréquentation des centres de vacances par les établissements scolaires pour la saison 2021** - (5 novembre 2020) : p. 8326

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (4 décembre 2020) : p. 11183 - **État B** : p. 11195 p. 11198 p. 11199 p. 11201 - **Article 71 (nouveau)** (*Rapport sur le fonds pour le développement de la vie associative*) : p. 11203 - **Article 72 (nouveau)** (*Rapport sur les conséquences pour les associations de la réduction du nombre de contrats aidés*) : p. 11203 - **Article additionnel après l'article 73 - Amendements n° II-1091 rectifié bis et ter** (*Service national universel (SNU) - Rapport au Parlement*) : p. 11204

- **Question orale sans débat relative à la nouvelle réorganisation des services académiques** - (15 décembre 2020) : p. 11938

- **Question orale sans débat sur le projet de décret relatif à la prestation de compensation du handicap parentalité** - (15 décembre 2020) : p. 11939

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'enjeu de la sécurité et des renforcements d'effectifs à Villeneuve-sur-Lot** - (5 novembre 2020) : p. 8323

- **Question orale sans débat relative à l'évolution du rôle de la police municipale** - (5 novembre 2020) : p. 8324

- **Question orale sans débat sur l'exigence d'égalité républicaine à Sevran en Seine-Saint-Denis** - (5 novembre 2020) : p. 8324 p. 8325

ELIMAS (Nathalie)
secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée de l'éducation prioritaire
(du 27 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat relative à l'enseignement du flamand occidental et des langues régionales** - (1er décembre 2020) : p. 10754

- **Question orale sans débat sur la prise en charge des accompagnants des élèves en situation de handicap** - (1er décembre 2020) : p. 10754

- **Question orale sans débat relative aux mesures de soutien aux associations et fédérations sportives pendant le confinement** - (1er décembre 2020) : p. 10755

ÉMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du Président de la République pour l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Examen du

ESPAGNAC (Frédérique)
sénatrice (Pyrénées-Atlantiques)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2020.

rapport d'information « L'Inde, un partenaire stratégique » de MM. Ladislas Poniatowski et Rachid Temal, co-rapporteurs.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 27 p. 28

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 61

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève** [n° 281 (2019-2020)] - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 865 p. 873 p. 882 - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 888 p. 891

- **Débat sur le thème : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? »** - (18 février 2020) : p. 1570

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée** [n° 336 (2019-2020)] - (25 février 2020) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 46** (*Crime de violence sexuelle sur enfant - Incrimination pénale*) : p. 1735

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique** [n° 359 (2019-2020)] - (3 mars 2020) - **Article 12** (*Suppression de la Commission nationale d'évaluation du financement des charges de démantèlement des installations nucléaires de base et de gestion des combustibles usés et des déchets radioactifs, CNEF*) : p. 1941 - **Article 16 bis (nouveau)** (*Composition des commissions départementales de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers*) : p. 1951

- **Proposition de loi relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires** [n° 342 (2019-2020)] - (4 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2093

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte** [n° 708 (2018-2019)] - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5942

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6351

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de suivi du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Économie [n° 138 tome 3 annexe 12 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen des amendements de séance sur le texte adopté par la commission.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie », compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen

définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Réunion du vendredi 27 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » (et articles 54 octies et 54 nonies) et le compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mise au point au sujet de votes** - (3 mars 2020) : p. 1888

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (22 avril 2020) - **Article 1er ter (nouveau)** (*Application temporaire du taux réduit de TVA à 5,5 % sur les masques de protection*) : p. 2963 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendement n° 273** (*Création d'un fonds de soutien territorial en direction des collectivités territoriales - Augmentation de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 2990 - **Article additionnel après l'article 5 bis - Amendement n° 97 rectifié** (*Tranche supérieure de la taxe sur les salaires - Rétablissement*) : p. 3126

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (5 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3881 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié et n° 175** (*Pratique sportive sur le littoral et les plans d'eau intérieurs - Accès aux plages du littoral et plans d'eau intérieurs - Autorisation par dérogation*) : p. 3912

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7700 p. 7701 - **Article 2** (*Renforcement du rôle de la commission des élus pour la DETR*) : p. 7711

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2020) : p. 10539 p. 10540

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10553 p. 10555 p. 10557 p. 10560 p. 10563

Compte de concours financiers : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - État D

- (28 novembre 2020) : p. 10566

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 1 rectifié bis, n° 3, n° 6 rectifié, n° 15 rectifié bis, n° 17 rectifié quater et n° 18 rectifié** (*Langue régionale - Scolarisation des élèves - Communes - Participation financière*) : p. 11797 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11803

- **Question orale sans débat sur le renouvellement des concessions hydroélectriques** - (15 décembre 2020) : p. 11918

ESTROSI SASSONE (Dominique)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Conseil national des villes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Alpes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 163 (2019-2020)] visant à réduire le coût du foncier et à augmenter l'offre de logements accessibles aux Français [n° 366 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 372 (2019-2020)] visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 469 (2019-2020)] (27 mai 2020) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome VI : Logement, urbanisme et politique de la ville [n° 535 tome 6 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Action Logement : Non au démantèlement d'un pilier du logement social [n° 132 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Cohésion des territoires (Logement) [n° 139 tome 7 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Politique de la ville - Audition de M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Hugo Micheron, docteur en sciences politiques, chercheur à l'École normale supérieure.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE)

- Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire le coût du foncier et à augmenter l'offre de logements accessibles aux Français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France (par téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Déglobalisation et relocalisation : quelles leçons tirer de la crise ? », autour de MM. Patrick Artus, chef économiste de Natixis, Nicolas Bouzou, directeur du cabinet de conseil Asterès, Florent Menegaux, président de Michelin, et Arnaud Montebourg, ancien ministre et entrepreneur (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Eric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement (APL) - Examen d'un amendement au texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 et politique

de relance - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Emmanuelle Wargon, ministre déléguée auprès de la ministre de la transition écologique, chargée du Logement.

Situation d'Action Logement - Présentation du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 57 p. 58

- **Question orale sans débat sur les maisons de services publics** - (14 janvier 2020) : p. 156 p. 157

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 258

- **Mises au point au sujet de votes** - (22 janvier 2020) : p.462

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la communication du Président de la République** - (5 février 2020) : p. 1334

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les visites ministérielles** - (3 juin 2020) : p. 5146

- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5156 p. 5157

- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5210 - **Article 2** (*Seuil de non-versement pour les aides personnelles au logement - Suppression*) : p. 5222 - **Article 4** (*Aides personnelles au logement (APL)- Suppression de la sous-indexation sur l'indice de référence des loyers*) : p. 5223

- **Question orale sans débat sur le plan de relance pour l'industrie du tourisme, de la restauration et de l'hôtellerie** - (16 juin 2020) : p. 5686

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5864 p. 5865 p. 5874

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 320 (2019-2020)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5949

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7362 - **Article 5** (*Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) : p. 7385 p. 7387 - **Article 6** (*Contractualisation et modalités d'application*) : p. 7393

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la lutte contre les violences à l'encontre des forces de l'ordre** - (14 octobre 2020) : p. 7449

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (4 novembre 2020) : p. 8223 p. 8224

- **Question orale sans débat sur la suite des intempéries dans les Alpes-Maritimes** - (5 novembre 2020) : p. 8309

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9043 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 24 rectifié** (*Département des Alpes-Maritimes - Dispositif de péréquation horizontale - Gel de la contribution*) : p. 9056

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-28 rectifié ter** (*Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) à fiscalité additionnelle - Taxe d'habitation - Suppression - Compensation*) : p. 10035

- **Rappels au règlement** - (26 novembre 2020) : p. 10184

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10194

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12819 - **État B** : p. 12837 p. 12847

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12860 p. 12862 - **Article additionnel après l'article 54 ter - Amendement n° II-479** (*Mesures d'hébergement et d'accompagnement des personnes sans domicile en France - Coût pour l'État - Rapport au Parlement*) : p. 12868

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-44 rectifié bis, n° II-173 rectifié sexies, n° II-405 rectifié ter et n° II-913 rectifié** (*Communes touristiques de moins de 10 000 habitants - Répartition du*

Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Modification: p. 10922 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-224 rectifié ter, n° II-46 rectifié ter, n° II-169 rectifié quinquies, n° II-403 rectifié ter, n° II-871 et n° II-911 rectifié** (*Dotations globale de fonctionnement (DGF) - Montant de la dotation forfaitaire par habitant - Rééquilibrage entre communes*): p. 10924

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° II-1464 rectifié** (*Taxe d'aménagement - Secteurs de l'hôtellerie, des bars et de la restauration - Exonération*): p. 11496 - **Article 45** (*Création d'un régime de groupe de TVA et révision du champ du dispositif du regroupement autonome de personnes*): p. 11509 p. 11510 p. 11511 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-31 rectifié ter** (*Taxe foncière sur les*

propriétés bâties (TFPB) - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Réseaux de chaleur issue de la biomasse - Exonération): p. 11533 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-1072 rectifié ter, n° II-1401 rectifié et n° II-1285 rectifié** (*Logement neuf - Dispositif « Pinel » - Délai d'achèvement*): p. 11544 - **Article 47** (*Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement*): p. 11574

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la procédure judiciaire liée à l'attentat de Nice** - (9 décembre 2020): p. 11719 p. 11720

- **Question orale sans débat sur la protection et le développement des abeilles** - (15 décembre 2020): p. 11924 p. 11925

EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline)
sénatrice (Val-d'Oise)
Les Républicains

Secrétaire du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 20 octobre 2020.

Rapporteuse de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant article 13 de la Constitution et prorogeant le mandat des membres de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique modifiant la loi organique relative à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution (28 janvier 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (19 mars 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (4 mai 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire (27 mai 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi report du second tour des élections municipales (10 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (22 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes (21 juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure (22 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales (10 décembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales (10 décembre 2020).

Membre titulaire du conseil scientifique sur les processus de radicalisation jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre [n° 56 (2019-2020)] - **Radicalisation islamiste : faire face et lutter ensemble Tome I : Rapport [n° 595 tome I (2019-2020)] (7 juillet 2020) - Police et sécurité - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission d'enquête, sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre [n° 56 (2019-2020)] - **Radicalisation islamiste : faire face et lutter ensemble Tome II : Comptes rendus des auditions et travaux de la commission d'enquête [n° 595 tome 2 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - Police et sécurité - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire [n° 607 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Covid-19 : deuxième rapport d'étape [n° 608 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Mieux organiser la Nation en temps de crise [n° 609 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 544 (2019-2020)] instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 630 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 673 (2019-2020)] (22 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Olivier Roy, professeur au Robert Schumann Centre for Advanced Studies de l'European University Institute de Florence (Italie).

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Hugo Micheron, docteur en sciences politiques, chercheur à l'École normale supérieure.

Audition de Mme Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue, chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique.

Échange de vues avec MM. Éric Diard et Éric Poulliat, députés.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de Mme Zineb El Rhazaoui, journaliste et essayiste.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Médéric Chapatoux, spécialiste de la radicalisation dans le milieu sportif.

Audition de M. Mohamed Louizi, essayiste.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de représentants de l'Association musulmane pour l'islam de France (AMIF) (sera publié ultérieurement).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Laurent Gebler, président de l'association française des magistrats de la jeunesse et de la famille (AFMJF).

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de représentants de fédérations sportives.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Gilles Pecout, recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, M. Daniel Auverlot, recteur de l'académie de Créteil et Mme Charline Avenel, rectrice de l'académie de Versailles.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. François Héran, professeur au Collège de France, chaire Migrations et sociétés.

Audition de M. Michel Aubouin, ancien préfet.

Réunion du mercredi 11 mars 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition conjointe de Mmes Isabelle Ullern, doyenne de la Faculté libre d'études politiques (FLEPES), responsable du dispositif expérimental « Formations hybrides avec les acteurs religieux (FHAR) », et Ambre Perrot, chargée de mission de la FLEPES pour le déploiement de la FHAR.

Audition de M. Gilles Roussel, président de la Conférence des présidents d'université (CPU), accompagné de MM. Jean-François Balaudé, président du Campus Condorcet, ancien

président de l'université Paris-Nanterre, président de la commission des moyens et personnels de la CPU et vice-président du comité scientifique de prévention de la radicalisation (Cosprad), et Guillaume Bordry, délégué général de la CPU.

Audition de M. Makhlof Mamèche, président de la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition conjointe de MM. Mohamed-Ali Adraoui, Marie Sklodowska Curie Fellow at the London School of Economics Centre for International Studies, et Haoues Seniguer, maître de conférences en science politique à Sciences Po Lyon, chercheur au laboratoire Triangle (ENS-CNRS), UMR 5206, Lyon, directeur adjoint de l'Institut d'études de l'islam et des sociétés du monde musulman (EHESS-CNRS), UMS 2000, Paris.

Audition conjointe de Mmes Razika Adnani, experte, membre du conseil d'administration de la Fondation Islam de France, et Djemila Benhabib, essayiste, auteur de *Ma vie à contre-Coran*.

Réunion du vendredi 29 mai 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de Mme Nadia Remadna, présidente de la Brigade des mères.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, visant à protéger les victimes de violences conjugales - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Jérôme Harnois, directeur chargé de la maîtrise des risques, de la sûreté et des relations institutionnelles de la RATP, et Mme Nathalie Gondard, chargée de mission à la délégation générale à l'éthique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Mohammed Moussaoui, président du Conseil français du culte musulman.

Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Audition de Me Adélaïde Jacquin, avocate au barreau de Paris, et M. Hamza Esmili, sociologue, à la demande du Collectif contre l'islamophobie en France.

Réunion du vendredi 19 juin 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Adeline Hazan, Contrôleure générale des lieux de privation de liberté, pour la présentation de son rapport annuel d'activité pour 2019.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des lois*) : Contrôle de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 21 juillet 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Mission « Sécurité » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « La laïcité, garante de l'unité nationale »** - (8 janvier 2020) : p. 100 p. 105 p. 108

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (23 janvier 2020) - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 576

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'affaire Mila** - (29 janvier 2020) : p. 738 p. 739

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 383 (2019-2020)** : p. 2506

- *Commission mixte paritaire [n° 388 (2019-2020)]* - (22 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2818

- **Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 382 (2019-2020)**.

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (5 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3876 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié et n° 175** (*Pratique sportive sur le littoral et les plans d'eau intérieurs - Accès aux plages du littoral et plans d'eau intérieurs - Autorisation par dérogation*) : p. 3911 p. 3913

- *Commission mixte paritaire [n° 423 (2019-2020)]* - (9 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4189

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux élections municipales et aux communautarismes** - (8 juillet 2020) : p. 6230

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6355

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7122 p. 7124 - **Article 1er** (*Auteurs d'infractions terroristes - Lutte contre la récidive - Mesures de sûreté*) : p. 7135 p. 7136 p. 7137 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (*Centres pénitentiaires - Quartiers d'évaluation et de prise en charge de la radicalisation - Mise en œuvre - Rapport au Parlement*) : p. 7138 - **Article 3 (nouveau)** (*Auteurs d'infractions terroristes - Mesures de sûreté - Application outre mer*) : p. 7139 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7139

- *Commission mixte paritaire [n° 674 (2019-2020)]* - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7241 p. 7244 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7249

- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 12 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7464

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 46 (2020-2021)]** - (19 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7546 p. 7547 p. 7549

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le respect des principes de la République** - (9 décembre 2020) : p. 11707 p. 11708

EVARD (Marie)
sénatrice (Yonne)
RDPI

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Devenu sénateur le 2 novembre 2020 (en remplacement de M. Jean-Baptiste Lemoyne, membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 3 novembre 2020.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les formations des policiers et gendarmes mises en place depuis le lancement du Grenelle des violences conjugales** - (25 novembre 2020) : p. 10103

FAVREAU (Gilbert)
sénateur (Deux-Sèvres)
Les Républicains

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Élection le 27 septembre 2020.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 93 rectifié ter** (*Investissements en Corse - Crédit d'impôt - Éligibilité - Clarification*) : p. 9062 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 94 rectifié ter** (*Investissements en Corse - Crédit d'impôt non imputé - Remboursement par l'État - Délai - Raccourcissement*) : p. 9062 p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 92 rectifié ter** (*Investissements en Corse - Date d'achèvement des travaux - Crédit d'impôt - Délai - Allongement*) : p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 91 rectifié ter** (*Droit annuel de francisation et de navigation (DAFN) - Droit de passeport - Intransférabilité*) : p. 9071

- Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-322 rectifié ter** (*Entrepreneurs exerçant en nom propre - Choix entre l'impôt sur le revenu (IR) et l'impôt sur les sociétés (IS)*) : p. 9460

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (*Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME*) : p. 9551 p. 9552 p. 9554 - **Article 7** (*Suppression progressive de la majoration de 25 % des bénéfices des entreprises qui n'adhèrent pas à un organisme de gestion agréé*) : p. 9604 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter** (*Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses*) : p. 9642 p. 9646

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-77**

rectifié, n° I-538 rectifié et n° I-585 (*Stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles - Transmission - Fiscalité - Allègement*) : p. 9702 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1099, n° I-239, n° I-625 rectifié, n° I-875 rectifié, n° I-1074 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-331 rectifié bis, n° I-909 rectifié, n° I-305 rectifié, n° I-240 et n° I-487 rectifié** (*Activités de réparation et réemploi - Taux de TVA réduit - Application*) : p. 9723 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-902 rectifié, n° I-1022, n° I-242 rectifié, n° I-445, n° I-1190 rectifié, n° I-903, n° I-551 rectifié et n° I-241** (*Transports publics de voyageurs, services de mobilité partagée, billets de train de transport de personnes - Taux de TVA réduit*) : p. 9733 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexies et n° I-1231** (*Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire*) : p. 9737 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-155 rectifié ter et n° I-747 rectifié bis** (*Construction et rénovation de centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa) et de centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (Caarud) - Taux de TVA réduit*) : p. 9754 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-152 rectifié ter** (*Habitat inclusif destiné aux personnes handicapées et aux personnes âgées - Taux de TVA réduit*) : p. 9755 - **Article 14** (*Refonte des taxes sur les véhicules à moteur*) : p. 9841 - **Article 15** (*Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports*) : p. 9867

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) - **Article 54 sexies (nouveau)** (*Révision à la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque pour les contrats conclus entre 2006 et 2011*) : p. 10385

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12788 p. 12798

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UC

Secrétaire du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République jusqu'au 26 juin 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité consultatif du conseil d'administration de l'établissement public de Paris-Saclay.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales [n° 139 tome 1 (2020-2021)]** (19 novembre 2020) - **Agriculture et pêche - Budget - Économie et finances, fiscalité - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Politique de la ville - Audition de M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Olivier Guersent, directeur général des services de la concurrence à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 215 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 218

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction*) : p. 1459

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1468 p. 1469

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 2 (Suppression de la commission de suivi de la détention provisoire)** : p. 1928

- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5872 p. 5873

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les ouvertures des petits commerces durant le confinement** - (4 novembre 2020) : p. 8224

- **Question orale sans débat sur le bulletin de paie unique pour les contrats courts à cheval sur deux mois** - (5 novembre 2020) : p. 8334 p. 8335

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12763

FÉRAUD (Rémi)
sénateur (Paris)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 (8 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (4) (17 novembre 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2021 (9 décembre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)] (28 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le pilotage stratégique par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères des opérateurs de l'action extérieure de l'État [n° 503 (2019-2020)] (10 juin 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les ambassadeurs thématiques [n° 726 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Grand Paris Express: des coûts à maîtriser, un financement à consolider [n° 44 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à proroger l'expérimentation de l'abaissement du seuil d'autorisation d'exploitation commerciale à 400 m² à Paris prévue à l'article 59 de la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 [n° 115 (2020-2021)] (9 novembre 2020) - **Logement et urbanisme - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Action extérieure de l'État [n° 138 tome 3 annexe 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 149 (2020-2021)] (24 novembre 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement**.

Proposition de loi relative aux droits nouveaux dès dix-huit ans [n° 182 (2020-2021)] (3 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2019 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond sur le texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des finances*) : Pilotage stratégique par le ministère de l'Europe et des affaires étrangères des opérateurs de l'action extérieure de l'État et sa déclinaison au niveau des postes diplomatiques - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Ambassadeurs thématiques - Communication.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Présentation des conclusions du groupe de travail sur les coûts et le financement du Grand Paris Express - Communication (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport relatif à la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 31).

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Pouvoirs publics » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Action extérieure de l'État » (et article 53 A).

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 68 et 69).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du lundi 16 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article liminaire et à l'article 32.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Article 2 et état B (Budget général : ouverture et annulations de crédits)** : p. 2732 p. 2734 p. 2737

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (22 avril 2020) - **Article 3 et état B (Budget général : ouverture et annulations de crédits)** : p. 3017 p. 3034 p. 3054 p. 3091 - **Article 7 (Modification du régime d'octroi de la garantie de l'État aux prêts bancaires des entreprises)** : p. 3133 - **Article 15 (nouveau) (Demande de rapport sur les bases de calcul ayant servi à l'élaboration des première et présente lois de finances rectificatives pour 2020 concernant les prélèvements fiscaux et sociaux pesant sur les activités d'assurance dommages)** : p. 3162

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'annonce du plan de déconfinement** - (29 avril 2020) : p. 3757 p. 3758

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (5 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 60 et n° 69 rectifié (Centres de rétention administrative - Fermeture)** : p. 3920

- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 365 (2019-2020)]** - (19 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4263 - **Article 28 (Extension du dégrèvement de la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires)** : p. 4288

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4591 p. 4592 - **Article unique** : p. 4605 - **Article additionnel après l'article unique - Amendements n° 7 rectifié ter, n° 15 et n° 9 (Établissements bancaires - Extrait standard des tarifs - Publication annuelle obligatoire)** : p. 4608 p. 4609 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 4 rectifié quater (État d'urgence sanitaire - Personnes au chômage partiel - Exonération de frais bancaires au titre des irrégularités)** : p. 4610 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 5 rectifié quater (État d'urgence sanitaire - Personnes physiques ayant fait appel au fonds de soutien - Exonération de frais bancaires)** : p. 4611 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 6 rectifié quater (État d'urgence sanitaire - Personnes les plus précaires - « agios » - Exonération)** : p. 4611 p. 4613

- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)]** - (22 juin 2020) - **Article 1er (Création d'un régime ad hoc de sortie de la crise sanitaire)** : p. 5803

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 466 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6100

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 124 rectifié et n° 532 rectifié (Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement)** : p. 6508 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 681 (Départements - Dépenses de péréquation - Fonds national de péréquation de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Année de référence)** : p. 6571 p. 6572

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendements n° 594 rectifié bis, n° 64 et n° 901 (Taxe sur les transactions financières - Augmentation)** : p. 6619 - **Article 5 (Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire)** : p. 6678 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 24 rectifié bis et n° 78 rectifié (Crise sanitaire - Île-de-France Mobilités - Pertes financières - Compensation - Mécanisme - Mise en œuvre)** : p. 6680 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 79 rectifié (Covid-19 - Opérateurs de transport franciliens - Pertes de recettes - Compensation)** : p. 6681 p. 6682 p. 6683 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 679 rectifié (Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Dépenses de péréquation - Stabilisation)** : p. 6684 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 690 (Collectivités territoriales - Établissements publics - Gel hydroalcoolique - Fourniture gratuite - Prise en charge partielle par l'État)** : p. 6700 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 689 (Dépenses d'équipements de protection individuels (EPI) - Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Éligibilité)** : p. 6703 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendements n° 224 rectifié bis et n° 684 (Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Revalorisation)** : p. 6704 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 680 (Réforme de la péréquation des DMTO - Entrée en vigueur - Report)** : p. 6714 - **Article 9 et état B (Budget général : ouvertures de crédits)** : p. 6761 p. 6775 p. 6776 p. 6804

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6831 - **Article 17 (Exonération facultative des taxes de séjour en 2020)** : p. 6929 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 699 rectifié (Organismes HLM - Abandons de loyers - Réduction d'impôt)** : p. 6941 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 702 rectifié (Écart maximal de rémunération - Écart-type - Fixation)** : p. 7021 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 59 rectifié (Entreprises générant un chiffre d'affaire très conséquent à l'échelle mondiale - Surtaxe)** : p. 7031 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 730 rectifié et n° 1044 rectifié bis (Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) - Suppression)** : p. 7032 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 136 rectifié (Mesures d'urgence mises en place par le Gouvernement - Plan de vigilance - Publication - Condition)** : p. 7040 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 999 rectifié ter (Taxe d'habitation - Exonérations - Report)** : p. 7047 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 683 rectifié bis (Collectivités locales - Covid-19 - Dépenses de fonctionnement exceptionnelles - Prise en charge partielle par l'État)** : p. 7051 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 687 rectifié bis (Collectivités - Établissements publics de coopération intercommunale (EPIC) à fiscalité propre - Covid-19 - Dépenses de fonctionnement exceptionnelles - Dotation compensatoire partielle)** : p. 7052 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7061

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 68** (*Personnes en situation de fragilité financière - Frais bancaires - Exonération*) : p. 8124

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation dans le Caucase** - (4 novembre 2020) : p. 8231

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]** - (16 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8947

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Assurance-vie - Contribution unique de solidarité sur les encours - Création*) : p. 8960

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 9023 p. 9038 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 150** (*Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) - Avances - Conditions de remboursement*) : p. 9061

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9282 p. 9283 - **Article liminaire** (*Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2021, prévisions d'exécution 2020 et exécution 2019*) : p. 9297

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 2** (*Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source*) : p. 9390 p. 9392 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-186** (*Déplacements professionnels - Frais d'abonnement à des transports en commun - Déduction fiscale*) : p. 9403 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-314 rectifié et n° I-980 rectifié bis** (*Associés d'une société coopérative agricole - Acquisition et cession de parts sociales - Exonération*) : p. 9410 - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*) : p. 9435 p. 9437

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-223 et n° I-484 rectifié bis** (*Saint-Martin - Investissements en faveur de la rénovation et de la réhabilitation des hôtels et résidences de tourisme - Taux d'impôt réduit*) : p. 9497 p. 9498 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-225, n° I-377 rectifié et n° I-1113 rectifié** (*Outre-mer - Réhabilitation des logements locatifs sociaux - Crédit d'impôt*) : p. 9501 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-1016 rectifié bis et n° I-207 rectifié** (*Impôt sur les sociétés (IS) - Progressivité*) : p. 9518 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-58 rectifié** (*Assureurs - Contribution exceptionnelle - Instauration*) : p. 9582 - **Article 8** (*Aménagements du crédit impôt recherche et du crédit impôt innovation*) : p. 9611 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter** (*Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses*) : p. 9644 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-193 rectifié** (*Encours d'assurance-vie - Prélèvement exceptionnel de solidarité - Instauration*) : p. 9655

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-182**

(*Productions des agences de presse - Taux de TVA réduit*) : p. 9740 - **Article 14** (*Refonte des taxes sur les véhicules à moteur*) : p. 9820 p. 9840

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 136 (2020-2021)]** - (24 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9929

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article 22** (*Fixation pour 2021 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement*) : p. 10000 - **Article 22 bis (nouveau)** (*Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales*) : p. 10024 p. 10025 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-192 rectifié** (*Taxe d'habitation - Suppression - Report*) : p. 10034

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public*) : p. 10071 - **Explications de vote sur l'ensemble de la première partie du projet de loi** : p. 10156

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10195

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10202 p. 10205 - **Plan de relance - État B** : p. 10216 p. 10234 p. 10235 p. 10236 p. 10258

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10387 - **État B** : p. 10406 p. 10408 p. 10411 p. 10413 p. 10414 p. 10415

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56 sexies (nouveau)** (*Mise en œuvre de contreparties aux aides apportées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10574 p. 10576

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article 38** (*Plafonds des emplois des opérateurs de l'État*) : p. 11302 - **Article 39** (*Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière*) : p. 11304

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article 42** (*Exonération de contribution économique territoriale en cas de création ou extension d'établissement*) : p. 11354 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-1008 rectifié et n° II-1009 rectifié** (*Contrat PEL/CEL - Dispositif d'exonération d'impôt sur le revenu - Rétablissement*) : p. 11356 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié** (*Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation*) : p. 11369 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-426 rectifié bis, n° II-1227 et n° II-1452 rectifié** (*Article 196 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 - Abrogation*) : p. 11379 - **Article 42 quinquies (nouveau)** (*Suppression du plafond spécifique de taxe de séjour applicable aux hébergements sans classement ou en attente de classement*) : p. 11387 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1233 rectifié et n° II-1408 rectifié** (*Logements vacants et résidences secondaires - Taxation - Alignement*) : p. 11402 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1270 rectifié et n° II-1356 rectifié bis** (*Cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière - Assiette du droit d'enregistrement*)

- *Calcul - Modification*) : p. 11404 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1230 rectifié (Immeubles neufs situés en zones tendues - Assujettissement - Taxe de publicité foncière ou droit d'enregistrement - Taux plein) : p. 11412**

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendements n° II-1179 rectifié bis, n° II-1180 rectifié bis et n° II-1290**

rectifié quater (*Association d'aide aux personnes en difficulté - Dons - Réduction d'impôt - Plafond - Relèvement*) : p. 11558 p. 11558 p. 11559 - **Article 33 et état B annexé** (*Crédits du budget général*) : p. 11612

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11645 p. 11646

- *Nouvelle lecture* [n° 236 (2020-2021)] - (16 décembre 2020) - **Question préalable** : p. 12001

FÉRET (Corinne)
sénatrice (Calvados)
SOCR, puis SER

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 21 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » (28 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 (17 novembre 2020).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 425 (2019-2020)] (12 mai 2020) - **Budget - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 425 (2019-2020)] portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 530 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Budget - Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : L'ancrage territorial de la sécurité intérieure - Rapport d'étape [n° 621 (2019-2020)] (9 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du jeudi 30 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Rose, préfet, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, modifiée par l'Assemblée nationale, visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Procédure de législation en commission (articles 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazaauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Gestion de la crise sanitaire et « Ségur de la santé » - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes de la Covid-19 - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Ancrage territorial de la sécurité intérieure - Examen du rapport d'étape.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Anne Thiebeauld, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam).

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. le général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale, dans le cadre des travaux sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 61

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1529 p. 1530 p. 1535

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Deuxième lecture [n° 326 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1787

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux collectivités territoriales et la coordination** - (29 avril 2020) : p. 3764

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 2 (Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement)** : p. 3854

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er quater C (texte non modifié par la commission) (Prolongation du versement de l'allocation pour demandeurs d'asile)** : p. 4475 p. 4476

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4543

- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5160 p. 5161

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'inégalité dans la répartition de la prime pour les soignants** - (17 juin 2020) : p. 5731

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 531 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5991 - **Article 1er** (*Critères d'éligibilité à une réparation intégrale des préjudices liés à une maladie consécutive à la Covid-19*) : p. 6001 - **Article 7** (*Modalités de financement du fonds*) : p. 6003 p. 6004

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article 4** (*Prolongation et extension de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée »*) : p. 7375 p. 7382

- **Question d'actualité au Gouvernement des suites du Ségur de la santé** - (14 octobre 2020) : p. 7451

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 4** (*Contribution au financement de la prime Covid-19 pour les personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)*) : p. 8415 - **Article 8** (*Rectification de l'Ondam et des sous-Ondam*) : p. 8450

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 13 bis (nouveau)** (*Exonérations de cotisations et contributions sociales pour les employeurs du secteur de la viticulture ayant subi les conséquences de la crise due à l'épidémie de covid-19*) : p. 8494

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendement n° 871 rectifié ter** (*Cumul d'indemnités des maires - Calcul de l'assiette des cotisations de sécurité sociale - Indemnité la plus faible - Exclusion*) : p. 8542 - **Article 14** (*Simplification des démarches déclaratives et de paiement des cotisations sur les revenus issus de l'économie collaborative*) : p. 8558 - **Article 15** (*Simplification des démarches déclaratives des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants agricoles*) : p. 8566 p. 8568 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° 787 rectifié** (*Lutte contre le non recours aux aides existantes - Automatisation des droits*) : p. 8576 - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8601

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25** (*Revalorisation des carrières des personnels non médicaux dans les établissements de santé et les Ehpad*) : p. 8684 - **Article 28** (*Ajustements à la réforme du financement des établissements de santé*) : p. 8702

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 38 - Amendement n° 608 rectifié quater** (*Déremboursement des médicaments homéopathiques - Rapport au Parlement*) : p. 8858 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendements n° 122 rectifié bis et n° 467 rectifié ter** (*Lutte contre les fraudes transfrontalières - Conventions - Rapport au Parlement*) : p. 8892 - **Article 46** (*Dotations au FIVA, au Fcaata et transferts de la branche AT-MP à la branche maladie et à la branche vieillesse du régime général*) : p. 8904 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 740 rectifié et n° 999 rectifié** (*Mécanisme de prévention - Lutte contre le « burn-out » - Instauration*) : p. 8907 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 233 rectifié quinquies et n° 738 rectifié** (*Prise en charge au titre de la législation des maladies professionnelles des personnels infectés par la Covid-19 - Rapport au Parlement*) : p. 8909 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 739 rectifié** (*Tableaux des maladies professionnelles - Mécanisme de production - Rapport au Parlement*) : p. 8910 - **Article 47** (*Objectifs de dépenses de la branche AT-MP*) : p. 8913 - **Article additionnel après l'article 47 quater - Amendement n° 201** (*Équilibre financier des régimes de retraite de base en 2030 - Conférence - Propositions*) : p. 8921 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° 785 rectifié bis** (*Conférence des financeurs - Arbitrage des actions financées - Action participative des conseils départementaux de la citoyenneté et de l'autonomie (CDCA)*) : p. 8922 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° 727 rectifié bis** (*Politique d'autonomie à destination des personnes en situation de handicap - Besoins de financement - Rapport au Parlement*) : p. 8926

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) : p. 11134 p. 11135 - **État B** : p. 11143 p. 11144 p. 11145 p. 11148

FERNIQUE (Jacques)
sénateur (Bas-Rhin)
GEST

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 149 (2020-2021)] (24 novembre 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

Proposition de loi visant à l'interdiction du recours aux examens radiologiques osseux ayant pour objectif de contester la minorité d'un étranger [n° 227 (2020-2021)] (14 décembre 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Marc Mortureux, directeur général de la Plateforme automobile (PFA).

Audition de MM. Thierry Mallet, président de l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP), Étienne Chaufour, directeur Île-de-France, chargé de l'éducation, des solidarités et des mobilités, France urbaine, et Franck Claeys, directeur économie et finances territoriales, France urbaine.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7655

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger**

sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)] - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7810

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Nouvelle lecture [n° 121 (2020-2021)]** - (17 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9123 p. 9124

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9301

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 6** (*Étalement de la plus-value réalisée lors d'une opération de cession-bail d'immeuble par une entreprise*) : p. 9603

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10200 p. 10213 p. 10220 p. 10226 p. 10228 p. 10232

- **Suite de la discussion** (27 novembre 2020) : p. 10303 p. 10304

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10327 p. 10331 p. 10344

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 44 quinquies (nouveau)** (*Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes intérieures sur les produits énergétiques*) : p. 11503 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendements n° II-858 rectifié bis, n° II-1206 rectifié et n° II-1276** (*Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Réseaux de chaleur produite à partir de chaleur renouvelable et de récupération - Exonération*) : p. 11533 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-31 rectifié ter** (*Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Réseaux de chaleur issue de la biomasse - Exonération*) : p. 11534 - **Article 45 undecies (nouveau)** (*Création d'un malus sur le poids des véhicules supérieur à 1,8 tonne*) : p. 11548 - **Article 49 bis (nouveau)** (*Détermination d'une trajectoire de cessation d'octroi de garanties de l'État au commerce extérieur pour les projets d'exploration et de production d'énergies fossiles*) : p. 11582

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11653 - **Article 6** (*Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions*) : p. 11671 - **Article 7** (*Mise en place de nouveaux outils au service du renforcement de la compétitivité des ports maritimes*) : p. 11674

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière d'énergie et de climat** - (9 décembre 2020) : p. 11712

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020) : p. 11906

FESNEAU (Marc)
*ministre auprès du Premier ministre,
chargé des relations avec le Parlement
(jusqu'au 3 juillet 2020)*
*ministre délégué auprès du Premier
ministre, chargé des relations avec le
Parlement et de la participation
citoyenne
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »** - (9 janvier 2020) : p. 132 p. 134 p. 135 p. 136 p. 137 p. 138 p. 139 p. 140 p. 141 p. 142 p. 143 p. 144

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** - *Commission mixte paritaire [n° 388 (2019-2020)]* - (22 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2811 p. 2820

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4400 p. 4401 p. 4402 p. 4408 - **Question préalable** : p. 4410 - **Discussion générale** : p. 4419 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 4421 - **Article 1er** (*Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19*) : p. 4423 p. 4424 p. 4433 p. 4435 p. 4436 p. 4437 - **Article additionnel après l'article 1er bis AA - Amendement n° 31 rectifié** (*Organes de gouvernance des personnes morales de droit privé - Mandats des représentants élus par les salariés et des représentants des salariés actionnaires - Prorogation - « Nouveaux » représentants issus de l'article 184 de la loi PACTE - Prise de fonctions - Report*) : p. 4439 - **Article additionnel après l'article 1er bis AA - Amendement n° 106 rectifié** (*Composition des conseils d'administration des sociétés SNCF, SNCF Réseau, SNCF Voyageurs et SNCF Gares et Connexions - Dispositions transitoires - Prolongation*) : p. 4439 - **Article 1er bis A** (*Adaptation des règles relatives aux contrats d'insertion*) : p. 4440 p. 4442 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendements n° 239 rectifié bis, n° 204 rectifié et n° 205 rectifié** (*Ordonnance n° 2020-323 du 25 mars 2020 portant mesures d'urgence en matière de congés payés, de durée du travail et de jours de repos - Abrogation*) : p. 4443 - **Article additionnel après l'article 1er bis A - Amendement n° 135 rectifié quater** (*Complément de revenus des salariés placés en activité partielle - Monétisation de jours de repos ou de congés payés - Autorisation*) : p. 4444 - **Article 1er bis (texte non modifié par la commission)** (*Adaptation des dispositions applicables aux travailleurs saisonniers*) : p. 4454 p. 4455 p. 4456 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 198 et n° 172 rectifié bis** (*État d'urgence sanitaire - Perte d'un emploi liée à l'épidémie de Covid-19 - Non opposabilité au renouvellement du titre de séjour mention « travailleur temporaire »*) : p. 4457 - **Article 1er quater AA (nouveau)** (*Mobilisation des réserves des caisses complémentaires des indépendants*) : p. 4458 p. 4459 p. 4460 - **Article 1er quater A** (*Constitution de droits à la retraite de base pour les salariés placés en activité partielle*) : p. 4461 - **Article additionnel après l'article 1er quater A - Amendement n° 125** (*Salariés placés en position d'activité partielle - Maintien des garanties collectives de protection sociale complémentaire - Obligation*) : p. 4462 - **Article 1er quater BA (nouveau)** (*Dérogation aux règles de cumul emploi retraite pour les soignants*) : p. 4464 p. 4465 - **Article 1er quater B (texte non modifié par la commission)** (*Allongement de la durée des titres de séjour et des attestations*

de demande d'asile) : p. 4466 p. 4467 p. 4469 p. 4470 - **Article 1er quater CA (nouveau)** (*Dématérialisation de certains documents provisoires de séjour*) : p. 4473 - **Article 1er quater C (texte non modifié par la commission)** (*Prolongation du versement de l'allocation pour demandeurs d'asile*) : p. 4475 - **Article 1er quater** (*Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur*) : p. 4476 p. 4477 p. 4480

- **Suite de la discussion** (28 mai 2020) : p. 4629 p. 4630 - **Article 1er sexies** (*Mise à disposition, à titre gratuit, d'agents publics auprès des établissements de santé*) : p. 4632 - **Article 1er septies AA (nouveau)** (*Tests de dépistage dans la fonction publique - Insertion des travailleurs en situation de handicap*) : p. 4633 - **Article 1er septies A** (*Prolongation d'un an de l'expérimentation des maisons de naissance*) : p. 4634 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendement n° 229 rectifié** (*Accréditation des laboratoires de biologie médicale - Assouplissement du calendrier et aménagement de la procédure de l'accréditation*) : p. 4636 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 211 rectifié et n° 53 rectifié bis** (*Interruptions médicales de grossesses (IMG) - Nouveaux lieux de prise en charge et ajout du caractère de détresse psychosociale*) : p. 4637 p. 4638 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 210 rectifié** (*Délai de l'IVG chirurgicale - Allongement de deux semaines*) : p. 4640 - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendement n° 164 rectifié bis** (*Loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé (OTSS) - Report de certains chantiers*) : p. 4644 - **Article additionnel après l'article 1er septies - Amendement n° 83 rectifié bis** (*Loi « Sapin II » - Création d'un répertoire numérique des représentants d'intérêts tenu par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique - Report de deux ans*) : p. 4648 p. 4649 - **Article additionnel après l'article 1er octies B - Amendement n° 237 rectifié bis** (*Règlements locaux de publicité (RLP) de première génération - Caducité - Report de six mois*) : p. 4650 - **Article additionnel après l'article 1er octies B - Amendements n° 99 rectifié bis et n° 134 rectifié bis** (*Vente aux particuliers de véhicules équipés de la radio numérique terrestre (RNT) - Obligation - Report de six mois*) : p. 4651 - **Article additionnel après l'article 1er octies B - Amendements n° 45 rectifié bis et n° 196** (*Mise en place du système de cotation et mise en conformité des conventions de réservation - Report d'un an*) : p. 4652 - **Article additionnel après l'article 1er octies B - Amendement n° 267 rectifié** (*Echéance de l'opposabilité du diagnostic de performance énergétique (DPE) - Report de six mois*) : p. 4652 - **Article 1er octies E (supprimé)** (*Report de la réforme du statut des agents contractuels de l'État exerçant en Polynésie française*) : p. 4658 p. 4659 - **Article 1er octies F** (*Report du service d'intermédiation pour le versement des pensions alimentaires*) : p. 4660 - **Article additionnel après l'article 1er octies G - Amendements n° 54 rectifié et n° 257 rectifié bis** (*Indemnités légales d'activité partielle - Prise en compte pour le calcul du budget du comité social et économique (CSE)*) : p. 4661 - **Article 1er octies H** (*Prolongation de certains contrats de recherche*) : p. 4662 p. 4663 p. 4665 p. 4666 - **Article 1er nonies** (*Maintien des marchés publics dont les titulaires sont placés en redressement judiciaire*) : p. 4667 - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 98** (*Commande publique - Seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour la conclusion des marchés publics - Relèvement*) : p. 4669 - **Article 1er decies** (*Adaptation par accord d'entreprise des règles relatives aux contrats courts*) : p. 4673 - **Article 1er undecies (nouveau)** (*Transaction administrative et indemnisation des consommateurs*) : p. 4675 - **Article 1er quidecies (nouveau)** (*Maintien en service et réengagement des militaires pendant la crise sanitaire*) : p. 4679 - **Article 1er sexdecies (nouveau)** (*Dérogation au régime de reconversion professionnelle des militaires de carrière*) : p. 4680 - **Article additionnel après l'article 1er sexdecies - Amendement n° 120 rectifié** (*Missions relevant de la réserve civique - Prolongation*) : p. 4680 - **Article 1er septdecies (nouveau)** (*Maintien de l'indemnisation des demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits*) : p. 4681 -

Article 2 (Diverses habilitations à légiférer par ordonnances) : p. 4693 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 37** (Nouvelles instances consultatives des personnels des agences régionales de santé - Mise en place - Autorisation) : p. 4693 - **Article 2 bis A (nouveau)** (Relever le seuil de revente à perte et à l'encadrement des promotions pour les denrées et produits alimentaires) : p. 4695 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 199** (Ensemble des productions agricoles et alimentaires - Marges des distributeurs - Encadrement) : p. 4695 - **Article 2 bis** (Extension des fonctions susceptibles d'être confiées aux volontaires internationaux en administration (VIA)) : p. 4696 p. 4697 - **Article 2 ter** (Harmonisation du traitement des demandes d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français) : p. 4698 - **Article 3 (supprimé)** (Centralisation des trésoreries publiques) : p. 4699 p. 4700 - **Article additionnel après l'article 3 (supprimé) - Amendement n° 78 rectifié ter** (Classement actuel des communes en zones de revitalisation rurale - Prolongation) : p. 4701 - **Article additionnel après l'article 3 (supprimé) - Amendement n° 85 rectifié** (Gratuité des masques - Crédit d'impôt égal à 100 % des dépenses effectuées - Création) : p. 4702 p. 4703 - **Article 5** (Contrôle parlementaire) : p. 4712 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4712

- *Commission mixte paritaire [n° 479 (2019-2020)]* - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5553

- **Débat sur le bilan de l'application des lois** - (23 juin 2020) : p. 5882 p. 5884 p. 5885 p. 5886 p. 5887 p. 5888 p. 5889 p. 5890 p. 5891 p. 5892 p. 5893 p. 5894 p. 5895

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5942 p. 5943

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au bilan des élections municipales** - (1er juillet 2020) : p. 6146 p. 6147

- **Hommage à Christian Poncelet, ancien président du Sénat** - (13 octobre 2020) : p. 7343

- **Éloge funèbre de Colette Giudicelli, sénateur des Alpes-Maritimes** - (27 octobre 2020) : p. 7722

- **Question orale sans débat relative à l'intelligibilité de la loi** - (5 novembre 2020) : p. 8327

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10502 p. 10503

Conseil et contrôle de l'État - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10506 p. 10508 p. 10509 - **Article 54 quater (nouveau)** (Plafonnement de l'obligation de paiement préalable pour recours contentieux formés devant la commission du contentieux du stationnement payant et suppression de l'obligation de paiement préalable pour trois catégories de requérants) : p. 10510

Direction de l'action du Gouvernement - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10511 p. 10512 p. 10513 p. 10514 p. 10516

FIALAIRE (Bernard)
sénateur (Rhône)
RDSE

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche 2021-2030 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de MM. Yannick Blanc, président, et

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 7 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 15 octobre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (9 novembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au retour de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal (19 novembre 2020).

François de Jouvenel, délégué général, de Futuribles sur l'utilité et les méthodes de la prospective.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la presse - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Cinéma » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Erik Orsenna de l'Académie française.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Élimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et des sports, chargée de l'éducation prioritaire.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitutions des œuvres d'art - Présentation du rapport d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur** [n° 52 (2020-2021)] - (28 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7886 - **Article 1er et rapport annexé (Texte non modifié par la commission)** (*Approbation du rapport annexé*) : p. 7930 - **Rapport annexé** : p. 7931 - **Article 2** (*Programmation budgétaire 2021-2030*) : p. 7948 - **Article 3** (*Création d'un dispositif de « chaire de professeur junior »*) : p. 7956

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal** [n° 92 (2020-2021)] - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8274

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur** - *Commission mixte paritaire* [n° 117 (2020-2021)] - (20 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9325 p. 9326

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-314 rectifié et n° I-980 rectifié bis** (*Associés d'une société coopérative agricole - Acquisition et cession de parts sociales - Exonération*) : p. 9410 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1052 et n° I-1112 rectifié** (*Organismes de foncier solidaire (OFS) - Activité en bail réel solidaire - Impôt sur les sociétés et contribution économique territoriale (CET) - Exonération*) : p. 9457 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-755 rectifié quinquies, n° I-1001 rectifié bis, n° I-1198 rectifié, n° I-1228 et n° I-1010 rectifié bis** (*Revenu imposable des artisans, agriculteurs et professions libérales - Abattement forfaitaire*) : p. 9461

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2020) - **Article 22 bis (nouveau)** (*Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales*) : p. 10026 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendement n° I-627 rectifié ter** (*Collectivités territoriales - Opérations d'investissement - Location de biens - TVA - Remboursement*) : p. 10050

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2020) : p. 10605 p. 10606

Culture

- (30 novembre 2020) : p. 10690

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Nouvelle lecture** [n° 196 (2020-2021)] - (15 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11894 - **Question préalable** : p. 11897

- **Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (17 décembre 2020) : p. 12022

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOCR, puis SER

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République ; nouvelle nomination ; membre titulaire le 21 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 7 octobre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions (4 mai 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire (22 juin 2020).

Membre suppléant du conseil d'administration du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Pour une grande loi Guyane : 52 propositions [n° 337 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation sénatoriale à la prospective : Vers une alimentation durable : Un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France [n° 476 (2019-2020)] (28 mai 2020) - **Agriculture et pêche - Environnement - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des lois*) : Nouveau code de la justice pénale des mineurs - Audition de M. Rémy Heitz, procureur de la République près le tribunal judiciaire de Paris, et de Mme Aude Groualle, vice-procureure, cheffe de la section des mineurs au parquet de Paris.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Tables rondes sur le thème : Qu'y aura-t-il dans nos assiettes en 2050 ?

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Déplacement en Guyane - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Rudy Reichstadt, directeur de l'Observatoire du conspirationnisme (Conspiracy Watch).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Examen du rapport sur l'alimentation du futur (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée avec modification par l'Assemblée nationale en deuxième lecture, visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent - Examen, en deuxième lecture, du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le sauvetage en mer : replacer les bénévoles au cœur de la décision** - (7 janvier 2020) : p. 55 p. 56 p. 59

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de l'hôpital public** - (8 janvier 2020) : p. 77

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions** [n° 320 (2019-2020)] - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5951

- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveteur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux gestes qui sauvent** - *Deuxième lecture* [n° 522 (2019-2020)] - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6020

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France** - (30 juin 2020) : p. 6114 p. 6127

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la Convention citoyenne pour le climat** - (1er juillet 2020) : p. 6148 p. 6149

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)]

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 4** (*Contribution au financement de la prime Covid-19 pour les personnels des services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)*) : p. 8414

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 13** (*Prolongement du dispositif d'exonération lié à l'emploi de travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TO-DE)*) : p. 8474 p. 8475 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 422 rectifié et n° 706 rectifié bis** (*Revenus fonciers tirés de la location de terres par bail rural - CSG - Abaissement*) : p. 8480 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 363 rectifié quater, n° 421 rectifié bis, n° 651 rectifié bis et n° 850 rectifié** (*Exploitants agricoles - Calcul des cotisations - Modalités*) : p. 8497

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25** (*Revalorisation des carrières des personnels non médicaux dans les établissements de santé et les Ehpad*) : p. 8683 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié ter** (*Dépenses des agences régionales de santé (ARS) - Information du Parlement*) : p. 8713 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis** (*Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives*) : p. 8756 p. 8757 p. 8759

FILLEUL (Martine)
sénatrice (Nord)
SOCR, puis SER

Secrétaire du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la Commission supérieure du numérique et des postes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Conseil national du numérique (formation élargie).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)] (5 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'organisation d'états généraux pour une relance sociale et écologique [n° 439 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Environnement - Société - Union européenne.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement de la performance des ports maritimes français [n° 80 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à interdire la pratique de la chasse à courre, à cor et à cri [n° 149 (2020-2021)] (24 novembre 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Hélène Furnon-Petrescu, cheffe du service des droits des femmes.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Table ronde sur les retraites des agricultrices.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Programme de travail de la délégation.

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication de M. Michel Vaspert sur les répercussions de la crise du Covid 19 sur le secteur portuaire et le transport maritime (en téléconférence).

Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Maître Isabelle Steyer, avocate, sur les conséquences du confinement et l'accompagnement du déconfinement.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en téléconférence, de M. Gaël Giraud, économiste, sur la « relance verte ».

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la

ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Luc Lallemand, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gouvernance et performance des ports maritimes - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Gisèle Rossat-Mignod, directrice, et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, Réseau de la Banque des territoires, Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation du travail de la délégation pour la session 2020-2021.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Brigitte Grézy, présidente du Haut conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Politique des territoires » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État chargé de l'enfance et des familles.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Adoption du programme de travail de la délégation pour 2021.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur l'imposition des Français de l'étranger** - (18 février 2020) : p. 1516 p. 1517

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des invisibles** - (15 avril 2020) : p. 2881

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la position du Gouvernement relative à l'augmentation du temps de travail** - (13 mai 2020) : p. 4212

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation de Renault** - (3 juin 2020) : p. 5147

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er (suppression maintenue) - Amendement n° 32 (Signalement de violences conjugales - Non substitution de l'inscription au registre de main courante au dépôt de plainte)** : p. 5350 - **Article additionnel après l'article 14 (suppression maintenue) - Amendement n° 59 rectifié (État des lieux des conséquences du confinement sur les violences conjugales - Rapport au Parlement)** : p. 5416

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 814 (Transport fluvial de marchandises et de voyageurs - TVA - Taux réduit - Application)** : p. 6542

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 57 rectifié, n° 930 rectifié et n° 58 rectifié (Taxe sur les dividendes - Augmentation)** : p. 6602 - **Article 5 (Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire)** : p. 6663 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 85 (Crise sanitaire - Régions - Pertes de recettes fiscales et tarifaires - Dotation de l'État - Compensation - Instauration)** : p. 6698

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9205

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10319 p. 10351 p. 10353

Investissements d'avenir - État B

- (28 novembre 2020) - **Article 55 (Gouvernance du quatrième programme d'investissements d'avenir)** : p. 10536 p. 10538

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10552

- **Question orale sans débat sur les difficultés d'accès à l'interruption volontaire de grossesse dans la région des Hauts-de-France** - (1er décembre 2020) : p. 10745 p. 10746

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) - **État B** : p. 12844 p. 12846

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11657 - **Article 2** (Modification de la composition et du fonctionnement des conseils de surveillance des grands ports maritimes) : p. 11663 p. 11666 - **Article 6** (Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions) : p. 11670 p. 11672 - **Article 8** (Conditions d'exécution des services de pilotage maritime et de remorquage portuaire) :

p. 11677 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 11** (Grands ports maritimes - Conventions de terminal - Redevance - Critères environnementaux) : p. 11681 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° 12** (Transport fluvial - Prestations de manutention - Tarification - Modifications) : p. 11681 - **Article 15 bis (nouveau)** (Création, à titre expérimental, d'une instance de discussion chargée d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'optimisation des coûts de manutention et, le cas échéant, de réduction du surcoût de manutention fluviale) : p. 11683

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la politique sociale du Gouvernement et les mesures d'accompagnement face à la crise** - (9 décembre 2020) : p. 11718 p. 11719

FOLLIOT (Philippe)
sénateur (Tarn)
UC

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (commission des affaires européennes) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de l'amiral Pierre Vandier, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (délégation sénatoriale aux outre-mer) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de M. Joël Meyer, ambassadeur de France au Mali.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la compatibilité des positions du président turc et de la Turquie avec son statut d'allié dans l'OTAN** - (28 octobre 2020) : p. 7855

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er** (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire) : p. 8055 - **Article 3 terdecies (nouveau)** (Conditions financières de résolution des contrats de voyages touristiques et de séjours et des contrats dans les secteurs de la culture et du sport) :

p. 8080 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendements n° 50, n° 51 et n° 75 rectifié** (*État d'urgence sanitaire - Licenciements - Interdiction jusqu'à la fin des mesures d'accompagnement des entreprises*) : p. 8083

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'avenir du sport amateur et professionnel** - (18 novembre 2020) : p. 9185

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-311** (*Déménagement des sièges sociaux des entreprises vers des territoires ruraux ou périurbains - Incitation fiscale*) : p. 9453

Seconde partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) - **État B** : p. 11169

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Article unique** (*Contribution exceptionnelle du secteur des assurances en cas d'état d'urgence sanitaire*) : p. 11833

FORISSIER (Michel)
sénateur (Rhône)
Les Républicains

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Pascale Gruny sur les conclusions du rapport n° 10 (2019-2020), du 2 octobre 2019, fait au nom de la commission des affaires sociales : « Pour un service universel de santé au travail ».

Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, du déplacement de la délégation en Haute-Garonne les 11 et 12 décembre 2019.

Table ronde sur le thème « Formateurs et employeurs face aux défis du recrutement et de l'évolution des métiers ».

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs - Examen du rapport d'information.

(*commission des affaires sociales*) : Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance (2020-2022) - Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État auprès de la ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 6 février 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*délégation aux entreprises*) : Présentation du bilan d'étape de la mission d'information sur le thème « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? », par MM. Canevet et Kennel, co-rapporteurs.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Prise en charge de l'insuffisance rénale chronique

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre titulaire du comité de bassin Rhône-Méditerranée.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Travailleurs des plateformes : au-delà de la question du statut, quelles protections ? [n° 452 (2019-2020)] (20 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques**.

terminale - Audition de M. Jean-Pierre Viola, président de section de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur la mise en œuvre des dispositifs pour les ETI-PME-TPE, sur les perspectives d'organisation de sortie de crise et sur la numérisation des PME-TPE.

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Frédéric Coirier, co-président du Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (METI), et Alexandre Montay, délégué général, sur les perspectives de sortie de crise.

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Florence Ader, infectiologue à l'hôpital de la Croix-Rousse de Lyon, responsable de l'essai clinique européen Discovery (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Antoine Frérot, président de l'Institut de l'Entreprise, sur le travail prospectif mené par cet Institut sur l'après-crise Covid-19.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Antoine Frérot, président de l'Institut de l'Entreprise.

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. François Bonneau, président délégué de Régions de France et président de la région Centre-Val de Loire, sur le

rôle des régions dans la sortie de crise pour les entreprises (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Désignation d'un rapporteur (en visioconférence).

Droit social applicable aux travailleurs indépendants économiquement dépendants - Examen du rapport d'information (en visioconférence).

Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Christophe Valentie, directeur général, Rémy Mazzocchi, directeur général adjoint, et Pierre Cavard, directeur de la prospective de l'Unedic.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*délégation aux entreprises*) : Réunion faisant le bilan des activités 2014-2020 de la délégation aux entreprises.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 281 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 286

- **Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5194

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
Les Indépendants

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 septembre 2020.

Vice-président de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020 ; puis vice-président le 4 février 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du collège chargé d'assister le Défenseur des droits dans l'exercice de ses attributions en matière de déontologie de la sécurité le 20 novembre 2020 (après la fin de son mandat).

Membre titulaire du Haut Comité pour la transparence et l'information sur la sécurité nucléaire.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020 ; puis rapporteur le 2 juin 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à créer un mécanisme d'assurance des pertes d'exploitation liées à des menaces ou crises sanitaires graves [n° 399 (2019-2020)] (8 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives : Mutualiser, renouveler et légitimer pour affûter l'esprit d'équipe des fédérations sportives [n° 698 (2019-2020)] (8 septembre 2020) - **Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Fabien Balderelli, sous-directeur de la gestion et du contrôle du réseau autoroutier concédé à la Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer (DGITM) au ministère de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. David Djaïz.

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF, Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs et Frédéric Delorme, président-directeur général de Fret SNCF (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, Mmes Anne-Marie Couderc, présidente non exécutive du groupe Air France-KLM, Anne Rigail, directrice générale d'Air France, et Anne-Sophie Le Lay, secrétaire générale du groupe Air France-KLM et d'Air France (en téléconférence).

Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gestion de la crise du Covid-19 et de l'après-crise en Île-de-France - Audition de Mme Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France (en téléconférence).

Audition de Mme Catherine Guillouard, présidente-directrice générale de la RATP, sur les répercussions de la crise du Covid-19 et de l'après-crise au sein de la RATP (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Antoine Frérot, président de l'Institut de l'Entreprise, sur le travail prospectif mené par cet Institut sur l'après-crise Covid-19.

(*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Antoine Frérot, président de l'Institut de l'Entreprise.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Réunion constitutive.

Réunion du lundi 15 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Audition de M. André Barbé, président de section à la 3e chambre de la Cour des comptes, sur le rapport de la Cour des comptes : L'État et le mouvement sportif : mieux garantir l'intérêt général (2018) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire et directrice du cabinet de Mme Ségolène Royal, ministre de l'énergie, du développement durable et de l'énergie, en 2014-2015.

Réunion du vendredi 26 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Étude annuelle du Conseil d'État de 2019 : « Le sport : quelle politique publique ? » - Audition de Mme Martine de Boisdeffre, présidente de la section du rapport et des études du Conseil d'État, et de M. Frédéric Pacoud, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition conjointe de Mme Annie Podeur, présidente de la deuxième chambre de la Cour des comptes, et de MM. André Le Mer, président de section, et Daniel Vasseur, conseiller référendaire.

Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État chargé des transports.

Réunion du vendredi 3 juillet 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Audition de M. Frédéric Sanaur, directeur général de l'Agence nationale du sport (par téléconférence).

Réunion du lundi 6 juillet 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Audition conjointe de représentants de la Fédération française de football, de la Fédération française de tennis et de la Fédération française de rugby.

Réunion du mardi 21 juillet 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Adoption des conclusions de la mission d'information.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- Question d'actualité au Gouvernement sur les démarchages téléphoniques abusifs - (22 janvier 2020) : p. 455
- Débat sur le thème : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? » - (18 février 2020) : p. 1569 p. 1575 p. 1576
- Question orale sans débat sur le contrôle des conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français - (3 mars 2020) : p. 1857 p. 1858
- Question d'actualité au Gouvernement sur la police française et le contexte sécuritaire - (17 juin 2020) : p. 5731
- Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514

(2019-2020)] - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5745 - **Article 1er** (*Report de l'élection de sénateurs représentant les Français établis hors de France*) : p. 5751 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5755

- **Projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires** - *Commission mixte paritaire* [n° 509 (2019-2020)] - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5757

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de la justice en France** - (8 juillet 2020) : p. 6227 p. 6228

- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux** - *Commission mixte paritaire* [n° 587 (2019-2020)] - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6239

FOURNIER (Bernard)
sénateur (Loire)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 20 octobre 2020.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. Mme Hasmik Tolmajyan, ambassadrice d'Arménie en France.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les règles applicables dans le périmètre de protection d'un bâtiment classé** - (14 janvier 2020) : p. 185

FOURNIER (Catherine)
sénatrice (Pas-de-Calais)
UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 5 octobre 2020.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

Membre suppléant de la Cour de justice de la République le 21 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Travailleurs des plateformes : au-delà de la question du statut, quelles protections ? [n° 452 (2019-2020)] (20 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Procédure de législation partielle en commission - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*délégation aux entreprises*) : Présentation du bilan d'étape de la mission d'information sur le thème « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? », par MM. Canevet et Kennel, co-rapporteurs.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. François Bonneau, président délégué de Régions de France et président de la région Centre-Val de Loire, sur le rôle des régions dans la sortie de crise pour les entreprises (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Droit social applicable aux travailleurs indépendants économiquement dépendants - Examen du rapport d'information (en visioconférence).

Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Christophe Valentie, directeur général, Rémy Mazzocchi, directeur général adjoint, et Pierre Cavard, directeur de la prospective de l'Unedic.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 et politique de relance - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs thématiques.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires économiques*) : Rachat des Chantiers de l'Atlantique par Fincantieri - Présentation du rapport d'information.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Ylva Johansson, commissaire européenne chargée des affaires intérieures.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 280 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 286

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 427

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1921

- **Suite de la discussion** (5 mars 2020) - **Article 21** (*Modalités d'application des nouvelles prescriptions en matière*

d'installations classées pour la protection de l'environnement aux projets en cours) : p. 2155 - **Article 23** (*Actualisation des études d'impact*) : p. 2157 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendement n° 26 rectifié bis** (*Dossiers de demandes d'autorisation des projets non soumis à évaluation environnementale - Étude d'incidence environnementale - Suppression*) : p. 2163 - **Article 24** (*Modalités de consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques*) : p. 2166 - **Article 25** (*Consultation du public pour les projets soumis à autorisation ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale*) : p. 2170 - **Article 26** (*Exécution anticipée de travaux avant la finalisation de l'instruction de l'autorisation environnementale*) : p. 2173 - **Article 27** (*Attestation par une entreprise certifiée de la qualité des mesures de mise en sécurité et de réhabilitation des sites industriels*) : p. 2177 - **Article 34** (*Conditions du commerce électronique de médicaments par une pharmacie d'officine - Assouplissement*) : p. 2193

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le versement d'une prime exceptionnelle pour les salariés des réseaux d'aide à domicile** - (20 mai 2020) : p. 4359

- **Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5192 - **Article 1er** (*Contrat de travailleur de plateformes numériques*) : p. 5203

- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5220

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article 4** (*Prolongation et extension de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée »*) : p. 7380 p. 7381 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 4 rectifié ter** (*Intervention*) : p. 7401 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 5 rectifié ter et n° 6 rectifié ter** (*Expérimentation » territoires zéro chômeur de longue durée » - Prolongation et modification de critères - Rapport au Parlement*) : p. 7401

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7661

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9219

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9305

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la menace d'un Brexit sans accord pour le secteur de la pêche** - (9 décembre 2020) : p. 11708

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de
France (Série 2))
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au Parquet européen, à la justice environnementale et à la justice pénale spécialisée (15 décembre 2020).

Membre titulaire du Conseil consultatif des terres australes et antarctiques françaises jusqu'au 30 décembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française d'expertise technique internationale (AFETI) jusqu'au 19 février 2020.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 239 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 270 (2019-2020)] visant à lutter contre les contenus haineux sur internet [n° 299 (2019-2020)] (5 février 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Les îles Éparses : un territoire à préserver [n° 664 (2019-2020)] (22 juillet 2020) - **Outre-mer**.

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative au boulevard périphérique de Paris [n° 716 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 293 (2019-2020)] visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 45 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 16 propositions pour garantir les élections consulaires en 2021 [n° 241 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur la proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet.

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Anne Levade, candidate proposée par le Président du Sénat comme membre de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen, en nouvelle lecture, du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture après engagement de la procédure accélérée, visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen des amendements au texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des lois*) : Nomination de rapporteurs.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Audition de M. Jean-Luc Nevache, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Commission d'accès aux documents administratifs.

Déplacement du groupe d'études sur les Terres australes et antarctiques françaises - Examen du rapport d'information sur les Îles Éparses.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen des amendements sur le texte de la commission (en téléconférence).

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du lundi 19 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Politique européenne en matière de données et souveraineté

numérique européenne : communication et avis politique de M. Christophe-André Frassa et Mme Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Dominique Perben, à la suite de son rapport sur l'avenir de la profession d'avocat.

Mission d'information sur le vote à distance - Examen du rapport.

Mission d'information sur les élections consulaires de 2021 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental** [n° 29 (2019-2020)] - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1347

- **Proposition de loi visant à lutter contre les contenus haineux sur internet - Nouvelle lecture** [n° 300 (2019-2020)] - (26 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1792 p. 1793 p. 1794 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 8** (*Champ d'application de la loi - Exclusion de la presse*) : p. 1801 - **Article 1er** (art. 6 et 6-2 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - *Obligation de suppression en une heure et blocage administratif des contenus à caractère terroriste ou pédopornographique ; obligation pour les grandes plateformes de supprimer en 24 heures certains contenus haineux manifestement illicites*) : p. 1805 - **Article 1er ter B** (art. 6-2 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - *Notification de contenus haineux par une association de protection de l'enfance saisie par un mineur*) : p. 1806 p. 1807 - **Article 2** (art. 6-3 [nouveau] de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - *Obligations de moyens mises à la charge des plateformes en matière de traitement des notifications de contenus haineux en ligne*) : p. 1808 - **Article 4** (art. 17-3 [nouveau], 19 et 42-7 de la loi n° 86-1067 relative à la liberté de communication ; art. 6-1 de la loi n° 2004-575 pour la confiance dans l'économie numérique - *Nouvelles missions du CSA : surveillance des obligations à la charge des plateformes, recommandations, pouvoirs de contrôle et de sanction ; contrôle du blocage administratif des sites terroristes ou pédopornographiques*) : p. 1812 - **Article 6 bis AA** (*Obligations de transparence à la charge des acteurs de la publicité en ligne « Follow the money »*) : p. 1813

- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France** [n° 365 (2019-2020)] - (19 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4262 p. 4263 p. 4266 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 27 rectifié** (*Élections consulaires - Recours au vote par correspondance « papier » - Autorisation*) : p. 4270 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 19** (*Représentation des Français établis hors de France - Appellation « délégués consulaires » - Remplacement par l'appellation « délégués électoraux »*) : p. 4271 p. 4272 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 5 rectifié bis** (*Fonds de soutien au tissu associatif des Français de l'étranger (STAFE) - Composition de la commission nationale - Adjonction d'un député et d'un sénateur et de leur suppléant*) : p. 4275 - **Article additionnel après l'article 17 bis - Amendement n° 4 rectifié bis** (*État d'urgence sanitaire - Mise à jour hebdomadaire de la liste des pays situés dans une « zone de circulation de l'infection » - Publication sur le site internet des ambassades et des postes consulaires*) : p. 4277 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 13 rectifié** (*Situation financières de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) - Rapport au Parlement*) : p. 4281 - **Article additionnel avant l'article 20 - Amendement n° 2 rectifié** (*Français établis hors de France - Carte vitale - Restitution obligatoire dans le cadre d'une expatriation*) : p. 4282 - **Article additionnel après l'article 22**

- **Amendement n° 7 rectifié bis** (*Freins juridiques, financiers et techniques rencontrés par la Caisse des Français de l'étranger (CFE) face à l'épidémie de Covid-19 - Rapport au Parlement*) : p. 4284 p. 4285 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendement n° 24** (*Français établis hors de France - Exercice du droit au compte bancaire - Modalités*) : p. 4294 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendements n° 11 rectifié bis et n° 12 rectifié bis** (*Préavis de résiliation d'un compte d'un Français de l'étranger à l'initiative de l'établissement de crédit - Allongement*) : p. 4296 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4297

- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Article 1er** (*Report de l'élection de sénateurs représentant les Français établis hors de France*) : p. 5752

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 466 (2019-**

2020)] - (30 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6102 p. 6103 - **Article 1er** (*Création d'un fonds d'urgence en faveur des Français de l'étranger*) : p. 6107 p. 6108 p. 6109 - **Article 2** (*Gage financier*) : p. 6111

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 46 (2020-2021)]** - (19 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7536 p. 7538 p. 7549 - **Article 2** (*Article 4 de la Constitution - Mention « et de la laïcité » - Ajout*) : p. 7551 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 6** (*Référendum d'initiative partagée (RIP) - Seuil de citoyens français requis - Abaissement*) : p. 7552 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** (*Dispositifs d'asile - Étrangers condamnés à la peine de mort pour participation à une organisation terroriste - Exclusion*) : p. 7552 - **Intitulé de la proposition de loi constitutionnelle** : p. 7553

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9251 p. 9252

FROGIER (Pierre)

*sénateur (Nouvelle-Calédonie)
Les Républicains*

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 3 décembre 2020.

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la commission relative aux mesures d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

GABOUTY (Jean-Marc)

*sénateur (Haute-Vienne)
RDSE*

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Non réélu le 27 septembre 2020.

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 22 janvier, 5 février, 4 mars, 22 avril, 27 mai, 4, 24 juin, 2, 8 et 22 juillet 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*délégation aux entreprises*) : Présentation du bilan d'étape de la mission d'information sur le thème « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? », par MM. Canevet et Kennel, co-rapporteurs.

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

(*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond au texte de la commission des lois.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État sur le plan de relance du Gouvernement.

Réunion faisant le bilan des activités 2014-2020 de la délégation aux entreprises.

(*commission des finances*) : Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme des retraites (II)** - (15 janvier 2020) : p. 236 p. 237

- **Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 282 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 285

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 437

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1448

p. 1449 - **Article 1er** (*Rationaliser l'utilisation des panneaux électoraux*) : p. 1456 p. 1457 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction*) : p. 1459 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Adaptation du calendrier des élections européennes*) : p. 1460 p. 1461

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 16** (*Absorption du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle par le Haut Conseil de l'égalité*) : p. 1948 p. 1949

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2110

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 7** (*Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Liste*) : p. 2537 - **Article 1er (précédemment réservé)** (*Report des élections municipales*) : p. 2564

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 2701 - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 8** (*Salariés mobilisés depuis le début du confinement - Heures supplémentaires - Impôt sur le revenu et cotisations sociales - Exonération totale*) : p. 2712 - **Article 2 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 2735 p. 2737 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 13** (*Départements - Capacité d'intervention conditionnelle en cas de catastrophe sanitaire - Rapport au Parlement*) : p. 2752 p. 2753 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2756

- **Question de contrôle au Gouvernement sur l'aide aux entreprises relative aux prêts bancaires et aux pertes d'exploitation** - (1er avril 2020) : p. 2855

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2899 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 90 rectifié, n° 197 rectifié ter et n° 327** (*Collectivités territoriales - Achats de protections individuelles - Inclusion dans le fonds de compensation pour la taxe à la valeur ajoutée (FCTVA)*) : p. 2931 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 265 rectifié bis et n° 328** (*Taxe sur les excédents de provisions des entreprises d'assurances de dommages - Hausse progressive en 2020 et 2021*) : p. 2935 p. 2936

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article 2 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) : p. 2999

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assouplissement des conditions d'intervention des collectivités territoriales auprès des acteurs économiques** - (22 avril 2020) : p. 3008

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 409 (2019-2020)]** - (23 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 3733

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (*Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19*) : p. 4427 p. 4429 - **Article 1er quater BA (nouveau)** (*Dérogation aux règles de cumul emploi retraite pour les*

soignants) : p. 4465 - **Article 1er quater** (*Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur*) : p. 4477 p. 4479

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4596 - **Article unique** : p. 4607 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 4 rectifié quater** (*État d'urgence sanitaire - Personnes au chômage partiel - Exonération de frais bancaires au titre des irrégularités*) : p. 4610

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article 1er quater** (*Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur*) : p. 4629 p. 4630

- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 460 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5037 - **Article 1er** (*Garantie contre les pertes d'exploitation consécutives aux mesures prises en cas de menace ou crise sanitaire grave dans les contrats d'assurance souscrits dans le cadre de l'exercice à titre professionnel d'une activité économique*) : p. 5049 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5053

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 468 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5058 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Procurations - Modalités*) : p. 5072 p. 5073 p. 5074 p. 5075 p. 5077 - **Article 1er ter (nouveau)** (*Procurations établies pour le premier ou le second tour des élections municipales, communautaires et métropolitaines de 2020 - Validité*) : p. 5077 - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 19 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 20 rectifié et n° 22 rectifié** (*Vote par correspondance - Autorisation et encadrement*) : p. 5080

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aménagement et l'attractivité des territoires** - (16 juillet 2020) : p. 6410

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article 2 C (nouveau)** (*Exonération fiscale et sociale de la prime versée par les établissements privés de santé ou du secteur social et médico-social à leurs agents et salariés*) : p. 6447 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 15 rectifié quater, n° 44 rectifié, n° 289 rectifié ter, n° 348 rectifié quater et n° 351 rectifié bis** (*Logement - Travaux d'entretien et d'amélioration - TVA - Taux réduit - Application temporaire*) : p. 6551 - **Article 3** (*Dégrèvement exceptionnel de la cotisation foncière des entreprises au titre de 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire*) : p. 6566

- **Projet de loi organique prorogeant le mandat des membres du Conseil économique, social et environnemental [n° 633 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7236

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine - Commission mixte paritaire [n° 674 (2019-2020)]** - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7244

- **Débat sur l'orientation des finances publiques** - (23 juillet 2020) : p. 7292

GARCIA (Danièle)
sénatrice (Bouches-du-Rhône)
NI, puis RDSE

Non réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Devenu sénateur le 3 août 2020 (en remplacement de M. Michel Amiel, démissionnaire de son mandat).

Membre de la commission des affaires sociales du 9 août 2020 au 30 septembre 2020.

GARNIER (Laurence)
sénatrice (Loire-Atlantique)
Les Républicains

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Devenu sénateur le 1er novembre 2020 (en remplacement de M. Christophe Priou, démissionnaire de son mandat).

INTERVENTIONS EN COMMISSION

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 3 novembre 2020.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mmes Dominique Le Guludec, présidente, et Élisabeth Bouvet, présidente de la commission technique des vaccinations, de la Haute Autorité de santé et Marie-Paule Kieny, virologue, vaccinologue et directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, sur les vaccins contre la covid-19.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'évacuation de la ZAD du Carnet** - (25 novembre 2020) : p. 10113

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de France (Série 1))
Les Républicains

Vice-présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi instaurant un don de jours de repos pour les personnels soignants [n° 389 (2019-2020)] (22 mars 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Travail.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes d'une catastrophe naturelle, d'une crise politique ou d'une crise sanitaire grave [n° 395 (2019-2020)] (31 mars 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Suivi de l'audiovisuel extérieur français face à la crise sanitaire [n° 527 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à faciliter l'ouverture tous les jours de la semaine des entreprises de boulangerie et pâtisserie [n° 545 (2019-2020)] (23 juin 2020) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes : Violences envers les femmes et les enfants : un confinement sans fin [n° 597 (2019-2020)] (7 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde et TV5 Monde [n° 140 tome 10 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France, ancien ambassadeur en Fédération de Russie.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Usage de la langue française dans les institutions européennes : avis politique de M. Jean Bizet.

(*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S. E. Mme Catherine Colonna, ambassadrice de France au Royaume-Uni.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Nicolas de Rivière, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*Groupe de suivi Retrait du Royaume-Uni et refondation de l'Union européenne*) : Audition de S. E. Mme Patricia O'Brien, ambassadeur d'Irlande, sur les modalités de mise en œuvre du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord annexé à l'accord sur le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Conflit israélo-palestinien - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Adrien Taquet, secrétaire d'État à la protection de l'enfance.

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, référent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du vendredi 24 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, à la suite du Conseil européen du 23 avril 2020 (par téléconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, suite au Conseil européen du 23 avril 2020 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Frédéric Billet, ambassadeur de France en Pologne (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Aide publique au développement en Afrique face à l'épidémie de Coronavirus - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et du docteur John Nkengasong, directeur du Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de M. Luc Frémot, magistrat honoraire, ancien procureur de la République de Douai.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « L'audiovisuel extérieur : une arme anti-Infox dans la crise sanitaire mondiale grâce à l'indépendance éditoriale des opérateurs » - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - L'Union européenne et la santé : examen du rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribeu.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation internationale (en téléconférence).

Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de membres des groupes de travail et de suivi.

Désignation de rapporteurs thématiques.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Projet de loi de finances pour 2021- Audition conjointe de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Audition de Mme Élisabeth Moreno, ministre chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la diversité et de l'égalité des chances.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union Européenne pour la lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Audiovisuel extérieur » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation du Venezuela - Audition de S.E. M. Hector Michel Mujica Ricardo, ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela auprès de la République française et des Principautés de Monaco et Andorre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 5** (*État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement*) : p. 2516
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Article additionnel avant le titre unique - Amendement n° 10 rectifié** (*Gestion des déchets - Quantités supplémentaires - TGAP - Exonération*) : p. 2718
- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3844 p. 3858 p. 3860
- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 365 (2019-2020)]** - (19 mai 2020) - **Article 2** (*Modernisation de la procédure de déclaration de candidature*) : p. 4268 p. 4269 - **Article additionnel avant l'article 8 - Amendement n° 19** (*Représentation des Français établis hors de France - Appellation « délégués consulaires » - Remplacement par l'appellation « délégués électoraux »*) : p. 4271 p. 4272 - **Article 14** (*Assouplissement de la prise en charge des frais de mandat et de l'assurance des élus représentant les Français établis hors de France*) : p. 4274 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendement n° 24** (*Français établis hors de France - Exercice du droit au compte bancaire - Modalités*) : p. 4295 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendement n° 8 rectifié bis** (*Français de l'étranger - Exercice du droit au compte bancaire - Modalités*) : p. 4295 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendements n° 9 rectifié bis et n° 10 rectifié bis** (*Français expatriés - Fermeture de compte - Délais - Intervention de la Banque de France*) : p. 4296 - **Article additionnel avant l'article 31 - Amendements n° 11 rectifié bis et n° 12 rectifié bis** (*Préavis de résiliation d'un compte d'un Français de l'étranger à l'initiative de l'établissement de crédit - Allongement*) : p. 4296 p. 4297

GATEL (Françoise)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UC

Réélue le 27 septembre 2020.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 5 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis présidente le 22 octobre 2020.

Membre titulaire du Conseil national d'évaluation des normes jusqu'au 30 septembre 2020.

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 466 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6105 p. 6106 - **Article 2** (*Gage financier*) : p. 6112

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (18 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6729 p. 6770

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Article 15 bis (nouveau)** (*Octroi de la garantie de l'État à l'Agence française de développement au titre des prêts et garanties accordés au secteur privé africain et gouvernance de sa filiale de promotion et de participation pour la coopération économique*) : p. 6887 p. 6888 - **Article additionnel après l'article 18 B - Amendement n° 993** (*Entrepreneurs établis hors de France - Crise du Covid-19 - Bénéfice du fonds d'urgence*) : p. 6980

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 91** (*Décret de convocation des électeurs pour les élections de 2021 - Date limite de publication*) : p. 8123 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8128

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10967

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11054

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire [n° 607 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Covid-19 : deuxième rapport d'étape [n° 608 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Mieux organiser la Nation en temps de crise [n° 609 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 682 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 683 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi pour le plein exercice des libertés locales [n° 684 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 682 (2019-2020)] pour le plein exercice des libertés locales [n° 48 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 680 (2019-2020)] relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 82 (2020-2021)] (28 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Patrimoine historique des collectivités territoriales : quels moyens d'action pour les maires ? ».

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Didier Migaud, candidat proposé par le Président de la République aux fonctions de président de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Réunion du jeudi 30 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Rose, préfet, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des lois*) : Déplacement en Guyane - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « Grand Paris : une gouvernance à l'échelle territoriale ? ».

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des lois*) : Contrôle et suivi de la loi n° 2017-1510 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme - Examen du rapport d'information.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Désignation d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rottner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beaudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de M. Jean Castex, coordonnateur national à la stratégie de déconfinement (par téléconférence).

Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales (par téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Stéphane Bern, sur « Les collectivités et le patrimoine », dans le cadre de sa mission confiée par le Président de la République.

Présentation du rapport « Les maires face au patrimoine historique architectural : protéger, rénover, valoriser ».

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des lois*) : Audition commune de MM. André Laignel, premier vice-président de l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité, Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France et de Renaud Muselier, président de Régions de France (en téléconférence).

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de Mme Josiane Costes et M. Charles Guéné sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des lois*) : Contrôle de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Éric Dupond-Moretti, garde des sceaux, ministre de la justice.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales, avec la participation de M. François Baroin, président de l'Association des Maires de France ; M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des Départements de France ; M. Renaud Muselier, président de Régions de France ; M. Sébastien Martin, président de l'Assemblée des Communautés de France.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sécurités » - Programme « Sécurité civile » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Questions diverses.

Table ronde sur la gouvernance de la métropole du Grand Paris.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de M. le général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale, dans le cadre des travaux sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Audition de M. Martial Foucault, professeur à Sciences-Po Paris, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des lois*): Audition de M. Dominique Perben, à la suite de son rapport sur l'avenir de la profession d'avocat.

Mission d'information sur le vote à distance - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (29 janvier 2020) - **Article 21** (*Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées*) : p. 754 p. 755

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 873

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1449 p. 1451 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction*) : p. 1458

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pandémie du coronavirus et la dépendance envers les médicaments fabriqués en Chine** - (26 février 2020) : p. 1773

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 383 (2019-2020)** : p. 2507 - **Article 7** (*Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Liste*) : p. 2534 p. 2539 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° 8 et n° 79** (*Collectivités territoriales - Dépenses engagées pour faire face à l'épidémie de COVID-19 - Dépassements des engagements - Autorisation exceptionnelle*) : p. 2552 - **Article 9** (*Mandats des présidents d'université - Prolongation*) : p. 2554 - **Article 1er** (**précédemment réservé**) (*Report des élections municipales*) : p. 2565 p. 2568

- **Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 382 (2019-2020)**.

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (5 mai 2020) - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3879 p. 3882 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié et n° 175** (*Pratique sportive sur le littoral et les plans d'eau intérieurs - Accès aux plages du littoral et plans d'eau intérieurs - Autorisation par dérogation*) : p. 3909

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'organisation des services déconcentrés de l'État, autour des préfets** - (6 mai 2020) : p. 4177

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er quater B** (**texte non modifié par la commission**) (*Allongement de la durée des titres de séjour et des attestations de demande d'asile*) : p. 4465 - **Article 1er quater** (*Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur*) : p. 4478 p. 4480

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 468 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5062 - **Article 1er** (*Information du mandataire sur la demande d'établissement d'une procuration et des conditions d'organisation du vote*) : p. 5070 - **Article 1er bis** (**nouveau**) (*Procurations - Modalités*) : p. 5074

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'amélioration des relations entre la police et les citoyens** - (3 juin 2020) : p. 5141

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5976 p. 5979 p. 5980

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7565 p. 7566 p. 7568 - **Article 1er** (*Garantie d'une représentation équitable des territoires dans leur diversité*) : p. 7580 - **Article 3** (*Représentation équitable des territoires - Droit à la différenciation pour les collectivités territoriales*) : p. 7581 p. 7583 p. 7584 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 20 rectifié** (*Référendum d'initiative citoyenne - Ouverture aux citoyens résidents*) : p. 7591 - **Article 5** (*Compensation financière des modifications du périmètre des compétences*) : p. 7593 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 17** (*Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales - Extension à tous les étrangers offrant les conditions de résidence requises*) : p. 7594 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 21 rectifié bis** (*Transposition d'un acte législatif européen - Respect des objectifs poursuivis par cet acte*) : p. 7595

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)**. - (20 octobre 2020) - **Article 1er** (*Renforcement des études d'impact*) : p. 7608 p. 7609 - **Article 2** (*Mise en œuvre de la différenciation des règles applicables à l'exercice des compétences des collectivités territoriales*) : p. 7610 - **Article 3** (*Bilan annuel du Gouvernement sur les expérimentations*) : p. 7611

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assassinat de Samuel Paty (IV)** - (21 octobre 2020) : p. 7627

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones de revitalisation rurale** - (21 octobre 2020) : p. 7633

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8031

- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 83 (2020-2021)]** - (3 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8188 p. 8189 - **Question préalable** : p. 8193 p. 8194 - **Discussion générale** : p. 8200 - **Article 1er** (*Précisions relatives aux collectivités territoriales autorisées à participer à l'expérimentation et aux conditions de l'expérimentation*) : p. 8201 p. 8202 - **Article 2** (*Décision de toute collectivité territoriale de participer à une expérimentation par une*

délibération motivée de son assemblée délibérante publiée au Journal officiel - Suppression de la procédure de candidature) : p. 8203

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)]** - (5 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8338 p. 8343 p. 8344 p. 8346 - **Article 1er** (Autorisation de la poursuite de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 janvier 2021) : p. 8349 - **Article 2** (Régime intermédiaire en sortie d'état d'urgence sanitaire) : p. 8352

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article 10** (Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de covid-19 au titre de 2021) : p. 8463

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 204 rectifié** (Lutte contre les fraudes sociales - Mesures prises par l'administration fiscale - Duplication) : p. 8564

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9201

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9267 p. 9274

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis** (Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création) : p. 10020 - **Article 22 bis (nouveau)** (Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales) : p. 10028

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le binôme maire-préfet** - (25 novembre 2020) : p. 10111

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12859

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10884

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 57** (Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA) : p. 10897 - **Article 58** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement) : p. 10905 p. 10906 p. 10909 p. 10910 p. 10915 p. 10916

- **Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11815

GATTOLIN (André)
sénateur (Hauts-de-Seine)
LaREM, puis RDPI

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 5 octobre 2020.

Vice-président de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre suppléant de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) le 28 octobre 2020.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (22 octobre 2020) ; nouvelle nomination (23 octobre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut des hautes études pour la science et la technologie.

Membre titulaire de la Commission de modernisation de la diffusion audiovisuelle.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020 ; puis vice-président le 13 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'événementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 140 tome 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : L'État de droit en Hongrie, encore affaibli par la Covid-19 [n° 146 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du baccalauréat - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des biens culturels - Audition de M. Jacques Sallois, ancien président de la Commission scientifique nationale des collections.

Restitution des biens culturels - Audition de M. Michel Van Praët, professeur émérite du Muséum national d'histoire naturelle, membre de la Commission scientifique nationale des collections (CSNC).

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Filip Vuëak, ambassadeur de Croatie en France.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Louis Georgelin, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris, et Philippe Jost, directeur général délégué de l'Établissement public.

(*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du jeudi 23 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État chargée des affaires européennes, sur le suivi des résolutions européennes du Sénat.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de contrat d'objectifs et de moyens 2020-2022 - Audition de M. Pierre Buhler, président de l'Institut français.

(*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Usage de la langue française dans les institutions européennes : avis politique de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique étrangère et de défense - Examen d'une proposition de résolution européenne sur le Fonds européen de la défense.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Extension des horaires d'ouverture des bibliothèques - Audition de MM. Érik

Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport Voyages au cœur des bibliothèques.

(*commission des affaires européennes*) : Suivi des résolutions européennes : examen du rapport.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des œuvres d'art - Audition de M. Stéphane Martin, ancien président de l'établissement public du musée du Quai Branly - Jacques Chirac.

(*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni : examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2020 - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du vendredi 27 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange entre Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, et les membres de la commission des affaires européennes du Sénat à la suite du Conseil européen du 26 mars 2020 (par téléconférence).

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex (par audioconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture, sur les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 dans les secteurs de la culture, de la presse et de la communication (en téléconférence).

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Philippe Léglise-Costa, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne (par téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Christophe d'Enfert, directeur scientifique de l'Institut Pasteur, sur la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 (par téléconférence).

Réunion du vendredi 24 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, à la suite du Conseil européen du 23 avril 2020 (par téléconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, suite au Conseil européen du 23 avril 2020 (en téléconférence).

Réunion du lundi 27 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Paolo Gentiloni, Commissaire européen à l'économie (par téléconférence).

Justice et affaires intérieures - Audition de M. Wojciech Wiewiórowski, Contrôleur européen de la protection des données (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de M. Bernard Benhamou, secrétaire général de l'Institut de la souveraineté numérique, sur la mise en place d'un traçage numérique dans le cadre de la stratégie de déconfinement (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Avis politique sur l'agriculture et la politique de concurrence (par téléconférence).

Environnement - Projet de proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité du projet de loi européenne sur le climat (par téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Économie, finances et fiscalité - Réponses des pays européens aux conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire - Communication de M. Didier Marie (par téléconférence).

Justice et affaires intérieures - Respect de l'État de droit en Europe dans le contexte de la pandémie de Covid-19 - Communication et examen d'un avis politique de M. Philippe Bonnacarrère (par téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Renforcement des mesures exceptionnelles de la PAC pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 - Examen de la proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet.

Économie, finances et fiscalité - Arrêt du Tribunal constitutionnel fédéral allemand sur le programme de rachat de dettes publiques de la Banque centrale européenne - Communication de MM. Claude Kern et Didier Marie.

Énergie, climat, transports - Pérennité des compagnies aériennes européennes et droits des passagers face à la pandémie - Avis politique et proposition de résolution européenne.

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Audition de M. Frédéric Billet, ambassadeur de France en Pologne (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Presse », « Industries culturelles » et « Enseignement supérieur » - Communications (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19 - Audition conjointe de M. Pierre-Jean Benghozi, directeur de recherche au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), et de Mme Anne Canteaut, directrice de recherche à l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de Mme Emily O'Reilly, Médiatrice européenne (par téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux du groupe de travail sur le secteur de l'enseignement agricole - Communication (en téléconférence).

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Budget communautaire - Proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et instrument de relance : communication et examen d'une proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les

secteurs « Médias audiovisuels » et « Recherche » - Communications.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Débat préalable au Conseil européen du 19 juin 2020 - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires européennes*): Environnement et développement durable - Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Justice et affaires intérieures - Adhésion de l'Union européenne à la convention européenne des droits de l'Homme (CEDH) - Examen du rapport d'information de MM. Philippe Bonnacarrère et Jean-Yves Leconte.

Politique de coopération - Relation future entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition, en commun avec la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, de M. Michel Barnier, chef de la Task Force pour les relations avec le Royaume-Uni.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique, et les modalités de transposition de la directive « Services de médias audiovisuels » - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*): Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Audition de M. Janez Lenarcic, commissaire européen à la gestion des crises.

Justice et affaires intérieures - Examen, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, du rapport d'information, de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de Mme Sophie Joissains et M. Jacques Bigot sur la lutte contre la cybercriminalité.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*): Audition de MM. Stéphane Lissner et Martin Ajdari, respectivement directeur général et directeur général adjoint de l'Opéra national de Paris.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*): Énergie, climat, transports - Nord Stream 2 et extraterritorialité du droit américain : communication de M. Claude Kern, examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Budget de l'Union européenne - Point d'actualité sur la négociation du cadre financier pluriannuel : communication de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Environnement et développement durable - Classement du loup au sein de la Convention de Berne : examen du rapport de M. Cyril Pellevat, de la proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Questions sociales, travail et santé - L'Union européenne et la santé : examen du rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Kasarhérou, président du musée du Quai Branly-Jacques Chirac.

Travaux en cours de la mission d'information sur les restitutions des œuvres d'art - Communication.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la situation internationale (en téléconférence).

Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Philippe Lavigne, chef d'état-major de l'armée de l'air et de l'espace.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de Mme Ylva Johansson, commissaire européenne chargée des affaires intérieures.

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union Européenne pour la lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget de l'Union européenne - Audition de Mme Valérie Hayer, députée européenne, sur le projet de décision du Conseil relative au système des ressources propres de l'Union européenne.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Audiovisuel extérieur » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Relations de l'Union européenne avec la Hongrie : rapport d'information de MM. Jean Bizet, André Gattolin et Jean-Yves Leconte.

Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Politique européenne en matière de données et souveraineté numérique européenne : communication et avis politique de M. Christophe-André Frassa et Mme Laurence Harribey.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. M. Rahman Mustafayev, ambassadeur d'Azerbaïdjan en France.

Audition de S. E. Mme Hasmik Tolmajyan, ambassadrice d'Arménie en France.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Audition de M. Valdis Dombrovskis, vice-président exécutif de la Commission européenne en charge d'une économie au service des personnes, Commissaire européen au commerce.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne.

Justice et affaires intérieures - Stratégie de l'Union européenne pour l'union de la sécurité 2020-2025 : communication et avis politique de MM. André Reichardt et Ludovic Haye.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »** - (9 janvier 2020) : p. 136

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 195 p. 196

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1883

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les annonces faites en faveur des intermittents** - (13 mai 2020) : p. 4207

- **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4228

- **Débat sur la crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?** - (27 mai 2020) : p. 4501

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 96 rectifié (Traitement des situations de surendettement des particuliers - Traitement des dettes professionnelles - Harmonisation)** : p. 4668 - **Article**

additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 98 (Commande publique - Seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour la conclusion des marchés publics - Relèvement) : p. 4668 p. 4669 p. 4670 - **Article 1er duodécies (nouveau)** (Mesure de l'audience syndicale - Mandats des conseillers prud'hommes et des membres des commissions paritaires régionales interprofessionnelles) : p. 4676 - **Article additionnel après l'article 1er duodécies - Amendement n° 97 rectifié** (Report prévu de l'ordonnance du 1er avril 2020 du renouvellement général des conseillers prud'hommes - Coordinations et adaptations) : p. 4677 - **Article 1er septdécies (nouveau)** (Maintien de l'indemnisation des demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits) : p. 4681 p. 4682 - **Article 4** (Habilitation à légiférer par ordonnances pour tirer les conséquences du Brexit) : p. 4706 p. 4708 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 4712

- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5153 p. 5154

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 18 et 19 juin 2020** - (23 juin 2020) : p. 5901

- **Proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne [n° 533 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6010

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 [n° 505 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6254 p. 6255

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6287 - **Article 24** (Prorogation des règles applicables à la gestion du FEADER pendant la période de transition avec la prochaine programmation et poursuite, au titre de la programmation suivante, du transfert de l'autorité de gestion du FEADER aux régions) : p. 6328

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6369

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la loi de programmation pluriannuelle pour la recherche (I)** - (22 juillet 2020) : p. 7151 p. 7152

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les petits commerces pendant la crise sanitaire** - (4 novembre 2020) : p. 8223

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Nouvelle lecture [n° 121 (2020-2021)]** - (17 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9122 p. 9124 - **Article 4 bis** (Nouveaux instruments de régulation économique des plateformes numériques) : p. 9137 p. 9138 p. 9139

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9294

Première partie :

- (19 novembre 2020) : p. 9302

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10389

- **Suite de la discussion** (8 décembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 11641 p. 11642 p. 11643 p. 11644

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020) : p. 11905 p. 11906 p. 11907

GAY (Fabien)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRCE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières (29 octobre 2020).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020 ; puis vice-président le 19 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome VIII : PME, commerce et artisanat [n° 535 tome 8 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société.**

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Politique de la ville - Audition de M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Olivier Guersent, directeur général des services de la concurrence à la Commission européenne.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada

(AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Enrique Martinez, directeur général du groupe Fnac Darty.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport pour avis.

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique (en téléconférence).

(*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Thomas Courbe, directeur général des entreprises au ministère de l'économie et des finances, afin de faire le point sur la mise en œuvre des dispositifs pour les ETI-PME-TPE, sur les perspectives d'organisation de sortie de crise et sur la numérisation des PME-TPE.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France (par téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Table ronde sur le thème : « Déglobalisation et relocalisation : quelles leçons tirer de la crise ? », autour de MM. Patrick Artus, chef économiste de Natixis, Nicolas Bouzou, directeur du cabinet de conseil Asterès, Florent Menegaux, président de Michelin, et Arnaud Montebourg, ancien ministre et entrepreneur (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Nicolas Prisse, président de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : « Plan de relance : quelles mesures pour relancer la consommation et l'investissement ? » - Table ronde (par téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Présentation du plan de relance de la commission des affaires économiques.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? » (co-rapporteurs : MM. Canevet et Kennel).

Réunion du lundi 22 juin 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Jean-Bernard Nilam, ambassadeur délégué à la coopération régionale Antilles-Guyane.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les conséquences de la situation sanitaire pour les entreprises et leurs premières réactions au plan de relance.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et vote.

Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Roger Genet, directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 et politique de relance - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Rachat des Chantiers de l'Atlantique par Fincantieri - Présentation du rapport d'information.

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. François Bayrou, haut-commissaire au Plan.

Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de MM. Philippe Dorge, directeur général adjoint du groupe La Poste en charge des services Courrier-Colis, et Thierry Chardy, fondateur et directeur général de la startup Ma Ville Mon Shopping.

Réunion du vendredi 6 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Plan de relance » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux entreprises*) : Table ronde sur les difficultés rencontrées par les petits entrepreneurs français à l'étranger.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Logement » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits » Politique de la ville » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 38 p. 40 p. 41

- **Débat sur le thème : « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »** - (9 janvier 2020) : p. 137

- **Proposition de loi visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Île-de-France [n° 225 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 190

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission de médecins hospitaliers** - (15 janvier 2020) : p. 238

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 437

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 512

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 869 p. 871 p. 872 - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 886 p. 889 p. 890 p. 891 p. 892 p. 893 - **Article 6** (*Modalités de dédommagement des usagers*) : p. 895 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 904

- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1412 p. 1413 p. 1419 - **Article 5** (*Rapport sur la libéralisation du marché de l'énergie*) : p. 1429

- **Débat sur le thème : « L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ? »** - (6 février 2020) : p. 1434 p. 1435 p. 1436 p. 1438 p. 1442 p. 1443 p. 1444

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter** (*Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction*) : p. 1460

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1466

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le référendum d'initiative partagée sur Aéroports de Paris** - (26 février 2020) : p. 1769 p. 1770

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 5** (*État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement*) : p. 2512 - **Article 7 B (nouveau)** (*Organes délibérants des collectivités territoriales - Délibérations - Conditions de validité*) : p. 2530 - **Article 7** (*Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Liste*) : p. 2533 p. 2535 p. 2539 p. 2541

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 384 (2019-2020)]** - (20 mars 2020) - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 16** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Augmentation des taux*) : p. 2720 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 14** (*Impôt sur la fortune (ISF) - Investissement*) : p. 2721 p. 2722 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 15** (*Lutte contre la faillite de nombreuses TPE/PME - Contribution des assurances - Taxe exceptionnelle sur la réserve de capitalisation*) : p. 2723 - **Article 2 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 2741 - **Article additionnel avant l'article 4 A - Amendement n° 19** (*Opérations de privatisation en cours - Rapport au Parlement*) : p. 2743 p. 2744 - **Article 4** (*Garantie de l'État relative aux prêts consentis par des établissements de crédit*) : p. 2747 p. 2748

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Article 1er** (*Exonérations des sommes versées par le fonds de solidarité des entreprises*) : p. 2910 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 85 rectifié, n° 292 et n° 293** (*Crise sanitaire exceptionnelle - Impôt de solidarité sur la fortune (ISF) - Rétablissement*) : p. 2915 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 96 et n° 290** (*Taux de la taxe sur les transactions financières (TTF) - Augmentation*) : p. 2920

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article 1er ter (nouveau)** (*Application temporaire du taux réduit de TVA à 5,5 % sur les masques de protection*) : p. 2964 - **Article additionnel après l'article 1er quinquies - Amendements n° 220 rectifié ter, n° 206, n° 72 rectifié bis, n° 43, n° 79 rectifié, n° 295 rectifié, n° 92 rectifié, n° 320 rectifié et n° 251 rectifié bis** (*État d'urgence sanitaire - Entreprises - Charges et cotisations sociales - Suppression totale en remplacement du report*) : p. 2977 p. 2979 - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3017 p. 3018 p. 3029 p. 3030 p. 3031 p. 3066 p. 3067

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3822 - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3850

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'interdiction des licenciements pendant la crise sanitaire** - (20 mai 2020) : p. 4354

- **Débat sur la crise du Covid-19 : relocalisation des productions stratégiques pour assurer notre souveraineté. Lesquelles, où, comment ?** - (27 mai 2020) : p. 4514 p. 4525

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er octies B - Amendements n° 45 rectifié bis et n° 196** (*Mise en place du système de cotation et mise en conformité des conventions de réservation - Report d'un an*) : p. 4652 - **Article 1er decies** (*Adaptation par accord d'entreprise des règles relatives aux contrats courts*) : p. 4674 - **Article additionnel après l'article 1er septdecies - Amendements n° 208 rectifié bis, n° 209 rectifié bis et n° 71 rectifié** (*Entreprises bénéficiant du dispositif de chômage partiel - Licenciements - Interdiction*) : p. 4682 p. 4683 p. 4685 - **Article additionnel après l'article 1er novodecies - Amendement n° 278** (*Dispositif spécifique d'activité partielle - Mise en place prioritairement par accord collectif*) : p. 4691 - **Article additionnel après l'article 2 bis A - Amendement n° 199** (*Ensemble des productions agricoles et alimentaires - Marges des distributeurs - Encadrement*) : p. 4695

- **Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques [n° 717 (2018-2019)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5197 - **Article 1er** (*Contrat de travailleur de plateformes numériques*) : p. 5203 p. 5204

- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5218
- **Question orale sans débat sur la création du terminal 4 de l'aéroport de Roissy** - (16 juin 2020) : p. 5665
- **Projet de loi organisant la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 541 (2019-2020)]** - (22 juin 2020) - **Article 1er bis A (nouveau) (Sécurisation du régime applicable aux menaces sanitaires graves)** : p. 5813
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à encourager le développement de l'assurance récolte [n° 708 (2018-2019)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5934
- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6056
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rejet de la taxe de 4 % sur les dividendes pour financer la transition écologique** - (1er juillet 2020) : p. 6146
- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 1er bis (nouveau) (Instauration d'une « règle d'or » encadrant les comptes des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse)** : p. 6174
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle du Parlement dans l'action gouvernementale** - (8 juillet 2020) : p. 6223
- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6352 p. 6354
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6389
- **Suite de la discussion (17 juillet 2020) - Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 40 et n° 902 (« Niche Copé » - Suppression)** : p. 6482 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 625 rectifié bis (Malus automobile - Composante poids - Intégration)** : p. 6503 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 935 rectifié bis (Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement)** : p. 6511 p. 6512 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 874 (Logements locatifs sociaux - Opérations de construction et de rénovation - TVA - Taux réduit - Rétablissement)** : p. 6549 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 187 rectifié ter (Compte épargne temps - Plan d'épargne entreprise - Transfert - Autorisation)** : p. 6577
- **Suite de la discussion (18 juillet 2020) - Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 63 rectifié (Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel)** : p. 6599 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 170 rectifié et n° 926 (Acteurs de l'assurance - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement)** : p. 6611 - **Article 9 et état B (Budget général : ouvertures de crédits)** : p. 6758 p. 6764
- **Suite de la discussion (19 juillet 2020)** : p. 6846 p. 6862 p. 6866 p. 6867 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 14 rectifié ter, n° 763 rectifié bis, n° 871 et n° 1012 rectifié bis (Bailleurs - Travaux de rénovation énergétique - Déduction fiscale - Déplafonnement)** : p. 6944 - **Article 17 decies (nouveau) (Accès aux données du fonds de solidarité à des fins de lutte contre le travail illégal, de statistiques et de recherche scientifique)** : p. 6964 p. 6965 p. 6966 p. 6967 - **Article 18 (Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire)** : p. 7004 p. 7005 p. 7006 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 730 rectifié et n° 1044 rectifié bis (Contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) - Suppression)** : p. 7033 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 940 rectifié (Entreprises - Perception d'aides publiques - Versement de dividendes - Interdiction)** : p. 7039 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1007 rectifié (Entreprises bénéficiaires d'aides publiques - Versement de dividendes - Interdiction)** : p. 7041 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7060 p. 7061
- **Projet de loi relatif à la prorogation des chapitres VI à X du titre II du livre II et de l'article L. 851-3 du code de la sécurité intérieure [n° 12 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Article 2 (Texte non modifié par la commission) (Prolongation de la technique de renseignement dite de l'algorithme)** : p. 7468 p. 7469
- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (14 octobre 2020) - **Article 3 (Saisine du CESE par voie de pétition)** : p. 7491
- **Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire [n° 43 (2020-2021)]** - (21 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7641 p. 7642
- **Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 39 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7681 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7691
- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 7784 p. 7785 - **Question préalable** : p. 7791 - **Discussion générale** : p. 7792 - **Article 1er (Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes)** : p. 7806 p. 7813 p. 7816 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 13 (Situation de la filière sucre au niveau mondial, européen et national - Rapport au Parlement)** : p. 7818 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22 (Produits phytopharmaceutiques interdits et leurs produits de substitution ou méthodes alternatives - Comparaison des bénéfices et risques - Obligation)** : p. 7822 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 23 (Importation de denrées alimentaires ne respectant pas les normes minimales requises sur le marché européen - Mesures conservatoires - Autorisation)** : p. 7826 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7830
- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 42 (Comité national de suivi de l'état d'urgence sanitaire - Instauration)** : p. 8060 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendements n° 50, n° 51 et n° 75 rectifié (État d'urgence sanitaire - Licenciements - Interdiction jusqu'à la fin des mesures d'accompagnement des entreprises)** : p. 8081 p. 8082 p. 8083 - **Article 4 (Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances)** : p. 8087
- **Question d'actualité au Gouvernement sur Amazon et le commerce en ligne** - (4 novembre 2020) : p. 8221
- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Commission mixte paritaire [n° 94 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8248 p. 8249
- **Question orale sans débat sur l'exigence d'égalité républicaine à Sevran en Seine-Saint-Denis** - (5 novembre 2020) : p. 8324 p. 8325
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8391

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 969 rectifié et n° 210 rectifié bis** (*Heures supplémentaires - Défisicalisation - Modifications*) : p. 8466 p. 8467

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 974** (*Revenus financiers des sociétés - Assujettissement à cotisation sociale*) : p. 8514 - **Article additionnel après l'article 13 sexies - Amendement n° 975** (*Retraites chapeau les plus importantes - Taxation - Augmentation significative*) : p. 8538 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 204 rectifié** (*Lutte contre les fraudes sociales - Mesures prises par l'administration fiscale - Duplication*) : p. 8565 - **Article 15** (*Simplification des démarches déclaratives des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants agricoles*) : p. 8567 - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8610

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 981** (*Transmission d'informations par les entreprises pharmaceutiques au Comité économique des produits de santé (CEPS) - Renforcement*) : p. 8650 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 971 et n° 923** (*Allègement de cotisations patronales d'assurance maladie (CICE) - Suppression progressive*) : p. 8651 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendement n° 973** (*Allègement de cotisations patronales familiales - Champ d'application - Restriction*) : p. 8656

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9111

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9214 p. 9215

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*) : p. 9438 p. 9439

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter** (*Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses*) : p. 9644 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1020 rectifié bis** (*Dividendes - Taxation additionnelle*) : p. 9650 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1039 rectifié** (*Incitation à louer les logements vides - Taux de la taxe sur les logements vacants - Augmentation*) : p. 9661 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-276 rectifié bis** (*Bureaux - Surtaxe - Suppression*) : p. 9663 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-817 rectifié bis** (*Entreprises - Provisions pour investissement - Réduction des bénéfices imposables - Rétablissement*) : p. 9677

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1037** (*Bétons à base de « ciment vert » - Taux de TVA réduit*) : p. 9735 - **Article 9 ter (nouveau)** (*Extension du taux réduit de TVA à l'ensemble des livraisons d'immeubles réalisées en vue de la conclusion d'un bail réel solidaire et à certaines opérations réalisées en amont*) : p. 9747 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-431 rectifié, n° I-885 rectifié bis et n° I-1055** (*Créations de logements sociaux à partir de la transformation d'immeubles anciens - Taux de TVA réduit*) : p. 9749 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-237, n° I-1053, n° I-1092 rectifié, n° I-33 rectifié bis, n° I-238, n° I-887 rectifié bis et n° I-1056** (*Ensemble des opérations de construction et de rénovation de*

logements locatifs sociaux financés en PLAI et PLU - Taux de TVA réduit) : p. 9750 - **Article 13** (*Simplification de la taxation de l'électricité*) : p. 9782

Seconde partie :

Pouvoirs publics - Conseil et contrôle de l'État - Direction de l'action du Gouvernement - Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2020) : p. 10497 p. 10498

Conseil et contrôle de l'État - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10506 p. 10507

Direction de l'action du Gouvernement - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10513 p. 10514

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (28 novembre 2020) : p. 10524

Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - État D

- (28 novembre 2020) : p. 10533

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2020) : p. 10545

- **Allocution de M. le président du Sénat** - (1er décembre 2020) : p. 12760

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12765 p. 12766

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12790 p. 12791

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux mesures sanitaires dans les trains et aux investissements sur la ligne Paris-Orléans-Limoges-Toulouse** - (9 décembre 2020) : p. 11713

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à EDF et au projet Hercule** - (9 décembre 2020) : p. 11715

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11733 - **Article 5** (*Contribution sur le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises pharmaceutiques*) : p. 11744

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11756

- **Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan**

[n° 714 (2019-2020)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11775

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à EDF et au projet Hercule** - (16 décembre 2020) : p. 11951

GENEST (Jacques)
sénateur (Ardèche)
Les Républicains

Fin de mandat de plein droit (incompatibilité mandats locaux) le 27 juin 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances jusqu'au 27 juin 2020.

Secrétaire de la délégation sénatoriale aux outre-mer.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Agir pour nos concitoyens : redonner de la proximité et de l'efficacité à l'action publique dans les territoires [n° 334 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les dotations publiques consacrées au financement de la vie politique : éléments d'évaluation [n° 347 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à favoriser l'installation de médecins dans les déserts médicaux [n° 356 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement de la vie politique et rôle de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 18 p. 20

GENET (Fabien)
sénateur (Saône-et-Loire)
Les Républicains-R

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 1er décembre 2020.

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication du 6 octobre 2020 au 30 novembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

GERBAUD (Frédérique)
sénatrice (Indre)
Les Républicains

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*): Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales, avec la participation de M. François Baroin, président de l'Association des Maires de France; M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des Départements de France; M. Renaud Muselier, président de Régions de France; M. Sébastien Martin, président de l'Assemblée des Communautés de France.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*): Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10450 - **État B** : p. 10481

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-224 rectifié ter, n° II-46 rectifié ter, n° II-169 rectifié quinquies, n° II-403 rectifié ter, n° II-871 et n° II-911 rectifié** (*Dotation globale de fonctionnement (DGF) - Montant de la dotation forfaitaire par habitant - Rééquilibrage entre communes*) : p. 10925 p. 10926

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

GHALI (Samia)

sénatrice (Bouches-du-Rhône)
SOCR

Fin de mandat de plein droit (incompatibilité mandats locaux) le 3 août 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication jusqu'au 3 août 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

GILLÉ (Hervé)
sénateur (Gironde)
SOCR, puis SER

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)] (5 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'organisation d'états généraux pour une relance sociale et écologique [n° 439 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Environnement - Société - Union européenne.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement de la performance des ports maritimes français [n° 80 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lutter contre la pollution plastique [n° 164 (2020-2021)] (30 novembre 2020) - **Environnement.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'exposition du quotidien aux perturbateurs endocriniens.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur les déserts médicaux - Examen du rapport d'information.

Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du jeudi 30 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Rose, préfet, secrétaire général du comité interministériel de prévention de la délinquance et de la radicalisation.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du jeudi 5 mars 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les communes face à l'inflation des prix de l'immobilier : quels moyens d'action pour réguler le marché ? ».

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication de M. Michel Vaspard sur les répercussions de la crise du Covid 19 sur le secteur portuaire et le transport maritime (en téléconférence).

Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Jean-Marie Bockel sur les conclusions de la table ronde du 19 décembre 2019 « Alimentation saine et durable : quels moyens d'action pour les collectivités ? ».

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, Olivier Gupta, directeur général, et Philippe Chaumet-Riffaud, commissaire de l'Autorité de sûreté nucléaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rottner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beaudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en téléconférence, de M. Gaël Giraud, économiste, sur la « relance verte ».

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-René Cazeneuve, président de la délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale, sur sa mission relative à l'impact financier de l'épidémie de Covid-19 sur les collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « La coordination collectivités territoriales - Agences régionales de santé, un premier bilan ».

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Luc Lallemand, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Communication d'étape de Mme Josiane Costes et M. Charles Guené sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France, président du département de Charente-Maritime.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pascal Canfin, président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen.

Mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique - Examen du rapport d'étape.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), et de M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gouvernance et performance des ports maritimes - Examen du rapport d'information.

Table ronde relative aux impacts sanitaires et environnementaux de la 5G.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de Mme Josiane Costes et M. Charles Guené sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Gisèle Rossat-Mignod, directrice, et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles,

Réseau de la Banque des territoires, Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Annick Girardin, ministre de la mer.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de MM. Philippe Varin, président du conseil d'administration, et Bertrand Camus, directeur général de Suez.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général « territoires et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Antoine Frérot, président-directeur général de Veolia.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Prévention des risques » et « Biodiversité et expertise en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) :

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Aménagement numérique du territoire » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 27

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1470 p. 1471

- **Question orale sans débat relative aux taxes américaines et aux conséquences sur la filière viti-vinicole** - (18 février 2020) : p. 1504 p. 1505

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan d'urgence de soutien aux collectivités territoriales** - (10 juin 2020) : p. 5550 p. 5551

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France** - (30 juin 2020) : p. 6122 p. 6123

- **Question orale sans débat sur la politique d'accessibilité et de médiation en matière numérique** - (5 novembre 2020) : p. 8319 p. 8320

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9112 p. 9113

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10351 p. 10352 p. 10354 p. 10356 p. 10359

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11755

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
Les Républicains

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 22 janvier 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 23 janvier 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

GINESTA (Jordi)
sénateur (Var)
Les Républicains

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des transports (ART) et Mme Stéphanie Druon, secrétaire générale.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

GIRARDIN (Annick)
ministre de la mer
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)
ministre des outre-mer
(jusqu'au 3 juillet 2020)

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-1162 du 23 septembre 2020 relative aux conditions de travail des jeunes travailleurs de moins de dix-huit ans à bord des navires et à l'embarquement de personnes autres que gens de mer à des fins d'observation ou de mise en situation en milieu professionnel [n° 214 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Travail.**

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-1170 du 13 novembre 2019 relative au régime juridique du schéma d'aménagement régional [n° 306 (2019-2020)] (5 février 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-1335 du 11 décembre 2019 portant dispositions relatives à l'outre-mer du code de la défense et l'ordonnance n° 2020-7 du 6 janvier 2020 relative à la prise en compte des besoins de la défense nationale en matière de participation et de consultation du public, d'accès à l'information et d'urbanisme [n° 355 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Défense - Outre-mer.**

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière électorale, d'urgence sanitaire et de trêve des expulsions dans les collectivités d'outre-mer [n° 432 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme - Outre-mer.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-599 du 20 mai 2020 portant mise en œuvre de la convention sur le travail dans la pêche et d'amendements à la convention du travail maritime [n° 672 (2019-2020)] (22 juillet 2020) - **Agriculture et pêche - Travail.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-933 du 29 juillet 2020 relative aux conditions d'exercice d'activités maritimes accessoires et à l'adaptation des conditions d'exercice de certaines activités maritimes aux voyages à proximité du littoral [n° 62 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Questions sociales et santé - Transports.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur la société hydro-électrique du midi et le renouvellement des concessions hydroélectriques** - (18 février 2020) : p. 1498

- **Question orale sans débat relative au prix des carburants en Guyane** - (18 février 2020) : p. 1499

- **Question orale sans débat sur la lutte contre les violences faites aux femmes** - (18 février 2020) : p. 1500

- **Débat sur les risques naturels majeurs outre-mer** - (18 février 2020) : p. 1549 p. 1551 p. 1552 p. 1553 p. 1554 p. 1555 p. 1556 p. 1557 p. 1558 p. 1559 p. 1560 p. 1561 p. 1562

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation financière des collectivités territoriales en outre-mer à la suite de la Covid-19** - (3 juin 2020) : p. 5142 p. 5143

- **Question orale sans débat sur le traitement des listes électorales par l'État en Nouvelle-Calédonie** - (16 juin 2020) : p. 5660

- **Question orale sans débat sur le fonctionnement du poste de police nationale d'Hérouville-Saint-Clair dans le Calvados** - (16 juin 2020) : p. 5661

- **Question orale sans débat sur la fusion des établissements portuaires de Rouen, du Havre et de Paris au sein d'un même établissement public** - (5 novembre 2020) : p. 8328

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la menace d'un Brexit sans accord pour le secteur de la pêche** - (9 décembre 2020) : p. 11708 p. 11709

GIRAUD (Joël)
*secrétaire d'État auprès de la ministre de
 la cohésion des territoires et des
 relations avec les collectivités
 territoriales, chargé de la ruralité
 (du 27 juillet 2020 au 31 décembre
 2020)*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 39 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Article 2** (*Prise en compte des impératifs de cybersécurité dans les marchés publics*) : p. 7690

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7695 p. 7696 p. 7704 - **Article 1er** (*Interdiction d'opposer aux collectivités territoriales des critères d'éligibilité à la DETR supplémentaires par rapport à ceux prévus par loi*) : p. 7706 - **Article 2** (*Renforcement du rôle de la commission des élus pour la DETR*) : p. 7707 p. 7708 p. 7710 p. 7711

- **Question orale sans débat relative à l'accès à la couverture mobile dans le département de la Mayenne** - (5 novembre 2020) : p. 8318

- **Question orale sans débat sur la politique d'accessibilité et de médiation en matière numérique** - (5 novembre 2020) : p. 8319

- **Question orale sans débat relative au report de la caducité des plans d'occupation des sols au 31 décembre 2021** - (5 novembre 2020) : p. 8320

- **Question orale sans débat sur le regroupement des fonctions de juge d'instruction** - (5 novembre 2020) : p. 8321

- **Question orale sans débat relative à la création d'une neuvième juridiction interrégionale spécialisée à Toulouse** - (5 novembre 2020) : p. 8322

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9196 p. 9198 p. 9199 p. 9200 p. 9201 p. 9202 p. 9203 p. 9204 p. 9205 p. 9206 p. 9207 p. 9208 p. 9209

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12833 p. 12834

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12854 p. 12855 p. 12856 p. 12857 p. 12859 p. 12860 - **Article 54 ter (nouveau)** (*Prorogation de sept dispositifs de zonages jusqu'au 31 décembre 2022*) : p. 12865 p. 12866 - **Article additionnel après l'article 54 ter - Amendement n° II-471 rectifié** (*Installation en zone franche urbaine-territoire entrepreneur (ZFU) - Avantages - Exclusion des médecins*) : p. 12867

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10893 p. 10894 - **Article 57** (*Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA*) : p. 10897 p. 10898 - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10908 p. 10911 p. 10912 p. 10914 p. 10917 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-44 rectifié**

bis, n° II-173 rectifié sexies, n° II-405 rectifié ter et n° II-913 rectifié (*Communes touristiques de moins de 10 000 habitants - Répartition du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Modification*) : p. 10922 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-224 rectifié ter, n° II-46 rectifié ter, n° II-169 rectifié quinquies, n° II-403 rectifié ter, n° II-871 et n° II-911 rectifié** (*Dotations globales de fonctionnement (DGF) - Montant de la dotation forfaitaire par habitant - Rééquilibrage entre communes*) : p. 10925 p. 10926 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-581 rectifié ter** (*Dotations globales de fonctionnement (DGF) - Financement de la péréquation verticale - Communes au potentiel fiscal par habitant élevé - Participation*) : p. 10927 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-408 rectifié sexies** (*DGF forfaitaire par habitant - Communes de 1000 à 100 000 habitants - Coefficient logarithmique - Modification*) : p. 10928 p. 10929 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-704 rectifié bis et n° II-706 rectifié bis** (*Mayotte - Établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) - Adaptations*) : p. 10932 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-931 rectifié bis** (*Protection de l'ensemble des intercommunalités - Perception d'au moins 100 % de la dotation par habitant de l'année précédente*) : p. 10932 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-756** (*Calcul de la dotation forfaitaire et du Fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales - Coefficient logarithmique - Rapport au Parlement*) : p. 10933 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-767 rectifié bis** (*Collectivités locales - Charges exceptionnelles et recettes - Rapport au Parlement*) : p. 10934 - **Article 59 (nouveau)** (*Modification des règles de calcul de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)*) : p. 10936 p. 10937 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-907 rectifié** (*EPCI - Éligibilité à la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Critère de densité - Modification*) : p. 10938 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-757 rectifié** (*Communes de moins de 1 000 habitants - Financement d'opérations - Fraction de l'enveloppe versée à chaque département - Attribution*) : p. 10941 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-611 rectifié** (*Synergies entre les différentes dotations - Commission régionale de suivi des investissements locaux - Instauration*) : p. 10942 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-47 rectifié quater, n° II-171 rectifié sexies, n° II-406 rectifié quater, n° II-805 rectifié, n° II-872 rectifié et n° II-912 rectifié bis** (*Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Opérations éligibles - Investissements touristiques - Inclusion*) : p. 10943 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-225 rectifié ter et n° II-435 rectifié ter** (*Dotations d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Procédure d'octroi - Transparence - Renforcement*) : p. 10946 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-580 rectifié quater, n° II-610, n° II-558 rectifié bis, n° II-930 rectifié bis et n° II-949 rectifié bis** (*Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Subventions - Attribution par le préfet de département - Commission des investissements locaux - Création*) : p. 10950 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-734 rectifié bis et n° II-562 rectifié** (*Collectivités territoriales ou leurs groupements - Opérations d'investissement - Participation du maître d'ouvrage - Modifications*) : p. 10951 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-667 rectifié bis** (*Dotations particulières élu local (DPEL) - Toutes les communes de 200 habitants et moins - Bénéfice*) : p. 10952 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-609** (*Dotations de soutien à l'investissement des départements (DSID) - Part « projet » - Association des présidents de conseils départementaux - Décisions de subvention - Information du public*) : p. 10953 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-848 rectifié** (*Dotations de solidarité communautaires (DSC) - Règles de répartition - Assouplissement*) : p. 10953 - **Article 61 (nouveau)** (*Stabilisation du schéma de financement*

de la métropole du Grand Paris (MGP) et versement exceptionnel de la dynamique de la CFE perçue par les établissements publics territoriaux à son profit en 2021) : p. 10955 p. 10956 p. 10957 - **Article 62 (nouveau)** (Modification des conditions de réévaluation du prélèvement spécifique opéré sur les établissements publics de coopération intercommunale soumis auparavant à une « dotation globale de fonctionnement négative ») : p. 10958 - **Article 63 (nouveau)** (Prolongation en 2021 du fonctionnement de fonds de stabilisation des départements) : p. 10958 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-122** (Métropole du Grand Paris (MGP) - Attributions de compensation - Règles de calcul - Modifications) : p. 10959 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-783 rectifié ter, n° II-803, n° II-772 rectifié, n° II-200 rectifié bis et n° II-195 rectifié bis** (Verdissement des dotations de l'État - Mode d'attribution -

Modification des critères) : p. 10962 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-199 rectifié bis et n° II-849 rectifié bis**, (Reversement - Ensembles intercommunaux (« EI ») - Modifications) : p. 10964 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-951 rectifié** (Fonds de péréquation intercommunal (FPIC) - Répartition - Parts égales entre les communes et les intercommunalités) : p. 10964 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-516 rectifié** (Fonds de péréquation intercommunal (FPIC) - Éligibilité au reversement - Garantie de sortie progressive - Création) : p. 10965 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-545 rectifié bis et n° II-559** (Territoires - Financements dédiés à la transition écologique - Rapport au Parlement) : p. 10965 p. 10966

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
Les Républicains

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, visant à modifier le classement dont bénéficie le loup au sein de la Convention de Berne [n° 571 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Agriculture et pêche - Environnement.**

Décédée le 24 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales jusqu'au 24 septembre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

GOLD (Éric)
sénateur (Puy-de-Dôme)
RDSE

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020 ; puis vice-président le 25 février 2020.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus [n° 429 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'événementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF, Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs et Frédéric Delorme, président-directeur général de Fret SNCF (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, Mmes Anne-Marie Couderc, présidente non exécutive du groupe Air France-KLM, Anne Rigail, directrice

générale d'Air France, et Anne-Sophie Le Lay, secrétaire générale du groupe Air France-KLM et d'Air France (en téléconférence).

Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en téléconférence, de M. Gaël Giraud, économiste, sur la « relance verte ».

Réunion du lundi 18 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de MM. Christian Janin, président, et Hervé Fernandez, directeur, de l'Agence nationale de lutte contre l'illectronisme (ANLCI) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Biodiversité - Audition de M. Jean-François Guégan, professeur à l'École des hautes études en santé publique, membre du Conseil national français sur les changements globaux sur le thème « crise environnementale et pandémie ».

Réunion du lundi 25 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits (en téléconférence).

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de l'Assemblée des Communautés de France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de MM. Paul Hermelin, président-directeur général, et de Jérôme Buvat, directeur de l'Institut de recherche, de Capgemini (en téléconférence).

Réunion du lundi 8 juin 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Table ronde d'opérateurs et d'entreprises du numérique.

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Audition de M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France, président du département de Charente-Maritime.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement, et Jean-François Silvain, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité sur le lien entre pandémies et atteintes à la biodiversité.

(*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Table ronde des associations (en téléconférence).

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) :

Audition de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du mardi 30 juin 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Table ronde consacrée aux associations d'élus (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Échanges de vues sur les travaux en cours de la mission d'information (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Audition de M. Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine, vice-président de Régions de France.

Réunion du mercredi 9 septembre 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de Mme Salwa Toko, présidente du Conseil national du numérique.

Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Questions diverses.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Gisèle Rossat-Mignod, directrice, et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, Réseau de la Banque des territoires, Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général « territoires et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur le thème : « Demain les robots : vers une transformation des emplois de service »** - (9 janvier 2020) : p. 135

- **Question d'actualité au Gouvernement relative au remplacement des auxiliaires de vie scolaire** - (22 janvier 2020) : p. 452

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire** - *Commission mixte paritaire [n° 231 (2019-2020)]* - (30 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 809

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 19** (*Déconcentration et simplification de certaines décisions administratives dans le champ de la santé*) : p. 1957

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la dotation globale horaire dans les établissements ruraux** - (4 mars 2020) : p. 2080

- **Question orale sans débat sur les places dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile et de logement social** - (16 juin 2020) : p. 5685 p. 5686

- **Question orale sans débat sur la prestation de fidélisation et de reconnaissance des pompiers volontaires** - (21 juillet 2020) : p. 7096 p. 7097

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Article 1er** (*Auteurs d'infractions terroristes - Lutte contre la récidive - Mesures de sûreté*) : p. 7135 p. 7136 p. 7137

- **Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (18 novembre 2020) : p. 9210

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9211

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9254 p. 9255

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

- (27 novembre 2020) : p. 10305

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10321 p. 10322 p. 10324 p. 10326 p. 10329 p. 10345

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11751

GONTARD (Guillaume)
sénateur (Isère)
CRCE-R, puis GEST

Président du groupe Écologiste - Solidarité et Territoires à compter du 5 octobre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020.

Vice-président de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne le 13 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 3 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages jusqu'au 7 décembre 2020.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)] (18 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Action extérieure de l'État : Français à l'étranger et affaires consulaires [n° 140 tome 3 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

Proposition de loi visant à l'interdiction du recours aux examens radiologiques osseux ayant pour objectif de contester la minorité d'un étranger [n° 227 (2020-2021)] (14 décembre 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à l'économie circulaire et à la lutte contre le gaspillage.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'exposition du quotidien aux perturbateurs endocriniens.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF, Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs et Frédéric Delorme, président-directeur général de Fret SNCF (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, Olivier Gupta, directeur général, et Philippe Chaumet-Riffaud, commissaire de l'Autorité de sûreté nucléaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Brune Poirson, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, sur les répercussions de la crise du Covid-19 sur la gestion des déchets (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gestion de la crise du Covid-19 et de l'après-crise en Île-de-France - Audition de Mme Valérie Pécresse, présidente de la Région Île-de-France (en téléconférence).

Audition de Mme Catherine Guillouard, présidente-directrice générale de la RATP, sur les répercussions de la crise du Covid-19 et de l'après-crise au sein de la RATP (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Biodiversité - Audition de M. Jean-François Guégan, professeur à l'École des hautes études en santé publique, membre du Conseil national français sur les changements globaux sur le thème « crise environnementale et pandémie ».

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Luc Lallemand, président-directeur général de SNCF Réseau.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Déploiement de la 5G et aménagement numérique de la France - Audition de M. Martin Bouygues, président-directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Pascal Canfin, président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen.

Mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique - Examen du rapport d'étape.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative aux impacts sanitaires et environnementaux de la 5G.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Application de la loi Montagne - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE).

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. M. Rahman Mustafayev, ambassadeur d'Azerbaïdjan en France.

Audition de S. E. Mme Hasmik Tolmajyan, ambassadrice d'Arménie en France.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 151 « Français à l'étranger et affaires consulaires » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Juan Guaido, président de l'Assemblée nationale

du Venezuela et président de transition en charge de mettre en œuvre un processus électoral.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de M. Joël Meyer, ambassadeur de France au Mali.

Situation du Venezuela - Audition de S.E. M. Hector Michel Mujica Ricardo, ambassadeur de la République bolivarienne du Venezuela auprès de la République française et des Principautés de Monaco et Andorre.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 22 p. 23

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières** [n° 165 (2019-2020)] - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 196 p. 197

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles** [n° 154 (2019-2020)] - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 251 - **Article 1er** (*Réforme du fonds de prévention des risques naturels majeurs*) : p. 263

- **Projet de loi relatif à la bioéthique** [n° 238 (2019-2020)] - (28 janvier 2020) - **Article 17** (*priorité*) (*Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale*) : p. 658 - **Article 14** (*Différenciation des régimes juridiques d'autorisation s'appliquant à l'embryon et aux cellules souches embryonnaires*) : p. 667

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève** [n° 281 (2019-2020)] - (4 février 2020) - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 885 p. 886

- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique** [n° 260 (2018-2019)] - (6 février 2020) - **Article 5** (*Rapport sur la libéralisation du marché de l'énergie*) : p. 1430

- **Question orale sans débat sur le statut juridique des postes-frontières** - (18 février 2020) : p. 1507

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée** [n° 336 (2019-2020)] - (25 février 2020) - **Article 8** (*art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement*) : p. 1724 p. 1728 p. 1729

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conditions de travail des inspectrices et inspecteurs du travail pendant l'état d'urgence sanitaire** - (22 avril 2020) : p. 3002 p. 3003

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 403 (2019-2020)] - (22 avril 2020) - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3023 p. 3047 p. 3087 p. 3097 - **Article 7** (*Modification du régime d'octroi de la garantie de l'État aux prêts bancaires des entreprises*) : p. 3137 - **Article 12 (nouveau)** (*Rapport sur l'utilisation des ressources attribuées au compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État »*) : p. 3152 p. 3156 p. 3158

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19** [n° 499 (2019-2020)] - (16 juin 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5705

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** [n° 624 (2019-2020)] - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1006 rectifié bis** (*Forfait mobilité - Exonération fiscale - Augmentation*) : p. 6469 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 25 rectifié ter, n° 193 rectifié ter, n° 308 rectifié bis, n° 560 et n° 989** (*Producteurs de spécialités laitières AOP-IGP - Dons - Défisicalisation temporaire*) : p. 6474 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 26 rectifié ter, n° 194 rectifié ter, n° 309 rectifié bis, n° 561 rectifié bis et n° 990** (*Producteurs de spécialités laitières AOP-IGP - Dons - Défisicalisation temporaire*) : p. 6475 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 614 rectifié ter, n° 1004 rectifié et n° 1035 rectifié** (*Eco-contribution kilométrique - Création*) : p. 6494 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 908** (*Automobile - Malus écologique - Augmentation*) : p. 6502 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 625 rectifié bis** (*Malus automobile - Composante poids - Intégration*) : p. 6503 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 242 rectifié quinquies, n° 627 rectifié ter, n° 972 rectifié bis et n° 1013 rectifié** (*Transition énergétique - Collectivités territoriales - Dotation*) : p. 6531 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 694 rectifié quater, n° 881, n° 969 rectifié et n° 985 rectifié bis** (*Grandes surfaces - Vente en vrac - TVA - Baisse*) : p. 6535 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 872, n° 967 rectifié et n° 983 rectifié** (*Transport de voyageurs - TVA - Taux réduit - Application - Hors aérien*) : p. 6541 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 906** (*Services d'autopartage - TVA - Taux réduit - Application*) : p. 6542 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 693 rectifié bis, n° 912, n° 966 rectifié et n° 982 rectifié** (*Bois labellisé ou certifié - TVA - Taux réduit - Application*) : p. 6545

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*) : p. 6658 p. 6667 - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6751 p. 6753 p. 6755 p. 6756 p. 6760

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la taxe sur les transactions financières** - (14 octobre 2020) : p. 7444 p. 7445

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières** [n° 61 (2020-2021)] - (27 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7786 p. 7787 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7830

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8030 p. 8031 p. 8031

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes** [n° 88 (2020-2021)] - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8237 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8243

- **Question orale sans débat relative aux mesures de contrôle et aux alternatives au nitrate d'ammonium** - (5 novembre 2020) : p. 8316 p. 8317

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)]

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 916** (*Location de locaux d'habitation meublés à titre lucratif - Contrôle - Facilitation*) : p. 8562 -

Article 16 (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8604

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 28** (*Ajustements à la réforme du financement des établissements de santé*) : p. 8704 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis** (*Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives*) : p. 8762 - **Article 35** (*Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire*) : p. 8788 p. 8793

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 3** (*Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée*) : p. 9448 p. 9451

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 sexdecies - Amendement n° I-1180** (*Prise de congés des agriculteurs - Recours au service de remplacement - Crédit d'impôt - Augmentation*) : p. 9556 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-210 rectifié, n° I-370 rectifié, n° I-1065 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-1137 rectifié et n° I-1252** (*Grandes et moyennes surfaces et plateformes de e-commerce - Taxation exceptionnelle en faveur des commerces de proximité - Création*) : p. 9587 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1138 rectifié et n° I-1136 rectifié (N° I-1138 rectifié : Entreprises de la grande distribution - Contribution exceptionnelle - Mise en place ; n° I-1136 rectifié : Bénéfices exceptionnels des plus grandes entreprises - Contribution de solidarité nationale)** : p. 9589 p. 9590 - **Article 5** (*Neutralisation fiscale de la réévaluation libre des actifs*) : p. 9600 - **Article 6** (*Étalement de la plus-value réalisée lors d'une opération de cession-bail d'immeuble par une entreprise*) : p. 9602 - **Article 8** (*Aménagements du crédit impôt recherche et du crédit impôt innovation*) : p. 9610 p. 9611 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter** (*Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses*) : p. 9645 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1020 rectifié bis** (*Dividendes - Taxation additionnelle*) : p. 9651 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-918 rectifié** (*Exonération des dons aux enfants ou petits-enfants à hauteur de 100 000 euros par bénéficiaire - Suppression*) : p. 9688

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (25 novembre 2020) : p. 10105 p. 10107

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)]** - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10116

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10210 - **Plan de relance - État B** : p. 10224 p. 10250 p. 10262 p. 10266 p. 10267

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10328

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10391 p. 10394

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2020) : p. 10422 p. 10423

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) - **État B** : p. 12841

Cohésion des territoires - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12859

Outre-mer

- (3 décembre 2020) : p. 11003

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11047

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) : p. 11162

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11749

- **Déclaration du Gouvernement suivi d'un débat, sur la place de la stratégie vaccinale dans le dispositif de lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (17 décembre 2020) : p. 12019

GOSSELIN (Béatrice)
sénatrice (Manche)
Les Républicains-A

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 4 décembre 2020.

Devenu sénateur le 4 décembre 2020 (en remplacement de M. Alain Sévêque, démissionnaire de son mandat).

GOULET (Nathalie)
sénateur (Orne)
UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020.

Secrétaire de la commission des finances jusqu'au 6 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (17 juillet 2020).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à améliorer la lutte contre la fraude aux financements européens dans le cadre des politiques de voisinage [n° 309 (2019-2020)] (6 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société - Union européenne**.

Proposition de loi portant mesures exceptionnelles du régime de la détention provisoire en cas de crise sanitaire majeure [n° 375 (2019-2020)] (16 mars 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la protection des données de santé [n° 576 (2019-2020)] (26 juin 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à prendre, à titre expérimental, des dispositions afin de moderniser l'organisation et le fonctionnement du système de santé en Normandie [n° 705 (2019-2020)] (14 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La Zone franc : entre symboles et incompréhensions, la nécessité de clarifier et d'apaiser le débat [n° 729 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les moyens de la sécurisation des ports [n° 56 (2020-2021)] (18 octobre 2020) - **Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liaisons transmanche en contexte de Brexit et de covid-19 [n° 105 (2020-2021)] (2 novembre 2020) - **Questions sociales et santé - Transports - Union européenne**.

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à appliquer diverses mesures urgentes pour lutter contre les fraudes sociales [n° 232 (2020-2021)] (15 décembre 2020) - **Budget - Sécurité sociale**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Hugo Micheron, docteur en sciences politiques, chercheur à l'École normale supérieure.

Audition de Mme Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue, chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique.

Échange de vues avec MM. Éric Diard et Éric Poulliat, députés.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des finances*) : Compte rendu de la réunion du bureau et programme de contrôle des rapporteurs spéciaux pour 2020 - Communication.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 15 avril 1999 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Botswana en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des finances*) : Proposition de résolution européenne sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de représentants de fédérations sportives.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Gilles Pecout, recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, M. Daniel Auverlot, recteur de l'académie de Créteil et Mme Charline Avenel, rectrice de l'académie de Versailles.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. François Héran, professeur au Collège de France, chaire Migrations et sociétés.

Audition de M. Michel Aubouin, ancien préfet.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Arrêt et démantèlement des installations nucléaires civiles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Audition de M. Rémy Weber, président du directoire de La Banque Postale.

Proposition de loi relative aux Français établis hors de France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 11 mars 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition conjointe de Mmes Isabelle Ullern, doyenne de la Faculté libre d'études politiques (FLEPES), responsable du dispositif expérimental « Formations hybrides avec les acteurs religieux (FHAR) », et Ambre Perrot, chargée de mission de la FLEPES pour le déploiement de la FHAR.

Audition de M. Makhlof Mamèche, président de la Fédération nationale de l'enseignement privé musulman.

Réunion du vendredi 20 mars 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du vendredi 24 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange avec Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, à la suite du Conseil européen du 23 avril 2020 (par téléconférence).

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, suite au Conseil européen du 23 avril 2020 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Audition en application de l'article L. 612-5 du code monétaire et financier de M. Jean-Paul Faugère, candidat proposé aux fonctions de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), puis vote sur la proposition de nomination.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

Réunion du mardi 7 juillet 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

(*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Examen du projet de rapport.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Franc CFA - Communication.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le plan de relance.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Franc CFA - Communication.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

(*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Mission « Sécurité » - Programmes « Police nationale », « Gendarmerie nationale » et « Sécurité et éducation routières » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan - Examen du rapport et du texte proposé par la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 533

- **Question orale sans débat relative aux listes communautaires** - (18 février 2020) : p. 1508

- **Débat sur l'irresponsabilité pénale** - (18 février 2020) : p. 1538 p. 1539

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 38** (*Parquet national financier (PNF) - Fraude fiscale - Traitement des dossiers - Droit d'évocation des affaires*) : p. 1733 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° 50** (*Régime autonome de retraites des avocats - Maintien*) : p. 1749 p. 1750

- **Suite de la discussion** (3 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1882

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2108 p. 2109

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article additionnel après l'article 29 - Amendement n° 83 rectifié bis** (*Silence de l'administration valant décision (SVA) - Exceptions*

au principe - Réduction) : p. 2185 - **Article additionnel après l'article 30 - Amendement n° 10 rectifié** (*Information des communes sur les mouvements de la population - Déclaration à la mairie ou notification de déménagement - Obligation*) : p. 2186 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendements n° 47 rectifié et n° 176 rectifié** (*Pharmacies - Autorisation d'ouverture dans les territoires ruraux - Présence de médecins libéraux sur la commune*) : p. 2194 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 17** (« *Domicile social* » - *Résidence principale d'une personne - Domicile déclaré à l'administration fiscale - Définition*) : p. 2194 p. 2195 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 21** (*Non-respect des obligations légales de déclaration de tout changement de situation familiale ou de lieu de résidence - Sanction*) : p. 2195 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 20** (*Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Droits du porteur et durée de vie de la carte vitale - Alignement*) : p. 2195 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 23** (*Actes de naissance - Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Présentation unifiée selon une norme de type CERFA*) : p. 2196 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 19** (*Justificatif - Certification par un organisme de retraite d'un État étranger - Autorisation*) : p. 2197

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le fonctionnement de la justice pendant la crise sanitaire** - (19 mars 2020) : p. 2488 p. 2489

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Article 5** (*État d'urgence sanitaire - Conditions et encadrement*) : p. 2520 - **Article 7** (*Mesures relevant du domaine de la loi prises par ordonnances du Gouvernement (article 38 de la Constitution) - Liste*) : p. 2545 p. 2550 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 6** (*Débats de prolongation de la détention provisoire en l'absence de la personne détenue - Autorisation*) : p. 2551

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4599 p. 4600 - **Article unique** : p. 4606 - **Article additionnel après l'article unique - Amendements n° 7 rectifié ter, n° 15 et n° 9** (*Établissements bancaires - Extrait standard des tarifs - Publication annuelle obligatoire*) : p. 4609 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 6 rectifié quater** (*État d'urgence sanitaire - Personnes les plus précaires - « agios » - Exonération*) : p. 4613

- **Proposition de loi visant à assurer la revalorisation des pensions de retraite agricoles en France continentale et dans les outre-mer - Deuxième lecture [n° 550 (2019-2020)]** - (29 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6055 p. 6057 p. 6060 - **Article 1er** (*Texte non modifié par la commission*) (*Mise en place d'une garantie « 85 % du SMIC »*) : p. 6064

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la vigilance à l'égard des détenus et ex-détenus radicalisés** - (8 juillet 2020) : p. 6230 p. 6231

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6406

- **Suite de la discussion** (17 juillet 2020) - **Article 1er** (*Annulation de redevances d'occupation du domaine public de l'État et de ses établissements*) : p. 6431 p. 6435 - **Article 2 A (nouveau)** (*Crédit d'impôt pour premier abonnement à un journal, périodique ou service de presse en ligne*) : p. 6439 p. 6440 p. 6442 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 378** (*Compagnies aériennes exerçant en France - Achat d'avions moins polluants - Incitation fiscale*) : p. 6464 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 47 et n° 453 rectifié** (*Départements d'outre-mer - Logements Prêts locatifs sociaux (PLS) - Quota - Augmentation*) : p. 6491 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 935 rectifié bis** (*Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales (Tascom) - Assujettissement*) : p. 6510 p. 6512 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement**

n° 447 rectifié (Taxe « Buffet » - Plafonnement - Suppression) : p. 6516 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 150 rectifié bis et n° 508 rectifié** (Produits viticoles - Augmentation des stocks - Neutralisation fiscale et sociale) : p. 6519 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 151 rectifié bis, n° 173 rectifié bis et n° 506 rectifié** (Exploitants agricoles - Déduction pour aléas (DPA) - Déduction pour épargne de précaution (DPE) - Neutralisation fiscale) : p. 6520 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 507 rectifié** (Exploitants agricoles - Déduction pour aléas (DPA) - Déduction pour épargne de précaution (DPE) - Neutralisation fiscale) : p. 6521 - **Article 4** (Déblocage exceptionnel de l'épargne retraite des travailleurs non-salariés rencontrant des difficultés économiques liées à l'épidémie de Covid-19) : p. 6574

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 170 rectifié et n° 926** (Acteurs de l'assurance - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement) : p. 6609 p. 6611 - **Article 5** (Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire) : p. 6667 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 690** (Collectivités territoriales - Établissements publics - Gel hydroalcoolique - Fourniture gratuite - Prise en charge partielle par l'État) : p. 6701 - **Article 9 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits) : p. 6736 p. 6737 p. 6738 p. 6749 p. 6771 p. 6785

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6824 p. 6853 p. 6855 p. 6862 - **Article 15 bis (nouveau)** (Octroi de la garantie de l'État à l'Agence française de développement au titre des prêts et garanties accordés au secteur privé africain et gouvernance de sa filiale de promotion et de participation pour la coopération économique) : p. 6888 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendements n° 422 rectifié ter, n° 425 rectifié bis et 540 rectifié bis** (Outre-mer - Investissement - Dispositif d'aide fiscale - Prolongation) : p. 6906 - **Article 16 septies (nouveau)** (Précisions relatives à la notification des refus des établissements de crédit d'accorder un prêt garanti par l'État) : p. 6925 - **Article additionnel après l'article 16 septies - Amendement n° 600 rectifié** (Prêt garanti par l'État - Entreprises faisant l'objet d'une procédure collective - Élargissement) : p. 6926 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 267** (Entreprises - Relocalisation - Exonération fiscale) : p. 6935 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 504 rectifié bis et n° 521 rectifié** (Confinement - Loyers commerciaux - Remise totale - Contrepartie - Taxe foncière - Exonération) : p. 6937 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 138 rectifié** (Français établis hors de France - Retenue à la source - Réforme) : p. 6938 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 534 rectifié** (Code général des impôts - Édité du 17 juin 1771 - Abrogation) : p. 6944 p. 6945 - **Article 17 nonies (nouveau)** (Report de la réforme de l'aide juridictionnelle) : p. 6962 - **Article 17 decies (nouveau)** (Accès aux données du fonds de solidarité à des fins de lutte contre le travail illégal, de statistiques et de recherche scientifique) : p. 6962 p. 6963 p. 6965 p. 6967 - **Article additionnel après l'article 17 decies - Amendements n° 228 rectifié sexies et n° 800 rectifié** (Chômage partiel - Lutte contre les fraudes - Autorités habilitées à poursuivre) : p. 6968 - **Article 18** (Exonération de cotisations patronales, aide au paiement des cotisations, remises de dettes et plans d'apurement pour les entreprises affectées par la crise sanitaire) : p. 6986 p. 6987 p. 6991 p. 6992 p. 6993 p. 6994 p. 6995 p. 6998 p. 6999 p. 7000 p. 7003 p. 7006 p. 7009 p. 7011 p. 7013 p. 7014 p. 7015 p. 7016 p. 7017 p. 7018 - **Article additionnel après l'article 18 - Amendements n° 274 rectifié et n° 789** (Crédit d'impôt famille - Assiette - Professions libérales - Extension) : p. 7026 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 1007 rectifié** (Entreprises bénéficiaires d'aides publiques - Versement de dividendes - Interdiction) : p. 7041 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° 943 rectifié** (Entreprises - Aides de l'État - Publication des comptes - Condition) : p. 7043 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° 806 rectifié bis** (Collectivités territoriales - Fraction de TVA -

Montant - Détermination en début d'année) : p. 7047 - **Article additionnel après l'article 23 - Amendements n° 233 rectifié et n° 354 rectifié** (Contrats dits de Cahors - Recettes réelles de fonctionnement (RRF) - Pénalité plafonnée - Suppression) : p. 7051 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 1072** (Contrats d'apprentissage - Aide exceptionnelle - Mise en place) : p. 7054

- **Question orale sans débat sur la fraude sociale** - (21 juillet 2020) : p. 7075

- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales** - Commission mixte paritaire [n° 618 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7119

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine** [n° 631 (2019-2020)] - (21 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7122 p. 7127 p. 7128 p. 7129

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune** [n° 638 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7161 p. 7163 p. 7164 p. 7165

- **Hommage à Catherine Troendlé, vice-présidente du Sénat** - (23 juillet 2020) : p. 7230

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine** - Commission mixte paritaire [n° 674 (2019-2020)] - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7242 p. 7243

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020** - Commission mixte paritaire [n° 658 (2019-2020)] - (23 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7257

- **Débat sur l'orientation des finances publiques** - (23 juillet 2020) : p. 7295 p. 7297 p. 7298

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République** [n° 46 (2020-2021)] - (19 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7540 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 8** (Dispositifs d'asile - Étrangers condamnés à la peine de mort pour participation à une organisation terroriste - Exclusion) : p. 7553 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 7554

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (28 octobre 2020) : p. 7847

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'attitude de certains médias moyen-orientaux et les contre-mesures à prendre** - (28 octobre 2020) : p. 7851 p. 7852

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire** [n° 79 (2020-2021)] - (29 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° 45 et n° 61** (Personnes détenues dans des établissements privés de liberté - Conditions sanitaires - Rapport au Parlement) : p. 8070 - **Article additionnel après l'article 3 quaterdecies - Amendements n° 50, n° 51 et n° 75 rectifié** (État d'urgence sanitaire - Licenciements - Interdiction jusqu'à la fin des mesures d'accompagnement des entreprises) : p. 8083

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 8 rectifié bis** (Titres d'identité et passeports des ressortissants français résidant à l'étranger - Prorogation) : p. 8111 p. 8112 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 22 rectifié quater et n° 23 rectifié quater** (Interdiction de communication institutionnelle pendant les six mois précédant un scrutin - Suspension) : p. 8118 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 21 rectifié ter** (Date de dépôt des comptes de campagne pour les élections sénatoriales - Report) : p. 8119

p. 8120 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 68** (Personnes en situation de fragilité financière - Frais bancaires - Exonération) : p. 8124

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 100 rectifié** (Exonération TO-DE - Plafond - Relèvement) : p. 8476 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 101 rectifié** (Dispositif TO-DE - Méthode de calcul - Ajustement) : p. 8478 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 422 rectifié et n° 706 rectifié bis** (Revenus fonciers tirés de la location de terres par bail rural - CSG - Abaissement) : p. 8480 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 29 rectifié quater, n° 323 rectifié ter, n° 524 rectifié quinquies et n° 788 rectifié** (Abattements de cotisations sociales - Extension aux Ehpad et USLD du secteur public) : p. 8482 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 983** (Recours au temps partiel - Cotisations d'assurance sociale employeur - Majoration) : p. 8484 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 828 rectifié bis** (Contrôle URSSAF - Recours à un tiers - Création) : p. 8485 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 326 rectifié** (URSSAF - Entreprises d'au moins 10 salariés - Contrôle - Durée maximale - Instauration) : p. 8485 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 443 rectifié bis** (Défense du pavillon maritime français - Exonération pérenne des charges salariales - Instauration) : p. 8490 - **Article 13 bis (nouveau)** (Exonérations de cotisations et contributions sociales pour les employeurs du secteur de la viticulture ayant subi les conséquences de la crise due à l'épidémie de covid-19) : p. 8493 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 75 rectifié bis** (Exploitants agricoles - Calcul des cotisations sociales - Modalités) : p. 8496

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 974** (Revenus financiers des sociétés - Assujettissement à cotisation sociale) : p. 8514 - **Article 13 quinquies (nouveau)** (Suppression de la surcotisation patronale sur la prime de feu versée aux sapeurs-pompiers professionnels) : p. 8530 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 84 rectifié bis** (Contrôle URSSAF - Profils de fraudeurs - Mesures conservatoires préventives) : p. 8559 p. 8560 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 622 rectifié bis** (Opérateurs de transports publics urbains - Carte accordée par nécessité de service aux salariés - Clarification) : p. 8561 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 916** (Location de locaux d'habitation meublés à titre lucratif - Contrôle - Facilitation) : p. 8562 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 204 rectifié** (Lutte contre les fraudes sociales - Mesures prises par l'administration fiscale - Duplication) : p. 8563 - **Article 15** (Simplification des démarches déclaratives des cotisations et contributions sociales des travailleurs indépendants agricoles) : p. 8568 - **Article 15 quater (nouveau)** (Instauration d'un dispositif de déclaration et de paiement pour les travailleurs non salariés relevant du régime de protection sociale des marins) : p. 8571 p. 8572 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° 787 rectifié** (Lutte contre le non recours aux aides existantes - Automaticité des droits) : p. 8575 - **Article 16** (Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie) : p. 8608

- **Rappel au règlement** - (13 novembre 2020) : p. 8690

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)] (suite)**

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 27** (Favoriser l'investissement courant à travers la reprise de la dette des établissements de santé assurant le service public hospitalier) : p. 8699 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié**

ter (Dépenses des agences régionales de santé (ARS) - Information du Parlement) : p. 8711 - **Article 30** (Pérennisation et développement des maisons de naissance) : p. 8725 - **Article 32** (Prise en charge intégrale par l'assurance maladie obligatoire des téléconsultations) : p. 8747 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendements n° 98 rectifié bis, n° 243 rectifié bis, n° 264 rectifié quinquies, n° 508 rectifié et n° 634** (Régulation des patients au sein des services d'urgences - Développement de la téléconsultation en amont - Expérimentation) : p. 8748 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis** (Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives) : p. 8758

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 35 bis - Amendement n° 762 rectifié** (Capacité d'information du parent créancier - Renforcement) : p. 8819 - **Article 42** (Isolement et contention) : p. 8877 - **Article additionnel avant l'article 43 A - Amendement n° 88 rectifié bis** (Soins en dehors du territoire français - Couverture des charges - Refus) : p. 8885 - **Article additionnel avant l'article 43 A - Amendements n° 81 rectifié, n° 365 rectifié ter et n° 688 rectifié ter** (Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Versement direct sur un compte à l'étranger hors espace économique européen - Interdiction) : p. 8886 - **Article additionnel avant l'article 43 A - Amendement n° 77 rectifié bis** (Prestations sociales - Versement - Interdiction (sauf livret A)) : p. 8886 - **Article 43 A (nouveau)** (Transmissibilité des informations relatives au renouvellement des titres de séjour entre organismes de sécurité sociale) : p. 8887 p. 8888 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendements n° 76 rectifié et n° 685 rectifié** (Lutte contre les fraudes aux prestations sociales - Répertoire national des bénéficiaires pour la branche famille - Répertoire national commun de la protection sociale - Fusion) : p. 8888 p. 8889 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendement n° 79 rectifié** (Numéro d'inscription au répertoire national d'identification des personnes physiques (NIR) - Obtention frauduleuse - Annulation automatique) : p. 8890 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendement n° 72** (Prestations frauduleuses - Délai de carence pour une nouvelle prestation) : p. 8890 p. 8891 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendement n° 94 rectifié bis** (Entreprises - Fraudes aux cotisations - Présidents des tribunaux de commerce du ressort - Participation) : p. 8891 - **Article additionnel après l'article 43 A - Amendements n° 122 rectifié bis et n° 467 rectifié ter** (Lutte contre les fraudes transfrontalières - Conventions - Rapport au Parlement) : p. 8891 p. 8892 - **Article additionnel après l'article 43 B - Amendement n° 80 rectifié** (Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Distinction comportement frauduleux (omissions, erreurs) - Précisions) : p. 8893 - **Article 43 D (nouveau)** (Communication aux organismes de sécurité sociale de tout changement de situation familiale ou de résidence afin de lutter contre la fraude) : p. 8894 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 341 rectifié** (Fraudes sociales dans le secteur médical - Conventonnement des médecins - Suspension) : p. 8896 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 342 rectifié** (Fraude manifeste - Procédure de déconventionnement provisoire - Déclenchement) : p. 8896 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 193** (Fraudes aux prestations - Extrapolation des indus à partir d'un échantillon - Déconventionnement d'urgence en cas de faute grave) : p. 8897 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 74 rectifié** (Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Domicile fiscal et domicile social - Assimilation) : p. 8898 p. 8899 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 71 rectifié bis** : p. 8900 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 73 rectifié** (Répertoire national commun de la protection sociale (RNCPS) - Modalités de gestion - Rapport au Parlement) : p. 8900 p. 8901 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendements n° 742 rectifié bis et n° 743 rectifié bis** (Fonds d'indemnisation des victimes des pesticides - Saisie - Report du délai) : p. 8912 - **Article 47 ter (nouveau)** (Faculté d'utiliser la biométrie pour vérifier l'existence d'un titulaire de pension de

retraite domicilié hors de France) : p. 8917 - **Explications de vote sur l'ensemble de la quatrième partie** : p. 8927

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 32 (Échéances sociales et fiscales - Report - Conditions)** : p. 8953 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 139 rectifié bis (Filière conchylicole - Redevance d'occupation du domaine public - Exonération temporaire)** : p. 8961 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 31 (Collectivités territoriales - Dépenses d'équipement - Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Remboursement - Contemporanéité)** : p. 8967 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 38 rectifié (Notion d'établissement stable - Création)** : p. 8977

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B (Budget général : ouvertures de crédits)** : p. 9019 p. 9029 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 49 rectifié bis (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Taux - Augmentation)** : p. 9064 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 39 rectifié bis (Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales - Assujettissement)** : p. 9070 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 96 rectifié bis (Fournisseurs - Régime des créances)** : p. 9070 p. 9071 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 41 rectifié (Entreprises déclarant des bénéfices dans des pays ayant des pratiques fiscales déloyales - Délivrance d'aides publiques - Interdiction)** : p. 9075

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9249 p. 9250

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9264 p. 9274

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-713 rectifié ter (Clubs d'investissement - Gains boursiers - Exonération d'impôt sur le revenu - Suppression)** : p. 9414 - **Article 3 (Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée)** : p. 9442 p. 9443 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-311 (Déménagement des sièges sociaux des entreprises vers des territoires ruraux ou périurbains - Incitation fiscale)** : p. 9453 p. 9454 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-312 (Artisans pêcheurs - Déduction pour épargne de précaution - Établissement)** : p. 9456 p. 9457

- **Suite de la discussion (21 novembre 2020) - Article additionnel après l'article 3 octies - Amendement n° I-729 rectifié (Bassins urbains en déclin industriel - Redynamisation - Modification)** : p. 9506 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1015 rectifié (Entreprises ayant une présence numérique significative en France - Notion d'établissement stable)** : p. 9514 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendement n° I-1189 (Presse en ligne d'information politique et générale - Crédit d'impôt - Extension à la presse d'information professionnelle)** : p. 9525 - **Article 4 (Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements)** : p. 9563 p. 9570 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-58 rectifié (Assureurs - Contribution exceptionnelle - Instauration)** : p. 9582 - **Article**

additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-313 rectifié ter (Cybersécurité - Investissement dans des diagnostics d'audit ou dans des solutions de protection des données - Crédit d'impôt) : p. 9583 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-210 rectifié, n° I-370 rectifié, n° I-1065 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-1137 rectifié et n° I-1252 (Grandes et moyennes surfaces et plateformes de e-commerce - Taxation exceptionnelle en faveur des commerces de proximité - Création)** : p. 9588 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-316 rectifié (TPE - Privilège du Trésor - Renonciation au profit des fournisseurs)** : p. 9591 p. 9592 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-649 rectifié, n° I-984 rectifié, n° I-1026, n° I-211 rectifié et n° I-1061 (« Pure players » - Entrepôt de stockage - Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Assujettissement)** : p. 9592 - **Article 5 (Neutralisation fiscale de la réévaluation libre des actifs)** : p. 9600 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-345 rectifié bis, n° I-602 rectifié et n° I-814 (Vente d'un terrain à bâtir - Plus-values - Abattement fiscal - Extension aux communes situées en zones B1)** : p. 9665 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-293 rectifié ter (Dividendes versés dans un plan d'épargne retraite (PER) - Prélèvement forfaitaire non libératoire - Exonération)** : p. 9679 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-103 rectifié, n° I-815 rectifié et n° I-474 rectifié ter (Régime fiscal des donations - Rappel fiscal - Abaissement du délai - Modifications (délai - âge du donateur))** : p. 9680 p. 9681 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-81 rectifié bis et n° I-1104 rectifié ter (Exonération des droits de mutation à titre gratuit - Article 19 de la troisième loi de finances rectificative pour 2020 - Extension aux PME - Doublement du plafond)** : p. 9686 p. 9687

- **Suite de la discussion (24 novembre 2020) - Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-732 (Procédure d'abus de droit - Encadrement)** : p. 9988 p. 9989

- **Rappel au règlement** - (26 novembre 2020) : p. 10170

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10386 p. 10392 - **État B** : p. 10404

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) - **État B** : p. 10465 p. 10470 p. 10471 p. 10480 p. 10481

Conseil et contrôle de l'État - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10508

Direction de l'action du Gouvernement - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10513

Remboursements et dégrèvements - Engagements financiers de l'État - Compte d'affectation spéciale : Participation de la France au désendettement de la Grèce - Compte d'affectation spéciale : Participations financières de l'État - Compte de concours financiers : Accords monétaires internationaux - Compte de concours financiers : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics - Investissements d'avenir

- (28 novembre 2020) : p. 10521

Compte d'affectation spéciale : participations financières de l'État - État D

- (28 novembre 2020) : p. 10532 p. 10533

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2020) : p. 10546

- **Rappel au règlement** - (28 novembre 2020) : p. 10550

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Économie - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10562

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56 quinquies (nouveau)** (*Dérogation au principe de séparation de la conception et de la réalisation des travaux pour des opérations de rénovation énergétique financées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10572 - **Article 56 sexies (nouveau)** (*Mise en œuvre de contreparties aux aides apportées par la mission « Plan de relance »*) : p. 10577 p. 10578 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendements n° II-240 rectifié, n° II-254 rectifié bis et n° II-385 rectifié** (*Soutien financier public aux entreprises - Subordination à des engagements sur les plans social, environnemental ou énergétique*) : p. 10581

Sécurité - Compte d'affectation spéciale : Contrôle de la circulation et du stationnement routiers

- (3 décembre 2020) : p. 11067

Sécurité - État B

- (3 décembre 2020) : p. 11080 p. 11085

Immigration, asile et intégration

- (3 décembre 2020) - **État B** : p. 11107

Administration générale et territoriale de l'État

- (3 décembre 2020) : p. 11111 p. 11112 - **État B** : p. 11119

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) : p. 11141 - **État B** : p. 11150 p. 11151

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Gestion des finances publiques - Crédits non répartis - Transformation et fonction publiques - Compte d'affectation spéciale : Gestion du patrimoine immobilier de l'État - Régimes sociaux et de retraite - Compte d'affectation spéciale : Pensions

- (5 décembre 2020) : p. 11259

Gestion des finances publiques - État B

- (5 décembre 2020) : p. 11264 p. 11266 p. 11267

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-129 rectifié** (*Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales - Arbitrage de dividendes - Modification et contrôle*) : p. 11336 p. 11337 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-107 rectifié bis et n° II-427 rectifié ter** (*Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs - Taxe d'habitation - Exonération*) : p. 11365

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-126** (*Aviseurs fiscaux - Régime - Pérennisation*) : p. 11552 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-128** (*Observatoire d'évaluation de l'évasion fiscale internationale et de l'optimisation fiscale - Création*) : p. 11552 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-643 rectifié** (*Lutte contre les fraudes transfrontalières - Rapport au Parlement*) : p. 11553 - **Article additionnel après l'article 46 duodecimes - Amendements n° II-1179 rectifié bis, n° II-1180 rectifié bis et n° II-1290 rectifié quater** (*Association d'aide aux personnes en difficulté - Dons - Réduction d'impôt - Plafond - Relèvement*) : p. 11560 - **Article additionnel après l'article 46 duodecimes - Amendement n° II-132 rectifié** (*Collecte de fonds pour les organismes hors Union européenne - Déductions fiscales - Restrictions*) : p. 11560 p. 11561 - **Article additionnel après l'article 46 duodecimes - Amendement n° II-133 rectifié** (*Cultes - Dons - Déductions d'impôts - Restrictions*) : p. 11561 - **Article 46 terdecimes (nouveau)** (*Extension aux agents de Pôle emploi des droits d'accès au FICOVIE*) : p. 11566 - **Article additionnel après l'article 46 terdecimes - Amendements n° II-148 rectifié bis et n° II-1371 rectifié bis** (*Travailleurs indépendants - Imposition selon le régime du réel - Fiscalité - Alignement sur le régime des salariés*) : p. 11567 - **Article additionnel après l'article 46 octodecimes - Amendement n° II-127 rectifié** (*Procédure de flagrance fiscale - Généralisation*) : p. 11570

- **Proposition de loi visant à supprimer la possibilité ouverte au dirigeant d'une entreprise de déposer une offre de rachat de l'entreprise après avoir organisé son dépôt de bilan [n° 714 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11771 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié quinquies** (*Procédure de rétablissement professionnel - Extension*) : p. 11778 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 3 rectifié** (*Banque de France - Enquêtes - Effets de la crise sanitaire - Intégration*) : p. 11779 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2 rectifié quater** (*Crise sanitaire - Liquidation judiciaire - Privilège du Trésor - Hypothèques légales - Suppression temporaire*) : p. 11780

GOURAULT (Jacqueline)
*ministre de la cohésion des territoires et
des relations avec les collectivités
territoriales*
(jusqu'au 3 juillet 2020)
*ministre de la cohésion des territoires et
des relations avec les collectivités
territoriales*
(du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-1101 du 30 octobre 2019 portant réforme du droit de la copropriété des immeubles bâtis [n° 246 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Logement et urbanisme.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-1170 du 13 novembre 2019 relative au régime juridique du schéma d'aménagement régional [n° 306 (2019-2020)] (5 février 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Projet de loi ratifiant diverses ordonnances prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 en matière de collectivités territoriales et de logement [n° 427 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-539 du 7 mai 2020 fixant des délais particuliers applicables en matière d'urbanisme, d'aménagement et de construction pendant la période d'urgence sanitaire [n° 487 (2019-2020)] (3 juin 2020) - **Logement et urbanisme.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-562 du 13 mai 2020 visant à adapter le fonctionnement des institutions locales et l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux à la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans le cadre de l'épidémie de covid-19 [n° 488 (2019-2020)] (3 juin 2020) - **Collectivités territoriales.**

Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 680 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat relatif au plan d'action en faveur des territoires ruraux** - (7 janvier 2020) : p. 19 p. 20 p. 21 p. 22 p. 23 p. 24 p. 25 p. 26 p. 27 p. 28 p. 29 p. 30

- **Question orale sans débat sur le plan local d'urbanisme intercommunal de l'agglomération Fécamp Caux Littoral** - (14 janvier 2020) : p. 154

- **Question orale sans débat sur le développement des maisons France services sur le territoire** - (14 janvier 2020) : p. 155

- **Question orale sans débat sur les maisons de services publics** - (14 janvier 2020) : p. 156

- **Question orale sans débat sur la composition de l'Agence nationale de la cohésion des territoires** - (14 janvier 2020) : p. 157

- **Question orale sans débat sur les élections communautaires de mars 2020** - (14 janvier 2020) : p. 158

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prime de feu des sapeurs-pompiers** - (5 février 2020) : p. 1328 p. 1329

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le financement de l'accord entre le Gouvernement et les sapeurs-pompiers sur le projet de loi « retraites »** - (5 février 2020) : p. 1333

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1447 - **Article 1er (Rationaliser l'utilisation des panneaux électoraux)** : p. 1456 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié ter (Affiches et bulletins de vote - Noms et photographies de personnes autres que les candidats et leur suppléants - Interdiction)** : p. 1458 p. 1459 p. 1460 - **Article 3 (nouveau) (Coordonnations outre-mer)** : p. 1461 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1461

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones de revitalisation rurale** - (19 février 2020) : p. 1594

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les moyens alloués aux collectivités territoriales pour soutenir la reprise** - (15 avril 2020) : p. 2880

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'assouplissement des conditions d'intervention des collectivités territoriales auprès des acteurs économiques** - (22 avril 2020) : p. 3008

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le soutien aux collectivités territoriales et la coordination** - (29 avril 2020) : p. 3765

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3787

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences financières et budgétaires de la crise sur les collectivités locales** - (20 mai 2020) : p. 4355

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les investissements des collectivités territoriales** - (10 juin 2020) : p. 5544

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan de soutien aux collectivités** - (10 juin 2020) : p. 5545

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le plan d'urgence de soutien aux collectivités territoriales** - (10 juin 2020) : p. 5550

- **Question orale sans débat sur les avantages liés au label « station de tourisme »** - (16 juin 2020) : p. 5683

- **Question orale sans débat sur la prochaine génération de contrats de plan État-région pour 2021-2027** - (16 juin 2020) : p. 5684

- **Question orale sans débat sur le pôle de santé pluridisciplinaire à Langon** - (16 juin 2020) : p. 5685

- **Question orale sans débat sur les places dans les centres d'accueil pour demandeurs d'asile et de logement social** - (16 juin 2020) : p. 5686

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5984 p. 5985 p. 5986 p. 5987

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (8 juillet 2020) : p. 6226

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6385

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la cohésion des territoires et le plan de relance** - (16 juillet 2020) : p. 6416

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le versement d'une aide sociale aux petits entrepreneurs par le conseil départemental** - (16 juillet 2020) : p. 6417

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le calendrier des transferts de compétences entre communes et intercommunalités à l'heure de la crise sanitaire** - (14 octobre 2020) : p. 7445

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7569 p. 7570 - **Article 1er** (Garantie d'une représentation équitable des territoires dans leur diversité) : p. 7580 - **Article 3** (Représentation équitable des territoires - Droit à la différenciation pour les collectivités territoriales) : p. 7582 p. 7584 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 7 rectifié et n° 18 rectifié bis** (Clause de compétence générale pour les départements - Rétablissement et insertion dans la Constitution) : p. 7586 p. 7588 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 16** (Projet de loi de financement des collectivités territoriales (PLFCT) - Création) : p. 7589 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 20 rectifié** (Référendum d'initiative citoyenne - Ouverture aux citoyens résidents) : p. 7592 - **Article 5** (Compensation financière des modifications du périmètre des compétences) : p. 7593 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 17** (Droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales - Extension à tous les étrangers offrant les conditions de résidence requises) : p. 7594 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 21 rectifié bis** (Transposition d'un acte législatif européen - Respect des objectifs poursuivis par cet acte) : p. 7595 - **Article 6** (Modification du régime constitutionnel des territoires ultramarins) : p. 7599 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 9 rectifié bis, n° 22, n° 25 et 28 rectifié bis** (Régime constitutionnel des territoires ultramarins - Modification - Catégorie « pays d'Outre-mer » - Création) : p. 7603 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 10 rectifié bis, n° 24, n° 26 et n° 29 rectifié** (Préambule de la Constitution - Modification - Recueil du consentement des populations pour toute éventuelle séparation d'avec la République - Obligation) : p. 7606 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendements n° 11 rectifié bis, n° 23, n° 27 et n° 30 rectifié** (Recours aux ordonnances - Autorisation) : p. 7607

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)] - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)** - (20 octobre 2020) - **Article 1er** (Renforcement des études d'impact) : p. 7608 p. 7609 - **Article 2** (Mise en œuvre de la différenciation des règles applicables à l'exercice des compétences des collectivités territoriales) : p. 7610 - **Article 3** (Bilan annuel du Gouvernement sur les expérimentations) : p. 7611 - **Article 5** (Coordonnations outre-mer) : p. 7611

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les modalités de compensation pour les collectivités de la baisse des impôts de production** - (21 octobre 2020) : p. 7631

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les zones de revitalisation rurale** - (21 octobre 2020) : p. 7633

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8030

- **Projet de loi organique relatif à la simplification des expérimentations mises en œuvre sur le fondement du quatrième alinéa de l'article 72 de la Constitution [n° 83 (2020-2021)]** - (3 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8188 p. 8191 - **Question préalable** : p. 8192 p. 8193 - **Discussion générale** : p. 8196 p. 8198 p. 8199 - **Article 1er** (Précisions relatives aux collectivités territoriales autorisées à participer à l'expérimentation et aux conditions de l'expérimentation) : p. 8201 p. 8202 - **Article 2** (Décision de toute collectivité territoriale de participer à une expérimentation par une délibération motivée de son assemblée délibérante publiée au Journal officiel - Suppression de la procédure de candidature) : p. 8203 - **Article 5** (Suppression du rapport annuel du Gouvernement au Parlement) : p. 8204 - **Article 6** (Ajout de deux issues possibles aux expérimentations : leur pérennisation dans le principe d'égalité et le maintien de leur abandon) : p. 8206 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° 2 rectifié ter** (Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCI) - Association aux expérimentations locales) : p. 8207

- **Question d'actualité au Gouvernement sur Amazon et le commerce en ligne** - (4 novembre 2020) : p. 8221

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prime « grand âge »** - (18 novembre 2020) : p. 9184

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le binôme maire-préfet** - (25 novembre 2020) : p. 10111

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10888 p. 10889

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10890 p. 10891 - **Article 57** (Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA) : p. 10897 p. 10899 p. 10900 - **Article 58** (Répartition de la dotation globale de fonctionnement) : p. 10905 p. 10907 p. 10909 p. 10910 p. 10912 p. 10915 p. 10920 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-87 rectifié** (Département des Alpes-Maritimes - Catastrophe naturelle - Finances - Clause de revoyure) : p. 10931

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
NI, puis Les Républicains

Réélue le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre suppléante de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe le 28 octobre 2020.

Membre de la délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.) jusqu'au 27 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission d'enquête sur le développement de la radicalisation islamiste et les moyens de le combattre.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au harcèlement criminel [n° 255 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative au pouvoir de police du maire dans les espaces naturels non aménagés [n° 256 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à instituer un délit de harcèlement religieux [n° 257 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Justice - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à ce que les réunions de la commission permanente des départements et des régions soient publiques et à ce qu'elles puissent se dérouler par visioconférence [n° 405 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*): Audition de M. Olivier Roy, professeur au Robert Schumann Centre for Advanced Studies de l'European University Institute de Florence (Italie).

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Audition de S.E. M. Stéphane Visconti, ambassadeur, coprésident français du groupe de Minsk, sur le Haut-Karabagh.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Aide publique au développement à Madagascar - Examen du rapport d'information.

Audition de Mme Sylvie Bermann, ambassadeur de France, ancien ambassadeur en Fédération de Russie.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*): Audition de M. Hugo Micheron, docteur en sciences politiques, chercheur à l'École normale supérieure.

Audition de Mme Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue, chargée de recherche au Centre national de la recherche scientifique.

Échange de vues avec MM. Éric Diard et Éric Poulliat, députés.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Médéric Chapitoux, spécialiste de la radicalisation dans le milieu sportif.

Audition de M. Mohamed Louizi, essayiste.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de représentants de l'Association musulmane pour l'islam de France (AMIF) (sera publié ultérieurement).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Vimont, envoyé spécial du Président de la République pour l'architecture de sécurité et de confiance avec la Russie.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de représentants de fédérations sportives.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Gilles Pecout, recteur de la région académique Île-de-France, recteur de l'académie de Paris, M. Daniel Auverlot, recteur de l'académie de Créteil et Mme Charline Avenel, rectrice de l'académie de Versailles.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de M. Michel Aubouin, ancien préfet.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, et de Mme Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Pierre-Marie Girard, directeur international de l'Institut Pasteur, et Amadou Sall, directeur de l'Institut Pasteur de Dakar, référent de l'Union africaine pour la crise du Covid-19, sur la pandémie de Covid-19 en Afrique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de

M. Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM sur le Moyen-Orient face à la crise sanitaire et géopolitique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Aide publique au développement en Afrique face à l'épidémie de Coronavirus - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD) et du docteur John Nkengasong, directeur du Centre africain de prévention et de contrôle des maladies (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères : point de situation internationale (en téléconférence).

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition conjointe de Mmes Razika Adnani, experte, membre du conseil d'administration de la Fondation Islam de France, et Djemila Benhabib, essayiste, auteur de *Ma vie à contre-Coran*.

Réunion du vendredi 29 mai 2020 (*commission d'enquête sur les réponses apportées par les autorités publiques au développement de la radicalisation islamiste et les moyens de la combattre*) : Audition de Mme Nadia Remadna, présidente de la Brigade des mères.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. René Troccaz, consul général à Jérusalem.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Porte-avions de nouvelle génération - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ismaïl Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 2** (*Suppression de la commission de suivi de la détention provisoire*) : p. 1928

GRAND (Jean-Pierre)
sénateur (Hérault)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la transparence et l'équité des dépenses de communication des collectivités territoriales et de leurs groupements [n° 374 (2019-2020)] (12 mars 2020) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Suivi du rapatriement des Français de passage à l'étranger pendant la crise sanitaire [n° 526 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la responsabilisation lors de fêtes traditionnelles [n° 542 (2019-2020)] (22 juin 2020) - **Culture - Justice - Police et sécurité - Société**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Action extérieure de l'État : Action de la France en Europe et dans le monde [n° 140 tome 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « Le rapatriement des Français bloqués à l'étranger, une mobilisation sans précédent du réseau diplomatique et consulaire » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Mises au point au sujet de votes** - (22 janvier 2020) : p. 462

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs** [n° 466 (2019-2020)] - (30 juin 2020) - **Article 2** (*Gage financier*) : p. 6112

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'usage des cartouches de protoxyde d'azote** - (22 juillet 2020) : p. 7157

- **Mises au point au sujet de votes** - (16 novembre 2020) : p. 8936

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]**

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 1er A (nouveau)** (*Droit à l'image collective des sportifs professionnels*) : p. 8956

- **Débat sur le thème : « Contenu haineux sur internet : en ligne ou hors ligne, la loi doit être la même »** - (19 novembre 2020) : p. 9259

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10388 p. 10389

GRÉAUME (Michelle)
sénatrice (Nord)
CRCE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'économie sociale et solidaire jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 372 (2019-2020)] (5 mars 2020) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi visant à soutenir les collectivités territoriales suite à la crise du covid-19 [n° 495 (2019-2020)] (9 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)] (27 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à lever les obstacles à la circulation des monnaies locales complémentaires et citoyennes [n° 681 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)] (30 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, visant à rendre l'accès gratuit aux masques et aux tests [n° 695 (2019-2020)] (7 septembre 2020) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi portant sur le soutien au commerce de proximité par la création d'une taxe départementalisée sur le commerce en ligne [n° 112 (2020-2021)] (5 novembre 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi portant extension de la loi du 9 décembre 1905 à la collectivité territoriale unique de Guyane [n° 113 (2020-2021)] (6 novembre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Défense : Préparation et emploi des forces [n° 140 tome 6 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour la constitution d'un véritable service public de l'énergie [n° 160 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Énergie - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour un « plan Marshall » du fret ferroviaire [n° 190 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Budget - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à envisager la poursuite de la procédure de ratification du CETA [n° 249 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Agriculture et pêche - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des lois*) : Groupe de travail sur l'obligation de signalement par les professionnels astreints à un secret des violences commises sur les mineurs - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Sébastien Leloup, en application de l'article L. 1451-1 du code de la santé publique, candidat à son renouvellement à la direction générale de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux, des affections iatrogènes et des infections nosocomiales (ONIAM).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Nicolas Revel, directeur général de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Communication de M. Jean-Marie Bockel sur les conclusions de la table ronde du 19 décembre 2019 « Alimentation saine et durable : quels moyens d'action pour les collectivités ? ».

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Yann-Gaël Amghar, directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acoss) (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Geneviève Chêne, directrice générale de Santé publique France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-Yves Grall, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et de Pierre Pribile, directeur général de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Martin Hirsch, directeur général de l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de Mme Josiane Costes et M. Charles Guené sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de l'amiral Pierre Vandier, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur l'actualité des collectivités territoriales, avec la participation de M. François Baroin, président de l'Association des Maires de France ; M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des Départements de France ; M. Renaud Muselier, président de

Régions de France ; M. Sébastien Martin, président de l'Assemblée des Communautés de France.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Aide publique au développement » - Programmes 110 « Aide économique et financière au développement » et 209 « Solidarité à l'égard des pays en développement » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 178 « Préparation et emploi des forces » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Martial Foucault, professeur à Sciences-Po Paris, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 40 p. 41
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)]** - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 84
- **Débat sur la pédopsychiatrie en France** - (8 janvier 2020) : p. 118
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la démission de médecins hospitaliers** - (15 janvier 2020) : p. 237 p. 238
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 495
- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 536 p. 546 - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 558 p. 568 p. 569 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 203 rectifié** (*Carte vitale - Don d'organes - Accord ou non du titulaire - Inscription*) : p. 607 p. 608
- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 29** (*Élargissement des missions du Comité consultatif national d'éthique des sciences de la vie et de la santé*) : p. 771
- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Article 1er** (*Application du service garanti à la desserte des îles*) : p. 883 - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 888 p. 889 p. 890 - **Article 7** (*Consultation des comités de suivi des dessertes*) : p. 897
- **Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire [n° 279 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1358 - **Article 1er** (*Police administrative des maladies vectorielles*) : p. 1362 - **Article 4** (*Lutte contre la prolifération d'ambrosie*) : p. 1366
- **Question orale sans débat sur la lutte contre les violences faites aux femmes** - (18 février 2020) : p. 1500 p. 1501
- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1527
- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1897
- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 16** (*Absorption du Conseil supérieur de l'égalité professionnelle par le Haut Conseil de l'égalité*) : p. 1947
- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2128
- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article 6** (*Prise en charge par l'aide sociale à l'enfance des jeunes majeurs de 18 à 21 ans*) : p. 4582 - **Article 10** (*Présomption de désintérêt des parents des mineurs étrangers isolés pour faciliter la délégation de leur autorité parentale*) : p. 4586
- **Proposition de loi visant à encadrer le démarchage téléphonique et à lutter contre les appels frauduleux - Deuxième lecture [n° 464 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5243 - **Article 1er A** (**suppression maintenue**) (*Modalités d'inscription sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique*) : p. 5246 - **Article 1er** (**texte non modifié par la commission**) (*Obligation d'information du consommateur lors d'un démarchage téléphonique*) : p. 5249 - **Article 1er bis** (*Obligations fixées aux professionnels du démarchage téléphonique pour assurer le respect des droits des consommateurs*) : p. 5252 - **Article 5** (**Texte non modifié par la commission**) (*Encadrement du démarchage téléphonique en cas d'exécution d'un contrat en cours*) : p. 5261
- **Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales [n° 483 (2019-2020)]** - (9 juin 2020) - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 27 rectifié** (*Délit de non-représentation d'enfant - Audition des enfants capables de discernement - Obligation*) : p. 5376 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 12 rectifié** (*Auteur des violences conjugales - Mesure de rappel à la loi - Stages et formations - Obligation*) : p. 5378 p. 5379
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique de l'emploi face à l'explosion du chômage** - (17 juin 2020) : p. 5735 p. 5736
- **Projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires - Commission mixte paritaire [n° 509 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5761
- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 531 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5997 p. 5998
- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 1er** (**Texte non modifié par la commission**) (*Prolongation de la durée d'amortissement de la dette sociale*) : p. 6172 - **Article 2** (*Modification du cadre organique des lois de financement de la sécurité sociale en matière d'information du Parlement et de mesures relatives à la dette*) : p. 6177
- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 1er** (*Reprise de 136 milliards d'euros de dette par la Caisse d'amortissement de la dette sociale*) : p. 6178 p. 6179 p. 6180 - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6185 p. 6192
- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article 2 A** (**nouveau**) (*Crédit d'impôt pour premier abonnement à un journal*,

périodique ou service de presse en ligne): p. 6443 - **Article 2 C (nouveau)** (*Exonération fiscale et sociale de la prime versée par les établissements privés de santé ou du secteur social et médico-social à leurs agents et salariés*): p. 6446 p. 6447

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 924 rectifié** (*Contribution additionnelle sur les hauts revenus - Revalorisation*): p. 6603 p. 6604 - **Article 4 nonies (nouveau)** (*Exonération temporaire de droits de mutation des dons consentis au profit d'un tiers lorsque les sommes concernées sont réaffectées à la création ou au développement d'une entreprise de moins de 50 salariés*): p. 6614 - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*): p. 6651 p. 6661

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*): p. 6825 p. 6853

- **Proposition de loi instaurant des mesures de sûreté à l'encontre des auteurs d'infractions terroristes à l'issue de leur peine [n° 631 (2019-2020)]** - (21 juillet 2020) - **Article 1er** (*Auteurs d'infractions terroristes - Lutte contre la récidive - Mesures de sûreté*): p. 7136

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article 1er** (*Modification de la procédure d'agrément ouvrant droit à un parcours d'insertion par l'activité économique*): p. 7366 - **Article 9 (Texte non modifié par la commission)** (*Prise en charge des frais de formation des demandeurs d'emploi*): p. 7399

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 2** (*Prise en charge à 100 % des masques et des tests de dépistages par l'assurance maladie - Rapport au Parlement*): p. 7427

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*): p. 7814

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-662** (*Dotation globale de fonctionnement - Clause de non régression*): p. 10001 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-643 rectifié quinquies, n° I-991 rectifié bis et n° I-668 rectifié** (*Fraction de TVA affectée aux départements, à la ville de Paris et à la métropole de Lyon - Modification de l'assiette*): p. 10033 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendement n° I-673** (*Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Revalorisation*): p. 10052

Seconde partie :

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10203

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10393 - **État B** : p. 10405

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du groupe Vallourec** - (1er décembre 2020) : p. 10741

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-734 rectifié bis et n° II-562 rectifié** (*Collectivités territoriales ou leurs groupements - Opérations d'investissement - Participation du maître d'ouvrage - Modifications*): p. 10951 - **Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-545 rectifié bis et n° II-559** (*Territoires - Financements dédiés à la transition écologique - Rapport au Parlement*): p. 10965

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11043 - **État B** : p. 11058 p. 11059

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-564** (*Contribution économique territoriale (CET) - Abondement - Taxe sur les actifs financiers des entreprises assujetties - Création*): p. 11366 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-565 et n° II-1231** (*Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Transactions supérieures au million d'euros - Taux - Augmentation*): p. 11371 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1324** (*Versement mobilité à Paris et dans les Hauts-de-Seine - Taux - Augmentation*): p. 11375 - **Article 42 quinquies (nouveau)** (*Suppression du plafond spécifique de taxe de séjour applicable aux hébergements sans classement ou en attente de classement*): p. 11386 p. 11387 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-862 rectifié bis et n° II-1218** (*Démolition-reconstruction de logements locatifs sociaux dans le cadre d'une convention ANRU - Taxe foncière - Liberté de choix des élus*): p. 11408 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-860 rectifié, n° II-861 rectifié et n° II-1210** (*Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Convention d'abattement - Date limite de signature - Report*): p. 11408 p. 11409 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-863 rectifié, n° II-1065 rectifié bis et n° II-1211 rectifié** (*Organisme de foncier solidaire (OFS) - Acquisitions immobilières - Droit fixe*): p. 11411 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-864 rectifié, n° II-1067 rectifié bis et n° II-1214 rectifié** (*Organismes HLM d'habitations à loyer modéré (HLM) - Acquisitions de logements - Exonération facultative*): p. 11414

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Article 8** (*Conditions d'exécution des services de pilotage maritime et de remorquage portuaire*): p. 11678

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Article 5** (*Contribution sur le chiffre d'affaires réalisé par les entreprises pharmaceutiques*): p. 11743

GRÉGOIRE (Olivia)
secrétaire d'État auprès du ministre de
l'économie, des finances et de la relance,
chargée de l'économie sociale, solidaire
et responsable
(du 27 juillet 2020 au 31 décembre
2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire [n° 43 (2020-2021)]** - (21 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7636 - **Article 1er** (Création d'un relevé de situation individuelle récapitulant les droits constitués par les assurés au titre des produits d'épargne retraite) : p. 7646 - **Article 4** (Expérimentation d'un dispositif de recherche des bénéficiaires de contrats de retraite supplémentaire en déshérence) : p. 7648

- **Question orale sans débat sur le coût de mise en œuvre du règlement général sur la protection des données pour les collectivités locales** - (5 novembre 2020) : p. 8303

- **Question orale sans débat sur la cristallisation des règles du Fonds national de garantie individuelle des ressources** - (5 novembre 2020) : p. 8304

- **Question orale sans débat relative aux critères de répartition du Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle** - (5 novembre 2020) : p. 8304

- **Question orale sans débat sur la relocalisation de l'industrie textile** - (5 novembre 2020) : p. 8306

- **Question orale sans débat relative à l'avenir du site industriel d'Hambach** - (5 novembre 2020) : p. 8306

- **Question orale sans débat sur la réorganisation du réseau des finances publiques dans la Drôme** - (5 novembre 2020) : p. 8307

- **Question orale sans débat relative au démantèlement du réseau des finances publiques** - (5 novembre 2020) : p. 8308

- **Question orale sans débat sur la suite des intempéries dans les Alpes-Maritimes** - (5 novembre 2020) : p. 8309

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 144** (Principe de compensation instauré par la loi « Veil » - Dérogations - Suppression) : p. 8459 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 214 rectifié bis** (Exonération de cotisation patronale pour les actions gratuites - Extension aux entreprises de taille intermédiaire) : p. 8465 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 978 rectifié** (Actions gratuites - Allègement de la fiscalité - Réduction) : p. 8465 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 969 rectifié et n° 210 rectifié bis** (Heures supplémentaires - Défisicalisation - Modifications) : p. 8467 - **Article additionnel après l'article 10 - Amendement n° 211 rectifié bis** (Prime exceptionnelle - Exonérations et modalités de versement - Reconstitution annuelle) : p. 8469 - **Article 11** (Affectation à la CNAM des excédents de la caisse d'assurance maladie des industries électriques et gazières (CAMIEG) et des provisions relatives à la réserve de prévoyance de la CPRP SNCF) : p. 8470 p. 8472 - **Article 12** (Sécurisation du mode de calcul de l'évolution du plafond de la sécurité sociale) : p. 8473 - **Article 13**

(Prolongement du dispositif d'exonération lié à l'emploi de travailleurs occasionnels demandeurs d'emploi (TO-DE)) : p. 8475 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 100 rectifié** (Exonération TO-DE - Plafond - Relèvement) : p. 8476 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 956 rectifié bis, n° 693 rectifié bis et n° 958 rectifié bis** (Embauche - Exonération des cotisations patronales - Extension aux secteurs des travaux agricoles et du paysage) : p. 8477 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 101 rectifié** (Dispositif TO-DE - Méthode de calcul - Ajustement) : p. 8478 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 976** (Cotisations - Exemption d'assiette - Suppression) : p. 8479 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 977** (Revenus du capital - CSG - Augmentation) : p. 8479 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 422 rectifié et n° 706 rectifié bis** (Revenus fonciers tirés de la location de terres par bail rural - CSG - Abaissement) : p. 8480 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement** (Médiation - Cotisants - Information) : p. 8481 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 983** (Recours au temps partiel - Cotisations d'assurance sociale employeur - Majoration) : p. 8483 p. 8484 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 822 rectifié ter** (Alignement - Réclamation ou remboursement de sommes - Période - URSSAF) : p. 8484 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 828 rectifié bis** (Contrôle URSSAF - Recours à un tiers - Création) : p. 8485 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 326 rectifié** (URSSAF - Entreprises d'au moins 10 salariés - Contrôle - Durée maximale - Instauration) : p. 8485 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 827 rectifié bis** (URSSAF - Délivrance de l'attestation de vigilance au terme de la procédure contradictoire) : p. 8486 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 823 rectifié bis** (Contrôle URSSAF - Prescription des cotisations et pénalités - Durée - Prévisions) : p. 8486 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 212 rectifié bis et n° 407 rectifié quater** (Médecins - Exercice au-delà de l'âge de départ en retraite - Charges sociales - Abaissement) : p. 8487 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 423 rectifié** (Jeunes agriculteurs - Exonération partielle et modulation des taux de cotisations - Cumul - Autorisation) : p. 8488 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 443 rectifié bis** (Défense du pavillon maritime français - Exonération pérenne des charges salariales - Instauration) : p. 8489 p. 8490 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 747 rectifié** (Contrat liant un journaliste professionnel et une entreprise de presse française - Précisions - Nature) : p. 8490 - **Article 13 bis (nouveau)** (Exonérations de cotisations et contributions sociales pour les employeurs du secteur de la viticulture ayant subi les conséquences de la crise due à l'épidémie de covid-19) : p. 8493 p. 8494 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 370 rectifié quater, n° 606 rectifié ter, n° 369 rectifié quater et n° 605 rectifié ter** (Droits de mutation et de circulation des vins pétillants peu alcoolisés - Extension aux vins produits en méthode ancestrale et à la Clairette de Die) : p. 8495 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendement n° 75 rectifié bis** (Exploitants agricoles - Calcul des cotisations sociales - Modalités) : p. 8496

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article 43 quinquies (nouveau)** (Création d'une taxe sur les importations des produits de la mécanique) : p. 11489 - **Article 43 sexdecies (nouveau)** (Crédit d'impôt au titre des abandons de loyers consentis par des bailleurs aux entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques de la crise sanitaire) : p. 11490 - **Article 44** (Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes d'urbanisme) : p. 11492 p. 11494 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° II-1209 rectifié** (Convention collective

nationale du transport urbain - Salariés - Carte de service) : p. 11495 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° II-1464 rectifié** (*Taxe d'aménagement - Secteurs de l'hôtellerie, des bars et de la restauration - Exonération*) : p. 11496 - **Article additionnel après l'article 44 bis - Amendement n° II-1425 rectifié** (*Actes sous seing privé - Signature - Dématérialisation*) : p. 11497 - **Article additionnel après l'article 44 bis - Amendement n° II-1137 rectifié** (*Associations - But exclusif d'assistance et de bienfaisance - Dons et legs - Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Exonération*) : p. 11497 - **Article 44 ter (nouveau)** (*Diverses mesures préalables au transfert de la contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance aux URSSAF*) : p. 11499 p. 11500 - **Article additionnel après l'article 44 quater - Amendement n° II-785 rectifié quater** (*Procédure fiscale - Crédit d'impôt recherche - Égalité de traitement*) : p. 11502 - **Article 44 quinquies (nouveau)** (*Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes intérieures sur les produits énergétiques*) : p. 11504 p. 11505 - **Article 45** (*Création d'un régime de groupe de TVA et révision du champ du dispositif du regroupement autonome de personnes*) : p. 11509 p. 11511 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1048 rectifié bis** (*Corse - Logements sociaux - Construction - Taux de TVA réduit*) : p. 11512 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-247 rectifié ter** (*Produits physiques musicaux - Téléchargement de phonogrammes musicaux - Taux réduit de TVA*) : p. 11512 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendements n° II-780 rectifié bis et n° II-797 rectifié ter** (*Cartes géographiques en relief - Taux réduit de TVA*) : p. 11513 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1298** (*Covid-19 - Vaccins - TVA - Exemption*) : p. 11514 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1306** (*Produits du tabac - Traçabilité*) : p. 11515 - **Article 45 bis (nouveau)** (*Prorogation du prêt à taux zéro*) : p. 11516 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° II-1087 rectifié ter et n° II-1213** (*Logements neufs - Prêt à taux zéro - Secteur rural - Quotité - Augmentation*) : p. 11518 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° II-640 rectifié** (*Accession à la propriété - Personne sous condition de ressources - Prime exceptionnelle*) : p. 11520 - **Article additionnel après l'article**

45 bis - Amendements n° II-111 rectifié bis, n° II-1062 rectifié bis, n° II-112 rectifié bis et n° II-1063 rectifié bis (*Éco-prêt à taux zéro - Prolongation - Extension*) : p. 11521 - **Article 45 ter (nouveau)** (*Refonte du droit de francisation et de navigation*) : p. 11528 - **Article 45 quinquies (nouveau)** (*Conditions permettant aux centres de stockage de données numériques de bénéficier d'un tarif réduit de contribution au service public de l'électricité (CSPE)*) : p. 11530 p. 11531 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-31 rectifié ter** (*Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Réseaux de chaleur issue de la biomasse - Exonération*) : p. 11533 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-110 rectifié bis** (*Véhicule électrique - Système de charge - Acquisition - Pose du système de charge - Très petites entreprises - Crédit d'impôt*) : p. 11535 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-33 rectifié bis** (*Plan relance - Incidence sur les objectifs énergétiques et climatiques - Évaluation*) : p. 11535 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendements n° II-222 rectifié bis et n° II-235 rectifié bis** (*Certificats d'économie d'énergie (CEE) - Règles comptables et fiscales - Harmonisation*) : p. 11537 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-1349 rectifié** (*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Élargissement de l'assiette - Rapport au Parlement*) : p. 11538 - **Article 45 sexies (nouveau)** (*Sanctions applicables en cas de visa frauduleux ou de manquements à l'obligation de transmission d'informations à la direction générale des douanes et des droits indirects*) : p. 11538 - **Article 45 septies (nouveau)** (*Prorogation et aménagement du dispositif « Pinel » de réduction d'impôt pour investissement locatif intermédiaire*) : p. 11539 p. 11541

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11823

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la souveraineté numérique et à la gestion des prêts garantis par l'État** - (16 décembre 2020) : p. 11959

GRELET-CERTENAIS (Nadine)
sénatrice (Sarthe)
SOCR

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Fin de mandat de plein droit (incompatibilité mandats locaux) le 24 juin 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 24 juin 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 155 (2019-2020)] visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 226 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant [n° 253 (2019-2020)] (17 janvier 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à intensifier la lutte contre la prolifération du frelon asiatique (*vespa velutina nigrithorax*) [n° 313 (2019-2020)] (12 février 2020) - **Agriculture et pêche - Collectivités territoriales - Environnement**.

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 425 (2019-2020)] (12 mai 2020) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques - Examen des amendements de séance.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la réforme des retraites (III)** - (15 janvier 2020) : p. 240 p. 241

- **Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 276 - **Article unique** (*Travailleurs utilisant une plateforme de mise en relation par voie électronique - Obligation d'adhésion à une coopérative d'activité et d'emploi (CAE)*) : p. 285

- **Question orale sans débat sur la situation critique du service de réanimation pédiatrique du centre hospitalier du Mans** - (3 mars 2020) : p. 1851 p. 1852

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les conséquences financières et budgétaires de la crise sur les collectivités locales** - (20 mai 2020) : p. 4355 p. 4356

GREMILLET (Daniel)
sénateur (Vosges)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

Secrétaire du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 6 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Rapporteur de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 7 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre de la commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols le 5 février 2020.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière (22 octobre 2020) ; nouvelle nomination (23 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières (29 octobre 2020).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission d'examen des pratiques commerciales ; nouvelle nomination le 16 décembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de massif du massif des Vosges jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi visant à sécuriser les pouvoirs de sanction de l'ARCEP [n° 396 (2019-2020)] (2 avril 2020) - **Entreprises - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi tendant à améliorer la répartition des sièges au sein du conseil municipal d'une commune nouvelle après son extension à une ou plusieurs communes [n° 410 (2019-2020)] (23 avril 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome IV : Énergie [n° 535 tome 4 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Accélération et simplification de l'action publique [n° 66 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Écologie, développement et mobilité durables (Énergie) [n° 139 tome 2 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Énergie - Environnement - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Île-de-France - Procédure de législation en commission (article 47 ter à 47 quinquies du Règlement) - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises - Examen des amendements de séance au texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Politique de la ville - Audition de M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de MM. les professeurs André Picot, président de l'association Toxicologie Chimie, Patrick Lagadec, directeur de recherche honoraire à l'École polytechnique.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Audition de M. Philippe Mauguin, président-directeur général de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE).

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Hervé Guillou, président-directeur général de Naval Group.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Olivier Guersent, directeur général des services de la concurrence à la Commission européenne.

Audition de M. Philippe Wahl, candidat proposé à la présidence du conseil d'administration de La Poste.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires européennes*): Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Suivi des résolutions européennes : examen du rapport.

(*commission des affaires économiques*): Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Proposition de loi visant à garantir le libre choix du consommateur dans le cyberspace - Examen du rapport et du texte de la commission.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*): Politique commerciale - Accord économique et commercial global entre l'Union européenne et le Canada (AECG-CETA) - Audition de Mme Isabelle Hudon, ambassadrice du Canada en France.

Réunion du mardi 18 février 2020 (*commission des affaires économiques*): Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Enrique Martinez, directeur général du groupe Fnac Darty.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de M. Gérard Lasfargues, directeur général délégué du « Pôle Sciences pour l'expertise », de M. Matthieu Schuler, directeur de l'évaluation des risques, et de Mme Aurélie Mathieu, cheffe de projet à la direction de l'évaluation des risques de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Audition de M. Jean-Pierre Kucheida, président de l'association des communes minières de France (ACOM France).

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de MM. Guillaume Faury, président exécutif, et Antoine Bouvier, directeur de la stratégie et des affaires publiques d'Airbus.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire le coût du foncier et à augmenter l'offre de logements accessibles aux Français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 5 mars 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances.

Réunion du vendredi 27 mars 2020 (*commission des affaires européennes*): Institutions européennes - Échange entre Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, et les membres de la commission des affaires européennes du Sénat à la suite du Conseil européen du 26 mars 2020 (par téléconférence).

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances (en téléconférence).

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*): Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France (par téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Philippe Varin, président de France Industrie (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires économiques*): Audition de M. Emmanuel Faber, président-directeur général de Danone (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires européennes*): Agriculture et pêche - Renforcement des mesures exceptionnelles de la PAC pour faire face aux conséquences de la pandémie de Covid-19 - Examen de la proposition de résolution européenne de M. Jean Bizet.

Réunion du mardi 19 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Audition de MM. Jean de L'Hermitte, directeur juridique, et Samuel Dufay, directeur environnement, et de Mme Céline Leroux, responsable juridique, de la société Eramet (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires économiques*): « Commerce international, libre-échange, mondialisation : quels enseignements tirer de la crise ? » - Table ronde.

Audition de M. Éric Lombard, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*): Table ronde sur l'impact sanitaire et environnemental de la pollution des sols ayant accueilli des activités industrielles ou minières (en téléconférence).

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Budget communautaire - Proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et instrument de relance : communication et examen d'une proposition de résolution européenne.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires européennes*): Environnement et développement durable -

Audition de M. Frans Timmermans, premier vice-président exécutif de la Commission européenne.

(*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires économiques*) : Échange de vues sur les orientations de la politique de relance.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition de M. Janusz Wojciechowski, commissaire européen à l'agriculture.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition, en application de l'article 13 de la Constitution, de M. Philippe Mauguin, candidat proposé aux fonctions de président de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et vote.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 et politique de relance - Audition de M. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public - Examen des amendements au texte de la commission.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du lundi 2 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Alain Griset, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Énergie » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition conjointe avec la commission des affaires économiques du Sénat et les commissions des affaires européennes et des affaires économiques de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires économiques*) : Réforme de la Politique agricole commune - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes du Sénat, la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Benoît Potier, président-directeur général d'Air Liquide.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Anne-Marie Descôtes, ambassadrice de France en Allemagne.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 15

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 215 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 208 - **Article 1er** (*Mise en place de dérogations ciblées à l'encadrement des promotions en volume*) : p. 223 p. 224

- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1417 p. 1418 - **Article 5** (*Rapport sur la libéralisation du marché de l'énergie*) : p. 1429

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 1er (supprimé)** (*Suppression de la commission consultative paritaire nationale des baux ruraux, CCPNBR*) : p. 1926 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 139 rectifié bis** (*Commission départementale de gestion de l'espace (CODEGE) - Base légale - Suppression*) : p. 1926 p. 1927 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 141 rectifié bis** (*Comité technique départemental relatif à certaines autorisations de travaux dans le cadre d'un bail à ferme - Base légale - Suppression*) : p. 1927 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 140 rectifié bis** (*Comité central du lait - Base légale - Suppression*) : p. 1928 - **Article 33 (priorité)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier certaines règles applicables aux personnels des chambres d'agriculture et de l'Office national des forêts (ONF) ainsi que le conseil d'administration de ce dernier*) : p. 1965 p. 1969

- **Suite de la discussion** (5 mars 2020) - **Article additionnel après l'article 33 (priorité) - Amendement n° 146 rectifié ter** (Code rural et de la pêche maritime - Coordination et clarification) : p. 2148 - **Article additionnel après l'article 33 (priorité) - Amendement n° 144 rectifié bis** (Code rural et de la pêche maritime - Coordination et clarification) : p. 2149 - **Article additionnel après l'article 33 (priorité) - Amendement n° 145 rectifié bis** (Code rural et de la pêche maritime - Code général des impôts - Statut du fermage - Modifications et simplifications) : p. 2150 - **Article additionnel après l'article 33 (priorité) - Amendement n° 142 rectifié bis** (Lois agricoles anciennes - Abrogation) : p. 2151 - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 20** (Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Droits du porteur et durée de vie de la carte vitale - Alignement) : p. 2196 - **Article additionnel après l'article 37 - Amendement n° 128 rectifié bis** (Pratique sportive dans le milieu professionnel - Simplification et sécurisation) : p. 2207

- **Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 39 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Article 1er** (Information des consommateurs sur la sécurisation des données hébergées par les plateformes numériques) : p. 7689

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique** - Commission mixte paritaire [n° 67 (2020-2021)] - (27 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7724

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7788 - **Discussion générale** : p. 7795 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 22** (Produits phytopharmaceutiques interdits et leurs produits de substitution ou méthodes alternatives - Comparaison des bénéfices et risques - Obligation) : p. 7822 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 23**

(Importation de denrées alimentaires ne respectant pas les normes minimales requises sur le marché européen - Mesures conservatoires - Autorisation) : p. 7825

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

- (27 novembre 2020) : p. 10298

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10330 p. 10335 p. 10339 p. 10343 p. 10370 p. 10371 p. 10372 - **Article 54 sexies (nouveau)** (Révision à la baisse du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque pour les contrats conclus entre 2006 et 2011) : p. 10381 p. 10383

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12770 p. 12771

Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - État B

- (1er décembre 2020) : p. 12783 p. 12791 p. 12794 p. 12796 p. 12799 p. 12802 p. 12808

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte des concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10886

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 57** (Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA) : p. 10896

GRISSET (Alain)
ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des petites et moyennes entreprises
 (du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 [n° 505 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6245

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6282 p. 6285 p. 6286 p. 6288 - **Article 2** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour la transposition de la directive (UE) n° 2019/2161 du 27 novembre 2019 dite « Omnibus ») : p. 6295 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 7 rectifié** (Protection du consommateur sur internet - Régulation du numérique - Renforcement) : p. 6302 p. 6303 - **Article 5 (supprimé)** (Adaptation du droit national au Règlement 2017/2394 sur la coopération entre les autorités nationales compétentes en

matière de protection des consommateurs) : p. 6304 p. 6305 - **Article 6** (Adaptation du droit national au Règlement 2019/1020 sur la surveillance du marché et la conformité des produits) : p. 6306 - **Article 7** (Habilitation à légiférer par ordonnance pour transposer une directive et un règlement européens portant sur les relations commerciales dans les secteurs alimentaire et numérique) : p. 6307 p. 6308 p. 6309 - **Article 14** (Habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires pour transposer en droit interne la directive (UE) 2019/1160 concernant la distribution transfrontalière des organismes de placement collectif) : p. 6319 - **Article 15** (Clarification des termes de l'habilitation portant transposition du paquet bancaire) : p. 6319 - **Article 16** (Rétablissement d'une disposition du code de commerce portant sur la nullité de clauses interdisant la cession de créances, supprimée par l'ordonnance du 24 avril 2019) : p. 6320 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 28** (Direction de l'information légale et administrative (DILA) - Dispositions inutiles - Abrogation) : p. 6320 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° 29** (Contrats d'assurance automobile - Clauses interdisant la cession de créances à des tiers - Nullité) : p. 6321 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 1 rectifié bis** (Informations sur les dispositifs transfrontières des revenus de leurs clients - Obligation déclarative - Exclusion des avocats de ce mécanisme de dénonciation) : p. 6322 - **Article 21** (Habilitation du Gouvernement à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires pour transposer en droit interne la directive (UE) 2019/1153 fixant les règles facilitant l'utilisation d'informations

financières et d'une autre nature aux fins de la prévention ou de la détection de certaines infractions pénales, ou des enquêtes ou des poursuites en la matière) : p. 6324 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 20** (Transposition du code des communications électroniques européen - Article d'habilitation - Insertion) : p. 6336 p. 6337 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 24** (Titre I de la partie III de la directive (UE) 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen - Transposition) : p. 6340 p. 6341 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 21** (Directive (UE) 2015/2436 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2015 rapprochant les législations des États membres sur les marques - Ordonnance n° 2019-1169 du 13 novembre 2019 - Transposition) : p. 6342

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'aide aux petites et moyennes entreprises** - (22 juillet 2020) : p. 7156

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement entre Veolia et Suez (I)** - (14 octobre 2020) : p. 7447

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rapprochement entre Veolia et Suez (II)** - (14 octobre 2020) : p. 7448

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des producteurs de fleurs coupées** - (12 novembre 2020) : p. 8547

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation du secteur de l'événementiel** - (12 novembre 2020) : p. 8552

GROSDIDIER (François)
sénateur (Moselle)
Les Républicains

Démissionnaire (incompatibilité mandats locaux) le 13 juillet 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale jusqu'au 13 juillet 2020.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation.

Membre titulaire de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission de suivi de la détention provisoire.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (ancien Institut national des hautes études de sécurité - INHES).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant la lutte contre le terrorisme et le suivi des condamnés terroristes à leur sortie de détention [n° 360 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des lois*) : Mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 - Audition de M. Jean Castex, coordonnateur national à la stratégie de déconfinement (par téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Stéphane Bern, sur « Les collectivités et le patrimoine », dans le cadre de sa mission confiée par le Président de la République.

GROSPERRIN (Jacques)
sénateur (Doubs)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

Secrétaire du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 6 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'École nationale d'administration (ENA) jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Enseignement scolaire [n° 143 tome 3 fasc. 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Éducation - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Réforme du baccalauréat - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, et de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Restitution des biens culturels - Audition de M. Jacques Sallois, ancien président de la Commission scientifique nationale des collections.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Jean-Louis Georgelin, président de l'Établissement public chargé de la conservation et de la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris, et Philippe Jost, directeur général délégué de l'Établissement public.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de contrat d'objectifs et de moyens 2020-2022 - Audition de M. Pierre Buhler, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la situation des directeurs d'école.

Organismes extraparlimentaires - Communications.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la recherche « Quel rôle pour la science et les chercheurs dans la société d'aujourd'hui ? ».

Réunion du mercredi 1er avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (par téléconférence).

Réunion du lundi 6 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (en téléconférence).

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le secteur de l'enseignement agricole - Audition de M. Didier Guillaume, ministre de l'agriculture et de l'alimentation (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur les politiques publiques en matière de jeunesse et de vie associative - Audition

de M. Gabriel Attal, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Presse », « Industries culturelles » et « Enseignement supérieur » - Communications (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le réseau culturel et éducatif français à l'étranger - Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Situation des directeurs d'école - Examen du rapport d'information (en téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Médias audiovisuels » et « Recherche » - Communications.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux du groupe de travail sur le secteur « Sport » - Communications.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Emmanuel Kasarhérou, président du musée du Quai Branly-Jacques Chirac.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de programmation de la recherche 2021-2030 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Thierry Coulhon, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition, en commun avec la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

(*commission des lois*) : Audition, en commun avec la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, de MM. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur, à la suite de l'assassinat de Samuel Paty.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de

M. Denis Masseglia, président du Comité national olympique et sportif français (CNOSF).

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'avis budgétaire consacré aux crédits relatifs à l'enseignement technique agricole.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, et de Mme Sarah El Haïry, secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'engagement.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Enseignement scolaire » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de Mme Nathalie Élimas, secrétaire d'État auprès du ministre de l'éducation nationale et des sports, chargée de l'éducation prioritaire.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Jeunesse et vie associative » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cadot, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport (ANS).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la surtaxe américaine sur les vins français** - (29 janvier 2020) : p. 739

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la sécurité** - (29 janvier 2020) : p. 740

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 865

- **Débat sur l'irresponsabilité pénale** - (18 février 2020) : p. 1542

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3802

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 3812

- **Débat sur les modalités de réouverture des établissements d'enseignement, conditions d'organisation des concours et examens et préparation de la prochaine rentrée scolaire** - (19 mai 2020) : p. 4237 p. 4245 p. 4248

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les visites ministérielles** - (3 juin 2020) : p. 5147

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le dispositif sport-santé-culture-civisme** - (10 juin 2020) : p. 5548

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article 5** (*Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) : p. 7388 p. 7389

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre la Covid-19** - (28 octobre 2020) : p. 7858

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (30 octobre 2020) - **Article 17** (*Simplification de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche*) : p. 8150

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 6 ter (nouveau)** (*Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire*) : p. 8428

Troisième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 22** (*Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions sur les recettes du FRR et du FSV*) : p. 8662

Quatrième partie :

- (14 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 40 bis - Amendement n° 691** (*Demandeurs d'asile - Temps de l'instruction - Accès aux seuls soins urgents*) : p. 8871

- **Débat sur la forêt française face aux défis climatiques, économiques et sociétaux** - (19 novembre 2020) : p. 9244 p. 9245

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ouverture des stations de ski** - (25 novembre 2020) : p. 10109

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10441

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la laïcité** - (9 décembre 2020) : p. 11712

GRUNY (Pascale)
sénateur (Aisne)
Les Républicains

Réélue le 27 septembre 2020.

Vice-présidente du Sénat à compter du 6 octobre 2020 ; a présidé les séances des 13, 27, 29 octobre, 5, 12, 14, 20, 21, 25, 26, 27, 28, 30 novembre, 1er, 3, 5, 10 et 15 décembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 6 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 15 décembre 2020.

Membre de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » (28 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 (17 novembre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Office national des anciens combattants et victimes de guerre jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT) ; nouvelle nomination le 25 novembre 2020.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 166 (2019-2020)] tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 280 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 312 (2019-2020)] (10 février 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 275 (2019-2020)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à lutter contre la fraude sociale transfrontalière et améliorer la coopération européenne en matière de lutte contre la fraude aux prestations sociales [n° 357 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant au soutien du réseau de l'enseignement français à l'étranger [n° 391 (2019-2020)] (25 mars 2020) - **Éducation - Société.**

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi pour une concurrence facilitant l'accès des clients professionnels à la fibre optique [n° 504 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail.**

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'évaluation des technologies de santé [n° 565 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux entreprises : Donner la parole aux petites et moyennes entreprises françaises [n° 573 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Entreprises.**

Proposition de loi visant à consolider les outils des collectivités permettant d'assurer un meilleur accueil des gens du voyage [n° 585 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne et santé : la nécessaire mobilisation [n° 648 (2019-2020)] (16 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre les obligations en matière de responsabilité sociétale des entreprises aux sociétés par actions simplifiées [n° 728 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à supprimer le transfert en 2026 de l'eau et de l'assainissement dans les communautés de communes qui n'exercent pas ces compétences et à redonner ainsi le pouvoir de décision aux élus locaux [n° 75 (2020-2021)] (25 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)] - Exposé général [n° 107 tome 1 (2020-2021)] (4 novembre 2020) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)] - Examen des articles [n° 107 tome 2 (2020-2021)] (4 novembre 2020) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier les lois Montagne [n° 192 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Aménagement du territoire - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux entreprises*) : Communication de Mme Pascale Gruny sur les conclusions du rapport n° 10 (2019-2020), du 2 octobre 2019, fait au nom de la commission des affaires sociales : « Pour un service universel de santé au travail ».

Compte rendu, par Mme Élisabeth Lamure, du déplacement de la délégation en Haute-Garonne les 11 et 12 décembre 2019.

Présentation, par Mme Élisabeth Lamure, du rapport d'information n° 208 (2019-2020), du 16 décembre 2019, fait au nom de la délégation aux entreprises : « Accès des PME à la fibre : non-assistance à concurrence en danger ? ».

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 4 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève - Examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Proposition de résolution européenne n° 275 de M. André Reichardt visant à lutter contre la fraude sociale transfrontalière et améliorer la coopération européenne en matière de lutte contre la fraude aux prestations sociales - Examen du rapport de Mmes Laurence Harribey et Pascale Gruny.

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 3 mars 2020 (*délégation aux entreprises*) : Dans le cadre de la mission sur le thème : « Comment encourager l'entreprise responsable et engagée ? », table ronde sur : « Les PME et la RSE ».

Présentation du bilan d'étape de la mission d'information sur le thème « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? », par MM. Canevet et Kennel, co-rapporteurs.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Programme de travail de la Commission européenne pour 2020 - Examen de la proposition de résolution européenne et de l'avis politique de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président,

et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Réunion constitutive (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Droit social applicable aux travailleurs indépendants économiquement dépendants - Examen du rapport d'information (en visioconférence).

Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du lundi 25 mai 2020 (*mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique »*) : Audition de M. Jacques Toubon, Défenseur des droits (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi relative au statut des travailleurs des plateformes numériques - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Recherche - Audition de Mme Mariya Gabriel, commissaire européenne en charge de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse (par téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*délégation aux entreprises*) : Examen du rapport « Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ? » (co-rapporteurs : MM. Canevet et Kennel).

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Évaluation des technologies de santé - Proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Questions sociales, travail et santé - Mobilité des professionnels de santé - Rapport d'information, proposition de résolution européenne et avis politique de M. Pierre Médevielle.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*délégation aux entreprises*) : Audition de Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat sur le plan de relance du Gouvernement.

Réunion faisant le bilan des activités 2014-2020 de la délégation aux entreprises.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Agriculture et politique de concurrence : examen du rapport d'information de M. Jean Bizet.

Questions sociales, travail et santé - L'Union européenne et la santé : examen du rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Fabrice Gombert, président, et Thomas Fatome, directeur général, de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Anne Thiebauld, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam).

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de membres des groupes de travail et de suivi.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Suite de l'examen des amendements de séance.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap [n° 150 (2019-2020)]** - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 90

- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale [n° 234 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 338

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 866 - **Exception d'irrecevabilité** : p. 872 - **Article 1er** (*Application du service garanti à la desserte des îles*) : p. 883 - **Article 2** (*Définition des perturbations prévisibles du trafic*) : p. 884 -

Article 3 (Garantie de la continuité du service public en cas de grève) : p. 886 p. 887 p. 891 p. 892 p. 893 p. 894 - **Article 5** (Information de l'autorité organisatrice de transports) : p. 895 - **Article 6** (Modalités de dédommagement des usagers) : p. 896 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 35 rectifié** (Non-respect des obligations de service minimum - Remboursement des usagers - Obligation de l'entreprise de transport) : p. 896 - **Article 7** (Consultation des comités de suivi des dessertes) : p. 897 - **Article 8** (Garantie de la continuité du service de transport aérien en cas de grève) : p. 899 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 6 rectifié quater** (Grève des contrôleurs aériens - Respect d'un préavis de grève de 48 heures - Obligation) : p. 900 - **Article 9 (nouveau)** (Caducité du préavis de grève en l'absence de grévistes) : p. 901 - **Article 10 (nouveau)** (Possibilité pour l'entreprise d'imposer l'exercice de la grève pendant la totalité de la durée du service) : p. 902 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 905

- **Débat relatif à la politique familiale** - (18 février 2020) : p. 1524

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19** - Commission mixte paritaire [n° 388 (2019-2020)] - (22 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2831

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 18 et 19 juin 2020** - (23 juin 2020) : p. 5907

- **Débat sur le thème : Comment faire face aux difficultés de recrutement des entreprises dans le contexte de forte évolution des métiers ?** - (25 juin 2020) : p. 6036 p. 6037

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8032

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er** (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire) : p. 8054 p. 8055

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8378

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° 423 rectifié** (Jeunes agriculteurs - Exonération partielle et modulation des taux de cotisations - Cumul - Autorisation) : p. 8488 - **Article additionnel après l'article 13 bis - Amendements n° 102 rectifié bis, n° 363 rectifié quater, n° 421 rectifié bis, n° 651 rectifié bis et n° 850 rectifié** (Exploitants agricoles - Calcul des cotisations - Modalités) : p. 8497

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le renforcement du protocole sanitaire dans les lycées** - (12 novembre 2020) : p. 8545

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)] (suite)**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie) : p. 8590 p. 8612

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° 678 rectifié ter** (Dépenses des agences régionales de santé (ARS) - Information du Parlement) : p. 8713 - **Article 32** (Prise en charge intégrale par l'assurance maladie obligatoire des téléconsultations) : p. 8744 - **Article 34** (Meilleure prévention des risques et préservation de la santé au travail par une action coordonnée des professionnels de santé sur le territoire - Expérimentation) : p. 8776 - **Article 34 quater (nouveau)** (Création d'un dispositif d'indemnités journalières unique pour les professionnels libéraux affiliés à la CNAVPL) : p. 8778 - **Article 35** (Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire) : p. 8791 p. 8795 p. 8796

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article 45** (Ondam et sous-Ondam) : p. 8902 - **Article 46** (Dotation au FIVA, au Fcaata et transferts de la branche AT-MP à la branche maladie et à la branche vieillesse du régime général) : p. 8905 p. 8906 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 998** (Commission d'évaluation - Missions - Extension aux pathologies psychiques) : p. 8906 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 740 rectifié et n° 999 rectifié** (Mécanisme de prévention - Lutte contre le « burn-out » - Instauration) : p. 8907 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 996** (Travailleurs de l'amiante - Droit à une allocation de cessation anticipée d'activité - Total des années d'exposition à l'amiante dans les différents régimes - Prise en compte) : p. 8908 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 1036** (Application de l'article 41 de la loi n° 98-1194 du 23 décembre 1998 de financement de la sécurité sociale pour 1999 - Reconnaissance de la Covid-19 comme maladie professionnelle - Rapport au Parlement) : p. 8909 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendements n° 233 rectifié quinquies et n° 738 rectifié** (Prise en charge au titre de la législation des maladies professionnelles des personnels infectés par la Covid-19 - Rapport au Parlement) : p. 8909 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° 739 rectifié** (Tableaux des maladies professionnelles - Mécanisme de production - Rapport au Parlement) : p. 8910 - **Article 46 bis (nouveau)** (Mesures de simplification des modalités déclaratives des accidents du travail) : p. 8911 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendements n° 742 rectifié bis et n° 743 rectifié bis** (Fonds d'indemnisation des victimes des pesticides - Saisie - Report du délai) : p. 8911 p. 8912 - **Article additionnel après l'article 46 bis - Amendement n° 745 rectifié bis** (Fonds d'indemnisation des victimes des pesticides - Périmètre des personnes bénéficiaires - Rapport au Parlement - Report) : p. 8912

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) : p. 11136 - **État B** : p. 11156

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) : p. 11165

- **Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure [n° 477 (2019-2020)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11831

GUENÉ (Charles)
sénateur (Haute-Marne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Vice-président de la commission spéciale chargée du contrôle des comptes et de l'évaluation interne ; nouvelle nomination ; membre le 13 octobre 2020.

Vice-président de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Vice-président de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire du comité des finances locales jusqu'au 13 décembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités et l'ANCT au défi de l'ingénierie dans les territoires [n° 591 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales face au Covid-19 [n° 625 (2019-2020)] (10 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi constitutionnelle [n° 682 (2019-2020)] pour le plein exercice des libertés locales [n° 37 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Justice.**

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 138 tome 3 annexe 26 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer le cumul d'une pension d'invalidité avec une indemnité de fonction au titre de l'exercice d'un mandat local [n° 162 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information « Les collectivités territoriales, engagées au service de nos ruralités ».

Table ronde avec une délégation conduite par M. Dominique Bussereau, président de l'Assemblée des départements de France.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Actualisation du programme de contrôle budgétaire de la commission.

Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

Contrôle budgétaire - Financement de la vie politique et rôle de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Arrêt et démantèlement des installations nucléaires civiles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Audition de M. Rémy Weber, président du directoire de La Banque Postale.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Sébastien Lecornu, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé des collectivités territoriales : « L'accompagnement des collectivités territoriales par l'État face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde sur le thème « Les élus à l'action dans les foyers épidémiques de Covid-19 », avec Jean Rottner, président de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin, et Stéphane Beudet, maire d'Évry-Courcouronnes, président de l'Association des maires d'Île-de-France (AMIF).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Stéphane Bern, sur « Les collectivités et le patrimoine », dans le cadre de sa mission confiée par le Président de la République.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Jean-René Cazeneuve, président de la délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale, sur sa mission relative à l'impact financier de l'épidémie de Covid-19 sur les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « La coordination collectivités territoriales - Agences régionales de santé, un premier bilan ».

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Communication de M. Éric Kerrouche relative à la consultation sur les difficultés rencontrées par les élus dans la gestion de l'épidémie de Covid-19.

Communication d'étape de Mme Josiane Costes et M. Charles Guené sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Agence nationale pour la rénovation urbaine et la mise en œuvre des programmes de renouvellement urbain (ANRU et NPNRU) - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), et de M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Examen du rapport d'information de Mme Josiane Costes et M. Charles Guené sur l'ingénierie territoriale et l'Agence nationale de la cohésion des territoires.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Refonte de la péréquation - Communication.

Réunion du mardi 28 juillet 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Éric Doligé, préalable à sa nomination par le Président du Sénat pour siéger au Haut Conseil des finances publiques (HCFP), en application de l'article 11 de la loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt,

ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le plan de relance.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi constitutionnelle et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport et des textes proposés par la commission.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Outre-mer ».

Projet de loi de finances 2021- Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 57 et 58) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Martial Foucault, professeur à Sciences-Po Paris, directeur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF).

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article 3** (*Dégrèvement exceptionnel de la cotisation foncière des entreprises au titre de 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire*) : p. 6565

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendement n° 826** (*Entreprises nouvelles - Avantage fiscal - Conditions d'emploi - Décalage dans le temps*) : p. 6621

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de**

loi organique n° 50 (2020-2021) : p. 7568 - Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 16 (Projet de loi de financement des collectivités territoriales (PLFCT) - Création) : p. 7590

- Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)] - (20 octobre 2020) - Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021).

- Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]

Première partie :

- (16 novembre 2020) - Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 97 rectifié (Déduction fiscale - Loi Madelin - Obligation de disposer d'au moins deux salariés - Report) : p. 8958

- Débat sur l'Agence nationale de la cohésion des territoires - (18 novembre 2020) : p. 9209

- Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10876

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10890 p. 10891 p. 10893 p. 10894 p. 10895 - Article 57 (Application progressive de la date d'entrée en vigueur de l'automatisation du FCTVA) : p. 10896 p. 10898 p. 10899 p. 10900 - Article 58 (Répartition de la dotation globale de fonctionnement) : p. 10904 p. 10907 p. 10908 p. 10910 p. 10911 p. 10915 p. 10917 p. 10919 p. 10921 - Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-224 rectifié ter, n° II-46 rectifié ter, n° II-169 rectifié quinquies, n° II-403 rectifié ter, n° II-871

et n° II-911 rectifié (Dotations globales de fonctionnement (DGF) - Montant de la dotation forfaitaire par habitant - Rééquilibrage entre communes) : p. 10924 p. 10926 - Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-581 rectifié ter (Dotations globales de fonctionnement (DGF) - Financement de la péréquation verticale - Communes au potentiel fiscal par habitant élevé - Participation) : p. 10927 - Article additionnel après l'article 58 - Amendement : p. 10930 - Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-756 (Calcul de la dotation forfaitaire et du Fonds national de péréquation des ressources communales et intercommunales - Coefficient logarithmique - Rapport au Parlement) : p. 10933 - Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-767 rectifié bis (Collectivités locales - Charges exceptionnelles et recettes - Rapport au Parlement) : p. 10934 - Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-757 rectifié (Communes de moins de 1 000 habitants - Financement d'opérations - Fraction de l'enveloppe versée à chaque département - Attribution) : p. 10941 - Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-848 rectifié (Dotations de solidarité communautaires (DSC) - Règles de répartition - Assouplissement) : p. 10953 - Article 61 (nouveau) (Stabilisation du schéma de financement de la métropole du Grand Paris (MGP) et versement exceptionnel de la dynamique de la CFE perçue par les établissements publics territoriaux à son profit en 2021) : p. 10955 p. 10957 - Article 62 (nouveau) (Modification des conditions de réévaluation du prélèvement spécifique opéré sur les établissements publics de coopération intercommunale soumis auparavant à une « dotation globale de fonctionnement négative ») : p. 10958 - Article 63 (nouveau) (Prolongation en 2021 du fonctionnement de fonds de stabilisation des départements) : p. 10958 - Article additionnel après l'article 64 - Amendement n° II-122 (Métropole du Grand Paris (MGP) - Attributions de compensation - Règles de calcul - Modifications) : p. 10959 - Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-783 rectifié ter, n° II-803, n° II-772 rectifié, n° II-200 rectifié bis et n° II-195 rectifié bis (Verdissement des dotations de l'État - Mode d'attribution - Modification des critères) : p. 10961 - Article additionnel après l'article 64 - Amendements n° II-545 rectifié bis et n° II-559 (Territoires - Financements dédiés à la transition écologique - Rapport au Parlement) : p. 10965

GUERET (Daniel)
sénateur (Eure-et-Loir)
Les Républicains-R

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - Logement et urbanisme.

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général « territoires et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (commission de l'aménagement du territoire et du développement durable) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger**

sanitaire pour les betteraves sucrières - Commission mixte paritaire [n° 94 (2020-2021)] - (4 novembre 2020) - Discussion générale : p. 8246

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
RDSE

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports.**

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi [n° 222 (2019-2020)] autorisant l'approbation de la convention entre le gouvernement de la République française, la région flamande et la région wallonne relative à l'aménagement de la Lys mitoyenne entre Deülémont en France et Menin en Belgique [n° 639 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Avances à l'audiovisuel public : France Médias Monde et TV5 Monde [n° 140 tome 10 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Stéphane Visconti, ambassadeur, coprésident français du groupe de Minsk, sur le Haut-Karabagh.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Étienne, ambassadeur de France aux États-Unis, sur la gestion de la crise sanitaire aux États-Unis, son impact sur la campagne présidentielle américaine, les conséquences géopolitiques de la crise du Covid (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Gestion de la crise sanitaire en Chine, conséquences économiques et géopolitiques de la crise du Covid-19 - Audition de M. Laurent Bili, ambassadeur de France en Chine (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Mayer, président du CIDEF et du GICAT, Éric Trappier, président du GIFAS, et Hervé Guillou, président du

GICAN, représentants de l'industrie de défense (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères : point de situation internationale (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de François Delattre, secrétaire général du ministère de l'Europe et des affaires étrangères.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Audiovisuel extérieur » - Programmes 844 « France Médias Monde » et 847 « TV5 Monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. M. Rahman Mustafayev, ambassadeur d'Azerbaïdjan en France.

Audition de S. E. Mme Hasmik Tolmajyan, ambassadrice d'Arménie en France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)]** - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10118 p. 10119

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10392 p. 10393

GUERRIAU (Joël)
sénateur (Loire-Atlantique)
Les Indépendants, puis INDEP

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire du comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission commune d'information relative au sauvetage en mer et à la sécurité maritime.

Membre de la mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane le 13 mai 2020 ; puis vice-président le 19 mai 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi visant à prévenir les événements climatiques extrêmes [n° 324 (2019-2020)] (18 février 2020) - **Aménagement du territoire - Environnement**.

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à créer un mécanisme d'assurance des pertes d'exploitation liées à des menaces ou crises sanitaires graves [n° 399 (2019-2020)] (8 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : Suivi de l'impact géopolitique de la crise sanitaire pour l'Union Européenne [n° 500 (2019-2020)] (10 juin 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité - Union européenne.**

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports.**

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : L'Inde, un partenaire stratégique [n° 584 (2019-2020)] (1er juillet 2020) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Proposition de loi visant à consolider la protection pénale des personnes dépositaires de l'autorité publique et de leurs proches [n° 675 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à consolider la protection fonctionnelle dont bénéficient les forces de sécurité intérieure [n° 676 (2019-2020)] (23 juillet 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à reporter de six mois le délai prévu au IV de l'article L. 5216-7 du code général des collectivités territoriales [n° 679 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à assurer la sécurité juridique des peines prononcées par les cours d'assises [n° 715 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Justice.**

Proposition de loi d'expérimentation visant à favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) [n° 34 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Travail.**

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises.**

Proposition de loi visant à la stérilisation obligatoire des chats errants [n° 128 (2020-2021)] (16 novembre 2020) - **Environnement - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Défense : Soutien de la politique de défense [n° 140 tome 7 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Défense - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à ajouter le principe de laïcité à notre devise nationale [n° 211 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Aide publique au développement à Madagascar - Examen du rapport d'information.

Mission à l'Assemblée générale des Nations unies - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition du général d'armée (2S) Didier Castres, ancien sous-chef opérations à l'état-major des armées.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Nicolas de Rivière, ambassadeur, représentant permanent de la France auprès de l'ONU.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Opération Barkhane : bilan et perspectives - Audition du général François Lecointre, chef d'état-major des armées.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Situation sécuritaire de leurs pays et sur les suites attendues du Sommet de Pau du 13 janvier 2020 - Audition des ambassadeurs des pays du G5 Sahel.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères (en téléconférence).

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Maryline Gyax Généro, directrice centrale du service de santé des armées (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition du général d'armée François Lecointre, chef d'état-major des Armées, sur le bilan des opérations intérieures et extérieures (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Pierre Razoux, directeur de recherche à l'IRSEM sur le Moyen-Orient face à la crise sanitaire et géopolitique (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Philippe Étienne, ambassadeur de France aux États-Unis, sur la gestion de la crise sanitaire aux États-Unis, son impact sur la campagne présidentielle américaine, les conséquences géopolitiques de la crise du Covid (en téléconférence).

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Olivier Brochet, directeur de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) (en téléconférence).

Réunion du mardi 12 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées, sur la contamination du porte-avions Charles de Gaulle (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. Jérémie Pellet, directeur général d'Expertise France (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de MM. Stéphane Mayer, président du CIDEF et du GICAT, Éric Trappier, président du GIFAS, et Hervé Guillou, président du GICAN, représentants de l'industrie de défense (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Communication (en téléconférence).

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Point de situation extérieure et intérieure sur la Russie - Audition de M. Pierre Lévy, ambassadeur de France en Russie.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : « La crise sanitaire, un défi géopolitique majeur pour l'Europe » - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de M. René Troccaz, consul général à Jérusalem.

(*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. David Weinberger, chercheur à l'Institut national des hautes études de la sécurité et de la justice (INHESJ), spécialiste des routes de la drogue en Amérique du Sud (en téléconférence).

Réunion du jeudi 18 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Bilan et perspectives de l'opération Barkhane - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du lundi 22 juin 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Audition de M. Jean-Bernard Nilam, ambassadeur délégué à la coopération régionale Antilles-Guyane.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Porte-avions de nouvelle génération - Examen du rapport d'information.

Vision stratégique de l'armée de Terre - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de Terre.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S.E. M. Ismaïl Hakki Musa, ambassadeur de Turquie en France.

Examen du rapport d'information « L'Inde, un partenaire stratégique » de MM. Ladislav Poniatowski et Rachid Temal, co-rapporteurs.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*mission d'information sur le trafic de stupéfiants en provenance de Guyane*) : Examen du rapport.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Désignation des rapporteurs budgétaires pour avis.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la

réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes - Examen du rapport et du texte de la commission.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de l'amiral Pierre Vandier, chef d'état-major de la marine.

Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Thierry Burkhard, chef d'état-major de l'armée de terre.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. M. Rahman Mustafayev, ambassadeur d'Azerbaïdjan en France.

Audition de S. E. Mme Hasmik Tolmajyan, ambassadrice d'Arménie en France.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Action extérieure de l'État » - Programme 105 « Action de la France en Europe et dans le monde » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 437

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 873 - **Article 3** (*Garantie de la continuité du service public en cas de grève*) : p. 886 p. 890 p. 892 p. 893 - **Article 8** (*Garantie de la continuité du service de transport aérien en cas de grève*) : p. 899 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendement n° 6 rectifié quater** (*Grève des contrôleurs aériens - Respect d'un préavis de grève de 48 heures - Obligation*) : p. 900 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 903

- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2128

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (5 mars 2020) - **Article additionnel après l'article 34 - Amendement n° 20** (*Lutte contre la fraude aux prestations sociales - Droits du porteur et durée de vie de la carte vitale - Alignement*) : p. 2195 p. 2196

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la souveraineté numérique** - (8 avril 2020) : p. 2869 p. 2870

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle individuel des Français dans le déconfinement** - (6 mai 2020) : p. 4169 p. 4170

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Commission mixte paritaire [n° 423 (2019-2020)]** - (9 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4186

- **Proposition de loi relative aux Français établis hors de France [n° 365 (2019-2020)]** - (19 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4259

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4599 - **Article unique** : p. 4604 p. 4606

- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4620 p. 4621

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er septies A - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 210 rectifié (Délai de l'IVG chirurgicale - Allongement de deux semaines)** : p. 4643 - **Article 1er octies C (Aménagement de l'organisation des procès criminels)** : p. 4653 - **Article 1er nonies (Maintien des marchés publics dont les titulaires sont placés en redressement judiciaire)** : p. 4667

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 320 (2019-2020)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5947

- **Débat sur le thème : Quelle réponse de la France au projet d'annexion de la vallée du Jourdain par l'État d'Israël ?** - (24 juin 2020) : p. 5955

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'urgence pour les Français de l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou d'événements politiques majeurs [n° 466 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6098 - **Article 2 (Gage financier)** : p. 6110 p. 6112

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation au Mali** - (16 juillet 2020) : p. 6412 p. 6413

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 150 rectifié bis et n° 508 rectifié (Produits viticoles - Augmentation des stocks - Neutralisation fiscale et sociale)** : p. 6520 - **Article 2 bis (nouveau) (Nouvelle chronique de suppression du tarif réduit de TICPE au titre du gazole non routier, GNR)** : p. 6526 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 640 rectifié ter (Transition énergétique - Surplus d'impôt - Paiement - Étalement)** : p. 6528 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 242 rectifié quinquies, n° 627 rectifié ter, n° 972 rectifié bis et n° 1013 rectifié (Transition énergétique - Collectivités territoriales - Dotation)** : p. 6531 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 694 rectifié quater, n° 881, n° 969 rectifié et n° 985 rectifié bis (Grandes surfaces - Vente en vrac - TVA - Baisse)** : p. 6535 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 15 rectifié quater, n° 44 rectifié, n° 289 rectifié ter, n° 348 rectifié quater et n° 351 rectifié bis (Logement - Travaux d'entretien et d'amélioration - TVA - Taux réduit - Application temporaire)** : p. 6551 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendements n° 695 rectifié bis, n° 883, n° 970 rectifié et n° 986 (Logements - Travaux d'entretien d'amélioration de**

réhabilitation - Utilisation de matériaux biosourcés ou de bois - TVA - Taux réduit - Application) : p. 6552 - **Article 3 (Dégrèvement exceptionnel de la cotisation foncière des entreprises au titre de 2020 au profit des entreprises de taille petite ou moyenne des secteurs relevant du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, du sport, de la culture, du transport aérien et de l'événementiel particulièrement affectés par la crise sanitaire)** : p. 6564 p. 6565 p. 6567 p. 6568 p. 6569 p. 6570 - **Article 4 (Déblocage exceptionnel de l'épargne retraite des travailleurs non-salariés rencontrant des difficultés économiques liées à l'épidémie de Covid-19)** : p. 6573 p. 6574

- **Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 39 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7679

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7702 - **Article 2 (Renforcement du rôle de la commission des élus pour la DETR)** : p. 7708 p. 7711

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le vaccin contre la grippe et le vaccin contre la Covid-19** - (28 octobre 2020) : p. 7849 p. 7850

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République de l'Inde relatif à la prévention de la consommation illicite et à la réduction du trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs chimiques, et des délits connexes [n° 88 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8237

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la nécessité de reconnaître la République du Haut-Karabagh [n° 145 (2020-2021)]** - (25 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10116

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Action extérieure de l'État

- (27 novembre 2020) : p. 10393

Aide publique au développement - Compte de concours financiers : Prêts à des États étrangers

- (27 novembre 2020) : p. 10422

Aide publique au développement - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10429

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11044

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11658

GUIDEZ (Jocelyne)
sénatrice (Essonne)
UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique le 7 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

Membre suppléant du conseil d'administration de l'Institut national du cancer jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 (24 juin 2020).

Membre suppléant de la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'État outre-mer.

Membre titulaire de la Commission nationale de la déontologie et des alertes en matière de santé publique et d'environnement.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi relative à la solidarité en faveur des Français établis à l'étranger en période de crise [n° 390 (2019-2020)] (24 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi d'urgence, tendant à la création d'une assurance des risques liés à des menaces sanitaires graves [n° 394 (2019-2020)] (27 mars 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à étendre l'aide unique à l'embauche d'un apprenti à tous les niveaux de qualification et à toutes les entreprises [n° 554 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Éducation - Entreprises - Travail**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi reportant la date de transfert de compétences entre les collectivités territoriales et leurs groupements à la suite de l'épidémie de Covid-19 [n° 30 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquiés du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 141 tome 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Anciens combattants - Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire la mise à disposition de bulletins de vote en braille [n° 197 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude de la délégation sur les enjeux financiers et fiscaux européens pour les outre-mer en 2020 - Audition de M. Arnaud Martrenchar, délégué interministériel à la transformation agricole des outre-mer.

Réunion du jeudi 19 mars 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de

Covid-19 - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Marie-Anne Montchamp, présidente de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) (en téléconférence).

Réunion du vendredi 10 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Sophie Cluzel, secrétaire d'État auprès du Premier ministre, chargée des personnes handicapées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la Covid-19 et de sa gestion - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Réunion constitutive.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi permettant d'offrir des chéquiers-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mardi 1er septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur les prises en charge à domicile.

Réunion du mercredi 2 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des ordres des professions de santé.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec les associations de patients.

Réunion du mercredi 9 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de MM. François Chih-Chung Wu, représentant de Taïwan en France, et Jean-François Casabonne-Masonnave, représentant de la France à Taïwan.

Audition du colonel Bruno Cunat, ancien commandant de la base aérienne 110 de Creil.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune des professeurs Dominique Costagliola, épidémiologiste, membre de la cellule de crise de l'Académie des sciences, et Yazdan Yazdanpanah, chef du service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat, directeur de l'Institut thématique d'immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie de l'Inserm (Reacting), membre du conseil scientifique.

Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des experts en santé publique.

Réunion du mardi 22 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Table ronde sur les aspects numériques.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur la communication de crise : Mme Sibeth Ndiaye, ancienne porte-parole du Gouvernement, et M. Yves Sciama, président de l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information (AJSPI).

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Fabrice Gombert, président, et Thomas Fatome, directeur général, de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du jeudi 15 octobre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mme Claire Landais, ancienne secrétaire générale de la défense et de la sécurité nationale.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Jean-Eudes Tesson et Yann-Gaël Amghar, président du conseil d'administration et directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) (en visioconférence).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Outre-mer » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Constitution du Bureau de la délégation.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Alain Fischer, professeur

d'immunologie pédiatrique et président du Conseil d'orientation sur la stratégie vaccinale.

Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le Président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (28 janvier 2020) - **Article 19** (*Actualisation du régime du diagnostic prénatal*) : p. 703

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Discussion générale** : p. 874 p. 875

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative aux enfants franco-japonais privés de tout lien avec leur parent français à la suite d'un enlèvement parental [n° 29 (2019-2020)]** - (5 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1343

- **Proposition de loi visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap - Deuxième lecture [n° 326 (2019-2020)]** - (26 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 1787

- **Mise au point au sujet de votes** - (3 mars 2020) : p. 1888

- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1899

- **Projet de loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 382 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 383 (2019-2020)** : p. 2502

- **Projet de loi organique d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 [n° 383 (2019-2020)]** - (19 mars 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 382 (2019-2020)**.

- **Question de contrôle au Gouvernement sur le rétablissement du service postal en période de confinement** - (1er avril 2020) : p. 2853

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 76 rectifié, n° 172 rectifié et n° 294** (*Mesures de soutien en faveur des TPE et PME - Taxe exceptionnelle assise sur le montant de la réserve de capitalisation des acteurs de l'assurance - Mise en place*) : p. 2937 p. 2939

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3087 - **Article 7** (*Modification du régime d'octroi de la garantie de l'État aux prêts bancaires des entreprises*) : p. 3136

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3821

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 184 rectifié bis** (*Situation particulière des territoires d'outre-mer - Soumission des passagers entrants à un protocole de dépistage dès l'arrivée sur le territoire - Autorisation*) : p. 3887 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 44 rectifié ter** (*Code pénal - Circonstance aggravante pour tout vol commis en période de crises sanitaires graves portant sur un bien de première nécessité pour prévenir ces crises - Création*) : p. 3915 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 46**

rectifié ter (*Intervenants à domicile et aidants - Priorité dans le dépistage du Covid-19*) : p. 3915 p. 3918

- **Question orale sans débat sur la donation au dernier vivant** - (26 mai 2020) : p. 4380 p. 4381

- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5156

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 [n° 499 (2019-2020)]** - (16 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5693 - **Article 1er** (*Don de jours de congé sous forme de chèques-vacances*) : p. 5702

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 531 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5993

- **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion [n° 547 (2019-2020)]** - (30 juin 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 6080

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Question préalable** : p. 6168

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6193

- **Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire [n° 43 (2020-2021)]** - (21 octobre 2020) - **Article 4** (*Expérimentation d'un dispositif de recherche des bénéficiaires de contrats de retraite supplémentaire en déshérence*) : p. 7647 p. 7648

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (28 octobre 2020) - **Article 2** (*Programmation budgétaire 2021-2030*) : p. 7944 p. 7947 - **Article 3** (*Création d'un dispositif de « chaire de professeur junior »*) : p. 7956 p. 7961

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 10 - Amendements n° 22 rectifié quater et n° 23 rectifié quater** (*Interdiction de communication institutionnelle pendant les six mois précédant un scrutin - Suspension*) : p. 8116 p. 8118

- **Question orale sans débat sur l'abandon des pneumatiques** - (5 novembre 2020) : p. 8310

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8393 p. 8394

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 118 rectifié bis et n° 254 rectifié bis** (*Aide à domicile - Exonération - Critères d'éligibilité des établissements - Clarification*) : p. 8418 - **Article additionnel après l'article 4 bis - Amendements n° 119 rectifié bis et n° 255 rectifié bis** (*Établissements à but non lucratif - Bénéfice de certaines exonérations - Simplification*) : p. 8420

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 13 quinquies (nouveau)** (*Suppression de la surcotisation patronale sur la prime de feu*)

versée aux sapeurs-pompiers professionnels) : p. 8528 - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8585 p. 8593 p. 8596 p. 8599 p. 8603 p. 8604

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 33** (*Report de la convention médicale*) : p. 8751 - **Article 35** (*Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire*) : p. 8794

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article 38** (*Réforme des régimes d'accès dérogatoire aux médicaments*) : p. 8841 - **Article 41** (*Modernisation du financement des syndicats représentatifs des professionnels de santé libéraux*) : p. 8872

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexes et n° I-1231** (*Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire*) : p. 9738 p. 9739 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-155 rectifié ter et n° I-747 rectifié bis** (*Construction et rénovation de centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa) et de centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (Caarud) - Taux de TVA réduit*) : p. 9754 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-432**

rectifié et n° I-886 rectifié bis (*Opérations d'acquisition-amélioration de logements sociaux - Taux de TVA réduit - Élargissement de la définition des opérations éligibles*) : p. 9756 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-781 rectifié ter, n° I-916 rectifié ter, n° I-1229 rectifié, n° I-430 rectifié bis, n° I-503 rectifié bis, n° I-884 rectifié bis, n° I-1054 rectifié bis et n° I-725 rectifié** (*Travaux de rénovation énergétique - Taux de TVA réduit*) : p. 9762 p. 9763 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-932, n° I-253, n° I-252, n° I-1218, n° I-928 et n° I-320 rectifié** (*Financement de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF) - Contribution du transport routier de marchandises - Instauration - Taxe due par les concessionnaires d'autoroute - Augmentation*) : p. 9895 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-99 rectifié, n° I-123 rectifié, n° I-651 rectifié bis, n° I-947 rectifié et n° I-465 rectifié ter** (*Redevance pour pollutions diffuses - Extension aux micropolluants*) : p. 9909

Seconde partie :

Santé

- (30 novembre 2020) : p. 10637

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) : p. 11159

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° II-111 rectifié bis, n° II-1062 rectifié bis, n° II-112 rectifié bis et n° II-1063 rectifié bis** (*Éco-prêt à taux zéro - Prolongation - Extension*) : p. 11520 p. 11521

GUILLAUME (Didier)
*ministre de l'agriculture et de
 l'alimentation
 (jusqu'au 3 juillet 2020)
 sénateur (Drôme)
 (du 7 août 2020 au 7 août 2020)*

Démissionnaire le 7 août 2020.

Reprise de l'exercice du mandat de sénateur suite à la cessation de fonction de membre du Gouvernement le 7 août 2020.

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2019-1110 du 30 octobre 2019 portant adaptation du livre II du code rural et de la pêche maritime au droit de l'Union européenne [n° 245 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Agriculture et pêche - Union européenne.**

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2020-329 du 25 mars 2020 portant maintien en fonction des membres des conseils d'administration des caisses locales et de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole [n° 430 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la commercialisation des huiles essentielles comme préparation naturelle non préoccupante** - (8 janvier 2020) : p. 75

- **Question orale sans débat sur les freins au développement de l'agroforesterie** - (14 janvier 2020) : p. 182

- **Question orale sans débat sur les recommandations relatives à la consommation de fromages au lait cru** - (14 janvier 2020) : p. 183

- **Question orale sans débat sur l'enseignement agricole** - (14 janvier 2020) : p. 183

- **Proposition de loi visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Île-de-France [n° 225 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 186 p. 192

- **Proposition de loi modifiant la loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous afin de préserver l'activité des entreprises alimentaires françaises [n° 215 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 211 p. 212 p. 222

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les retraites agricoles et les inégalités de traitement entre la métropole et la Réunion** - (5 février 2020) : p. 1331

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1463 p. 1464 p. 1465 p. 1466 p. 1467 p. 1468 p. 1469 p. 1470 p. 1471 p. 1472 p. 1473

- **Question orale sans débat relative à la préemption partielle** - (18 février 2020) : p. 1503

- **Question orale sans débat sur les règles de remboursement de la dotation jeune agriculteur** - (18 février 2020) : p. 1504

- **Question orale sans débat relative aux taxes américaines et aux conséquences sur la filière vini-viticole** - (18 février 2020) : p. 1505

- **Question orale sans débat sur les tirs de défense contre les loups** - (18 février 2020) : p. 1505

- **Question orale sans débat relative à la politique agricole commune et à l'agriculture française** - (18 février 2020) : p. 1506

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1664 p. 1665 p. 1666 p. 1667 p. 1668 p. 1669 p. 1670 p. 1671 p. 1672 p. 1673 p. 1674 p. 1675 p. 1676

- **Question orale sans débat sur le contrôle des conditions d'abattage des animaux de boucherie dans les abattoirs français** - (3 mars 2020) : p. 1857

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 33 (priorité)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour*

modifier certaines règles applicables aux personnels des chambres d'agriculture et de l'Office national des forêts (ONF) ainsi que le conseil d'administration de ce dernier) : p. 1961 p. 1962 p. 1963 p. 1964 p. 1966 p. 1968 p. 1969 p. 1972

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le coronavirus (II)** - (4 mars 2020) : p. 2085

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs** - (4 mars 2020) : p. 2088

- **Proposition de loi relative à la transparence de l'information sur les produits agricoles et alimentaires [n° 342 (2019-2020)]** - (4 mars 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 2092 p. 2094 p. 2098 p. 2099

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'agriculture** - (27 mai 2020) : p. 4490

- **Question orale sans débat sur l'importation de soja américain et la production de biocarburant** - (16 juin 2020) : p. 5666

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les plans de relance sectoriels, notamment pour les filières bière et pommes de terre** - (17 juin 2020) : p. 5741

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la situation des travailleurs agricoles** - (24 juin 2020) : p. 5929

- **Éloge funèbre d'Alain Bertrand, sénateur de la Lozère** - (30 juin 2020) : p. 6076

- **Débat sur le thème : Vers une alimentation durable : un enjeu sanitaire, social, territorial et environnemental majeur pour la France** - (30 juin 2020) : p. 6115 p. 6116 p. 6117 p. 6118 p. 6119 p. 6120 p. 6121 p. 6122 p. 6123 p. 6124 p. 6125 p. 6126 p. 6127

GUILLEMOT (Annie)
sénatrice (Rhône)
SOCR

DÉPÔTS

Proposition de loi pour un élevage éthique, socialement juste et soucieux du bien-être animal [n° 254 (2019-2020)] (21 janvier 2020) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels.

Proposition de loi visant à assurer les pertes d'exploitation liées à des crises sanitaires [n° 412 (2019-2020)] (29 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la nationalisation des sociétés Luxfer Gas Cylinders S.A.S., Famar France et Péters Surgical [n° 443 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Plan de relance de la commission des affaires économiques Tome VI : Logement, urbanisme et politique de la ville [n° 535 tome 6 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires économiques*) : Politique de la ville - Audition de M. Jean-Louis Borloo, ancien ministre.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à réduire le coût du foncier et à augmenter l'offre de logements accessibles aux Français - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Julien Denormandie, ministre chargé de la ville et du logement (en téléconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires économiques*) : Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires économiques*) : Présentation des plans de relance dans les domaines des PME, du commerce et de l'artisanat, du logement, de l'urbanisme et de la politique de la ville par les pilotes en charge des cellules de veille, de contrôle et d'anticipation des secteurs correspondants.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Jean Rottner, président de la région Grand-Est.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mmes Josiane Chevalier, préfète de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin et ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion chargée de l'insertion, et M. Christophe Lannelongue, ancien directeur de l'ARS Grand Est.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des professionnels de santé libéraux d'Île-de-France.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mmes Catherine Barbezieux Betinas, directrice générale du centre hospitalier de Mayotte, Dominique Voynet, directrice générale de l'ARS de Mayotte et Joëlle Rastami, membre de France Assos Santé Mayotte.

Réunion du mercredi 29 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune de M. François Baroin, maire de Troyes et président de l'Association des maires de France, M. Frédéric Bierry, président du département du Bas-Rhin et président de la commission « affaires sociales et solidarité » de l'Association des départements de France, et Mme Anne Hidalgo, maire de Paris.

Réunion du mercredi 2 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des ordres des professions de santé.

Table ronde sur les aspects éthiques.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du Professeur Claude Jeandel, président du Conseil national professionnel de gériatrie.

Audition du professeur Claude Jeandel, président du Conseil national professionnel de gériatrie.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur la politique de dépistage.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition commune des professeurs Dominique Costagliola, épidémiologiste, membre de la cellule de crise de l'Académie des sciences, et Yazdan Yazdanpanah, chef du

service des maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat, directeur de l'Institut thématique d'immunologie, inflammation, infectiologie et microbiologie de l'Inserm (Reacting), membre du conseil scientifique.

Audition du professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille.

Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*): Table ronde avec des acteurs institutionnels.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*): Audition de Mme Agnès Buzyn, ancienne ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 24 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*): Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 44
- **Question d'actualité au Gouvernement sur les emplois aidés** - (27 mai 2020) : p. 4491 p. 4492
- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5150
- **Proposition de loi visant à garantir l'efficacité des aides personnelles au logement [n° 470 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5215 p. 5219 p. 5220 p. 5222 - **Article 2 (Seuil de non-versement pour les aides personnelles au logement - Suppression)** : p. 5223 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5223
- **Débat sur la situation du logement et du bâtiment** - (23 juin 2020) : p. 5868 p. 5869 p. 5880
- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de Presstalis** - (24 juin 2020) : p. 5930
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6365

GUILLOTIN (Véronique)
sénatrice (Meurthe-et-Moselle)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2020 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2020.

Vice-présidente de la commission des affaires européennes ; puis membre le 7 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques jusqu'au 30 septembre 2020.

Secrétaire de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; nouvelle nomination le 15 décembre 2020.

Vice-présidente de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020 ; puis vice-présidente le 2 juillet 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi permettant le don de congés payés sous forme de chèques-vacances aux membres du secteur médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de Covid-19 (24 juin 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » (28 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 (17 novembre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration de l'Agence nationale de santé publique jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)] (7 février 2020) - **Éducation - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi visant à faciliter le recours à la procuration [n° 418 (2019-2020)] (4 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des stocks d'équipements de protection individuelle pendant la pandémie de coronavirus [n° 429 (2019-2020)] (13 mai 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 311 (2019-2020)] visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 450 (2019-2020)] (20 mai 2020) - **Éducation - Famille - Société.**

Proposition de loi instituant un emprunt national visant à contribuer au financement du système de santé et de l'ensemble des politiques publiques à l'issue de la crise de covid-19 [n° 507 (2019-2020)] (11 juin 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : « Plan de mobilisation nationale en faveur de l'attractivité des métiers du grand âge 2020-2024 » - Audition de Mme Myriam El Khomri.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi relative à la sécurité sanitaire - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Examen d'un projet de note sur la modélisation épidémiologique au service de la lutte contre l'épidémie de Covid-19.

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire -

Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen du rapport et du texte proposé de la commission (en visioconférence).

(*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen du rapport pour avis (en visioconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à répondre à la demande des patients par la création de points d'accueil pour soins immédiats - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français - Examen des amendements de séance sur les articles 5, 6 et 9, délégués au fond à la commission des affaires sociales.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la Covid-19 et de sa gestion - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 2 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de M. Jean Rottner, président de la région Grand-Est.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mmes Josiane Chevalier, préfète de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin et ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion chargée de l'insertion, et M. Christophe Lannelongue, ancien directeur de l'ARS Grand Est.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - L'Union européenne et la santé : examen du rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 3 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des fédérations hospitalières et médico-sociales.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du professeur Didier Raoult, directeur de l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille.

Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des acteurs institutionnels.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Débat préalable au Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020, en présence de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes (en visioconférence).

(*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Fabrice Gombert, président, et Thomas Fatome, directeur général, de la Caisse nationale de l'assurance maladie (CNAM).

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Erik Orsenna de l'Académie française.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mmes Dominique Le Guludec, présidente, et Elisabeth Bouvet, présidente de la commission technique des vaccinations, de la Haute Autorité de santé et Marie-Paule Kieny, virologue, vaccinologue et directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, sur les vaccins contre la covid-19.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur la pédopsychiatrie en France** - (8 janvier 2020) : p. 116

- **Question orale sans débat sur la distribution de pastilles d'iode à proximité des centrales nucléaires** - (14 janvier 2020) : p. 174 p. 175

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 381 p. 382 - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 438

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 468 p. 479 p. 482 p. 507 p. 510

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 533 p. 543 p. 544 - **Article 4 bis (nouveau)** (*Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation*

d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention) : p. 598

- **Mises au point au sujet de votes** - (28 janvier 2020) : p. 688

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (29 janvier 2020) - **Article 20** (*Suppression du délai de réflexion dans l'interruption de grossesse pour raison médicale et encadrement de la réduction embryonnaire ou fœtale*) : p. 750

- **Suite de la discussion** (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 860

- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2124

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3798

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Article 1er** (*Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales*) : p. 3824 p. 3831 - **Article 2** (*Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement*) : p. 3850 p. 3851 p. 3853 p. 3861

- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° n° 130 rectifié ter** (*Port de masques et gestes barrières - Arrêté du maire - Autorisation*) : p. 3883 - **Article 6** (*Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19*) : p. 3934 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 3955

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'accélération du déploiement de l'e-santé** - (20 mai 2020) : p. 4353 p. 4354

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la désignation d'un délégué interministériel aux enjeux transfrontaliers** - (26 mai 2020) : p. 4395 p. 4396

- **Proposition de loi visant à apporter un cadre stable d'épanouissement et de développement aux mineurs vulnérables sur le territoire français [n° 311 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4563 - **Article 5** (*Nombre minimum d'enfants accueillis par un assistant familial agréé*) : p. 4580 - **Article 6** (*Prise en charge par l'aide sociale à l'enfance des jeunes majeurs de 18 à 21 ans*) : p. 4582 - **Article 9** (*Maintien partiel du versement des allocations familiales à la famille lorsqu'un enfant est confié au service d'aide sociale à l'enfance*) : p. 4585

- **Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de Points d'accueil pour soins immédiats [n° 462 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5228

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19 [n° 499 (2019-2020)]** - (16 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5696

- **Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 [n° 531 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5996

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune [n° 638 (2019-2020)]** - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7162

- **Proposition de loi permettant d'offrir des chèques-vacances aux personnels des secteurs sanitaire et médico-social en reconnaissance de leur action durant l'épidémie de covid-19** - Commission mixte paritaire [n° 589 (2019-2020)] - (22 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 7207

- **Proposition de loi relative à la déshérence des contrats de retraite supplémentaire** [n° 43 (2020-2021)] - (21 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7641

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)]

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 6 ter (nouveau)** (Exonérations de cotisations et contributions de sécurité sociale au bénéfice des PME et des travailleurs indépendants dans le contexte de la crise sanitaire) : p. 8429

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le vaccin contre la covid-19** - (12 novembre 2020) : p. 8544 p. 8545

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021** [n° 101 (2020-2021)] (suite)

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie) : p. 8588 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements 607 rectifié ter, n° 276 rectifié quater, n° 411 rectifié, n° 675, n° 853 et n° 878 rectifié quinquies** (Grossistes-répartiteurs - Taux de contribution - Réduction) : p. 8622

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article 22** (Objectif d'amortissement de la dette sociale et prévisions sur les recettes du FRR et du FSV) : p. 8664

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 26** (Relancement de l'investissement pour la santé) : p. 8693 p. 8695 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 816 rectifié bis, n° 817 rectifié ter et n° 1045** (Directeur général de l'ARS - Information de la CRSA sur l'allocation des ressources financières aux activités de santé) : p. 8715 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendements n° 817 rectifié bis et n° 886 rectifié ter** (Conférence régionale de la santé et de l'autonomie (CRSA) - Rôle et information - Renforcement) : p. 8716 - **Article 33** (Report de la convention médicale) : p. 8751 p. 8753 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991**

rectifié et n° 472 rectifié bis (Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives) : p. 8759 - **Article additionnel après l'article 33 ter - Amendement n° 993** (Expérimentation d'exercice à titre libéral en centre de santé - Suppression) : p. 8771 - **Article 35** (Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire) : p. 8787

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 43 A - Amendement n° 88 rectifié bis** (Soins en dehors du territoire français - Couverture des charges - Refus) : p. 8885 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendements n° 821 et n° 894 rectifié ter** (Établissements de santé privés à but non lucratif et établissements publics de santé - Différence de grille tarifaire - Suppression) : p. 8903

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9099

- **Nouvelle lecture** [n° 151 (2020-2021)] - (26 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10174 p. 10175 - **Question préalable** : p. 10182

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Écologie, développement et mobilité durables - État B

- (27 novembre 2020) : p. 10332 p. 10369 p. 10373

Santé

- (30 novembre 2020) : p. 10636 - **État B** : p. 10649

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux** [n° 677 (2019-2020)] - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11725

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020) : p. 11907

- **Question orale sans débat relative au plan d'action pour renforcer la prise en charge de l'endométriose** - (15 décembre 2020) : p. 11943 p. 11944

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la coopération transfrontalière dans la lutte contre la covid-19** - (16 décembre 2020) : p. 11953 p. 11954

GUIOL (André)
sénateur (Var)
RDSE

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 octobre 2020.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instituer une journée nationale de la laïcité [n° 210 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Point de situation sur l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Programme 212 « Soutien de la politique de défense » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de finances pour 2021** [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements ° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié (Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale) :** p. 9876 - **Article additionnel après l'article 15 -**

Amendements n° I-694 rectifié bis, n° I-717 rectifié et n° I-979 rectifié ter (*Soutien à la filière du biogazole - Majoration de la comptabilisation des esters méthyliques d'acides gras (EMAG) - Prolongation*) : p. 9881 - **Article 15 bis (nouveau)** (*Augmentation du tarif de la TICPE applicable à l'essence utilisée pour l'aviation de tourisme privée*) : p. 9897 - **Article 15 ter (nouveau)** (*Conditions d'application du tarif de TICPE aux entreprises du secteur extractif à compter du 1er juillet 2021*) : p. 9898

Seconde partie :

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-952 rectifié ter** (*Communes de moins de 3 500 habitants - Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Seuil - Relèvement*) : p. 10940

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10968

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11049

HAI (Nadia)
ministre déléguée auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargée de la ville (du 7 juillet 2020 au 31 décembre 2020)

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur les installations temporaires à vocation économique** - (21 juillet 2020) : p. 7082

- **Question orale sans débat sur la redéfinition des espaces ruraux** - (21 juillet 2020) : p. 7083

- **Question orale sans débat sur l'application du droit local aux communes des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle** - (21 juillet 2020) : p. 7084

- **Question orale sans débat sur l'assouplissement de la loi Littoral pour les constructions agricoles** - (21 juillet 2020) : p. 7085

- **Question orale sans débat sur l'inclusion numérique** - (21 juillet 2020) : p. 7086

- **Question orale sans débat sur le montant différencié de la dotation globale de fonctionnement par habitant** - (21 juillet 2020) : p. 7086

HARRIBEY (Laurence)
*sénatrice (Gironde)
SOCR, puis SER*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective le 20 octobre 2020.

Réélue le 27 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales (24 juin 2020).

Membre titulaire du Conseil national de la mer et des littoraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de bassin Adour-Garonne jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020 ; puis vice-présidente le 25 février 2020.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi portant pérennisation et généralisation des maisons de naissance [n° 323 (2019-2020)] (17 février 2020) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)] (19 février 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 275 (2019-2020)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, visant à lutter contre la fraude sociale transfrontalière et améliorer la coopération européenne en matière de lutte contre la fraude aux prestations sociales [n° 357 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Affaires étrangères et coopération - Questions sociales et santé - Société - Union européenne**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société**.

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à l'ouverture de l'assistance médicale à la procréation à toutes les femmes [n° 511 (2019-2020)] (15 juin 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Sécurité sociale - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 320 (2019-2020)] relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 519 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Justice**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 quater du Règlement, sur l'évaluation des technologies de santé [n° 565 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes : Union européenne et santé : la nécessaire mobilisation [n° 648 (2019-2020)] (16 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Union européenne**.

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi visant à instaurer le vote par correspondance pour les scrutins électoraux et les opérations référendaires [n° 126 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à instaurer le vote par correspondance pour l'élection du Président de la République [n° 127 (2020-2021)] (14 novembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à établir le droit à mourir dans la dignité [n° 131 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à créer le crime de violence sexuelle sur enfant et à lutter contre les violences sexuelles [n° 201 (2020-2021)] (8 décembre 2020) - **Société**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 14 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Audition de Mme Sandrine Gaudin, secrétaire générale des affaires européennes, sur le prochain cadre financier pluriannuel.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S.E. M. Filip Vuèak, ambassadeur de Croatie en France.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales et santé - Proposition de résolution européenne n° 275 de M. André Reichardt visant à lutter contre la fraude sociale transfrontalière et améliorer la coopération européenne en matière de lutte contre la fraude aux prestations sociales - Examen du rapport de Mmes Laurence Harribey et Pascale Gruny.

Réunion du vendredi 27 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange entre Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, et les membres de la commission des affaires européennes du Sénat à la suite du Conseil européen du 26 mars 2020 (par téléconférence).

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission des lois*) : Examen des travaux de la mission de contrôle et de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Réunion constitutive.

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Recherche - Audition de Mme Mariya Gabriel, commissaire européenne en charge de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse (par téléconférence).

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie - Audition de Mme Margrethe Vestager, vice-présidente de la Commission européenne en charge du numérique.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi adoptée par l'Assemblée nationale, relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 - Examen de la recevabilité.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - Évaluation des technologies de santé - Proposition de résolution européenne et avis politique de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 16 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Questions sociales, travail et santé - L'Union européenne et la santé : examen du rapport d'information de Mmes Pascale Gruny et Laurence Harribey.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Dominique Simonnot, candidate proposée par le Président de la République aux fonctions de Contrôleur général des lieux de privation de liberté, en application des articles 13 et 65 de la Constitution ainsi que de la loi organique n° 2010-837 et de la loi n° 2010-838 du 23 juillet 2010 relatives à l'application du cinquième alinéa de l'article 13 de la Constitution.

Réunion du jeudi 22 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Désignation de rapporteurs thématiques.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et budgets annexes « Publications officielles et information administrative » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Politique européenne en matière de données et souveraineté numérique européenne : communication et avis politique de M. Christophe-André Frassa et Mme Laurence Harribey.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la procédure accélérée sur le projet de loi retraites** - (29 janvier 2020) : p. 735 p. 736

- **Proposition de loi relative à la simplification et à la modernisation de la propagande électorale [n° 267 (2019-2020)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1451

- **Question orale sans débat sur les pouvoirs de police des maires dans les petites communes** - (18 février 2020) : p. 1502

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 18 et 19 juin 2020** - (23 juin 2020) : p. 5905

- **Proposition de loi relative au droit des victimes de présenter une demande d'indemnité au Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions [n° 320 (2019-2020)]** - (24 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5946

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la gestion de la crise sanitaire (I)** - (4 novembre 2020) : p. 8219 p. 8220

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la lutte contre le terrorisme** - (4 novembre 2020) : p. 8223

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020) : p. 11903 p. 11915

- **Question orale sans débat sur la situation des guides-conférenciers de France** - (15 décembre 2020) : p. 11930 p. 11931

HASSANI (Abdallah)
sénateur (Mayotte)
LaREM, puis RDPI

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale aux outre-mer ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au retour de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal (19 novembre 2020).

DÉPÔTS

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation sénatoriale aux outre-mer*) : Étude sur l'urgence économique outre-mer à la suite

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
LaREM

Ne se représente pas le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes.

de la crise du Covid-19 - Audition de M. Jean-Pierre Philibert, président de la Fédération des entreprises d'outre-mer (FEDOM).

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi adopté relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal [n° 92 (2020-2021)]** - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8280

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° 13 rectifié bis** (*Langues régionales - Enseignement - Langues mahoraises*) : p. 11794

- **Projet de loi relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Nouvelle lecture [n° 196 (2020-2021)]** - (15 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11894

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et instrument de relance : communication et examen d'une proposition de résolution européenne.

HAVET (Nadège)
sénatrice (Finistère)
RDPI

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 20 octobre 2020 ; puis vice-présidente le 22 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses dispositions de gestion de la crise sanitaire (30 octobre 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'événementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail**.

Proposition de loi visant à l'extension de la procédure de rétablissement à la micro-entreprise [n° 123 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Entreprises**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur l'organisation du travail de la délégation pour la session 2020-2021.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, ministre délégué auprès de la ministre de la transition écologique, chargé des transports.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français - Examen du rapport et du texte de la commission.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les mesures d'accompagnement à destination des enseignants à la suite de l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine** - (21 octobre 2020) : p. 7623

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7656

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 8043 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 16 rectifié bis et n° 20 rectifié** (*Régime des amendes forfaitaires - Extension à la Polynésie*) : p. 8064 - **Article 3 nonies (nouveau)** (*Compensation de la perte de revenus subie par les salariés placés en position d'activité partielle*) : p. 8076 - **Article 4** (*Conditions des habilitations du Gouvernement à légiférer par ordonnances*) : p. 8085

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2020) - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° 91** (*Décret de convocation des électeurs pour les élections de 2021 - Date limite de publication*) : p. 8122 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8128

- **Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)]** - (5 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8345

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]**

Troisième partie :

- (12 novembre 2020) - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8608

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 25 A (nouveau)** (*Soutien financier de la CNSA aux départements au titre de leur action en faveur des professionnels des SAAD*) : p. 8678 - **Article 33 bis (nouveau)** (*Tiers payant et garanties de confidentialité pour les IVG*) : p. 8764 - **Article 35** (*Allonger la durée du congé de paternité et d'accueil de l'enfant et le rendre pour partie obligatoire*) : p. 8788

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9109

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10189

Enseignement scolaire

- (28 novembre 2020) : p. 10447 - **État B** : p. 10458 p. 10463

Économie - Compte de concours financiers : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés

- (28 novembre 2020) : p. 10543

Articles non rattachés

- (7 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendements n° II-1099 rectifié ter et n° II-1423 rectifié bis** (*Intercommunalités - Tarification déchets - Harmonisation - Délai*) : p. 11602

- **Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11654

- **Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion [n° 177 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11786 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendements n° 1 rectifié bis, n° 3, n° 6 rectifié, n° 15 rectifié bis, n° 17 rectifié quater**

et n° 18 rectifié (*Langue régionale - Scolarisation des élèves - Communes - Participation financière*) : p. 11796 - **Article 3** (*Langues régionales - Enseignement - Temps scolaire*) : p. 11800

HAYE (Ludovic)
sénateur (Haut-Rhin)
RDPI

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes le 7 octobre 2020.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 20 octobre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi pour une reconnaissance de l'activité des intermittents du travail de la restauration, de l'hôtellerie et de l'évènementiel [n° 96 (2020-2021)] (30 octobre 2020) - **Travail**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, portant sur la cessation des combats au Haut-Karabagh et sur la nécessaire reprise des négociations dans le cadre du groupe de Minsk en vue d'un accord de paix durable et négocié entre les parties [n° 156 (2020-2021)] (25 novembre 2020) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées (en téléconférence).

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

(*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Négociations en vue d'un nouveau partenariat Union

européenne-Royaume-Uni - Audition de M. Clément Beaune, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargé des affaires européennes.

Réunion du jeudi 29 octobre 2020 (*Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques*) : Point de situation sur l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition conjointe de MM. Stéphane Bouillon, secrétaire général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), et Guillaume Poupard, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Gilles de Kerchove, coordinateur de l'Union Européenne pour la lutte contre le terrorisme.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition du général Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Politique européenne en matière de données et souveraineté numérique européenne : communication et avis politique de M. Christophe-André Frassa et Mme Laurence Harribey.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Audition conjointe avec la commission des affaires économiques du Sénat et les commissions des affaires européennes et des affaires économiques de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

(*commission des affaires économiques*) : Réforme de la Politique agricole commune - Audition, en commun avec la commission des affaires européennes du Sénat, la commission des affaires économiques et la commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale, de M. Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Défense » - Vote sur l'avis de la commission.

Réunion du jeudi 17 décembre 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Stratégie de l'Union européenne pour l'union de la sécurité 2020-2025 : communication et avis politique de MM. André Reichardt et Ludovic Haye.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question d'actualité au Gouvernement relatif au télétravail** - (18 novembre 2020) : p. 9177

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Défense

- (3 décembre 2020) : p. 11047

HENNO (Olivier)
sénateur (Nord)
UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission des affaires européennes jusqu'au 6 octobre 2020.

Secrétaire de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination ; membre le 20 octobre 2020.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Rapporteur de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020 ; nouvelle nomination le 7 octobre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie (1er juillet 2020).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la mutualité.

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale jusqu'au 30 novembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 63 (2019-2020)] relatif à la bioéthique [n° 237 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la modernisation de la politique européenne de la concurrence [n° 593 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Entreprises - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires européennes et de la commission des affaires économiques : Moderniser la politique européenne de concurrence [n° 603 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires européennes, sur la proposition de résolution [n° 593 (2019-2020)] en application de l'article 73 quinquies du Règlement, sur la modernisation de la politique européenne de la concurrence [n° 606 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Entreprises - Union européenne**.

Proposition de loi pour la mise en place d'une certification de cybersécurité des plateformes numériques destinée au grand public [n° 629 (2019-2020)] (15 juillet 2020) - **Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à assurer la fourniture d'un kit sanitaire aux professionnels de santé particulièrement exposés à des épidémies [n° 654 (2019-2020)] (17 juillet 2020) - **Questions sociales et santé - Travail**.

Proposition de loi tendant à renforcer le rôle et les compétences des départements [n° 8 (2020-2021)] (7 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la stérilisation obligatoire des chats errants [n° 128 (2020-2021)] (16 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Cohésion des territoires - Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables [n° 141 tome 2 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Logement et urbanisme - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports.**

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission spéciale.

Réunion du mardi 21 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des affaires sociales*) : Risques liés au coronavirus Covid-19 et les mesures prises par les pouvoirs publics pour lutter contre sa transmission - Audition.

Réunion du mardi 7 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de Mme Muriel Pénicaut, ministre du travail (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Fabrice Leggeri, directeur exécutif de Frontex (par audioconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Cœuré, directeur du pôle innovation de la Banque des règlements internationaux, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (par téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (par téléconférence).

(*commission des affaires économiques*) : Audition de M. Thierry Breton, commissaire européen chargé du marché intérieur (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'action

et des comptes publics, sur la situation et les perspectives des comptes sociaux.

Réunion du lundi 27 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Justice et affaires intérieures - Audition de M. Wojciech Wiewiórowski, Contrôleur européen de la protection des données (en téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président, et Arnaud Fontanet, membre du comité scientifique covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire - Demande de saisine, désignation d'un rapporteur et examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*commission des affaires sociales*) : Audition de MM. Jean-Yves Grall, directeur général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et de Pierre Pribile, directeur général de l'agence régionale de santé Bourgogne-Franche-Comté (en téléconférence).

Réunion du jeudi 14 mai 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Arrêt du Tribunal constitutionnel fédéral allemand sur le programme de rachat de dettes publiques de la Banque centrale européenne - Communication de MM. Claude Kern et Didier Marie.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de Mme Emily O'Reilly, Médiatrice européenne (par téléconférence).

Réunion du mardi 9 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Proposition révisée de cadre financier pluriannuel 2021-2027 et instrument de relance : communication et examen d'une proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 16 juin 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie - Audition de Mme Margrethe Vestager, vice-présidente de la Commission européenne en charge du numérique.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Proposition de loi portant création d'un fonds d'indemnisation des victimes du covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 23 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projet de loi organique et projet de loi ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen du rapport et du texte de la commission.

Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la Covid-19 et de sa gestion - Nomination d'un rapporteur et examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des affaires sociales*) : Projets de loi organique et ordinaire relatifs à la dette sociale et à l'autonomie - Examen des amendements au texte de la commission.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

Réunion du mardi 15 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition du professeur Didier Raoult, directeur de

l'Institut hospitalo-universitaire en maladies infectieuses de Marseille.

Audition du professeur Jean-François Delfraissy, président du conseil scientifique.

Réunion du jeudi 17 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*): Audition de M. Gérald Darmanin, ministre de l'intérieur.

Audition de Mme Roselyne Bachelot, ancienne ministre de la santé.

Réunion du mardi 22 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*): Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*): Audition de Mme Agnès Buzyn, ancienne ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du jeudi 24 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*): Audition de M. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Olivier Véran, ministre des solidarités et de la santé, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » - Examen du rapport et établissement du texte.

Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*): Audition de MM. Gérard Rivière, président du conseil d'administration, et Renaud Villard, directeur, de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV), sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de MM. Jean-Eudes Tesson et Yann-Gaël Amghar, président du conseil d'administration et directeur de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) (en visioconférence).

Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Anne Thiebauld, directrice des risques professionnels à la Caisse nationale de l'Assurance maladie (Cnam).

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée auprès du ministre des solidarités et de la santé, chargée de l'autonomie.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Audition de Mme Isabelle Sancerni, présidente du conseil d'administration, et de M. Vincent Mazauric, directeur général, de la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des finances*): Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » (et articles 54 bis et 54 ter) - Programmes « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables », « Aide à l'accès au logement », « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » et « Politique de la ville » - Programmes « Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire » et « Interventions territoriales de l'État » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » - Action « Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives » (Mildeca) - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des affaires sociales*): Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport (nouvelle lecture).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Programme « Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des affaires sociales*): Audition de M. Jean Bassères, candidat proposé par le Président de la République à la direction générale de Pôle emploi.

Audition de Mmes Dominique Le Guludec, présidente, et Élisabeth Bouvet, présidente de la commission technique des vaccinations, de la Haute Autorité de santé et Marie-Paule Kieny, virologue, vaccinologue et directrice de recherche à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, sur les vaccins contre la covid-19.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 380

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 475

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 558 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission)** (*Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes*) : p. 577

- **Mises au point au sujet de votes** - (23 janvier 2020) : p. 586

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (28 janvier 2020) - **Article 9** (*Transmission d'une information génétique au profit de la parentèle ou dans les situations de rupture du lien de filiation biologique*) : p. 640 - **Article 10** (*Consentement à l'examen des caractéristiques génétiques*) : p. 642 - **Article 10 bis (nouveau)** (*Encadrement de l'accès aux tests génétiques à visée généalogique*) : p. 644 - **Article 10 ter (nouveau)** (*Expérimentation de l'accès en population générale aux examens des caractéristiques*)

génétiqes) : p. 650 - **Article 11** (*Encadrement du recours à un traitement algorithmique à des fins médicales*) : p. 656 - **Article 12** (*Encadrement du recours aux techniques d'imagerie cérébrale et interdiction des discriminations fondées sur les résultats de ces techniques en matière d'assurance*) : p. 656 - **Article 17 (priorité)** (*Utilisation des outils de modification ciblée du génome en recherche fondamentale*) : p. 659 p. 660

- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 21** (*Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées*) : p. 757 - **Article 26** (*Sécurisation de l'utilisation du microbiote fécal*) : p. 768 p. 769

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote sur le thème : Stratégie nationale du plan de déconfinement dans le cadre de la lutte contre l'épidémie de Covid-19** - (4 mai 2020) : p. 3798

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (5 mai 2020) - **Article 5** (*Port du masque obligatoire dans les transports publics sous peine de contraventions*) : p. 3902 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié et n° 175** (*Pratique sportive sur le littoral et les plans d'eau intérieurs - Accès aux plages du littoral et plans d'eau intérieurs - Autorisation par dérogation*) : p. 3912 - **Article 6** (*Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19*) : p. 3930

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4545

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 6 rectifié quater** (*État d'urgence sanitaire - Personnes les plus précaires - « agios » - Exonération*) : p. 4613

- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4623 p. 4624

- **Débat sur le thème : « Quelles nouvelles politiques publiques à destination de la jeunesse afin d'aider ces publics particulièrement exposés dans la prise en charge des conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire ? »** - (3 juin 2020) : p. 5158 p. 5159

- **Proposition de loi visant à répondre à la demande des patients par la création de Points d'accueil pour soins immédiats [n° 462 (2019-2020)]** - (4 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5231

- **Question orale sans débat sur la situation des jeunes à la recherche d'un apprentissage** - (16 juin 2020) : p. 5670 p. 5671

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Question préalable** : p. 6166 - **Article 1er bis (nouveau)** (*Instauration d'une « règle d'or » encadrant les comptes des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse*) : p. 6175

- **Projet de loi relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 558 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 4** (*Création d'un cinquième risque et d'une cinquième branche de sécurité sociale*) : p. 6187

- **Proposition de loi relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoires zéro chômeur de longue durée » [n° 18 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Article 4** (*Prolongation et extension de l'expérimentation « Territoires zéro chômeur de longue durée »*) : p. 7379 p. 7381 - **Article 5**

(*Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée*) : p. 7386 p. 7387 - **Article 6** (*Contractualisation et modalités d'application*) : p. 7394 - **Article additionnel après l'article 9 ter - Amendements n° 87 rectifié, n° 57 rectifié bis et n° 75 rectifié ter** (*Structures d'insertion par l'activité économique - Financement de la formation - Modification des seuils d'éligibilité*) : p. 7403

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8391

Deuxième partie :

- (9 novembre 2020) - **Article 3** (*Création d'une contribution exceptionnelle des organismes complémentaires en santé aux dépenses liées à la gestion de l'épidémie de Covid-19 au titre de 2020*) : p. 8408

Troisième partie :

- (10 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 10 - Amendement n° 144** (*Principe de compensation instauré par la loi « Veil » - Dérogations - Suppression*) : p. 8460 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendements n° 212 rectifié bis et n° 407 rectifié quater** (*Médecins - Exercice au-delà de l'âge de départ en retraite - Charges sociales - Abaissement*) : p. 8487

- **Suite de la discussion** (12 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° 622 rectifié bis** (*Opérateurs de transports publics urbains - Carte accordée par nécessité de service aux salariés - Clarification*) : p. 8560 p. 8561 - **Article 16** (*Gouvernance de la nouvelle branche de sécurité sociale pour le soutien à l'autonomie*) : p. 8590 p. 8606 p. 8612 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements 607 rectifié ter, n° 276 rectifié quater, n° 411 rectifié, n° 675, n° 853 et n° 878 rectifié quinquies** (*Grossistes-répartiteurs - Taux de contribution - Réduction*) : p. 8622

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 302 rectifié bis** (*Médicaments dérivés du sang - Contribution sur le chiffre d'affaires - Exonération*) : p. 8642 - **Article 17 bis (nouveau)** (*Assiette de la clause de sauvegarde des dispositifs médicaux*) : p. 8645

Quatrième partie :

- (13 novembre 2020) - **Article 29** (*Expérimentation d'un modèle mixte de financement des activités de médecine*) : p. 8722 - **Article 32** (*Prise en charge intégrale par l'assurance maladie obligatoire des téléconsultations*) : p. 8742 - **Article additionnel après l'article 32 - Amendement n° 409 rectifié** (*Expérimentations de télémédecine pour l'amélioration des parcours en santé (ETAPES) - Comité scientifique - Création*) : p. 8749 p. 8750 - **Article 33** (*Report de la convention médicale*) : p. 8753 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 96 rectifié bis, n° 95 rectifié bis, n° 991 rectifié et n° 472 rectifié bis** (*Déserts médicaux - Installation des médecins libéraux - Mesures incitatives*) : p. 8761 - **Article additionnel après l'article 33 - Amendements n° 58 rectifié bis et n° 406 rectifié ter** (*Maternité ou paternité - Aide financière complémentaire - Extension aux chirurgiens-dentistes*) : p. 8763 - **Article additionnel après l'article 33 quater - Amendement n° 429 rectifié** (*Prise en charge des pathologies du lymphœdème - Rapport au Parlement*) : p. 8774 p. 8775 - **Article additionnel après l'article 34 septies - Amendement n° 408 rectifié ter** (*Professionnelles exerçant en libéral - Report d'une partie du congé prénatal - Autorisation*) : p. 8785

- **Suite de la discussion** (14 novembre 2020) - **Article 42** (*Isolement et contention*) : p. 8878 - **Article additionnel après l'article 43 F - Amendement n° 195** (*Professionnel de santé sanctionné ou condamné pour fraude - Déconventionnement d'office*) : p. 8897 - **Article additionnel après l'article 47 quater - Amendement n° 201** (*Équilibre financier des régimes*)

de retraite de base en 2030 - Conférence - Propositions) : p. 8919

- Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-670 rectifié, n° I-262 rectifié, n° I-644 rectifié bis, n° I-671 rectifié, n° I-737 rectifié bis et n° I-992 rectifié bis (Revenu de solidarité active (RSA) - Augmentation des dépenses d'allocations - Prise en charge automatique par l'État) : p. 10016**

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la prise en charge spécifique de la pauvreté et de la précarité engendrées par la crise sanitaire** - (25 novembre 2020) : p. 10101 p. 10102

- **Mises au point au sujet de votes** - (26 novembre 2020) : p. 10170

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 151 (2020-2021)] - (26 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 10178

- Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12820

Travail et emploi

- (4 décembre 2020) : p. 11133 - **État B** : p. 11149 p. 11155

- **Proposition de loi portant création d'un pôle public du médicament et des produits médicaux [n° 677 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Article 4 (Institution d'un observatoire citoyen des dispositifs médicaux)** : p. 11740

HERVÉ (Loïc)
sénateur (Haute-Savoie)
UC

Réélu le 27 septembre 2020.

Secrétaire du Sénat à compter du 6 octobre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale à partir du 6 octobre 2020 ; secrétaire de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire (27 mai 2020).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales (10 décembre 2020).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) du 15 janvier 2020 au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du Conseil supérieur des archives jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre suppléant du comité de massif du massif des Alpes jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de l'Office franco-québécois pour la jeunesse jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : 10 premiers jours d'état d'urgence sanitaire [n° 607 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Covid-19 : deuxième rapport d'étape [n° 608 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Mieux organiser la Nation en temps de crise [n° 609 (2019-2020)] (8 juillet 2020) - **Questions sociales et santé**.

Proposition de loi portant réforme de la responsabilité civile [n° 678 (2019-2020)] (29 juillet 2020) - **Justice - Société**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 144 tome 11 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 7 janvier 2020 (*délégation aux droits des femmes*) : Échange de vues sur les dispositions du projet de loi relatif à la bioéthique concernant la délégation.

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des lois*) : Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi relatif à la bioéthique*) : Projet de loi relatif à la bioéthique - Suite de l'examen des amendements au texte de la commission spéciale.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de Mme Nicole Belloubet, garde des sceaux, ministre de la justice, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19.

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de MM. Jean-François Delfraissy, président du comité de scientifiques Covid-19, et Aymeril Hoang, expert en numérique, membre du comité de scientifiques Covid-19 (en téléconférence).

Audition de Mme Marie-Laure Denis, présidente de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), et de M. Gwendal Le Grand, secrétaire général adjoint (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur, sur les mesures prises dans le cadre de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 20 avril 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique (en téléconférence).

Réunion du mercredi 29 avril 2020 (*commission des lois*) : Communication des membres de la mission de suivi de la loi d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du lundi 4 mai 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des lois*) : Communication (en visioconférence).

Projet de loi portant diverses dispositions urgentes pour faire face aux conséquences de l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport et du texte de la commission (en visioconférence).

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'action et des comptes publics, chargé du numérique.

Réunion du mardi 2 juin 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*commission des lois*) : Mission d'information relative aux moyens d'action et aux méthodes d'intervention de la police et de la gendarmerie - Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des lois*) : Contrôle de la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de covid-19 - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 57 et 58) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des lois*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des lois*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale.

Audition de M. le général d'armée Christian Rodriguez, directeur général de la gendarmerie nationale.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 12

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour dénoncer et agir contre les violences faites aux femmes en situation de handicap** [n° 150 (2019-2020)] - (8 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 89

- **Proposition de loi visant à créer un droit à l'erreur des collectivités locales dans leurs relations avec les administrations et les organismes de sécurité sociale** [n° 234 (2019-2020)] - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 331 p. 332 p. 334 p. 337 p. 338 p. 339 - **Article additionnel après l'article unique - Amendement n° 2** (*Demande de subventions des collectivités locales au titre des dotations d'État - Droit à l'erreur - Création*) : p. 341

- **Proposition de loi relative à la déclaration de naissance auprès de l'officier d'état civil du lieu de résidence des parents [n° 236 (2019-2020)]** - (16 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 346 p. 347
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 395 p. 396 p. 397 p. 398 - **Article additionnel avant le titre Ier - Amendements n° 15 rectifié septies et n° 93 rectifié (Bioéthique - Principe de précaution)** : p. 400 - **Article additionnel avant l'article 1er - Amendement n° 128 rectifié bis (Droit à l'enfant - Inexistence)** : p. 402 - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 414 p. 415 p. 420 p. 422 p. 431 p. 435 - **Rappel au règlement** : p. 436
- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux exactions commises par des groupes radicalisés dans le cadre des mouvements sociaux** - (22 janvier 2020) : p. 450 p. 451
- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)] (suite)** - (22 janvier 2020) - **Article 1er (Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées)** : p. 478 p. 507
- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2 (Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation)** : p. 527 p. 528 p. 530 p. 531 p. 532 - **Article 3 (Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité)** : p. 553 p. 555 - **Article 4 (Texte non modifié par la commission) (Établissement de la filiation des enfants nés du recours à une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur par un couple de femmes)** : p. 572 p. 579 - **Article 4 bis (nouveau) (Interdiction de la transcription totale d'un acte de naissance ou d'un jugement étranger établissant la filiation d'un enfant né d'une gestation pour autrui lorsqu'il mentionne le parent d'intention)** : p. 587 p. 596
- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 10 bis (nouveau) (Encadrement de l'accès aux tests génétiques à visée généalogique)** : p. 645 p. 647
- **Suite de la discussion** (29 janvier 2020) - **Article 21 (Clarification des conditions d'interruption de grossesse pour raison médicale pour les mineures non émancipées)** : p. 754 p. 755
- **Suite de la discussion** (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 860
- **Question orale sans débat relative à la ligne ferroviaire de la vallée de l'Arve** - (18 février 2020) : p. 1495
- **Débat sur le thème : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? »** - (18 février 2020) : p. 1564 p. 1570
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la pandémie du coronavirus et la dépendance envers les médicaments fabriqués en Chine** - (26 février 2020) : p. 1773
- **Proposition de loi visant à modifier les modalités de congé de deuil pour le décès d'un enfant [n° 350 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Discussion générale** : p. 1894 p. 1897
- **Débat sur les mesures de santé publique prises face aux risques d'une épidémie de coronavirus Covid-19 en France** - (4 mars 2020) : p. 2127 p. 2128 p. 2129
- **Question d'actualité au Gouvernement sur le tracking et le risque de perte de souveraineté** - (15 avril 2020) : p. 2887
- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 3815 - **Article 1er (Prolongation de l'état d'urgence sanitaire et resserrement du régime de responsabilité pénale des personnes physiques et morales)** : p. 3834
- **Suite de la discussion** (5 mai 2020) - **Article 2 (Précisions apportées au champ du décret du Premier ministre en matière de quarantaine et d'isolement)** : p. 3877 p. 3880 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 36 rectifié et n° 175 (Pratique sportive sur le littoral et les plans d'eau intérieurs - Accès aux plages du littoral et plans d'eau intérieurs - Autorisation par dérogation)** : p. 3908 p. 3913 - **Article 6 (Développement d'un système d'informations en vue du déconfinement afin de lutter contre la propagation de l'épidémie de Covid-19)** : p. 3924 p. 3925 p. 3927 p. 3930 p. 3933 p. 3939 p. 3949
- **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4226 p. 4230
- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4415 p. 4416
- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4527 p. 4529 p. 4532 p. 4533 p. 4535 p. 4538 p. 4543
- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)] (suite)** - (28 mai 2020) - **Article additionnel après l'article 1er octies B - Amendement n° 237 rectifié bis (Règlements locaux de publicité (RLP) de première génération - Caducité - Report de six mois)** : p. 4650 p. 4651 - **Article 1er octies C (Aménagement de l'organisation des procès criminels)** : p. 4656 - **Article additionnel après l'article 1er nonies - Amendement n° 98 (Commande publique - Seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence pour la conclusion des marchés publics - Relèvement)** : p. 4669 - **Article 1er septedecies (nouveau) (Maintien de l'indemnisation des demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits)** : p. 4681 - **Article additionnel après l'article 3 (supprimé) - Amendement n° 85 rectifié (Gratuité des masques - Crédit d'impôt égal à 100 % des dépenses effectuées - Création)** : p. 4703
- **Commission mixte paritaire [n° 479 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5554 p. 5557
- **Projet de loi portant annulation du second tour du renouvellement général des conseillers municipaux et communautaires, des conseillers de Paris, et des conseillers de la métropole de Lyon de 2020, organisation d'un nouveau scrutin dans les communes concernées, fonctionnement transitoire des établissements publics de coopération intercommunale et report des élections consulaires [n° 494 (2019-2020)]** - (10 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5583
- **Question d'actualité au Gouvernement sur la flambée de violence à Dijon** - (17 juin 2020) : p. 5734
- **Projet de loi organique portant report des élections sénatoriales et des élections législatives partielles [n° 514 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5755
- **Projet de loi tendant à sécuriser l'organisation du second tour des élections municipales et communautaires de juin 2020 et à reporter les élections consulaires - Commission mixte paritaire [n° 509 (2019-2020)]** - (17 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5758 p. 5759
- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5986
- **Proposition de loi visant à créer le statut de citoyen sauveur, lutter contre l'arrêt cardiaque et sensibiliser aux**

gestes qui sauvent - Deuxième lecture [n° 522 (2019-2020)] - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6024

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6356

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le versement d'une aide sociale aux petits entrepreneurs par le conseil départemental** - (16 juillet 2020) : p. 6417

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'occupation illicite de terrains par des gens du voyage** - (14 octobre 2020) : p. 7452

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7565 p. 7569 p. 7570 p. 7572 p. 7577 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° 7 rectifié et n° 18 rectifié bis (Clause de compétence générale pour les départements - Rétablissement et insertion dans la Constitution)** : p. 7586

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la crédibilité de l'État de droit** - (21 octobre 2020) : p. 7627 p. 7628

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7655

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8034 p. 8038

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire [n° 79 (2020-2021)]** - (29 octobre 2020) - **Article 1er (Limitation de la prolongation de l'état d'urgence sanitaire)** : p. 8053 p. 8054 p. 8055 - **Article 3 (Prolongation de l'autorisation de mise en œuvre des systèmes d'information dédiés à la lutte contre l'épidémie de Covid)** : p. 8066

- **Cessation du mandat et remplacement de deux sénateurs** - (3 novembre 2020) : p. 8187

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 [n° 101 (2020-2021)]** - (9 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8394

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 9097

- **Débat sur l'alimentation locale et durable** - (17 novembre 2020) : p. 9114

- **Question d'actualité au Gouvernement relative aux perspectives de fin d'année pour le tourisme dans les stations de montagne et en Polynésie française** - (18 novembre 2020) : p. 9176

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article 22 bis (nouveau) (Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales)** : p. 10028

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique du Gouvernement en matière de sécurité** - (25 novembre 2020) : p. 10106

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Relations avec les collectivités territoriales - Compte de concours financiers : Avances aux collectivités territoriales

- (2 décembre 2020) : p. 10878 p. 10880 p. 10884 p. 10889

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 58 (Répartition de la dotation globale de fonctionnement)** : p. 10908 p. 10910 p. 10913 p. 10914 p. 10915 p. 10916 p. 10917 p. 10918 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendements n° II-44 rectifié bis, n° II-173 rectifié sexies, n° II-405 rectifié ter et n° II-913 rectifié (Communes touristiques de moins de 10 000 habitants - Répartition du Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) - Modification)** : p. 10922 - **Article additionnel après l'article 58 - Amendement n° II-408 rectifié sexies (DGF forfaitaire par habitant - Communes de 1000 à 100 000 habitants - Coefficient logarithmique - Modification)** : p. 10930 - **Article 59 (nouveau) (Modification des règles de calcul de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR))** : p. 10936 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-611 rectifié (Synergies entre les différentes dotations - Commission régionale de suivi des investissements locaux - Instauration)** : p. 10942 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-225 rectifié ter et n° II-435 rectifié ter (Dotations d'équipement des territoires ruraux (DETR) - Procédure d'octroi - Transparence - Renforcement)** : p. 10945 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendements n° II-580 rectifié quater, n° II-610, n° II-558 rectifié bis, n° II-930 rectifié bis et n° II-949 rectifié bis (Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) - Subventions - Attribution par le préfet de département - Commission des investissements locaux - Création)** : p. 10947 p. 10948 p. 10949 p. 10950 - **Article additionnel après l'article 59 - Amendement n° II-609 (Dotations de soutien à l'investissement des départements (DSID) - Part « projet » - Association des présidents de conseils départementaux - Décisions de subvention - Information du public)** : p. 10953

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (4 décembre 2020) : p. 11166

- **Projet de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 154 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Article 6 (Procédure pour un éventuel transfert de la propriété, de l'aménagement, de l'entretien et de la gestion des grands ports maritimes relevant de l'État aux régions)** : p. 11672

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles [n° 194 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 195 (2020-2021)** : p. 11688

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales [n° 195 (2020-2021)]** - (8 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021)**.

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la coordination des politiques européennes en direction des stations de ski** - (9 décembre 2020) : p. 11716 p. 11717

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ouverture des stations de ski** - (9 décembre 2020) : p. 11718

- **Projet de loi organique relatif aux délais d'organisation des élections législatives et sénatoriales partielles - Commission mixte paritaire [n° 194 (2020-2021)]** - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 222 (2020-2021)** : p. 11838

- **Projet de loi relatif aux délais d'organisation des élections municipales partielles et des élections des membres des commissions syndicales** - *Commission mixte paritaire* [n° 222

(2020-2021)] - (10 décembre 2020) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 194 (2020-2021).**

HERZOG (Christine)
sénatrice (Moselle)
NI

Proposition de résolution relative au caractère discriminatoire de la répartition des questions au Gouvernement entre les groupes politiques et les sénateurs non-inscrits [n° 235 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable à partir du 13 octobre 2020.

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi relatif à la bioéthique jusqu'au 7 octobre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à ce que lors du vote électronique dorénavant en vigueur au Sénat pour les scrutins publics ordinaires, un sénateur ne puisse plus voter pour l'ensemble de son groupe et que tout sénateur puisse choisir librement le collègue porteur de sa procuration [n° 220 (2019-2020)] (6 janvier 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à supprimer l'exemption de responsabilité pénale pour trouble psychique lorsque l'état de la personne concernée résulte de ses propres agissements, notamment de la consommation volontaire de substances hallucinogènes ou autres [n° 252 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative aux nuances politiques attribuées aux élus et aux candidats par le fichier du ministère de l'intérieur [n° 268 (2019-2020)] (22 janvier 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à ce que les réunions de la commission permanente des départements et des régions soient publiques et à ce qu'elles puissent se dérouler par visioconférence [n° 405 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à subordonner l'autorisation d'implantation des grandes surfaces commerciales au respect des documents d'urbanisme [n° 694 (2019-2020)] (5 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Crédits « Transports ferroviaires, fluviaux et maritimes », « Transports aériens » et « Transports routiers » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Prévention des risques » et « Biodiversité et expertise en matière de développement durable » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transition énergétique et climat » - Examen du rapport pour avis.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Question orale sans débat sur le développement des maisons France services sur le territoire** - (14 janvier 2020) : p. 155 p. 156

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 854

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs** - (4 mars 2020) : p. 2087 p. 2088

- **Projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire et complétant ses dispositions [n° 417 (2019-2020)]** - (4 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 3812

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le rôle des maires dans la réouverture des écoles et la responsabilité pénale** - (6 mai 2020) : p. 4178 p. 4179

- **Question orale sans débat sur l'accueil et l'accompagnement des enfants handicapés** - (26 mai 2020) : p. 4391 p. 4392

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4413

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 468 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) -

Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 8 (*Listes d'émargement du premier tour pour le démarchage des électeurs - Interdiction*) : p. 5067 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendements n° 7 et n° 10** (*Démarchage en vue de solliciter une procuration d'un électeur - Interdiction*) : p. 5068 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 9** (*Recensement du nom des abstentionnistes du premier tour - Interdiction*) : p. 5068

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la relocalisation en France et en Europe de l'approvisionnement des médicaments** - (3 juin 2020) : p. 5149

- **Proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne [n° 533 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6011

- **Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux [n° 36 (2020-2021)]** - (22 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7701

- **Question orale sans débat relative au classement des communes en aléas faibles à aléas moyens des sols argileux** - (1er décembre 2020) : p. 10734 p. 10735

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (1er décembre 2020) : p. 10759

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales - Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : développement agricole et rural

- (1er décembre 2020) : p. 12766

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-967 rectifié sexies, n° II-1427 rectifié quater et n° II-1466 rectifié ter** (*Revente d'un terrain à bâtir - Régime de TVA sur la marge - Clarification*) : p. 11403 p. 11404

HINGRAY (Jean)
sénateur (Vosges)
UC

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Élection le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication à partir du 6 octobre 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (9 novembre 2020).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : *Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur* - *Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.*

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : *Projet de loi de finances pour 2021* - *Audition de Mme Frédérique Vidal, ministre de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.*

Audition de M. Thierry Coulhon, candidat désigné par le Président de la République aux fonctions de président du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (Hcéres).

Réunion du lundi 9 novembre 2020 (*commission mixte paritaire*) : *Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur.*

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : *Projet de loi de finances pour 2021* - *Crédits « Enseignement supérieur » - Examen du rapport pour avis.*

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur [n° 52 (2020-2021)]** - (28 octobre 2020) - **Question préalable** : p. 7889 - **Article 1er et rapport annexé (Texte non modifié par la commission) (Approbation du rapport annexé)** : p. 7930 - **Rapport annexé** : p. 7932 p. 7934 p. 7935 p. 7939 - **Article 2 (Programmation budgétaire 2021-2030)** : p. 7947 p. 7948 - **Article 3 (Création d'un dispositif de « chaire de professeur junior »)** : p. 7960 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° 150 (Recrutement des enseignants-chercheurs - Autonomie des universités - Renforcement)** : p. 7963

- **Suite de la discussion (29 octobre 2020) - Article 12 (Agence nationale de la recherche - Mécanisme du préciput)** : p. 8017 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendements n° 60, n° 74 rectifié et 132 rectifié bis (Participation des établissements privés à but non lucratif en contrat avec l'État (EESPIG) à l'effort national de recherche - Encadrement)** : p. 8020

- **Suite de la discussion (30 octobre 2020) - Article 16 quinquies (nouveau) (Meilleure diffusion des connaissances scientifiques par les chercheurs)** : p. 8145 - **Article 17 (Simplification de l'organisation et du fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et de recherche)** : p. 8147 p. 8148 p. 8150 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 8177 p. 8178

- **Mises au point au sujet de votes - (17 novembre 2020)** : p. 9104

- **Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2027 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Commission mixte paritaire [n° 117 (2020-2021)]** - (20 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9326 p. 9327

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (30 novembre 2020) : p. 10610

HULLEGATTE (Jean-Michel)
sénateur (Manche)
SOCR, puis SER

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation le 20 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux ; nouvelle nomination le 26 novembre 2020.

Membre titulaire de la commission relative aux mesures d'indemnisation des victimes des essais nucléaires français.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la sincérité, l'exhaustivité et l'exactitude de l'étude d'impact relative aux projets de loi organique relatif au système universel de retraite et de loi instituant un système universel de retraite au regard des dispositions de l'article 8 de la loi organique n° 2009-403 du 15 avril 2009 relative à l'application des articles 34-1, 39 et 44 de la Constitution [n° 361 (2019-2020)] (28 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, invitant le Gouvernement à recueillir l'expression du Parlement, par l'organisation d'un débat suivi d'un vote, en cas de recours au traçage des données mobiles comme réponse aux défis sanitaires [n° 404 (2019-2020)] (20 avril 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi constitutionnelle visant, face à la crise actuelle à construire le monde d'après fondé sur la préservation des biens communs [n° 419 (2019-2020)] (5 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de loi visant à financer les politiques publiques de réponse à la crise sanitaire et économique du Covid-19 par la réintroduction d'un impôt de solidarité sur la fortune [n° 438 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Société.**

Proposition de résolution présentée en application de l'article 34-1 de la Constitution, en faveur de l'organisation d'états généraux pour une relance sociale et écologique [n° 439 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Environnement - Société - Union européenne.**

Proposition de loi portant des mesures d'urgence pour le logement [n° 441 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Budget - Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi favorisant des vacances pour tous en 2020 [n° 442 (2019-2020)] (15 mai 2020) - **Éducation - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à instaurer le vote postal lors d'un scrutin électoral en période d'état d'urgence sanitaire [n° 456 (2019-2020)] (24 mai 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de mettre en œuvre une imposition de solidarité sur le capital afin de renforcer la justice fiscale et sociale et de répondre au défi de financement de la crise sanitaire, économique et sociale du Covid-19 [n° 457 (2019-2020)] (25 mai 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 515 (2019-2020)] (16 juin 2020) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable : Pour une transition numérique écologique [n° 555 (2019-2020)] (24 juin 2020) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société.**

Proposition de loi relative à l'amélioration de la gouvernance et au renforcement de la performance des ports maritimes français [n° 80 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports.**

Avis, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Cohésion des territoires [n° 142 tome 3 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution - Transports.**

Proposition de loi relative à la protection des travailleurs indépendants par la création d'un devoir de vigilance, à la défense du statut de salarié et à la lutte contre l'indépendance fictive [n° 187 (2020-2021)] (4 décembre 2020) - **Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, sur la proposition de loi [n° 27 (2020-2021)] visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 242 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Société.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Table ronde relative à l'empreinte carbone du numérique.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Arnaud Leroy, président du conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe).

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Corinne Le Quéré, présidente du Haut Conseil pour le climat.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Avenir des petites lignes ferroviaires - Audition de M. Jean-Baptiste Djebbari, secrétaire d'État auprès de la ministre de la transition écologique et solidaire, chargé des transports.

Réunion du jeudi 2 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition commune, par les bureaux de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable et de la commission des affaires économiques, de M. Philippe Wahl, président-directeur général du groupe La Poste (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Jean-Pierre Farandou, président-directeur général de la SNCF, Christophe Fanichet, président-directeur général de SNCF Voyageurs et Frédéric Delorme, président-directeur général de Fret SNCF (en téléconférence).

Réunion du mercredi 22 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Communication de M. Michel Vaspert sur les répercussions de la crise du Covid 19 sur le secteur portuaire et le transport maritime (en téléconférence).

Audition de M. Benjamin Smith, directeur général du groupe Air France-KLM, Mmes Anne-Marie Couderc, présidente non exécutive du groupe Air France-KLM, Anne Rigail, directrice générale d'Air France, et Anne-Sophie Le Lay, secrétaire générale du groupe Air France-KLM et d'Air France (en téléconférence).

Audition de M. Sébastien Soriano, président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes et de la distribution de la presse (Arcep) (en téléconférence).

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Bernard Doroszczuk, président, Olivier Gupta, directeur général, et Philippe Chaumet-Riffaud, commissaire de l'Autorité de sûreté nucléaire (en téléconférence).

Réunion du mercredi 6 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de Mme Catherine Guillouard, présidente-directrice générale de la RATP, sur les répercussions de la crise du Covid-19 et de l'après-crise au sein de la RATP (en téléconférence).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition, en téléconférence, de M. Gaël Giraud, économiste, sur la « relance verte ».

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Biodiversité - Audition de M. Jean-François Guégan, professeur à l'École des hautes études en santé publique, membre du Conseil national français sur les changements globaux sur le thème « crise environnementale et pandémie ».

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Répercussions de la crise du Covid-19 sur l'aménagement numérique du territoire - Audition de M. Julien Denormandie, ministre auprès de la ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, chargé de la ville et du logement.

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Déploiement de la 5G et aménagement numérique de la France - Audition de M. Martin Bouygues, président-directeur général du groupe Bouygues.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Yann Wehring, ambassadeur délégué à l'environnement, et Jean-François Silvain, président de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité sur le lien entre pandémies et atteintes à la biodiversité.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Mission d'information sur l'empreinte environnementale du numérique - Examen du rapport d'étape.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gouvernance et performance des ports maritimes - Examen du rapport d'information.

Table ronde relative aux impacts sanitaires et environnementaux de la 5G.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Sébastien Gros, responsable des affaires publiques, Clément Lelong, chargé des initiatives environnementales, et Olivier Knoepffler, responsable des relations clients - Apple France.

Audition de Mme Floriane Fay et de Thibault Guiroy, responsables des relations institutionnelles et politiques publiques de Google France.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Thierry Mallet, président de l'Union des transports publics et ferroviaires (UTP), Étienne Chaufour, directeur Île-de-France, chargé de l'éducation, des solidarités et des mobilités, France urbaine, et Franck Claeys, directeur économie et finances territoriales, France urbaine.

Audition de Mme Gisèle Rossat-Mignod, directrice, et M. Philippe Blanchot, directeur des relations institutionnelles, Réseau de la Banque des territoires, Caisse des dépôts et consignations.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de MM. Xavier Giguët, directeur général « territoires et ruralités », Laurent Rojey, directeur général « numérique », de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) et de représentants de diverses associations d'élus locaux sur la mise en œuvre du plan de relance dans les territoires.

Audition, en commun avec la commission des affaires économiques, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

(*commission des affaires économiques*) : Audition, en commun avec la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable, de M. Jean-Pierre Clamadieu, président du conseil d'administration d'Engie.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Joël Giraud, secrétaire d'État chargé de la ruralité.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Barbara Pompili, ministre de la transition écologique.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Cohésion des territoires » - Crédits « Aménagement numérique du territoire » - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durable » - Crédits « Transition énergétique et climat » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Jean-Pierre Farandou, candidat proposé aux fonctions de président-directeur général de la SNCF.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Audition de M. Cédric O, secrétaire d'État chargé de la transition numérique et des communications électroniques.

Réunion du jeudi 3 décembre 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Frédéric Veaux, directeur général de la police nationale, dans le cadre des travaux sur l'ancrage territorial de la sécurité intérieure.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France - Examen du rapport et du texte de la commission.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 411

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 474

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 530

- **Débat sur la politique spatiale de l'Union européenne** - (20 février 2020) : p. 1686

- **Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique [n° 359 (2019-2020)]** - (3 mars 2020) - **Article 33 (priorité)** (*Habilitation à légiférer par ordonnance pour modifier certaines règles applicables aux personnels des chambres d'agriculture et de l'Office national des forêts (ONF) ainsi que le conseil d'administration de ce dernier*) : p. 1970

- **Suite de la discussion** (5 mars 2020) - **Article 23** (*Actualisation des études d'impact*) : p. 2158 - **Article 24** (*Modalités de consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques*) : p. 2165 - **Article 25** (*Consultation du public pour les projets soumis à autorisation ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale*) : p. 2168 p. 2169 - **Article 26** (*Exécution anticipée de travaux avant la finalisation de l'instruction de l'autorisation environnementale*) : p. 2172

- **Débat sur la crise du Covid-19 : révélateur de la dimension cruciale du numérique dans notre société. Quels enseignements et quelles actions ?** - (27 mai 2020) : p. 4508

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière [n° 553 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° 24** (*Titre I de la partie III de la directive (UE) 2018/1972 du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen - Transposition*) : p. 6341

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (15 octobre 2020) - **Article 4 (supprimé)** (*Procédures de consultation du public*) : p. 7507 p. 7508

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7811

- **Débat sur le thème : « La France peut-elle devenir un champion de l'énergie hydrogène ? »** - (18 novembre 2020) : p. 9221

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12821

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, concernant l'aménagement numérique des territoires [n° 685 (2019-2020)]** - (9 décembre 2020) - **Discussion générale** : p. 11747

HOUPERT (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
Les Républicains

Réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 6 octobre 2020.

Membre de la commission des finances jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de la coopération intercommunale jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à revoir les conditions d'application de l'article 122-1 du code pénal sur la responsabilité pénale des auteurs de crimes et délits [n° 232 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Justice**.

Proposition de loi relative au monde combattant [n° 241 (2019-2020)] (14 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à exonérer de taxe sur la valeur ajoutée les achats et réparations de véhicules et matériels utilisés par les associations de secourisme [n° 250 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à sécuriser la vente de véhicules automobiles d'occasion [n° 276 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **PME, commerce et artisanat - Société - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La politique de développement de l'agriculture biologique : une évaluation [n° 277 (2019-2020)] (29 janvier 2020) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à réduire les émissions de gaz à effet de serre [n° 284 (2019-2020)] (30 janvier 2020) - **Environnement - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à généraliser le recours au télétravail pour les employés au régime du forfait jours [n° 413 (2019-2020)] (30 avril 2020) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à maintenir la « pension afférente au grade supérieur » pour les collaborateurs occasionnels du service public [n° 445 (2019-2020)] (19 mai 2020) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la rémunération des indicateurs des services de renseignement [n° 492 (2019-2020)] (8 juin 2020) - **Défense - Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à expérimenter un chèque emploi petites communes pour l'emploi d'agents contractuels et vacataires [n° 568 (2019-2020)] (25 juin 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Travail**.

Proposition de loi visant à indiquer le lieu de fabrication des médicaments et de leurs principes actifs sur leur conditionnement et leur notice [n° 590 (2019-2020)] (2 juillet 2020) - **Police et sécurité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à dynamiser l'emploi des jeunes à travers la création d'un statut de junior-entrepreneur [n° 662 (2019-2020)] (21 juillet 2020) - **Entreprises - Travail**.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à harmoniser et renforcer les règles applicables aux locations saisonnières de courte durée afin de mieux les encadrer et de mieux réguler le marché locatif sur l'ensemble du territoire [n° 725 (2019-2020)] (29 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Proposition de loi visant à instaurer un délit d'entrave à la liberté d'enseigner dans le cadre des programmes édictés par l'Éducation nationale et à protéger les enseignants et personnels éducatifs [n° 64 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Éducation - Justice**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquies du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à protéger les mineurs des crimes et délits sexuels et de l'inceste [n° 158 (2020-2021)] (26 novembre 2020) - **Famille - Justice**.

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des élus locaux dans l'implantation d'éoliennes terrestres [n° 163 (2020-2021)] (27 novembre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi renforçant la répression des violences sexuelles et la protection des victimes [n° 251 (2020-2021)] (17 décembre 2020) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financements publics consacrés à l'agriculture biologique - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financement de la vie politique et rôle de la commission nationale de contrôle des comptes de campagne et des financements politiques - Communication.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Mesures d'urgence dans le

domaine de la recherche en réponse à la crise sanitaire - Communication.

Réunion du mardi 24 novembre 2020 (*commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées*) : Audition de S. E. M. Rahman Mustafayev, ambassadeur d'Azerbaïdjan en France.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 412

- **Suite de la discussion** (22 janvier 2020) : p. 473 p. 481 p. 499 p. 501 p. 502

- **Suite de la discussion** (23 janvier 2020) - **Article 2** (*Assouplissement du don de gamètes et autorisation de leur autoconservation*) : p. 534

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1676 p. 1677

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la place des médecins pendant la crise** - (13 mai 2020) : p. 4206 p. 4207

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le Covid-19** - (10 juin 2020) : p. 5545 p. 5546

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° 479 rectifié** (*Équidés d'élevage - TVA - Taux - Diminution*) : p. 6547

- **Projet de loi prorogeant le régime transitoire institué à la sortie de l'état d'urgence sanitaire [n° 10 (2020-2021)]** - (13 octobre 2020) - **Discussion générale** : p. 7415

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 46 (2020-2021)]** - (19 octobre 2020) - **Article 1er** (*Article 1er de la Constitution - Mention sur le respect obligatoire de la règle commune par tous - Ajout*) : p. 7551

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7807

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° I-1159 rectifié** (*Véhicules de collection - Taxe sur les certificats d'immatriculation - Allègement*) : p. 9862

HUGONET (Jean-Raymond)
sénateur (Essonne)
Les Républicains

NOMINATIONS

Membre de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication.

Membre de la délégation sénatoriale à la prospective ; nouvelle nomination le 20 octobre 2020 ; puis vice-président le 22 octobre 2020.

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique le 6 février 2020.

Membre de la commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières le 29 janvier 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique (21 octobre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur (9 novembre 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au retour de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal (19 novembre 2020).

Membre titulaire du conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire de la commission départementale des valeurs locatives des locaux professionnels jusqu'au 1er octobre 2020.

Membre de la mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives le 4 mars 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur la proposition de loi [n° 317 (2019-2020)] visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne [n° 532 (2019-2020)] (17 juin 2020) - **Famille - Société - Travail**.

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de loi visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France [n° 27 (2020-2021)] (12 octobre 2020) - **Environnement - Société**.

Proposition de loi relative à la protection fonctionnelle des conseillers régionaux et départementaux [n° 55 (2020-2021)] (15 octobre 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution en application de l'article 73 quinquièmes du Règlement, pour une localisation européenne des données personnelles [n° 65 (2020-2021)] (21 octobre 2020) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à abroger des lois obsolètes pour une meilleure lisibilité du droit [n° 68 (2020-2021)] (22 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Avis, fait au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - **Audiovisuel et avances à l'audiovisuel public [n° 143 tome 4 fasc. 1 (2020-2021)]** (19 novembre 2020) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la création d'une vignette « collection » pour le maintien de la circulation des véhicules d'époque [n° 174 (2020-2021)] (2 décembre 2020) - **Transports**.

Proposition de loi tendant à neutraliser les effets de seuil des indemnités des élus [n° 191 (2020-2021)] (7 décembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de contrat d'objectifs et de moyens 2020-2022 - Audition de M. Pierre Buhler, président de l'Institut français.

Réunion du mercredi 5 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Extension des horaires d'ouverture des bibliothèques - Audition de MM. Érik Orsenna et Noël Corbin, auteurs du rapport Voyages au cœur des bibliothèques.

Réunion du jeudi 20 février 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Bill Mitchell, professeur à l'université de Newcastle.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique*) : Projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique - Suite de l'examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 27 février 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Violences sexuelles dans le sport - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition sur la recherche « Quel rôle pour la science et les chercheurs dans la société d'aujourd'hui ? ».

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Bernard Roman, président de l'Autorité de régulation des transports (ART) et Mme Stéphanie Druon, secrétaire générale.

Réunion du mercredi 11 mars 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Gilles de Robien, ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer de 2002 à 2005.

Réunion du jeudi 9 avril 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. David Djaïz.

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture, sur les conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 dans les secteurs de la culture, de la presse et de la communication (en téléconférence).

Réunion du jeudi 23 avril 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Rudy Reichstadt, directeur de l'Observatoire du conspirationnisme (Conspiracy Watch).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de la crise sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19 sur le secteur du sport - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre des sports (par téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Médias audiovisuels » et « Recherche » - Communications.

Réunion du lundi 15 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Audition de M. André Barbé, président de section à la 3e chambre de la Cour des comptes, sur le rapport de la Cour des comptes : L'État et le mouvement sportif : mieux garantir l'intérêt général (2018) (en téléconférence).

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux du groupe de travail sur le secteur « Sport » - Communications.

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 24 juin 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Conséquences de l'épidémie de Covid-19 - Travaux des groupes de travail sur les secteurs « Création » et « Patrimoine » - Communications (en téléconférence).

Proposition de loi, adoptée par l'Assemblée nationale, visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne - Examen des amendements de séance au texte de la commission (en téléconférence).

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire et directrice du cabinet de Mme Ségolène Royal, ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, en 2014-2015.

Réunion du vendredi 26 juin 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Étude annuelle du Conseil d'État de 2019 : « Le sport : quelle politique publique ? » - Audition de Mme Martine de Boisdeffre, présidente de la section du rapport et des études du Conseil d'État, et de M. Frédéric Pacoud, rapporteur général adjoint de la section du rapport et des études.

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi relatif à la communication audiovisuelle et à la souveraineté culturelle à l'ère numérique, et les modalités de transposition de la directive « Services de médias audiovisuels » - Audition de M. Franck Riester, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de MM. Stéphane Lissner et Martin Ajdari, respectivement directeur général et directeur général adjoint de l'Opéra national de Paris.

(*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Audition de M. Alexis Kohler, directeur du cabinet de M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, de 2014 à 2016.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*mission d'information sur le fonctionnement et l'organisation des fédérations sportives*) : Adoption des conclusions de la mission d'information.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête sur le contrôle, la régulation et l'évolution des concessions autoroutières*) : Examen du rapport.

Réunion du mardi 20 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, relatif à la restitution de biens culturels à la République du Bénin et à la République du Sénégal - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roxana Maracineanu, ministre déléguée auprès du ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports, chargée des sports.

Table ronde consacrée à la situation des salles de spectacle, de cinéma et de théâtre en France, dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire.

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de Mme Roselyne Bachelot, ministre de la culture.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à l'audiovisuel et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits relatifs à la création, transmission

des savoirs et démocratisation de la culture - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Médias, livres et industrie culturelle » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Livre et industries culturelles » - Examen du rapport pour avis.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*délégation sénatoriale à la prospective*) : Audition de M. Erik Orsenna de l'Académie française.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Crédits « Sport » - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi relative à la protection patrimoniale des langues régionales et à leur promotion - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 9 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Michel Cadot, délégué interministériel aux jeux Olympiques et Paralympiques 2024, président de l'Agence nationale du sport (ANS).

Réunion du mardi 15 décembre 2020 (*commission de la culture, de l'éducation et de la communication*) : Audition de M. Roch-Olivier Maistre, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 9

- **Débat sur la réforme des retraites** - (7 janvier 2020) : p. 48 p. 49

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le service minimum dans les transports publics** - (8 janvier 2020) : p. 79 p. 80

- **Proposition de loi visant à lutter contre le mitage des espaces forestiers en Île-de-France [n° 225 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 192

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (23 janvier 2020) - **Article 3** (*Droit des personnes nées d'une assistance médicale à la procréation avec tiers donneur d'accéder à certaines données non identifiantes et à l'identité du donneur à leur majorité*) : p. 563

- **Proposition de loi tendant à assurer l'effectivité du droit au transport, à améliorer les droits des usagers et à répondre aux besoins essentiels du pays en cas de grève [n° 281 (2019-2020)]** - (4 février 2020) - **Exception d'irrecevabilité** : p. 870 p. 871 p. 872

- **Débat sur le thème : « L'organisation d'un référendum sur la privatisation d'Aéroports de Paris est-elle une exigence démocratique ? »** - (6 février 2020) : p. 1438 p. 1440

- **Débat sur le thème : « Le foncier agricole : les outils de régulation sont-ils toujours pertinents ? »** - (6 février 2020) : p. 1469 p. 1473 p. 1474

- **Débat sur le thème : « Quelle doctrine d'emploi de la police et de la gendarmerie dans le cadre du maintien de l'ordre ? »** - (18 février 2020) : p. 1569 p. 1570

- **Débat sur l'action du Gouvernement en faveur de l'agriculture** - (20 février 2020) : p. 1663

- **Question orale sans débat sur les difficultés de recrutement des petites entreprises** - (3 mars 2020) : p. 1854 p. 1855

- **Débat sur les perspectives de la saison estivale, notamment pour les activités touristiques et culturelles, au regard de la situation liée à l'épidémie** - (19 mai 2020) : p. 4233

- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4625 p. 4626

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Article 1er septdécies (nouveau)** (*Maintien de l'indemnisation des demandeurs d'emploi arrivés en fin de droits*) : p. 4681

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, pour une nouvelle ère de la décentralisation [n° 109 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5982 p. 5986

- **Proposition de loi visant à encadrer l'exploitation commerciale de l'image d'enfants de moins de seize ans sur les plateformes en ligne [n° 533 (2019-2020)]** - (25 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 6007 p. 6008 - **Article 1er** (*Régime protecteur des enfants du spectacle et du mannequinat - Extension aux enfants mis en scène dans les vidéos professionnelles*) : p. 6016 - **Article 3** (*Vidéos semi-professionnelles - Institution d'un cadre juridique protecteur ad hoc*) : p. 6016 p. 6017 - **Article 4** (*Services de plateforme de partage de vidéos - Chartes - Objet*) : p. 6018

- **Projet de loi organique relatif à la dette sociale et à l'autonomie [n° 557 (2019-2020)]** - (1er juillet 2020) - **Article 1er bis (nouveau)** (*Instauration d'une « règle d'or » encadrant les comptes des régimes obligatoires de base de sécurité sociale et du Fonds de solidarité vieillesse*) : p. 6174

- **Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 [n° 505 (2019-2020)]** - (8 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6254 p. 6255

- **Question d'actualité au Gouvernement sur le pompier blessé dans l'Essonne** - (16 juillet 2020) : p. 6413

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° 214 rectifié bis et n° 446 rectifié** (*Prélèvement sur les paris sportifs en ligne - Taxe « Buffet » - Plafond - Suppression*) : p. 6515 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 447 rectifié** (*Taxe « Buffet » - Plafonnement - Suppression*) : p. 6516

- **Projet de loi organique relatif au Conseil économique, social et environnemental [n° 14 (2020-2021)]** - (15 octobre 2020) - **Article 4 (supprimé)** (*Procédures de consultation du public*) : p. 7507

- **Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales [n° 49 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi organique n° 50 (2020-2021)** : p. 7578

- **Proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales [n° 50 (2020-2021)]** - (20 octobre 2020) - **Discussion générale commune avec celle de la proposition de loi constitutionnelle n° 49 (2020-2021)**.

- **Mises au point au sujet de votes** - (28 octobre 2020) : p. 7871

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux**

mesures nécessaires pour y répondre - (29 octobre 2020) : p. 8036

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les commerces de proximité** - (4 novembre 2020) : p. 8221

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières** - *Commission mixte paritaire [n° 94 (2020-2021)]* - (4 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8251

- **Rappel au règlement** - (5 novembre 2020) : p. 8338

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Seconde partie :

Culture

- (30 novembre 2020) : p. 10695 p. 10696 - **État B** : p. 10707 p. 10716

- **Question orale sans débat relative aux commissariats de l'Essonne** - (1er décembre 2020) : p. 10757 p. 10758

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] (suite)**

Seconde partie :

Cohésion des territoires

- (1er décembre 2020) : p. 12831

Relations avec les collectivités territoriales - État B

- (2 décembre 2020) - **Article 58** (*Répartition de la dotation globale de fonctionnement*) : p. 10908

Médias, livre et industries culturelles - Compte de concours financiers : Avances à l'audiovisuel public

- (2 décembre 2020) : p. 10968

Médias, livre et industries culturelles - État B

- (2 décembre 2020) : p. 10984

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1265 rectifié bis** (*Sportifs de haut-niveau - Entreprises - Mécénat*) : p. 11309 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendements n° II-1266 rectifié bis, n° II-1267 rectifié bis et n° II-1268 rectifié ter** (*Mécénat sportif - Incitation fiscale*) : p. 11311 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1346 rectifié** (*Dépenses publiques des collectivités - Versement du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Contemporanéité*) : p. 11373

HURÉ (Benôit)
sénateur (Ardennes)
Les Républicains

Non réélu le 27 septembre 2020.

NOMINATIONS

Membre de la commission de l'aménagement du territoire et du développement durable jusqu'au 30 septembre 2020.

Secrétaire de la commission des affaires européennes.

Membre de la commission spéciale sur le projet de loi habilitant le Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures de préparation du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux.

Membre du groupe de suivi sur le retrait du Royaume-Uni et la refondation de l'Union européenne 2.

Membre de la mission d'information « Quel rôle, quelle place, quelles compétences des départements dans les régions fusionnées aujourd'hui et demain ? » le 19 février 2020.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à garantir la prééminence des lois de la République [n° 293 (2019-2020)] (3 février 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Société**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à améliorer la protection juridique des acteurs publics et privés dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire [n° 411 (2019-2020)] (24 avril 2020) - **Collectivités territoriales - Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi permettant aux conseils départementaux de bénéficier d'une compétence économique dérogatoire en cas de catastrophe sanitaire [n° 420 (2019-2020)] (6 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de résolution au nom de la commission des affaires européennes, en application de l'article 73 octies du Règlement, portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil établissant le cadre requis pour parvenir à la neutralité climatique et modifiant le règlement (UE) 2018/1999 (loi européenne sur le climat), COM(2020) 80 final [n° 437 (2019-2020)] (14 mai 2020) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à adapter les règles de passation des marchés publics locaux aux conséquences de la crise sanitaire [n° 592 (2019-2020)] (3 juillet 2020) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à renforcer le rôle des communes et des élus municipaux [n° 689 (2019-2020)] (27 août 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 22 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Cadre financier pluriannuel - Proposition de résolution européenne de MM. Jean Bizet et Simon Sutour.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Usage de la langue française dans les institutions européennes : avis politique de M. Jean Bizet.

(*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Groupe de travail sur les déserts médicaux - Examen du rapport d'information.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des affaires européennes*) : Politique de coopération - Ouverture de négociations en vue d'un nouveau partenariat entre l'Union européenne et le Royaume-Uni - Audition de Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes.

Réunion du mardi 25 février 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Réunion constitutive.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Budget communautaire - Lutte contre la fraude aux financements européens dans le cadre de la politique de voisinage - Examen d'une proposition de résolution européenne et d'un avis politique.

Réunion du vendredi 27 mars 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Échange entre Mme Amélie de Montchalin, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, chargée des affaires européennes, et les membres de la commission des affaires

européennes du Sénat à la suite du Conseil européen du 26 mars 2020 (par téléconférence).

Réunion du mardi 14 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Économie, finances et fiscalité - Audition de M. Benoît Cœuré, directeur du pôle innovation de la Banque des règlements internationaux, ancien membre du directoire de la Banque centrale européenne (par téléconférence).

Réunion du vendredi 17 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de M. Philippe Léglise-Costa, représentant permanent de la France auprès de l'Union européenne (par téléconférence).

Réunion du jeudi 30 avril 2020 (*commission des affaires européennes*) : Agriculture et pêche - Avis politique sur l'agriculture et la politique de concurrence (par téléconférence).

Environnement - Projet de proposition de résolution européenne portant avis motivé sur la conformité au principe de subsidiarité du projet de loi européenne sur le climat (par téléconférence).

Réunion du mercredi 10 juin 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Audition de M. Rémy Rioux, directeur général de l'Agence française de développement (AFD).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission de l'aménagement du territoire et du développement durable*) : Gouvernance et performance des ports maritimes - Examen du rapport d'information.

Table ronde relative aux impacts sanitaires et environnementaux de la 5G.

Réunion du mercredi 8 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Marché intérieur, économie, finances, fiscalité - Évolution de la politique européenne de concurrence - Examen du rapport et de la proposition de résolution européenne.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission des affaires européennes*) : Institutions européennes - Audition de S. E. M. Nikolaus Meyer-Landrut, ambassadeur d'Allemagne en France.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*mission d'information sur les compétences des départements dans les régions fusionnées, aujourd'hui et demain*) : Audition de M. Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine, vice-président de Régions de France.

HUSSON (Jean-François)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
Les Républicains

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances à partir du 7 octobre 2020 ; vice-président de la commission jusqu'au 5 octobre 2020.

Membre de la délégation sénatoriale aux collectivités territoriales et à la décentralisation jusqu'au 30 septembre 2020.

Vice-président de la commission d'enquête chargée d'évaluer la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol.

Membre de la commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols le 5 février 2020.

Membre de la commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion le 1er juillet 2020.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (21 avril 2020).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 (17 juillet 2020).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2020 (4) (17 novembre 2020).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2021 (9 décembre 2020).

Membre ès qualités du comité de préfiguration des modalités d'instauration du profil biologique des sportifs le 7 octobre 2020.

Membre titulaire du Conseil national de la transition écologique.

Membre titulaire de la commission départementale de répartition des crédits de la dotation d'équipement des territoires ruraux jusqu'au 30 septembre 2020.

Membre titulaire du comité de bassin Rhin-Meuse jusqu'au 13 novembre 2020.

Membre titulaire du Conseil national de l'air.

Membre de la mission d'information sur le thème « Lutte contre l'illectronisme et inclusion numérique » le 4 mars 2020.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités territoriales, leviers de développement des territoires ruraux - Actes du colloque du jeudi 7 novembre 2019 [n° 219 (2019-2020)] (2 janvier 2020) - **Aménagement du territoire**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 154 (2019-2020)] visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 228 (2019-2020)] (8 janvier 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Environnement**.

Proposition de loi visant à étendre les conditions d'attribution de la mention « Mort pour le service de la Nation » et de son statut [n° 247 (2019-2020)] (15 janvier 2020) - **Anciens combattants**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux collectivités territoriales : Les collectivités locales, engagées au service de nos ruralités [n° 251 (2019-2020)] (16 janvier 2020) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à garantir la tenue d'un procès en cas de procédure d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental et à étendre le droit d'appel pour ces décisions [n° 297 (2019-2020)] (4 février 2020) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à renforcer la protection des mineurs face aux violences sexuelles dans le milieu sportif [n° 354 (2019-2020)] (26 février 2020) - **Questions sociales et santé - Société - Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'arrêt et le démantèlement des installations nucléaires [n° 371 (2019-2020)] (4 mars 2020) - **Énergie - Environnement**.

Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 402 (2019-2020)] (16 avril 2020) - **Économie et finances, fiscalité - Entreprises - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi visant à mieux protéger les électeurs et les candidats pour le second tour des élections municipales de juin 2020 [n° 455 (2019-2020)] (22 mai 2020) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à lutter de manière effective contre le piratage du sport [n° 538 (2019-2020)] (18 juin 2020) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, transmise en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la politique de lutte contre la pollution de l'air [n° 719 (2019-2020)] (23 septembre 2020) - **Environnement - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la gouvernance et à la performance des ports maritimes français [n° 723 (2019-2020)] (24 septembre 2020) - **Aménagement du territoire - Transports**.

Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, relative à la mise en œuvre du plan de relance et aux conditions de sa réussite [n° 727 (2019-2020)] (30 septembre 2020) - **Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à ouvrir le droit à sépulture dans un cimetière d'une commune aux personnes qui y sont nées [n° 29 (2020-2021)] (13 octobre 2020) - **Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La conduite des grands projets numériques de l'État [n° 47 (2020-2021)] (14 octobre 2020) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à garantir le respect de la propriété immobilière contre le squat [n° 81 (2020-2021)] (27 octobre 2020) - **Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 122 (2020-2021)] pour 2020 [n° 124 (2020-2021)] (12 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 135 (2020-2021)] (17 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Le budget de 2021 et son contexte économique et financier [n° 138 tome 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (article liminaire et première partie de la loi de finances) [n° 138 tome 2 fasc. 1 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (seconde partie de la loi de finances) [n° 138 tome 3 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)] - Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire [n° 138 tome 3 annexe 22 (2020-2021)] (19 novembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2021 [n° 215 (2020-2021)] (9 décembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à étendre le bail mobilité aux victimes de catastrophes naturelles [n° 244 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Environnement - Logement et urbanisme**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances [n° 236 (2020-2021)] pour 2021 [n° 247 (2020-2021)] (16 décembre 2020) - **Budget - Économie et finances, fiscalité - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS EN COMMISSION

Réunion du mercredi 8 janvier 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 15 janvier 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France.

Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles - Examen des amendements de séance.

Réunion du jeudi 16 janvier 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Présentation du rapport d'information « Les collectivités territoriales, engagées au service de nos ruralités ».

Réunion du mardi 28 janvier 2020 (*commission des finances*) : Résultats de l'exercice 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 29 janvier 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Financements publics consacrés à l'agriculture biologique - Communication.

Réunion du mercredi 19 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Odile Renaud-Basso, directrice générale du Trésor.

Contrôle budgétaire - Implantation des services de l'État dans les territoires : état des lieux et enjeux financiers - Communication.

Réunion du mercredi 26 février 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Thierry Lambert, délégué interministériel à la transformation publique.

(*commission d'enquête chargée d'évaluer l'intervention des services de l'État dans la gestion des conséquences environnementales, sanitaires et économiques de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen*) : Audition de Mme Élisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

(*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de Mme Michèle Rousseau, présidente-directrice générale du bureau de recherches géologiques et minières.

Table ronde des représentants d'associations de défense des populations et de protection de l'environnement.

Réunion du mercredi 4 mars 2020 (*commission des finances*) : Arrêt et démantèlement des installations nucléaires civiles - Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes.

Audition de M. Rémy Weber, président du directoire de La Banque Postale.

Réunion du mercredi 8 avril 2020 (*commission des finances*) : Échange de vues sur la mise en œuvre des mesures prévues par la loi de finances rectificative et le plan d'urgence pour faire face à la crise du Covid-19 (en téléconférence).

Réunion du mercredi 15 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics, Mme Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des

finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics, sur le deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Audition de MM. François Villeroy de Galhau, gouverneur de la Banque de France et Frédéric Visnovsky, secrétaire général adjoint de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et médiateur national du crédit (en téléconférence).

Réunion du jeudi 16 avril 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde « Les collectivités territoriales face à l'épidémie de Covid-19 ».

Réunion du mardi 21 avril 2020 (*commission des finances*) : Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Deuxième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du mardi 28 avril 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Florence Lustman, présidente de la Fédération Française de l'Assurance (FFA) (en téléconférence).

Réunion du mardi 5 mai 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et de M. Sébastien Lecornu, ministre chargé des collectivités territoriales.

Réunion du jeudi 7 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Stéphane Bern, sur « Les collectivités et le patrimoine », dans le cadre de sa mission confiée par le Président de la République.

(*commission des finances*) : Audition de M. Jérôme Fournel, directeur général des finances publiques (DGFIP).

Réunion du mercredi 13 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Audition de M. Gérard Darmanin, ministre de l'action et des comptes publics (en téléconférence).

Réunion du mercredi 20 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mardi 26 mai 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne - Examen des amendements de séance déposés sur les articles délégués au fond au texte de la commission des lois.

Réunion du mercredi 27 mai 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du jeudi 28 mai 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Table ronde : « La coordination collectivités territoriales - Agences régionales de santé, un premier bilan ».

Réunion du mercredi 3 juin 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Isabelle Falque-Pierrotin, candidate aux fonctions de présidente de l'Autorité nationale des jeux (ANJ).

Réunion du jeudi 4 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur : « Quelles marges d'action pour les collectivités territoriales en lien avec l'État ? ».

Réunion du jeudi 11 juin 2020 (*commission des finances*) : Troisième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie et des finances, et Olivier Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'action et des comptes publics.

Réunion du mercredi 17 juin 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de règlement du budget et d'approbation des comptes de l'année 2019 - Examen du rapport.

Réunion du jeudi 25 juin 2020 (*délégation aux collectivités territoriales*) : Audition de Mme Caroline Cayeux, présidente de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), et de M. Yves Le Breton, directeur général de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

Réunion du mercredi 1er juillet 2020 (*commission des finances*) : Audition en application de l'article L. 612-5 du code monétaire et financier de M. Jean-Paul Faugère, candidat proposé aux fonctions de vice-président de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), puis vote sur la proposition de nomination.

Situation et perspectives des finances publiques - Audition de M. Pierre Moscovici, premier président de la Cour des comptes.

(*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Audition de Mme Elisabeth Borne, ministre de la transition écologique et solidaire.

Réunion du jeudi 9 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Audition de Mmes Josiane Chevalier, préfète de la région Grand Est, Brigitte Klinkert, présidente du conseil départemental du Haut-Rhin et ministre déléguée auprès de la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion chargée de l'insertion, et M. Christophe Lannelongue, ancien directeur de l'ARS Grand Est.

Réunion du mercredi 15 juillet 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi autorisant l'approbation de l'avenant à la convention du 20 mars 2018 entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et la fortune - Examen du rapport et du texte de la commission.

Réunion du mercredi 22 juillet 2020 (*commission des finances*) : Contrôle budgétaire - Moyens du contrôle fiscal - Communication.

Réunion du mardi 28 juillet 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde de praticiens.

Réunion du mercredi 2 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde sur les aspects éthiques.

Réunion du mardi 8 septembre 2020 (*commission d'enquête sur les problèmes sanitaires et écologiques liés aux pollutions des sols qui ont accueilli des activités industrielles ou minières, et sur les politiques publiques et industrielles de réhabilitation de ces sols*) : Examen du rapport.

Réunion du jeudi 10 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics, sur le plan de relance.

Réunion du mercredi 16 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion*) : Table ronde avec des acteurs institutionnels.

Réunion du mardi 22 septembre 2020 (*commission d'enquête pour l'évaluation des politiques publiques face aux grandes*

pandémies à la lumière de la crise sanitaire de la covid-19 et de sa gestion) : Audition de M. Xavier Bertrand, ancien ministre des solidarités et de la santé.

Audition de Mme Florence Parly, ministre des armées.

Réunion du mercredi 23 septembre 2020 (*commission des finances*) : Audition pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la politique de lutte contre la pollution de l'air.

Réunion du mercredi 30 septembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Audition de MM. Bruno Le Maire, ministre de l'économie, des finances et de la relance et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics.

Réunion du mercredi 7 octobre 2020 (*commission des finances*) : Réunion constitutive.

Réunion du mardi 13 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi constitutionnelle pour le plein exercice des libertés locales et proposition de loi organique pour le plein exercice des libertés locales - Examen du rapport pour avis.

Proposition de loi visant à réformer la procédure d'octroi de la dotation d'équipement des territoires ruraux - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du mercredi 14 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de MM. Gilles Andréani, président de la quatrième chambre de la Cour des comptes et Nadi Bou Hanna, directeur interministériel du numérique (DINUM), pour suite à donner à l'enquête de la Cour des comptes, réalisée en application de l'article 58-2° de la LOLF, sur la conduite des grands projets numériques de l'État.

Présentation des conclusions du groupe de travail sur les coûts et le financement du Grand Paris Express - Communication (en visioconférence).

Réunion du mercredi 21 octobre 2020 (*commission des finances*) : Audition de Mme Agnès Bénassy-Quéré, chef économiste de la direction générale du Trésor, MM. Éric Heyer, directeur du département analyse et prévision de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et Jean-Luc Tavernier, directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), sur le thème « Quelles perspectives de reprise pour l'économie française ? ».

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation » (et article 54) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sport, jeunesse et vie associative » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mardi 27 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport relatif à la participation de la France au budget de l'Union européenne (article 31).

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Remboursements et dégrèvements » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 28 octobre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Engagements financiers de l'État », compte d'affectation spéciale « Participation de la France au désendettement de la Grèce » et comptes de concours financiers « Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics » et « Accords monétaires internationaux » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Investissements d'avenir » (et article 55) - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Sécurités » - Programmes « Gendarmerie nationale », « Police nationale » et « Sécurité et éducation routières » et compte d'affectation spéciale « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers » et Programme « Sécurité civile » - Examen des rapports spéciaux.

Réunion du mardi 3 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2021 - Examen du rapport pour avis.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Conseil et contrôle de l'État » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Régimes sociaux et de retraite », compte d'affectation spéciale « Pensions » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Santé » - Examen du rapport spécial.

Réunion du mercredi 4 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Économie », compte de concours financiers « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Immigration, asile et intégration » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Justice » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Travail et emploi » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 5 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des principaux éléments de l'équilibre - Tome I du rapport général.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Audition de M. Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'économie, des finances et de la relance, chargé des comptes publics (en visioconférence).

Réunion du mardi 10 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen des rapports sur les missions « Gestion des finances publiques », « Crédits non répartis », « Transformation et fonction publiques » et sur le compte d'affectation spéciale « Gestion du patrimoine immobilier de l'État ».

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Aide publique au développement » (et article 53) et le compte de concours financiers « Prêts à des États étrangers ».

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Solidarité, insertion et égalité des chances » (et articles 68 et 69).

Réunion du jeudi 12 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative ».

Projet de loi de finances 2021 - Examen du rapport sur la mission « Outre-mer ».

Projet de loi de finances 2021- Examen des articles de la première partie - Tome II du rapport général.

Projet de loi de finances 2021- Examen du rapport sur la mission « Enseignement scolaire » (et article 54 septies).

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen du rapport.

Réunion du lundi 16 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Administration générale et territoriale de l'État » - Examen du rapport spécial.

Quatrième projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Examen des amendements de séance.

Réunion du mardi 17 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Compte d'affectation spéciale « Participations financières de l'État » - Examen du rapport spécial.

(*commission mixte paritaire*) : Commission mixte paritaire sur le projet de loi de finances rectificative pour 2020.

Réunion du mercredi 18 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Écologie, développement et mobilité durables » - Compte d'affectation spéciale « Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale (FACÉ) » - Programmes « Paysages, eau et biodiversité », « Prévention des risques », « Énergie, climat et après-mines », « Service public de l'énergie » et « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables » - Programmes « Infrastructures et services de transports », « Affaires maritimes » et « Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'État » - Budget annexe « Contrôle et exploitation aériens » - Programme « Expertise, information géographique et météorologie » - Examen des rapports spéciaux.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (et articles 57 et 58) et compte de concours financiers « Avances aux collectivités territoriales » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen du rapport spécial.

Réunion du jeudi 19 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen définitif de l'équilibre, des missions, des budgets annexes, des comptes spéciaux et des articles rattachés de la seconde partie.

Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance à l'article liminaire et à l'article 31.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Culture » - Examen du rapport spécial.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Médias, livres et industrie culturelle » et compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public » - Examen du rapport spécial.

Réunion du vendredi 20 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance sur la première partie.

Réunion du mercredi 25 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen de l'amendement du Gouvernement à l'article liminaire et à l'article 32.

Réunion du jeudi 26 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Missions « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) et « Plan d'urgence face à la crise sanitaire » - Examen des amendements de séance.

Réunion du vendredi 27 novembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Direction de l'action du Gouvernement » et le budget annexe « Publications officielles et information administrative » - Examen des amendements de séance.

Projet de loi de finances pour 2021 - Mission « Plan de relance » (et articles 56 à 56 octies) - Examen d'un amendement de séance.

Réunion du mardi 1er décembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des articles de la seconde partie non rattachés aux crédits des missions.

Réunion du mercredi 2 décembre 2020 (*commission des finances*) : Proposition de loi visant à instaurer une contribution exceptionnelle sur les assurances pour concourir à la solidarité nationale face aux conséquences économiques et sociales d'une crise sanitaire majeure - Examen du rapport et élaboration du texte de la commission.

Réunion du vendredi 4 décembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen des amendements de séance sur les articles non rattachés.

Réunion du mercredi 16 décembre 2020 (*commission des finances*) : Projet de loi de finances pour 2021 - Examen du rapport en nouvelle lecture.

Projet de loi de finances pour 2021 - Suite de l'examen du rapport en nouvelle lecture.

INTERVENTIONS EN SÉANCE PUBLIQUE

- **Débat sur l'avenir des transports express régionaux** - (7 janvier 2020) : p. 15 p. 16

- **Proposition de résolution en application de l'article 34-1 de la Constitution, demandant au Gouvernement de porter au niveau de l'Union européenne un projet de barrière écologique aux frontières [n° 165 (2019-2020)]** - (14 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 193 p. 197 p. 199 p. 202

- **Proposition de loi visant à réformer le régime des catastrophes naturelles [n° 154 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Discussion générale** : p. 247 p. 254 p. 257 - **Article 1er** (*Réforme du fonds de prévention des risques naturels majeurs*) : p. 262 p. 264 p. 265 p. 266 - **Article 2** (*Renforcement des droits des assurés et du montant de l'indemnisation reçue à la suite de catastrophes naturelles*) : p. 267 p. 268 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° 1 rectifié ter** (*Communes - Patrimoine bâti - Protection contre les orages de grêle - Obligation d'assurance*) : p. 269 - **Article 3** (*Création d'un crédit d'impôt pour la prévention des aléas climatiques*) : p. 270 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 274

- **Proposition de loi visant à rétablir les droits sociaux des travailleurs numériques [n° 155 (2019-2020)]** - (15 janvier 2020) - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 286

- **Projet de loi relatif à la bioéthique [n° 238 (2019-2020)]** - (21 janvier 2020) - **Article 1er** (*Ouverture de l'accès à l'assistance médicale à la procréation aux couples de femmes et aux femmes non mariées*) : p. 415 p. 428

- **Suite de la discussion** (28 janvier 2020) - **Article 10 ter (nouveau)** (*Expérimentation de l'accès en population générale aux examens des caractéristiques génétiques*) : p. 649

- **Proposition de loi visant à instaurer un droit effectif à l'accès à l'énergie et à lutter contre la précarité énergétique [n° 260 (2018-2019)]** - (6 février 2020) - **Discussion générale** : p. 1413 p. 1416 p. 1417 p. 1418 - **Article 4** (*art. 278-0 bis du code général des impôts - TVA à taux réduit sur une partie des consommations d'énergie*) : p. 1427 p. 1428

- **Projet de loi relatif au Parquet européen et à la justice pénale spécialisée [n° 336 (2019-2020)]** - (25 février 2020) - **Article 8** (*art. 41-1-3, 180-3 et 706-2-3 nouveaux du code de procédure pénale - Dispositions relatives à la lutte contre les atteintes à l'environnement*) : p. 1725 p. 1726

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la retraite des agriculteurs (II)** - (26 février 2020) : p. 1775

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la fermeture de la centrale de Fessenheim** - (26 février 2020) : p. 1777 p. 1778

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des comptes, suivi d'un débat** - (4 mars 2020) : p. 2107 p. 2109

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 403 (2019-2020)]** - (21 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 2900 - **Article 1er** (*Exonérations des sommes versées par le fonds de solidarité des entreprises*) : p. 2910 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 291** (*Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Augmentation des taux*) : p. 2919 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 51 rectifié quater** (*Établissements équestres - Application d'un taux de TVA réduit*) : p. 2923 p. 2924

- **Suite de la discussion** (22 avril 2020) - **Article additionnel après l'article 1er bis - Amendements n° 44 rectifié et n° 203** (*Heures supplémentaires travaillées pendant l'état d'urgence sanitaire - Exonération fiscale et sociale totale*) : p. 2957 p. 2958 p. 2959 - **Article 3 et état B** (*Budget général : ouverture et annulations de crédits*) : p. 3020 p. 3029 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 54 rectifié bis et n° 67** (*Dons en nature, effectués par les entreprises pendant la durée de cette crise sanitaire - Déplafonnement du montant donnant lieu à réduction d'impôt*) : p. 3104

- **Commission mixte paritaire [n° 409 (2019-2020)]** - (23 avril 2020) - **Discussion générale** : p. 3737

- **Question orale sans débat sur l'égalité des chances des enfants scolarisés en zone rurale** - (26 mai 2020) : p. 4370

- **Projet de loi relatif à diverses dispositions liées à la crise sanitaire, à d'autres mesures urgentes ainsi qu'au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne [n° 454 (2019-2020)]** - (26 mai 2020) - **Article 1er** (*Diverses habilitations à légiférer par ordonnances pour faire face à l'épidémie de Covid-19*) : p. 4435 p. 4436 - **Article 1er quater C** (*texte non modifié par la commission*) (*Prolongation du versement de l'allocation pour demandeurs d'asile*) : p. 4475 - **Article 1er quater** (*Mise en place de dispositifs d'intéressement par décision unilatérale de l'employeur*) : p. 4479

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative aux innovations numériques dans la lutte contre l'épidémie de Covid-19, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (27 mai 2020) : p. 4533 p. 4535

- **Rappel au règlement** - (28 mai 2020) : p. 4591

- **Proposition de loi visant à rendre effectif et à renforcer le plafonnement des frais bancaires [n° 339 (2019-2020)]** - (28 mai 2020) - **Discussion générale** : p. 4595

- **Débat sur le thème : « Les conditions de la reconstruction du pacte social national dans le cadre de la sortie de la crise sanitaire »** - (28 mai 2020) : p. 4622 p. 4627

- **Proposition de loi tendant à définir et à coordonner les rôles respectifs des assurances et de la solidarité nationale dans le soutien des entreprises victimes d'une menace ou d'une crise sanitaire majeure [n° 460 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Discussion générale** : p. 5033 - **Explications de vote sur l'ensemble** : p. 5053

- **Proposition de loi tendant à sécuriser l'établissement des procurations électorales [n° 468 (2019-2020)]** - (2 juin 2020) - **Article additionnel après l'article 1er ter - Amendements n° 19 rectifié bis, n° 21 rectifié bis, n° 20 rectifié et n° 22 rectifié** (*Vote par correspondance - Autorisation et encadrement*) : p. 5078

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les visites ministérielles** - (3 juin 2020) : p. 5147

- **Débat sur la gestion des conséquences de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen** - (30 juin 2020) : p. 6087 p. 6088

- **Question d'actualité au Gouvernement sur la politique générale** - (8 juillet 2020) : p. 6226

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à la situation de la justice en France** - (8 juillet 2020) : p. 6227

- **Question d'actualité au Gouvernement relative à l'agriculture et à l'écologie** - (8 juillet 2020) : p. 6232

- **Déclaration au Gouvernement relative à la politique générale** - (15 juillet 2020) : p. 6351 p. 6352 p. 6353 p. 6354 p. 6356 p. 6357

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, en application de l'article 50-1 de la Constitution** - (16 juillet 2020) : p. 6365 p. 6366 p. 6370 p. 6371 p. 6378

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)]** - (16 juillet 2020) - **Discussion générale** : p. 6389 p. 6399

- **Question d'actualité au Gouvernement sur l'ambition écologique du Gouvernement** - (16 juillet 2020) : p. 6416 p. 6417

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 624 (2019-2020)] (suite)** - (17 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 334 rectifié bis** (*Installations de stockage de déchets non dangereux - TGAP - Taux réduits - Critères d'application - Période d'urgence sanitaire - Neutralisation*) : p. 6558 - **Article additionnel après l'article 2 sexies - Amendement n° 333 rectifié bis** (« Casiers bioréacteurs » - *Exploitation - Durée maximale - Suppression*) : p. 6559 - **Article 4** (*Déblocage exceptionnel de l'épargne retraite des travailleurs non-salariés rencontrant des difficultés économiques liées à l'épidémie de Covid-19*) : p. 6574 p. 6575 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° 187 rectifié ter** (*Compte épargne temps - Plan d'épargne entreprise - Transfert - Autorisation*) : p. 6577

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2020) - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendement n° 63 rectifié** (*Assurance-vie - Encours - Prélèvement exceptionnel*) : p. 6599 - **Article additionnel après l'article 4 quinquies - Amendements n° 57 rectifié, n° 930 rectifié et n° 58 rectifié** (*Taxe sur les dividendes - Augmentation*) : p. 6602 - **Article additionnel après l'article 4 decies - Amendement n° 749 rectifié** (*Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) - Dispositifs de stockage - Exonération*) : p. 6620 - **Article 5** (*Prélèvement sur recettes au profit des communes et des EPCI à fiscalité propre confrontés à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire*) : p. 6648 p. 6649 p. 6650 p. 6656 p. 6662 p. 6666 p. 6674 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 679 rectifié** (*Fonds de solidarité des communes de la région d'Île-de-France (FSRIF) - Dépenses de péréquation - Stabilisation*) : p. 6684 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 203 rectifié, n° 298 rectifié, et n° 330 rectifié bis** (*Crise sanitaire - Taxe départementale sur la consommation finale d'électricité - Pertes de recettes - Compensation*) : p. 6685 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendements n° 77, n° 262 rectifié bis et n° 300 rectifié** (*Crise sanitaire - Service public des déchets - Surcoûts - Pertes - Compensation*) : p. 6687 - **Article 6** (*Compensation des pertes fiscales des régions d'outre-mer*) : p. 6694 - **Article additionnel après l'article 6 quater - Amendement n° 689** (*Dépenses d'équipements de protection individuels (EPI) - Fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Éligibilité*) : p. 6703 - **Article 9 et état B** (*Budget général : ouvertures de crédits*) : p. 6756 p. 6763 p. 6765

- **Suite de la discussion** (19 juillet 2020) : p. 6858 - **Article additionnel après l'article 16 ter - Amendements n° 3 rectifié quater, 805 rectifié bis et n° 849 rectifié** (*Spectacles agréés - Agrément définitif - Prorogation temporaire*) : p. 6918 p. 6919 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 206 rectifié et n° 332 rectifié bis** (*Taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMI) - Expérimentation - Prolongation*) : p. 6932 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendement n° 854** (*Taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMI) - Expérimentation - Prolongation*) :

p. 6933 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° 307 rectifié et n° 331 rectifié quater** (*Taxe d'enlèvement des ordures ménagères intégrant une part incitative (TEOMI) - Expérimentation - Prolongation*) : p. 6933 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 408, n° 745 rectifié, n° 882 rectifié, n° 531 rectifié bis, n° 636 rectifié bis et 980 rectifié bis** (*Propriétaires bailleurs - Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) - Extension*) : p. 6946 p. 6947 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 13 rectifié bis, n° 38 rectifié, n° 350 rectifié et n° 762 rectifié** (*Zone rurale - Résidences secondaires - Travaux - Crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique (CITE) - Éligibilité*) : p. 6948 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 409 et n° 746 rectifié** (*Crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) - Bénéficiaires - Hauts revenus - Extension*) : p. 6949 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendements n° 227 rectifié quater, n° 329 rectifié bis et n° 650 rectifié ter** (*Crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique (CITE) - Chaudières à gaz à très haute performance énergétique (THPE) - Éligibilité*) : p. 6955 - **Article additionnel après l'article 17 ter - Amendement n° 756 rectifié** (*Véhicules électriques - Infrastructures de recharge - Logements individuels et collectifs - Crédit d'impôt en faveur de la transition énergétique (CITE) - Majoration temporaire*) : p. 6956

- **Question d'actualité au Gouvernement sur les règles sanitaires dans les aéroports** - (22 juillet 2020) : p. 7152

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 15 et 16 octobre 2020** - (21 octobre 2020) : p. 7652

- **Projet de loi relatif aux conditions de mise sur le marché de certains produits phytopharmaceutiques en cas de danger sanitaire pour les betteraves sucrières [n° 61 (2020-2021)]** - (27 octobre 2020) - **Article 1er** (*Dérogations à l'interdiction d'utiliser des produits contenant des néonicotinoïdes*) : p. 7816

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat et d'un vote, relative à l'évolution de la situation sanitaire et aux mesures nécessaires pour y répondre** - (29 octobre 2020) : p. 8033

- **Projet de loi autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire - Nouvelle lecture [n° 110 (2020-2021)]** - (5 novembre 2020) - **Article 1er** (*Autorisation de la poursuite de l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 janvier 2021*) : p. 8349 p. 8350 - **Article 2** (*Régime intermédiaire en sortie d'état d'urgence sanitaire*) : p. 8352 - **Article 3** (*Prolongation de l'autorisation de mise en œuvre des systèmes d'information dédiés à la lutte contre l'épidémie de Covid*) : p. 8353

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 [n° 122 (2020-2021)]** - (16 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 8940

Première partie :

- (16 novembre 2020) - **Article additionnel avant l'article 1er A - Amendement n° 32** (*Échéances sociales et fiscales - Report - Conditions*) : p. 8953 - **Article 1er A (nouveau)** (*Droit à l'image collective des sportifs professionnels*) : p. 8956 p. 8958 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 97 rectifié** (*Déduction fiscale - Loi Madelin - Obligation de disposer d'au moins deux salariés - Report*) : p. 8959 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 42** (*Taxe sur les transactions financières (TTF) - Augmentation*) : p. 8959 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 3 rectifié bis** (*Assurance-vie - Contribution unique de solidarité sur les encours - Création*) : p. 8960 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 139 rectifié bis** (*Filière conchylicole - Redevance d'occupation du domaine public - Exonération temporaire*) : p. 8961 - **Article additionnel après l'article 1er A - Amendement n° 99 rectifié bis** (*Épidémie de Covid-19 - Centres équestres - Aide exceptionnelle - Exonération fiscale et sociale*) : p. 8962 - **Article 1er** (*Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés*) :

de missions de service public) : p. 8963 p. 8964 p. 8965 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 17 rectifié bis** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) - Dépenses d'investissement éligibles - Achat d'équipement de protection sanitaire - Intégration) : p. 8966 p. 8967 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 132 rectifié bis** (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)- Procédure d'acompte - Assouplissement) : p. 8967 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 136 rectifié bis** (PEA - PEA PME - ETI - Champ d'investissement - Actions émises par des sociétés de capital-risque - Extension) : p. 8968 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 23 rectifié et n° 111 rectifié bis** (Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) - Compensation versée par l'État - Déplafonnement) : p. 8969 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 7 rectifié** (Communes et établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) - Taxe d'habitation - Ticket modérateur - Ajustement) : p. 8970 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 36** (Revenu de solidarité active (RSA) - Dépenses - Augmentation - Compensation par l'État) : p. 8970 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 16 rectifié bis** (Covid-19 - Communes - Dépenses supplémentaires - Compensation par l'État) : p. 8972 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 35** (Département - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Dispositifs d'avances remboursables - Transformation - Dispositif de compensation sans remboursements) : p. 8973 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 143 rectifié** (Certificats d'économies d'énergie (CEE) - Investissements - Subventions - Imposition - Lissage) : p. 8974 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 135 rectifié** (Actionariat salarié - Neutralité des opérations - Condition - Suppression) : p. 8975 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 137 rectifié** (Fonds communs de placements à risques (FCPR) - Structuration - Assouplissement) : p. 8975 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 38 rectifié** (Notion d'établissement stable - Création) : p. 8977 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 4 rectifié** (Plateformes de e-commerce - Grandes et moyennes surfaces - Contribution exceptionnelle) : p. 8978 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 134 rectifié bis** (Régime de donations au personnel salarié d'une entreprise d'un fonds de commerce - Extension aux donations de parts sociales ou d'actions de société) : p. 8979 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendements n° 30 rectifié bis et n° 108 rectifié bis** (Acteurs de l'assurance - Montant de la réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement) : p. 8980 p. 8981 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 6 rectifié** (État d'urgence sanitaire - Secteur des assurances - Contribution exceptionnelle) : p. 8982 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 59** (Garantie des recettes fiscales et des recettes issues de l'exploitation du domaine public - Taux d'abattement - Augmentation) : p. 8988 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 1 rectifié bis** (Communes forestières - Perte de recettes - Compensation par l'État) : p. 8989 - **Article additionnel après l'article 1er - Amendement n° 26 rectifié bis** (Crise du coronavirus - Régies municipales financièrement autonomes et à vocation touristique ou culturelle - Pertes de recettes tarifaires - Mécanisme de compensation - Éligibilité) : p. 8990 p. 8991 - **Article 2** (art. 49 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006 - Modification des ressources du compte d'affectation spéciale (CAS) « Contrôle de la circulation et du stationnement routiers ») : p. 8992 - **Article 4 et état A** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 9006

Seconde partie :

- (16 novembre 2020) - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits) : p. 9014 p. 9016 p. 9017 p. 9018 p. 9019 p. 9022 p. 9026 p. 9027 p. 9029 p. 9031 p. 9032 - **Organisation des travaux** : p. 9033 - **Article 5 et état B** (Budget général : ouvertures de crédits) : p. 9034 p. 9036 p. 9037 p. 9038 p. 9040 p. 9041 p. 9042 p. 9043 p. 9044 p. 9045 p. 9046 p. 9047 p. 9048 p. 9049 p. 9050 p. 9051 p. 9052 p. 9053 p. 9054 p. 9055 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 145**

(Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Coefficient correcteur - Application à l'ensemble des recettes) : p. 9056 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° 24 rectifié** (Département des Alpes-Maritimes - Dispositif de péréquation horizontale - Gel de la contribution) : p. 9056 - **Article additionnel après l'article 6 - Amendement n° 29** (Taxe d'habitation - Taux de référence) : p. 9058 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 150** (Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) - Avances - Conditions de remboursement) : p. 9061 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 51** (Sociétés immobilières cotées (SIIC) - Impôt sur le revenu des associés ou actionnaires - Augmentation) : p. 9062 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 144 rectifié ter** (Covid-19 - Infirmiers libéraux - Revenus tirés de la réalisation d'un prélèvement nasopharyngé - Exonération d'impôt) : p. 9062 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 93 rectifié ter** (Investissements en Corse - Crédit d'impôt - Éligibilité - Clarification) : p. 9062 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 94 rectifié ter** (Investissements en Corse - Crédit d'impôt non imputé - Remboursement par l'État - Délai - Raccourcissement) : p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 88 rectifié ter** (Entreprises - Investissements - Crédit d'impôt - Majoration) : p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 92 rectifié ter** (Investissements en Corse - Date d'achèvement des travaux - Crédit d'impôt - Délai - Allongement) : p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 89 rectifié ter** (FIP Corse - Taux - Augmentation) : p. 9063 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 50** (Dons aux associations caritatives - Plafond - Augmentation) : p. 9064 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 49 rectifié bis** (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus - Taux - Augmentation) : p. 9064 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 46** (Taxe sur les transactions financières - Augmentation - Assiette - Élargissement) : p. 9064 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 128 rectifié bis** (Entreprises - Dépenses de partenariat - Clubs sportifs - Crédit d'impôt exceptionnel) : p. 9065 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 47** (Acteurs de la vente en ligne - Contribution exceptionnelle - Instauration) : p. 9067 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 80** (Entreprises de la grande distribution - Contribution exceptionnelle sur le chiffre d'affaires - Instauration) : p. 9068 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 86** (Grandes entreprises - Contribution de solidarité nationale - Création) : p. 9068 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 39 rectifié bis** (Acteurs du commerce électronique - Taxe sur les surfaces commerciales - Assujettissement) : p. 9069 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 96 rectifié bis** (Fournisseurs - Régime des créances) : p. 9071 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 64 et n° 109 rectifié bis** (Cafés, hôtels, restaurants, discothèques (CHRD) - Dispositif d'exonération de cotisations et de contributions sociales - Prolongation) : p. 9072 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 123** (Entreprises du tourisme - Exonérations de cotisations fiscales - Seuil - Diminution) : p. 9072 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 122** (Corse - Entreprises du tourisme - Cotisations - Exonération) : p. 9072 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° 48 et n° 83** (Assurances - Réserves de capitalisation - Taxe - Instauration) : p. 9073 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 141 rectifié ter** (Entreprises alimentaires fournissant la restauration hors domicile (RHD) - Cotisations - Exonérations - Conditions) : p. 9073 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 18 rectifié bis** (Commerces de moins de 5 000 habitants - Pertes de recettes des produits d'exploitation - Compensation partielle de l'État) : p. 9074 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 78 rectifié** (Revenu de solidarité active (RSA) - Prise en charge automatique par l'État - Conditions) : p. 9074 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 41 rectifié** (Entreprises déclarant des bénéfices dans des pays ayant des pratiques fiscales déloyales - Délivrance d'aides publiques - Interdiction) : p. 9075 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 43 rectifié** (Octroi d'aides publiques - Écart salarial maximal - Condition) : p. 9076 - **Article additionnel**

après l'article 9 - Amendement n° 84 (Grandes entreprises - Octroi d'aides publiques - Non distribution de dividendes - Condition) : p. 9077 - Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 79 (Entreprises - Aides de l'État - Contreparties écologiques) : p. 9078 - Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 87 rectifié (Aides de l'État - Publication de reporting pays par pays - Obligation) : p. 9079 - Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 107 rectifié bis (Cafés, hôtels, restaurants, discothèques (CHRD) - Contribution à l'audiovisuel public - Réduction à titre exceptionnel) : p. 9079 - Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 52 (Prêts garantis par l'État (PGE) - Rapport au Parlement) : p. 9080 - Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° 62 (Crise sanitaire - Charges exceptionnelles assumées par les collectivités locales - Rapport au Parlement) : p. 9080 - Demande de coordination : p. 9081 - Article 4 (pour coordination) (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 9084

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (19 novembre 2020) : p. 9266 p. 9267 p. 9268 - **Question préalable** : p. 9271

Discussion générale :

: p. 9274 p. 9284 - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2021, prévisions d'exécution 2020 et exécution 2019) : p. 9295 p. 9296 p. 9297

Première partie :

- (20 novembre 2020) - **Article 2** (Indexation sur l'inflation du barème de l'impôt sur le revenu pour les revenus 2020 et des grilles de taux par défaut du prélèvement à la source) : p. 9392 p. 9394 p. 9397 p. 9398 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1146 rectifié bis** (Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) - Logements loués dans le cadre de dispositifs solidaires - Exonération) : p. 9399 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-481 rectifié ter** (Agriculteurs retraités - Location de leur exploitation agricole - Abattement fiscal) : p. 9400 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-423 rectifié bis** (Associés des sociétés ayant pour objet l'exercice d'une profession libérale - Rémunération des fonctions techniques - Catégorie des traitements et salaires - Assimilation sur le plan fiscal) : p. 9400 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-789 rectifié** (Majorations de retraite ou de pension pour enfants - Exonération d'impôt sur le revenu - Rétablissement) : p. 9401 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-790 rectifié** (Allocation personnalisée d'autonomie (APA) employée pour rémunérer un proche aidant - Impôt sur le revenu - Exonération) : p. 9402 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1085 rectifié ter** (Frais professionnels - Taux forfaitaire d'abattement - Augmentation) : p. 9403 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-186** (Déplacements professionnels - Frais d'abonnement à des transports en commun - Déduction fiscale) : p. 9403 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-791 rectifié** (Personnes âgées de plus de 65 ans frappées d'invalidité - Plafond des abattements fiscaux prévus pour ces contribuables - Doublement) : p. 9404 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1148 rectifié bis** (Ménages les plus modestes - Conjoint survivant - Demi-part fiscale - Octroi) : p. 9405 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-792 rectifié** (Solidarité intergénérationnelle - « Quotient solidarité aîné » - Création) : p. 9405 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-196** (Dons au profit des associations d'aide aux personnes en difficulté - Réduction d'impôt sur le revenu - Augmentation du plafond) : p. 9406 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-198** (Dons au profit des associations d'aide aux personnes en difficulté - Donateurs non imposables - Crédit d'impôt - Instauration) : p. 9406 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-137 rectifié** (Entreprises - Dons en nature - Éligibilité au crédit d'impôts) : p. 9407 - **Article additionnel**

après l'article 2 - **Amendement n° I-278 rectifié bis** (Professionnels médicaux hospitaliers - Temps de travail additionnel (TTA) - Plafond d'exonération d'impôt sur le revenu - Suppression) : p. 9407 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-739 rectifié** (Bailleurs de locaux professionnels ou commerciaux - Travaux de rénovation énergétique - Déduction fiscale) : p. 9408 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-874 rectifié et n° I-784 rectifié quater** (Dépenses de réemploi ou de réparation sur certains biens - Crédit d'impôt - Création) : p. 9409 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendements n° I-314 rectifié et n° I-980 rectifié bis** (Associés d'une société coopérative agricole - Acquisition et cession de parts sociales - Exonération) : p. 9410 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-25 rectifié bis** (Particuliers victimes de catastrophes naturelles - Revenus ou bénéfices - Exonération) : p. 9411 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-1196** (Sociétés publiques locales (SPL) à caractère culturel - Régime du mécénat - Expérimentation) : p. 9412 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-337 rectifié** (Sportif professionnel - Changement de club - Régime de l'impatiation - Bénéfice) : p. 9413 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-797** (Bailleurs de biens ruraux - Diminution du loyer contractuel - Autorisation) : p. 9413 - **Article additionnel après l'article 2 - Amendement n° I-713 rectifié ter** (Clubs d'investissement - Gains boursiers - Exonération d'impôt sur le revenu - Suppression) : p. 9414 - **Article additionnel après l'article 2 bis - Amendement n° I-181 rectifié** (Imprimeries implantées en France - Abattement fiscal de 20 % d'impôts sur les sociétés - Octroi) : p. 9415 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-837 rectifié** (Dispositif « Schumacker » - Règles fiscales - Reprise dans le code général des impôts) : p. 9417 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-609 rectifié et n° I-840 rectifié** (Personnes résidant dans un État tiers - Statut de non-résident Schumacker - Extension) : p. 9418 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-354 rectifié bis** (Contribuables résidant dans une zone dangereuse - Résidence principale en France - Autorisation) : p. 9419 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-614 rectifié bis** (Associés non-résidents d'une SCI - Plus-values - Exonération) : p. 9419 p. 9420 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-141 rectifié ter** (Fiscalité des non-résidents - Taux minimum d'imposition à 30 % - Augmentation - Suppression) : p. 9420 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-839 rectifié et n° I-610 rectifié** (Personnes fiscalement domiciliées hors de France - Prestations compensatoires - Déduction) : p. 9421 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-352 et n° I-838 rectifié** (Ensemble des non-résidents sans revenu de source étrangère - Mécanisme de la décote - Autorisation) : p. 9422 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-353** (Frais de scolarité dans des établissements français d'enseignement à l'étranger - Déduction fiscale) : p. 9423 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-142 rectifié bis, n° I-355 rectifié et n° I-613 rectifié** (Contribuables non domiciliés en France - Dons aux œuvres - Déduction fiscale) : p. 9424 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-974 rectifié** (Dons aux associations délivrant des produits de première nécessité - Déductibilité totale) : p. 9424 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-199 rectifié et n° I-200 rectifié** (Dons versés aux formations politiques - Transformation de la réduction d'impôt en crédit d'impôt) : p. 9425 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendements n° I-611 rectifié et n° I-612 rectifié** (Non-résidents - Prélèvement de solidarité - Exonération) : p. 9427 - **Article additionnel après l'article 2 ter - Amendement n° I-841 rectifié bis** (Conjoints étrangers de Français - Titre de séjour - Exonération de toute taxe) : p. 9427 - **Article 2 quinquies (nouveau)** (Suppression de gages pour des dispositions de la LFR 3) : p. 9428 - **Article additionnel après l'article 2 quinquies - Amendement n° I-1145 rectifié** (Transfert des plans d'épargne retraite populaire (PERP) dans les plans d'épargne retraite (PER) - Neutralité fiscale) : p. 9429 - **Article 3** (Baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises à hauteur de la part affectée aux régions et

ajustement du taux du plafonnement de la contribution économique territoriale en fonction de la valeur ajoutée) : p. 9436 p. 9440 p. 9443 p. 9444 p. 9445 p. 9446 p. 9449 p. 9451 p. 9452 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-628 rectifié** (Économie de fonctionnalité - Mesures incitatives) : p. 9452 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-311** (Déménagement des sièges sociaux des entreprises vers des territoires ruraux ou périurbains - Incitation fiscale) : p. 9453 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-738 rectifié** (Commerces de proximité - Mécanisme de suramortissement fiscal - Création) : p. 9454 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-319 rectifié** (Sociétés de pêche - Activité dans les eaux britanniques - Abattement supplémentaire) : p. 9455 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-312** (Artisans pêcheurs - Déduction pour épargne de précaution - Établissement) : p. 9456 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-1052 et n° I-1112 rectifié** (Organismes de foncier solidaire (OFS) - Activité en bail réel solidaire - Impôt sur les sociétés et contribution économique territoriale (CET) - Exonération) : p. 9458 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1047** (Survvalorisations immobilières - Contribution de solidarité urbaine - Création) : p. 9459 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-322 rectifié ter** (Entrepreneurs exerçant en nom propre - Choix entre l'impôt sur le revenu (IR) et l'impôt sur les sociétés (IS)) : p. 9460 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendements n° I-755 rectifié quinquies, n° I-1001 rectifié bis, n° I-1198 rectifié, n° I-1228 et n° I-1010 rectifié bis** (Revenu imposable des artisans, agriculteurs et professions libérales - Abattement forfaitaire) : p. 9461 - **Article additionnel après l'article 3 - Amendement n° I-1244** (Révision des valeurs locatives des locaux professionnels - Dégrevement de contribution à l'audiovisuel public - Prévisions et correctifs) : p. 9462 - **Article additionnel après l'article 3 ter - Amendement n° I-79 rectifié** (Producteurs de vins et spiritueux - Charges de production du stock - Déductibilité) : p. 9463 - **Article additionnel après l'article 3 quater - Amendements n° I-75 rectifié bis et n° I-537 rectifié** (Sommes épargnées au titre de la DPA et de la DEP - Utilisation en 2021 - Défiscalisation) : p. 9464 - **Article 3 quinquies (nouveau)** (Modification des règles d'imputation des pertes résultant d'une annulation de titres) : p. 9465 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° I-300 rectifié ter** (Dispositif « IR PME » - Attractivité - Renforcement) : p. 9465 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° I-796 rectifié** (Recapitalisation des entreprises - Structures de type « holding animatrice » - Incitation fiscale) : p. 9466 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° I-279 rectifié ter** (Dispositif bons de souscription de parts de créateur d'entreprise « BSPCE » - Extension) : p. 9467 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendement n° I-859 rectifié bis** (Champ d'investissement du PEA et du PEA PME-ETI - Extension aux sociétés de capital-risque) : p. 9467 - **Article additionnel après l'article 3 quinquies - Amendements n° I-2 rectifié ter, n° I-3 rectifié bis et n° I-82 rectifié bis** (Parents et grands-parents - Ouverture de PEA - Autorisation) : p. 9470

- **Suite de la discussion** (21 novembre 2020) - **Article 3 sexies (nouveau)** (Exonération des plus-values de cessions d'immeubles réalisées directement ou indirectement au profit d'organismes de logement social) : p. 9487 p. 9488 p. 9490 p. 9491 p. 9492 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-383 rectifié, n° I-384 rectifié, I-385 rectifié, I-386 rectifié, n° I-387 rectifié, n° I-388 rectifié bis, n° I-709 rectifié bis** (Entreprises ultramarines - Zones franches d'activité nouvelle génération (ZFANG) - Bénéfice) : p. 9494 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-380 rectifié et n° I-379 rectifié** (Aide fiscale à l'investissement outre-mer - Travaux de rénovation et de réhabilitation - Prolongation) : p. 9495 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-221** (Outre-mer - Travaux d'amélioration des logements - Réduction d'impôt) : p. 9496 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-381 rectifié** (Utilisation de la société en commandite simple (SCS) - Investissements ultramarins -

Extension aux associés commanditaires) : p. 9496 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-214 et n° I-708 rectifié** (Aide fiscale à l'investissement outre-mer - Vélos, trottinettes et scooters à l'énergie électrique - Extension) : p. 9497 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-223 et n° I-484 rectifié bis** (Saint-Martin - Investissements en faveur de la rénovation et de la réhabilitation des hôtels et résidences de tourisme - Taux d'impôt réduit) : p. 9498 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-224** (Collectivités d'outre-mer (COM) - Investissement dans la rénovation, la réhabilitation ou la reconstruction - Incitation fiscale) : p. 9499 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-1128** (Zones non interconnectées (ZNI)- Collectivités - Modification du cadre fiscal) : p. 9499 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-413 rectifié bis** (Sociétés d'économie mixte (SEM) exerçant une activité immobilière outre-mer - Crédit d'impôt) : p. 9500 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-382 rectifié bis** (Outre-mer - Logements financés par un prêt locatif social (PLS) - Augmentation) : p. 9500 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-225, n° I-377 rectifié et n° I-1113 rectifié** (Outre-mer - Réhabilitation des logements locatifs sociaux - Crédit d'impôt) : p. 9501 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendements n° I-395 rectifié et n° I-394 rectifié** (Investissements dans les logements neufs outre-mer - Crédit d'impôt - Délai - Prolongation) : p. 9502 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-391 rectifié** (Organismes de logements sociaux - Crédit d'impôt - Étalement comptable) : p. 9503 - **Article additionnel après l'article 3 sexies - Amendement n° I-1204 rectifié bis** (Investissements productifs outre-mer - Crédit d'impôt - Extension aux entreprises en difficulté) : p. 9503 - **Article additionnel après l'article 3 septies - Amendements n° I-76 rectifié et n° I-536 rectifié** (Déduction pour épargne de précaution - Extension aux sociétés exerçant une activité agricole très prépondérante) : p. 9505 - **Article 3 octies (nouveau)** (Prorogation du délai applicable pour la réalisation de logements dans le cadre de l'application du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour la plus-value de cession d'un local ou d'un terrain) : p. 9505 - **Article additionnel après l'article 3 octies - Amendement n° I-729 rectifié** (Bassins urbains en déclin industriel - Redynamisation - Modification) : p. 9506 - **Article additionnel après l'article 3 octies - Amendement n° I-1147 rectifié ter** (Organismes HLM - Plus-values immobilières - Taux réduit d'impôt sur les sociétés (IS)) : p. 9507 - **Article 3 nonies (nouveau)** (Hausse à 10 millions d'euros du plafond de chiffre d'affaires des PME applicable pour bénéficier du taux réduit d'impôt sur les sociétés) : p. 9508 p. 9509 p. 9510 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1250** (Entreprises faisant l'objet d'une procédure collective - Mécanismes fiscaux spécifiques - Extension aux procédures de conciliation) : p. 9510 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1014 rectifié** (Régime fiscal des sociétés mère-fille - Restriction) : p. 9511 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-919 rectifié** (Multinationales - Bénéfice réellement réalisé en France - Taxation) : p. 9512 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1015 rectifié** (Entreprises ayant une présence numérique significative en France - Notion d'établissement stable) : p. 9514 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-1018 rectifié** (Bénéfice taxable d'une entreprise en France - Part du chiffre d'affaires réalisé en France - Détermination) : p. 9515 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendement n° I-514 rectifié bis** (Directive Anti Tax Avoidance (ATAD) - Surtransposition dans le droit français - Suspension temporaire) : p. 9516 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-1016 rectifié bis et n° I-207 rectifié** (Impôt sur les sociétés (IS) - Progressivité) : p. 9518 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-204 rectifié, n° I-205 rectifié, n° I-920 rectifié et n° I-1017 rectifié** (Fiscalité des entreprises - Rééquilibrage - « Niche Copé » - Suppression) : p. 9519 - **Article additionnel après l'article 3 nonies - Amendements n° I-1210 rectifié, n° I-734 rectifié ter et n° I-1249** (Abandon de loyers pour les entreprises locataires - Crédit d'impôt pour les bailleurs, personnes physiques ou morales) : p. 9522 p. 9523 - **Article**

3 decies (nouveau) (Correction au régime du crédit d'impôt phonographique) : p. 9523 p. 9524 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendement n° I-1189** (Presse en ligne d'information politique et générale - Crédit d'impôt - Extension à la presse d'information professionnelle) : p. 9524 - **Article additionnel après l'article 3 decies - Amendements n° I-593 et n° I-135 rectifié quater** (Artistes et auteurs ne disposant pas d'un numéro de SIRET - Fonds de solidarité - Accès) : p. 9526 - **Article 3 undecies (nouveau)** (Instauration d'un crédit d'impôt de soutien aux représentations théâtrales d'œuvres dramatiques) : p. 9528 p. 9529 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendements n° I-1160 rectifié bis** (Monuments historiques - « Épargne de précaution et de travaux » - Création) : p. 9531 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-1043 rectifié** (Production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation) : p. 9532 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendements n° I-1042, n° I-131 rectifié ter et n° I-639 rectifié bis** (Crédit d'impôt - Spectacle vivant - Taux - Augmentation temporaire) : p. 9534 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-848 rectifié quater** (Mécénat et achat d'œuvres d'art d'artistes vivants - Mécanisme fiscal - Extension aux particuliers) : p. 9535 - **Article additionnel après l'article 3 duodecies - Amendement n° I-1044 rectifié** (Entreprises d'édition et de distribution cinématographique - Crédit d'impôts temporaire - Instauration) : p. 9537 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-288 rectifié ter et n° I-865 rectifié** (Crédit d'impôt sur les investissements en Corse - Éligibilité des investissements - Clarification) : p. 9537 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-1131, n° I-1130 et n° I-1127** (Corse - Zones de développement prioritaire (ZDP) - Exonération d'impôt sur le revenu sur les sociétés - Extension) : p. 9538 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-289 rectifié ter et n° I-866 rectifié** (Investissements en Corse - Remboursement par l'État du crédit d'impôt - Délai - Raccourcissement) : p. 9539 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-1115** (Investissements déjà exploités en Corse - Crédit d'impôt investissements Corse (CIIC) - Bénéfice) : p. 9540 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendements n° I-1119, n° I-1120, n° I-1121, n° I-1117, n° I-1118, n° I-1122 et n° I-1123** (Crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) - Augmentation du taux, extension et prolongation) : p. 9542 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-1125** (Locations saisonnières non professionnelles proposées par des personnes non fiscalement domiciliées en Corse - Dispositif du crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) - Exclusion) : p. 9542 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-283 rectifié bis** (PME-TPE - Crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) - Hausse des taux) : p. 9543 - **Article additionnel après l'article 3 terdecies - Amendement n° I-1124** (Crédit d'impôt investissement Corse (CIIC) et zone de développement prioritaire (ZDP) - Cumul - Autorisation) : p. 9543 - **Article 3 quaterdecies (nouveau)** (Prorogation jusqu'au 31 décembre 2022 du taux réduit d'impôt sur les sociétés pour les cessions d'un immeuble, terrain ou local en vue de la réalisation de logements) : p. 9545 - **Article 3 quindecies (nouveau)** (Exonération d'impôt sur les bénéfices et de cotisations sociales pour l'aide exceptionnelle aux travailleurs indépendants) : p. 9547 - **Article 3 sexdecies (nouveau)** (Instauration d'un crédit d'impôt temporaire pour les dépenses de travaux de rénovation énergétique des bâtiments à usage tertiaire des PME) : p. 9549 p. 9550 p. 9551 p. 9553 p. 9554 p. 9555 - **Article additionnel après l'article 3 sexdecies - Amendement n° I-1180** (Prise de congés des agriculteurs - Recours au service de remplacement - Crédit d'impôt - Augmentation) : p. 9556 - **Article 3 septdecies (nouveau)** (Modalité de déclaration particulière du prélèvement forfaitaire libératoire au titre de l'impôt sur le revenu versé par les exploitants concernés) : p. 9557 - **Article 4** (Modernisation des paramètres de la méthode d'évaluation de la valeur locative des établissements industriels et modification du coefficient de revalorisation de la valeur locative de ces établissements) : p. 9562 p. 9567 p. 9568 p. 9569 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-56** (Incitation des entreprises à investir - Amortissement dégressif - Majoration des coefficients) : p. 9570 - **Article**

additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1105 rectifié bis (Entreprises - Amortissements différés - Déduction fiscale - Maintien) : p. 9571 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-460 rectifié bis** (Dispositif de suramortissement ouvert aux PME - Extension aux investissements des entreprises industrielles et tertiaires en matière d'efficacité énergétique) : p. 9571 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-862 rectifié bis** (Dispositif de suramortissement - Extension aux hébergements légers de loisirs (HLL) et aux résidences mobiles de loisirs (RML)) : p. 9572 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-213 rectifié, n° I-280 rectifié ter et n° I-1073 rectifié bis** (Dispositif de suramortissement - Extension aux équipements reconditionnés) : p. 9573 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-176 rectifié bis, n° I-1090 rectifié bis et n° I-1150 rectifié** (Dispositif de suramortissement du matériel robotique - Extension au secteur agricole) : p. 9574 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-692 rectifié bis** (Véhicules terrestres en carburants alternatifs - Installation d'infrastructures de recharge - Incitation fiscale) : p. 9575 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-166 rectifié bis, n° I-304 rectifié bis, n° I-968 rectifié ter, n° I-282 rectifié ter et n° I-800 rectifié** (« Crédit impôt famille » (CIFAM) - Extension aux indépendants) : p. 9576 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-526, n° I-632 rectifié, n° I-1024 et n° I-1139 rectifié** (Assurances - Réserve de capitalisation - Taxe exceptionnelle - Rétablissement) : p. 9579 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-58 rectifié** (Assureurs - Contribution exceptionnelle - Instauration) : p. 9580 p. 9582 p. 9583 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-313 rectifié ter** (Cybersécurité - Investissement dans des diagnostics d'audit ou dans des solutions de protection des données - Crédit d'impôt) : p. 9584 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-210 rectifié, n° I-370 rectifié, n° I-1065 rectifié, n° I-356 rectifié ter, n° I-1137 rectifié et n° I-1252** (Grandes et moyennes surfaces et plateformes de e-commerce - Taxation exceptionnelle en faveur des commerces de proximité - Création) : p. 9588 p. 9589 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1138 rectifié et n° I-1136 rectifié** (N° I-1138 rectifié : Entreprises de la grande distribution - Contribution exceptionnelle - Mise en place ; n° I-1136 rectifié : Bénéfices exceptionnels des plus grandes entreprises - Contribution de solidarité nationale) : p. 9590 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-57** (Dispositif du « carry back » - Plafond de déficit reportable - Relèvement) : p. 9591 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-316 rectifié** (TPE - Privilège du Trésor - Renonciation au profit des fournisseurs) : p. 9591 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-649 rectifié, n° I-984 rectifié, n° I-1026, n° I-211 rectifié et n° I-1061** (« Pure players » - Entrepôt de stockage - Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Assujettissement) : p. 9593 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-339 rectifié** (Construction de logements sociaux - Exonération taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Compensation aux communes) : p. 9594 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-169 rectifié** (Centres équestres ou poneys clubs - Entretien des équidés - Aide exceptionnelle) : p. 9595 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-209 rectifié ter** (Multinationales du numérique appelées « GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) » - Taxation - Augmentation) : p. 9596 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-598 rectifié bis** (Relocalisation de l'industrie - Crédit d'impôt « fabriqué en France » - Instauration) : p. 9596 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendement n° I-1170 rectifié** (Groupes fiscaux - Imputation des déficits - Aménagements) : p. 9597 - **Article additionnel après l'article 4 - Amendements n° I-1106 rectifié bis et n° I-985 rectifié bis** (Commande par voie électronique - Livraison - Éco-contribution forfaitaire - Assujettissement) : p. 9599 - **Article 5** (Neutralisation fiscale de la réévaluation libre des actifs) : p. 9600 p. 9601 - **Article additionnel après l'article 5 - Amendement n° I-1243** (Opération d'augmentation de capital - Acquisition de titres de participations - Neutralisation du produit comptable) : p. 9602 - **Article 6** (Étalement de la plus-

value réalisée lors d'une opération de cession-bail d'immeuble par une entreprise) : p. 9602 p. 9603 - **Article 7** (Suppression progressive de la majoration de 25 % des bénéficiaires des entreprises qui n'adhèrent pas à un organisme de gestion agréé) : p. 9604 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendements n° I-167 rectifié et n° I-1088 rectifié bis** (Sociétés agricoles - Fusion fiscalement neutre - Autorisation) : p. 9608 - **Article additionnel après l'article 7 - Amendement n° I-1046** (Crédit d'impôt recherche (CIR) - Suppression) : p. 9608 - **Article 8** (Aménagements du crédit impôt recherche et du crédit impôt innovation) : p. 9610 p. 9611 p. 9612 p. 9613 p. 9614 p. 9615 p. 9616 p. 9617 p. 9618 - **Article additionnel après l'article 8 - Amendements n° I-234 et n° I-235** (Entreprises - Réduction des émissions de gaz à effet de serre - Entreprises - Non-respect - Crédit d'impôt - Suppression/réduction) : p. 9620 - **Article 8 quater (nouveau)** (Abattement exceptionnel applicable aux plus-values immobilières dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire ou d'une grande opération d'urbanisme) : p. 9621 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-188 rectifié** (Nouvel impôt de solidarité sur le capital - Création) : p. 9638

- Rapporteur général de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-899, n° I-302 rectifié bis, n° I-78 rectifié bis et n° I-1240 rectifié ter** (Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Assiette - Élargissement - Modifications diverses) : p. 9643 p. 9646 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-189 rectifié, n° I-897 et n° I-1019** (Prélèvement forfaitaire unique (flat tax) - Suppression) : p. 9647 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-34 rectifié ter** (Directeurs généraux des offices publics de l'habitat - Indemnités de rupture conventionnelle - Charges fiscales et sociales - Exonérations) : p. 9648 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-206 rectifié, n° I-925 rectifié et n° I-1029 rectifié bis** (Dividendes - Taxation et suppression de l'abattement) : p. 9649 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-923 rectifié** (Dividendes - Taxation exceptionnelle) : p. 9649 p. 9650 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1020 rectifié bis** (Dividendes - Taxation additionnelle) : p. 9650 p. 9651 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-190 rectifié et n° I-1067 rectifié** (« Exit tax » - Rétablissement du dispositif antérieur à la loi de finances pour 2019) : p. 9652 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-889 rectifié ter, n° I-195 rectifié bis et n° I-1013 rectifié ter** (Contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR) - Efficacité - Amélioration) : p. 9653 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-193 rectifié** (Encours d'assurance-vie - Prélèvement exceptionnel de solidarité - Instauration) : p. 9654 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-406 rectifié bis** (PEL ouverts à compter de 2021 - Intérêts - Exonération fiscale pendant 4 ans) : p. 9656 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-212 rectifié** (Livret de développement durable et solidaire - Accès aux personnes physiques ou morales soutenant les jeunes agriculteurs) : p. 9656 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-334 rectifié ter et n° I-335 rectifié ter** (Rénovation de logements - Réductions d'impôts - Extension aux locaux commerciaux) : p. 9658 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-39 rectifié bis** (Dispositif Pinel - Prorogation) : p. 9659 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-218 et n° I-32 rectifié bis** (Dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes - Crédit d'impôt - Prorogation/Modifications) : p. 9660 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1039 rectifié** (Incitation à louer les logements vides - Taux de la taxe sur les logements vacants - Augmentation) : p. 9661 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-276 rectifié bis** (Bureaux - Surtaxe - Suppression) : p. 9663 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-425 rectifié** (Bureaux et surfaces de stationnement - Taxes de production - Dégrèvement exceptionnel) : p. 9663 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-150 rectifié bis** (Cession de résidence principale - Exonération sur

les plus-values - Délai - Prolongation) : p. 9664 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-345 rectifié bis, n° I-602 rectifié et n° I-814** (Vente d'un terrain à bâtir - Plus-values - Abattement fiscal - Extension aux communes situées en zones B1) : p. 9665 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-346 rectifié bis, n° I-603 rectifié, n° I-347 rectifié et n° I-813** (Vente d'un terrain à bâtir - Abattement fiscal - Plus-values - Prorogation) : p. 9666 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1081 rectifié** (Zones dites « tendues » - Nouvelle solution de financement du marché du logement - « Fonds logement » - Création) : p. 9667 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1066 rectifié** (Associés ou actionnaires des sociétés immobilières cotées (SIIC) - Impôt sur le revenu - Augmentation) : p. 9667 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1035 rectifié** (Augmentation de l'offre de logement en Île-de-France - Bureaux vacants - Nouvelle taxe - Création) : p. 9669 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendements n° I-635 rectifié ter et n° I-1232 rectifié bis** (Entreprises du secteur de l'hôtellerie - Taxe sur les bureaux en Île-de-France - Exonération temporaire) : p. 9670 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-427 rectifié bis** (Emplacements équipés d'infrastructures de recharge de véhicules électriques - Taxe sur les bureaux - Exonération) : p. 9671 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-1109 rectifié bis** (Incitation à la restauration des logements - Agrandissements - Impôt sur les revenus fonciers - Déductibilité) : p. 9672 - **Article additionnel après l'article 8 quater - Amendement n° I-37 rectifié bis** (Incitation aux travaux d'économie d'énergie - Déficit foncier reportable sur les revenus globaux - Plafond - Doublement) : p. 9673 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-496 rectifié bis** (Épargne salariale - Déblocage exceptionnel - Autorisation) : p. 9674 p. 9675 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-5 rectifié bis** (Jours de compte épargne temps (CET) ou jours de repos - Transfert vers un plan d'épargne d'entreprise - Autorisation) : p. 9676 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-817 rectifié bis** (Entreprises - Provisions pour investissement - Réduction des bénéficiaires imposables - Rétablissement) : p. 9677 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-858 rectifié bis** (Développement des opérations d'actionariat salarié - Rassemblement des actions dans une holding commune - Autorisation) : p. 9677 - **Article additionnel après l'article 8 quinquies - Amendement n° I-860 rectifié bis** (Fonds communs de placements à risques (FCPR) - Structuration - Assouplissement) : p. 9678 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-293 rectifié ter** (Dividendes versés dans un plan d'épargne retraite (PER) - Prélèvement forfaitaire non libérateur - Exonération) : p. 9679 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-298 rectifié bis** (Attractivité du plan d'épargne retraite (PER) - Plus-values immobilières réalisées dans un PER compte-titres sur les parts de société civile en placement immobilier (SCPI) ou d'organisme de placement collectif en immobilier (OPCI) - Exonération) : p. 9680 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-103 rectifié, n° I-815 rectifié et n° I-474 rectifié ter** (Régime fiscal des donations - Rappel fiscal - Abaissement du délai - Modifications (délai - âge du donateur)) : p. 9680 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-605 rectifié bis et n° I-191 rectifié** (Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Barème - Unification) : p. 9682 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-104 rectifié bis** (Droits de donation et de succession pour les familles - Abattement pour les transmissions en ligne directe - Retour au statu quo ante (2012)) : p. 9683 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-606 rectifié bis et n° I-295 rectifié bis** (Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Abattements - Unification) : p. 9684 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-102 rectifié et n° I-825 rectifié** (Transmission d'entreprises - Traitement fiscal - Pacte très long terme - Instauration) : p. 9685 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-856 rectifié bis** (Chefs d'entreprises - Donations au personnel salarié - Extension aux parts sociales et titres) : p. 9686 - **Article additionnel après**

l'article 8 sexies - Amendements n° I-81 rectifié bis et n° I-1104 rectifié ter (Exonération des droits de mutation à titre gratuit - Article 19 de la troisième loi de finances rectificative pour 2020 - Extension aux PME - Doublement du plafond) : p. 9687 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-342 rectifié ter, n° I-549 rectifié, n° I-604 rectifié bis et n° I-812 rectifié** (Donation à un proche - Exonération des droits de mutation - Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA) - Inclusion) : p. 9688 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-918 rectifié** (Exonération des dons aux enfants ou petits-enfants à hauteur de 100 000 euros par bénéficiaire - Suppression) : p. 9688

- **Suite de la discussion** (23 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-793 rectifié bis** (Transmission de la résidence principale - Droits de succession - Exonération) : p. 9702 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-77 rectifié, n° I-538 rectifié et n° I-585** (Stabilité du foncier attaché aux exploitations viticoles - Transmission - Fiscalité - Allègement) : p. 9702 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-473 rectifié ter** (Legs consentis aux petits-enfants - Abattement prévu pour les seules donations - Extension) : p. 9703 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-816 rectifié** (Régime fiscal des donations - Âge maximal du donateur - Réhaussement) : p. 9704 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-1164 rectifié bis** (Déduction des frais d'obsèques - Montant - Augmentation) : p. 9704 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendements n° I-618 rectifié bis et n° I-619 rectifié bis**, (Professionnels de santé décédés des suites de la Covid-19 - Successions - Exonérations diverses) : p. 9705 - **Article additionnel après l'article 8 sexies - Amendement n° I-1199 rectifié** (Dispositif des « dons » des biens meubles mobiliers de l'État ou des organismes publics - Extension aux fondations reconnues d'utilité publique) : p. 9706 - **Article 8 septies (nouveau)** (Exonération de droits de mutation pour les dons et legs à des associations simplement déclarées ayant un but exclusif d'assistance et de bienfaisance) : p. 9706 - **Article additionnel après l'article 8 septies - Amendement n° I-1078 rectifié ter et n° I-1178 rectifié bis** (Fondations reconnues d'utilité publique (FRUP) - Dotations - Régime fiscal - Modifications) : p. 9707 - **Article 9** (Clarification des règles de TVA applicables aux offres composites) : p. 9709 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-818** (TVA sociale - Instauration) : p. 9710 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1031** (Taxe sur la valeur ajoutée - Baisse du taux sur les produits du quotidien - Augmentation du taux sur les produits de luxe) : p. 9712 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-900 et n° I-1032 rectifié** (Quantité d'eau nécessaire pour toute personne physique par an - Exonération de TVA) : p. 9712 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-455 rectifié bis** (Matériel utilisé par les associations agréées de protection civile - Exonération fiscale de la TVA) : p. 9713 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-969 rectifié ter et n° I-1163 rectifié bis** (Groupements d'employeurs (GE) - Services rendus aux associations ou structures non soumises à la TVA - Exonération de TVA) : p. 9714 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-485 rectifié** (Petites associations sportives - Formation - Exonération de TVA) : p. 9715 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1133** (Produits commercialisés en circuit court - Exonération de TVA) : p. 9716 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-360 rectifié** (Produits de biocontrôle - Taux de TVA - Réduction) : p. 9716 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-926** (Produits issus de l'agriculture biologique - Taux de TVA réduit - Application) : p. 9717 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-761 rectifié, n° I-13 rectifié, n° I-758 rectifié, n° I-759 rectifié, n° I-24 rectifié bis et n° I-760 rectifié** (Équidés d'élevage en début de vie - Taux de TVA réduit - Application) : p. 9721 p. 9722 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-1099, n° I-239, n° I-625 rectifié, n° I-875 rectifié, n° I-1074 rectifié, n° I-332 rectifié bis, n° I-331 rectifié bis, n° I-909 rectifié, n° I-305 rectifié,**

n° I-240 et n° I-487 rectifié (Activités de réparation et réemploi - Taux de TVA réduit - Application) : p. 9725 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-626 rectifié et n° I-1038** (Matériaux biosourcés - Taux de TVA réduit) : p. 9726 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-912 rectifié** (Travaux d'entretien de logements utilisant des matériaux biosourcés ou du bois - Taux de TVA réduit) : p. 9727 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-418 rectifié, n° I-470 rectifié bis, n° I-975 rectifié et n° I-702 rectifié** (Bois énergie - Taux de TVA réduit) : p. 9728 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-908 rectifié** (Bois labellisé ou certifié - Taux de TVA réduit) : p. 9729 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-419 rectifié, n° I-976 rectifié, n° I-458 rectifié bis, n° I-913, n° I-701 rectifié et n° I-459 rectifié** (Réseaux de froid renouvelable et réseaux de chaleur renouvelable - Taux de TVA - Alignement) : p. 9731 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-629 rectifié bis, n° I-705 rectifié et n° I-1135** (Produits issus du commerce équitable - Taux de TVA réduit) : p. 9732 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-902 rectifié, n° I-1022, n° I-242 rectifié, n° I-445, n° I-1190 rectifié, n° I-903, n° I-551 rectifié et n° I-241** (Transports publics de voyageurs, services de mobilité partagée, billets de train de transport de personnes - Taux de TVA réduit) : p. 9734 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1037** (Bétons à base de « ciment vert » - Taux de TVA réduit) : p. 9736 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-735 rectifié, n° I-27 rectifié bis, n° I-80 rectifié, n° I-539 rectifié, n° I-586, n° I-742 rectifié bis, n° I-634 rectifié bis, n° I-733 rectifié sexies et n° I-1231** (Secteurs de l'hôtellerie, de la restauration et des cafés bars - Taux réduit de TVA - Instauration temporaire) : p. 9738 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1156 rectifié** (Droits d'entrée dans les musées privés - Taux de TVA réduit) : p. 9740 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-982 rectifié bis** (Chaînes de télévision locales - Dotations versées par les collectivités territoriales - Taux réduit de TVA) : p. 9740 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-182** (Productions des agences de presse - Taux de TVA réduit) : p. 9741 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-128 rectifié** (Ventes de CD, vinyles et téléchargements - Taux de TVA réduit) : p. 9741 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-12 rectifié bis et n° I-236** (Compétition de e-sport - Taux de TVA réduit) : p. 9742 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendements n° I-764 rectifié et n° I-973 rectifié** (Prestations de coiffure et d'esthétique - Taux réduit de TVA) : p. 9743 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1205** (Dispositifs médicaux de diagnostic in vitro de la covid-19 - Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) - Suppression temporaire) : p. 9744 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-970 rectifié** (Produits pour incontinence urinaire - Taux de TVA réduit) : p. 9744 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-971 rectifié** (Couches pour nourrissons - Taux de TVA réduit) : p. 9745 - **Article additionnel après l'article 9 - Amendement n° I-1161 rectifié** (Organismes d'intérêt général en zone de revitalisation rurale - Cotisations patronales de sécurité sociale de la FNAL (Fonds national d'aide au logement) - Exonération) : p. 9745 - **Article 9 ter (nouveau)** (Extension du taux réduit de TVA à l'ensemble des livraisons d'immeubles réalisées en vue de la conclusion d'un bail réel solidaire et à certaines opérations réalisées en amont) : p. 9747 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-1132 rectifié** (Logements locatifs sociaux construits en Corse - Taux de TVA réduit) : p. 9748 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-139 rectifié** (Collectivités locales - Livraison de logements à caractère social - Taux de TVA réduit) : p. 9748 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-431 rectifié, n° I-885 rectifié bis et n° I-1055** (Créations de logements sociaux à partir de la transformation d'immeubles anciens - Taux de TVA réduit) : p. 9749 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-237, n° I-1053, n° I-1092 rectifié, n° I-33 rectifié bis, n° I-238, n° I-887 rectifié bis et n° I-1056** (Ensemble des opérations de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux financés en PLAI et PLU - Taux de TVA réduit) : p. 9751 p. 9752 - **Article additionnel après l'article 9 quater -**

Amendements n° I-155 rectifié ter et n° I-747 rectifié bis (Construction et rénovation de centres de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (Csapa) et de centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (Caarud) - Taux de TVA réduit) : p. 9754 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-152 rectifié ter** (Habitat inclusif destiné aux personnes handicapées et aux personnes âgées - Taux de TVA réduit) : p. 9755 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-748 rectifié bis** (Opérations de construction et de rénovation des maisons d'accueils hospitalières - Taux de TVA réduit) : p. 9755 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-432 rectifié et n° I-886 rectifié bis** (Opérations d'acquisition-amélioration de logements sociaux - Taux de TVA réduit - Élargissement de la définition des opérations éligibles) : p. 9756 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-795 rectifié** (Quartiers prioritaires faisant l'objet d'opérations de renouvellement urbain - Taux de TVA réduit - Périmètre - Élargissement) : p. 9757 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-1167 rectifié, n° I-710 rectifié bis et n° I-888 rectifié** (Logements locatifs intermédiaires - Régime fiscal - Simplification) : p. 9759 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-781 rectifié ter, n° I-916 rectifié ter, n° I-1229 rectifié, n° I-430 rectifié bis, n° I-503 rectifié bis, n° I-884 rectifié bis, n° I-1054 rectifié bis et n° I-725 rectifié** (Travaux de rénovation énergétique - Taux de TVA réduit) : p. 9763 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendements n° I-308 et n° I-883 rectifié** (Bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais - Rénovation des logements - Taux de TVA réduit - Extension) : p. 9765 - **Article additionnel après l'article 9 quater - Amendement n° I-1157 rectifié** (Cabinets d'avocats - Montant de la franchise de TVA - Augmentation) : p. 9766 p. 9767 - **Article 11** (Mise en conformité avec le droit européen du régime de TVA des gains de course hippique) : p. 9768 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendement n° I-421 rectifié** (Prestations des avocats dans le cadre de l'aide juridictionnelle - TVA - Suppression) : p. 9768 - **Article additionnel après l'article 11 - Amendements n° I-1134 rectifié et n° I-475 rectifié** (Dépenses publicitaires des produits alimentaires destinés aux publics jeunes - Taxe en fonction des qualités nutritionnelles - Création) : p. 9770 - **Article 12** (Maintien d'un crédit d'impôt en faveur de l'acquisition et de la pose de systèmes de charge pour véhicule électrique) : p. 9772 p. 9773 p. 9774 - **Article additionnel après l'article 12 - Amendement n° I-449** (Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA) - Contributions des entreprises - Plafond de déductibilité - Relèvement) : p. 9775 - **Article 13** (Simplification de la taxation de l'électricité) : p. 9780 p. 9781 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-7 rectifié** (Régime de la taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) - Régime de la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) - Alignement sur le régime de la TVA) : p. 9783 - **Article additionnel après l'article 13 - Amendement n° I-686 rectifié** (Dispositifs de stockage de l'électricité - Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICPE) - Exonération) : p. 9784 - **Article 14** (Refonte des taxes sur les véhicules à moteur) : p. 9816 p. 9818 p. 9819 p. 9820 p. 9835 p. 9838 p. 9840 p. 9841 p. 9842 p. 9843 p. 9844 p. 9845 p. 9846 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-823** (Flottes des entreprises - Acquisition de véhicules à faibles émissions - Incitation fiscale) : p. 9846 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-187 rectifié et n° I-930 rectifié** (Remboursement des frais de déplacements déductibles de l'impôt - Modulation en fonction des émissions de CO2 et du poids des véhicules) : p. 9847 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-250** (Donneurs d'ordres - Principe d'écotaxe - Soumission) : p. 9848 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-132 rectifié et n° I-727** (Ventes françaises de matériels audio - Taxe - Création) : p. 9850 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-249 et n° I-1034 rectifié** (Dépenses de publicité en faveur de l'achat de véhicules polluants - Taxe - Création) : p. 9851 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-766 rectifié et n° I-765 rectifié** (Tabac à chauffer - Nouvelle

catégorie fiscale - Création) : p. 9852 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-248** (Taxe spéciale sur les conventions d'assurance automobile - Bonus-malus - Instauration) : p. 9854 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-247** (Fiscalité automobile - Poids des véhicules - Prise en compte) : p. 9855 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendement n° I-873 rectifié bis** (Montant de la taxe fixe à l'immatriculation - Augmentation) : p. 9856 - **Article additionnel après l'article 14 - Amendements n° I-251 et n° I-931 rectifié** (Poids lourds - Redevance d'utilisation de l'infrastructure routière - Création) : p. 9857 - **Article 14 ter (nouveau)** (Relèvement de 400 euros à 500 euros du plafond du « forfait mobilités durables » déductible de l'impôt sur le revenu) : p. 9859 p. 9860 p. 9861 - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° I-1159 rectifié** (Véhicules de collection - Taxe sur les certificats d'immatriculation - Allègement) : p. 9861 - **Article additionnel après l'article 14 ter - Amendement n° I-905 rectifié bis** (Employeur du secteur public ou privé - Forfait mobilités durables - Obligation) : p. 9863 - **Article 15** (Renforcement des incitations à l'utilisation d'énergies renouvelables dans les transports) : p. 9867 p. 9868 p. 9870 p. 9871 p. 9872 p. 9873 p. 9874 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-697 rectifié, n° I-180 rectifié bis, n° I-327 rectifié bis, n° I-154 rectifié, n° I-617 rectifié bis, n° I-986 rectifié, n° I-872 rectifié bis et n° I-1114 rectifié** (Déploiement d'un nouveau combustible - Incitation fiscale) : p. 9877 p. 9878 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-42 rectifié, n° I-583 rectifié et n° I-1143 rectifié bis** (Électricité autoproduite par les projets d'autoconsommation collective - TICFE - Exonération) : p. 9879 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1005 rectifié bis** (Concessions hydroélectriques exploitées sous le régime des « délais glissants » - Assiette basée sur les recettes au lieu des bénéfices - Redevance) : p. 9880 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-863 rectifié bis** (Compagnies maritimes de transport international de passagers et fret - Cotisations - Exonération) : p. 9880 p. 9881 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-694 rectifié bis, n° I-717 rectifié et n° I-979 rectifié ter** (Soutien à la filière du biogazole - Majoration de la comptabilisation des esters méthyliques d'acides gras (EMAG) - Prolongation) : p. 9882 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-40 rectifié ter, n° I-454 rectifié bis, n° I-1004 rectifié bis et n° I-41 rectifié** (Services départementaux d'incendie et de secours - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération) : p. 9883 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1182 rectifié** (Paquebots de croisière - Taxe intérieure sur les produits énergétiques - Exonération - Suppression) : p. 9884 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-1185** (Associations d'intérêt général ou d'utilité publique - TICPE - Exonération) : p. 9885 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendement n° I-65** (Entreprises - Acquisition de véhicules poids lourds moins polluants - Taux de réduction - Augmentation) : p. 9886 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-499 rectifié et n° I-66** (Compagnies aériennes - Renouvellement de la flotte actuelle - Incitations fiscales) : p. 9888 p. 9889 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-450, n° I-1202 rectifié et n° I-1203** (Cession de bateaux de navigation intérieure - Plus-values - Exonération totale) : p. 9890 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-730, n° I-938 rectifié et n° I-939** (Secteur aérien - Aviation civile, d'affaires et transport privé - Écocontribution - Augmentation) : p. 9891 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-469 rectifié, n° I-500 rectifié bis et n° I-774 rectifié bis** (Entreprises de transport aérien - Taxes perçues sur les billets - TVA - Suppression) : p. 9893 - **Article additionnel après l'article 15 - Amendements n° I-932, n° I-253, n° I-252, n° I-1218, n° I-928 et n° I-320 rectifié** (Financement de l'Agence de financement des infrastructures de transports de France (AFITF) - Contribution du transport routier de marchandises - Instauration - Taxe due par les concessionnaires d'autoroute - Augmentation) : p. 9896 - **Article 15 bis (nouveau)** (Augmentation du tarif de la TICPE applicable à l'essence utilisée pour l'aviation de tourisme privée) : p. 9898 - **Article**

15 ter (nouveau) (Conditions d'application du tarif de TICPE aux entreprises du secteur extractif à compter du 1er juillet 2021) : p. 9898 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° I-689 rectifié** (Transporteurs routiers de marchandises - Diminution du remboursement de la taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE) - Report) : p. 9899 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° I-687 rectifié** (Carburants « sous conditions d'emploi » - Tarif réduit de taxe intérieure sur la consommation de produits énergétiques (TICPE) - Report) : p. 9899 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° I-534 rectifié bis** (Taxation du carburant utilisé - Liste de matériels classés selon leurs caractéristiques - Suppression) : p. 9900 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendement n° I-9 rectifié bis** (Entreprises produisant des substances minérales solides - Réduction supplémentaire) : p. 9900 - **Article additionnel après l'article 15 ter - Amendements n° I-174 rectifié bis et n° I-533 rectifié bis** (Article 265 B bis du code des douanes - Rédaction initiale - Rétablissement) : p. 9901 - **Article 15 quater (nouveau)** (Actualisation du tarif de TICGN pour l'usage combustible du gaz naturel applicable à compter du 1er janvier 2021) : p. 9903 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° I-698 rectifié** (Compagnies aériennes - Utilisation des biocarburants aéronautiques - Déduction fiscale) : p. 9904 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-1219, n° I-934 et n° I-1033** (« Vols intérieurs » - Exonération de taxe intérieure de consommation - Suppression) : p. 9905 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° I-479 rectifié ter** (Émissions d'ammoniac - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Soumission) : p. 9906 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-478 rectifié quater et n° I-1181 rectifié** (Assiette de la redevance pollution diffuse - Azote de synthèse - Inclusion) : p. 9907 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-99 rectifié, n° I-123 rectifié, n° I-651 rectifié bis, n° I-947 rectifié et n° I-465 rectifié ter** (Redevance pour pollutions diffuses - Extension aux micropolluants) : p. 9910 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendement n° I-1179 rectifié** (Exploitants agricoles - Déplafonnement du remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel (TICGN) - Suppression) : p. 9910 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-85 rectifié, n° I-105 rectifié, n° I-622 rectifié et n° I-376 rectifié** (Collectivités territoriales ou leurs groupements ayant adopté un plan climat-air-énergie territorial - Fraction du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Bénéfice) : p. 9912 - **Article additionnel après l'article 15 quater - Amendements n° I-232 rectifié bis et n° I-444 rectifié** (Communautés de communes - Fraction du produit de la TICPE revenant à l'État - Attribution) : p. 9913

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2020 - Commission mixte paritaire [n° 136 (2020-2021)]** - (24 novembre 2020) - **Discussion générale** : p. 9923

- **Projet de loi de finances pour 2021 [n° 137 (2020-2021)]**

Première partie :

- (24 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-569 et n° I-906 rectifié** (Produits en plastique à partir de résine vierge - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) en amont - Instauration) : p. 9954 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-787 rectifié bis** (État d'urgence sanitaire - Collectivités territoriales - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Exonération) : p. 9955 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-788 rectifié bis** (Crise sanitaire - Surproduction de déchets - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Absence de pénalité) : p. 9956 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-119 rectifié et n° I-576** (État d'urgence sanitaire - Collectivités territoriales - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Exonération) : p. 9956 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-115 rectifié et n° I-572** (Collectivités territoriales - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)

- Déchets résiduels - Franchise annuelle) : p. 9957 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-118 rectifié et n° I-575** (Résidus issus d'unités de préparation de combustibles solides de récupération (CSR) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Exonération) : p. 9957 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-700 rectifié** (Combustibles solides de récupération (CSR) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Exonération - Gaz - Intégration) : p. 9958 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-117 rectifié et n° I-574** (Résidus à haut pouvoir calorifique inférieur (PCI) - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réfaction - Élargissement) : p. 9963 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-179 rectifié ter et n° I-466 rectifié** (Collectivités d'outre-mer - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Augmentation - Suspension) : p. 9965 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-121 rectifié et n° I-577** (Rendement énergétique - Modalités de calcul - Assouplissement) : p. 9966 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-571, n° I-624 rectifié et n° I-907 rectifié** (Collectivités territoriales - Déchets - Réduction du stockage - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Réfaction - Création) : p. 9967 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-786 rectifié bis** (Déchets - Taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) - Affectation des recettes) : p. 9968 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendements n° I-1002 rectifié et n° I-1003 rectifié** (Prime pour la conversion des véhicules - Conditions d'éligibilité - Assouplissement) : p. 9969 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-1068** (Taxe sur la détention de grands navires de plaisance - Augmentation) : p. 9970 - **Article additionnel après l'article 15 quinquies - Amendement n° I-782 rectifié bis** (Entreprises - Acquisition ou location de flottes de vélos pour leurs salariés - Aide fiscale - Augmentation) : p. 9970 - **Article 16** (Suppression de taxes à faible rendement) : p. 9972 p. 9974 p. 9975 p. 9976 p. 9977 p. 9978 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-258** (Taxe sur le résultat des entreprises ferroviaires (TREF) - Contribution de solidarité territoriale (CST) - Suppression) : p. 9979 - **Article additionnel après l'article 16 - Amendement n° I-910 rectifié** (Taxe additionnelle annuelle sur les surfaces de stationnement - Extension à l'ensemble du territoire) : p. 9980 - **Article 16 bis (nouveau)** (Modification des taxes versées par les candidats au permis de conduire des bateaux de plaisance à moteur) : p. 9981 - **Article additionnel après l'article 16 bis - Amendement n° I-1095 rectifié** (Éoliennes - Taxe - Zones économiques exclusives - Extension) : p. 9981 - **Article additionnel après l'article 17 - Amendements n° I-177 rectifié, n° I-357 rectifié, n° I-532 rectifié et n° I-981 rectifié ter** (Épargne en coopérative - Départ de l'associé coopérateur - Possibilité de transfert) : p. 9982 p. 9983 - **Article 18** (Suppression du caractère obligatoire de l'enregistrement de certains actes de société) : p. 9983 - **Article additionnel après l'article 19 - Amendement n° I-933** (Directive européenne « Eurovignette 3 » - Application) : p. 9984 - **Article 20** (Prorogation du taux de l'intérêt de retard et de l'intérêt moratoire) : p. 9984 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-943** (Taxe sur les transactions financières (TTF) - Taux - Augmentation) : p. 9987 - **Article additionnel après l'article 20 - Amendement n° I-732** (Procédure d'abus de droit - Encadrement) : p. 9988 - **Article 21** (Modernisation des contributions à l'AMF) : p. 9990 p. 9991 - **Article 21 bis (nouveau)** (Entrée en vigueur au 1er juillet 2021 du dispositif d'indexation du prix des prestations de transport frigorifique en coordination avec la suppression du tarif réduit de TICPE applicable au gazole non routier (GNR)) : p. 9991 - **Article additionnel après l'article 21 bis - Amendement n° I-871 rectifié** (Filière conchylicole - Redevance d'occupation du domaine public - Suspension temporaire) : p. 9992 - **Article 22** (Fixation pour 2021 de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des variables d'ajustement) : p. 9994 p. 9997 p. 9998 p. 9999 p. 10000 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-662** (Dotation globale de fonctionnement - Clause de non régression) : p. 10001 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-160 rectifié** (Très petites

communes - Dotation particulière élu local (DPEL) - Bénéfice automatique) : p. 10001 p. 10002 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-70 rectifié** (Cotisations sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Pertes de recettes - Mécanisme de compensation - Instauration) : p. 10012 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendements n° I-646 rectifié ter et n° I-994 rectifié bis** (Finances des départements - Clause de sauvegarde - Création) : p. 10017 p. 10018 p. 10019 - **Article additionnel après l'article 22 - Amendement n° I-714 rectifié bis** (Péréquation horizontale des départements - Département des Alpes-Maritimes - Gel de la contribution) : p. 10021 - **Article 22 bis (nouveau)** (Réforme des modalités de calcul et d'évolution des fractions de TVA revenant aux collectivités locales dans le cadre de la réforme de la taxe d'habitation sur les résidences principales) : p. 10025 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-266 rectifié et n° I-667 rectifié** (Taxe d'habitation - Suppression - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Taxe spéciale d'équipement (TSE) - Contribution fiscalisée des syndicats - Modalités de calcul - Modifications - Compensation par l'État) : p. 10029 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-15 rectifié ter, n° I-361 rectifié septies, n° I-554 rectifié, n° I-803 et n° I-956 rectifié bis** (Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence) : p. 10031 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-16 rectifié bis, n° I-264 rectifié, n° I-804 et n° I-957 rectifié** (Taxe d'habitation - Suppression - Compensation - Taux de référence) : p. 10032 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendements n° I-643 rectifié quinquies, n° I-991 rectifié bis et n° I-668 rectifié** (Fraction de TVA affectée aux départements, à la ville de Paris et à la métropole de Lyon - Modification de l'assiette) : p. 10033 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-263 rectifié** (Ticket modérateur applicable aux communes et EPCI) : p. 10034 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-192 rectifié** (Taxe d'habitation - Suppression - Report) : p. 10034 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-28 rectifié ter** (Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) à fiscalité additionnelle - Taxe d'habitation - Suppression - Compensation) : p. 10035 - **Article additionnel après l'article 22 bis - Amendement n° I-365 rectifié sexies** (Syndicats de commune - Financement - Taxe d'habitation - Suppression - Conséquences - Neutralisation) : p. 10036 - **Article 22 ter (nouveau)** (Compensation par l'attribution d'une fraction de tarif de la TICPE de transferts de compétences à la Collectivité européenne d'Alsace) : p. 10038 - **Article additionnel après l'article 22 ter - Amendement n° I-1175** (Fonds départementaux de péréquation - Garantie des montants) : p. 10039 - **Article additionnel après l'article 22 ter - Amendement n° I-1217 rectifié bis** (Communes forestières - Crise des scolytes - Fonds d'amorçage - Création) : p. 10039 - **Article 23** (Évaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'État au profit des collectivités territoriales) : p. 10042 p. 10043 p. 10044 p. 10045 - **Article 23 bis (nouveau)** (Institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État en faveur de certains contributeurs au Fonds national de garantie individuelle de ressources (FNGIR) ayant subi une contraction de leurs bases de cotisation foncière des entreprises) : p. 10048 p. 10049 - **Article 23 ter (nouveau)** (Institution d'un prélèvement sur les recettes de l'État en faveur des bénéficiaires du fonds de péréquation des départements) : p. 10049 p. 10050 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendement n° I-627 rectifié ter** (Collectivités territoriales - Opérations d'investissement - Location de biens - TVA - Remboursement) : p. 10051 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-10 rectifié bis, n° I-641 rectifié ter et n° I-990 rectifié** (Collectivités territoriales - Parc automobile - Renouvellement - Location longue durée (LDD) - FCTVA - Bénéfice) : p. 10052 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendements n° I-21 rectifié bis, n° I-557, n° I-964 rectifié, n° I-19 rectifié, n° I-596, n° I-962 rectifié, n° I-20 rectifié, n° I-265 et n° I-963 rectifié** (Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Année de versement) : p. 10057 - **Article additionnel après l'article 23 ter - Amendement n° I-763 rectifié bis** (Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel - Maîtrise

d'ouvrage - Dévolution - Collectivités territoriales - Fonds de compensation pour la TVA - Inclusion) : p. 10058 p. 10059

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2020) - **Article 24** (Mesures relatives à l'ajustement des ressources affectées à des organismes chargés de missions de service public) : p. 10070 p. 10073 p. 10074 p. 10075 p. 10080 p. 10082 p. 10083 p. 10084 p. 10085 p. 10086 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-849 rectifié** (Droit à l'image collective (DIC) pour les sportifs professionnels) : p. 10088 p. 10089 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-1211** (Pouvoir de contrôle de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) - Assujettis du secteur de l'assurance) : p. 10089 - **Article additionnel après l'article 24 - Amendement n° I-448** (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Part de TICPE) : p. 10090 - **Article 24 bis (nouveau)** (Taxe pour frais des chambres d'agriculture et restructuration du réseau - Clarification) : p. 10090 - **Article 24 ter (nouveau)** (Annulation de la taxe sur les spectacles de variétés) : p. 10091 - **Article 25** (Intégration au budget de l'État du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM)) : p. 10092 - **Article additionnel après l'article 25 - Amendement n° I-273** (Prévention des aléas climatiques (IPAC) - Crédit d'impôt - Création) : p. 10093 - **Article additionnel après l'article 26 - Amendements n° I-1239 rectifié ter, n° I-630 rectifié ter, n° I-1082 rectifié bis, n° I-631 rectifié ter, n° I-1165 rectifié ter et n° I-1166 rectifié ter** (Contribution à l'audiovisuel public - Suppression) : p. 10095 - **Article 27** (Actualisation et reconduction du dispositif de garantie des ressources de l'audiovisuel public (compte de concours financiers « Avances à l'audiovisuel public ») et stabilisation du tarif de la contribution à l'audiovisuel public (CAP)) : p. 10096 p. 10097 - **Article 28** (Suppression du compte d'affectation spéciale « Services nationaux de transports conventionnés de voyageurs », CAS SNTCV) : p. 10098 - **Article additionnel après l'article 28 - Amendement n° I-1209** (Prélèvement sur les rémunérations des contrôleurs aériens - Recouvrement et affectation) : p. 10098 - **Article 30** (Relations financières entre l'État et la sécurité sociale) : p. 10099 - **Article 32 et état A annexé** (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois) : p. 10148 - **Article liminaire** (Prévisions de solde structurel et de solde effectif de l'ensemble des administrations publiques de l'année 2021, prévisions d'exécution 2020 et exécution 2019) : p. 10150

Seconde partie :

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (26 novembre 2020) : p. 10186 p. 10187

Plan de relance - État B

- (26 novembre 2020) : p. 10199 p. 10200 p. 10201 p. 10204 p. 10205 p. 10206 p. 10207 p. 10208 p. 10209 p. 10210 p. 10211 p. 10212 p. 10213 p. 10214 p. 10233 p. 10237 p. 10238 p. 10239 p. 10241 p. 10243 p. 10244 p. 10245 p. 10246 p. 10247 p. 10248 p. 10251 p. 10252 p. 10253 p. 10254 p. 10255 p. 10256 p. 10257 p. 10258 p. 10259 p. 10260 p. 10261 p. 10262 p. 10263 p. 10264 p. 10265 p. 10266 p. 10267 p. 10268 p. 10269 p. 10270 p. 10271 p. 10272 p. 10273 p. 10275 p. 10276 p. 10277 p. 10278 p. 10279 p. 10280 p. 10281 p. 10282 p. 10283

Direction de l'action du Gouvernement - État B

- (28 novembre 2020) : p. 10511

Plan de relance - Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article 56** (Mise en œuvre de la subvention exceptionnelle versée à France compétences) : p. 10567 p. 10568 - **Article 56 ter (nouveau)** (Adaptation de la prime de rénovation énergétique) : p. 10571 - **Article 56 quinquies (nouveau)** (Dérogation au principe de séparation de la conception et de la réalisation des travaux pour des opérations de rénovation énergétique financées par la mission « Plan de relance ») : p. 10572 - **Article 56 sexies (nouveau)** (Mise en œuvre de contreparties aux aides apportées par la mission « Plan de relance ») : p. 10573 p. 10574

p. 10575 p. 10576 p. 10577 p. 10578 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendement n° II-207** (Soutien financier de l'État aux entreprises - Subordination au respect d'engagements sur le plan climatique) : p. 10579 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendements n° II-240 rectifié, n° II-254 rectifié bis et n° II-385 rectifié** (Soutien financier public aux entreprises - Subordination à des engagements sur les plans sociétal, environnemental ou énergétique) : p. 10580 p. 10581 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendement n° II-244 rectifié** (Aides aux maires accordant des permis de construire - Subordination à des exigences environnementales) : p. 10582 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendement n° II-245 rectifié** (Revitalisation des friches - Subventions - Subordination au respect de performances techniques et environnementales) : p. 10583 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendements n° II-289 rectifié et n° II-367** (Réhabilitation des friches urbaines et industrielles - Aides de l'État - Subordination à la construction de logements sociaux) : p. 10583 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendement n° II-368** (Octroi d'aides de l'État - Subordination à l'interdiction de licenciement pour les grandes entreprises) : p. 10584 - **Article additionnel après l'article 56 sexies - Amendement n° II-369** (Octroi de toute aide à une grande entreprise - Subordination à la non distribution de dividendes en 2020 et 2021) : p. 10586 - **Article 56 octies (nouveau)** (Comité national de suivi du plan de relance) : p. 10587 p. 10588 - **Article additionnel après l'article 56 octies - Amendement n° II-317 rectifié** (Économie de proximité - Fonds dédié au soutien des actions collectives de transformation numérique - Gestion par la Caisse des dépôts et consignations (CDC)) : p. 10588 - **Article additionnel après l'article 56 octies - Amendement n° II-296 rectifié bis** (Inclusion numérique - Caisse des dépôts et consignations - Appui au dispositif « Conseillers numériques ») : p. 10589

Plan d'urgence face à la crise sanitaire

- (28 novembre 2020) - **Article additionnel après l'article 56 octies - Amendement n° II-770 rectifié** (Comité de suivi et d'évaluation des mesures d'urgence - Compétences et composition - Ajustements) : p. 10589 - **Article additionnel après l'article 56 octies - Amendement n° II-375 rectifié** (Chômage partiel, fonds de solidarité et participations de l'État au capital d'entreprises - Subordination à l'adoption d'un bilan carbone renforcé et d'une stratégie climat) : p. 10590 - **Article additionnel après l'article 56 octies - Amendement n° II-377 rectifié** (Grandes entreprises - Bénéfice des aides publiques d'urgence - Subordination à l'interdiction de versement de dividendes de licenciements) : p. 10591

Solidarité, insertion et égalité des chances - État B

- (30 novembre 2020) : p. 10674

Compte d'affectation spéciale : pensions - État D

- (5 décembre 2020) - **Article 37** (Plafonds des autorisations d'emplois de l'État) : p. 11294 - **Article 38** (Plafonds des emplois des opérateurs de l'État) : p. 11296 p. 11298 p. 11301 p. 11302 - **Article 39** (Plafonds des emplois des établissements à autonomie financière) : p. 11303 - **Article 40** (Plafonds des emplois de diverses autorités publiques) : p. 11304 - **Article 41** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) : p. 11307

Articles non rattachés

- (5 décembre 2020) - **Article 42 A (nouveau)** (Extension aux entreprises faisant l'objet d'une procédure de conciliation de deux mécanismes fiscaux) : p. 11308 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1265 rectifié bis** (Sportifs de haut-niveau - Entreprises - Mécénat) : p. 11309 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendements n° II-187 rectifié ter et n° II-1264 rectifié ter** (Attractivité du mécénat - Incitation fiscale - Renforcement) : p. 11309 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendements n° II-1266 rectifié bis, n° II-1267 rectifié bis et n° II-1268 rectifié ter** (Mécénat sportif - Incitation fiscale) : p. 11311 - **Article**

additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1199 rectifié (Entreprises - Lutte contre les écarts excessifs de revenus - Régulation fiscale) : p. 11312 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1198 rectifié** (Taxe sur les salaires - Tranche supérieure - Rétablissement) : p. 11312 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1406 rectifié** (Grandes surfaces commerciales - Taxe sur les surfaces commerciales - Majoration) : p. 11313 - **Article additionnel après l'article 42 A - Amendement n° II-1373 rectifié bis** (Conseil des prélèvements obligatoires - Rapport annuel - Indicateur global de fiscalité de production) : p. 11313 - **Article 42 B (nouveau)** (Prolongation du DEFI forêt) : p. 11318 p. 11319 - **Article additionnel après l'article 42 B - Amendement n° II-423 rectifié** (Forêt française - Petites parcelles - Travaux d'entretien - Incitation fiscale) : p. 11320 - **Article additionnel après l'article 42 B - Amendement n° II-1303** (Associations foncières pastorales - Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB) - Dégrèvement) : p. 11320 - **Article 42 C (nouveau)** (Prorogation jusqu'en 2023 de la réduction d'IR à raison des travaux de réhabilitation dans les départements et collectivités d'outre-mer) : p. 11321 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1447 rectifié** (Investissements réalisés outre-mer - Recours aux sociétés par actions (SA ou SAS) - Autorisation) : p. 11322 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1002 rectifié bis** (Tahiti et Nouvelle-Calédonie - Logements sociaux - Travaux de rénovation ou de réhabilitation - Incitation fiscale) : p. 11322 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-957 rectifié bis** (Collectivités d'outre-mer à autonomie fiscale - Parc social - Désamiantage - Incitation fiscale) : p. 11323 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1317 rectifié bis** (La Réunion - Logements financés par les prêts locatifs sociaux (PLS) - Augmentation) : p. 11323 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1223 rectifié** (Départements outre-mer (DOM) - Logements hors zone quartiers de la politique de la ville (zone QPV) - Crédit d'impôt - Extension) : p. 11324 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1012 rectifié bis** (Outre-mer - Organismes d'habitations à loyer modéré (HLM) - Investissements dans les logements neufs - Crédit d'impôt - Prolongation) : p. 11324 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendements n° II-1005 rectifié bis et n° II-1006 rectifié bis** (Secteur aéronautique - Réduction générale dégressive des cotisations de retraite complémentaire - Bénéfice) : p. 11325 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1222 rectifié** (Octroi de mer - Seuil assujettissement - Réhaussement) : p. 11326 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-998 rectifié bis** (Guadeloupe, La Réunion, Guyane, Martinique et Mayotte - Exécutifs régionaux - Bénéficiaires des exonérations d'octroi de mer - Information) : p. 11327 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-999 rectifié bis** (Octroi de mer - Déduction - Condition) : p. 11327 - **Article additionnel après l'article 42 C - Amendement n° II-1001 rectifié bis** (Outre-mer - Plafonds de ressources applicables aux logements financés en logements locatifs sociaux (LLS) et en prêts locatifs sociaux (PLS) - Rapport au Parlement) : p. 11327 - **Article 42 D (nouveau)** (Création d'une réduction d'impôt sur les sociétés au titre des investissements productifs réalisés dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie) : p. 11333 - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendement n° II-324** (Investissement dans les entreprises corses - Incitation fiscale) : p. 11334 - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendement n° II-327** (Dotations de continuité territoriale (DCT) - Collectivité de Corse - Affectation aux infrastructures de transport - Obligation) : p. 11334 - **Article additionnel après l'article 42 D - Amendements n° II-325 et n° II-905 rectifié bis** (Investissements en Corse - Crédit d'impôt - Report de la date d'achèvement des travaux) : p. 11335 - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-129 rectifié** (Lutte contre la fraude et l'évasion fiscales - Arbitrage de dividendes - Modification et contrôle) : p. 11336 p. 11337 - **Article additionnel après l'article 42 E - Amendement n° II-1316 rectifié ter** (Petites et moyennes entreprises - Impôt sur la fortune immobilière (IFI) - Création) : p. 11341 - **Article 42 F (nouveau)** (Prolongation d'un an du renforcement

temporaire du taux de la réduction d'impôt « Madelin » : p. 11343 p. 11344 p. 11345 - **Article 42 G (nouveau)** (Prolongation d'un an du renforcement temporaire du taux de la réduction d'impôt pour les investissements au sein des foncières solidaires chargées d'un service économique d'intérêt général) : p. 11345 - **Article 42 H (nouveau)** (Majoration temporaire du mécanisme de plafonnement des réductions d'impôt pour les investissements solidaires) : p. 11346 - **Article additionnel après l'article 42 H - Amendement n° II-1204 rectifié** (Entreprises solidaires agissant sur la transaction énergétique - Dispositif d'incitation à l'actionnariat solidaire IR PME ESUS - Bénéfice) : p. 11347 - **Article additionnel après l'article 42 H - Amendement n° II-1203 rectifié** (Entreprises solidaires à prépondérance immobilière - Taux des droits d'enregistrement - Réduction) : p. 11347 - **Article 42 I (nouveau)** (Élargissement du champ des secteurs éligibles au FIP-DOM et rehaussement du plafond de concentration géographique) : p. 11348 p. 11349 - **Article 42 L (nouveau)** (Élargissement du champ d'intervention des SOFICA au financement des activités de distribution cinématographique) : p. 11350 - **Article 42 M (nouveau)** (Prorogation jusqu'au 31 décembre 2023 du crédit d'impôt pour dépenses d'équipements de l'habitation principale en faveur de l'aide aux personnes) : p. 11351 - **Article additionnel après l'article 42 M - Amendement n° II-1224** (Dispositif du crédit « autonomie » - Élargissement aux personnes âgées) : p. 11351 - **Article 42 N (nouveau)** (Élargissement du crédit d'impôt cinéma aux dépenses de production d'adaptation audiovisuelle de spectacles) : p. 11352 - **Article additionnel après l'article 42 O - Amendement n° II-1047 rectifié** (Collectivité de Corse - Taxe spécifique sur les résidences secondaires) : p. 11353 - **Article 42** (Exonération de contribution économique territoriale en cas de création ou extension d'établissement) : p. 11355 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-1008 rectifié et n° II-1009 rectifié** (Contrat PEL/CEL - Dispositif d'exonération d'impôt sur le revenu - Rétablissement) : p. 11356 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1031** (Exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties agricoles - Notion de « serrage des récoltes » - Précision) : p. 11357 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1030** (Regroupements d'exploitants agricoles - Exonération permanente de taxe foncière sur les propriétés bâties) : p. 11357 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-83 rectifié** (Communes signataires de la convention « Opération de revitalisation de territoire (ORT) » - Rénovation des locaux commerciaux - Exonération de taxe foncière pour les travaux de rénovation énergétique - Bénéfice) : p. 11358 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1313** (Constructions neuves de logements sociaux - Exonération de taxe foncière - Remplacement par un dégrèvement) : p. 11359 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-76 rectifié** (Non-résidents établis hors de France pour des raisons professionnelles - Taxe d'habitation sur les résidences secondaires - Dégrèvement de majoration) : p. 11364 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-107 rectifié bis et n° II-427 rectifié ter** (Établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux privés non lucratifs - Taxe d'habitation - Exonération) : p. 11365 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-564** (Contribution économique territoriale (CET) - Abondement - Taxe sur les actifs financiers des entreprises assujetties - Création) : p. 11366 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-617 rectifié** (Secteur de l'hôtellerie - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) - Exonération temporaire) : p. 11367 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-758, n° II-1329, n° II-88 rectifié, n° II-226 rectifié bis et n° II-947 rectifié** (Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Taux - Augmentation) : p. 11368 p. 11369 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-565 et n° II-1231** (Départements - Droits de mutation à titre onéreux (DMTO) - Transactions supérieures au million d'euros - Taux - Augmentation) : p. 11371 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1439 rectifié** (Collectivités territoriales - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) incitative - Incitation) : p. 11372 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1346 rectifié** (Dépenses

publiques des collectivités - Versement du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) - Contemporanéité) : p. 11372 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-754** (Deuxième fraction de la dotation de solidarité rurale, dite « DSR péréquation » - Calcul - Critère de taux de logements sociaux - Intégration) : p. 11374 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1358 rectifié** (Fonds de péréquation intercommunal - Progressivité du coefficient logarithmique de répartition - Renforcement) : p. 11374 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1324** (Versement mobilité à Paris et dans les Hauts-de-Seine - Taux - Augmentation) : p. 11375 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-932 rectifié** (Redevance d'enlèvement des ordures ménagères (REOM) - Prélèvement par la collectivité assurant la collecte des déchets - Facilitation) : p. 11376 p. 11377 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-1094 rectifié** (Achat de meubles neufs - Utilisation d'une partie du plan épargne logement (PEL) - Autorisation) : p. 11377 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-109 rectifié** (Taxe foncière sur les usagers, résidents et patients et les organismes privés non lucratifs qui les soignent - Réforme - Impact - Appréciation) : p. 11378 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-426 rectifié bis, n° II-1227 et n° II-1452 rectifié** (Article 196 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020 - Abrogation) : p. 11379 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-238, n° II-239 et n° II-237** (Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Reliquat - Exonération) : p. 11380 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-425 rectifié bis** (Fonds national de péréquation - Impact d'une baisse de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises - Rapport au Parlement) : p. 11381 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendements n° II-1397 rectifié et n° II-1428 rectifié** (Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Franchise de 3 000 €) : p. 11382 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-671 rectifié bis** (Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Entreprises visées par les mesures de fermetures administratives - Réduction) : p. 11382 - **Article additionnel après l'article 42 - Amendement n° II-606 rectifié** (Crédit d'impôt à la numérisation - PME - Création) : p. 11383 - **Article 42 bis (nouveau)** (Suppression de la taxe sur les opérations funéraires) : p. 11384 - **Article additionnel après l'article 42 bis - Amendement n° II-555 rectifié** (Autorités organisatrices de la mobilité - Covid-19 - Baisse des recettes - Rapport au Parlement) : p. 11384 - **Article 42 ter (nouveau)** (Augmentation de l'abattement forfaitaire applicable à la taxe de séjour forfaitaire) : p. 11385 - **Article 42 quater (nouveau)** (Modification de la date limite de délibération pour la taxe de séjour) : p. 11385 - **Article 42 quinquies (nouveau)** (Suppression du plafond spécifique de taxe de séjour applicable aux hébergements sans classement ou en attente de classement) : p. 11385 p. 11387 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements n° II-75 rectifié ter, n° II-118 rectifié bis et n° II-1333** (Location de biens meubles ou de biens meublés - Déclenchement de paiement des cotisations sociales - Seuil identique) : p. 11388 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements n° II-401 rectifié ter et n° II-646 rectifié** (Taxe de séjour forfaitaire - Remplacement par la taxe de séjour « au réel ») : p. 11390 p. 11391 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendements n° II-630 rectifié ter, n° II-804 rectifié ter et n° II-1205** (Installation de nouvelles antennes de téléphone mobile en zone de montagne - Exemption d'IFER « mobile » - Prorogation) : p. 11392 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendement n° II-1345 rectifié bis** (Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Plafonnement - Approche environnementale) : p. 11393 - **Article additionnel après l'article 42 quinquies - Amendement n° II-1453 rectifié ter** (Imposition forfaitaire sur les réseaux mobiles (IFER) - Dimension environnementale - Intégration) : p. 11394 - **Article additionnel après l'article 42 sexies - Amendement n° II-1395** (Employeurs ayant conclu un accord de télétravail - Versement transport - Exonération) : p. 11394 - **Article 42 septies (nouveau)** (Non-application de plusieurs mécanismes de correction aux impositions qui ne sont pas assises sur les bases de taxe foncière sur les propriétés bâties prévus par la

réforme de la taxe d'habitation et actualisation des plafonds de revenus pour bénéficier de l'allègement de contribution à l'audiovisuel public): p. 11396 - **Article 42 octies (nouveau)** (Maintien du régime d'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties pour les immeubles d'État sur lesquels ont été délivrés des titres constitutifs de droits réels): p. 11396 - **Article additionnel après l'article 42 octies - Amendement n° II-1274 rectifié bis** (Cigéo, projet de centre de stockage en couche géologique profonde pour les déchets radioactifs - Modèle fiscal - Définition): p. 11397 p. 11398 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-622 rectifié** (Régime des plus-values de cessions immobilières - Réforme): p. 11400 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1330 rectifié** (Logements vacants - Taxe - Doublement): p. 11401 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1233 rectifié et n° II-1408 rectifié** (Logements vacants et résidences secondaires - Taxation - Alignement): p. 11402 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1297 rectifié** (Logements vacants - Communes de plus de 50 000 habitants - Surtaxe - Mise en place): p. 11403 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-967 rectifié sexies, n° II-1427 rectifié quater et n° II-1466 rectifié ter** (Revente d'un terrain à bâtir - Régime de TVA sur la marge - Clarification): p. 11404 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1270 rectifié et n° II-1356 rectifié bis** (Cession des participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière - Assiette du droit d'enregistrement - Calcul - Modification): p. 11405 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-81 rectifié** (Maisons de santé pluriprofessionnelles (structures privées) - Taxe foncière sur les propriétés bâties - Exonération): p. 11405 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1097 rectifié bis** (Immeubles des quartiers prioritaires de la politique de la ville - Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Exonération - Prorogation): p. 11406 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1281 rectifié bis** (Logements intermédiaires - Dispositifs d'avantages fiscaux - Modifications): p. 11407 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-862 rectifié bis et n° II-1218** (Démolition-reconstruction de logements locatifs sociaux dans le cadre d'une convention ANRU - Taxe foncière - Liberté de choix des élus): p. 11408 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-860 rectifié, n° II-861 rectifié et n° II-1210** (Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Convention d'abattement - Date limite de signature - Report): p. 11409 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1176 rectifié** (Infrastructures de transport - Hausse des valeurs immobilières - Taxes existantes - Revalorisation): p. 11410 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1066 rectifié bis et n° II-1217 rectifié** (Accession à la propriété de logements anciens - Ménages modestes - Droits d'enregistrement sur les ventes - Possible exonération): p. 11411 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-863 rectifié, n° II-1065 rectifié bis et n° II-1211 rectifié** (Organisme de foncier solidaire (OFS) - Acquisitions immobilières - Droit fixe): p. 11412 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1230 rectifié** (Immeubles neufs situés en zones tendues - Assujettissement - Taxe de publicité foncière ou droit d'enregistrement - Taux plein): p. 11412 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-1407 rectifié et n° II-1282 rectifié bis** (Logements anciens - Réhabilitation - Taxe de publicité ou droit d'enregistrement - Abattement): p. 11413 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendements n° II-864 rectifié, n° II-1067 rectifié bis et n° II-1214 rectifié** (Organismes HLM d'habitations à loyer modéré (HLM) - Acquisitions de logements - Exonération facultative): p. 11414 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-1003 rectifié bis** (Logements locatifs outre-mer - Cotisation Caisse de garantie du logement locatif social (CGLLS) - Modulation): p. 11415 - **Article additionnel après l'article 42 undecies - Amendement n° II-119 rectifié bis** (Rénovation énergétique de bâtiments - Contrats de performance énergétique (CPE) - Paiement public différé - Autorisation): p. 11416 - **Article 42 duodecies (nouveau)**

(Simplification des modalités d'assujettissement à la cotisation foncière des entreprises des sociétés civiles de moyens): p. 11416 - **Article additionnel après l'article 42 duodecies - Amendement n° II-1248 rectifié** (Établissements de santé privés à but lucratif - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Exonération): p. 11417 - **Article 42 terdecies (nouveau)** (Évaluation de la valeur locative des casiers d'enfouissement de déchets selon la méthode de l'appréciation directe): p. 11417 p. 11418 p. 11419 - **Article 42 quaterdecies (nouveau)** (Institution d'une méthode d'évaluation tarifaire de la valeur locative des biens situés dans des ports à l'exception des ports de plaisance): p. 11420 - **Article additionnel après l'article 42 quidecies - Amendement n° II-602** (Collectivités - Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)- Montant plancher - Fixation): p. 11421 - **Article additionnel après l'article 42 quidecies - Amendement n° II-1273** (Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) - Personnes de condition modeste, personnes âgées ou handicapées - Abattement): p. 11422 - **Article 42 septdecies (nouveau)** (Extension de la réduction du taux de la taxe sur les surfaces commerciales aux commerces de petite surface membres d'un groupe et exploités sous une même enseigne): p. 11422 - **Article 42 novodecies (nouveau)** (Possibilité pour les collectivités d'outre-mer et de Corse d'inscrire dans leur compte administratif les dotations de compensation des pertes liées à la crise sanitaire): p. 11423 - **Article additionnel après l'article 42 novodecies - Amendement n° II-1174 rectifié** (Troisième fraction de la redevance communale des mines versée au titre du sel - Critères de répartition - Modification): p. 11424 - **Article additionnel après l'article 42 vicies - Amendements n° II-1454 rectifié bis et n° II-1463 rectifié bis** (Entreprises agricoles - Sortie du glyphosate - Crédit d'impôt temporaire): p. 11427

- **Suite de la discussion** (7 décembre 2020) - **Article 43** (Adaptation de la taxe d'aménagement en vue de lutter contre l'artificialisation des sols): p. 11438 p. 11439 p. 11441 p. 11442 - **Article additionnel après l'article 43 - Amendement II-1462 rectifié** (Taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) - Suppression): p. 11443 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1338 rectifié** (Taxe de l'aviation civile - Taxe de solidarité sur les billets d'avion - Critère géographique): p. 11444 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1339 rectifié** (Taxe de solidarité sur les billets d'avion - Réductions tarifaires - Report entrée en vigueur): p. 11444 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1175 rectifié** (Navires de croisière - Stationnement dans les ports - Redevance de séjour - Création): p. 11446 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-146 rectifié** (Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) - Commune d'implantation - Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) - Répartition): p. 11447 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1263 rectifié bis** (Hydroélectricité - Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) - Modification): p. 11448 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-34 rectifié bis** (Stations de transfert d'énergie par pompage (STEP) - Imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) - Exonération): p. 11449 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1084 rectifié bis** (Hydroélectricité - Départements - Communes - EPCI à fiscalité propre - Taxe foncière - Exonération temporaire): p. 11449 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1326 rectifié** (Agence de financement des infrastructures de transport de France (AFITF) - Financement - Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement annexées à des locaux commerciaux - Extension nationale): p. 11450 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-428 rectifié ter** (Véhicules de plus de 3,5 tonnes - Écotaxe - Expérimentation): p. 11451 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1194 rectifié bis** (Forfait mobilités durables - Prise en charge employeur - Obligation): p. 11452 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-227 rectifié bis** (Services départementaux d'incendie et de secours (SDIS) - Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Exonération): p. 11453 - **Article additionnel après l'article**

43 ter - Amendement n° II-138 rectifié ter (*Fiscalité écologique - Loi de programmation*): p.11454 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-1364 rectifié bis** (*Transition énergétique - Compte d'affectation spéciale (CAS) - Gestion - Rapport au Parlement*): p.11455 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendements n° II-104 et n° II-521 rectifié** (*Production de biocarburants - Perspectives - Rapport au Parlement*): p.11455 - **Article additionnel après l'article 43 ter - Amendement n° II-105** (*Transport aérien - Projets de taxation - Rapport au Parlement*): p.11456 p.11457 - **Article 43 quinquies (nouveau)** (*Extension des modalités de neutralisation du produit comptable réalisé lors de l'acquisition de titres de participations à l'occasion d'une opération d'augmentation de capital libérée par des créances liquides et exigibles*): p.11457 - **Article additionnel après l'article 43 sexes - Amendements n° II-1092 rectifié bis et n° II-1261 rectifié** (*Crédit d'impôt audiovisuel - Seuil d'accès - Abaissement*): p.11458 - **Article additionnel après l'article 43 sexes - Amendements n° II-644 rectifié bis et n° II-1093 rectifié** (*Dépenses de production cinématographique - Crédit d'impôt - Augmentation temporaire*): p.11460 p.11461 - **Article additionnel après l'article 43 sexes - Amendement n° II-1259 rectifié** (*Crédit d'impôt cinéma - Assiette - Élargissement*): p.11462 - **Article additionnel après l'article 43 sexes - Amendements n° II-439 rectifié ter et n° II-968 rectifié bis** (*Crédit d'impôt cinéma - Durée - Extension*): p.11462 - **Article additionnel après l'article 43 sexes - Amendement n° II-647 rectifié bis** (*Cinéma - Entreprises d'édition et de distribution - Crédit d'impôt*): p.11464 - **Article 43 septies (nouveau)** (*Bonification du crédit d'impôt sur les dépenses de production phonographique*): p.11465 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendement n° II-1163 rectifié bis** (*Centre national de la musique - Liste des agréments du crédit d'impôt phonographique*): p.11466 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-249 rectifié bis, n° II-626, n° II-84 rectifié sexes, n° II-627 rectifié bis, n° II-747 rectifié quinquies et n° II-1260 rectifié** (*Édition musicale - Crédit d'impôt pour les producteurs phonographiques (CIPP) - Extension*): p.11471 p.11475 - **Article additionnel après l'article 43 septies - Amendements n° II-80 rectifié quater, n° II-432 rectifié et n° II-954** (*Très petites entreprises de musique enregistrée et d'édition musicale - Cotisation foncière des entreprises - Exonération*): p.11476 - **Article 43 octies (nouveau)** (*Rétablissement de la réduction d'impôt sur les sociétés au titre des souscriptions au capital des entreprises de presse*): p.11476 - **Article additionnel après l'article 43 octies - Amendement n° II-77 rectifié** (*Particuliers - Acquisition d'œuvres d'artistes vivants des arts visuels - Crédit d'impôt*): p.11477 - **Article additionnel après l'article 43 octies - Amendement n° II-986 rectifié quinquies** (*Librairies - Fiscalité*): p.11479 - **Article 43 undecies (nouveau)** (*Prolongation de la durée d'application du crédit d'impôt pour l'agriculture biologique*): p.11479 p.11480 - **Article 43 duodecies (nouveau)** (*Création d'un crédit d'impôt pour les entreprises agricoles certifiées « haute valeur environnementale »*): p.11481 p.11482 - **Article additionnel après l'article 43 duodecies - Amendement n° II-1458 rectifié bis** (*Agriculteurs - Congés - Service de remplacement - Crédit d'impôt*): p.11483 - **Article 43 quaterdecies (nouveau)** (*Exonération de taxe spéciale sur les contrats d'assurances (TSCA) sur les contrats assurant les véhicules électriques*): p.11485 - **Article additionnel après l'article 43 quaterdecies - Amendement n° II-1482** (*Crise sanitaire - Soutien aux entreprises - Assureurs*): p.11486 p.11487 - **Article 43 quindecies (nouveau)** (*Création d'une taxe sur les importations des produits de la mécanique*): p.11488 p.11489 - **Article 43 sexdecies (nouveau)** (*Crédit d'impôt au titre des abandons de loyers consentis par des bailleurs aux entreprises particulièrement touchées par les conséquences économiques de la crise sanitaire*): p.11490 - **Article 44** (*Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes d'urbanisme*): p.11492 p.11494 p.11495 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° II-1209 rectifié** (*Convention collective nationale du transport urbain - Salariés - Carte de service*): p.11495 - **Article additionnel après l'article 44 - Amendement n° II-1464**

rectifié (*Taxe d'aménagement - Secteurs de l'hôtellerie, des bars et de la restauration - Exonération*): p.11496 - **Article additionnel après l'article 44 bis - Amendement n° II-1425 rectifié** (*Actes sous seing privé - Signature - Dématérialisation*): p.11497 - **Article additionnel après l'article 44 bis - Amendement n° II-1137 rectifié** (*Associations - But exclusif d'assistance et de bienfaisance - Dons et legs - Droits de mutation à titre gratuit (DMTG) - Exonération*): p.11497 - **Article 44 ter (nouveau)** (*Diverses mesures préalables au transfert de la contribution unique à la formation professionnelle et à l'alternance aux URSSAF*): p.11499 p.11500 - **Article additionnel après l'article 44 quater - Amendement n° II-785 rectifié quater** (*Procédure fiscale - Crédit d'impôt recherche - Égalité de traitement*): p.11502 - **Article 44 quinquies (nouveau)** (*Transfert à la direction générale des finances publiques de la gestion des taxes intérieures sur les produits énergétiques*): p.11504 p.11505 - **Article 45** (*Création d'un régime de groupe de TVA et révision du champ du dispositif du regroupement autonome de personnes*): p.11509 p.11511 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1048 rectifié bis** (*Corse - Logements sociaux - Construction - Taux de TVA réduit*): p.11512 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-247 rectifié ter** (*Produits physiques musicaux - Téléchargement de phonogrammes musicaux - Taux réduit de TVA*): p.11512 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendements n° II-780 rectifié bis et n° II-797 rectifié ter** (*Cartes géographiques en relief - Taux réduit de TVA*): p.11513 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1298** (*Covid-19 - Vaccins - TVA - Exemption*): p.11514 - **Article additionnel après l'article 45 - Amendement n° II-1306** (*Produits du tabac - Traçabilité*): p.11514 p.11515 - **Article 45 bis (nouveau)** (*Prorogation du prêt à taux zéro*): p.11516 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° II-1087 rectifié ter et n° II-1213** (*Logements neufs - Prêt à taux zéro - Secteur rural - Quotité - Augmentation*): p.11518 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendement n° II-640 rectifié** (*Accession à la propriété - Personne sous condition de ressources - Prime exceptionnelle*): p.11519 - **Article additionnel après l'article 45 bis - Amendements n° II-111 rectifié bis, n° II-1062 rectifié bis, n° II-112 rectifié bis et n° II-1063 rectifié bis** (*Éco-prêt à taux zéro - Prolongation - Extension*): p.11521 - **Article 45 ter (nouveau)** (*Refonte du droit de francisation et de navigation*): p.11528 - **Article 45 quinquies (nouveau)** (*Conditions permettant aux centres de stockage de données numériques de bénéficier d'un tarif réduit de contribution au service public de l'électricité (CSPE)*): p.11529 p.11530 p.11531 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-31 rectifié ter** (*Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) - Cotisation foncière des entreprises (CFE) - Réseaux de chaleur issue de la biomasse - Exonération*): p.11533 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-110 rectifié bis** (*Véhicule électrique - Système de charge - Acquisition - Pose du système de charge - Très petites entreprises - Crédit d'impôt*): p.11535 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-33 rectifié bis** (*Plan relance - Incidence sur les objectifs énergétiques et climatiques - Évaluation*): p.11535 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendements n° II-222 rectifié bis et n° II-235 rectifié bis** (*Certificats d'économie d'énergie (CEE) - Règles comptables et fiscales - Harmonisation*): p.11536 - **Article additionnel après l'article 45 quinquies - Amendement n° II-1349 rectifié** (*Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) - Élargissement de l'assiette - Rapport au Parlement*): p.11537 p.11538 - **Article 45 sexes (nouveau)** (*Sanctions applicables en cas de visa frauduleux ou de manquements à l'obligation de transmission d'informations à la direction générale des douanes et des droits indirects*): p.11538 - **Article 45 septies (nouveau)** (*Prorogation et aménagement du dispositif « Pinel » de réduction d'impôt pour investissement locatif intermédiaire*): p.11539 p.11541 - **Article 45 octies (nouveau)** (*Limitation du dispositif « Pinel » aux bâtiments d'habitation collectifs*): p.11542 p.11543 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-391 rectifié bis, n° II-1235 et n° II-1286 rectifié** (*Dispositif « Pinel » - Bretagne - Zones B2 et C -*

Expérimentation - Prorogation): p. 11544 - **Article additionnel après l'article 45 octies - Amendements n° II-1072 rectifié ter, n° II-1401 rectifié et n° II-1285 rectifié (Logement neuf - Dispositif « Pinel » - Délai d'achèvement)**: p. 11545 - **Article 45 nonies (nouveau) (Application de la législation douanière en matière de sanctions en cas de visa frauduleux ou de manquements à l'obligation de transmission d'informations à la direction générale des douanes et des droits indirects)**: p. 11546 - **Article 45 decies (nouveau) (Mesure de simplification du calcul de la taxe sur les véhicules de société (TVS))**: p. 11546 - **Article 45 undecies (nouveau) (Création d'un malus sur le poids des véhicules supérieur à 1,8 tonne)**: p. 11547 - **Article additionnel après l'article 45 undecies - Amendement n° II-125 rectifié quater (Ménages modestes - Véhicules propres - Acquisition - Prêt à taux zéro)**: p. 11549 - **Article 46 (Sécurisation du droit de communication à la direction générale des finances publiques des données de connexion)**: p. 11551 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-1309 (Opérations de prêts de titres - Traitement fiscal et comptable - Suppression de renvois)**: p. 11552 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-126 (Avisseurs fiscaux - Régime - Pérennisation)**: p. 11552 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-128 (Observatoire d'évaluation de l'évasion fiscale internationale et de l'optimisation fiscale - Création)**: p. 11552 - **Article additionnel après l'article 46 - Amendement n° II-643 rectifié (Lutte contre les fraudes transfrontalières - Rapport au Parlement)**: p. 11553 - **Article 46 bis (nouveau) (Échange d'informations entre la direction générale des douanes et des droits indirects et les agents du ministère de l'environnement chargé de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée)**: p. 11553 - **Article 46 quater (nouveau) (Mise en conformité des délais de prescription des dettes douanières aux dispositions du code des douanes de l'Union)**: p. 11554 p. 11555 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendements n° II-1179 rectifié bis, n° II-1180 rectifié bis et n° II-1290 rectifié quater (Association d'aide aux personnes en difficulté - Dons - Réduction d'impôt - Plafond - Relèvement)**: p. 11559 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-132 rectifié (Collecte de fonds pour les organismes hors Union européenne - Déductions fiscales - Restrictions)**: p. 11561 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-133 rectifié (Cultes - Dons - Déductions d'impôts - Restrictions)**: p. 11561 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-1190 rectifié (Résidents fiscaux hors de France - Impôt - Paiement par virement - Autorisation)**: p. 11562 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-399 rectifié (Non-résidents - Acomptes contemporains - Paiement - Zone SEPA - Compte de dépôt - Absence - Pénalités - Exemption temporaire)**: p. 11562 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-1182 rectifié (« Budget participatif » - Rapport au Parlement)**: p. 11563 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendements n° II-1200 rectifié et n° II-1201 rectifié (Prélèvement à la source - Élargissement - Rapport au Parlement)**: p. 11564 p. 11564 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-106 rectifié bis (Travailleurs handicapés - Calcul et allocation adultes handicapés - Primes exceptionnelles - Non prise en compte)**: p. 11565 - **Article additionnel après l'article 46 duodecies - Amendement n° II-1360 rectifié bis (Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat (PEPA) - Prorogation)**: p. 11565 - **Article 46 terdecies (nouveau) (Extension aux agents de Pôle emploi des droits d'accès au FICOVIE)**: p. 11566 - **Article additionnel après l'article 46 terdecies - Amendements n° II-148 rectifié bis et n° II-1371 rectifié bis (Travailleurs indépendants - Imposition selon le régime du réel - Fiscalité - Alignement sur le régime des salariés)**: p. 11567 - **Article 46 quaterdecies (nouveau) (Contrôle des dépenses engagées au titre des frais de mandat)**: p. 11568 - **Article 46 quindecies (nouveau) (Validité des autorisations de prélèvement des contribuables en cas de changement d'instrument de prélèvement)**: p. 11568 - **Article additionnel après l'article 46 quindecies - Amendement n° II-572 (Usine Metaleurop Nord - Taxe foncière - Abattement - Conditions)**: p. 11569 - **Article 46 octodecies (nouveau) (Pouvoirs de**

contrôle des douanes en matière de base d'imposition de la TVA à l'importation): p. 11569 - **Article additionnel après l'article 46 octodecies - Amendement n° II-127 rectifié (Procédure de flagrance fiscale - Généralisation)**: p. 11570 - **Article additionnel après l'article 46 octodecies - Amendements n° II-149 rectifié bis et n° II-1370 rectifié bis (Contrôles par un organisme de gestion agréé (OGA) - Administration fiscale - Nouveau contrôle - Conditions)**: p. 11571 - **Article 47 (Financement du Fonds national d'aide au logement par Action Logement)**: p. 11573 - **Article 49 (Garantie de l'État aux projets immobiliers des établissements français d'enseignement à l'étranger)**: p. 11576 p. 11577 p. 11578 p. 11580 - **Article 49 bis (nouveau) (Détermination d'une trajectoire de cessation d'octroi de garanties de l'État au commerce extérieur pour les projets d'exploration et de production d'énergies fossiles)**: p. 11583 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° II-1394 rectifié (Plan de relance - Clause anti-abus)**: p. 11586 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° II-1193 (Plan de relance - Grandes entreprises - Versement de dividendes - Rachat d'actions - Interdiction)**: p. 11587 - **Article additionnel après l'article 49 bis - Amendement n° II-1196 (Grandes entreprises - Dispositifs d'aides publiques - Accord d'égalité professionnelle - Condition)**: p. 11588 - **Article 51 (Garantie de l'État des emprunts de l'Unedic émis en 2021)**: p. 11588 - **Article additionnel après l'article 51 - Amendement n° II-1040 rectifié (Jeunes - Produits nutritionnellement inadéquats - Taxe sur le marketing alimentaire)**: p. 11589 - **Article 51 bis (nouveau) (Diminution du droit de consommation applicable au rhum produit dans les collectivités d'outre-mer)**: p. 11590 - **Article 51 sexies (nouveau) (Élargissement de l'exonération de cotisations patronales sur les attributions d'actions gratuites aux entreprises de taille intermédiaire)**: p. 11590 - **Article 51 septies (nouveau) (Exonération temporaire de forfait social sur certains abondements d'un plan d'épargne salariale)**: p. 11591 - **Article 51 octies (nouveau) (Exonération de la taxe sur le prix des entrées de cinéma)**: p. 11592 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendements n° II-39 rectifié ter, n° II-159 rectifié bis, n° II-983 rectifié et n° II-1255 rectifié ter (Filière vitivinicole - Baisse du chiffre d'affaires - Aide aux employeurs)**: p. 11593 - **Article additionnel après l'article 51 octies - Amendements n° II-40 rectifié quater, n° II-160 rectifié ter et n° II-981 rectifié bis (Viticulteurs - Cotisations - Revenus - Modification du calcul)**: p. 11594 - **Article 52 (Garantie de l'État aux prêts participatifs des petites et moyennes entreprises et des entreprises de taille intermédiaire)**: p. 11596 p. 11597 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-985 rectifié bis (Veuve d'ancien combattant âgée de 74 ans et plus - Demi-part supplémentaire)**: p. 11598 - **Article additionnel après l'article 52 - Amendement n° II-1299 rectifié (Filière française vitivinicole - États-Unis - Sanctions commerciales - Fonds de compensation - Rapport au Parlement)**: p. 11598 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendement n° II-1486 (Covid-19 - Agents publics - Arrêt maladie - Jour de carence - Suspension)**: p. 11600 p. 11601 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendements n° II-293 rectifié et n° II-1440 rectifié (Grandes agglomérations - Redevance incitative)**: p. 11602 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendements n° II-1099 rectifié ter et n° II-1423 rectifié bis (Intercommunalités - Tarification déchets - Harmonisation - Délai)**: p. 11603 - **Article additionnel après l'article 52 octies - Amendement n° II-1414 rectifié (Dispositifs complément d'assurance crédit public (CAP) - Filiales étrangères - Extension)**: p. 11603 - **Demande de seconde délibération**: p. 11603 - **Demande de coordination**: p. 11604 - **Article 33 et état B annexé (Crédits du budget général)**: p. 11611 p. 11612 - **Article 32 et état A annexé (pour coordination) (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)**: p. 11629

- **Débat à la suite de la réunion du Conseil européen des 10 et 11 décembre 2020** - (15 décembre 2020): p. 11902

- **Projet de loi de finances pour 2021 - Nouvelle lecture [n° 236 (2020-2021)]**

Discussion générale :

- (16 décembre 2020) : p. 11990 p. 11994 - **Question préalable** : p. 12000

- ABBA (Bérangère), p. 1
 ADNOT (Philippe), p. 2
 ALLIZARD (Pascal), p. 3
 AMIEL (Michel), p. 5
 ANDRÉ (Catherine), p. 6
 ANGLARS (Jean-Claude), p. 7
 ANTISTE (Maurice), p. 7
 APOURCEAU-POLY (Cathy), p. 9
 ARNAUD (Jean-Michel), p. 13
 ARNELL (Guillaume), p. 14
 ARTANO (Stéphane), p. 15
 ARTIGALAS (Viviane), p. 18
 ASSASSI (Éliane), p. 21
 ASSOULINE (David), p. 27
 ATTAL (Gabriel), p. 30
 BABARY (Serge), p. 30
 BACCHI (Jérémy), p. 33
 BACCI (Jean), p. 34
 BACHELOT (Roselyne), p. 35
 BARGETON (Julien), p. 36
 BAS (Philippe), p. 41
 BASCHER (Jérôme), p. 53
 BAZIN (Arnaud), p. 61
 BEAUNE (Clément), p. 65
 de BELENET (Arnaud), p. 65
 BELIN (Bruno), p. 67
 BELLOUBET (Nicole), p. 68
 BELLUROT (Nadine), p. 71
 BELRHITI (Catherine), p. 72
 BENARROCHE (Guy), p. 73
 BENBASSA (Esther), p. 75
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 78
 BERTHET (Martine), p. 80
 BERTRAND (Alain), p. 83
 BERTRAND (Anne-Marie), p. 84
 BIGNON (Jérôme), p. 85
 BIGOT (Jacques), p. 87
 BIGOT (Joël), p. 89
 BILHAC (Christian), p. 92
 BILLON (Annick), p. 93
 BIZET (Jean), p. 97
 BLANC (Étienne), p. 104
 BLANC (Jean-Baptiste), p. 105
 BLANDIN (Valérie), p. 105
 BLANQUER (Jean-Michel), p. 106
 BLATRIX CONTAT (Florence), p. 107
 BLONDIN (Maryvonne), p. 108
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 110
 BOCQUET (Éric), p. 113
 BONFANTI-DOSSAT (Christine), p. 118
 BONHOMME (François), p. 120
 BONNEAU (François), p. 126
 BONNE (Bernard), p. 127
 BONNECARRÈRE (Philippe), p. 129
 BONNEFOY (Nicole), p. 133
 BONNUS (Michel), p. 135
 BORCHIO FONTIMP (Alexandra), p. 136
 BORÉ (Patrick), p. 136
 BORIES (Pascale), p. 137
 BORNE (Élisabeth), p. 138
 BOTREL (Yannick), p. 139
 BOUAD (Denis), p. 139
 BOUCHET (Gilbert), p. 140
 BOULAY-ESPÉRONNIER (Céline), p. 142
 BOULOUX (Yves), p. 144
 BOURGI (Hussein), p. 145
 BOURGUIGNON (Brigitte), p. 146
 BOURQUIN (Martial), p. 150
 BOURRAT (Toine), p. 151
 BOUTANT (Michel), p. 151
 BOYER (Jean-Marc), p. 153
 BOYER (Valérie), p. 155
 BRIQUET (Isabelle), p. 156
 BRISSON (Max), p. 158
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 164
 BRULIN (Céline), p. 165
 BUFFET (François-Noël), p. 168
 BUIS (Bernard), p. 171
 BURGOA (Laurent), p. 173
 BUZYN (Agnès), p. 174
 CABANEL (Henri), p. 175
 CABARET (Muriel), p. 177
 CADEC (Alain), p. 177
 CADIC (Olivier), p. 178
 CALVET (François), p. 182
 CAMBON (Christian), p. 184
 CANAYER (Agnès), p. 189
 CANEVET (Michel), p. 191
 CAPO-CANELLAS (Vincent), p. 198
 CAPUS (Emmanuel), p. 201
 CARCENAC (Thierry), p. 204
 CARDENES (Stéphane), p. 206
 CARDON (Rémi), p. 206
 CARDOUX (Jean-Noël), p. 207
 CARLOTTI (Marie-Arlette), p. 208
 CARRÈRE (Maryse), p. 209
 CARTRON (Françoise), p. 212
 CASTANER (Christophe), p. 213
 CASTELLI (Joseph), p. 215
 CASTEX (Jean), p. 215
 CAZABONNE (Alain), p. 216
 CAZEAU (Bernard), p. 217
 CHAIN-LARCHÉ (Anne), p. 218
 CHAIZE (Patrick), p. 220
 CHARON (Pierre), p. 222
 CHASSEING (Daniel), p. 224
 CHATILLON (Alain), p. 227
 CHAUDUN (Christophe), p. 229
 CHAUVET (Patrick), p. 229
 CHAUVIN (Marie-Christine), p. 230
 CHEVROLLIER (Guillaume), p. 232
 de CIDRAC (Marta), p. 235
 CIGOLOTTI (Olivier), p. 238
 CLUZEL (Sophie), p. 241
 COHEN (Laurence), p. 241
 COLLIN (Yvon), p. 248
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 250
 CONCONNE (Catherine), p. 252
 CONSTANT (Agnès), p. 254
 CONWAY-MOURET (Hélène), p. 254
 CORBISEZ (Jean-Pierre), p. 258
 COSTES (Josiane), p. 259
 COURTEAU (Roland), p. 260
 COURTIAL (Édouard), p. 262
 COZIC (Thierry), p. 264
 CUKIERMAN (Cécile), p. 266
 CUYPERS (Pierre), p. 270
 DAGBERT (Michel), p. 273
 DALLIER (Philippe), p. 275
 DANESI (René), p. 281
 DANTEC (Ronan), p. 283
 DARCOS (Laure), p. 286
 DARMANIN (Gérald), p. 292
 DARNAUD (Mathieu), p. 293
 DARRIEUSSECQ (Geneviève), p. 296
 DAUBRESSE (Marc-Philippe), p. 296

INDEX

- DAUDIGNY (Yves), p. 298
 DAUNIS (Marc), p. 301
 DECOOL (Jean-Pierre), p. 302
 del PICCHIA (Robert), p. 304
 DELAHAYE (Vincent), p. 305
 DELATTRE (Nathalie), p. 308
 DELCROS (Bernard), p. 313
 DELMONT-KOROPOULIS (Annie), p. 316
 DEMAS (Patricia), p. 317
 DEMILLY (Stéphane), p. 318
 DENNEMONT (Michel), p. 319
 DENORMANDIE (Julien), p. 320
 DÉRIOT (Gérard), p. 321
 DEROCHE (Catherine), p. 322
 DEROMEDI (Jacky), p. 330
 DESEYNE (Chantal), p. 334
 DÉTRAIGNE (Yves), p. 336
 DEVINAZ (Gilbert-Luc), p. 338
 DI FOLCO (Catherine), p. 340
 DINDAR (Nassimah), p. 343
 DJEBBARI (Jean-Baptiste), p. 345
 DOINEAU (Élisabeth), p. 346
 DOMINATI (Philippe), p. 350
 DOSSUS (Thomas), p. 351
 DREXLER (Sabine), p. 352
 DUBOIS (Daniel), p. 353
 DUBOS (Christelle), p. 354
 DUFAUT (Alain), p. 355
 DUFFOURG (Alain), p. 356
 DUMAS (Catherine), p. 357
 DUMONT (Françoise), p. 359
 DUPLOMB (Laurent), p. 360
 DUPOND-MORETTI (Éric), p. 364
 DURAIN (Jérôme), p. 365
 DURAN (Alain), p. 367
 DURANTON (Nicole), p. 370
 DUSSOPT (Olivier), p. 372
 ÉBLÉ (Vincent), p. 390
 EINAUDI (Michèle), p. 395
 EL HAÏRY (Sarah), p. 395
 ELIMAS (Nathalie), p. 395
 ÉMORINE (Jean-Paul), p. 396
 ESPAGNAC (Frédérique), p. 396
 ESTROSI SASSONE (Dominique), p. 398
 EUSTACHE-BRINIO (Jacqueline), p. 401
 EVRARD (Marie), p. 405
 FAVREAU (Gilbert), p. 405
 FÉRAT (Françoise), p. 406
 FÉRAUD (Rémi), p. 408
 FÉRET (Corinne), p. 412
 FERNIQUE (Jacques), p. 414
 FESNEAU (Marc), p. 416
 FIALAIRE (Bernard), p. 417
 FICHET (Jean-Luc), p. 418
 FILLEUL (Martine), p. 420
 FOLLIOT (Philippe), p. 423
 FORISSIER (Michel), p. 424
 FOUCHÉ (Alain), p. 425
 FOURNIER (Bernard), p. 427
 FOURNIER (Catherine), p. 429
 FRASSA (Christophe-André), p. 431
 FROGIER (Pierre), p. 433
 GABOUTY (Jean-Marc), p. 433
 GARCIA (Danièle), p. 436
 GARNIER (Laurence), p. 436
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 436
 GATEL (Françoise), p. 439
 GATTOLIN (André), p. 443
 GAY (Fabien), p. 447
 GENEST (Jacques), p. 453
 GENET (Fabien), p. 453
 GERBAUD (Frédérique), p. 454
 GHALI (Samia), p. 455
 GILLÉ (Hervé), p. 456
 GILLES (Bruno), p. 459
 GINESTA (Jordi), p. 459
 GIRARDIN (Annick), p. 460
 GIRAUD (Joël), p. 461
 GIUDICELLI (Colette), p. 462
 GOLD (Éric), p. 462
 GONTARD (Guillaume), p. 465
 GOSSELIN (Béatrice), p. 468
 GOULET (Nathalie), p. 469
 GOURAULT (Jacqueline), p. 476
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 478
 GRAND (Jean-Pierre), p. 480
 GRÉAUME (Michelle), p. 481
 GRÉGOIRE (Olivia), p. 485
 GRELET-CERTENAIS (Nadine), p. 486
 GREMILLET (Daniel), p. 487
 GRISET (Alain), p. 491
 GROSDIDIER (François), p. 492
 GROSPERRIN (Jacques), p. 493
 GRUNY (Pascale), p. 495
 GUENÉ (Charles), p. 500
 GUERET (Daniel), p. 502
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 503
 GUERRIAU (Joël), p. 504
 GUIDEZ (Jocelyne), p. 508
 GUILLAUME (Didier), p. 511
 GUILLEMOT (Annie), p. 512
 GUILLOTIN (Véronique), p. 514
 GUIOL (André), p. 517
 HAI (Nadia), p. 518
 HARRIBEY (Laurence), p. 518
 HASSANI (Abdallah), p. 521
 HAUT (Claude), p. 521
 HAVET (Nadège), p. 522
 HAYE (Ludovic), p. 523
 HENNO (Olivier), p. 524
 HERVÉ (Loïc), p. 528
 HERZOG (Christine), p. 532
 HINGRAY (Jean), p. 533
 HOULLEGATTE (Jean-Michel), p. 534
 HOUPERT (Alain), p. 537
 HUGONET (Jean-Raymond), p. 539
 HURÉ (Benoît), p. 542
 HUSSON (Jean-François), p. 543

